

# TABLE NOMINATIVE 2007 - DÉBATS DU SÉNAT

**ABOUT (Nicolas)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : La résidence alternée : une journée d'auditions publiques pour évaluer la loi du 4 mars 2002 [n° 349 (2006-2007)] (26 juin 2007) - **Famille - Justice**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*Proposition de loi organique* tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)] (14 décembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [n° 108 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 365) : propose d'intituler ce texte du nom du ministre de la santé.

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 430) : favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 538, 539) : favorable au retrait de l'amendement n° 22 de M. François Autain (sanction à l'encontre des laboratoires n'ayant pas procédé, ou avec retard, aux études "post-AMM") qu'il estime satisfait. - **Article 15** (art. L. 5121-20 du code de la santé publique - *Décrets en Conseil d'Etat*) (p. 547) : suggère une modification à l'amendement n° 37 de M. François Autain (accessibilité des notices de médicaments aux personnes handicapées). (p. 549) : avis de la commission sur l'amendement n° 36 de M. François Autain (association des patients et des associations agréées de patients au système de pharmacovigilance). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 555, 556) : souhaite le soutien du Sénat à l'amendement n° 44 de M. François Autain (application aux travaux de la Haute autorité de santé de l'obligation légale de transparence requise pour les travaux des commissions de l'AFSSAPS). - **Article 28 bis** (art. L. 1114-1 du code de la santé publique - *Publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients*) (p. 558) : intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (précision des associations visées par l'article). - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 562, 563) : suivra l'avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 9 de M. André Lardeux et n° 15 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 574) : intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (retrait de l'habilitation par ordonnance des programmes d'observance des patients). Son engagement de déposer une proposition de loi en octobre. (p. 576) : s'engage à modifier l'amendement n° 7 de la commission (précision du délai dans lequel seront prises les ordonnances) en commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 578) : s'associe aux remerciements du ministre.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Demande de réserve** (p. 679) : demande la réserve des amendements tendant à insérer un article additionnel au chapitre premier jusqu'à la fin de l'examen dudit chapitre ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 731) : intervient sur l'amendement n° 164 de M. Thierry Repentin (assistance des requérants par des associations agréées au cours de la procédure devant le tribunal administratif). (p. 741) : intervient sur les amendements identiques n° 23 de la commission, n° 50 de la commission des

affaires économiques saisie pour avis et de la commission des lois saisie pour avis n° 71 (possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation). - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Caducité des conventions de délégation*) (p. 758) : favorable à l'amendement n° 283 du Gouvernement (mise en conformité des conventions existantes avec les dispositions de la présente loi). - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 768, 769) : intervient sur les amendements identiques n° 8 de Mme Michelle Demessine et n° 208 de M. Thierry Repentin (renforcement des obligations de réalisation de places d'hébergement par les communes). - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 798) : favorable à l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU).

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 853) : favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 62 (portage foncier pour les opérations d'accession sociale à la propriété) . (p. 864) : favorable au sous-amendement n° 289 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia (mise en place d'une procédure d'expulsion rapide de l'occupant illégal du domicile d'autrui). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 876) : son amendement n° 87 : ratification de deux ordonnances créant le régime social des indépendants et instituant l'interlocuteur social unique ; adopté. - **Demande de priorité** (p. 884) : accepte la demande d'examen par priorité de l'amendement n° 290 du Gouvernement (garantie de l'accès aux soins lors de leur séjour en France pour les bénéficiaires de l'allocation de réinsertion sociale et familiale des anciens migrants). - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 891, 892) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (modalités de contrôle des services de l'Etat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 909) : hommage au travail des ministres et des rapporteurs. Texte équilibré.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. André Lardeux, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1354, 1355) : réserves à l'égard d'apports de l'Assemblée nationale comme l'extension des possibilités de saisine du Défenseur des enfants, la possibilité pour les enfants de refuser d'être entendu par le juge et l'ouverture d'un troisième cas de saisine du juge des enfants. Enseignement à distance et instruction à domicile. Refus de vaccination des enfants. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - *Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 1364) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Guy Fischer. (p. 1365) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Claire-Lise Campion. (p. 1366, 1367) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 26, 25 et 24, ainsi que sur l'amendement n° 61 de Mme Catherine Troendle. (p. 1368, 1370) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 28, 30 et 31, ainsi que sur l'amendement n° 12 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 1er bis** (art. L. 542-2 du code de l'éducation - *Dispositions de coordination dans le code de l'éducation*) : soutient l'amendement n° 1 de la commission (coordination) ; adopté. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - *Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 1371) : position de la commission sur les amendements n° 60 de Mme Claire-Lise Campion et n° 33 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 1372) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 132-6 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions de dispense de l'obligation alimentaire*) : position de la commission sur l'amendement n° 59 de Mme Catherine Troendle. -

**Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - *Modalités de la saisine du Défenseur des enfants*) (p. 1374) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de Mme Claire-Lise Campion. Soutient l'amendement de la commission n° 62 (indemnisation des correspondants territoriaux du Défenseur des enfants) ; retiré. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 1375) : position de la commission sur l'amendement n° 35 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1376) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 4 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1377) : position de la commission sur les amendements n° 15 de Mme Claire-Lise Campion, n° 37 et n° 38 de M. Guy Fischer. (p. 1379, 1381) : soutient l'amendement n° 2 de la commission (conditions de saisine du juge par le président du conseil général) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5** : position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 1382, 1383) : position de la commission sur les amendements n° 16 de Mme Claire-Lise Campion et n° 55 de M. Claude Domeizel. - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) (p. 1384, 1386) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 40, 41 et 42, et n° 44 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance*) (p. 1387, 1388) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 1389) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 10** : position de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer. - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Droits des parents dans leurs relations avec le service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 1391) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1392) : position de la commission sur les amendements n° 17 de Mme Claire-Lise Campion et n° 45 de M. Guy Fischer. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - *Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial*) (p. 1393) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Guy Fischer. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - *Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents*) (p. 1395) : soutient l'amendement n° 4 de la commission (habilitation des services à héberger exceptionnellement des mineurs accordée par le préfet et le président du conseil général) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 14** : position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 1396) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 17** (*Création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi*) (p. 1398) : position de la commission sur les amendements n° 19 de Mme Claire-Lise Campion et de M. Guy Fischer n° 49, 50 et 51. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 1399) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de Mme Claire-Lise Campion. (p. 1400) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 19** (art. 227-23 du code pénal - *Sanctions applicables à la pédo-pornographie sur Internet*) (p. 1401) : position de la commission sur l'amendement n° 54 de

Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 20** (art. L. 112-26 du code du travail et L. 331-4-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reporter après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité) (p. 1402, 1403) : soutient l'amendement n° 5 de la commission (coordination) ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 22 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 22** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile à leurs enfants) (p. 1404, 1405) : soutient l'amendement n° 6 de la commission (limitation de l'instruction à domicile aux enfants issus d'une seule et même famille) ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur le sous-amendement n° 10 de M. Bernard Seillier. - **Article 23** (art. L. 444-5 du code de l'éducation - Qualification des directeurs des organismes privés d'enseignement à distance) : soutient l'amendement n° 7 de la commission (définition par décret des conditions de diplôme exigées pour l'enseignement à distance) ; adopté. - **Article 25** (art. 444-12 nouveau du code de l'éducation - Régime des incapacités relatives à l'exercice des fonctions de directeur d'un organisme de soutien scolaire) (p. 1406) : soutient l'amendement n° 8 de la commission (distinction entre organismes de soutien scolaire et organismes d'enseignement à distance) ; adopté. - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 1407, 1409) : soutient l'amendement n° 9 de la commission (exception à l'obligation de vaccination en cas de contre-indication médicale) ; adopté. Position de la commission sur les amendements identiques n° 23 de Mme Claire-Lise Campion et n° 52 de M. Jean Desessard.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1460, 1461) : remerciements à M. Jean-Pierre Godefroy, rapporteur et auteur de la proposition de loi. Configuration insolite et limites de l'exercice. Proposera une méthode plus moderne pour faire valoir les positions du Sénat.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1521, 1523) : droits des personnes protégées. Place prépondérante de la famille. Question du droit de vote des personnes placées sous tutelle. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1529, 1530) : son amendement n° 177 : coordination ; adopté. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1556) : son amendement n° 178 : précision des conditions dans lesquelles le procureur de la République établit la liste des médecins spécialisés apportant leur expertise dans une procédure de mise sous tutelle ; retiré. (p. 1558, 1559) : ses amendements n° 179 : rappel du rôle du juge en matière de garantie du caractère strictement confidentiel des documents médicaux produits à l'occasion d'une procédure de mise sous tutelle ; retiré ; et n° 181 : information des personnes devant être placées sous tutelle de la possibilité d'être accompagnées d'un avocat ou de toute autre personne de leur choix à l'occasion de la convocation du juge ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1598, 1602) : favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Michel (rétablissement de l'autorisation du juge des tutelles pour la révocation du testament). (p. 1603) : son amendement n° 180 : désignation par les parents d'une personne de confiance dans le cadre du mandat de protection future ; adopté. (p. 1611) : défavorable à l'amendement n° 131 de la commission saisie pour avis (prise en compte dans la mesure d'accompagnement social personnalisé de tous les revenus et non des seules prestations sociales). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1615) : intervient sur l'amendement n° 188 de Mme Josiane Mathon-Poinat (inclusion d'un médecin inscrit sur la liste établie par le procureur de la République au sein de l'équipe pluridisciplinaire des maisons départementales des personnes handicapées). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1625, 1626) : ses amendements portant sur le même objet n° 182 ; retiré ; et n° 183 : conditions d'exercice du droit de vote des majeurs protégés ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur - Deuxième lecture [n° 263 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1903) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) - président de la commission des affaires sociales (p. 2631, 2633) : particularités du débat : début de législature ; interlocuteur gouvernemental unique ; contexte de finances sociales dégradées. Attente de réponses concrètes sur l'ensemble des problèmes relevés par le rapporteur de la commission des affaires sociales. Ses remarques visant à améliorer la connaissance, la gestion et le contrôle parlementaire des finances sociales. Indigence des cinq pages du rapport 2007 prévu par la loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale. Absence d'évaluation pluriannuelle de l'évolution des recettes et des dépenses. Non-prise en compte des observations formulées depuis juin 2006 par la commission des affaires sociales, s'agissant des programmes de qualité et d'efficience, PQE, annexés au projet de loi de financement de la sécurité sociale. Difficultés rencontrées par la Cour des comptes dans son premier exercice de certification des comptes de la branche famille. Efforts d'amélioration de présentation attendus de la CNAF en 2008.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Article 3** (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail) (p. 3371) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Alain Milon (suppression de la référence au congé d'éducation des enfants).

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 2007) - président de la commission des affaires sociales (p. 3452) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) - président de la commission des affaires sociales (p. 3455, 3457) : rôle du Parlement. Causes de la réforme. Solutions envisageables. Extinction des régimes spéciaux.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) - président de la commission des affaires sociales (p. 4424) : niveau des prélèvements obligatoires. MECSS. "Budgétisation" de la sécurité sociale. Autonomie des lois de financement de la sécurité sociale en matière de recettes. Exonérations de cotisations et de contributions sociales. TVA sociale.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4505) : le groupe UC-UDF votera ces deux textes.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4567) : position de la commission sur la motion n° 274 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4570) : position de la commission sur la motion n° 141 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4591, 4593) : Etats généraux de l'organisation de la santé prévus en janvier 2008. Favorable à l'association des représentants des étudiants en médecine aux négociations portant sur l'installation. Dimension régionale des études de médecine. Nécessité d'agir sur l'organisation du système de soins. Question de l'optimisation du temps médical : délégation des tâches ; décharge des tâches administratives ; exercice de la médecine de groupe ; promotion des maisons de santé pluridisciplinaires en zones rurales et en zones urbaines

sensibles avec l'aide des collectivités territoriales, de la Caisse des dépôts et consignations ou de grands groupes d'assurance.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) - président de la commission des affaires sociales (p. 4606) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Ses réflexions sur la situation née de la modification des conditions d'application de l'article 40 de la Constitution, véritable entrave au travail parlementaire empêchant le dépôt d'amendements rectifiés.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] (suite)**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - président de la commission des affaires sociales - **Article 9 A** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 65 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 53 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - Suppression de la faculté ouverte aux fonctionnaires devenus parlementaires de continuer à cotiser dans leur régime de retraite d'origine) (p. 4622, 4623) : s'engage à constituer un groupe de travail sur la question complexe de l'article 9 A en considérant l'ensemble du statut des élus. - **Article 9** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques) (p. 4650, 4651) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (maintien, jusqu'au 31 décembre 2007, du dispositif actuel d'aide fiscale à la recherche) et sur la position du rapporteur. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4655) : propose le maintien de l'amendement n° 4 de la commission (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les boissons sucrées) pour examen en commission mixte paritaire. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 4657, 4658) : souhaite l'adoption par le Sénat de l'amendement n° 198 de Mme Anne-Marie Payet (interdiction de la vente de produits du tabac en distributeurs automatiques).

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Demande de réserve** (p. 4725) : accepte la demande de réserve du Gouvernement portant sur l'article 26. - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4730) : son amendement n° 193 : suppression de l'obligation de transmission à la caisse primaire d'assurance maladie d'un état semestriel des dépassements réalisés ; adopté. - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé) (p. 4749, 4752) : favorable après modification à l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4773) : rectification de l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). (p. 4775) : travail de la commission sur les maisons de santé. (p. 4776) : annonce la prochaine tenue des états généraux de la santé. (p. 4779) : intervient sur l'amendement n° 451 du Gouvernement (signature par les directeurs de la mission régionale de santé des conventions passées dans le cadre de l'expérimentation). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4797) : intervient sur l'amendement n° 128 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (attribution de la qualité de faisant fonction d'interne, FFI, aux citoyens français résidents permanents à l'étranger). - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4826, 4827) : son amendement n° 410 : application de la franchise par ligne de prescription ; retiré. - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4848, 4851) : favorable aux amendements n° 36 de la commission (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP) et de la commission saisie pour avis n° 87 (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP). - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - Restructuration du réseau des officines de pharmacie) (p. 4864) : intervient sur l'amendement n° 463 du Gouvernement (modalités de création d'officine sur la base du droit au moment du dépôt de la demande) et sur le sous-amendement n° 474 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 4867) : son amendement n° 194 : retour au texte initial du projet de loi prévoyant un délai de dix ans avant la création d'une nouvelle officine ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 43** (*Expérimentation d'une enveloppe hospitalière pour les transports sanitaires*) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (détermination par les missions régionales de santé de la liste des établissements qui participent à l'expérimentation). - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4928) : observation relative à la pratique de l'IVG médicamenteuse. - **Article 50** (*Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 4937) : irrecevabilité de l'amendement n° 355 de M. François Autain relatif à la répartition des dépenses. - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 4943) : son amendement n° 411 : pénalisation financière des entreprises qui n'emploient pas une proportion minimale de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans ; adopté. - **Article additionnel après l'article 67 quinquies** (p. 4978) : son amendement n° 412 : accès au répertoire national commun des organismes de sécurité sociale pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4987) : remerciements. Expériences de procédure.

**ADNOT (Philippe)**  
*sénateur (Aube)*  
 NI

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le Palais de la découverte : un condensé de dysfonctionnements administratifs et politiques [n° 354 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Culture**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 367 (2006-2007)] relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 373 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 91 tome 3 annexe 23 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2179, 2180) : ouverture sur l'extérieur du conseil d'administration des universités. Réforme structurelle. Amendements proposés par la commission des finances saisis pour avis. Favorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2255) : défavorable à l'amendement n° 102 de M. Hugues

Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). (p. 2262) : favorable aux amendements de la commission n° 45 et n° 46. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2296, 2297) : demande de précisions sur la mise en place d'une dotation globale et sur l'autonomie des universités en matière de gestion des ressources humaines. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2323) : son amendement n° 107 : obligation de diagnostic de l'état dans lequel se trouvent les biens mobiliers et immobiliers à l'occasion de leur transfert aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; retiré. (p. 2325) : intervient sur son amendement n° 107 précité. - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2328) : son amendement n° 104 : possibilité pour les fondations d'établissement de contracter avec des tiers et de bénéficier des mesures fiscales attachées aux fondations dotées de la personnalité morale ; adopté. (p. 2330) : intervient sur son amendement n° 104 précité. (p. 2332) : intervient sur son amendement n° 104 précité ainsi que sur les amendements du Gouvernement n° 202 (possibilité pour les centres de recherche de créer des fondations universitaires) ; n° 203 (autonomie financière des fondations) ; n° 204 (place pour le collège des fondateurs dans le conseil de gestion) et n° 220 (nouvel intitulé pour les fondations prévu par cet article - Fondations universitaires). - **Articles additionnels après l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 2333, 2334) : ses amendements n° 105 : réductions d'impôts en faveur des donateurs des fondations ; et n° 106 : introduction d'une nouvelle dation en paiement des droits de mutation à titre gratuit par remise de blocs de titres destinés à constituer une dotation au profit des organismes de recherche et d'enseignement ; adoptés. - **Article additionnel avant l'article 26 ou après l'article 32** (p. 2336) : son amendement n° 109 : extension des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines au bénéfice des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, autres que les universités ; retiré. - **Article 28** (art. 200 et 238 bis du code général des impôts - Encouragement du mécénat en direction des universités) (p. 2339) : son amendement n° 108 : harmonisation de la situation des établissements habilités à bénéficier de dons, de legs ou de mécénats ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2356) : avis favorable sur ce texte de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2708, 2709) : expérimentation du revenu de solidarité active, RSA. Heures supplémentaires. Incitation à l'investissement dans les PME. Recherche et financement de la preuve du concept.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2889) : votera l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA). - **Article 6** (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2928) : son amendement n° 235 : extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP ; adopté après modification par le sous-amendement n° 278 du Gouvernement. (p. 2932, 2933) : intervient sur son amendement n° 235 précité. (p. 2939) : son amendement n° 234 : assouplissement de l'engagement de conservation des titres de PME ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5263) : son amendement n° I-47 : élargissement des cas dans lesquels une plus-value professionnelle, dans le cadre d'une société de personnes, peut être exonérée dès lors que l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans ; adopté. (p. 5275,

5276) : son amendement n° I-45 : clarification des dispositions fiscales relatives aux réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5289, 5291) : ses amendements n° I-37 : maintien des avantages fiscaux pour les titres libérés à l'occasion de la rupture du pacte d'actionnaires sous réserve de leur réinvestissement dans des sociétés entrant dans la même cible ; n° I-39 : alignement de l'avantage fiscal lié à l'investissement intermédiaire sur celui de l'investissement direct ; et n° I-38 : exclusion des fonds d'investissement de proximité du règlement communautaire de minimis limitant le plafond des aides publiques par entreprise ; retirés.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 14** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 5459) : intervient sur l'amendement n° I-274 du Gouvernement (relèvement de l'évaluation initiale et instauration d'un mode de financement complémentaire). - **Article 15** (*Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008*) (p. 5463) : intervient sur l'amendement n° I-211 de Mme Marie-France Beauflis (suppression de la disposition étendant aux écoles privées l'obligation de participation de la commune de résidence des enfants aux frais de fonctionnement de l'école sous contrat située dans une autre commune). - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5471) : favorable à l'amendement n° I-78 de M. Marc Massion (minoration de l'augmentation des crédits de paiement affectés au compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route").

Deuxième partie :

#### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6285, 6287). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6311, 6315) : son amendement n° II-14 : rétablissement du plan "Licence" ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-194 de M. Christian Gaudin.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 4** (*Autorisation de la perception de la redevance de gestion des fréquences*

*radioélectriques*) (p. 6766) : son amendement n° 29 : prolongation du dispositif transitoire instauré par la loi de finances rectificative pour 2006 pour le calcul de la redevance devant être acquittée à l'Etat par les opérateurs téléphoniques jusqu'à la publication du décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 192 du Gouvernement (précision). - **Article 20 ter** (*Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI*) (p. 6830, 6831) : ses amendements n° 25 : précision quant à la constitution du plafond de 1,5 millions d'euros prévu par la Commission européenne pour les investissements bénéficiant de l'avantage fiscal ; retiré ; et n° 24 : autorisation des cessions de participation, pendant le délai de conservation de cinq ans sans remise en cause de l'avantage fiscal, sous réserve que le produit de la vente soit intégralement réinvesti dans des titres de PME également éligibles ; adopté. (p. 6835, 6836) : décalage entre les objectifs du Gouvernement et la défense des fonds d'investissement de proximité. Demande de précision sur l'amendement n° 194 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour investissement dans toutes les PME et modification du quota d'investissement fixé par les députés pour le nouveau régime intermédiaire en le faisant passer de 25.000 euros à 15.000 euros). (p. 6837) : retire son amendement n° 25 précité. (p. 6838) : maintient son amendement n° 24 précité. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6841, 6842) : ses amendements n° 28 et 27 : clarification ; retirés ; et n° 40 : relèvement, de 10.000 euros à 15.000 euros, du plafond de la réduction d'ISF applicable immédiatement aux investissements dans les FIP ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6853, 6854) : son amendement n° 30 : assouplissement des critères permettant à une entreprise de bénéficier du statut de jeune entreprise innovante ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6902, 6903) : son amendement n° 41 : réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail ; retiré au profit de l'amendement identique n° 146 de M. Josselin de Rohan.

**ALBANEL (Christine)**  
ministre de la culture et de la  
communication, porte-parole du  
Gouvernement  
(du 18 mai 2007 au 18 juin 2007)  
ministre de la culture et de la  
communication  
(à partir du 19 juin 2007)

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2592, 2595) : LOLF. Rapport annuel de performances. Rapport sur l'état du patrimoine monumental aux Français. Tableau de Nicolas Poussin, La Fuite en Egypte. Crise financière de 2006 de la politique en faveur des monuments historiques. Centre des monuments nationaux, CMN. Rapprochement des DRAC et des

services départementaux de l'architecture et du patrimoine, SDAP. Financement de l'INRAP. Audit de modernisation relatif aux aides aux spectacles vivants. Tutelle stratégique sur les opérateurs du ministère. (p. 2596) : dette réelle du ministère de la culture. (p. 2597) : collaboration entre le ministère de la culture et le ministère de l'éducation nationale pour l'éducation artistique. (p. 2598) : important engagement du gouvernement en faveur de la création. (p. 2599) : articulation en plusieurs volets de l'emploi culturel. (p. 2600) : rapprochement des DRAC et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine, SDAP. Relations entre élus et architectes des bâtiments de France. (p. 2601) : statut des intermittents. (p. 2602, 2603) : politique menée en matière de patrimoine français. (p. 2604) : importance de la loi relative aux droits d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, loi DADVSI. Mesures de soutien à la filière du disque. Actions en faveur du livre et de la librairie. (p. 2605) : convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Action internationale de la France en matière culturelle. Partenariats avec CulturesFrance. (p. 2606) : souhait de la pérennisation du régime spécifique des intermittents. Dialogue avec les partenaires sociaux. (p. 2607) : précision sur la répartition d'affectation des crédits. (p. 2608) : état d'avancement du projet de musée d'Abou Dhabi. Création de l'agence France-muséums. Répartition des recettes résultant de la création du musée d'Abou Dhabi. Gestion du spectacle vivant. Démarche de conventionnement.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3311, 3313) : réponse aux intervenants. Assurance de la plus totale transparence pour la poursuite du projet.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5649, 5652). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-15 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5654) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisié pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6035, 6040). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6041) : son amendement n° II-128 : transfert de crédits au sein de la mission "culture" ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6043) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-1 de la commission (transmission au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'expérimentation de la gratuité des musées et monuments historiques) et n° II-110 de Mme Catherine Morin-Desailly (éligibilité au régime prévu à l'article 238 bis du code général des impôts des opérations de mécénat gérées ou organisées par les sociétés d'économie mixte).

**ALDUY (Jean-Paul)**  
*sénateur (Pyrénées-Orientales)*  
*UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Politique des territoires [n° 93 tome 5 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

#### INTERVENTIONS

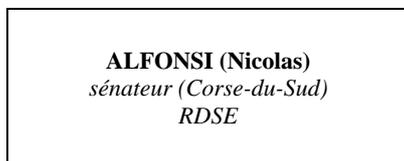
- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 667, 668) : texte majeur. Projets de construction. Hommage aux trois rapporteurs. Calendrier des mesures. Droit à l'hébergement opposable. Son expérience à Perpignan. Mobilisation du parc privé. Location des appartements vacants depuis deux ans. Rôle des collectivités territoriales. Accompagnement social. Implication des EPCI.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3 (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative)** (p. 743) : ses amendements n° 129 : obligation pour les communes ou EPCI de renégocier leurs conventions de délégation du contingent préfectoral ; et n° 130 : élargissement des possibilités de recours juridictionnel aux chômeurs de longue durée ayant trouvé un emploi sur le territoire de la commune ou de l'EPCI ; devenus sans objet. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 795) : son amendement n° 133 : autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. (p. 797) : intervient sur son amendement n° 133 précité. (p. 798, 799) : rectifie son amendement n° 133 précité. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 808) : son amendement n° 134 : subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux ; retiré. (p. 810) : intervient sur son amendement n° 134 précité. (p. 811) : son amendement n° 135 : subordination du déconventionnement d'un logement social à l'engagement des sociétés immobilières à participation

majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations de participer au financement d'un autre ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*



### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Justice- Protection judiciaire de la jeunesse [n° 96 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Justice**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 261, 262) : accords de Maignon. Accord de Nouméa. Interprétation restrictive du Conseil constitutionnel. Respecter la parole donnée. Le groupe du RDSE votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1166) : la majorité du groupe RDSE, et en particulier l'orateur, votera ce texte.

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6009).

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1207, 1208) : ambiguïtés du statut actuel du chef de l'Etat. Réforme proposée. Question de l'accès au Conseil constitutionnel d'un président destitué. La majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1438, 1439) : mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse. Seuils de fusion des listes et d'accès au second tour. Portée politique. Texte équilibré. - **Article 1er (art. L. 366 et L. 373 du code électoral - Mode de scrutin de l'Assemblée de Corse)** (p. 1443) : réponse aux intervenants dans la discussion générale. Souhaite l'association de l'ensemble du Sénat au texte.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2324) : la majorité des membres du groupe du RDSE votera ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2088, 2089) : réserves sur le texte au sein du groupe du RDSE. Multiplication des projets de loi traitant de la récidive. Texte de circonstance. Inefficacité des peines planchers. Question de la lisibilité de la réponse pénale en matière de réitération. Problème de la responsabilité des juges. Suppression de l'excuse de minorité. Intérêt de l'injonction de soins. Attente d'éclaircissements au cours de la discussion des articles.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 1er (Champ d'application de la loi)** (p. 2424) : risque de limitation du champ d'application du projet de loi en Corse à la seule ligne de chemin de fer Ajaccio-Bastia. Rupture de l'égalité entre les usagers des transports publics. (p. 2426, 2428) : son amendement n° 64 : extension du champ d'application de l'article au transport maritime régulier de passagers ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (30 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 5670, 5671). Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits du programme "Protection judiciaire de la jeunesse".

#### Politique des territoires

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6235). Sa région de Corse.

**ALLIOT-MARIE (Michèle)**  
*ministre de la défense*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*  
*ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et*  
*des collectivités territoriales*  
*(à partir du 18 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2571, 2574) : orientations du ministère de l'intérieur. Importance de la proximité. Lutte contre l'insécurité. Résultats obtenus. Plan de lutte contre les violences urbaines et l'insécurité. Valorisation de la performance. Formation des policiers et des gendarmes. Conditions de fidélisation et logement des policiers en Ile-de-France. Groupes d'intervention régionale, GIR. Adaptation des forces de sécurité aux nouvelles menaces. (p. 2575) : attachement à la "chaîne de sécurité". Vidéo surveillance. Progression du taux d'élucidation. Présentation prochaine d'un projet de loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure. Objectifs prioritaires : modernisation, mutualisation et management. Dimension européenne et internationale. Relation de confiance entre les citoyens et les agents de la sécurité. Renforcement des coopérations existantes lors de la prochaine présidence française de l'Union européenne. Réponse à M. Georges Othily sur la sécurité des fleuves et des rivières en Guyane. (p. 2576) : régression de l'insécurité. Réfutation de l'accusation de dérive sécuritaire. Préférence pour une police localisée plutôt qu'une police de proximité. (p. 2577) : taux d'élucidation. Evolution des escadrons de gendarmerie mobile et CRS. Formation. (p. 2578) : intérêt du recrutement des adjoints de sécurité. (p. 2579) : système du "tuilage". Fidélisation des personnels. Déplacement en Seine-Saint-Denis. Immigration. (p. 2580) : capacité d'accueil des centres de rétention. Bilan de fonctionnement des communautés de brigades. (p. 2581, 2582) : gestion des grands rassemblements. Compromis entre interdire et laisser-faire. Mission confiée à des parlementaires. (p. 2583) : difficulté de trouver des critères évaluant la réelle efficacité des actions menées. (p. 2584) : modalités de règlement des heures supplémentaires. (p. 2585) : baisse de la délinquance. Ajustement des compétences géographiques entre gendarmerie et police. Mutualisation. (p. 2586) : réhabilitation des locaux de la police et de la gendarmerie. Développement de la police à cheval. Importance des accidents de la route. Campagnes de prévention et tests.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4332, 4333) : bilan de l'application des textes adoptés. Responsabilisation et formation des détenteurs de chiens. Evaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories. Renforcement des sanctions. (p. 4354, 4356) : remerciements. Réponse aux orateurs. Conditions d'élevage, de garde et de détention des chiens. Plaintes pour morsures. Limite de la catégorisation. Contenu et financement de la formation. Importance de la prévention. Concertation préalable à ce texte. Rôle des maires. Abandon de chiens. Campagne de prévention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4358) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Muller (création d'un Observatoire interdisciplinaire national du comportement canin). - **Article 1er** (art. L. 211-11 du code rural - *Formation des détenteurs de chiens dangereux*) (p. 4359, 4360) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 2 de la commission, n° 14 et n° 15 de la commission saisie pour avis, sur le sous-amendement n° 44 de M. Roger Madec déposé sur l'amendement n° 1 de la commission et sur l'amendement n° 39 de Mme Muguette Dini. -

**Article additionnel après l'article 1er** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Roger Madec (mise en place d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance). - **Article 2** (art. L. 211-13-1 nouveau du code rural - *Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs*) (p. 4361, 4362) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission saisie pour avis et n° 38 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4363) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Françoise Férat (obligation d'obtenir un certificat de sociabilité et d'aptitude à l'utilisation, CSAU, pour tous les détenteurs de chiens des première et deuxième catégories). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4364) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 (coordination) de la commission saisie pour avis et n° 46 de M. Roger Madec (soumission de la délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien de première ou de deuxième catégorie à la transmission de documents prouvant que le propriétaire est majeur et libre de tout antécédent judiciaire). - **Article 3** (art. L. 211-14 du code rural - *Modalités de délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien dangereux*) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission saisie pour avis. - **Article 4** (art. L. 211-14-2 nouveau du code rural - *Contrôle des chiens "mordeurs" et de leurs propriétaires ou détenteurs*) (p. 4366) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission saisie pour avis ainsi que sur les sous-amendements n° 47 de M. Jacques Muller et n° 49 qui le modifient. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4368) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 20 (soumission à l'évaluation comportementale des chiens potentiellement dangereux en raison de leur poids) et n° 50 de M. Roger Madec (pour les chiens circulant en liberté dans une propriété privée, obligation de prévoir un périmètre sécurisé). - **Article 5** (art. L. 211-15 du code rural - *Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000*) (p. 4370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de la commission, n° 21 de la commission saisie pour avis et n° 51 de M. Roger Madec. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4370, 4372) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de Mme Isabelle Debré (pour les chiens de première catégorie, évaluation comportementale préalable à la décision du maire de recevoir la déclaration de l'animal ou de le placer dans un lieu de dépôt puis de l'euthanasier), n° 6 de la commission, identique à celui de la commission saisie pour avis n° 22 (obligation pour les agents de surveillance et de gardiennage utilisant des chiens d'être titulaires d'une attestation d'aptitude) et de cette dernière n° 23 (attestation d'aptitude non obligatoire pour les gestionnaires des refuges et des fourrières et pour les éleveurs professionnels). - **Article 6** (art. L. 214-8 du code rural - *Encadrement de la vente et de la cession de chiens*) (p. 4373) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission, n° 53 de M. Roger Madec et n° 31 de M. Bernard Barraux. - **Article 7** (art. L. 215-2 du code rural - *Sanction pénale de la détention de chiens de première catégorie*) (p. 4374) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de la commission et n° 26 de la commission saisie pour avis. - **Article 8** (art. L. 211-11, L. 211-20, L. 211-20 et L. 211-27 du code rural - *Coordination rédactionnelle*) (p. 4375) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4375) : son amendement n° 58 : alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 59 de la commission qu'elle accepte. - **Article 9** (art. 99-1 et 398-1 du code de procédure pénale - *Procédure pénale relative aux chiens dangereux*) (p. 4379) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - *Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires*) (p. 4381) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de la commission et n° 54 de M. Roger Madec. - **Article 13** (*Modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale*) (p. 4383) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. -

**Article additionnel après l'article 13** : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 29 (dispositions transitoires pour l'évaluation comportementale des chiens dépassant un certain poids). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4384) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport sur l'application de cette loi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4386) : remerciements. Equilibre entre la prévention, la responsabilisation et la sanction.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5371, 5373).

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5891, 5892).

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6095, 6099). - **Article 48 octies** (*Prolongation d'un an du délai ouvert aux collectivités territoriales pour contracter des baux emphytéotiques administratifs afin de construire des bâtiments au profit de la gendarmerie nationale*) (p. 6100, 6101) : son amendement n° II-161 : extension à la police nationale du dispositif des baux emphytéotiques administratifs prévu dans la première LOPSI pour la gendarmerie ; adopté.

**Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6105, 6107).

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6120, 6122). - **Article 33 et Etat B et article additionnel après l'article 48 septies** (p. 6123) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-38 et n° II-37 de la commission. Son amendement n° II-132 : compensation de divers transferts de compétences ; adopté. - **Article 48** (*Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles*) (p. 6127, 6128) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-12 de la commission, n° II-123 de M. Marc Massion et n° II-120 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 48 septies** (*Remise d'un rapport sur la DGF de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6129) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-134 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6131, 6138) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-142 de M. Thierry Repentin (augmentation du montant de la dotation globale de fonctionnement des communes de 30 millions d'euros) et, portant sur le même objet, de ce dernier auteur n° II-143 et n° II-140 de M. Pierre André (prolongation à 2010 de la disposition adoptée dans le cadre du plan de cohésion sociale prévoyant de faire progresser la DSU de 600 millions d'euros à 1,2 milliards d'euros), n° II-125 de Mme Gisèle Printz (extension du bénéfice de la DSU à seize communes qui comptent moins de 5000 habitants), n° II-135 de M. Philippe Dallier (garantie de progression minimale de la DSU en 2008 à égalité avec la prévision d'inflation, soit 1,6 % au lieu de 5 %), n° II-117 de M. Philippe Leroy (modification des conditions de répartition de la DGF au profit de certaines communes), n° II-121 de Mme Marie-France Beaufile (extension aux syndicats de communes sans fiscalité propre du bénéfice de fonds de concours des communes membres) et n° II-52 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation des collectivités territoriales et des établissements publics à placer leurs provisions et à déroger à l'obligation de déposer leurs fonds auprès du Trésor public).

**Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6144, 6147).

ALQUIER (Jacqueline)  
sénateur (Tarn)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Politique des territoires

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6236, 6238). Sa région de Midi-Pyrénées.

---

**AMARA (Fadela)**  
*secrétaire d'Etat chargée de la politique  
de la ville  
(à partir du 19 juin 2007)*

*Deuxième partie :*

### Ville et logement

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6332, 6333).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

---

**AMOUDRY (Jean-Paul)**  
*sénateur (Haute-Savoie)  
UC-UDF*

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

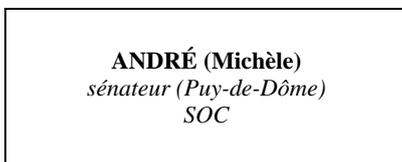
*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*



Vice-Présidente du Sénat ; a présidé les séances des 9, 23 janvier, 1er, 8, 12, 13, 22 février, 26, 27 juin, 12, 18, 24, 25, 26 juillet, 26 septembre, 9, 17 octobre, 6, 13, 14, 15, 26 novembre, 7 et 18 décembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

## Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6430) : son amendement n° II-231 : neutralisation des conséquences d'une rétrocession de compétences d'un EPCI à l'une de ses communes membres pour le calcul du ticket modérateur applicable à la taxe professionnelle ; adopté. (p. 6441, 6442) : soutient l'amendement n° II-150 de M. Yves Détraigne (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierges de la contribution environnementale sur les imprimés non sollicités) ; devenu sans objet. (p. 6446, 6447) : soutient l'amendement n° II-119 de Mme Anne-Marie Payet (fixation du prix de détail des tabacs à rouler par les conseils généraux ultramarins) ; adopté. (p. 6452) : soutient l'amendement n° II-213 de M. Marcel Deneux (prorogation de deux ans de l'amortissement des équipements privilégiant les énergies renouvelables) ; retiré.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

**Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]** (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**Proposition de loi** tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 500, 501) : non-prise en compte de la réussite de l'expérimentation en Auvergne. Égalité entre les territoires. Tutelle d'une collectivité sur une autre. À défaut d'une prise en compte de ses amendements, le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (*Gestion de programmes relevant de l'objectif de coopération territoriale européenne ou de l'instrument de voisinage et de partenariat*) (p. 502, 504) : son amendement n° 10 : possibilité pour l'Etat de confier la gestion des crédits du FSE aux conseils généraux lorsque les actions relèvent de ce fonds, dans le cadre des objectifs "compétitivité régionale et emploi" et "convergence" ; rejeté. - **Article 2** (*Transfert à la région Alsace, à titre expérimental, des fonctions d'autorité de gestion et d'autorité de certification de programmes relevant de la politique de cohésion au cours de la période 2007-2013*) (p. 505) : conditions de l'extension de l'expérimentation alsacienne. Texte de circonstance. "Tutelle" des départements sur les régions. (p. 506, 507) : sur l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour d'autres régions que l'Alsace et pour la collectivité territoriale de Corse d'exercer les fonctions d'autorité de gestion et de certification des programmes relevant de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" pour la période 2007-2013 sous des conditions de délai et de fond), son sous-amendement n° 11 : suppression des conditions de fond et de délai ; rejeté. (p. 509) : son amendement n° 7 : application à la région Auvergne d'un traitement similaire à celui de la région Alsace s'agissant de la convention d'autorité de gestion déléguée ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** : son amendement n° 8 : prorogation pour la période 2007-2013 de l'expérimentation actuellement menée dans la région Auvergne ; retiré.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1461) : informera la conférence des présidents des réflexions inspirées par la configuration insolite du débat et les limites de l'exercice.

- **Clôture de la session ordinaire de 2006-2007** - (27 juin 2007) (p. 1998).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Slovaquie** - (12 juillet 2007) (p. 2280).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Serbie** - (18 juillet 2007) (p. 2423).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2623) : donne lecture du propos introductif que tenait à présenter M. Le président du Sénat, qui assiste aux obsèques de l'épouse du président du Conseil constitutionnel. Temps fort de l'année financière. Globalisation du débat budgétaire. Souhait d'une meilleure articulation entre projet de loi de financement de la sécurité sociale et projet de loi de finances. Importance des finances des collectivités territoriales.

- **Ajournement du Sénat** - (26 septembre 2007) (p. 3388).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3496, 3498) : salue la qualité des travaux menés par le rapporteur au Sénat. Exploitation de l'immigration à des fins médiatiques. Juxtaposition contestable

de la notion d'identité nationale et de la nécessaire politique migratoire. Marginalisation du ministère des affaires étrangères sur la question de l'asile. Echec des lois de 2003 et 2006. Modification constitutionnelle annoncée pour la mise en place des quotas d'immigrés. Durcissement des conditions du regroupement familial. Caractère discriminatoire des conditions de ressources. Discrimination disproportionnée à l'encontre des conjoints étrangers de Français. Confusion entre droit d'asile et immigration. Octroi nécessaire de l'autonomie budgétaire et juridictionnelle à la commission de recours des réfugiés. Opposition du groupe socialiste à la création de fichiers sur des critères ethniques. Salue la sagesse de la commission des lois du Sénat opposée à l'article 5 bis introduit par l'Assemblée nationale et relatif aux tests ADN. Nombreuses oppositions à un dispositif contraire aux valeurs de la République et aux lois de bioéthique. Conduite indispensable d'une politique de l'immigration sous réserve qu'elle soit juste, efficace et humaine. Texte présenté dans un état d'esprit inquiétant et nuisible à l'image de la France, notamment en Afrique. Intervention indispensable de l'Europe et prise en compte du codéveloppement pour l'efficacité d'une politique de l'immigration. Au nom des valeurs de la démocratie et de la devise de la France, le groupe socialiste rejettera ce projet de loi inutile et contre productif. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3532) : son amendement n° 126 : suppression des dispositions de la loi du 24 juillet 2006 durcissant les conditions du regroupement familial en matière de logement et imposant le respect des principes fondamentaux de la République ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (*art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine*) (p. 3548) : son amendement n° 125 : suppression ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2007) (p. 3568) : incompréhension quant aux modalités d'organisation des travaux du Sénat sur le projet de loi sur l'immigration, qui n'avancent déjà guère.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)] (suite)** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (*art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3569, 3570) : son amendement n° 137 : maintien du dispositif créé en 2006 permettant à un conjoint de Français, marié en France, entré régulièrement et séjournant depuis six mois avec son conjoint Français, de déposer sa demande de visa de long séjour auprès de l'autorité administrative compétente pour la délivrance d'un titre de séjour ; devenu sans objet. (p. 3571) : intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Éliane Assassi (suppression). En appelle à la sagesse du Sénat afin de suivre la position de la commission favorable au retour de l'amendement "Pelletier". (p. 3576) : le groupe socialiste votera son sous-amendement n° 211 : maintien du dispositif créé en 2006 permettant à un conjoint de Français, marié en France, entré régulièrement et séjournant depuis six mois avec son conjoint français, de déposer sa demande de visa de long séjour auprès de l'autorité administrative compétente pour la délivrance d'un titre de séjour, déposé sur l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an) tout en regrettant que la position de la commission n'ait pas été suivie sur l'article 4. - **Article 5 bis (priorité)** (*art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3591) : son amendement n° 140 : suppression ; devenu sans objet.

- **Rappel au règlement** - (4 octobre 2007) (p. 3614) : nécessité de la présence en séance publique des sénateurs de la majorité

pour pouvoir délibérer valablement sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)] (suite)** - (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficiaire de la procédure de regroupement familial) (p. 3618) : son amendement n° 129 : inopposabilité des conditions de ressources aux retraités et aux personnes atteintes de trouble de santé invalidant ou d'un handicap ne permettant pas une activité professionnelle rémunérée ; devenu sans objet. - **Article 2 bis** (art. L. 313-11-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 3622) : son amendement n° 130 : suppression ; rejeté. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3625, 3626) : favorable aux sous-amendements identiques n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 86 de Mme Éliane Assassi (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) déposés sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). Son expérience d'ancienne secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. Nécessité de donner poids à la récente proposition de loi sur les violences à l'égard des femmes. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement précité n° 4 de la commission. - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3628) : son amendement n° 132 : suppression ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3637) : son amendement n° 138 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation de l'insertion dans la société française des étrangers ayant droit à un titre de séjour en raison de leurs liens personnels et familiaux en France) (p. 3638) : son amendement n° 139 : suppression ; rejeté. - **Article 5 ter** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3640) : son amendement n° 141 : renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger victime de violences conjugales ayant entraîné la rupture de la vie commune ; devenu sans objet. - **Rappel au règlement** (p. 3690, 3691) : organisation des travaux du Sénat. Donne lecture de l'avis rendu ce jour par le comité

consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, CCNE, sur le projet de loi "Immigration, intégration et asile" en cours de discussion au Sénat. Au nom du groupe socialiste, et en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat, demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 5 bis relatif aux tests ADN, applicables aux étrangers qui sollicitent le regroupement familial. - **Article 6 A** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 3696) : son amendement n° 143 : extension de l'information sur la possibilité d'introduire un recours suspensif à tous les étrangers faisant l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire et précision selon laquelle cette information se fera dans une langue qu'ils comprennent ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3699) : son amendement n° 145 : allongement de 24 heures à deux jours ouvrés du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3712) : son amendement n° 155 : placement de la commission des recours des réfugiés sous l'autorité du Conseil d'Etat ; rejeté. - **Article 12 quinquies** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) (p. 3730) : son amendement n° 170 : suppression ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 313-14, L. 315-3, L. 624-4 et L. 625-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Substitution du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement au ministre de l'intérieur) (p. 3733, 3734) : son amendement n° 172 : suppression ; rejeté. - **Article 17** (Adaptation par ordonnance des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 3739) : son amendement n° 174 : suppression ; rejeté. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3751) : son amendement n° 178 : suppression ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3753, 3754) : qualité du travail de la commission et de ses efforts pour trouver d'impossibles accords. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs de Malaisie** - (6 novembre 2007) (p. 4286).

ANDRÉ (Pierre)  
sénateur (Aisne)  
UMP

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Ville et logement [n° 93 tome 10 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Logement et urbanisme - Transports.**

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6319). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6343) : défavorable à l'amendement n° II-115 de M. Philippe Dallier (hausse des crédits du programme "équité sociale et territoriale et soutien"). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 6356) : son amendement n° II-66 : rapport au Parlement sur le bilan de la mise en œuvre du dispositif de réussite éducative et sa poursuite au-delà du 31 décembre 2009 ; adopté.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

**ANGELS (Bernard)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
**SOC**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour la planification.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Recouvrement des sanctions pénales et fiscales : la fin de l'impunité ? [n° 381 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Mieux identifier l'Etat propriétaire [n° 37 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Gestion et contrôle des finances publiques et des ressources humaines - compte spécial prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - compte spécial avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics [n° 91 tome 3 annexe 14 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5310) : soutient l'amendement n° I-152 de M. Jean-Pierre Sueur (imposition des prestations et fournitures funéraires au taux réduit de TVA); rejeté. (p. 5317, 5318) : soutient l'amendement n° I-153 de M. Marc Massion (augmentation de l'abattement spécifique dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires); rejeté.

*Deuxième partie :*

**ARNAUD (Philippe)**  
*sénateur (Charente)*  
*UC-UDF*

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5828, 5829). La commission des finances invite le Sénat à adopter les crédits de la mission et des deux comptes spéciaux qui y sont rattachés, sous réserve d'un amendement. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5834) : son amendement n° II-19 : réunion des programmes "Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat" et "Fonction publique" dans un programme nouveau intitulé "Modernisation de l'Etat, de la fonction publique et des finances"; adopté.

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2372, 2373) : ses deux propositions de loi sur la continuité des services publics. Bien fondé du recours à l'urgence. Manque d'ambition du texte en dépit d'avancées significatives. Généralisation des dispositifs d'"alarme sociale" existant à la RATP et à la SNCF. Regrette un texte a minima n'instaurant pas de service minimum dans les transports.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3572) : n'adhère pas à l'argumentation de M. Bruno Retailleau. En appelle à la sagesse du Sénat afin de suivre la position de la commission qui a voté la suppression des premiers alinéas de l'article 4 mais qui n'a pas examiné l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an).

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3943, 3946) : soutient l'amendement n° 4 de Mme Jacqueline Gourault (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte); retiré. (p. 3947) : s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte).

**ARTHUIS (Jean)**  
*sénateur (Mayenne)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : TVA sociale : comment redonner de la compétitivité à l'économie française [n° 283 (2006-2007)] (29 mars 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les comptes obscurs de l'EPAD sont-ils en voie d'éclaircissement ? [n° 7 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Pouvoirs publics [n° 91 tome 3 annexe 21 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (8 février 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1265, 1266) : relation entre la Cour des comptes et le Sénat. Enquête demandée par la commission des finances. Auditions. Application de la LOLF. Première certification des comptes de l'État le 31 mai 2007. Evolution des pratiques budgétaires et comptables. Célébration du deux centième anniversaire la Cour des comptes.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 1498, 1499) : réponse à l'intervention de Mme Nicole Bricq. Directives "Bâle II" sur le financement des PME. Réforme des retraites des agents de la Banque de France. - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 1500) : apporte deux précisions à Mme Marie-France Beaufils après son avis favorable sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera. - **Article 9** (*Ratification et modification de l'ordonnance*) (p. 1505) : réponse à M. Jean-Jacques Hyst sur les conditions d'examen de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (14 février 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 5** (*art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1555) : estime irrecevables, en vertu de l'article 40 de la Constitution, les amendements n° 189 de Mme Josiane Mathon-Poinat (prise en charge par l'aide juridictionnelle du certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de protection) et de la commission saisie pour avis n° 106 (prise en charge par l'Etat du certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de protection).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) - **Rappel au règlement** (p. 1630, 1631) : réponse au rappel au règlement de M. Jacques Blanc à propos de l'application de l'article 40 de la Constitution à son amendement déposé à l'article 5.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2546, 2547) : application de la LOLF. Modification de l'intitulé du projet de loi. Critère de performance. Situation patrimoniale de l'Etat. Certification de sincérité par la Cour des comptes. Remerciements. - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2572) : contrôle récent, par la commission des finances, d'un tribunal de grande instance. Interroge le ministre sur la mise en comptabilité des logiciels. (p. 2579, 2580) : interrogation sur l'adéquation entre le nombre de places dans le centre de rétention administrative de Roissy et le nombre d'étrangers en situation irrégulière. (p. 2583) : divergences d'interprétation de l'indicateur des contrôles d'alcoolémie. (p. 2587) : remerciements. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2595) : demande un état précis des dettes du ministère de la culture. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2610) : retrait de l'amendement n° 2 de la commission (rectification d'une écriture budgétaire).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2629, 2631) : importance du débat. Vision globale sur les finances publiques. Le groupe UC-UDF se réjouit de l'existence et de la présence du premier ministre des "comptes publics". Soutien à la vision volontariste du Gouvernement. Question de l'impact des mesures fiscales sur la relance durable de la croissance. Sa préférence pour une politique de l'offre. Attente de mesures améliorant la compétitivité du travail des entreprises et des territoires. Dubitatif sur le "choc de confiance et de croissance" attendu par le Gouvernement de son projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat dit "TEPA". Question de la compatibilité du coût budgétaire des mesures annoncées avec la situation des finances publiques. Urgence d'une réforme de la sphère publique. Nécessité de pédagogie et de courage politique. Attente d'un débat sur la "TVA sociale". Soutien de la commission des finances au ministre pour rendre crédible son objectif.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2698) : favorable au dispositif relatif aux heures supplémentaires. Indemnités de départ des dirigeants d'entreprise. Avantage fiscal lié au financement des PME. Bouclier fiscal. - **Organisation des travaux** (p. 2699) : modalités d'examen des amendements. - **Discussion générale** (p. 2701) : réforme de la TVA. - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2746) : intervient sur l'amendement n° 69 de Mme Annie David (modulation des cotisations sociales).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2783, 2784) : intervient sur l'amendement n° 152 de M. Michel Charasse (clarification du dispositif relatif aux heures supplémentaires réalisées par les agents publics). (p. 2787) : intervient sur l'amendement n° 276 du Gouvernement (précisions sur le champ de l'exonération pour les forfaits heures et les forfaits jours). (p. 2814) : intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Raymonde Le Texier (compensation intégrale des réductions des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale). (p. 2818, 2819) : hommage au ministre. Productivité du travail. 35 heures. Votera ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2827, 2829) : intervient sur l'amendement de M. Serge Dassault n° 256 (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2838) : à titre personnel, intervient sur les amendements, portant sur le même objet n° 92 de M. Hubert Haenel et n° 112 de M. Thierry Repentin (non-imputation sur l'assiette du crédit d'impôt de l'aide accordée par une collectivité territoriale pour les dépenses d'installation d'équipements en faveur de l'économie d'énergie). (p. 2843, 2844) : déroulement de la discussion. Amendements irrecevables. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2856) : intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (augmentation du montant du crédit d'impôt pour les personnes handicapées). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2861) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 97 de Mme Marie-France Beauvils et n° 146 de M. Jean-Pierre Bel (possibilité de bénéficier de tarifs réglementés pour le gaz en cas d'acquisition d'un logement neuf).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2885) : intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (relèvement de l'abattement pour la perception des droits de mutation à titre gratuit applicable aux héritiers en ligne collatérale ou aux non-parents en cas d'absence d'héritier en ligne directe). (p. 2889) : votera l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) sous réserve d'une modification. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2907) : à titre personnel, défavorable à l'amendement n° 145 de M. Charles Guéné (modification de l'appellation de l'ISF). (p. 2909, 2910) : intervient sur les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert (autoliquidation du bouclier fiscal). (p. 2914, 2915) : intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Nicole Bricq (rapport sur la réalité et les conditions du retour en France des contribuables redevables de l'ISF). - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2931, 2932) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP) et sur le sous-amendement n° 278 du Gouvernement qui le modifie. (p. 2936, 2937) : intervient sur les amendements de la commission n° 43 (éligibilité au dispositif de réduction d'ISF des titres participatifs de sociétés coopératives) et n° 44 (élargissement du champ d'application des dispositifs de réduction d'ISF aux parts de groupements fonciers agricoles exploitants). - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations*)

(*différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2965) : votera cet article.

- **Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3133) : actionnariat salarié. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3149, 3150) : fonctionnement satisfaisant du bicamérisme. Exonération des collectivités territoriales du financement du bouclier fiscal. Liquidation de l'impôt choisi. Pénalisation économique et sociale des dispositifs des 35 heures et de l'ISF. Remerciements.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]** - (9 octobre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution** (p. 3815, 3816) : défavorable à la demande de discussion immédiate de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 443 (2006-2007)]** - (11 octobre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 5** (*Habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*) (p. 3869, 3870) : demande de suspension de séance.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - président de la commission des finances - **Article 2** (*Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe d'habitation*) (p. 4232) : défavorable à cet article. (p. 4233) : s'engage à ce que la commission des finances travaille sur la mise en ordre des mécanismes de détermination des différentes dotations.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 4421) : financement de la protection sociale. Globalisation. Fiscalisation des recettes destinées à la protection sociale. Assiettes fiscales. Délocalisations fiscales. Niches fiscales. CSG. TVA sociale : exemples de l'Allemagne et du Danemark. Fonds souverains.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 4605, 4606) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Son argumentation face aux reproches de sénateurs de l'opposition quant à l'interprétation trop restrictive qui serait faite de l'application de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5084, 5086) : épreuve de vérité. Exigence de sincérité. Gravité de la situation tant économique que financière. Rôle des "surliquidités mondiales". Budget de transition. Situation patrimoniale de l'Etat. Réforme de l'Etat. - **Question préalable** (p. 5119, 5120) : défavorable à la motion n° I-246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5185) : souhaite l'adoption de l'amendement n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain). -

**Article 2 ter** (*Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé*) (p. 5192) : souhaite l'adoption de l'amendement n° I-1 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 5194, 5195) : intervient sur l'amendement n° I-154 de M. Jean-Jacques Jégou (fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). - **Organisation du débat sur les collectivités locales** (p. 5198) : organisation de la discussion des amendements relatifs aux finances locales. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5201) : intervient sur l'amendement n° I-30 de M. Gérard César (institution d'un régime fiscal spécifique tendant à favoriser le portage du foncier par des investisseurs extérieurs). - **Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5212) : défavorable aux amendements de suppression n° I-131 de M. Marc Massion et n° I-189 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 5326, 5327) : intervient sur l'amendement n° I-139 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros). - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5243) : votera la suppression de l'article 7. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5245, 5246) : son amendement n° I-42 : exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés civiles immobilières constituées par des personnes handicapées afin de se doter des hébergements spécifiques dont elles avaient besoin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5277, 5280) : intervient sur les amendements n° I-157 de M. Michel Mercier (extension du dispositif de réduction de l'ISF pour investissement dans les PME aux fonds communs de proximité proposant des prêts aux entreprises individuelles) et de la commission n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation), retiré puis repris par M. Paul Girod. - **Article 9 bis** (*Diverses adaptations de la réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 5282, 5285) : son amendement n° I-44 : réduction d'ISF pour investissement dans les PME au profit des entreprises solidaires qui exercent une activité de gestion immobilière à vocation sociale ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5292, 5293) : le groupe UC-UDF votera l'amendement n° I-220 de M. Pierre Laffitte (réduction de l'ISF pour investissement dans les incubateurs et les entreprises innovantes) après sa rectification demandée par la commission. - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5328) : juge inconcevable l'adoption en l'état de l'article 11 quater. (p. 5331) : intervient sur le dispositif proposé par le rapporteur général tendant à réserver l'article 11 quater et les amendements identiques n° I-159 de M. Michel Mercier, n° I-50 de M. Marc Massion et n° I-116 de M. Louis de Broissia (extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer) jusqu'au débat du lendemain sur les recettes des collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - président de la commission des finances - **Article 24** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (5353, 5354) : secteur des jeux. - **Article 26** (*Extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière, SOVAFIM*) (p. 5356) : rapport d'information sur la vente des locaux de l'Imprimerie nationale. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 5357) : position de la commission sur l'amendement n° I-213 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction des cotisations sociales portant sur les bas salaires). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5366, 5367). - **Demande de réserve** (p. 5394) : demande la réserve de l'article 11 jusqu'à l'examen des articles additionnels après l'article 18 ; réserve ordonnée. - **Articles**

**additionnels après l'article 11** (p. 5396) : défavorable à l'amendement n° I-89 de M. Bernard Angels (possibilité de fiscaliser la contribution d'un EPCI adhérent à un syndicat mixte). - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5414) : sur l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008), favorable au sous-amendement n° I-279 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5422) : défavorable aux amendements analogues n° I-102 de M. Gérard Collomb, n° I-177 de M. Alain Lambert et n° I-243 de M. Charles Guené (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des baux emphytéotiques administratifs).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 15** (*Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008*) (p. 5464, 5465) : intervient sur l'amendement n° I-211 de Mme Marie-France Beaufile (suppression de la disposition étendant aux écoles privées l'obligation de participation de la commune de résidence des enfants aux frais de fonctionnement de l'école sous contrat située dans une autre commune). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5530, 5531) : engagements pris par le Gouvernement. Remerciements.

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - président de la commission des finances - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5613, 5617) : invite le Sénat à adopter les amendements de la commission n° II-35 (réduction des autorisations d'engagement au titre de la solidarité à l'égard des pays en développement) et n° II-36 (suppression des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale, HCCI).

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) - président de la commission des finances - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5624, 5626) : souhaite l'adoption des amendements de la commission n° II-28 (création et dotation du programme "Défense et protection des droits et des libertés fondamentales") et n° II-26 (suppression des crédits du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics).

**Pouvoirs publics**

- (29 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur spécial : son intervention (p. 5631, 5632). Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission.

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5655) : défavorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - président de la commission des finances - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5789) : souhaite l'organisation par la commission des finances d'une audition sur le thème des systèmes d'information. (p. 5792) : souhaite que le Sénat adopte l'amendement n° II-39 de la commission (transfert de crédits de l'action "animation du réseau" vers l'action "instruction des demandes de visa").

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) - président la commission des finances - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5834) : souhaite l'adoption de l'amendement n° II-19 de la commission (réunion des programmes "Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat" et "Fonction publique" dans un programme nouveau intitulé "Modernisation de l'Etat, de la fonction publique et des finances").

**Remboursements et dégrèvements**

- (1er décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5840) : intervient sur les amendements n° II-8, n° II-7 et n° II-9 de la commission (relocalisation budgétaire).

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** : position de la commission sur l'amendement n° II-104 du Gouvernement. (p. 5849) : intervient sur l'amendement n° II-10 de la commission (transfert de crédits). - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5850) : son amendement n° II-11 : limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer ; retiré.

**Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5860).

**Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5883). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5884, 585) : intervient sur les amendements de la commission n° II-16 (diminution de la subvention pour charges de service public à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, ANAEM) et n° II-17 (diminution de la subvention pour charges de service public à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances et augmentation des crédits de l'action "Soutien au programme Immigration et asile").

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5896).

**Défense**

- (3 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5929) : s'associe à la demande de la commission des affaires étrangères saisie pour avis d'organiser une réunion de suivi et de contrôle avec les services du ministère avant la fin de l'année. - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 5960) : intervient sur la recevabilité de l'amendement n° II-62 de Mme Janine Rozier (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du crédit d'impôt en faveur des entreprises favorisant la participation de leurs salariés à des activités de réserve opérationnelle).

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6019) : intervient sur l'amendement n° II-37 de la commission (précision).

- **Rappel au règlement** - (5 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 6048) : réponse à Mme Brigitte Gonthier-Maurin sur son rappel au règlement.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] (suite)**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6074). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6081) : intervient sur l'amendement n° II-20 de la commission (suppression des crédits du programme "Vie de l'élève" compte tenu des compétences des collectivités territoriales en matière d'hébergement et de restauration scolaire depuis la loi du 13 août 2004 relative aux reponsabilités locales).

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 48 (Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)** : son intervention (p. 6128). - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6138) : intervient sur l'amendement n° II-52 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation des collectivités territoriales et des établissements publics à placer leurs provisions et à déroger à l'obligation de déposer leurs fonds auprès du Trésor public).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - président de la commission des finances - **Article 35 et Etat D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 6221) : intervient sur l'amendement n° II-33 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6228) : intervient sur les amendements de M. Dominique Braye portant sur le même objet n° II-152 n° II-153, n° II-154 et n° II-155 (responsabilité élargie des producteurs en matière de traitement des déchets).

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6281, 6284) : favorable aux amendements n° II-2 de la commission (diminution des crédits alloués à l'indemnisation du consortium gérant le stade de France en raison de l'absence de club résident) et n° II-184 (revalorisation des crédits alloués à l'Agence française de lutte contre le dopage) de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6312) : favorable à l'amendement n° II-14 de la commission (rétablissement du plan "Licence").

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6380, 6385) : intervient sur l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6390) : intervient sur son amendement soutenu par M. Philippe Marini n° II-186 : fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier. - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6392) : intervient sur le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° II-165 de la commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6413) : demande le retrait de l'amendement n° II-196 de M. Philippe Adnot (prise en compte pour la restitution des impositions excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal des sommes effectivement payées par les contribuables ou de celles qu'ils auraient acquittées en l'absence de ces avantages fiscaux). - **Article additionnel avant l'article 40 ter** (p. 6418) : souhaite le retrait de l'amendement n° II-267 de M. Michel Houel (non-application d'une majoration des revenus pour les entreprises recourant à des professionnels, comptables ou experts comptables, non salariés de l'entreprise pour contrôler leurs obligations comptables). - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6438) : à titre personnel, votera l'amendement n° II-233 de M. Alain Lambert (possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission intercommunale des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux). (p. 6444) : intervient sur l'amendement n° II-270 de M. Gérard Miquel (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets dangereux). (p. 6448, 6449) : intervient sur les amendements identiques n° II-122 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° II-227 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de l'obligation de participation d'une commune au financement des dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association d'une autre commune accueillant un enfant domicilié dans la première commune). - **Seconde délibération** : position de la commission sur la demande de seconde délibération formulée par le Gouvernement sur les articles 33 et état B, 37, 54, 58, 60 et sur l'article d'équilibre 32. - **Article 32 (pour coordination)** (p. 6469) : favorable à l'ensemble des amendements du Gouvernement déposés sur les articles faisant l'objet d'une seconde délibération.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6476, 6477) : importance pour le relief du débat des amendements inspirés par les contrôles sur place et sur pièce effectués par leurs auteurs. Opportunité d'une interrogation sur la durée et la forme des discussions générales des trente quatre missions du budget. Réflexion nécessaire sur la recherche du retour à l'équilibre des finances publiques d'ici à 2010-2012, la restauration de la compétitivité et le rôle de l'Europe dans le redressement économique. Remerciements.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6585, 6586) : relations entre distributeurs et producteurs. Risques d'infraction.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6770) : intervient sur l'amendement n° 49 de M. Michel Houel (suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale). - **Article 14 (Aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de**

*l'administration*) (p. 6788) : vote contre l'amendement n° 131 de M. Simon Sutour (possibilité pour les coopératives agricoles et viticoles, de payer la TVA au moment de l'encaissement des acomptes correspondant à la livraison des biens). - **Article 16 bis (Installation d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des collectivités territoriales d'implantation des hippodromes)** (p. 6799, 6800) : intervient sur l'amendement n° 114 de M. Ambroise Dupont (suppression). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 6803, 6804) : son amendement n° 117 : extension aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété, SACICAP, du régime particulier applicable aux groupes bancaires mutualistes ; adopté. - **Demande de réserve** (p. 6806) : demande la réserve des articles 20 ter, 20 quater et des amendements portant articles additionnels après l'article 20 quater et l'article 21 jusqu'à la reprise de la séance, et, le cas échéant, leur examen par priorité ; réserve ordonnée. - **Article 19 bis (Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus)** (p. 6817) : intervient sur les amendements n° 57 de M. Thierry Foucaud (rétablissement en 2008 du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) et n° 94 de M. Serge Lagauche (pérennisation du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 6822) : précision à M. Michel Charasse sur l'amendement n° 97 de M. Alain Lambert (imputation des droits payés lors d'une première donation sur ceux dus à l'occasion d'une seconde donation, en cas de retour du bien dans le patrimoine du donateur). - **Article 20 (réserve) (Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier")** (p. 6825) : demande la réserve de la suite de l'examen de l'article 20 jusqu'à la reprise des débats le lendemain ; réserve ordonnée. - **Article 20 ter (Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI)** (p. 6836) : se réjouit du compromis équilibré contenu dans l'amendement n° 194 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour investissement dans toutes les PME et modification du quota d'investissement fixé par les députés pour le nouveau régime intermédiaire en le faisant passer de 25.000 euros à 15.000 euros). - **Article 20 quater (Allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF)** (p. 6839) : intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (précision). - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6842) : intervient sur une demande de précision de M. Philippe Adnot.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 22 quater (Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins)** (p. 6905, 6906) : votera l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6911) : intervient sur l'amendement n° 129 de M. Roland Courteau (exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"). - **Article 23 bis ("Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers)** (p. 6929, 6930) : intervient sur l'amendement n° 104 de M. Marcel Deneux (abattement de 50 % sur le taux d'émission de dioxyde de carbone pour les véhicules fonctionnant au superéthanol E85). - **Article 26 ter (Exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution de presse)** (p. 6940) : favorable à l'adoption de l'amendement n° 133 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux entreprises de portage) dans l'attente de la commission mixte paritaire. - **Article 27 bis (Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres)** (p. 6952) : interroge le Gouvernement sur la possibilité de distinguer le recouvrement de la taxe d'habitation de celui de la redevance télévision pour les résidences mobiles. - **Article 30 (Prise en charge par l'Etat de dettes vis-à-vis du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA)** (p. 6954) : interroge le Gouvernement sur les perspectives d'apurement de la dette du FFIPSA. - **Article 41**

(*Régime de la pénalité que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche versent au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, FIPHPP*) (p. 6972, 6974) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Paul Blanc (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6985) : exercice plus constructif que les années précédentes. Remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]* - (20 décembre 2007) - en remplacement de M. Philippe Marini,

**ASSASSI (Éliane)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
CRC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** : son intervention (p. 7083, 7085).

- Président de la commission des finances - **Article 22 quater** (p. 7120) : position de la commission sur les amendements n° 1 et n° 2 du Gouvernement. - **Article 23 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 9, 11) : caractère répressif du projet de loi. Stigmatisation des jeunes. Absence de mesures préventives. Substitution du pouvoir de police du maire à l'action sociale. Désengagement de l'État. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 41) : son amendement n° 49 : suppression ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles ; art. L.5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale*) (p. 47) : son amendement n° 50 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30

décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance) (p. 52) : son amendement n° 52 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 56) : son amendement n° 54 : suppression ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire) (p. 59) : son amendement n° 56 : suppression ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 62) : son amendement n° 116 : suppression ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 81, 82) : ses amendements n° 59 : insertion de dispositions concernant la délinquance économique et financière, responsabilisation des sociétés-mères face aux conséquences des agissements de leurs filiales ; n° 60 : abrogation de l'article 458 du code des douanes n'autorisant les poursuites contre les infractions à la législation et à la réglementation financières que sur la plainte du ministre de l'économie et des finances ; et n° 61 : abrogation de l'article L. 225-10-1 du code pénal instituant le délit de racolage passif ; rejetés. (p. 87) : son amendement n° 70 : nouvelle division - Dispositions tendant à prévenir la délinquance économique et financière ; devenu sans objet. - **Article 11 ter** (art. L. 129-4-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation - Pouvoirs du maire en matière d'application des règles de sécurité des locaux contenant des matières explosives ou inflammables) (p. 95) : son amendement n° 73 : suppression ; rejeté. - **Article 11 quinquies** (art. L. 750-1 du code de commerce - Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 98) : son amendement n° 110 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 102) : son amendement n° 76 : suppression ; rejeté. - **Article 12 bis** (art. L. 211-11, L. 211-14, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-2-1 nouveau et L. 215-3 du code rural ; art. 131-10, 131-16, 131-21-1 et 131-21-2 nouveaux, 131-39, 131-43, 222-44 et 434-41 du code pénal - Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux) (p. 108) : son amendement n° 79 : suppression ; rejeté. - **Article 12 quinquies** (art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 116) : son amendement n° 82 : suppression des dispositions du code général des collectivités territoriales attribuant au préfet un pouvoir de réquisition étendu ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 45 bis D** (art. 712-17 et 716-4 du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 190) : son amendement n° 121 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 203, 204) : défiance du Gouvernement à l'égard de l'action sociale et de la justice des mineurs. Maintien incompréhensible de dispositions en matière de santé mentale. Texte soumis aux aléas de l'actualité pour la définition de nouvelles infractions. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** - Commission mixte paritaire [n° 188 (2006-2007)] - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 187 (2006-2007)** (p. 965, 966) : encadrement de la faculté des conseils territoriaux de Saint-Barthélemy et Saint-Martin d'intervenir dans le domaine de la loi. Désaccord avec le maintien de régimes fiscaux dérogatoires dans les deux îles. Question du mode d'élection de leurs conseils territoriaux au regard du principe d'équilibre démographique. - **Article 9 bis** (p. 1114) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 1 du Gouvernement (coordination).

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** - Commission mixte paritaire [n° 187 (2006-2007)] - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 188 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort** [n° 192 (2006-2007)] - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1192, 1193) : historique. Révision constitutionnelle. Lutte constante pour l'abolition. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution** [n° 162 (2006-2007)] - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1232) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (champ de l'inviolabilité du Chef de l'Etat) ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale** [n° 133 (2006-2007)] - (8 février 2007) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1294) : soutient l'amendement n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la détention provisoire pour un mineur de 13 à 16 ans en cas de non-respect d'un placement en centre éducatif fermé) ; rejeté. - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue) (p. 1316) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (enregistrement audiovisuel des interrogatoires des personnes placées en garde à vue pour affaire de terrorisme et de criminalité) ; rejeté. - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 1321) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 78 (suppression partielle) ; et n° 79 (suppression partielle) ; rejetés.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort** - Congrès du Parlement [n° 192 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 32) : les membres du groupe CRC voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1774, 1776) : rappels des critiques contre ce texte. Le groupe CRC ne votera pas le projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** - Commission mixte paritaire [n° 253 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1830, 1831) : réforme insatisfaisante. Contestation contre les cavaliers déposés par le Gouvernement. Les membres du groupe CRC s'abstiendront sur le présent projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats** - Commission mixte paritaire [n° 248 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1855, 1856) : insuffisance de la réforme. Saisine directe par les justiciables. Faute disciplinaire. Collégialité. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale** - Commission mixte paritaire [n° 249 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1863, 1864) : contexte de l'affaire d'Outreau. Dispositif retenu insatisfaisant. Suppression du critère de trouble à l'ordre public. Inflation pénale. Le groupe CRC votera contre le texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2055, 2057) : décalage entre les orientations de l'Union européenne et les besoins et aspirations des populations. Système du vote à double majorité qualifiée. Absence de changement par rapport au traité constitutionnel européen. Orientation libre échangiste.

Réunion d'une conférence intergouvernementale. Souhait d'un référendum.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2127, 2131) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Logique particulièrement répressive et disproportionnée en matière de délits. Soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 56 (jugement en formation collégiale des infractions commises par les récidivistes) ; et n° 57 (repli) ; rejetés. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans) (p. 2136) : défiance à l'égard des juges des enfants. (p. 2137, 2138) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 58 (abrogation de l'article 60 de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance) ; et n° 59 (possibilité pour le tribunal pour enfants de prononcer une mesure éducative même en cas de récidive du mineur) ; rejetés. - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire) (p. 2146) : son intervention sur l'ensemble des dispositions du chapitre II. Confusion entre criminalité, délinquance et pathologie mentale. Soins imposés. Mesures d'affichage. Absence de moyens. - **Article 8** (art. 721-1 du code de procédure pénale - Interdiction des réductions de peine pour certains condamnés refusant les soins en détention) (p. 2155, 2156) : soutient l'amendement n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. - **Article 9** (art. 729, 731-1 et 712-21 du code pénal - Renforcement des obligations liées au suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle) (p. 2157) : soutient l'amendement n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2575, 2576) : idéologie répressive du gouvernement précédent. Echec de la droite à lutter efficacement contre l'insécurité. Crispation des relations entre les populations et les forces de l'ordre. Demande un renforcement des moyens consacrés à la prévention. (p. 2579) : interrogation sur l'argent public consacré à la lutte contre l'immigration clandestine.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3019) : engagements internationaux de la France. Statut, désignation, rôle et moyens d'action du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Situation des prisons françaises et des autres lieux de privation de liberté. - **Article 1er** (Statut et compétence) (p. 3037) : son amendement n° 79 : extension du champ de compétences du contrôleur général ; rejeté. (p. 3040) : son amendement n° 80 : définition de la privation de liberté et déclaration préalable de l'existence d'un lieu de privation de liberté auprès du contrôleur général ; rejeté. - **Article 4** (Secret professionnel) (p. 3050) : ses amendements n° 86 : précision ; rejeté ; et n° 87 : respect du secret professionnel ; adopté. - **Article 7** (Suite donnée aux inspections) (p. 3078) : son amendement n° 94 : extension des pouvoirs du contrôleur général ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3088) : son amendement n° 81 : coopération du contrôleur général avec le sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du comité contre la torture ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3090) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3492, 3495) : obstination du Gouvernement en matière d'immigration. Annonce d'une réforme constitutionnelle imposant des quotas d'immigrés. Politique du chiffre. Multiplication des freins au regroupement familial. Demande la suppression de la disposition relative aux

tests génétiques et la confirmation en séance publique du vote négatif émis par la commission des lois du Sénat lors de sa réunion. Questions sur l'évaluation du degré de connaissance de la langue française et sur la prise en charge de la formation. Caractère discriminatoire du durcissement des conditions de ressources et des sanctions encourues en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration. Précarisation des femmes et des enfants. Multiplication des obstacles à l'accès au droit d'asile. Tutelle sur l'OFPPA du ministère de l'immigration. Aggravation du projet initial par de nombreuses dispositions perverses insérées par les députés. Le groupe CRC en demandera la suppression et votera contre ce projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3530) : son amendement n° 77 : régularisation des sans-papiers présents sur le territoire français justifiant d'attaches familiales en France, ou détenant une promesse d'embauche ou étant inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3531) : son amendement n° 78 : attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers résidant en France depuis cinq ans ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3534, 3535) : obstacles favorisant de nouveaux cas de sans-papiers et l'exclusion des "femmes rejoignantes" du dispositif d'insertion.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) (p. 3547, 3551) : ses amendements n° 79 : suppression ; n° 80 : exemption des mineurs étrangers de moins de 18 ans de l'obligation de formation préalable à la langue française et à la connaissance des valeurs de la République ; et n° 82 : dispense du suivi de la formation en cas de non-respect par l'administration des délais fixés pour l'évaluation et la formation ; rejetés ; et n° 81 : définition des motifs légitimes pour lesquels l'étranger peut être dispensé de la formation et du test ; devenu sans objet. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3582) : judicieuse tactique d'aménagement de l'amendement Mariani par le Sénat sous couvert de mansuétude et de sagesse. Refus du groupe CRC d'inscrire dans la loi une mesure discriminatoire et humiliante, en particulier pour les femmes étrangères. (p. 3591) : son amendement n° 99 : suppression ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 3 ter** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3634, 3635) : son amendement n° 90 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation de l'insertion dans la société française des étrangers ayant droit à un titre de séjour en raison de leurs liens personnels et familiaux en France) (p. 3637, 3638) : son amendement n° 98 : suppression ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 3691) : organisation des travaux du Sénat. Après l'avis rendu ce jour par le comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, CCNE, les membres du groupe CRC demandent qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 5 bis du projet de loi "Immigration, intégration et asile" relatif aux tests ADN applicables aux étrangers qui sollicitent le regroupement familial. - **Article 6 A** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 3695, 3696) : son amendement n° 100 : extension de la possibilité d'introduire un recours suspensif à tous les étrangers faisant l'objet d'un refus d'entrer sur le territoire ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3704) : intervient sur les propos de M. Philippe Dallier quant aux refus des magistrats d'aller siéger dans la salle d'audience de la zone d'attente de Roissy. - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée

et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile) (p. 3710, 3711) : son amendement n° 107 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3711, 3712) : son amendement n° 108 : caractère suspensif du recours formé devant la commission des recours des réfugiés ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3713, 3714) : son amendement n° 109 : nouvelle composition des sections de la commission des recours des réfugiés ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus de séjour opposé à un étranger dès notification du rejet définitif de sa demande d'asile) (p. 3717) : son amendement n° 113 : suppression ; rejeté. - **Article 10 ter** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention) (p. 3718) : son amendement n° 114 : suppression ; rejeté. - **Article 12 quinquies** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) (p. 3730) : son amendement n° 118 : suppression ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions du recours à la visio-conférence devant le juge des libertés et de la détention) (p. 3731) : le groupe CRC est défavorable à la modification de la formulation de l'article 13. - **Article 19** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 3741) : son amendement n° 122 : suppression ; rejeté. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3751) : son amendement n° 124 : suppression ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3754) : intérêt des discussions. Le groupe CRC s'opposera avec véhémence à ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Article 5** (Modalité d'information et de saisine) (p. 3979) : soutient l'amendement n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (information du contrôleur général par toute personne morale sans restriction) ; rejeté. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3982, 3984) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 17 (mise en conformité avec l'article 4 du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture) ; n° 3 (collaboration des autorités responsables du lieu de privation de liberté pour faciliter la tâche du contrôleur général) ; et n° 4 (accès au dossier médical avec l'accord de la personne intéressée) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile - Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4038, 4041) : maintien de l'article 5 bis relatif aux tests ADN, en dépit de la montée en puissance de la mobilisation, et de toutes les dispositions contestées par le groupe CRC. Utilisation de la biologie et des nouvelles technologies au

service de la chasse à l'étranger. "Industrialisation" des expulsions du territoire. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre l'ensemble des dispositions du projet de loi et s'associeront à tout recours formé devant le Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4346, 4348) : objectifs de ce texte. Position du groupe CRC en 1999 sur la catégorisation des chiens. Caractère plus répressif que préventif de ce projet de loi. Application insuffisante de la loi de 1999. Difficulté de mise en œuvre de dispositions prévues. Trafics et élevages clandestins d'animaux. Personnel de surveillance utilisant un chien dans son activité. Avis défavorable ou abstention du groupe CRC en fonction du sort réservé à un amendement du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4371) : intervient sur les amendements identiques n° 6 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 22 (obligation pour les agents de surveillance et de gardiennage utilisant des chiens d'être titulaires d'une attestation d'aptitude). Accident survenu à Bobigny. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4377) : votera contre l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire). - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires) (p. 4381) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4384, 4385) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5876, 5877). Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission. - **Article 45** (Revalorisation de la taxe perçue au profit de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, ANAEM, lors de la demande de validation de l'attestation d'accueil) (p. 5886) : le groupe CRC votera contre cet article.

#### **Sécurité**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6088, 6090). Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

#### **Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6140, 6141). Les sénateurs du groupe CRC voteront contre les crédits de cette mission.

**ASSOULINE (David)**  
sénateur (Paris)  
SOC

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 9 octobre 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

#### **NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des États-Unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Action extérieure de l'État [n° 92 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2193, 2195) : situation des universités. Moyens financiers. Projet socialiste. Autonomie. Gouvernance. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2228) : son amendement n° 117 : loi de programmation quinquennale ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2231, 2232) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 173 de M. Ivan Renar (système de protection sociale et de bourses d'État). - **Article 2** (art. L. 711-7 du code de l'éducation - Modalités d'adoption des décisions statutaires au sein du conseil d'administration) (p. 2233) : son amendement n° 119 : majorité requise pour les délibérations statutaires des conseils d'administration ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2248, 2249) : soutient l'amendement n° 124 de M. Serge Lagache (amélioration de la représentativité au sein des différents collèges par l'accroissement modique du nombre de membres du conseil d'administration) ; rejeté. (p. 2252) : intervient sur l'amendement n° 100 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). (p. 2254) : intervient sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). (p. 2260) : intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration). - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2268) : son amendement n° 123 : élection du président d'université parmi les enseignants-chercheurs ; rejeté. (p. 2270) : intervient sur l'amendement n° 166 de M. Ivan Renar (renforcement de la légitimité du président d'université). (p. 2272) : défavorable aux amendements identiques n° 40 de la commission (élection du président d'université par l'ensemble des membres du conseil d'administration) et n° 97 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2280) : favorable à l'amendement n° 187 de M. Gérard Delfau (création d'un bureau chargé d'assister le président dans ses fonctions). - **Article 8** (art. L. 712-6 du code de l'éducation - Révision des compétences du conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2284) : soutient l'amendement n° 129 de M. Serge Lagache (élection d'un vice-président étudiant chargé des questions de vie étudiante) ; adopté. - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) (p. 2287) : son amendement n° 131 : remplacement du système de répartition "au plus fort reste" par un système "à la plus forte moyenne" ; rejeté. Son amendement n° 132 : représentation des grands secteurs de formation au sein du conseil d'administration ; devenu sans objet. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2302) : favorable à l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'État du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels). - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2310) : intervient sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2312, 2313) : son amendement n° 142 : création dans chaque université d'un

bureau spécifiquement chargé d'aider les étudiants à s'insérer sur le marché du travail ; adopté. - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants) (p. 2314, 2315) : soutient l'amendement n° 144 de M. Serge Lagauche (validation par les étudiants tuteurs des activités de soutien et d'encadrement) ; rejeté. - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2331, 2332) : intervient sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 104 (possibilité pour les fondations d'établissement de contracter avec des tiers et de bénéficier des mesures fiscales attachées aux fondations dotées de la personnalité morale), et du Gouvernement n° 202 (possibilité pour les centres de recherche de créer des fondations universitaires), n° 203 (autonomie financière des fondations), n° 204 (place pour le collège des fondateurs dans le conseil de gestion) et n° 220 (nouvel intitulé pour les fondations prévu par cet article - Fondations universitaires) . - **Article 26** (art. L. 711-8 du code de l'éducation - Contrôle de la légalité des actes des universités) (p. 2337) : soutient l'amendement n° 156 de M. Serge Lagauche (transmission au Parlement du rapport sur le contrôle de légalité des actes des universités effectués par le recteur d'académie) ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2349) : son amendement n° 160 : nouvelle rédaction de l'intitulé - Projet de loi relatif à la gouvernance des universités ; devenu sans objet. - **Seconde délibération - Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2352) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (avis consultatif du comité de sélection dans la procédure de recrutement des agents contractuels pour exercer des fonctions d'enseignement et de recherche).

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2597) : indicateurs de performance du programme "Création". (p. 2605, 2606) : statut des intermittents. Mise en place en 2004 d'un fonds spécifique provisoire. Demande de précision sur le pilotage du fonds. Proposition de loi du groupe socialiste en 2005 sur l'assurance chômage des artistes et des techniciens.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités - Commission mixte paritaire [n° 367 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3120, 3121) : conception dangereuse de l'autonomie. Votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3554, 3555) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. Doute du succès du dispositif instauré à l'article 1er. Développement de réseaux mafieux spécialisés dans les fausses attestations. Alimentation de l'immigration clandestine. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3561) : satisfait de la position de la commission opposée à l'application des restrictions au regroupement familial pour les conjoints étrangers de Français. (p. 3574, 3575) : intervient sur l'amendement n° 92 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3578, 3579) : indignité de l'article sur les tests génétiques introduit à l'Assemblée Nationale par l'amendement Mariani. (p. 3599) : intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à effectuer ce test que sur la demande et avec le

consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois). Maintien des tests ADN dans le projet de loi. Persistance de l'émotion en dépit des manœuvres de diversion du ministre.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3700) : soutient l'amendement n° 146 de Mme Michèle André (précision selon laquelle les étrangers qui n'ont pas d'avocat peuvent bénéficier d'un avocat commis d'office) ; adopté. (p. 3703) : intervient sur les amendements identiques n° 148 de Mme Michèle André et n° 60 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du recours aux audiences délocalisées et audiovisuelles). Enseignements tirés de sa visite à Zapi 3 sur le site de Roissy. - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile) (p. 3709) : opposition du groupe socialiste à l'article 9. Risque de remise en cause de l'existence même du droit d'asile et de la protection des réfugiés et apatrides garanti par la Constitution. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3719, 3722) : soutient les amendements de Mme Michèle André n° 161 (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention) ; n° 162 (interdiction de prendre une mesure de rapatriement contre le gré d'un mineur, en cas de refus d'entrée sur le territoire, avant l'expiration d'un délai d'un jour franc) ; et n° 163 (interdiction d'expulser les mineurs ou les jeunes majeurs inscrits dans un établissement scolaire) ; rejetés. - **Article 12 quater** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3729) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3742) : le groupe socialiste s'opposera à l'adoption de l'article 20. Risque d'utilisation des études "ethniques" à d'autres fins que la mesure des discriminations. (p. 3746) : conteste l'argumentation avancée par le ministre pour justifier l'article 20. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3750) : sagesse de la décision adoptée par la commission des lois. En appelle à l'honneur de la Haute Assemblée pour voter la suppression de l'article 21.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4053, 4056) : constitution de l'identité nationale contemporaine de la France. Dévalorisation de cette identité nationale au travers le ton donné au débat. Restriction des droits des étrangers depuis 2003. Campagne électorale permanente à destination d'un certain électoral. Volonté de faire du test ADN un symbole. Opposition du groupe socialiste aux objectifs et au fond du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5641, 5643). - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5655) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 5764, 5765).

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6065, 6066).

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6274, 6276).

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6303, 6304). - **Rappel au règlement** (p. 6308) : organisation du débat. Absence de réponse de la ministre aux orateurs des groupes, notamment de l'opposition.

**AUBAN (Bertrand)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La gestion des pensions de l'État : une réforme inaboutie à relancer d'urgence [n° 27 (2007-2008)] (11 octobre 2007) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Régimes sociaux et de retraite - compte spécial : pensions [n° 91 tome 3 annexe 24 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

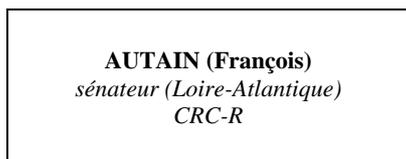
*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5420) : soutient l'amendement n° I-83 de M. Marc Massion

(extension aux communautés urbaines de la prise en compte immédiate de leurs dépenses pour les remboursements en provenance du fonds de compensation pour la TVA) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5422, 5423) : soutient l'amendement n° I-100 de M. Gérard Collomb (modalités de liquidation de la taxe locale d'équipement) ; retiré.

Deuxième partie :

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**



**NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5842, 5843) : la commission des finances recommande l'adoption des crédits du compte spécial "Pensions". - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5849) : soutient l'amendement n° II-10 de la commission (transfert de crédits) ; retiré.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur** [n° 159 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 435, 436) : dysfonctionnements dans la gestion des crises sanitaires. Solutions proposées. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte. - **Article 13 (Gage)** (p. 455) : le groupe CRC s'abstient sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 516, 518) : dysfonctionnements de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS. Programmes industriels d'aide à l'observance. Le groupe CRC déterminera son vote en fonction de la décision du Gouvernement quant à la suppression de ces programmes. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 528) : votera l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger (suppression du monopole pharmaceutique pour la vente des autotests de grossesse). - **Article 4 (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires)** (p. 530, 531) : son amendement n° 23 : précision des définitions données à l'article 4 ; rejeté. - **Article 5**

(art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Modification du régime d'autorisation de mise sur le marché des médicaments) (p. 532, 533) : son amendement n° 25 : obligation, pour le demandeur d'une AMM, de produire des essais cliniques comparatifs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 534, 538) : intervient sur son amendement n° 27 : prise en compte de l'évaluation de l'impact environnemental des médicaments. Ses amendements n° 26 : réglementation de l'autorisation de mise sur le marché d'associations de médicaments ; retiré ; n° 28 : retrait de l'AMM pour les médicaments à service médical rendu insuffisant ; rejeté ; et n° 58 : admission au remboursement par la sécurité sociale des seuls médicaments ayant fait la preuve de leur efficacité par rapport à un produit concurrent ; rejeté. (p. 539) : reprend l'amendement de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 22 : sanction à l'encontre des laboratoires n'ayant pas procédé, ou avec retard, aux études "post-AMM" ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament et conditions de délivrance de l'autorisation de mise sur le marché dans des circonstances exceptionnelles) : son amendement n° 30 : application du champ de la santé publique au renouvellement des autorisations initiales de mise sur le marché à l'issue de la période quinquennale ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 5121-10 du code de la santé publique - Obligation pour le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un générique d'informer l'association française de sécurité sanitaire des produits de santé sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets) (p. 541) : intervient sur son amendement n° 31 : obligation pour les entreprises titulaires d'un brevet de communiquer à l'AFSSAPS la date d'expiration des droits de propriété intellectuelle attachée à une spécialité de référence, aux fins d'octroi de l'AMM du médicament générique. - **Article 9** (art. L. 5121-10-1 nouveau du code de la santé publique - Conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi génériques) (p. 542) : son amendement n° 32 : obligation de produire des études comparatives indépendantes ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 5121-10-2 nouveau du code de la santé publique - Application aux médicaments biologiques similaires et quasi génériques d'un régime juridique proche de celui des médicaments génériques) (p. 545) : ses amendements n° 35 : garantie par l'AFSSAPS de la publicité de la date d'expiration des droits de propriété intellectuelle attachée à une spécialité de référence, communiquée par le titulaire de l'AMM de cette spécialité ; et n° 34 : transcription dans le code de la santé publique de la notion de médicament quasi-générique, consacrée par la directive communautaire de 2004 ; rejetés. - **Article 12** (art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Modification du régime des autorisations temporaires d'utilisation) (p. 546) : son amendement n° 59 : rédaction ; retiré. - **Article 15** (art. L. 5121-20 du code de la santé publique - Décrets en Conseil d'Etat) (p. 547, 548) : ses amendements n° 37 : accessibilité des notices de médicaments aux personnes handicapées ; adopté après modification proposée par le président de la commission des affaires sociales ; n° 38 : prise en compte de l'impact environnemental du médicament dans le dossier de demande d'AMM ; et n° 36 : association des patients et des associations agréées de patients au système de pharmacovigilance ; rejetés. - **Article 15 ter** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 549) : son amendement n° 39 : obligation pour les logiciels de prescription en dénomination commune internationale d'indiquer l'identité de leur concepteur et la nature de leur financement ; adopté. - **Article 21** (art. L. 5124-6 du code de la santé publique - Informations à fournir à l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé en cas de suspension de commercialisation d'un médicament ou de risque de rupture de stock) (p. 551, 552) : son amendement n° 40 : mise en œuvre d'un délai préalable d'information de l'AFSSAPS et d'une contribution de l'entreprise pharmaceutique à la recherche de solutions alternatives en cas de décision de suspension ou de cessation de commercialisation d'un médicament ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 5311-1 du code de la santé publique - Publicité de la synthèse des dossiers d'autorisation d'un nouveau médicament) (p. 553, 554) : ses amendements n° 43 : mise à disposition sans délai au public des travaux des commissions de l'AFSSAPS et

des votes intervenus ; adopté ; et n° 41 : application de l'article aux renouvellements d'AMM ; rejeté. Sur l'amendement n° 68 de la commission (précision selon laquelle le détail des documents internes rendu public par l'AFSSAPS continue de relever de la loi), son sous-amendement n° 73 ; adopté ; et son amendement n° 64, portant sur le même objet que son amendement n° 43 précité ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 555) : son amendement n° 44 : application aux travaux de la Haute autorité de santé de l'obligation légale de transparence requises pour les travaux des commissions de l'AFSSAPS ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 556, 557) : son amendement n° 45 : statut de l'expert ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 5323-4 du code de la santé publique - Publicité et annualité des déclarations d'intérêts) (p. 558) : son amendement n° 46 : mise en place d'un contrôle indépendant de l'expertise ; rejeté. - **Article 28 bis** (art. L. 1114-1 du code de la santé publique - Publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) : son amendement n° 48 : prise en compte des aides en nature au titre des dons versés aux associations de patients ; adopté ; adopté. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Collecte des médicaments inutilisés) (p. 564) : intervient sur son amendement n° 49 : application immédiate de l'interdiction du dispositif Cyclamed. - **Article 28 quater** (art. L162-17-4 du code de la sécurité sociale - Contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) : son amendement n° 50 : suppression ; rejeté. - **Article 29** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament) (p. 573, 575) : ses amendements n° 53 : suppression ; et n° 54 : retrait de l'habilitation par ordonnance des sanctions pénales ou administratives ; rejetés ; et n° 55 : retrait de l'habilitation par ordonnance des programmes d'observance des patients ; adopté. - **Article 30** (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française) (p. 576) : son amendement n° 56 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577, 578) : travail constructif. Le groupe CRC votera ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 155 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1485, 1486) : programmes industriels d'aide à l'observance. Obligation légale de transparence. Dispositions relatives aux psychothérapeutes. - **Article 29** (p. 1490) : demande une précision sur la transparence des comptes rendus des travaux des agences de sécurité sanitaire.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3925) : toxicité des pesticides. Politique de santé. Sous réserve du sort de certains amendements, le groupe CRC votera ce texte. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3927, 3928) : défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (habilitation à légiférer par ordonnances). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3929, 3931) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (transfert à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du rôle d'autorité compétente en matière de recherches biomédicales) et votera contre l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel (prorogation du délai pour l'entrée en vigueur de l'interdiction d'utilisation à des fins humanitaires des médicaments non utilisés). - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe CRC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4593, 4595) : inégale répartition disciplinaire et territoriale des médecins libéraux. Nécessité de relativiser le risque de pénurie. Absence de données fiables sur la question de la démographie médicale. Exclusion de plus de 4 millions de Français de la garantie d'un égal accès aux soins. Effervescence législative et réglementaire entre 2004 et 2006. Effet pervers de la majoration de 20 % de la rémunération des médecins généralistes dans les zones déficitaires. Souhaite moduler le relèvement du numerus clausus en fonction des

régions. Intérêt des dispositions du texte en matière de formation initiale et continue des médecins généralistes. Utilité d'une régionalisation des épreuves classantes. Absence de nouvelles recettes pour répondre aux besoins de financement de l'assurance maladie. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi de financement de la sécurité sociale.

#### Troisième partie :

- (13 novembre 2007) - **Article 9** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques) (p. 4648, 4651) : ses amendements n° 280 : pérennisation du taux de la contribution fondée sur les dépenses de promotion du médicament ; et n° 281 : abaissement de 1,4 % à 1 % du taux K ; rejetés. Le groupe CRC ne votera pas les amendements n° 3 de la commission (maintien, jusqu'au 31 décembre 2007, du dispositif actuel d'aide fiscale à la recherche) et de la commission des finances pour avis n° 79 (maintien des dispositions relatives à l'aide fiscale à la recherche, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, pour les dépenses de recherche exposées au cours de l'année civile 2007) et soutiendra la position du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4656) : son amendement n° 282 : régulation du marché du médicament au travers du seul mécanisme de baisse des prix ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 17** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 4708, 4709) : exonération de cotisations sociales. - **Article 24** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 4719, 4721) : son amendement n° 297 : réduction de l'avance de trésorerie consentie au régime général ; rejeté.

#### Quatrième partie :

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires) (p. 4723) : son amendement n° 298 : suppression du délai relatif à la consultation des partenaires sociaux ; adopté. (p. 4724) : s'abstiendra sur l'amendement n° 146 de M. Bernard Cazeau (impossibilité de négocier une revalorisation des honoraires sans avoir atteint les objectifs de la précédente convention). - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4728, 4733) : ses amendements n° 300 : rédaction et n° 301 : référence à un plafond conventionnel pour encadrer les dépassements d'honoraires ; devenus sans objet. Son amendement n° 299 : sanction des dépassements d'honoraires indus ; rejeté. S'abstiendra sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (dispositif d'information des patients sur les dépassements d'honoraires). (p. 4734, 4736) : intervient sur son amendement n° 302 : possibilité pour le patient d'engager une action auprès de l'assurance maladie en cas de dépassements d'honoraires abusifs. Ses amendements n° 303 : plafonnement des dépassements d'honoraires ; et n° 304 : délai pour l'aboutissement des négociations conventionnelles ; devenus sans objet. Votera contre les amendements identiques n° 20 de la commission et n° 437 de M. Paul Blanc (suppression partielle). - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 4740, 4743) : ses amendements n° 305 : délai de mise à disposition du public des documents produits par la Haute Autorité de santé ; n° 309 : amélioration des logiciels d'aide à la prescription ; n° 306 : encadrement des études pharmaco-épidémiologiques ; et n° 307 : étude comparative effectuée sur tous les médicaments nouveaux ; rejetés. - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé) (p. 4744) : son amendement n° 310 : publication des recommandations et avis de la Haute autorité de santé ; rejeté. (p. 4747) : favorable aux amendements de la commission n° 21 (mise au point d'une banque de données

administratives et scientifiques sur les médicaments) et n° 22 (mise au point d'une banque de données administratives et scientifiques sur les dispositifs médicaux). (p. 4751) : favorable à l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4753) : son amendement n° 311 : saisine pour avis de l'UNOCAM sur les valeurs et tarifs des actes ; adopté. (p. 4763) : son amendement n° 308 : garantie de financement des études pharmaco-épidémiologique assorties à une autorisation de mise sur le marché ; rejeté. - **Article 29 bis** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM) (p. 4754) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 450 du Gouvernement (modalités de sanctions pour la non-réalisation d'études pharmaco-épidémiologiques postérieures aux autorisations de mise sur le marché). - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés) (p. 4756, 4758) : son amendement n° 317 : engagement en volume et en valeur ; rejeté. Le groupe CRC votera l'article 30 de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4758, 4759) : son amendement n° 318 : représentation des associations d'usagers au sein de l'UNOCAM ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4771) : son amendement n° 320 : possibilité pour les maisons de santé de participer à l'expérimentation prévue au présent article ; adopté. (p. 4773, 4774) : intervient sur l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). Son amendement n° 329 : définition des maisons de santé ; devenu sans objet. (p. 4776) : favorable à l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). (p. 4778) : son amendement n° 321 : objectif des expérimentations ; rejeté. (p. 4779) : son amendement n° 326 : modalités d'association de l'UNOCAM à la définition des modalités des expérimentations et accord de cette dernière pour leur généralisation ; retiré. (p. 4781) : ses amendements n° 328 : nature exclusivement forfaitaire des rémunérations ; et n° 322 : extension du dispositif de la permanence des soins à l'ensemble des professionnels de santé ; rejetés. (p. 4783) : son amendement n° 327 : suppression des dispositions de l'article relatives aux syndicats médicaux ; rejeté. (p. 4784) : son amendement n° 325 : conditions d'installation pour l'exercice libéral des masseurs-kinésithérapeutes ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 162-12-2, L. 162-9, L. 162-12-9 et L. 162-47 du code de la sécurité sociale, L. 312-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire) (p. 4787) : son amendement n° 331 : inclusion des maisons de santé dans la réflexion sur la répartition territoriale de l'offre de soins primaires ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4790) : son amendement n° 324 : suppression du comité de la démographie médicale ; adopté. (p. 4811) : son amendement n° 333 : introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital ; rejeté. - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4840) : le groupe CRC votera contre l'article 35. - **Article 35 ter** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4842, 4843) : son amendement n° 342 : suppression ; rejeté. - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4850, 4851) : le groupe CRC votera contre les amendements n° 36 de la commission (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP) et de la commission saisie pour avis n° 87 (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP). - **Article 37** (art. L. 172 nouveau et

L. 322-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-10 et L. 732-12 du code rural - Dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale) (p. 4854) : son amendement n° 346 : institution d'un comité interrégimes chargé d'assurer un traitement homogène de l'ensemble des demandes ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 4900) : défavorable aux amendements n° 45 et 48 de la commission (organisation de la convergence tarifaire). (p. 4902, 4903) : son amendement n° 349 : suppression partielle ; rejeté. (p. 4904) : son amendement n° 348 : mise en place d'un coefficient correcteur pour compenser l'écart entre les tarifs des établissements publics de santé et ceux des établissements privés à but non lucratif ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4909) : son amendement n° 351 : annulation de la suppression de la procédure d'agrément des conventions collectives de travail ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4926) : soutient l'amendement n° 353 de Mme Annie David (extension aux centres de santé de l'autorisation prévue à l'article 46) ; devenu sans objet. (p. 4933) : remboursement des médicaments prescrits. Méthode d'élaboration du Vidal. - **Article 48** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins) (p. 4936) : son amendement n° 354 : suspension du financement de la mise en œuvre du dossier médical personnel, DMP ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 54** (p. 4949, 4950) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 362 (obligation d'information de l'employeur sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et les risques auxquels le salarié est exposé) ; n° 363, 364 et 366 (modalités de création d'un comité d'hygiène,

de sécurité et des conditions de travail, CHSCT) ; et n° 365 (cas des entreprises de moins de cinquante salariés) ; rejetés. - **Article 54** (art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale - Plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs) (p. 4953) : soutient l'amendement n° 371 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 4956) : soutient l'amendement n° 381 de M. Guy Fischer (responsabilisation financière des entreprises ayant effectivement exposé leurs salariés à l'amiante) ; rejeté. - **Article 59** (art. L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire selon l'âge de l'enfant) (p. 4959) : soutient l'amendement n° 386 de Mme Annie David (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du niveau d'étude de l'enfant) ; rejeté. - **Article 66** (Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail) (p. 4973) : le groupe CRC votera contre cet article.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

#### **Sécurité sanitaire**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5797).

#### **Santé**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6252, 6254).

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)]** - (12 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6520, 6521) : texte attendu par les enseignants, les internes en médecine générale et les facultés de médecine. Question sur la teneur du décret d'application. Problème de la démographie médicale. Le groupe CRC soutient ce texte.

**BACHELOT-NARQUIN (Roselyne)**  
ministre de la santé, de la jeunesse et des sports  
(à partir du 18 mai 2007)

### **INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4559, 4561) : convergence des tarifs. Démographie médicale. Franchises médicales. Bouclier sanitaire. Refonte du système des affections de longue durée. Dossier médical personnel, DMP. Lutte contre la fraude. Maladie d'Alzheimer. Engagement de nombreux travaux de réflexion. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4566, 4567) : avis du Gouvernement sur la motion n° 274 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4570) : avis du Gouvernement sur la motion n° 141 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4586, 4588) : nécessité de rééquilibrer la répartition géographique des médecins. Eléments chiffrés. Liberté d'installation des médecins libéraux. Garantie d'accès de tous les Français à des soins de qualité. Stratégie axée sur l'amélioration de l'organisation du système de santé. Etats généraux de l'organisation de la santé prévus en février 2008. Renovation de l'offre de soins de premier recours. Séances de travail délocalisées en région. Intérêt d'une étude sur les

recommandations émises par M. Jean-Marc Juillard. Volonté de faire de ce projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 un projet de loi de fondation. (p. 4612, 4615) : hommage au Sénat pour avoir parfaitement rempli son rôle de réflexion. Veillera à l'analyse des solutions esquissées par M. Jean-Marc Juillard lors des Etats généraux de l'organisation de la santé. Réponse aux intervenants. Cartographie des zones sous-denses et des zones sur-denses. Adaptation du numerus clausus aux besoins de la population. Orientation des flux de formation vers les régions sous-médicalisées. Stages de médecine générale dès le second cycle. Nécessité d'avancer sur la question du partage des tâches et de la simplification des tâches administratives. Importance du rôle des maisons de santé dans la réorganisation de l'offre de soins de premier recours. Remerciements.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires) (p. 4722, 4725) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 430 et n° 431 de M. Paul Blanc, n° 419, n° 418 et n° 420 de Mme Catherine Procaccia, n° 298 de M. François Autain et n° 146 de M. Bernard Cazeau. - **Demande de réserve** (p. 4725) : demande la réserve de l'article 26 jusqu'à la suspension ; réserve ordonnée. - **Article 27** (art. L. 332-5 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'encadrement des transports des assurés en taxi) : son amendement n° 454 : précision ; adopté. - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4727, 4733) : réponse à Mme Raymonde Le

Texier. Dépassements d'honoraires. Son amendement n° 448 : dispositif d'information des patients sur les dépassements d'honoraires ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 436 et n° 434 de M. Paul Blanc, n° 300, n° 299 et n° 301 de M. François Autain, n° 124 et n° 123 de M. Bernard Cazeau, n° 457 et n° 19 de la commission ainsi que sur l'amendement n° 193 de M. Nicolas About. (p. 4733, 4735) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 302, n° 303 et n° 304 de M. François Autain, n° 20 de la commission et n° 437 de M. Paul Blanc. - **Article 26 (précédemment réservé)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - *Extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable*) (p. 4737, 4739) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de la commission, n° 416 de Mme Catherine Procaccia et n° 432 de M. Paul Blanc. Sur l'amendement n° 18 de la commission, son sous-amendement n° 464 ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 4740, 4743) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 305 (délai de mise à disposition du public des documents produits par la Haute Autorité de santé), n° 309 (amélioration des logiciels d'aide à la prescription), n° 306 (encadrement des études pharmaco-épidémiologiques) et n° 307 (étude comparative effectuée sur tous les médicaments nouveaux). - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4743, 4752) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 267 et n° 185 de M. Jean Bizet, n° 310 de M. François Autain, n° 415 de Mme Catherine Procaccia, n° 160 de M. Bernard Cazeau, n° 21, n° 22 et n° 23 de la commission. Son amendement n° 449 : autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4753) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 147 de Mme Raymonde Le Texier, n° 311 de M. François Autain et n° 413 de Mme Catherine Procaccia (saisine pour avis de l'UNOCAM sur les valeurs et tarifs des actes) ainsi que sur l'amendement n° 308 de M. François Autain (garantie de financement des études pharmaco-épidémiologique assorties à une autorisation de mise sur le marché). - **Article 29 bis** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - *Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM*) (p. 4753, 4754) : son amendement n° 450 : modalités de sanctions pour la non-réalisation d'études pharmaco-épidémiologiques postérieures aux autorisations de mise sur le marché ; adopté. - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés*) (p. 4756, 4758) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 241 de Mme Muguet Dini, n° 417 de Mme Catherine Procaccia, n° 266 de M. Paul Blanc, n° 83, n° 84 de la commission des finances saisie pour avis, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 317 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4758, 4759) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 318 de M. François Autain (représentation des associations d'usagers au sein de l'UNCAM).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4778, 4779) : son amendement n° 451 : signature par les directeurs de la mission régionale de santé des conventions passées dans le cadre de l'expérimentation ; adopté. (p. 4782) : son amendement n° 453 : fixation par les instances du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins des limites dans lesquelles les MRS déterminent le montant de rémunération ; adopté. (p. 4769, 4785) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 424, n° 425 de M. Jean-Claude Etienne, n° 320, n° 321, n° 326, n° 328, n° 322, n° 327, n° 325, n° 329 de M. François Autain, n° 421 de Mme Catherine Procaccia, n° 25, n° 85, n° 26, n° 28, n° 459, n° 458 de la commission, n° 400 de M. Paul Blanc, n° 149 de M. Bernard Cazeau et n° 98 de M. Jean Bizet. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4786) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 260 de M. Dominique

Leclerc (passation d'accords et de contrats entre l'assurance maladie et les pharmaciens) et n° 150 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (plan personnalisé de prévention de soins pour chaque personne touchée par une pathologie chronique). - **Article 31 bis** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - *Contribution forfaitaire des professionnels n'assurant pas une transmission électronique de leurs actes*) (p. 4787) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article 32** (art. L. 162-12-2, L. 162-9, L. 162-12-9 et L. 162-47 du code de la sécurité sociale, L. 312-5-1 du code de l'action sociale et des familles - *Répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire*) (p. 4789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 331 de M. François Autain et n° 31 et n° 32 de la commission. - **Article 33** (art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale - *Répartition géographique des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire*) (p. 4789, 4790) : son amendement n° 452 : statut des médecins collaborateurs salariés ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4790, 4811) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Charasse n° 151 (rapport au Parlement sur la répartition du personnel de santé), de M. François Autain n° 324 (suppression du comité de la démographie médicale), n° 333 (introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital), de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 127 (cas de dispense des épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France), n° 128 (attribution de la qualité de faisant fonction d'interne, FFI, aux citoyens français résidents permanents à l'étranger), n° 221 (suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées au titulaire d'un diplôme européen), de M. Guy Fischer n° 330 (extension des dérogations aux épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France) et de M. Bernard Cazeau n° 126 (introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital). - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4813) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 de M. Bernard Cazeau (obligation d'un devis normalisé pour les audioprothèses), n° 187 de M. Gérard Dériot (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses) et n° 192 de M. Marcel Deneux (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses). - **Article 34** (art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - *Élargissement du dispositif de pénalité financière aux transporteurs sanitaires et aux entreprises de taxis*) (p. 4814) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de la commission. - **Article additionnel après l'article 34** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 422 de Mme Catherine Procaccia (applicabilité aux centres de santé des mêmes dispositions concernant les professionnels de santé libéraux). - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - *Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4821, 4822) : attachement au pacte du Conseil national de la Résistance. Problème du financement de besoins nouveaux. Avantages des franchises. Souci d'éviter les dérives. (p. 4824, 4840) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152 de M. Bernard Cazeau, n° 334, n° 337 et n° 338 de M. Guy Fischer, n° 199 et n° 200 de M. Yves Détraigne, n° 410 de M. Nicolas About, n° 250 de M. Paul Blanc, n° 153, n° 154 et n° 443 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 86 de la commission saisie pour avis, n° 426 de M. Jean-Claude Etienne, n° 271 de M. Georges Mouly, n° 157 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin, n° 189 de Mme Muguet Dini, n° 138 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 335 et n° 336 de Mme Annie David, n° 337 et n° 338 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Patricia Schillinger. - **Article 35 bis** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Conditionnement des médicaments*) (p. 4842) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 423 de Mme Catherine Procaccia et n° 469 de la commission. - **Article 35 ter** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - *Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés*) (p. 4843, 4844) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 342 de M. François Autain et n° 251 de la commission. - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - *Application aux bénéficiaires de la*

*couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés*) (p. 4845, 4846) : volonté de relancer le dossier médical personnel, DMP. Son amendement n° 470 : choix des hébergeurs informatiques du DMP et condition de conservation du DMP après clôture ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Cazeau (réalisation d'un répertoire des équivalents thérapeutiques). - **Article 37** (art. L. 172 nouveau et L. 322-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-10 et L. 732-12 du code rural - *Dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale*) (p. 4854, 4855) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 345 de M. Guy Fischer et n° 346 de M. François Autain. - **Article 38** (art. L. 165-5 du code de la sécurité sociale - *Déclaration des produits et prestations remboursables*) (p. 4856) : son amendement n° 466 : précision ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 210 de M. Gérard Dériot. - **Article additionnel après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4855) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 261 de M. Dominique Leclerc (limitation des ventes aux officines de pharmacie). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 4858) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 130 (encadrement et contrôle des publicités destinées aux professionnels de santé et au grand public) et n° 162 (publicité en faveur des dispositifs médicaux remboursables). - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - *Restructuration du réseau des officines de pharmacie*) (p. 4862) : son amendement n° 463 (modalités de création d'officine sur la base du droit au moment du dépôt de la demande) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 474 de Mme Anne-Marie Payet. (p. 4867) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 215, n° 37, n° 38, n° 42, n° 39, n° 40 et n° 41 de la commission, n° 196 et n° 197 de Mme Anne-Marie Payet, n° 181 de M. Jacques Blanc, n° 211 de M. Gérard Dériot, n° 194 de M. Nicolas About, n° 263 de M. Dominique Leclerc. Sur son amendement n° 463 précité, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 473 de M. Jacques Blanc et n° 474 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 4867, 4868) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 262 de M. Dominique Leclerc (possibilité pour les pharmaciens d'officines de proposer à titre gratuit ou onéreux des services d'aide à la personne). - **Article 40** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 4869, 4870) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 88 de la commission saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 4895, 4907) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 347 de M. Guy Fischer, n° 43, n° 45, n° 46, n° 47, n° 44, n° 49, n° 50 de la commission, n° 164, n° 165 de M. Bernard Cazeau, n° 349 et n° 348 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4909) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 166 de M. Bernard Cazeau et n° 414 de Mme Catherine Procaccia (participation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, aux travaux de l'Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) et n° 351 de M. François Autain (annulation de la suppression de la procédure d'agrément des conventions collectives de travail). - **Article 43** (*Expérimentation d'une enveloppe hospitalière pour les transports sanitaires*) (p. 4910) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de la commission. - **Article 43 bis** (art. L. 162-5-16 nouveau du code de la sécurité sociale - *Pénalités financières en cas de non-respect de l'obligation d'identification individuelle des médecins hospitaliers et des médecins salariés des centres de santé*) (p. 4910) : avis du Gouvernement sur les amendements de précision n° 52 de la commission et n° 213 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 44** (art. L. 6122-15 du code de la

*santé publique - Groupements de coopération sanitaire*) (p. 5911) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 44** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Cazeau (représentation de l'Etat et de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au conseil d'administration et à l'assemblée générale du groupement pour la modernisation du système d'information). - **Article 44 bis** (art. L. 6146-10 du code de la santé publique - *Possibilité reconnue aux centres hospitaliers régionaux de faire appel à des praticiens libéraux*) (p. 4912) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 427 de M. Jean-Claude Etienne. - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - *Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale*) (p. 4921, 4923) : pratique de l'IVG médicamenteuse dans le cadre d'un suivi sanitaire de qualité. Protocole. Aspect financier. Aspect juridique. (p. 4927, 4928) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. André Lardeux, n° 97 de M. Bruno Sido, n° 230 de M. Bernard Seillier, n° 133 de Mme Claire-Lise Campion et n° 353 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 4934) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 428 de M. Jean-Claude Etienne (renforcement de l'obligation annuelle d'évaluation des programmes de santé publique) et n° 461 de la commission (encadrement de la publicité télévisée radiodiffusée en dehors des campagnes institutionnelles en faveur des vaccins). - **Article 48** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - *Fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins*) (p. 4936) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Bernard Cazeau et n° 354 de M. François Autain. - **Article 50** (*Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 4938) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 4939) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 357 de M. Guy Fischer (délivrance de la carte électronique individuelle inter-régimes pour les bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat) et de M. Gérard Dériot n° 93 (suppression de l'incompatibilité entre la qualité de membre du conseil d'administration des établissements publics de santé et celle de membre de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation ou exerçant un pouvoir de tarification sur l'établissement) et n° 94 (levée de l'incompatibilité lorsque la part de tarification fixée par le président du conseil général représente une part minoritaire du budget de l'établissement). - **Article 66** (*Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail*) (p. 4971, 4972) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de M. Bernard Cazeau et n° 394 de M. Guy Fischer. - **Article 66 ter** (art. L. 114-9 du code de la sécurité sociale - *Renforcement des pouvoirs des caisses nationales dans la lutte contre la fraude*) (p. 4574) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 4975, 4976) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 173 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin (modalités de récupération des sommes indûment versées par les organismes d'assurance complémentaire) et de la commission saisie pour avis n° 89 (harmonisation de la législation fiscale et sociale en matière d'abus de droit). - **Article 67 ter** (*Expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude*) (p. 4977) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de la commission. - **Article 67 quater** (*Documents à fournir pour une demande d'aide au logement*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de la commission. - **Article 67 quinquies** (art. L. 542-6 et L. 831-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 351-12 du code de la construction et de l'habitation - *Justifications à fournir pour une demande d'aide au logement*) (p. 4978) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de la commission. - **Article additionnel après l'article 67 quinquies** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 412 de M. Nicolas About (accès au répertoire national commun des organismes de sécurité sociale pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale). - **Article 68** (art. L. 133-4-2 et L. 242-1-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-10-2 du code rural, art. L. 324-12-1 du code du travail et art. L. 8271-8-1 du nouveau code du travail - *Dispositions relatives à la lutte*

*contre le travail dissimulé* (p. 4979) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 68** : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 90 (obligation pour les donneurs d'ordre de s'assurer que leurs sous-traitants règlent leurs cotisations sociales). - **Article 68 bis** (art. L. 114-15 du code de la sécurité sociale - *Généralisation de l'obligation de signalement de travail dissimulé aux organismes sociaux*) (p. 4980) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Cazeau. - **Article 69** (art. L. 114-19 à L. 114-21 du code de la sécurité sociale - *Droit de communication*) (p. 4981) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 395 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 4982) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Mercier portant sur le même objet n° 206 et 207 (possibilité pour les conseils généraux d'accéder au système d'information et aux données des maisons départementales des personnes handicapées). - **Article 70** (art. L. 315-1, L. 315-2 et L. 315-2-1 du code de la sécurité sociale - *Extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat et des soins urgents*) (p. 4983) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin. - **Article 71** (art. L. 433-1 et L. 442-5 du code de la sécurité sociale - *Harmonisation du contrôle des arrêts de travail pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle avec les dispositions applicables en assurance maladie*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de la commission. - **Article 73** (*Rapport au Parlement sur le taux de cotisation des employeurs publics*) (p. 4984) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4987, 4988) : apports substantiels du Sénat. Poursuite du débat sur la démographie médicale avec l'ensemble de la société civile.

- *Commission mixte paritaire* [n° 87 (2007-2008)] - (23 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5135, 5137) : modernisation du système de sécurité sociale. Effort de maîtrise du déficit du régime général. Groupe de travail sur la mise en

place d'une taxe nutritionnelle. Renforcement des principes de solidarité et d'efficacité. Prise en charge collective des nouveaux besoins de santé publique. Démarche dite de "maîtrise médicalisée". Modernisation de l'hôpital. Négociation conventionnelle. Politique familiale. Mesure en faveur des victimes de maladie professionnelle. Mise en place d'une cinquième branche. Propose l'adoption de ce projet de loi. - **Article 8 et annexe B** (p. 5166) : son amendement n° 1 (coordination) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 28** : Son amendement n° 6 (précision) ; adopté avec l'ensemble du texte.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5737, 5738). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5747) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-78 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 49** (*Modification des règles de prise en compte des aides personnelles au logement dans les ressources des demandeurs de la couverture maladie universelle complémentaire, CMU-C*) (p. 5748, 5749) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-59 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin. - **Article 50** (*Conditions de prise en charge par l'Etat du coût des médicaments des bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat, AME*) : son intervention (p. 5750).

#### **Santé**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6258, 6261). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6262) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-6 de la commission.

**BADINTER (Robert)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
SOC

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 192 (2006-2007)] relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 195 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 921) : droits de la défense : présomption d'innocence et détention provisoire. Rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'affaire d'Outreau. Procédure pénale. Inflation législative. Collégialité de l'instruction. Carte judiciaire. Pôles de l'instruction. Rôle du ministère public.

- **Suite de la discussion** (6 février 2007) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1129) : intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre Fauchon (entrée dans la magistrature conditionnée par l'exercice pendant au moins dix ans d'une activité professionnelle). - **Article 1er E** (art. 21 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Versement de la recommandation et des réserves du jury de classement au dossier des magistrats) (p. 1135) : son amendement n° 46 : retrait du dossier du magistrat des recommandations et réserves émises à son endroit à l'issue d'un délai de cinq ans ; devenu sans objet.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007).**

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1183, 1187) : combat pour l'abolition. Inscription dans la Constitution. Progrès vers l'abolition universelle. Situation en Chine, au Moyen-Orient, aux Etats-Unis. Actions diplomatiques envisageables. - **Article unique** (p. 1198) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. André Lardeux.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1219, 1220) : statut pénal du chef de l'Etat. Immunité en matière civile. Procédure de destitution. Votera contre ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 1227, 1230) : son amendement n° 7 : suppression de la qualité de membre de droit à vie du Conseil constitutionnel pour les anciens Présidents de la République ; rejeté. - **Article unique** (p. 1232) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Bel (champ de l'inviolabilité du Chef de l'Etat) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - Critères de placement en détention provisoire) (p. 1283) : son amendement n° 95 : suppression du septième critère, en matière correctionnelle et en matière criminelle, autorisant la détention provisoire à l'article 144 du code de procédure pénale ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1289) : intervient sur l'amendement n° 63 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière correctionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 6** : son amendement n° 97 : présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue des confrontations ; rejeté. - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue) (p. 1315, 1318) : ses amendements n° 99 : généralisation de l'enregistrement audiovisuel à tous les interrogatoires de garde à vue ; n° 101 : nullité de la procédure en cas d'absence d'enregistrement des gardes à vue ; et n° 100 : possibilité de consultation de l'enregistrement ; rejetés. - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 1320, 1321) : son amendement n° 102 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13 ter** (p. 1336) : son amendement n° 85 : représentation obligatoire par un avocat à la cour de cassation pour les pourvois en cassation relevant de la matière pénale ; adopté. - **Article 16** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 1338) : son amendement n° 89 : réduction de cinq à trois ans du délai d'entrée en vigueur de la collégialité ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort - Congrès du Parlement [n° 192 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 33, 34) : les membres du groupe socialiste voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances [n° 277 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 278 (2006-2007)** (p. 1920, 1921) : historique de l'abolition de la peine de mort. Constitutionnalisation de l'abolition le 19 février 2007. Consécration de l'irréversibilité de l'abolition au travers de l'approbation des deux protocoles. Souhait d'une action de la France en faveur des infirmières bulgares et du

médecin palestinien et pour l'établissement d'un moratoire sur les exécutions en Chine à la veille des jeux Olympiques de 2008.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort [n° 278 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (2006-2007)**.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2082, 2085) : texte inutile. Opposition de la magistrature aux peines planchers. Texte vexatoire pour les magistrats et dangereux dans ses conséquences. Accroissement de la surpopulation carcérale et de la récidive des primo-délinquants. Intérêt d'une réflexion sur l'échec de la récidive pour l'institution judiciaire elle-même. Problématique des moyens humains et matériels. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2116, 2120) : son amendement n° 29 : suppression ; rejeté. Echec des peines planchers aux Etats-unis et au Canada. Ses amendements n° 31 : précision selon laquelle seules les sanctions pénales, et non les mesures éducatives, sont prises en compte pour l'établissement de l'état de récidive des mineurs ; adopté ; n° 32 : précision selon laquelle le juge doit prononcer à l'égard des mineurs une mesure éducative et non une peine inférieure aux peines planchers ; n° 30 : alignement du régime de la multirécidive sur celui de la récidive s'agissant des critères permettant au juge de prononcer une peine inférieure aux peines planchers ; et n° 33 : alignement du régime de la multirécidive sur celui de la récidive s'agissant des critères permettant au juge de prononcer une peine inférieure aux peines planchers lorsque le crime est commis en état de récidive légale par un mineur ; rejetés. - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2126, 2127) : son amendement n° 34 : suppression ; rejeté. Article de critique implicite des magistrats. (p. 2131, 2132) : ses amendements n° 35 : alignement du régime de la multirécidive sur celui de la récidive s'agissant des critères permettant au juge de prononcer une peine inférieure aux peines planchers ; et n° 38 : alignement du régime de la multirécidive sur celui de la récidive s'agissant des critères permettant au juge de prononcer une peine inférieure aux peines planchers lorsque le crime est commis en état de récidive légale par un mineur ; rejetés. Retire son amendement n° 37 : possibilité pour le juge de prononcer pour les mineurs une mesure éducative au lieu d'une peine inférieure aux peines planchers. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu). (p. 2135) : son amendement n° 39 : obligation pour le président de la juridiction, lors du prononcé de la peine, d'avertir le condamné des conséquences qu'entraînerait une condamnation pour une nouvelle infraction commise en état de récidive légale ; retiré. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans) (p. 2136, 2137) : son amendement n° 40 : suppression ; rejeté. Historique de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Au nom du groupe socialiste, demande avec fermeté la suppression de l'article 3. - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire) (p. 2150, 2151) : intervient sur son amendement n° 43 : suppression. Danger de l'extension de la peine de suivi socio-judiciaire en raison du manque de moyens. Souhaite, pour dans un an, la présentation à la Haute assemblée de l'état du suivi socio-judiciaire et de l'injonction de soins.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2769, 2770) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte. Problème de méthode : absence d'évaluation de la loi de 2005 au moment du débat sur le présent projet de loi. Conclusions édifiantes de la commission d'analyse et de suivi de la récidive mises en ligne

seulement le 10 juillet 2007, et qui vont à l'encontre des mesures préconisées dans ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3021) : engagements internationaux de la France : convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants. Mode de désignation du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Rôle des commissions parlementaires. Pouvoir du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Attente d'une grande réforme pénitentiaire. - **Article 2** (Nomination et incompatibilités) (p. 3041) : procédure de nomination du contrôleur général des lieux de privation de liberté. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3056) : compétence territoriale du contrôleur général. (p. 3062) : soutient l'amendement n° 67 de M. Charles Gautier (suppression partielle) ; devenu sans objet. (p. 3067, 3068) : soutient les amendements de M. Charles Gautier n° 69 (étendue de l'information du contrôleur général) ; et n° 70 (opposabilité du secret au contrôleur général) ; rejetés. (p. 3072) : opposabilité du secret au contrôleur général. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3076) : soutient l'amendement n° 72 de M. Charles Gautier (information du procureur de la République en cas de constat d'infractions par le contrôleur général ou les contrôleurs assistant ce dernier) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3587, 3588) : émotion et réactions inégalées depuis vingt-cinq ans suscitées par un amendement d'origine parlementaire et voté à la majorité des députés. Contradiction du recours aux tests ADN avec les principes en matière d'établissement de la filiation et avec les principes du droit international français privé. (p. 3598, 3599) : intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois) qui fait du test ADN un élément de police des étrangers.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Article 2** (Nomination et incompatibilité) (p. 3977) : son amendement n° 8 : avis des commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat à la majorité des trois cinquièmes ; rejeté. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3981) : son amendement n° 10 : mise en conformité avec le protocole facultatif à la convention contre la torture ; rejeté. - **Article 8** (Avis et recommandations) (p. 3986) : ses amendements n° 16 : pouvoir d'injonction donné au contrôleur ; et n° 15 : publicité des injonctions du contrôleur général ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3988) : regrette que l'avis des commissions sur la nomination du contrôleur général ne soit pas pris à la majorité des trois cinquièmes.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4249, 4251) : nécessité de la lutte contre la corruption. Criminalité organisée. Champ de la corruption internationale. Loi Guigou du 30 juin 2000. Distinction injustifiable entre corruption et trafic d'influence. Amendement déposé par le groupe socialiste pour élargir le champ de l'incrimination de trafic d'influence aux Etats étrangers. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4253) : son amendement n° 5 : possibilité pour la justice française de poursuivre un délit commis à l'étranger même en l'absence de décision de la juridiction étrangère ; rejeté. - **Article 2** (art. 435-1 à 435-6, art. 435-7 à 435-15 nouveaux du code pénal - Renforcement de la répression des faits de corruption d'agents publics étrangers ou relevant d'une organisation internationale publique) (p. 4258) : son

amendement n° 1 : extension du champ d'application du trafic d'influence passif ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4261) : le groupe socialiste s'abstiendra sur le projet de loi.

**BADRÉ (Denis)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Affaires européennes et article 31 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 91 tome 2 fasc. 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2059, 2060) : points du traité institutionnel repris par l'accord du conseil européen. Redémarrage de la construction européenne. Souhait d'une ratification rapide par les vingt-sept Etats. Restauration de l'esprit communautaire. Modalités de consultation des Français.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2785) : soutient l'amendement n° 200 de M. Jean-Jacques Jégou (extension du bénéfice d'exonérations fiscales et sociales aux sommes des comptes épargne-temps) ; retiré. - **Article 2** (*Elargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études*) (p. 2832) : soutient l'amendement n° 201 de M. Claude Biwer (réduction de charges sociales sur les salaires perçus par les étudiants) ; retiré. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2852) : soutient l'amendement n° 202 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice du crédit d'impôt au prêt à taux zéro) ; retiré. (p. 2855) : votera l'amendement n° 228 de M. Aymeri de Montesquiou (suppression de la rétroactivité de cette disposition). - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : soutient l'amendement n° 220 de Mme Jacqueline Gourault (modification du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 144 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2900) : soutient l'amendement n° 206 de M. Michel Mercier (restitution automatique du trop-perçu au contribuable) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2910, 2911) : votera les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert (autoliquidation du bouclier fiscal). - **Article 5 bis** (*Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 2919, 2920) : favorable à l'amendement n° 207 de M. Michel Mercier (instauration d'un abattement de 300.000 euros sur la valeur de la résidence principale des contribuables assujettis à l'ISF). - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2927, 2937) : son amendement n° 215 : ouverture du dispositif de réduction d'ISF pour les titres participatifs des sociétés coopératives ; retiré au profit de l'amendement, portant sur le même objet, n° 43 de la commission auquel il est favorable. (p. 2938) : soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Mercier (ouverture du dispositif de réduction d'ISF aux investissements réalisés dans les entreprises solidaires dédiées à la production de logements sociaux) ; retiré. Son amendement n° 213 : éligibilité au dispositif de réduction d'ISF des investissements réalisés dans les entreprises solidaires ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale* :

- (22 novembre 2007) (p. 5094, 5096) : croissance économique. Equilibre des finances publiques. Question du déficit. Position du groupe UC-UDF sur ce texte.

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5237, 5239) : soutient l'amendement n° I-41 de M. Michel Mercier (suppression); rejeté. (p. 5243) : demande à ses collègues de rejeter l'article 7 pour restaurer l'image de la France en matière budgétaire. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5276, 5277) : soutient l'amendement n° I-157 de M. Michel Mercier (extension du dispositif de réduction de l'ISF pour investissement dans les PME aux fonds communs de proximité proposant des prêts aux entreprises individuelles); retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Participation de la**

**France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5436, 5438). Recommande l'adoption de cet article

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6506, 6508) : traité de Lisbonne. Mission des Nations-Unies au Kosovo. Processus de ratification. Le groupe de l'UC-UDF accorde sa confiance au Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6755, 6756) : ses observations de forme sur l'éco-pastille automobile. Amendements du groupe UC-UDF. Insuffisance des mesures prévues pour rééquilibrer les comptes de l'Etat. Réactions de la commission européenne. Le groupe UC-UDF restera vigilant et soutiendra les mesures visant au redressement des finances publiques.

**BAILLY (Gérard)**  
*sénateur (Jura)*  
*UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Irlande : quel avenir pour le tigre celtique ? [n° 204 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6001, 6002). Groupe sénatorial d'études de l'élevage.

**BALARELLO (José)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 96 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

**BARBIER (Gilbert)**  
*sénateur (Jura)*  
RDSE

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 90) : défavorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale).

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 852) : défavorable à l'amendement n° 123 de Mme Michelle Demessine (création d'une association départementale d'information sur le logement).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 442 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3317, 3318) : historique de la route du col de Tende et du percement du tunnel. Satisfait de la présentation du présent accord à la Haute Assemblée. Problématique de la circulation des poids lourds pour la protection de l'environnement. Nécessité d'envisager un développement du transport de marchandises par fer dans le tunnel ferroviaire du col de Tende. Relais auprès du président du Sénat et du Gouvernement les félicitations des Italiens pour la rapidité de la ratification du présent accord. Souhait d'un lancement des travaux dès le premier semestre 2008.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4505) : le groupe UMP votera les deux projets de loi avec conviction.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 6102, 6103). Sous le bénéfice de ses explications, avis favorable de la commission des lois sur les crédits de cette mission.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis (sida).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 155 (2006-2007)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 163 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 197 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 340 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 460 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité sanitaire [n° 95 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 514, 516) : notion de médicaments. Autorisations de mise sur le marché, AMM. Statut de l'expert. Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS. Relations entre entreprises pharmaceutiques, prescripteurs et patients. Publicité pour le médicament. Enrichissement du texte par l'Assemblée nationale : produits issus du sang rémunéré et suppression du réseau Cyclamed. Réserves de la commission sur le second volet de la demande d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance. Proposera la suppression des mesures relatives à l'usage du titre de psychologue. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 527) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger. - **Article 4** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition des

*spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires*) (p. 530) : son amendement n° 66 : encadrement de la sous-traitance des préparations magistrales ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 23 de M. François Autain. - **Article 5** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Modification du régime d'autorisation de mise sur le marché des médicaments) (p. 532, 533) : position de la commission sur les amendements n° 24 et n° 25 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 534, 535) : position de la commission sur les amendements n° 27 et n° 26 de M. François Autain. (p. 536, 538) : position de la commission sur les amendements n° 28, n° 58 et n° 47 de M. François Autain, ainsi que sur le n° 22 de Mme Marie-Thérèse Hermange ; retiré par Mme Estelle Sittler et repris par M. François Autain. - **Article 6** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament et conditions de délivrance de l'autorisation de mise sur le marché dans des circonstances exceptionnelles) (p. 539) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de M. François Autain. - **Article 8** (art. L. 5121-10 du code de la santé publique - Obligation pour le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un générique d'informer l'association française de sécurité sanitaire des produits de santé sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets) (p. 540, 541) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Dominique Leclerc et n° 31 de M. François Autain. - **Article 9** (art. L. 5121-10-1 nouveau du code de la santé publique - Conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi génériques) (p. 542) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. François Autain. - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang) (p. 544) : position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Jean-Pierre Michel, n° 57 de M. François Autain et n° 60 de Mme Sylvie Desmarescaux. - **Article 11** (art. L. 5121-10-2 nouveau du code de la santé publique - Application aux médicaments biologiques similaires et quasi génériques d'un régime juridique proche de celui des médicaments génériques) (p. 545) : position de la commission sur les amendements n° 35 et n° 34 de M. François Autain. - **Article 12** (art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Modification du régime des autorisations temporaires d'utilisation) (p. 546) : position de la commission sur l'amendement n° 59 de M. François Autain. - **Article 15** (art. L. 5121-20 du code de la santé publique - Décrets en Conseil d'Etat) (p. 547, 548) : position de la commission sur les amendements n° 37, n° 38 et n° 36 de M. François Autain. - **Article 15 bis** (art. 38 du code des douanes - Contrôles des importations et exportations des micro-organismes pathogènes et des toxines) (p. 549) : son amendement n° 67 : rédaction ; adopté. - **Article 15 ter** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 549) : position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. François Autain. - **Article 21** (art. L. 5124-6 du code de la santé publique - Informations à fournir à l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé en cas de suspension de commercialisation d'un médicament ou de risque de rupture de stock) (p. 551) : son amendement n° 1 : conservation de la rédaction actuelle de l'article L. 5124-6 du code de la santé publique en matière de notification immédiate à l'AFSSAPS, par les entreprises pharmaceutiques, de toute action tendant à suspendre ou à retirer un médicament du marché ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 40 de M. François Autain. - **Article 26** (art. L. 5311-1 du code de la santé publique - Publicité de la synthèse des dossiers d'autorisation d'un nouveau médicament) (p. 553, 554) : son amendement n° 68 : précision selon laquelle le détail des documents internes rendu public par l'AFSSAPS continue de relever de la loi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 73 de M. François Autain. Position de la commission sur les amendements de M. François Autain, portant sur le même objet, n° 43 et n° 64, n° 41, ainsi que sur le sous-amendement n° 73 de M. François Autain déposé sur son amendement n° 68 précité. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 555, 556) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de M. François Autain. - **Article**

**additionnel avant l'article 28** (p. 557) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. François Autain. - **Article 28** (art. L. 5323-4 du code de la santé publique - *Publicité et annualité des déclarations d'intérêts*) (p. 558) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. François Autain. - **Article 28 bis** (art. L. 1114-1 du code de la santé publique - *Publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients*) : son amendement n° 72 : précision des associations visées par l'article ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. François Autain. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 561) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. André Lardeux, n° 15 de M. Jean-Pierre Michel, n° 49 de M. François Autain et n° 61 de M. Jean-Claude Etienne. - **Article 28 quater** (art. L162-17-4 du code de la sécurité sociale - *Contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques*) (p. 565) : position de la commission sur l'amendement n° 50 de M. François Autain. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Usage du titre de psychologue*) (p. 567) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. (p. 569) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Alain Vasselle. - **Article 28 septies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue*) (p. 571) : son amendement n° 4 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Alain Vasselle. - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 572) : ses amendements n° 69 : possibilité de modifier l'autorisation préalable d'ouverture d'un établissement pharmaceutique en cas de modifications substantielles de l'autorisation initiale ; et n° 70 : encadrement de l'exécution des préparations de médicaments radiopharmaceutiques ou dangereux ; adoptés. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 574, 575) : ses amendements n° 5 : retrait de l'habilitation par ordonnance des sanctions pénales ou administratives ; retiré ; n° 71 : retrait de l'habilitation par ordonnance des programmes d'observance des patients ; et n° 7 : précision du délai dans lequel seront prises les ordonnances ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 53 de M. François Autain, n° 18 et n° 19 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 30** (*Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française*) (p. 576) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de M. François Autain.

- *Commission mixte paritaire* [n° 155 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1481, 1482) : transposition de directives européennes. Question du statut des psychothérapeutes. Avis favorable de la commission des affaires

sociales à l'adoption de ce projet de loi. - **Article 29** (p. 1490) : réponse à M. François Autain sur sa demande de précision concernant la transparence des comptes rendus des travaux des agences de sécurité sanitaire.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2388, 2389) : débat d'égalité et de solidarité. Image de la France dans le monde. Avancées du texte. Problématique du dialogue social de qualité et de la dispersion syndicale. Interrogation sur le contenu de la mise en œuvre d'un service garanti. En dépit d'une ambition limitée, la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi en raison de sa réponse à l'attente des usagers et de l'absence de remise en cause du droit de grève.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 340 (2006-2007)] - (17 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3923, 3924) : législation européenne relative aux médicaments. Objectifs du texte. Accepte ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3927) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3928, 3930) : position de la commission sur les amendements n° 2 et 3 du Gouvernement ainsi que sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel. Sur ce dernier, son sous-amendement n° 5 ; adopté.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française** [n° 61 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4506) : le groupe du RDSE se prononcera en toute connaissance de cause.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4538, 4540) : franchises médicales. Mesures structurantes. Dossier médical personnel. Consommation des médicaments. Hôpital et tarification à l'activité, TAA. La majorité du groupe RDSE votera le PLFSS.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

#### Sécurité sanitaire

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 5795).

**BARNIER (Michel)**  
ministre de l'agriculture et de la pêche  
(à partir du 19 juin 2007)

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer** [n° 179 (2006-2007)] - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4084, 4086) : Manque de clarté pour le consommateur. Répartition des instruments de valorisation en trois catégories distinctes. Signes d'identification de la qualité et de l'origine. (p. 4095, 4097) : réponses aux orateurs. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4098, 4101) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° 1, n° 3 et n° 4 de la commission, n° 11 et n° 12 de Mme Françoise Férat, et n° 13 de M. Charles Revet. - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 2** (p. 4102) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4103) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Gérard César et n° 2 de la commission. - **Article 2** (article L. 644-12 du code rural - *Suppression des appellations d'origine "vins de qualité supérieure"*) (p. 4104) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587)** [n° 68 (2007-2008)] - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5064, 5067) : salue le travail du Sénat. Adhère aux conclusions de la commission des affaires économiques sur cette proposition de résolution, identique à la position qu'il compte défendre lors des discussions communautaires. Partage la

perspective de conquête proposée par la commission européenne pour la viticulture. Points sur lesquels il ne transigera néanmoins pas. Veillera à conforter la viticulture et l'agriculture lors des transferts, d'ici à 2014, du premier vers le second pilier de la PAC. Le Gouvernement mettra tout en œuvre pour aboutir à une OCM forte, dans l'esprit de la présente résolution.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5799, 5803).

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5972, 5979). Son intervention (p. 6010, 6013). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6015) : son amendement n° II-141 : majoration des crédits destinés à soutenir le plan de modernisation des bâtiments d'élevage ; adopté. (p. 6018) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-91 de M. Dominique Mortemousque et n° II-37 de la commission. - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 6021) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-109 de M. Claude Biwer (simplification administrative).

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6073, 6074).

**BAROIN (François)**  
*ministre de l'outre-mer  
(jusqu'au 26 mars 2007)  
ministre de l'intérieur et de  
l'aménagement du territoire  
(du 26 mars 2007 au 15 mai 2007)*

**DÉPÔTS**

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1068 du 25 août 2006 rendant applicables à Mayotte certaines dispositions relatives au droit du travail de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 241 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Entreprises - Outre-mer.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 251, 255) : évolution de la Nouvelle-Calédonie depuis vingt ans. Accords de Matignon du 26 juin 1988. Accord de Nouméa du 5 mai 1998. Interprétation du

Conseil constitutionnel de 1999. Définition du corps électoral. Portée de la réforme proposée. Invite le Sénat à adopter conforme le projet de loi constitutionnelle. - **Question préalable** (p. 274) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Simon Loueckhote tendant à opposer la question préalable. - **Article unique** (p. 278) : importance de ce vote. Respect de la parole donnée. Qualité des débats. Remerciements.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 188 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 187 (2006-2007)** (p. 962, 964) : représentation parlementaire de Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Modernisation du droit de l'outre-mer par ordonnance. - **Article 9 bis** (p. 1113) : son amendement n° 1 (coordination) ; adopté. - **Article 10** (p. 1114) : son amendement n° 2 (précision) ; adopté. - **Article 11** : son amendement n° 3 (rédaction) ; adopté. - **Article 13** : son amendement n° 4 (modalité d'application du dispositif fiscal transitoire à Saint-Barthélemy et Saint-Martin) ; adopté. (p. 1115) : remerciements.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 187 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 188 (2006-2007).**

**BARRAUX (Bernard)**  
*sénateur (Allier)  
UMP-R*

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le co-développement à l'essai [n° 417 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux** [n° 29 (2007-2008)] - (7 novembre 2007) - **Article 6** (art. L. 214-8 du code rural - Encadrement de la vente et de la cession de chiens) (p. 4373) : son amendement n° 31 : compétence de magistrats

professionnels pour régler les litiges vétérinaires impliquant des chiens dangereux ; retiré. - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires) (p. 4379, 4380) : maintien nécessaire des dispensaires. Souhait d'une extension du champ dérogatoire aux refuges et aux fourrières.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5998, 5999). Elevage dans l'Allier.

### BAS (Philippe)

*ministre délégué à la sécurité sociale,  
aux personnes âgées, aux personnes  
handicapées et à la famille  
(jusqu'au 26 mars 2007)  
ministre de la santé et des solidarités  
(du 26 mars 2007 au 15 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture** [n° 154 (2006-2007)] - (12 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1352, 1354) : rôle du président du conseil général. Prévention maternelle et infantile. Cellule départementale du signalement. Diversification des modes d'accueil. Rôle de l'observatoire départemental. Assouplissement du congé de maternité. Protection contre les dérives sectaires. Recueil de la parole de l'enfant. Mesures d'application et guides de bonnes pratiques. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 1365) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de M. Guy Fischer et n° 11 de Mme Claire-Lise Campion. (p. 1366, 1367) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 26, 25 et 24, ainsi que sur l'amendement n° 61 de Mme Catherine Troendle. (p. 1368, 1370) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 28, 30 et 31, ainsi que sur l'amendement n° 12 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 1er bis** (art. L. 542-2 du code de l'éducation - Dispositions de coordination dans le code de l'éducation) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 1371) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de Mme Claire-Lise Campion et n° 33 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 1372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (art. L. 132-6 du code de l'action sociale et des familles - Conditions de dispense de l'obligation alimentaire) (p. 1373) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de Mme Catherine Troendle. - **Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - Modalités de la saisine du Défenseur des enfants) (p. 1374, 1375) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de Mme Claire-Lise Campion et n° 62 de la commission. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - Audition de l'enfant dans le cadre des procédures

judiciaires qui le concernent) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1376) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 4 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire) (p. 1377) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de Mme Claire-Lise Campion, n° 37 et n° 38 de M. Guy Fischer. (p. 1379, 1381) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 1382, 1383) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de Mme Claire-Lise Campion et n° 55 de M. Claude Domeizel. - **Article 6** (art. 375 du code civil - Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger) (p. 1384, 1386) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 40, 41 et 42, et n° 44 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - Création d'observatoires départementaux de la protection de l'enfance) (p. 1387, 1388) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection) (p. 1389) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 10** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer. - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - Droits des parents dans leurs relations avec le service de l'aide sociale à l'enfance) (p. 1391) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1392) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de Mme Claire-Lise Campion et n° 45 de M. Guy Fischer. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial) (p. 1393) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de M. Guy Fischer. - **Article 13** (art. L. 222-4-2, L. 222-5, L. 223-2 et L. 223-3-1 du code de l'action sociale et des familles, art. 375-2, 375-3, 375-5 et 375-7 du code civil - Diversification des modes d'accueil des enfants placés et clarification des règles relatives au droit de visite des parents) (p. 1395) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article additionnel après l'article 14** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 1396) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de

Mme Claire-Lise Campion. - **Article 17** (*Création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi*) (p. 1398) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de Mme Claire-Lise Campion et de M. Guy Fischer n° 49, 50 et 51. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 1399) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de Mme Claire-Lise Campion. (p. 1400) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Claire-Lise Campion. - **Article 19** (*art. 227-23 du code pénal - Sanctions applicables à la pédo-pornographie sur Internet*) (p. 1401) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de Mme Marie-Thérèse Hermange. - **Article 20** (*art. L. 112-26 du code du travail et L. 331-4-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reporter après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité*) (p. 1402, 1403) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de Mme Claire-Lise Campion et n° 5 de la commission. - **Article 22** (*art. L. 131-10 du code de l'éducation - Limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile à leurs enfants*) (p. 1404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission et sur le sous-amendement n° 10 de M. Bernard Seillier s'y rapportant. - **Article 23** (*art. L. 444-5 du code de l'éducation - Qualification des directeurs des organismes privés d'enseignement à distance*) (p. 1405) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article 25** (*art. 444-12 nouveau du code de l'éducation - Régime des incapacités relatives à l'exercice des fonctions de directeur d'un organisme de soutien scolaire*) (p. 1406) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission. - **Article 27** (*art. L. 3116-4 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales*) (p. 1407) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de Mme Claire-Lise Campion, n° 52 de M. Jean Desessard et n° 9 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1412) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires"** [n° 184 (2007-2008)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1434) : consultation obligatoire du Parlement sur la dissolution de la mutuelle. Dérogation au code de la mutualité. Motivation du texte.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1509, 1511) : aspects sociaux et financiers de cette réforme. Engagements du Gouvernement : alternatives à la tutelle, création d'un parcours d'autonomie et garanties apportées aux personnes et aux familles. (p. 1527, 1528) : réponses aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) - **Article 8** (*titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1628) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de la commission. (p. 1629, 1630) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 255 de M. Alain Vasselle, n° 218 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 306 de M. Jean-Pierre Michel, ainsi que sur les sous-amendements n° 144 de la commission saisie pour avis et n° 313 de M. Louis de Broissia se rapportant à l'amendement n° 61 de la commission. (p. 1638) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 145 de la commission saisie pour avis et n° 62 de la commission. (p. 1639) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 64 de la commission et n° 148 de la commission saisie pour avis. (p. 1640) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 207 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 299 de M. Jean-Pierre Michel, n° 65 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° 149 de la commission saisie pour avis s'y rapportant. (p. 1641) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 208 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 1642) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Vasselle n° 257 et 258 et de la commission n° 66 et 67, ainsi que sur le sous-amendement n° 314 de M. Louis de Broissia se rapportant au n° 66 précité. (p. 1643) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 209 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les*

*mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1645, 1646) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 301 de M. Jean-Pierre Michel et n° 152 de la commission saisie pour avis. (p. 1647, 1650) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 211 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 224 de M. Yves Détraigne, n° 169 de M. Jacques Blanc et n° 300 de M. Jean-Pierre Michel, ainsi que sur les amendements n° 68 et n° 69 de la commission et n° 259 de M. Alain Vasselle. (p. 1651, 1654) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de la commission. (p. 1655) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 212 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 305 de M. Jean-Pierre Michel et n° 234 de M. Yves Détraigne. (p. 1656) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 71, 72, 73 et 74. (p. 1657) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 154 de la commission saisie pour avis et n° 75 de la commission. - **Article 10** (*art. L. 312-1, L. 312-5 et L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles - Place des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs dans l'organisation de l'action sociale et médico-sociale*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de la commission. - **Article 12** (*art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1659) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 77 et 78 et sur le sous-amendement n° 155 de la commission saisie pour avis s'y rapportant. (p. 1660) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 79 de la commission et sur les sous-amendements n° 312 de la commission saisie pour avis, n° 215 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 225 de M. Yves Détraigne et n° 302 de M. Jean-Pierre Michel s'y rapportant. - **Article 14** (*chapitre II du titre VI du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1661) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de la commission. (p. 1662) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 81 et 82. (p. 1663, 1664) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 83, 84 et 85 et sur le sous-amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Michel se rapportant au n° 85. - **Article 15** (*chapitre III du titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Sanctions pénales applicables en cas de défaut d'agrément ou de déclaration des mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de la commission. (p. 1665) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 88, 89 et 90. - **Article additionnel après l'article 15** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 86 de la commission. - **Article 16** (*art. L. 3211-6 et L. 6111-4 nouveaux du code de la santé publique - Application aux établissements relevant du code de la santé publique des dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs - Sauvegarde de justice par déclaration au procureur de la République*) (p. 1666) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 91 et 92. - **Article 16 bis** (*titre VII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'exercice et financement de l'activité de délégué aux prestations familiales*) (p. 1667) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de la commission. - **Article 16 ter** (*titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel*) (p. 1668) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 de la commission, de la commission saisie pour avis n° 161 et 162, n° 217 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 226 de M. Yves Détraigne et n° 304 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 1670) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 95 de la commission. - **Article 21** (*art. L. 132-3-1 nouveau et art. L. 132-9 du code des assurances - Effet des mesures de protection sur les contrats d'assurance sur la vie*) (p. 1671) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 96 et 97. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1672) : son amendement n° 318 : coordination avec le projet de loi réformant la protection de l'enfance ; adopté. - **Article 21 bis** (*art. L. 1122-2 du code de la santé publique - Compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester sa volonté*) : Avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de la commission et n° 163 de la commission saisie pour avis. -

**Article 23** (article 17 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance - Prorogation de l'expérimentation de la dotation globale de financement) (p. 1673) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 99 de la commission. - **Article 23 quater** (titre XXVII nouveau du livre IV et art. 706-112 à 706-118 nouveaux du code de procédure pénale - De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés) (p. 1674) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de la commission. - **Article 23 sexies** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation) (p. 1675) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 101 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** : son amendement n° 272 : amélioration de la gestion du registre du commerce et des sociétés ; adopté. (p. 1676) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 319 de M. Michel Houel se rapportant à son amendement n° 272 précité. (p. 1677) : ses amendements n° 307 (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures permettant de recourir à l'arbitrage en droit public) ; n° 308 (abrogation des mesures transitoires concernant les conditions d'exercice du métier de commissaire-priseur) ; et n° 309

(exécution par voie d'huissiers de justice de certains actes relevant des propriétaires ou des syndics de copropriété) ; adoptés. - **Article 25** (Mise en conformité des personnes exerçant des mesures de protection avec les dispositions relatives à l'agrément ou à l'autorisation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1679) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 102 de la commission. - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 1680) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de la commission et n° 236 de M. Yves Détraigne. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1683) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 253 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1830) : objectif de recours en dernier lieu au juge des tutelles. Le Gouvernement recommande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1850) : mise au point sur son emploi du terme "sous-citoyens". (p. 1852) : remerciements.

**BAUDOT (Jacques)**

*sénateur (Meurthe-et-Moselle)  
UMP*

Décédé le 21 juin 2007.

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 21 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

**BAYLET (Jean-Michel)**

*sénateur (Tarn-et-Garonne)  
RDSE*

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

(p. 30) : les membres du groupe du RDSE voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2040, 2041) : chantier institutionnel. Relance de l'Europe. Opposition au recul des droits sociaux. Le groupe du RDSE n'approuvera pas la déclaration de politique générale.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]** - (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6486, 6487) : instauration du statu quo. Hypothèses non crédibles. Illustration d'une politique à l'opposé des préoccupations des Français. Les radicaux de gauche ne voteront pas le projet de budget pour 2008.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort** - *Congrès du Parlement* [n° 192 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble**

**BEAUFILS (Marie-France)**  
sénateur (Indre-et-Loire)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Remboursements et dégrèvements d'impôts : le pilotage déficient de 83,1 milliards d'euros [n° 8 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Mieux identifier l'Etat propriétaire [n° 37 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Remboursements et dégrèvements [n° 91 tome 3 annexe 26 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1496, 1497) : motivations profondes de cette proposition de loi. Invite le Sénat à rejeter ce texte. - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 1500) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera (suppression). - **Article 9** (*Ratification et modification de l'ordonnance*) (p. 1503, 1504) : soutient l'amendement n° 4 de M. Bernard Vera (suppression); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1506, 1507) : invite le Sénat à rejeter ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2657, 2658) : utilisation des comptes de la protection sociale et de ceux des collectivités territoriales comme variable d'ajustement du budget général. Décalage entre la réalité des compétences transférées et celles des moyens dédiés : poids des dépenses sociales ; plafonnement de la taxe professionnelle. Diminution attendue des interventions des collectivités territoriales par l'application aux concours de l'Etat de la norme de croissance zéro en volume. Choix des élus locaux entre qualité du service public et hausse des impôts locaux. Financement du "paquet fiscal" par les impôts locaux. Coût pour la sécurité sociale du choix de l'allègement du coût du travail. Mise à contribution des seuls salariés et des plus modestes pour la résorption du déficit historique de la sécurité sociale en 2007. Echec des réformes précédentes qui seront amplifiées en 2008. Le groupe CRC ne partage pas les orientations proposées qui ignorent la valeur de solidarité.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2709, 2711) : coût du dispositif. Organisation du temps de travail. Allègement de la fiscalité pour les gros patrimoines. Défiscalisation des dons en 2004. Immoralité de ce texte. - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2741) : suicide de salariés. Difficultés des conditions de travail. (p. 2746) : favorable à l'amendement n° 69 de Mme Annie David (modulation des cotisations sociales).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2774, 2775) : défavorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées pour les salariés couverts par un accord de modulation). (p. 2794) : votera l'amendement n° 103 de Mme Christiane Demontès (suppression de la mesure prenant en compte les heures supplémentaires dans le calcul de la prime pour l'emploi). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2829) : votera l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Article 2** (*Élargissement des conditions*

d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études) (p. 2831) : son amendement n° 71 : exclusion du champ d'application de ce dispositif des étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2840) : favorable à l'amendement n° 107 de M. Thierry Repentin (abaissement du plafond des ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant). - **Article 3** (Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale) (p. 2045) : situation du logement en France. Dispositif injuste et inégalitaire. Risque de surendettement. (p. 2847, 2848) : ses amendements n° 72 : suppression ; et n° 73 : relèvement du seuil de la quotité de l'avance sans intérêt du prêt à taux zéro ; rejetés. (p. 2857) : défavorable à cet article. - **Article 3 bis** (Rapport sur l'impact de la déductibilité des intérêts d'emprunt) : son amendement n° 75 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Alain Milon (modification du taux de plafonnement de la taxe d'habitation). - **Article 4** (Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options) (p. 2874) : mesures destinées aux rentiers. Coût de ce dispositif.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 4 bis** (Suppression sous certaines conditions des droits de successions des frères et sœurs habitant sous le même toit) (p. 2891, 2892) : son amendement n° 78 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (Renforcement du bouclier fiscal) (p. 2894, 2895) : cadeau fiscal aux familles fortunées. Suppression de fait de l'ISF. Droit à restitution. (p. 2896, 2897) : ses amendements n° 79 : suppression ; et n° 80 : suppression du bouclier fiscal ; rejetés. (p. 2898) : son amendement n° 81 : exclusion de la CSG, de la CRDS et des prélèvements sociaux du périmètre du bouclier fiscal ; rejeté. (p. 2904) : intervient sur son amendement n° 79 précité. - **Article 5 bis** (Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 2916) : son amendement n° 84 : suppression ; rejeté. - **Article 6** (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2925, 2926) : objectif de cet article. Suppression de fait de l'ISF. Ses amendements n° 85 : suppression ; et n° 86 : suppression des pactes d'actionnaires ; rejetés. (p. 2952) : article ayant pour objet de favoriser l'optimisation fiscale. Votera contre cet article. - **Article 6 bis** (Non-déductibilité du bénéfice net des indemnités de départ et de licenciement supérieures à un million d'euros) (p. 2954) : défavorable à l'amendement n° 50 de la commission (suppression). - **Article 8** (Expérimentation du revenu de solidarité active) (p. 2978, 2979) : défavorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 17 (prise en compte dans le calcul du RSA des aides et prestations locales ou extralégales). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2995, 2996) : dénomination de "paquet fiscal" de ce texte. Coût. Cumul des avantages pour certains foyers fiscaux. Votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4216, 4218) : place centrale de la question de la péréquation dans le débat des finances locales depuis une trentaine d'années. Interrogations quant à la pertinence d'une décentralisation générale et quant à l'opportunité de confier toutes les actions sociales aux collectivités territoriales. Fiscalité des entreprises. Notion d'initiatives locales. - **Article 1er** (Renforcement de la péréquation) (p. 4230, 4231) : s'abstient sur l'amendement n° 1 de M. François Marc (amélioration du mécanisme de péréquation entre les collectivités territoriales). - **Article 2** (Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe d'habitation) (p. 4232) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

(22 novembre 2007) (p. 5091, 5092) : inégalités de revenus et de fortune. Limitation des possibilités d'amendements. Réduction de la capacité redistributrice de notre système fiscal et social. Pouvoir d'achat. Croissance. Défavorable à ce projet de loi de finances.

*Première partie :*

(23 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5171) : soutient l'amendement n° I-190 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 5174) : favorable à l'amendement n° I-121 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération partielle d'ISF sur les titres détenus par les salariés actionnaires de leur entreprise) - **Article 2** (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007) (p. 5178, 5179) : intervient sur l'amendement n° I-181 de M. Thierry Foucaud (renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu). Soutient l'amendement de ce dernier n° I-182 (relèvement de la déduction forfaitaire sur les pensions et retraites) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5182) : son amendement n° I-186 : réintégration dans le revenu imposable des produits et plus-values tirés de placements réalisés dans le cadre des PEA ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5189) : son amendement n° I-185 : suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires ; rejeté. - **Article 3** (Revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi) (p. 5195) : nombre de bénéficiaires de cette prime. Revalorisation nécessaire des rémunérations. - **Article 6** (Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers) (p. 5212) : favorable aux amendements de suppression n° I-131 de M. Marc Massion et n° I-189 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5215) : défavorable à l'amendement n° I-10 de la commission (suppression au 1er janvier 2008 de l'impôt sur les opérations de bourse).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5374, 5376). Sa commune de Saint-Pierre-des-Corps. - **Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** (p. 5398) : favorable aux amendements analogues n° I-92 de M. Marc Massion et n° I-234 de M. Dominique Braye (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 5400) : intervient sur ses amendement n° I-206 : abrogation de la réforme de la taxe professionnelle et n° I-207 : nouvelle réforme de la taxe professionnelle. - **Article 12** (Institution du contrat de stabilité) (p. 5402, 5406) : le groupe CRC votera contre l'article 12 de ce projet de loi. Son amendement n° I-208 : prorogation du contrat de croissance et de solidarité ; devenu sans objet. (p. 5413) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5415, 5417) : son amendement n° I-209 : majoration de la dotation globale de fonctionnement ; rejeté. Le groupe CRC ne participera pas au vote sur les amendements identiques n° I-97 de M. Gérard Collomb et n° I-173 de M. Alain Lambert (indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement des communautés urbaines).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 14** (Compensation des transferts de compétences aux départements) (p. 5457) : financement actuel insatisfaisant. - **Article 15** (Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008) (p. 5461) : son amendement n° I-211 : suppression de la disposition étendant aux écoles privées l'obligation de participation de la commune de résidence des enfants aux frais de fonctionnement de l'école sous contrat située dans une autre commune ; rejeté. - **Article 16** (Répartition du produit des amendes des radars automatiques) (p. 5472) : favorable à l'amendement n° I-78 de M. Marc Massion (minoration de l'augmentation des crédits de paiement affectés au compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5485, 5486) : intervient sur l'amendement n° I-73 de M. Marc Massion (diminution de moitié de la contribution

pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'État sur les impôts locaux).

*Deuxième partie :*

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5831). Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**Remboursements et dégrèvements**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5835, 5836) : la commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5838, 5840) : ses amendements n° II-8, II-7 et II-9 : relocalisation budgétaire ; retirés.

**Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (1er décembre 2007) (p. 5856) : les sénateurs du groupe CRC ne voteront pas les crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat".

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - **Article 48 (Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles)** (p. 6127, 6128) : son amendement n° II-120 : dotation du fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des catastrophes naturelles, par prélèvement sur le produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6131) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-142 de M. Thierry Repentin (augmentation du montant de la dotation globale de fonctionnement des communes de 30 millions d'euros). (p. 6135) : partage les propos de M. Thierry Repentin sur l'amendement n° II-135 de M. Philippe Dallier (garantie de progression minimale de la DSU en 2008 à égalité avec la prévision d'inflation, soit 1,6 % au lieu de 5 %). Son amendement n° II-121 : extension aux syndicats de communes sans fiscalité propre du bénéfice de fonds de concours des communes membres ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6527, 6529).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier - Deuxième lecture [n° 97 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6561) : le groupe CRC s'oppose au projet de loi.

**BEAUMONT (René)**  
*sénateur (Saône-et-Loire)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (10 janvier 2007) - **Article 12 bis** (art. L. 211-11, L. 211-14, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-2-1 nouveau et L. 215-3 du code rural ; art. 131-10, 131-16, 131-21-1 et 131-21-2 nouveaux, 131-39, 131-43, 222-44 et 434-41 du code pénal - *Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux*) (p. 108, 109) : ses amendements portant sur le même objet n° 38 et 41 : mandatement des vétérinaires ; adoptés ; n° 39 : mandatement des vétérinaires ; n° 40 : suppression des dispositions opérant une catégorisation des chiens en fonction de leur dangerosité ; retirés ; et n° 42 : suppression des dispositions instituant l'euthanasie systématique des chiens dangereux non déclarés au profit d'un placement en refuge en vue de leur adoption ; adopté. (p. 111) : intervient sur ses amendements n° 38, 41 et 42 précités.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 611, 612) : incendies domestiques. Caractère intolérable. Texte complétant la réglementation nationale existante. Effort d'information. Ajustements des dispositifs. Amendements proposés. La commission des affaires économiques recommande l'adoption de la proposition de loi modifiée par ses amendements. - **Article 1er** (*Intitulé et nouvelle division du chapitre IX du titre II du livre I du code de la construction et de l'habitation*) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 2** (art. L.129-8 à L.129-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Obligation d'installer des détecteurs de fumée dans les logements*) (p. 617) : son amendement n° 2 : suppression de

la référence aux détecteurs avertisseurs autonomes de fumée et responsabilité de l'installation et de la maintenance ; adopté. - **Article 4** (*Entrée en vigueur*) (p. 618, 619) : son amendement n° 3 : contenu du rapport au Parlement ; adopté.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 851) : défavorable à l'amendement n° 123 de Mme Michelle Demessine (création d'une association départementale d'information sur le logement).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2457, 2458) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), ses sous-amendements n° 51 : suppression de la consultation en amont des représentants des usagers sur les dessertes à assurer en priorité ; et n° 52 : information obligatoire des usagers de la mise en place du plan de transport ; retirés.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 7** (*Droit de l'usager à l'information*) (p. 2493, 2494) : sur l'amendement n° 12 de la commission (obligation pour l'entreprise de transport d'informer sans délai l'autorité organisatrice de toute perturbation ou risque de perturbation), son sous-amendement n° 50 : précision selon laquelle, s'agissant des transports scolaires, l'information est délivrée au plus tard avant l'horaire de passage ; retiré.

**BÉCOT (Michel)**  
sénateur (Deux-Sèvres)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Participations financières de l'Etat [n° 93 tome 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Entreprises**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Cornu sur l'application de la loi en faveur des petites et moyennes**

**entreprises** - (20 février 2007) : Son intervention (p. 1721, 1722).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**BEL (Jean-Pierre)**  
sénateur (Ariège)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6163, 6164).

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 25, 26) : absence de concertation. Le groupe socialiste s'abstiendra sur le projet de loi constitutionnelle.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2034, 2036) : Relation entre le Premier ministre et le Président de la République. Proposition de grands chantiers de la démocratie. Sens des scrutins récents. Précipitation et urgence imposées dans le vote de quatre textes principaux. Lutte contre la délinquance. Finances publiques. Opposition aux propositions sur la fiscalité. Protection des plus aisés. Favorable à une taxation plus importante du capital. Souhait d'une consultation des Français sur la construction européenne. Contradiction entre les actes et les intentions affichées. Les sénateurs socialistes n'accordent pas leur confiance au Gouvernement.

- **Rappels au règlement** - (18 septembre 2007) (p. 3181) : le groupe socialiste souhaite un débat sur la politique étrangère de la France.

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 2007) (p. 3468, 3469) : faible présence des sénateurs UMP dans l'hémicycle pendant le débat sur les régimes spéciaux de retraite.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]** - (9 octobre 2007) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de résolution** (p. 3815) : demande la discussion immédiate de sa proposition. Eventuelle réalisation d'un délit d'initiés massif concernant les actionnaires principaux et les dirigeants d'EADS en 2006. Renforcement du pouvoir de contrôle du Parlement.

- **Rappel au règlement** - (9 octobre 2007) (p. 3817) : méthodes de votation à l'occasion des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4605) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David et s'associe à sa demande de réunir la commission des finances. Interprétation abusive par la commission des finances du vademecum de l'article 40 de la Constitution adressé à tous les

sénateurs par M. Jean Arthuis à la demande du président du Sénat.

**BELOT (Claude)**  
*sénateur (Charente-Maritime)*  
UMP

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Médias - compte spécial avances à l'audiovisuel public [n° 91 tome 3 annexe 17 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Culture**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5638, 5639) : au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de la mission "Médias". - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5652) : son amendement n° II-15 : réunion dans un nouveau programme "Action audiovisuelle extérieure" des programmes "Chaîne française d'information internationale" et "Audiovisuel extérieur" ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5653, 5654) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**BERGÉ-LAVIGNE (Maryse)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**BERNARDET (Daniel)**  
*sénateur (Indre)*  
UMP

Décédé le 21 novembre 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 21 novembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

**BERNARD-REYMOND (Pierre)**  
sénateur (Hautes-Alpes)  
NI, puis UMP

Devenu sénateur le 26 janvier 2007 (remplace M. Marcel Lesbros, décédé).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 février 2007.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne le 14 février 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

**BERTRAND (Xavier)**  
ministre de la santé et des solidarités  
(jusqu'au 26 mars 2007)  
ministre du travail, des relations sociales  
et de la solidarité  
(à partir du 18 mai 2007)

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)] (8 septembre 2007) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 6, 7) : coordination entre autorité judiciaire et système de soins. Recours à une ordonnance.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques) (p. 131, 132) : son amendement n° 216 : rédaction ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 de Mme Éliane Assassi et n° 161 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 133) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et à MM. Jean-Pierre Sueur et Pierre-Yves

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Discussion générale* :

- (22 novembre 2007) (p. 5106, 5107) : réservé quant à la politique de relance. Réformes structurelles. Équilibre budgétaire. Désendettement. Place de la France en Europe. Votera ce texte.

Collombat. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 nouveau du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) (p. 134) : son amendement n° 220 : rédaction ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 87 de Mme Éliane Assassi et n° 162 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) (p. 135) : son amendement n° 217 : cohérence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 88 de Mme Éliane Assassi et n° 163 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : son amendement n° 218 : complément ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 89 de Mme Éliane Assassi et n° 164 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 136) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 de Mme Éliane Assassi, n° 165 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 25 de la commission. - **Article 23** (art. L. 3215-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) : son amendement n° 219 : extension de la compétence préfectorale à toute hospitalisation sans consentement du département ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 91 de Mme Éliane Assassi et n° 166 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - Procédure applicable au classement sans suite) (p. 137) : son amendement n° 221 : précision ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 355) : lutte contre les discriminations à l'accès au crédit. Accord entre partenaires économiques et sociaux. Discours du Président de la République sur la lutte contre le cancer. Bilan de l'application de la

convention Belorgey. Avancée de la convention "s'assurer et emprunter avec un risque aggravé de santé", AERAS. Description du dispositif législatif proposé. Recours à la voie réglementaire en cas de carence des parties conventionnelles. Comité de suivi et de propositions. Rôle des élus locaux en matière de suivi. (p. 365) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 1141-2 du code de la santé publique - Nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé) (p. 367) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 1er** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8 et 9 de M. Guy Fischer. (p. 368) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 370) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 371) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Guy Fischer. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 373) : connaissance personnelle des difficultés abordées par ce texte. Remerciements.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 433, 435) : gestion des crises sanitaires. Constitution d'un corps de réserve sanitaire. Création d'un établissement public dédié et d'établissement pharmaceutique. Accepte cette proposition de loi. (p. 442, 443) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 445) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de Mme Valérie Létard. - **Article 2** (art. L. 3132-1 à L. 3132-3, L. 3133-1 à L. 3133-7, L. 3134-1 à L. 3134-3 et L. 3135-1 à L. 3135-5 nouveaux du code de la santé publique - Création d'un corps de réserve sanitaire) (p. 448, 449) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Claude Domeizel. Son amendement n° 10 : composition du conseil d'administration de l'établissement public administratif ; adopté. - **Article 3** (art. L. 3131-8, L. 3131-8-1 nouveau, L. 3131-10 et L. 3136-1 nouveau du code de la santé publique - Modalités de réquisition des professionnels de santé) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. - **Article 4** (art. L. 3811-9 et L. 3821-1 nouveaux, L. 3841-1, L. 4113-1, L. 4122-2, L. 4131-2, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-15, L. 4221-16, L. 4233-4, L. 4241-11, L. 4311-12, L. 4311-15, L. 4321-7, L. 4321-10, L. 4321-16, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4352-1 et L. 5124-6 du code de la santé publique - Règles applicables aux professionnels de santé membres de la réserve sanitaire) (p. 451) : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 454) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Claude Domeizel. - **Article 13** (Gage) (p. 454, 455) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 512, 514) : qualité et sécurité sanitaire des produits. Médicaments génériques. Publicité sur les médicaments. Autorisations de mise sur le marché, AMM. Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS. Programmes d'accompagnement des patients prenant des traitements médicamenteux. Recyclage des médicaments non utilisés. (p. 523, 525) : réponse aux intervenants. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 527, 529) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger. - **Article 4** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Définition des spécialités et groupes génériques et des médicaments homéopathiques, biologiques et biologiques similaires) (p. 530) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 66 de la commission et n° 23 de M. François Autain. - **Article 5** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - Modification du régime d'autorisation de mise sur le marché des médicaments) (p. 532, 533) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 et n° 25 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 534, 535) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 et n° 26 de M. François Autain. (p. 536, 538) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28, n° 58 et n° 47 de M. François Autain ainsi que sur le n° 22 de Madame Marie-Thérèse Hermange ; retiré par Mme Hélène Sittler et

repris par M. François Autain. - **Article 6** (art. L. 5121-9 du code de la santé publique - Critères de refus de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament et conditions de délivrance de l'autorisation de mise sur le marché dans des circonstances exceptionnelles) (p. 539) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. François Autain. - **Article 8** (art. L. 5121-10 du code de la santé publique - Obligation pour le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un générique d'informer l'association française de sécurité sanitaire des produits de santé sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets) (p. 540, 541) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de M. Dominique Leclerc et n° 31 de M. François Autain. - **Article 9** (art. L. 5121-10-1 nouveau du code de la santé publique - Conditions de commercialisation des médicaments génériques, biologiques similaires et quasi génériques) (p. 542) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. François Autain. - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang) (p. 544, 545) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Jean-Pierre Michel, n° 57 de M. François Autain et n° 60 de Mme Sylvie Desmarescaux. - **Article 11** (art. L. 5121-10-2 nouveau du code de la santé publique - Application aux médicaments biologiques similaires et quasi génériques d'un régime juridique proche de celui des médicaments génériques) (p. 545) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 et n° 34 de M. François Autain. - **Article 12** (art. L. 5121-12 du code de la santé publique - Modification du régime des autorisations temporaires d'utilisation) (p. 546) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de M. François Autain. - **Article 15** (art. L. 5121-20 du code de la santé publique - Décrets en Conseil d'Etat) (p. 548) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, n° 38 et n° 36 de M. François Autain. - **Article 15 bis** (art. 38 du code des douanes - Contrôles des importations et exportations des micro-organismes pathogènes et des toxines) (p. 549) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de la commission. - **Article 15 ter** (art. L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Critères de certification des logiciels d'aide à la prescription) (p. 550) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. François Autain. - **Article 21** (art. L. 5124-6 du code de la santé publique - Informations à fournir à l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé en cas de suspension de commercialisation d'un médicament ou de risque de rupture de stock) (p. 551) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission et n° 40 de M. François Autain. - **Article 26** (art. L. 5311-1 du code de la santé publique - Publicité de la synthèse des dossiers d'autorisation d'un nouveau médicament) (p. 553, 554) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de la commission et, s'y rapportant, sur le sous-amendement n° 73 de M. François Autain, ainsi que sur les amendements de ce dernier auteur n° 43 et n° 64, et n° 41. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 555) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. François Autain. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. François Autain. - **Article 28** (art. L. 5323-4 du code de la santé publique - Publicité et annualité des déclarations d'intérêts) (p. 558) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de M. François Autain. - **Article 28 bis** (art. L. 1114-1 du code de la santé publique - Publicité des dons versés par les entreprises pharmaceutiques aux associations de patients) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 de la commission et n° 48 de M. François Autain. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Collecte des médicaments inutilisés) (p. 561, 564) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. André Lardeux, n° 15 de M. Jean-Pierre Michel, n° 49 de M. François Autain et n° 61 de M. Jean-Claude Etienne. - **Article 28 quater** (art. L162-17-4 du code de la sécurité sociale - Contenu de l'accord-cadre négocié entre le comité économique des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques) (p. 565) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de M. François Autain. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Usage du titre de psychothérapeute) (p. 566, 567) : réponse aux questions de M. Jean-Pierre Sueur sur l'article 28 sexies. (p. 569) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 3 de la commission, n° 16 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 51 de M. François Autain et n° 11 de M. Alain Vasselle. - **Article 28 septies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue) (p. 572) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de la commission, n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 52 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 572) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 69 et n° 70. - **Article 29** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament) (p. 574, 575) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de M. François Autain, n° 18 et n° 19 de M. Jean-Pierre Michel, sur les amendements n° 54 et n° 55 de M. François Autain, n° 5 et n° 71 de la commission, n° 20 de M. Jean-Pierre Michel et n° 7 de la commission. Engagement du président de la commission des affaires sociales de déposer une proposition de loi sur les programmes d'observance des patients. - **Article 30** (Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française) (p. 576) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. François Autain. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 578) : quasi-unanimité sur ce projet de loi. Remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 155 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1482, 1483) : transposition de directives européennes. Amélioration de la sécurité sanitaire. Programmes d'accompagnement des patients. Collecte des médicaments non utilisés.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur - Deuxième lecture [n° 263 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1899) : précision apportée sur le corps de réserve et l'établissement public administratif. Souhait d'un vote conforme du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1903) : remerciements.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2363, 2367) : service minimum en cas de grève. Attente quotidienne des Français. Accord d'alarme sociale conclu en 1996 à la RATP. Conciliation des principes constitutionnels. Définition du service minimum par les collectivités territoriales. Déclaration d'intention préalable du salarié. Responsabilité des entreprises dans l'organisation du service. Consultation des salariés à bulletin secret. Non-paiement des jours de grève. Médiation sur l'organisation du service. Droit à l'information des usagers et indemnisation. Plan "qualité de service dans les trains de la vie quotidienne". Possibilité de dialogue au-delà des clivages politiques. (p. 2404, 2406) : réponse aux intervenants. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2408) : avis du Gouvernement sur la motion n° 43 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2411) : avis du Gouvernement sur la motion n° 39 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable.

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2422) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Michel Billout, François Fortassin, Paul Blanc, Dominique Braye, Jean-Luc Mélenchon et Jean-Pierre Godefroy. Précise le sens des propos du Premier ministre tenus, à la télévision, au sujet d'une extension du service minimum à l'éducation nationale.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)] (suite)** - (18 juillet 2007) - **Article 1er** (Champ d'application de la loi) (p. 2426, 2428) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Bruno Retailleau et n° 64 de M. Nicolas Alfonsi. (p. 2429, 2430) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 65 de M. Yves Krattinger et n° 16 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2431) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. Michel Billout. - **Article 2** (Accord de prévention des conflits) (p. 2435) : avis du Gouvernement sur

les amendements n° 27 de M. Yves Krattinger, n° 17 de M. Hugues Portelli, n° 1 et n° 2 de la commission et n° 68 de M. Michel Billout. (p. 2437, 2440) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et n° 4 de la commission, n° 74 de M. Michel Billout et n° 18 de M. Hugues Portelli. (p. 2443) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Michel Billout. - **Article 3** (Interdiction des "préavis glissants") (p. 2444) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Yves Krattinger et n° 77 de M. Michel Billout. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2446) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 et n° 56 de M. Jean Desessard. - **Intitulé du titre III** (Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic) (p. 2447, 2448) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 4** (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers) (p. 2452) : réponse aux intervenants sur l'article. Inscription de la loi cadre dans un cadre décentralisé. Convaincu d'une garantie d'équité sur l'ensemble du territoire. Son expérience dans sa commune de Saint-Quentin-en-Yvelines. (p. 2459) : réponse à M. Roland Ries sur son amendement n° 63 (précision selon laquelle les niveaux de service du plan de transport adapté seront fonction du nombre de grévistes). (p. 2460, 2462) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), ses sous-amendements n° 88 (obligation pour l'autorité administrative de transport de préciser, pour chaque niveau de service, les plages horaires et les fréquences à assurer) ; et n° 89 (référence à la notion de "besoins essentiels de la population") ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 et n° 41 de M. Yves Krattinger, n° 69 de M. Michel Billout, n° 63 de M. Roland Ries, n° 19 de M. Hugues Portelli, n° 6 de la commission ainsi que, sur ce dernier, les sous-amendements n° 22 de M. Hugues Portelli, n° 44 et n° 45 de M. Hubert Haenel, n° 51 et n° 52 de M. René Beaumont, n° 53 de M. Charles Revet, n° 85 de M. Pierre Hérisson, n° 66 de M. Yves Krattinger et n° 83 de M. Jacques Gillot. - **Article 5** (Prévisibilité du service en cas de grève) (p. 2466, 2468) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, n° 8 et n° 9 de la commission, n° 29, n° 30 et n° 31 de M. Yves Krattinger, n° 70 de M. Michel Billout ainsi que sur le sous-amendement n° 46 de M. Hubert Haenel déposé sur l'amendement n° 8 précité de la commission. (p. 2470) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission, n° 32 de M. Yves Krattinger et n° 71 de M. Michel Billout.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (Consultation des salariés sur la poursuite de la grève) (p. 2489, 2490) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de la commission, n° 33, n° 34, n° 36 et n° 37 de M. Yves Krattinger, n° 72 de M. Michel Billout, n° 21 et n° 23 de M. Hugues Portelli ainsi que sur les sous-amendements n° 35 de M. Yves Krattinger, n° 86 de M. Nicolas About et n° 20 de M. Hugues Portelli déposés sur l'amendement n° 11 précité de la commission. - **Article 7** (Droit de l'usager à l'information) (p. 2491) : réponse à M. Alain Gournac. Emergence d'un véritable droit à l'information des clients. (p. 2493, 2494) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission et sur le sous-amendement n° 50 de M. René Beaumont déposé sur l'amendement n° 12 précité de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2495, 2496) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Hubert Haenel n° 47, n° 48 et n° 49. - **Article 8** (Indemnisation des usagers) (p. 2498) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de M. Yves Krattinger, n° 25 de M. Philippe Nogrix et n° 13 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 87 de M. Pierre Hérisson et n° 54 de M. Charles Revet déposés sur l'amendement n° 13 précité de la commission. - **Article 9** (Non-paiement des jours de grève) (p. 2503, 2504) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission, n° 38 de M. Yves Krattinger, n° 73 de M. Michel Billout et n° 57 de M. Jean Desessard ainsi que sur le sous-amendement n° 26 de M. Philippe Nogrix déposé sur l'amendement n° 14 précité de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2511) : demande au rapporteur de rectifier l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif

aux autres modes de transport public de voyageurs). Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 78 de M. Michel Billout déposé sur l'amendement n° 15 précité de la commission. (p. 2512) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 précité de la commission. Absence de cohérence juridique et de cohérence sur le fond du dossier. (p. 2514) : précise la position du Gouvernement quant à l'objet du projet de loi. Donne lecture de sa lettre adressée à M. Dominique Bussereau. - **Division et articles additionnels après l'article 9** (p. 2518) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Billout n° 81, n° 79, n° 80 et n° 82. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2519) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 67 de M. Michel Billout et n° 24 de M. Philippe Nogrix. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2527, 2528) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)]* - (2 août 2007) - **Discussion générale** (p. 3160, 3161) : qualité du travail accompli par la commission spéciale. Forte présence des sénateurs jusqu'à des heures avancées. Nombreux enrichissements du texte par le Sénat. S'interroge sur la portée de la formulation retenue à l'article 12 dans le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire. Texte de service public et adapté à l'attente des Français.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3333, 3335) : principes d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi. Collaboration étroite entre la "mission de recodification" et les partenaires sociaux. Principe retenu d'une seule idée par article. Conventions d'écriture. Reclassement de certaines dispositions de la partie législative dans la partie réglementaire. Entrée en vigueur du nouveau code. (p. 3343, 3345) : remerciements. Collaboration. Travaux préparatoires. Caractère démocratique de la codification. Protection du salarié. Articulation de la ratification avec la procédure contentieuse. Recherche d'une meilleure lisibilité. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3347) : avis du Gouvernement sur la motion n° 25 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 2** (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie*) (p. 3349, 3352) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission, n° 42 de Mme Christiane Kammermann, n° 26 de M. Hubert Haenel, n° 63 et n° 64 de Mme Gisèle Printz et n° 48 de Mme Christiane Demontès. Son amendement n° 79 : report au 1er mai 2008 de l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du nouveau code du travail ; adopté. - **Article 3** (*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3354) : concertation sur la question prud'homale et la carte judiciaire. (p. 3362) : son amendement n° 78 : application intégrale de l'ensemble des dispositions actuelles en matière de licenciement économique ; adopté. (p. 3365) : ses amendements n° 77 (application du droit constant en matière de requalification des CDD) ; et n° 75 (correction d'erreurs matérielles) ; adoptés. (p. 3366) : son amendement n° 74 : contenu du rapport annuel de l'entreprise ; adopté. (p. 3368) : son amendement n° 76 : application aux salariés itinérants non-cadres des dispositions relatives aux conventions de forfait ; adopté. (p. 3379, 3380) : répond à Mme Annie David sur l'amendement n° 20 de la commission (introduction d'une disposition de la loi relative au travail, à l'emploi et au pouvoir d'achat). Création du revenu de solidarité active. Son amendement n° 73 : retour aux dispositions d'origine concernant les journalistes ; adopté. (p. 3355, 3382) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10, n° 11, n° 12, n° 14, n° 80, n° 15, n° 16, n° 17, n° 18, n° 19, n° 20, n° 21, n° 22, n° 23 et n° 24 de la commission, n° 65 et n° 68 de Mme Annie David, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 et n° 37 de M. Alain Milon, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56, n° 57, n° 58, n° 59, n° 60, n° 61 et n° 62 de Mme Gisèle Printz, n° 28 et n° 29 de M. Hubert Haenel, n° 51, n° 50, n° 49, et n° 52 de Mme Christiane Demontès, n° 44, n° 43 et n° 45 de M. Pierre Martin, n° 30 de M. Francis Giraud, n° 79, n° 71, n° 72 et n° 69 de Mme Adeline

Gousseau, n° 31, n° 47 et n° 46 de M. Paul Blanc et n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 de Mme Christiane Kammermann. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3382) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3383) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3452, 3453) : étapes de la réforme. Déséquilibre démographique et financier. Égalité entre les citoyens. Travaux du Sénat et du Conseil d'orientation des retraites. Mesures proposées. Concertation. Réforme progressive. Domaine réglementaire. Calendrier. (p. 3476, 3480) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3885, 3886) : transposition de deux directives relatives à l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne et à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur. Statut de la société coopérative européenne. Développement des activités transnationales. Garantie des créances des salariés. (p. 3891, 3893) : droit national et droit communautaire. Concertation. Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP. Europe sociale. - **Article 1er** (art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - *L'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3897, 3905) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46, n° 47, n° 44, n° 45 et n° 48 de Mme Annie David, n° 2, n° 7, n° 3, n° 5, n° 8, n° 9, n° 10, n° 4, n° 6, n° 11 et n° 1 de la commission, ainsi que sur les amendements n° 37 de M. Jean-Pierre Godefroy, et n° 39 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 2** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 3** (art. L. 143-11-10 à L. 143-11-15 nouveaux du code du travail - *Garantie des créances salariales en cas de faillite transfrontalière*) (p. 3906, 3907) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, n° 49, n° 14 et n° 15 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de Mme Esther Sittler. - **Article 6** (art. L. 2361-1 à L. 2364-6 du nouveau code du travail - *Transposition dans le nouveau code du travail des règles relatives à l'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3912, 3916) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16, n° 17, n° 18, n° 20, n° 21, n° 50, n° 22, n° 23, n° 24, n° 25, n° 26, n° 27, et n° 28 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3914, 3915) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 et n° 30 de la commission. - **Article 7** (art. L. 3253-18-1 à L. 3253-18-9 nouveaux du nouveau code du travail - *Garantie des créances salariales en cas de faillite transfrontalière - Insertion des dispositions dans le nouveau code du travail*) (p. 3916) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31, n° 32, n° 33, n° 34 et n° 35 de la commission. - **Article 8** (*Date d'entrée en vigueur des articles 6 et 7*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3917) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5702, 5705). - **Article 57** (*Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER*) (p. 5721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-82 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-42 de la commission des finances et n° II-50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis.

**BESSE (Roger)**  
*sénateur (Cantal)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les plates-formes d'initiative locale : des acteurs performants de l'aménagement du territoire [n° 258 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

**BESSON (Eric)**  
*secrétaire d'Etat chargé de la  
prospective et de l'évaluation des  
politiques publiques  
(à partir du 18 mai 2007)*

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4123, 4125) : favorable à l'objectif de simplification. Intelligibilité du droit. Compétitivité des entreprises. Maîtrise de la production normative. Engagements pris par le Gouvernement. Futur projet de loi de simplification présenté au

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Politique des territoires [n° 91 tome 3 annexe 20 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Aménagement du territoire - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6217, 6218) : soutient l'amendement n° II-112 de M. Gérard Bailly (modification des crédits) ; rejeté.

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6229, 6230). Son département du Cantal. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6242) : position de la commission sur l'amendement n° II-73 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

printemps 2008. - **Article 1er (art. 16-1 nouveau de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - Obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux ou sans objet)** (p. 4132) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2 (art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990, art. L. 144-3 du code de la sécurité sociale - Possibilité d'être assisté ou représenté par son concubin ou son partenaire d'un PACS devant diverses juridictions)** (p. 4133) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4133, 4142) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 3 (élargissement de la saisine du médiateur de la République), n° 4 (notification au redevable du fondement de la procédure d'opposition administrative engagée à son encontre), n° 5 (égalité des droits des créanciers et des débiteurs d'aliments dans l'accès à l'information fiscale), et n° 6 (clarification), de M. Jean-René Lecerf n° 47 (limitation du recours à la procédure administrative aux amendes préalablement notifiées par lettre

recommandée avec accusé de réception), n° 46 (coût de la lettre recommandée à la charge du redevable), n° 22 (compétences des juridictions civiles s'agissant des litiges en matière de consommation) et n° 23 (mise en application d'office des dispositions d'ordre public du droit de la consommation dans les litiges nés de l'application du code de la consommation), de M. Jean-Pierre Sueur n° 26 (simplification du remboursement de la consignation en cas de classement sans suite de la contravention), de M. Laurent Béteille n° 27 (amélioration de l'information préalable des consommateurs en matière de vente par Internet), n° 28 (non-opposabilité à d'autres consommateurs d'une clause déclarée abusive ou illicite dans le cadre d'une action individuelle), n° 30 (mise en application d'office des dispositions du code de la consommation dans les litiges opposant un consommateur et un professionnel), n° 29 (encouragement de l'exécution spontanée des décisions de justice par les professionnels condamnés), n° 31 (simplification de la procédure de surendettement), et n° 32 (renforcement de l'action des associations de consommateurs). - **Article 3** (art. L. 533-1 du code de la sécurité sociale - Suppression du contrôle par les caisses d'allocations familiales de la réalisation d'examens médicaux postnataux) (p. 4142, 4143) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 4** (art. 63 et 169 du code civil, art. L. 2112-2, L. 2112-7, L. 2411-7 et chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie du code de la santé publique, art. 321-1 du code de la sécurité sociale et art. 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Suppression du certificat médical pré-nuptial) (p. 4144) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 4** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Henri de Richemont (mention de l'existence de l'acte de notoriété en marge de l'acte de décès). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4145) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission (inscription automatique des mentions relatives à la nationalité sur les extraits avec filiation des actes de naissance) et n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur (intégration d'une formation aux premiers secours dans la formation professionnelle des conducteurs de transport routier de personnes). - **Article 6** (art. 229, 229 A, 229 B, 230 D, 1599 quinquies A et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 931-20-1, L. 952-4, L. 951-12, L. 932-1-1, L. 952-3, L. 991-3 du code du travail, art. L. 6331-7, L. 6331-32, L. 6362-1 du code du travail dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail - Suppression de la déclaration de taxe d'apprentissage, de la déclaration de contribution au développement de l'apprentissage et, pour les entreprises de moins de dix salariés, de la déclaration relative à la participation au développement de la formation professionnelle continue) (p. 4147) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission. - **Article 7** (Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales) (p. 4151) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 19 et n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 44 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 9 de la commission et n° 39 de M. Yves Krattinger. - **Article 7 quater** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - Instruction des demandes d'autorisation et des déclarations d'utilisation des sols) (p. 4154) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 8** (art. L. 151-2 du code de la voirie routière - Décentralisation de la procédure de reconnaissance du caractère de route express) (p. 4155) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 10** (art. 8 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 - Simplification des règles applicables aux avenants aux marchés publics) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4159) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de M. Ladislav Poniatowski (répartition des compétences entre les communes et leurs groupements dans le domaine de l'éclairage public), n° 37 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour le Conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie sous certaines conditions), n° 36 de M. Roland du Luart (conditions de perception de la taxe d'électricité par les départements), n° 34 de M. Christian Cambon (harmonisation) et n° 40 de M. Pierre-Yves Collombat (simplification du régime des transferts de débits de boissons à consommer sur place). - **Article 11** (art. L. 111-12 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. 823-1 nouveau du code de procédure pénale - Recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires) (p. 4164) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 12, n° 13 et n° 50 de la commission. - **Article 12** (art. L. 512-1 à L. 512-4, L. 513-11, L. 532-17 du code de l'organisation judiciaire - Suppléance du procureur de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon et du président du tribunal de première instance de Mata-Utu) (p. 4165) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de la commission. - **Article additionnel après l'article 12** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission (abrogation de l'ancien code de procédure civile). - **Article 13** (Abrogation de dispositions devenues désuètes ou sans objet) (p. 4169) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 et n° 52 de la commission. - **Division et article additionnels après l'article 13** : Ses amendements n° 55 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code des transports) ; et n° 56 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance à droit constant le code de la recherche et le code de l'éducation) ; adoptés. - **Division additionnelle après l'article 13** (p. 4172) : avis du gouvernement sur l'amendement n° 54 de la commission (applicabilité des dispositions de la proposition de loi aux collectivités d'outre-mer).

**BESSON (Jean)**  
sénateur (Drôme)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5779, 5780).

**BÉTEILLE (Laurent)**  
*sénateur (Essonne)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 31 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 226 (2006-2007)] de lutte contre la contrefaçon [n° 420 (2006-2007)] (26 juillet 2007) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux frais d'exécution forcée des décisions de justice [n° 438 (2006-2007)] (10 septembre 2007) - **Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 9 (2007-2008)] de lutte contre la contrefaçon [n° 25 (2007-2008)] (10 octobre 2007) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 432 (2006-2007)] portant réforme de la prescription en matière civile [n° 83 (2007-2008)] (14 novembre 2007) - **Justice.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (10 janvier 2007) - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 97, 98) : favorable à l'amendement n° 46 de M. Yves Détraigne (suppression des dispositions rendant les propriétaires des locaux à usage d'habitation responsables des dommages causés aux tiers par les occupants). - **Article 11 quinquies** (art. L. 750-1 du code de commerce - Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 99) : soutient l'amendement n° 198 de M. Pierre André (rédaction) ; adopté.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 798) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU).

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs - Commission mixte paritaire** [n° 253 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1851) : équilibre du texte. Le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2255) : soutient l'amendement n° 29 de M. Hugues Portelli (possibilité pour les différentes entités composant l'établissement de faire connaître les points de vue de leurs disciplines, notamment en matière de recherche ou de recrutement) ; retiré. (p. 2257 et 2264) : soutient l'amendement n° 213 de M. Hugues Portelli (possibilité de désigner au sein du conseil d'administration des représentants du monde économique dont l'activité est en rapport avec le domaine de la recherche, de la formation et de l'enseignement) ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) (p. 2286) : soutient l'amendement n° 35 de M. Hugues Portelli (maintien du mode d'élection des enseignants-chercheurs) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2292) : soutient l'amendement n° 26 de M. Hugues Portelli (renforcement de l'autonomie des unités de formation et de recherche de droit, de sciences politiques, de sciences économiques et de gestion) ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2306) : soutient l'amendement n° 30 de M. Hugues Portelli (attribution de primes scientifiques sur des critères exclusivement scientifiques) ; adopté. Son amendement n° 140 : égalité de rémunération des agents contractuels et des emplois de fonctionnaires équivalents ; rejeté. (p. 2307) : soutient l'amendement n° 31 de M. Hugues Portelli (avis conforme des représentants de la discipline concernée pour le recrutement d'un enseignant ou chercheur contractuel) ; adopté. (p. 2309) : accepte la modification de l'amendement n° 30 précité. (p. 2310) : intervient sur l'amendement n° 31 précité. - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Nouvelle modalité de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs) (p. 2317) : soutient l'amendement n° 32 de M. Hugues Portelli (procédure spécifique de recrutement des agrégés à l'occasion de leur première affectation) ; devenu sans objet. (p. 2318) : soutient les amendements n° 33 de M. Hugues Portelli (présence des professeurs de la discipline concernée au sein du comité de sélection, en qualité de membres de droit) ; et n° 34 (mesures en faveur de la mobilité et du recrutement impartial des jeunes enseignants-chercheurs) ; retirés. (p. 2322) : intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs). - **Second délibération - Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2351) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (avis consultatif du comité de sélection dans la procédure de recrutement des agents contractuels pour exercer des fonctions d'enseignement et de recherche).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (19 juillet 2007) - **Article 6** (Consultation des salariés sur la poursuite de la grève) (p. 2488, 2490) : sur l'amendement n° 11 de la commission (possibilité de désigner un médiateur dès le début de la grève et précision selon laquelle la consultation des salariés peut être décidée tant par l'employeur que par une organisation syndicale représentative ou le médiateur), soutient le sous-amendement n° 20 de M. Hugues Portelli (caractère obligatoire de la consultation au-delà de huit jours de grève) ; retiré. Soutient les amendements de M. Hugues Portelli n° 21 (précision selon laquelle l'exercice du droit de grève est individuel) ; et n° 23 (sanction de l'entrave à la reprise du travail) ; devenus sans objet. - **Article 8** (Indemnisation des usagers) (p. 2497) : sur l'amendement n° 13 de la commission (réécriture de l'article afin de conditionner le remboursement des usagers au défaut d'exécution du plan de transport adapté ou du plan d'information, de rendre obligatoire un remboursement total à l'utilisateur en fonction de la durée d'inexécution de ces plans et d'exonérer l'entreprise de transport de l'obligation de remboursement des usagers sauf cas de force majeure), soutient le sous-amendement n° 87 de M. Pierre Hérisson (précision selon laquelle le remboursement total des titres de transport aux usagers incombe à l'entreprise de transport quand celle-ci est directement responsable du défaut d'exécution des plans) ; adopté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2826) : intervient sur l'amendement de M. Serge Dassault n° 256 (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2834) : son amendement n° 192 : déductibilité des cotisations de l'ensemble des associations de défense des consommateurs ; retiré.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3015) : respect des droits fondamentaux des personnes privées de liberté. Rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires français. Droit pénitentiaire et modes de contrôle des prisons actuellement en vigueur. Délégués du Médiateur de la République. Rôle du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Respect des engagements internationaux de la France et du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture. Surpopulation carcérale. Rapport de M. Alvaro Gil-Robles sur le respect effectif des droits de l'homme en France. Etat du parc immobilier pénitentiaire français : exemple de Fleury-Mérogis. Réforme du système carcéral. - **Article 6 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 3075) : intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-René Lecerf (opposabilité du secret au contrôleur général). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3091) : votera en faveur de ce projet de loi.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3228, 3230) : transposition de la directive du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle. Dangers de la contrefaçon. Dispositions du texte. Propositions de la commission. Accepte ce projet de loi. - **Article 3** (art. L. 521-1 à L. 521-9 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux) (p. 3241, 3244) : ses amendements n° 2 : suppression de la référence à l'échelle commerciale ; n° 3 : précision ; n° 4, 5, 6, 7 et 8 : rédaction ; adoptés. - **Article 4** (art. L. 521-11 et L. 521-12 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Mesures pénales complémentaires en matière de dessins et modèles) : son amendement n° 9 : rédaction ; adopté. - **Article 5** (chapitre II nouveau du titre II du livre V et art. L. 522-1 et L. 522-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Contentieux des dessins ou modèles communautaires) (p. 3245) : son amendement n° 10 : rédaction ; adopté. - **Article 9** (art. L. 615-1 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon de brevets à l'échelle commerciale) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté. - **Article 10** (art. L. 615-3 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets) (p. 3246) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. - **Article 11** (art. L. 615-5 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de brevets) (p. 3247) : son amendement n° 13 : coordination ; adopté. - **Article 12** (art. L. 615-5-2 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Droit d'information en matière de brevets) : son amendement n° 14 : coordination ; adopté. - **Article 13** (art. L. 615-7 du code de la propriété intellectuelle - Indemnisation du préjudice né de la contrefaçon de brevets) (p. 3248) : son amendement n° 15 : coordination ; adopté. - **Article 14** (art. L. 615-7-1 du code de la propriété intellectuelle - Mesures complémentaires de réparation du préjudice prononcées en matière de contrefaçon de brevets) : son amendement n° 16 : coordination ; adopté. - **Article 17** (art. L. 622-5 du code de la propriété intellectuelle - Régime de responsabilité applicable en matière de contrefaçon de produits semi-conducteurs) : son amendement n° 17 : coordination ; adopté. - **Article 19** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon d'obtentions végétales à l'échelle commerciale) (p. 3249) : son amendement n° 18 : suppression ; adopté. - **Article 20** (art. L. 623-27-1 à L. 623-27-3 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires, saisie-contrefaçon et droit d'information en matière de contrefaçon d'obtentions

végétales) (p. 3250) : ses amendements n° 19, 20 et 21 : coordination ; adoptés. - **Article 21** (art. L. 623-28-1 et L. 623-28-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Indemnisation du préjudice né de la contrefaçon d'obtentions végétales et mesures complémentaires de réparation civile du préjudice) (p. 3251) : ses amendements n° 22 et 23 : coordination ; adoptés. - **Article 23** (art. L. 716-1 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon de marques à l'échelle commerciale) (p. 3252) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. - **Article 24** (art. L. 716-6 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de contrefaçon de marques) (p. 3253) : son amendement n° 25 : coordination ; adopté. - **Article 25** (art. L. 716-7 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de marques) : son amendement n° 26 : coordination ; adopté. - **Article 26** (art. L. 716-7-1 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Droit d'information en matière de marques) (p. 3254) : son amendement n° 27 : coordination ; adopté. - **Article 27** (art. L. 716-13 à L. 716-16 du code de la propriété intellectuelle - Mesures complémentaires civiles et pénales, indemnisation du préjudice né de la contrefaçon) : Ses amendements n° 28 et 29 : coordination ; adoptés. - **Intitulé du Chapitre VI (Dispositions relatives aux dénominations géographiques)** : son amendement n° 30 : Intitulé du chapitre VI - dispositions relatives aux indications géographiques ; adopté. - **Article 28** (titre II et chapitre premier et II nouveaux du livre VII, art. L. 722-1 à 722-7 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Transposition complète de la directive en matière d'indications géographiques) (p. 3256, 3258) : ses amendements n° 31, 32, 33, 34, 35 et 36 : coordination ; adoptés. - **Article 31** (art. L. 331-1-1 à L. 331-1-4 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Transposition de la saisie conservatoire, du droit d'information, des nouvelles mesures d'indemnisation et mesures complémentaires de réparation) (p. 3259) : ses amendements n° 37 : rectification ; et n° 38, 39, 40 et 41 : coordination ; adoptés. - **Article 33** (art. L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle - Compléments à la procédure actuelle de saisie-contrefaçon) (p. 3260) : son amendement n° 42 : coordination ; adopté. - **Article 36** (art. L. 332-4 du code de la propriété intellectuelle - Procédure spécifique à la contrefaçon de logiciels et de bases de données) : son amendement n° 43 : coordination ; adopté. - **Article 39** (art. L. 343-5 et L. 343-6 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Saisie-contrefaçon et mesures pénales complémentaires applicables à toute atteinte aux droits des producteurs de bases de données) (p. 3261) : son amendement n° 44 : droits des producteurs de bases de données ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3262, 3266) : ses amendements n° 45 : rédaction ; n° 47 : rationalisation de l'organisation judiciaire en matière de propriété intellectuelle ; et n° 48 : extension des compétences des douanes et des services judiciaires ; adoptés. Son amendement n° 46 : impossibilité d'appliquer des droits de recouvrement et d'encaissement à un créancier ayant obtenu la condamnation d'un contrefacteur ; retiré. - **Article 2 (précédemment réservé)** (Création d'un chapitre premier au titre II du livre V intitulé "Contentieux des dessins et modèles nationaux") (p. 3266) : son amendement n° 1 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3267, 3273) : ses amendements n° 49 : circonstances aggravantes pour les marchandises dangereuses pour la santé et la sécurité humaine ; n° 55 : comités professionnels de développement économique ; et n° 56 : application du projet de loi à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 51 et n° 52 de M. Christian Cambon ainsi que sur le sous-amendement n° 54 de M. Ladislav Poniatowski portant sur l'amendement précité n° 49.

- **Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3932, 3933) : objectifs du texte. Apports du Parlement. Accepte ce projet de loi. - **Article 10** (art. L. 615-3 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets) (p. 3940) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Jean Bizet (présomption de contrefaçon pour les médicaments génériques). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3944, 3946) : position de la commission sur les amendements n° 1 de

M. Bernard Seillier, n° 3 de M. Jacques Muller et n° 4 de Mme Jacqueline Gourault.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4251, 4253) : historique de la corruption. Rôle de la France. Avancées majeures du texte. Souhait d'un renforcement de la coopération internationale. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4457, 4458) : loi organique du 27 février 2004. Instabilité politique. Amélioration de l'autonomie. Retour anticipé aux urnes. Mesures proposées par les deux textes. Le groupe UMP votera les deux projets de loi.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5026, 5027) : obsolescence des dispositions du code civil sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Avant-projet des professeurs Philippe Malaurie et Pierre Catala sur une réforme d'ensemble du droit des obligations. Propositions de la mission d'information présidée par M. Jean-Jacques Hyest. Réécriture complète par la commission de la proposition de loi. Non-remise en cause sur le fond, à l'exception du maintien de l'effet interruptif de la demande en justice et des règles relatives à la prescription des dettes des personnes publiques. Distinction entre prescription acquisitive et prescription extinctive. Problématique des délais préfix. Réduction du nombre et de la durée des délais de prescription extinctive. Sécurisation des

règles relatives au cours de cette prescription. Délai butoir. Suspension de la prescription en cas de négociation entre les parties. Sous le bénéfice de ces observations, la commission des lois propose l'adoption de la proposition de loi. - **Article 1er (titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive)** (p. 5037, 5038) : position de la commission sur les amendements n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 1, n° 2, n° 3 du Gouvernement et n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5040, 5041) : sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage), son sous-amendement n° 13 : réduction du délai de la prescription à dix ans à compter de la manifestation du dommage ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 4 du Gouvernement (précision selon laquelle, lorsque l'action civile est exercée devant la juridiction répressive, elle se prescrit selon les règles de l'action publique) et n° 6 précité. - **Article 7 (art. L. 110-4 du code de commerce - Réduction du délai de prescription applicable aux actions entre commerçants, ou entre commerçants et non commerçants)** (p. 5043) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9 (art. L. 135-7 du code de la sécurité sociale - Affectation au Fonds de réserve des retraites de sommes résultant de la liquidation de certains instruments financiers)** : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18 (Compensation des conséquences financières)** (p. 5045) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs - Commission mixte paritaire [n° 142 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7138, 7139) : le groupe UMP votera ce texte.

**BIARNÈS (Pierre)**  
*sénateur (Français établis hors de France (Série A))*  
*CRC-R*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

---

**BILLARD (Joël)**  
*sénateur (Eure-et-Loir)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

---

**BILLOUT (Michel)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
CRC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver: Approvisionnement électrique: l'Europe sous tension (rapport) [n° 357 tome 1 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver : Approvisionnement électrique : L'Europe sous tension (auditions et déplacements) [n° 357 tome 2 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2378, 2381) : affaiblissement de l'action syndicale dans les transports ferroviaires. Dispositions contraires à l'esprit de dialogue social. Texte inutile. Echec prévisible. Facteurs de discontinuité du service public. Ravages de la déréglementation. Part des grèves dans les perturbations enregistrées. Implication des régions dans la définition des modalités d'exercice du droit de grève. Les sénateurs du groupe CRC ne cautionneront pas ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2419, 2420) : annonce dans les médias par le Premier ministre, reprise ce matin-même par le ministre du travail, de l'extension du service minimum à l'éducation nationale. Dérive inquiétante du débat démocratique.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] (suite) - (18 juillet 2007) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2430) : son amendement n° 75 : impossibilité pour les autorités organisatrices de transport, dans le cadre de la délégation de service public par appel d'offres, d'utiliser les dispositions de la présente loi comme conditions de recevabilité ; rejeté. - **Article 2 (Accord de prévention des conflits)** (p. 2436) : opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 1 de la commission (précision selon laquelle la négociation préalable au dépôt d'un préavis de grève se déroule entre l'employeur et les seuls syndicats qui envisagent le dépôt du préavis). (p. 2439) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation

pour les entreprises de transport public disposant déjà d'un accord de prévention des conflits de signer un nouvel accord conforme aux dispositions du projet de loi avant le 1er janvier 2009). - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2449, 2450) : question de la définition des besoins essentiels de la population pour l'autorité organisatrice de transport. Nombreux exemples, en Ile-de-France et en régions, de problèmes quotidiens des usagers du train non imputables à des conflits sociaux. - **Article 5 (Prévisibilité du service en cas de grève)** (p. 2468) : son amendement n° 70 : suppression des dispositions prévoyant la définition par l'entreprise du plan de prévisibilité à défaut d'accord collectif ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6 (Consultation des salariés sur la poursuite de la grève)** (p. 2486) : son amendement n° 72 : suppression ; rejeté. - **Article 7 (Droit de l'usager à l'information)** (p. 2491, 2492) : nécessité de renforcer l'information des usagers sur les multiples pannes matérielles et les suppressions de trains. - **Article 8 (Indemnisation des usagers)** (p. 2496) : texte sans incidence sur l'amélioration des conditions de transport quotidiennes des voyageurs. - **Article 9 (Non-paiement des jours de grève)** (p. 2505, 2506) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Division et articles additionnels après l'article 9** (p. 2516, 2517) : ses amendements n° 81 : division additionnelle - Titre ... Organisation du service public des transports par les autorités organisatrices des transports ; rejeté ; n° 79 : inclusion de critères sociaux et environnementaux dans les contrats de délégation de service public des transports ; adopté ; n° 80 : création d'un espace de concertation entre les autorités organisatrices et les organisations syndicales représentatives pour la conclusion ou la révision des conventions d'exploitation ; et n° 82 : responsabilisation des groupes de transport public sur le problème des conditions de travail dans les entreprises sous-traitantes ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2520, 2521) : le groupe CRC rejettera ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Article 2 (Élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)** (p. 2830, 2831) : insuffisance de ce dispositif pour les étudiants. Développement d'emplois rentables pour les employeurs. Conséquences de cette mesure. Votera a priori contre l'article 2. Soutient l'amendement n° 70 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2858) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Marie-France Beaufile (possibilité de bénéficier de tarifs réglementés pour le gaz en cas d'acquisition d'un logement neuf) ; rejeté. (p. 2862, 2864) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 74 (maintien du tarif réglementé de vente d'électricité pour toute personne emménageant dans un logement où l'éligibilité a déjà été exercée) ; et n° 94 (maintien du tarif réglementé de vente de gaz pour toute personne emménageant dans un logement où l'éligibilité a déjà été exercée) ; rejetés.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel** [n° 466 (2006-2007)] - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3404, 3406) : conditions d'éligibilité. Remise en cause des tarifs réglementés. Décision du conseil constitutionnel du 30 novembre 2006. Evolution des tarifs. Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique en France. Statut d'EDF et GDF. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3412, 3413) : son amendement n° 15 : réversibilité du choix du consommateur final domestique d'électricité ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** : son amendement n° 16 : réversibilité du choix du consommateur final domestique de gaz naturel ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3417, 3421) : son amendement n° 17 : moratoire sur les directives européennes relatives au secteur de l'énergie ; rejeté. Le groupe CRC votera l'amendement n° 22 de M. Jean Desessard (évaluation du coût de démantèlement des centrales nucléaires). - **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 3436) : le groupe CRC s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) - rapporteur de la mission commune d'information : son intervention (p. 4186, 4188).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**BIWER (Claude)**  
*sénateur (Meuse)*  
UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Article 1er** (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - *Institution de nouvelles procédures de dialogue social*) (p. 338) : soutient l'amendement n° 4 de M. Michel Mercier (rédaction) ; retiré. (p. 331) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 1 (suppression de la possibilité pour le Gouvernement de ne pas procéder, en cas d'urgence, à une concertation préalable avec les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives) ; et n° 2

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6191, 6193).

(obligation pour le Gouvernement de réunir les syndicats pour leur exposer ses motivations en cas de recours à la procédure d'urgence) ; retirés. (p. 332) : soutient l'amendement n° 3 de M. Michel Mercier (précision) ; retiré.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2384, 2386) : revendication ancienne des usagers. Proposition de loi du groupe UC-UDF déposée en juin 1998 au Sénat. Spécificité française des conflits sociaux, notamment à la SNCF. Attractivité de la France. Droit de grève dans les pays européens et dans les pays étrangers. Félicitations au Gouvernement pour son courage. Limitation du projet de loi au seul secteur des transports. Texte en retrait par rapport aux engagements du Président de la République, qui risque d'être inopérant. Soutien du groupe UC-UDF au projet de loi en espérant le corriger au cours du débat.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3406, 3407) : droit d'éligibilité. Expérience des professionnels. Réversibilité du choix exercé par les consommateurs. Le groupe de l'UC-UDF votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4219, 4221) : rappel historique. Nécessité de redonner un nouveau souffle à la péréquation. Dotation "élu local". Réforme de la fiscalité locale.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

#### Sécurité sanitaire

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5796).

#### Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5813, 5814). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5821, 5825) : ses amendements n° II-106 : revalorisation de la retraite des anciens combattants ; et n° II-105 : augmentation de l'indice de référence des rentes mutualistes anciens combattants ; retirés.

#### Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5988, 5990).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6200, 6201). Sa région de Lorraine. - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6219) : son amendement n° II-139 : modification des crédits ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6224) : favorable à l'amendement n° II-24 de la commission (augmentation des ressources du fonds Barnier).

## Politique des territoires

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6235, 6236). Sa région de Lorraine.

## Sport, jeunesse et vie associative

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6272, 6273).

**BIZET (Jean)**  
*sénateur (Manche)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les instruments de défense commerciale de l'Europe [n° 272 (2006-2007)] (2 mars 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Ecologie, développement et aménagement durables. Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 93 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Son intervention (p. 1748, 1750).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 150 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1762) : bien-fondé de la méthode de coopération intergouvernementale. Véritables avancées pour les questions relatives aux frontières, à l'immigration et à la coopération policière. Crédibilité de l'Europe.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3803, 3805) : recommandations concernant le brevet communautaire. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4743, 4745) : ses amendements n° 267 : champ des recommandations médico-économiques ; et n° 185 : consultation d'un panel représentatif préalable aux recommandations médico-économiques ; retirés.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4783) : son amendement n° 98 : avis du Conseil national de l'ordre des médecins ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6007, 6008).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6183, 6184). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6222, 6223) : son amendement n° II-159 : suppression de la faculté de mise en réserve des quotas d'émission de gaz à effet de serre non utilisés à l'issue de la période triennale débutant le 1er janvier 2005 ; adopté.

**BLANC (Jacques)**  
*sénateur (Lozère)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France" le 9 octobre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 289 (2006-2007)] autorisant l'approbation du septième protocole additionnel à la Constitution de l' Union postale universelle [n° 379 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 327 (2006-2007)] autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 452 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 78 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 124 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Sports.**

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (15 février 2007) (p.1580) : contestation de l'application de l'article 40 de la Constitution à l'un de ses amendements déposés conjointement avec M. Alain Vasselle sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1790) : se réjouit du consensus dégagé dans le domaine de la psychiatrie.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 6 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 3056) : maladie mentale et privation de liberté. (p. 3058) : hospitalisation sans consentement. (p. 3073) : opposabilité du secret médical au contrôleur général.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 327 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3323, 3324) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - **Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial**) (p. 3585) : se réjouit de la reprise par la commission des lois des propositions de tests ADN qui ne concerneraient que la mère désireuse d'établir le lien de filiation avec son enfant en l'absence des éléments juridiques permettant de prouver ses dires.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - **Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale**) (p. 4692, 4694) : défavorable à l'amendement n° 112 de M. Bernard Cazeau (suppression) et favorable à l'amendement n° 398 de Mme Annie David (rapport du Gouvernement sur l'évaluation du régime d'exonération des charges sociales pour les contrats conclus à partir du 1er novembre 2007).

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - **Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés**) (p. 4850) : favorable aux amendements n° 36 de la commission (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP) et

de la commission saisie pour avis n° 87 (suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP). - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - *Restructuration du réseau des officines de pharmacie*) (p. 4860) : rôle essentiel joué par les pharmaciens. Danger de la distribution des médicaments en grande surface. (p. 4862) : son amendement n° 181 : droit d'antériorité pour tout dossier complet déposé avant le 1er janvier 2008 ; rejeté. Sur l'amendement n° 463 du Gouvernement (modalités de création d'officine sur la base du droit au moment du dépôt de la demande), son sous-amendement n° 473 ; rejeté. (p. 4866) : intervient sur l'amendement n° 211 de M. Gérard Dériot (prise en compte des communes rattachées à une officine). - **Article 40** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 4870) : se réjouit de l'application des dispositions de cet article à l'hôpital de Puigcerda.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5067, 5068) : son témoignage de l'évolution exceptionnelle de la viticulture dans la région du Languedoc-Roussillon. Se réjouit du consensus sur les conclusions de la proposition de résolution. Hommage à M. Gérard César. Le groupe UMP est opposé à la libéralisation des droits de plantation et globalement défavorable à l'arrachage. Partisan de l'interdiction de la chaptalisation. Valorisation souhaitable du vin comme produit bénéfique pour la santé.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** (p. 5397, 5398) : soutient l'amendement n° I-234 de M. Dominique Braye (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ;

rejeté. - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5408, 5410) : soutient l'amendement n° I-115 de M. Louis de Broissia (repli) ; retiré. Sur l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008), son sous-amendement n° I-279 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5419) : soutient l'amendement n° I-233 de M. Dominique Braye (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des investissements relatifs aux installations de traitement de déchets ménagers et assimilés réalisées par les communes et leurs groupements) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5451, 5452).

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - **Article 48** (*Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles*) : son intervention (p. 6125).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6189, 6191). Sa région du Languedoc-Roussillon.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6502, 6503) : signature du traité de Lisbonne. Politique de voisinage. Projet de l'Union méditerranéenne.

**BLANC (Paul)**  
*sénateur (Pyrénées-Orientales)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Loi handicap : pour suivre la réforme [n° 359 (2006-2007)] (3 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Rapport de l'OPEPS*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé : Vaccins : convaincre et innover pour mieux protéger [n° 476 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 95 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 359) : discours du Président de la République sur la lutte contre le cancer. Discrimination dans l'accès au crédit. Convention Belorgey. Convention AERAS. Effort de communication sur le nouveau dispositif. Commission de médiation. Confidentialité des dossiers. Recours à la voie réglementaire en cas de carence des parties conventionnelles. Commission de suivi. Commission des études et des recherches. Rôle du législateur quant au suivi de la convention.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 3**

(art. L. 5111-1 du code de la santé publique - Actualisation de la définition du médicament et principe de l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits dits "frontières") (p. 526) : ne votera pas cet article. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 527) : défavorable à l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger (suppression du monopole pharmaceutique pour la vente des autotests de grossesse). - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang) (p. 544, 545) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Sylvie Desmarescaux (suppression) ; adopté. - **Article 15** (art. L. 5121-20 du code de la santé publique - Décrets en Conseil d'Etat) (p. 548) : votera l'amendement n° 37 de M. François Autain (accessibilité des notices de médicaments aux personnes handicapées). - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Usage du titre de psychologue) (p. 570) : votera l'amendement n° 3 de la commission (suppression).

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1556) : intervient sur l'amendement n° 178 de M. Nicolas About (précision des conditions dans lesquelles le procureur de la République établit la liste des médecins spécialisés apportant leur expertise dans une procédure de mise sous tutelle).

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2420) : intervient sur les rappels au règlement des sénateurs de l'opposition relatifs à l'extension du service minimum à l'éducation nationale. Procès d'intention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)** [n° 293 (2006-2007)] - (26 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3340, 3341) : ampleur du travail accompli. Exigences suivies par le processus de recodification. Le groupe de l'UMP s'associe aux amendements présentés par la commission et votera le projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4533, 4535) : lutte contre les déficits. Emploi des seniors. Avenir des retraites. Franchises médicales. ONDAM. Etablissements hospitaliers et tarification à l'activité. Modes de garde. Lutte contre la fraude. Soutient le projet de loi de financement de la sécurité sociale.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires) (p. 4721, 4722) : ses amendements n° 430 : suppression du délai de six mois avant l'entrée en vigueur de mesures conventionnelles comportant une revalorisation d'honoraires ; et n° 431 : suspension de la signature de mesures conventionnelles nouvelles ; retirés. - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4730, 4732) : ses amendements n° 436 : suppression de l'obligation de transmission à la caisse primaire d'assurance maladie d'un état semestriel des dépassements réalisés ; et n° 434 : coordination ; adoptés. (p. 4734) : son amendement n° 437 : suppression partielle ; adopté. - **Article 26 (précédemment réservé)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable) (p. 4739) : intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (extension de la mise sous entente préalable aux établissements de santé ayant anormalement facturé certaines prestations d'hospitalisation).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) - **Article 58** (*Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU*) (p. 5723, 5724) : favorable à l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression).

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 5727, 5728). Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission, sous réserve de l'adoption de ses amendements. Son intervention (p. 5734). Mise au point sur son emploi du terme "cagnotte". - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5742) : son amendement n° II-48 : transfert de crédits vers l'action "Actions en faveur des plus vulnérables" ; retiré. (p. 5743, 5744) : position de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les amendements n° II-5 et n° II-3 de la commission.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier** - *Deuxième lecture* [n° 97 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6566) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

**BLANDIN (Marie-Christine)**  
*sénateur (Nord)*  
*SOC-R*

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables le 28 août 2007 ; fin de mission le 30 novembre 2007.

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* relative à la promotion d'une culture de non-violence et de paix et au service civil volontaire [n° 224 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007** [n° 119 (2007-2008)] - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6934) : favorable à l'amendement n° 150 de M. Aymeri de Montesquiou (abaissement de 2 kilogrammes à 400 grammes du seuil de détention des tabacs manufacturés par un particulier non achetés dans le réseau officiel des buralistes français). - **Article 41** (*Régime de la pénalité que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche versent au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, FIPHPP*) (p. 6969, 6974) : son amendement n° 142 : suppression ; rejeté. Maintiendra son amendement contre l'avis du Gouvernement et de la commission.

- En remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 6979) : soutient les amendements de la commission des affaires sociales n° 34 (réduction du taux de prélèvement au titre de la gestion en faveur des organismes de sécurité sociale) ; retiré ; et n° 35 (transmission au Parlement d'un rapport annuel récapitulatif et évaluant l'ensemble des dépenses concourant à la politique de la famille) ; adopté.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La tuberculose constitue-t-elle un problème majeur de santé publique ? (compte rendu de l'audition publique du 22 février 2007) [n° 285 (2006-2007)] (29 mars 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

#### **INTERVENTIONS**

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2041, 2042) : vigilance de l'opposition. Maintien de la paix. Préférence pour

une politique basée sur la coopération plutôt que la compétition. Les Verts ne voteront pas la confiance au Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2199, 2200) : moyens financiers des universités et des étudiants. Autonomie. Risques liés aux financements privés. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Administration de l'université) (p. 2235) : son amendement n° 121 : possibilité pour le conseil d'administration de déléguer certaines compétences au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2251) : favorable à l'amendement n° 125 de M. Serge Lagauche (maintien des équilibres entre les différents membres de la communauté universitaire). - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique) (p. 2283) : son amendement n° 128 : possibilité pour le conseil d'administration de déléguer certaines de ses attributions au conseil scientifique ; retiré. - **Article 14** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Renforcement de la contractualisation) (p. 2294) : importance du classement de Shanghai. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2303) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs

contractuels). - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2323) : vigilance au sujet de l'application de cet article. (p. 2324) : sur l'amendement n° 107 de la commission (obligation de diagnostic de l'état dans lequel se trouvent les biens mobiliers et immobiliers à l'occasion de leur transfert aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel), son sous-amendement n° 219 ; devenu sans objet. (p. 2325) : ses amendements n° 152 : diagnostic des commissions de sécurité préalable au transfert ; rejeté ; et n° 153 : possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de signer avec les régions des conventions d'aide à la maîtrise d'ouvrage ; retiré. (p. 2327, 2328) : problème de l'amiante. Compétences limitées du Parlement du fait de l'article 40 de la Constitution. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2352) : les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (4 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3640) : intervient sur l'amendement n° 181 de M. Yves Détraigne (aide de l'Etat, par voie de convention de partenariat, à la mise en place et au développement de services d'état civil dans les pays dans lesquels ces services sont inexistantes ou font défaut). Interroge le ministre sur le coût des placements en centre de rétention, des reconduites à la frontière, des tests ADN et leur implication sur le budget de l'aide publique au développement.

**BLIN (Maurice)**  
sénateur (Ardennes)  
UC-UDF

Démissionnaire le 4 juillet 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 4 juillet 2007.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : une gestion à l'envers [n° 220 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

**BOCKEL (Jean-Marie)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
*SOC*  
*(jusqu'au 19 juillet 2007)*  
*secrétaire d'Etat chargé de la*  
*coopération et de la francophonie*  
*(à partir du 19 juin 2007)*

Devenu membre du Gouvernement le 19 juin 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 19 juillet 2007.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Article additionnel**

**BODIN (Yannick)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
*SOC*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

**avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 795) : soutient l'amendement n° 202 de M. Thierry Repentin (délivrance sous condition du permis de construire ou de réhabiliter des logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU) ; retiré. (p. 798) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 808) : soutient l'amendement n° 209 de M. Thierry Repentin (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux) ; rejeté. (p. 810) : intervient sur l'amendement précité n° 209 de M. Thierry Repentin.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 41 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2007-2008)** (p. 4287, 4288) : objectif et contenu de l'accord. Contribution financière des Etats. Fonctionnement de la FED. (p. 4295, 4297) : réponse aux intervenants. Accords de partenariat économique, APE.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2007-2008).**

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5605, 5607). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5610, 5617) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-35, n° II-34 et n° II-36 et n° II-64 de M. Robert del Picchia.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 25 octobre 2007.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des Etats-unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la mission d'information : Diversité sociale dans les classes préparatoires aux grandes écoles : mettre fin à une forme de "déficit d'initié" [n° 441 (2006-2007)] (12 septembre 2007) - **Culture - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2225, 2227) : sa motion n° 36 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - Insertion d'une double mission supplémentaire : l'orientation et l'insertion professionnelle) (p. 2230) : soutient l'amendement n° 118 de M. Serge Lagache (précision) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2263) : défavorable à l'amendement n° 46 de la commission (présence de trois représentants du monde économique et social, dont deux chefs d'entreprise, au sein du conseil d'administration). (p. 2264) : intervient sur le sous-amendement n° 212 de Mme Colette Mélot portant sur l'amendement n° 47 de la commission (renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration). (p. 2264, 2265) : soutient l'amendement n° 126 de M. Serge Lagache (augmentation des pouvoirs du conseil des études et de la vie universitaire en matière de pédagogie) ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Renforcement de la contractualisation) (p. 2294, 2295) : soutient les amendements de M. Serge Lagache n° 134 (encadrement du contenu des contrats pluriannuels passés entre l'Etat et les établissements pour leurs activités de formation, de recherche et de documentation) ; et n° 135 (transmission au conseil d'administration, au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire du rapport sur l'exécution du contrat pluriannuel ayant trait aux activités relevant de leurs compétences) ; devenus sans objet. - **Article 17** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation pour l'accès au premier cycle universitaire) (p. 2311) : soutient l'amendement n° 141 de M. Serge Lagache (droit à l'information et à l'orientation pour tout bachelier désirant s'inscrire dans une université) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2313, 2314) : soutient l'amendement n° 143 de M. Serge Lagache (accès prioritaire aux filières qualifiantes courtes pour les bacheliers issus des filières technologiques et professionnelles) ; retiré. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2324) : soutient l'amendement n° 150 de M. Serge Lagache (possibilité pour les régions de se voir transférer le patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics d'enseignement supérieur) ; rejeté. (p. 2326) : intervient sur l'amendement n° 150 précité. - **Article 33** (Création d'un comité de suivi) (p. 2347, 2348) : sur l'amendement n° 82 de la commission (précision et rédaction), soutient le sous-amendement n° 159 de M. Jean-Marc Todeschini ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3566) : dispositif inapplicable. Nécessité d'organiser l'intégration des conjoints étrangers par l'apprentissage du français dès leur arrivée en France.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6055, 6056). Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6276, 6277). - **Article 51 ter** (*Extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 6285) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-268 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de l'extension de l'assiette de la taxe sur les droits de diffusion des événements sportifs).

#### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6306). - **Rappel au règlement** (p. 6309) : intervient sur le rappel au règlement de M. David Assouline.

**BORDIER (Pierre)**  
sénateur (Yonne)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 25 octobre 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des Etats-unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale** [n° 70 (2007-2008)] - (12 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6522, 6523) : évolution des réformes de l'enseignement de la médecine générale. Problème de la démographie médicale. Le groupe UMP votera ce texte.

**BORLOO (Jean-Louis)**  
ministre de l'emploi, de la cohésion  
sociale et du logement  
(jusqu'au 15 mai 2007)  
ministre de l'économie, des finances et  
de l'emploi  
(du 18 mai 2007 au 18 juin 2007)  
ministre d'État, ministre de l'écologie, du  
développement et de l'aménagement  
durables  
(à partir du 19 juin 2007)

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)] (18 avril 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 648, 651) : effectivité du droit au logement. Rapport du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées. Création d'un comité de suivi. Similitude avec les textes de Jules Ferry sur l'éducation. Travailleurs migrants retraités. Travailleurs indépendants en micro-entreprises. Crédit d'impôt au titre des services à la personne. Demande l'adoption de ce texte. - **Demande de réserve** (p. 679) : accepte la demande de réserve de la commission portant sur les amendements tendant à insérer un article additionnel au chapitre premier. - **Discussion générale** (p. 687, 689) : objectif de ce texte. Construction de logements sociaux. 1 % logement. Saisine du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées. Accompagnement social. Calendrier des mesures. Accueil des gens du voyage. Recours contentieux. Question des astreintes. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Création d'un droit au logement opposable*) (p. 698) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de la commission, de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 46 et de la commission des lois saisie pour avis n° 66, sur le sous-amendement n° 156 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité n° 17 de la commission, ainsi que sur les amendements n° 2 et n° 96 de M. Jack Ralite, n° 217 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 191 de M. Thierry Repentin et n° 86 de M. André Lardeux. -

**Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 712, 714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de la commission, n° 47 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 67 de la commission des lois saisie pour avis. Sur l'amendement précité n° 20 de la commission, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 157, n° 277, n° 158, n° 271, n° 270, n° 276, n° 275, n° 273, n° 274, n° 269, n° 159, n° 160 et n° 272 de M. Thierry Repentin, ainsi que sur les sous-amendements n° 228, n° 278 et n° 279 de Mme Valérie Létard. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 97, n° 98, n° 99, n° 100 et n° 101 de Mme Michelle Demessine, n° 173, n° 174, n° 175, n° 176, n° 189, n° 190, n° 177, n° 178, n° 179, n° 180, n° 181, n° 182, n° 185, n° 186, n° 183, n° 184, n° 187 et n° 188 de M. Thierry Repentin. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 244, n° 250, n° 245, n° 248, n° 249, n° 246, n° 256 et n° 243 de M. Jean Desessard, ainsi que sur le sous-amendement n° 268 du même auteur, déposé sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Repentin. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 231, n° 229 et n° 237 de Mme Valérie Létard et n° 211 de M. Jean-Léonce Dupont. (p. 714, 715) : intervient sur les sous-amendements n° 158, n° 271 et n° 272, déposés sur l'amendement n° 20 de la commission.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 751) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 232 de Mme Valérie Létard et n° 172 de M. Thierry Repentin. - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 755, 756) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de la commission, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 75 de la commission des lois saisie pour avis et n° 103 de Mme Michelle Demessine. - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Caducité des conventions de délégation*) (p. 758) : son amendement n° 283 : mise en conformité des conventions existantes avec les dispositions de la présente loi ; adopté. - **Division additionnelle avant le chapitre Ier (précédemment réservée)** (p. 760) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 763) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de Mme Michelle Demessine, n° 233 de Mme Valérie Létard et n° 136 de M. Thierry Repentin ainsi que sur les amendements n° 30 de la commission, n° 57 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 79 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 767) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de Mme Michelle Demessine et n° 208 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 771) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Jack Ralite et n° 145 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 773, 774) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de Mme Michelle Demessine, n° 200 et n° 201 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 775) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 776) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de Mme Michelle Demessine et n° 207 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 777, 779) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 et n° 5 de Mme Michelle Demessine et n° 4 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 780, 781) : avis de la commission sur les amendements n° 3 de M. Bernard Vera et n° 259 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 782, 783) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de la commission et n° 139 de M. Thierry

Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 785) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de la commission et n° 125 de Mme Michelle Demessine. (p. 787) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de la commission, n° 137 de M. Thierry Repentin, n° 126 de Mme Michelle Demessine et n° 212 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 788) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 et n° 19 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78 de la commission des lois saisie pour avis et n° 194 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 792, 794) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 195, n° 196, n° 197 et n° 198. - **Article additionnel avant l'article 2 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 795) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 199 de M. Thierry Repentin et n° 226 de Mme Valérie Létard. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 796) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 133 de M. Jean-Paul Alduy, n° 202 de M. Thierry Repentin et n° 227 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 800) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. (p. 802, 803) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 119 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 146 de M. Thierry Repentin et n° 257 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 203 de M. Thierry Repentin. (p. 805, 807) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 204, n° 206 et n° 205. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 809) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 de M. Jean-Paul Alduy et n° 209 de M. Thierry Repentin. (p. 811, 812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Jean-Paul Alduy et n° 210 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 814) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77 de la commission des lois saisie pour avis et n° 140 de M. Thierry Repentin. (p. 816, 817) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de M. Thierry Repentin. (p. 818, 819) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 142 et n° 149. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 820) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 821) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 148 de M. Thierry Repentin, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 258 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 823, 824) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** : son amendement n° 219 : augmentation des crédits consacrés au programme national de rénovation urbaine ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Demande de priorité** (p. 883, 884) : demande d'examen par priorité d'un amendement du Gouvernement tendant à insérer un article additionnel après l'article 7 ; priorité ordonnée. - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** : son amendement n° 290 : garantie de l'accès aux soins lors de leur séjour en France pour les bénéficiaires de l'allocation de réinsertion sociale et familiale des anciens migrants ; adopté. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 889, 891) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110 de Mme Annie David, n° 263, n° 264 et n° 262 de M. Jean Desessard, n° 39, n° 40, n° 41, n° 42, n° 43, n° 44 et n° 280 de la commission, n° 91 et n° 93 de Mme Bariza Khiari. - **Article 8** (art. 199 sexdecies du code général des impôts - *Crédit d'impôt "services à la personne"*) (p. 894, 895) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de M. Bernard Vera, n° 281 de la commission et n° 220 de

Mme Catherine Procaccia. Son amendement n° 218 : suppression de la limitation de ce dispositif aux seuls services payés par chèque emploi-service universel ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** : position de la commission sur l'amendement n° 122 de Mme Annie David. - **Article 9** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles, L. 380-3 et L. 512-1 du code de la sécurité sociale - Accès aux prestations sociales non contributives des ressortissants de l'Union européenne) (p. 897) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 16 de M. Roland Muzeau et n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 898, 899) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de M. Claude Domeizel et n° 223 de M. Xavier Pintat. Son amendement n° 287 : finalisation du soutien au désendettement bancaire des agriculteurs en Corse ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 900) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de la commission, n° 155 de M. Thierry Repentin et n° 128 de Mme Michelle Demessine. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 910) : remerciements.

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (3 juillet 2007) (p. 2008, 2019) : volonté de changement et de modernité. Instabilité électorale et gouvernementale passée. Embellie économique et sociale depuis deux ans. Gouvernement actuel d'ouverture. Amélioration de la

transparence et de l'équilibre de la démocratie. Modernisation des institutions. Renforcement des pouvoirs du Parlement. Organisation du dialogue social. Réforme des universités. Effort de recherche. Métier d'enseignant. Accès à la culture. Identité et grandeur de la France. Lutte contre le réchauffement climatique. Loi de programmation militaire. Politique européenne. Plan "respect et égalité des chances". Politique d'intégration. Révision de la carte judiciaire. Progression du système pénitentiaire. Chômage de masse. Mise en œuvre d'une "nouvelle croissance". Revalorisation du travail. Débat sur la TVA sociale. Défi du vieillissement. Assurance maladie. Assainissement des finances publiques.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3652) : écologie et croissance durable. Energies renouvelables. Consommation énergétique. Fiscalité écologique. Politique publique de proximité. Outre-mer. Transports collectifs. Biodiversité. Etiquettes "carbone" et écolabels. Agroalimentaire. Qualité de l'eau. Bilans "carbone". Rôle du Parlement dans le Grenelle de l'environnement. Coopération internationale. (p. 3690) : remerciements.

**BOROTRA (Didier)**

*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)  
UC-UDF*

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

**BORVO COHEN-SEAT (Nicole)**

*sénateur (Paris)  
CRC*

**NOMINATIONS**

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 27, 30) : soutient la motion n° 45 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 83) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 62 (possibilité pour les représentants des salariés de se constituer partie civile dans des procédures d'abus de biens sociaux afin d'obtenir réparation du préjudice pour la perte de leur emploi) ; et n° 63 (autorisation de détachement auprès de l'autorité judiciaire au sein de chaque TGI d'officiers et agents de police judiciaire) ; rejetés. (p. 84) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 64 (extension aux délits de corruption de la procédure d'exception prévue par cet article) ; et n° 65 (sanction plus sévère du défaut de paiement des salaires) ; rejetés. (p. 90) : favorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediène-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude

fiscale). - **Article 12 ter A** (art. L. 211-14-1 du code rural - *Subordination de la détention de chiens dangereux à l'évaluation comportementale du chien*) (p. 112) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 12 ter** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Evacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage*) (p. 115) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12 quinquies** (p. 119) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 36 de M. Philippe Goujon (prévention des actes de hooliganisme). - **Article 13 bis** (art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - *Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité*) (p. 122) : votera l'amendement n° 159 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la disposition attribuant un siège à un commissaire du Gouvernement au sein de la CNDS). - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 124) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Éliane Assassi (instauration d'une formation spécifique destinée aux médecins, magistrats, policiers, gendarmes et travailleurs sociaux, leur permettant de mieux répondre aux situations de violence conjugale) ; rejeté. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - *Levée du secret médical - délit de provocation aux violences*) (p. 125) : soutient l'amendement n° 119 de Mme Éliane Assassi (suppression des dispositions permettant au médecin de lever le secret médical sans l'accord de sa patiente dans certaines situations en cas de violence conjugale) ; rejeté. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - *Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques*) (p. 132) : intervient sur l'article 18. - **Article 25** (art. 706-53-5, 706-53-10 et 706-56 du code de procédure pénale - *Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS*) (p. 140) : favorable aux amendements de suppression n° 92 de Mme Éliane Assassi et n° 168 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - *Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion*) (p. 143, 144) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 146, 147) : défavorable aux amendements de la commission n° 26 (peine d'amende en cas de violences volontaires commises contre les dépositaires de l'autorité publique) et n° 27 (incrimination du "happy slapping"). - **Article 26 bis B** (art. 322-11-1 nouveau du code pénal, art. L. 2339-5 du code de la défense - *Délit de détention ou transport de substances incendiaires*) (p. 149) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - *Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public*) (p. 155) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 45 bis A** (art. 132-24 du code pénal - *Motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive*) (p. 188) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23, 23-1 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - *Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports*) (p. 192) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 194) : intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi précité.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution** [n° 121 (2006-2007)] - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 264, 265) : respect de la parole de l'Etat. Accords de Matignon. Accord de Nouméa. Réserve d'interprétation du Conseil constitutionnel. Notion du collègue

électorale "gelé" ou "glissant". Rappel de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. Le groupe CRC votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 1115, 1118) : relation entre les dysfonctionnements du système judiciaire pénal et la politique sécuritaire menée par le Gouvernement depuis 2002. Déception eu égard à la réforme attendue après Outreau. Formation des magistrats. Absence de réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Définition de la faute disciplinaire. Saisine du CSM par les particuliers et intercession du Médiateur de la République. Détention provisoire. Enregistrement audiovisuel des gardes à vue. Le groupe CRC votera contre ces textes. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1129, 1130) : intervient sur l'amendement n° 51 de M. Pierre Fauchon (entrée dans la magistrature conditionnée par l'exercice pendant au moins dix ans d'une activité professionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1136, 1137) : ses amendements n° 31 : soumission des nominations aux emplois de procureurs généraux à l'avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature ; et n° 41 : indépendance des magistrats du parquet vis-à-vis du ministre de la justice ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1143) : son amendement n° 33 : plafonnement des indemnités susceptibles d'être réclamées à un magistrat en cas d'action récursoire ; rejeté. - **Article 5** (art. 45 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Élargissement de la liste des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats*) (p. 1144) : son amendement n° 36 : suppression ; rejeté. - **Article 6** (art. 46 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Extension de la dérogation au principe du non cumul des peines - Renforcement de la portée de la mise à la retraite d'office*) (p. 1146) : son amendement n° 37 : cohérence ; rejeté. - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat*) (p. 1157, 1158) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats). - **Article 8 bis** (art. 39 et 76-4 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie*) (p. 1162) : son amendement n° 42 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1166) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**. - (6 février 2007) - **Question préalable** (p. 1170) : votera la motion n° 90 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1199) : le groupe CRC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1213, 1214) : démarche tardive. Déséquilibre institutionnel. Réforme proposée. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Article unique** (p. 1231, 1238) : ses amendements n° 11 : champ de l'inviolabilité du Chef de l'Etat ; et n° 13 : procédure de destitution ; rejetés. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 1239) : son amendement n° 14 : suppression du second alinéa de l'article 88-1 de la Constitution ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1307, 1314) : ses amendements n° 70 : droit pour la personne gardée à vue de ne pas répondre aux questions des enquêteurs ; n° 71 : modalités de présence de l'avocat ; n° 72 : limitation de placement en garde à vue ; n° 73 : suppression de l'article 706-88 du code de procédure pénale relatif à la garde à vue ; et n° 74 : revalorisation du plafond de ressources déterminant l'attribution de l'aide juridictionnelle ; rejetés. - **Article 8** (art. 80-1-1 et 120-1 nouveaux du code de procédure pénale - *Octroi du statut de témoin assisté à la personne mise en examen - Demande de confrontations séparées*) (p. 1324) : le groupe CRC vote contre l'article 8. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1341, 1341) : le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2627) : refus de l'inviolabilité temporaire pour les actes de la vie privée. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 221 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1755, 1756) : ses pensées pour Ingrid Betancourt. Historique de la commission. Consécration législative aux fins d'accréditation auprès des Nations unies au regard des "principes de Paris". Réserves sur la volonté des gouvernements de favoriser les saisines de la commission. Le groupe CRC votera ce projet de loi.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2031, 2034) : "Présidentialisme". Souhait d'un véritable pluralisme. Volontarisme politique. Mesures profitant aux actionnaires. Absence de création d'emploi, d'augmentation du pouvoir d'achat, de revalorisation du SMIC. Proposition d'une fiscalité plus juste. Injustice de la franchise médicale. Inquiétude sur l'utilisation de l'argent public. Opposition à la libéralisation. Exemple d'EDF et de France Télécom. Absence de dialogue social en France. Modification du code pénal. Situation en Palestine. Politique au service des plus riches.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2080, 2082) : poursuite de la politique d'aggravation pénale. Huitième loi pénale en cinq ans. Absence de consensus. Texte dangereux et mensonger par rapport à l'objectif affiché par le Président de la République. Nouvelle stigmatisation des jeunes. Instauration de peines planchers. Mise en demeure des magistrats. Non prise en compte de la spécificité de la justice des mineurs. Instauration d'une contrainte de soins comme remède à la récidive des délinquants sexuels. Le groupe CRC votera les amendements de la commission des lois, apportant des garanties bien qu'étant a minima. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2113) : votera l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur (rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires). - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2116) : conteste le postulat d'un manque de sévérité des juges à l'égard des récidivistes. (p. 2117, 2119) : son amendement n° 53 : suppression ; rejeté. (p. 2124) : intervient sur son amendement n° 53, identique à l'amendement n° 29 de M. Robert Badinter (suppression). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu). - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2142) : intervient sur l'amendement n° 40 de M. Robert Badinter (suppression). - **Article 4** (art. 362 du code de procédure pénale - *Information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales*) (p. 2143) : son amendement n° 60 : suppression ; rejeté. - **Division et articles additionnels après l'article 9** (p. 2157, 2160) : ses amendements n° 63 :

division additionnelle - Chapitre... Dispositions relatives au contrôle général des lieux de privation de liberté ; et n° 64 : instauration d'un contrôleur général des lieux de privation de liberté ; retirés. Proposition de loi de MM. Jean-Jacques Hyst et Guy-Pierre Cabanel votée par le Sénat le 26 avril 2001. Inutilité d'une nouvelle discussion. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2161) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Élection et compétences du président*) (p. 2277, 2278) : favorable à l'amendement n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 9 (Non-paiement des jours de grève)** (p. 2508, 2509) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2525, 2527) : ballon d'essai estival laissant présager ce qui va se passer à la rentrée concernant l'organisation des relations sociales et le droit du travail.

- **Rappel au règlement** - (18 septembre 2007) (p. 3182) : le groupe CRC demande un débat sur la politique étrangère de la France.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme [n° 178 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3321) : lutte contre le terrorisme. Sécularisme : exemple des Etats-Unis, de l'Europe et de la France. Dépolitisation des infractions terroristes. Droit d'asile. Définition de la notion d'infraction politique. Extradition. Clause de non-discrimination. Harmonisation judiciaire européenne. Le groupe CRC s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3520, 3522) : sa motion n° 35 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2007) (p. 3546) : organisation des travaux de la Haute Assemblée.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)] (suite)** - (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine*) (p. 3553, 3554) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3564, 3565) : mesure vexatoire à l'égard des conjoints étrangers de Français. Incohérence par rapport à la position adoptée en 2006. (p. 3566) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2007) (p. 3568) : propose de lever la séance en fin d'après-midi plutôt que de reprendre les travaux sur l'immigration dans la soirée, après une longue suspension motivée par la convocation des parlementaires de la majorité par le Président de la République.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)] (suite)** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3569) : soutient l'amendement n° 93 de Mme Éliane Assassi (suppression de l'obligation pour les

conjoints de Français, de produire un visa de long séjour pour la délivrance d'une carte de séjour temporaire lorsque le demandeur justifie d'une entrée régulière et d'une vie commune en France avec son conjoint depuis plus de six mois) ; devenu sans objet. (p. 3572) : souhaite s'en tenir à la décision collective prise par la commission de supprimer le dispositif de l'article 4, l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia n'ayant pas été examiné en commission (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an) - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** (p. 3577) : soutient l'amendement n° 94 de Mme Éliane Assassi (dispense, pour tous les conjoints de Français, de l'obligation de retourner dans leur pays d'origine pour demander un visa de long séjour) ; devenu sans objet. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3586) : demande la suppression de l'article. Contorsions au Sénat pour conserver les tests ADN dans un texte sur les étrangers et contredire la majorité de la commission des lois aboutissant, au final, au droit actuel. (p. 3600, 3601) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst qui ne modifie pas le principe du recours à la génétique inscrit dans l'amendement Mariani (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois)

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales*) (p. 3626) : favorable au vote du sous-amendement n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (réduction). - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles*) (p. 3629, 3630) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 87 (suppression) ; n° 88 (suppression des sanctions financières prévues en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille) ; et n° 89 (suppression des dispositions sanctionnant le non-respect du contrat d'accueil et d'intégration par le non-renouvellement du titre de séjour) ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 3636) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Adrien Gouteyron (dispense du salarié en mission et du titulaire de la carte "compétences et talents" ainsi que leurs conjoints du contrat d'accueil et d'intégration). - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile*) (p. 3698, 3704) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 101 (suppression) ; rejeté ; et n° 102 (allongement de 24 heures à deux jours ouvrés du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 16 de la commission (précision des procédures d'appel et de recours devant la Cour administrative d'appel), soutient le sous-amendement n° 103 de Mme Éliane Assassi (allongement de quinze jours à un mois du délai d'appel contre le jugement du tribunal administratif) ; rejeté. - **Article 6 bis** (art. L. 221-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative*) (p. 3706) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et

*aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité* (p. 3743, 3744) : soutient l'amendement n° 123 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 3747) : le groupe CRC ne votera pas l'article 20. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3753) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 38 de Mme Catherine Procaccia (instauration d'un droit à congé non rémunéré au profit des personnes acquérant la nationalité française pour pouvoir assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française).

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2007) (p. 3853) : intervient sur le rappel au règlement de M. Thierry Foucaud. Souligne les différences entre commission d'enquête et audition par la commission des finances.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3972) : contexte du projet de loi. Rapport Canivet. Critiques du texte. Le groupe CRC s'abstiendra. - **Article 1er** (*Statut et mission*) (p. 3975) : son amendement n° 1 : extension du champ de compétences du contrôleur général ; rejeté. - **Article 2** (*Nomination et incompatibilité*) (p. 3978) : le groupe CRC votera l'amendement n° 8 de M. Robert Badinter (avis des commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat à la majorité des trois cinquièmes). - **Article 7** (*Suites données aux visites*) (p. 3985, 3986) : son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de l'article ; rejeté. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3987) : son amendement n° 6 : publicité systématique des avis, recommandations et observations du contrôleur général ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3988) : regrette que le Sénat adopte le texte sans modification. Le groupe CRC s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile - Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4065) : rupture avec la philosophie qui avait inspiré les lois sur la bioéthique de façon consensuelle. Nécessité de réfléchir à la révision de ces lois prévue dans cinq ans.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Division et article additionnels après l'article 13** (p. 4170) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 55 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code des transports).

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4455, 4457) : conditions du débat. Acte d'ingérence du Gouvernement. Le groupe CRC votera contre les deux projets de loi.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4605) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Interprétation extensive par la commission des finances du Sénat du vade-mecum de l'article 40 de la Constitution adressé à tous les sénateurs par M. Jean Arthuis, à la demande du président du Sénat. Demande une réunion de la commission des finances pour clarifier la situation.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des*

*impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4825, 4826) : favorable aux amendements de suppression n° 152 de M. Bernard Cazeau et n° 334 de M. Guy Fischer.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5033, 5034) : unification nécessaire des règles relatives à la prescription. Avant-projet de réforme du droit des obligations et du droit de la prescription établi sous l'égide du professeur Catala après les propositions formulées par la Cour de cassation. Mission d'information sénatoriale sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Réécriture de la présente proposition de loi par le rapporteur de la commission sans modification de fond. Problématique du délai de trente ans applicable à la prescription extinctive. S'interroge sur la convergence des motivations faisant du droit de la prescription un enjeu économique. Crainte d'une amorce de la réforme de la prescription en matière pénale selon la même logique. Réserves du groupe CRC sur cette proposition de loi, qui s'abstiendra en cas de rejet de ses amendements. - **Article 1er** (*titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive*) (p. 5037) : son amendement n° 9 : prescription des actions personnelles ou mobilières dans le délai de dix ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu les faits lui permettant de l'exercer ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5041) : problématique de l'amendement n° 6 du Gouvernement (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage). - **Article 7** (*art. L. 110-4 du code de commerce - Réduction du délai de prescription applicable aux actions entre commerçants, ou entre commerçants et non commerçants*) (p. 5042) : son amendement n° 10 : suppression ; rejeté. - **Article 9** (*art. L. 135-7 du code de la sécurité sociale - Affectation au Fonds de réserve des retraites de sommes résultant de la liquidation de certains instruments financiers*) (p. 5043) : son amendement n° 11 : fixation à dix ans du délai au-delà duquel les capitaux des contrats d'assurance vie non réclamés sont affectés au Fonds de réserve des retraites ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5046) : aucun de ses amendements n'ayant été retenu, le groupe CRC s'abstiendra.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 104 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Article 7 bis A** (*art. 7 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française*) (p. 5562) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 12** (*art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte rendu intégral des séances de l'assemblée*) (p. 5569) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Article 14 quater** (*art. 174 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Consultation obligatoire du Conseil d'Etat sur les recours dirigés contre un nombre accru d'actes des institutions polynésiennes*) (p. 5572) : abstention du groupe CRC sur cet article ainsi que sur les articles 15, 16 et 17. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5577) : ingérence du Gouvernement dans l'évolution politique de la Polynésie. Contestation de certaines dispositions par l'assemblée de la Polynésie française. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi organique. - **Rappel au règlement** (p. 5580) : proteste contre la faculté pour un groupe de voter en lieu et place d'un autre.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 105 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5581) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Conseil et contrôle de l'Etat

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5629, 5630). Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

### Justice

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5675, 5677). Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission. - **Article**

**BOULAUD (Didier)**  
sénateur (Nièvre)  
SOC

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 10 octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale le 2 août 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 315 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants [n° 344 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Famille - Justice - Traités et conventions.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

**33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5685) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° II-51 de M. Roland du Luart (augmentation des crédits de l'action "Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice"). Le groupe CRC votera contre ce budget.

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 94 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants** [n° 315 (2006-2007)] - (26 juin 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1924) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement** [n° 326 (2006-2007)] - (27 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1974, 1977) : historique des propositions exprimées naguère par les parlementaires. Sa

proposition de loi, cosignée avec les députés socialistes, déposée à l'Assemblée nationale le 25 mars 1999 et tendant à la création de deux délégations propres à chaque assemblée. Consensus sur l'utilité pour la démocratie du suivi parlementaire des services de renseignement. Nouvelle donne stratégique. Interrogation quant à la logique du projet de fusion des services. Etroitesse du champ d'action de la délégation. Limitation des personnalités susceptibles d'être auditionnées. Question des relations de la délégation avec des services étrangers. Texte perfectible. Souhaite la prise en compte des amendements du groupe socialiste. - **Article unique** (p. 1984) : sur l'amendement n° 1 de la commission (augmentation de trois à quatre du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation), soutient les sous-amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 28 (précision selon laquelle la délégation est composée de membres de droit et d'un membre désigné par chacun des groupes politiques) et n° 30 (augmentation de quatre à cinq du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation) ; rejetés. (p. 1985) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 27 (précision selon laquelle la délégation est composée de membres de droit et d'un membre désigné par chacun des groupes politiques) et n° 29 (augmentation de trois à cinq du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation) ; devenus sans objet. (p. 1987) : sur l'amendement n° 2 de la commission (précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargés respectivement des affaires de sécurité intérieure et de défense, membres de droit), soutient le sous-amendement n° 34 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par un député ou un sénateur, membre de droit) ; adopté. (p. 1988) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision selon laquelle la fonction de rapporteur de la délégation est exercée alternativement par un député ou un sénateur de manière à assurer une répartition pluraliste prenant en compte la fonction de président) ; devenus sans objet. (p. 1990) : sur l'amendement n° 5 de la commission (extension du pouvoir d'information et d'appréciation de la délégation), soutient le sous-amendement n° 39 de M. Jean-Claude Peyronnet (extension du pouvoir

d'investigation de la délégation aux activités passées des services de renseignement) ; rejeté. (p. 1991, 1992) : sur l'amendement n° 6 de la commission (élargissement de la possibilité d'audition de la délégation au Premier ministre ainsi qu'aux personnes ne relevant pas des services de renseignement) soutient le sous-amendement n° 41 de M. Jean-Claude Peyronnet (extension de la possibilité d'audition de la délégation à toute personne placée sous l'autorité des directeurs de services et déléguée par eux) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 40 de M. Jean-Claude Peyronnet, portant sur le même objet que le sous-amendement n° 41 précité du même auteur ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1995) : soutient l'amendement n° 42 de M. Jean-Claude Peyronnet (désignation des membres de la commission de vérification des fonds spéciaux parmi les membres de la délégation parlementaire au renseignement) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives [n° 205 (2005-2006)]** - (10 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3832) : élargissement de la définition légale de l'embargo. Efficacité de la répression. Création d'une nouvelle incrimination pénale. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (Environnement et soutien de la politique de défense) : son intervention (p. 5933, 5934). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits du programme "Environnement et Soutien de la politique de défense". Son intervention (p. 5941, 5943). Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

**BOUMEDIENE-THIERY (Alima)**

*sénateur (Paris)  
SOC-R*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* relative à la promotion d'une culture de non-violence et de paix et au service civil volontaire [n° 224 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 35, 38) : sa motion n° 34 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 43) : son amendement n° 122 : suppression de la possibilité pour les EPCI d'installer des dispositifs de vidéosurveillance ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 82) : ses amendements n° 123 : abrogation de l'article 458 du code des douanes n'autorisant les poursuites contre les infractions à la législation et à la réglementation financières que sur la plainte du ministre de l'économie et des finances ; et n° 132 : abrogation de l'article L. 225-10-1 du code pénal instituant le délit de racolage passif ; rejetés. (p. 83) : son amendement n° 128 : autorisation de détachement auprès de l'autorité judiciaire au sein de chaque TGI d'officiers et agents de police judiciaire ; rejeté. (p. 84, 85) : ses amendements n° 125 : extension aux délits de corruption de la procédure d'exception prévue par cet article ; n° 133 : sanction plus sévère du défaut de paiement des salaires ; et n° 131 : suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale ; rejetés. (p. 86) : ses amendements n° 127 : transformation de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés en autorité administrative indépendante afin de garantir son indépendance ; et n° 126 : transformation du service central de prévention de la corruption en autorité administrative indépendante à même de procéder à des enquêtes préliminaires ; rejetés. (p. 87) : son amendement n° 134 : possibilité pour les comités d'entreprise ou les délégués du personnel d'obtenir des informations sur les aides publiques perçues par leur entreprise ; rejeté. (p. 88) : son amendement n° 124 : nouvelle division - Dispositions tendant à prévenir la délinquance économique, financière et d'autres infractions graves ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant le chapitre III** (p. 92) : son amendement n° 129 : proposition de l'article 2 de la Convention européenne sur la protection de l'environnement ; rejeté. - **Article 12 ter** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Evacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage) (p. 114, 115) : dénonciation de la discrimination à l'égard des gens du voyage. Mise en garde contre la substitution liberticide d'une procédure d'évacuation d'office par le préfet à la procédure judiciaire en vigueur en cas d'occupation irrégulière de terrains communaux. Jurisprudence du Conseil constitutionnel. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 152, 153) : son amendement n° 135 : abrogation des dispositions du code de la santé publique pénalisant la consommation de cannabis ; rejeté. -

**Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 155, 156) : son amendement n° 136 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23, 23-1 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 193) : son amendement n° 137 : suppression des dispositions étendant les prérogatives des agents de chemin de fer ; rejeté.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable) (p. 696, 697) : son amendement n° 217 : suppression de l'exigence de régularité et de stabilité du séjour des demandeurs de logement ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation) (p. 705, 707) : ses amendements n° 244 (adaptation du droit au logement au besoin des demandeurs) ; n° 250 (suppression de la distinction entre demande prioritaire et demande prioritaire urgente) ; n° 245 (motivation par écrit du refus de la commission de médiation) ; n° 248 (suppression de la référence à la mixité sociale) ; et n° 249 (mobilisation du parc privé conventionné) ; devenus sans objet. (p. 708, 710) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 246 (suppression du choix par le maire entre un logement et un accueil en structure adaptée) ; n° 256 (assistance de demandeurs de logements par des associations agréées) ; et n° 243 (fixation à un mois du délai de réponse de la commission de médiation) ; ainsi que le sous-amendement n° 268 de M. Jean Desessard déposé sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Repentin (conséquence) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 780) : soutient l'amendement n° 259 de M. Jean Desessard (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 843, 844) : soutient l'amendement n° 260 de M. Jean Desessard (soumission de toute opération de démolition-reconstruction à un référendum local) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 862) : sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia (mise en place d'une procédure d'expulsion rapide de l'occupant illégal du domicile d'autrui), soutient le sous-amendement n° 286 de M. Jean Desessard ; retiré. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants) (p. 886) : soutient l'amendement n° 263 de M. Jean Desessard (élargissement du champ d'application de cette aide) ; retiré. (p. 888) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 264 (garantie de la réversibilité de cette aide et de la réintégration des anciens migrants dans leurs droits liés à la résidence en cas de renonciation à faire de long séjour dans leur pays) ; adopté ; et n° 262 (maintien de l'assurance maladie pour les bénéficiaires de cette aide) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 901, 902) : manque d'effectivité de ce texte. Commission de médiation. Mobilisation du seul contingent préfectoral de logements. Complexité de la procédure. Politique gouvernementale en faveur des classes moyennes aisées. Les Verts s'abstiendront lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats** [n° 125 (2006-2007)] - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 1122, 1125) :

déception face au manque d'ampleur de la réforme. Avancées en matière de recrutement et de formation des magistrats. Dangerosité de certaines mesures comme les "réserves" émises par le jury de classement ou le régime disciplinaire. Obligation de mobilité statutaire. Relation entre les dysfonctionnements du système judiciaire pénal et la politique répressive du Gouvernement. Enregistrement audiovisuel des gardes à vue. Pôle d'instruction. Détention provisoire. Notion de trouble à l'ordre public. Carte judiciaire.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1195, 1197) : historique. Révision constitutionnelle. Lutte pour l'abolition universelle. Peines de longue durée. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1224, 1225) : statut juridique du chef de l'Etat. Déséquilibre institutionnel et politique. Les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1442, 1443) : sensibilité politique du texte. Mauvaise réponse à la spécificité de la Corse. Réduction des possibilités d'expression de la diversité politique de la Corse. Les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2095, 2098) : instrumentalisation des mots. Décléation de la récidive légale. Inefficacité des peines planchers. Engorgement des tribunaux. Chantage aux responsabilités des juges. Aggravation de la surpopulation carcérale. Automaticité du prononcé des peines plancher pour les couches sociales les plus défavorisées. Renversement du principe de l'atténuation de la responsabilité des mineurs. Injonction de soins : psychiatrisation de la justice. Rejet du projet de loi inadapté et dangereux pour la société. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2117, 2119) : ses amendements n° 14 : suppression des dispositions encadrant le pouvoir d'individualisation de la peine par un juge ; n° 15 et 13 : suppression des critères fondant l'appréciation de la peine sur les garanties d'insertion ou de réinsertion offertes par le récidiviste ou le multirécidiviste ; rejetés. (p. 2124) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de M. Robert Badinter et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2128, 2130) : ses amendements n° 21 et 22 : suppression de l'obligation pour le juge de motiver sa décision ; n° 24 et 23 : suppression de la référence aux garanties d'insertion ou de réinsertion dans les critères d'appréciation du juge ; n° 16 et 17 : suppression de l'obligation pour le juge de motiver sa décision et d'apprécier les garanties d'insertion ou de réinsertion lorsque le prévenu multirécidiviste est jugé en comparution immédiate ; n° 19 : suppression du champ d'application de l'article des délits de violences volontaires commis en état de multirécidive ; et n° 20 et 18 : réduction du champ d'application des peines planchers pour les multirécidivistes aux délits ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de dix jours pour la victime ; rejetés. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2138, 2139) : ses amendements n° 52 : exclusion du champ d'application de l'article du délit de violence volontaire commis en état de récidive légale ; n° 25 et 26 : limitation de la possibilité d'écarter le principe d'atténuation de la peine aux violences volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de dix jours pour la victime ; et n° 27 : impossibilité de déroger à l'excuse de minorité dans le cadre de

la procédure de comparution immédiate ; rejetés. - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - *Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire*) (p. 2145) : logique de défiance à l'égard des juges. Psychiatrisation de la justice. Contradiction avec le principe du consentement aux soins. - **Article 7** (art. 723-30 et 723-31 du code de procédure pénale - *Obligation de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire*) (p. 2153, 2154) : s'interroge sur la viabilité du système. Question des effectifs de médecins et de psychiatres, de l'efficacité et du coût de l'injonction de soins. - **Article 8** (art. 721-1 du code de procédure pénale - *Interdiction des réductions de peine pour certains condamnés refusant les soins en détention*) (p. 2155) : chantage à la libération des détenus. Gonflement de la demande de médecins et de personnels psychiatriques.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3027) : ratification du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture. Statut, rôle et pouvoir du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Sa saisine en juin 2006 avec Mme Nicole Borvo Cohen-Seat de la commission nationale de déontologie de la sécurité sur les conditions de détention dans le centre pénitentiaire de Liancourt. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3035) : son amendement n° 25 : ratification du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants signée à New-York le 16 septembre 2005 ; rejeté. - **Article 1er** (*Statut et compétence*) (p. 3037) : son amendement n° 26 : précision de la notion de "conditions générales de privation de liberté" ; rejeté. (p. 3038) : son amendement n° 27 : rédaction ; devenu sans objet. - **Article 3** (*Equipe de contrôleurs*) (p. 3049) : son amendement n° 28 : indépendance et responsabilité hiérarchique des contrôleurs assistant le contrôleur général ; adopté. (p. 3049) : son amendement n° 29 : indépendance des contrôleurs assistant le contrôleur général ; rejeté. - **Article 5** (*Modalités d'information et de saisine*) (p. 3052) : son amendement n° 30 : correspondance des personnes privées de liberté ; retiré. - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3060) : son amendement n° 36 : droit de visite du contrôleur général ; adopté. (p. 3062) : son amendement n° 32 : droit de visite du contrôleur général ; rejeté. (p. 3066) : son amendement n° 33 : information du contrôleur général ; retiré. (p. 3067) : son amendement n° 34 : étendue de l'information du contrôleur général ; rejeté. (p. 3070) : son amendement n° 35 : opposabilité du secret médical au contrôleur général ; rejeté. (p. 3076) : son amendement n° 31 : conditions d'exercice de la mission des contrôleurs assistant le contrôleur général ; retiré. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3082) : son amendement n° 37 : présentation au Parlement des modifications législatives proposées par le contrôleur général ; rejeté. (p. 3083) : ses amendements n° 42 : publication obligatoire des réponses apportées aux avis et recommandations du contrôleur général par les autorités responsables de la privation de liberté ; et n° 38 : suppression de l'information préalable des autorités responsables des lieux de privation de liberté en cas de visite du contrôleur général, et possibilité, pour ce dernier, de publier les réponses de ces mêmes autorités ; rejetés. (p. 3084) : son amendement n° 39 : intervention du contrôleur général dans le cadre d'une procédure juridictionnelle ; rejeté. (p. 3085) : son amendement n° 40 : saisine de la commission nationale de déontologie de la sécurité par le contrôleur général ; retiré. (p. 3086) : son amendement n° 41 : information du procureur de la République par le contrôleur général ; retiré. - **Article 10** (*Crédits budgétaires*) (p. 3089) : ses amendements n° 44 : présentation annuelle des comptes du contrôleur général à la Cour des comptes ; et n° 43 : inscription des crédits du contrôleur général au budget général de l'Etat ; retirés.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3512, 3514) : véritable déclaration de guerre aux familles. Assignation par le Président de la République d'un objectif d'immigration économique. Manipulation du droit fondamental de vivre en famille à des fins statistiques. Projet scandaleux perpétuant la suspicion sur

l'étranger. Système discriminant de délivrance d'autorisations de regroupement familial. Eligibilité des seuls candidats ayant les moyens de suivre la formation à la langue française ou la maîtrisant déjà. Doublement du contrat d'accueil et d'intégration. Exigence d'un seuil de ressources supérieur au SMIC. Caractère scandaleux des propositions de tests ADN ou de visa pour les conjoints de Français. Se prononcera pour l'exclusion de toutes les dispositions liberticides et discriminatoires. - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3534) : filtrage scandaleux de l'immigration familiale. Choix des bénéficiaires sur des critères financiers et exclusion des plus pauvres.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) (p. 3549, 3550) : ses amendements n° 48 : exemption des mineurs étrangers de moins de 18 ans de l'obligation de formation préalable à la langue française et à la connaissance des valeurs de la République ; n° 47 : possibilité pour les services déconcentrés de l'Etat à l'étranger d'organiser le test et la formation à la connaissance de la langue française et des valeurs de la République ; et n° 46 : précision selon laquelle la formation dispensée au ressortissant étranger dans son pays d'origine est organisée dans les plus brefs délais ; rejetés. Sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la commission créée par l'Assemblée nationale chargée de mettre au point le test de connaissance des valeurs de la République et précision selon laquelle l'évaluation et la formation linguistique et civique sont mises en œuvre dès le dépôt de la demande de regroupement familial en préfecture, et les résultats de l'évaluation, communiqués immédiatement à l'issue de la formation, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat), son sous-amendement n° 75 : intégration dans le décret en Conseil d'Etat de la détermination du contenu de l'évaluation ; adopté. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3563) : suppression inacceptable d'un acquis de la loi du 24 juillet 2006 obtenu par Jacques Pelletier et dispensant les conjoints étrangers de Français du retour dans leur pays d'origine pour la délivrance du visa. (p. 3569) ; son amendement n° 52 : réduction du délai de délivrance du visa de 4 mois à 2 mois ; devenu sans objet. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours dans leur ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3589, 3590) : incompatibilité de l'article avec les règles du droit international privé. Défiance vis-à-vis des étrangers et des états civils étrangers. (p. 3594) : sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois), son sous-amendement n° 205 : possibilité pour un demandeur de visa d'apporter la preuve, par tout moyen, ou par l'invocation de la possession d'état, de sa filiation déclarée avec l'un des deux parents ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3615) : souhaite la suppression du "super SMIC" exigé des familles étrangères pour le regroupement familial. (p. 3617) : sur l'amendement n° 2 de la commission (modulation jusqu'à 1,2 SMIC pour les seules familles de six personnes ou plus), ses sous-amendements n° 50 : suppression du principe de modulation des ressources pour une famille de six personnes ou plus ; rejeté ; n° 68 : inopposabilité des conditions de ressources aux personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ; et n° 76 : inopposabilité des conditions de ressources aux personnes bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, AAH ; adoptés. (p. 3620) : intervient sur ses amendements précités n° 68 et n° 76 sur l'amendement précité n° 2 de la

commission. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3622) : son amendement n° 49 : rédaction ; adopté. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3624) : sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 67 : renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3627) : sanction financière des familles étrangères pour défaut d'intégration. Décision du Conseil constitutionnel du 22 janvier 1990. (p. 3629) : sur l'amendement n° 6 de la commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents), son sous-amendement n° 69 : remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction" ; rejeté. Son amendement n° 51 : suppression des sanctions prévues en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille ; rejeté ; et sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte initial prévoyant la saisine du Conseil général par le préfet afin de mettre en œuvre un contrat de responsabilité parentale en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille), son sous-amendement n° 71 : limitation des cas de saisine du président du Conseil général au seul non-respect des stipulations du contrat relatives à l'exercice de l'autorité parentale ; rejeté. - **Article 5 ter** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3640) : sur l'amendement n° 12 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 72 : renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger victime de violences conjugales ayant entraîné la rupture de la vie commune ; rejeté. - **Article 5 quinquies** (art. L. 314-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une carte de résident permanent à durée indéterminée) (p. 3692, 3693) : ses amendements n° 53 et 55 : délivrance de plein droit de la carte de résident permanent à tout étranger demandant le renouvellement de son titre de résident de dix ans ; rejetés ; et n° 54 : obligation d'information de l'étranger de la possibilité de bénéficier de la carte de résident permanent ; adopté après modification par le sous-amendement n° 214 du Gouvernement (obligation d'information d'un étranger des conditions dans lesquelles il pourra se voir accorder une carte de résident permanent). - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3699, 3703) : ses amendements n° 59 : allongement de 24 heures à 48 heures du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile ; et n° 57 : délivrance automatique de l'autorisation de séjour dès l'annulation de la décision de refus d'entrée sur le territoire français ; adoptés ; n° 62 : suppression de l'obligation de motivation de la requête pour demander l'annulation de la décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile ; n° 63 : allongement de 24 heures à deux jours ouvrés du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile ; n° 60 : suppression du recours aux audiences délocalisées et audiovisuelles ; n° 56 : nécessité du consentement de l'étranger dans le choix de la délocalisation de l'audience ; et n° 61 : garantie de la publicité des débats par procès-verbal ; rejetés. Sur l'amendement n° 16 de la commission (précision des procédures d'appel et de recours devant la Cour administrative d'appel), son sous-amendement n° 73 : allongement de quinze jours à un mois du délai d'appel contre le jugement du tribunal administratif ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3705) : son amendement n° 58 : instauration d'un recours suspensif pour tous les cas de refus d'asile à la frontière autres que celui qui est prévu par le dispositif gouvernemental ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu du rapport du Gouvernement au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration) (p. 3723) : ses amendements

n° 64 : transmission à la HALDE du rapport sur les orientations pluriannuelles de la politique de l'immigration ; et n° 65 : rétablissement de la transmission au Parlement des informations relatives aux actions menées au niveau national pour lutter contre les discriminations ; rejetés. - **Article 13** (art. L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions du recours à la visio-conférence devant le juge des libertés et de la détention) (p. 3732) : son amendement n° 66 : nécessité de requérir l'accord de l'étranger pour la visioconférence ; rejeté. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3744) : sur l'amendement n° 26 de la commission (précision selon laquelle l'identification directe ou indirecte des personnes concernées par un

échantillonnage n'est pas possible), son sous-amendement n° 74 : nécessité de recueillir le consentement exprès de la personne à la mise en œuvre de l'étude ; rejeté. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3749) : demande la suppression de l'article 21 qui refuse le droit élémentaire à l'accès inconditionnel à un logement décent, instauré par la loi du 5 mars 2007 instituant le droit opposable au logement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3754) : richesse et profondeur du débat. Les Verts voteront contre ce projet de loi.

**BOURDIN (Joël)**  
sénateur (Eure)  
UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président de la Délégation pour la planification.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE) jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles jusqu'au 22 février 2007.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Productivité et niveau de vie : l'Europe décroche-t-elle ? [n° 189 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information sur colloque*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Etats ou entreprises : qui gouvernera le monde demain ? Actes du colloque du 23 janvier 2007 [n° 262 (2006-2007)] (22 février 2007) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Service public de l'équarrissage : une réforme toujours inaboutie, un financement qui reste à trouver [n° 472 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles [n° 49 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Agriculture et pêche.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : "Cibler la croissance plutôt que la dette publique" [n° 81 (2007-2008)] (12 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales. Compte spécial développement agricole et rural [n° 91 tome 3 annexe 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : La coordination des politiques économiques en Europe : le malaise avant la crise ? [n° 113 (2007-2008)] (5 décembre 2007) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

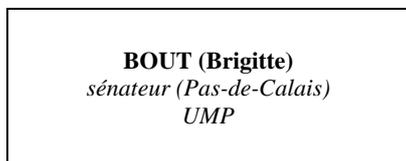
- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2547, 2548) : application de la LOLF. Bons résultats budgétaires et financiers. Approche patrimoniale des comptes de l'Etat. Rapports et indicateurs de performance. Palmarès des services de l'Etat. - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2586) : lutte contre l'insécurité routière. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2599) : services déconcentrés du ministère de la culture. Rapprochement des DRAC et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine, SDAP. (p. 2608) : crédits d'intervention en faveur du spectacle vivant.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2784) : son amendement n° 245 : extension de ce dispositif aux salariés ne relevant ni du code du travail, ni du code rural ; adopté. (p. 2804, 2805) : soutient l'amendement n° 54 de M. Gérard César (compatibilité des exonérations spécifiques au secteur agricole avec celles prévues par cet article) ; retiré. Son amendement n° 244 : précision du périmètre d'application des nouvelles mesures au regard des dispositions de la loi d'orientation agricole ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2830) : votera contre l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéficiaires de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2871, 2872) : ses amendements n° 246 : diminution du délai du rappel fiscal pour les donations ; et n° 248 : extension aux fratries cohabitantes du bénéfice des exonérations accordées aux conjoints sur les sommes reçues des organismes d'assurance ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2886) : soutient les amendements de M. Gérard César n° 56 (relèvement de l'abattement sur la valeur des biens ruraux transmis à titre gratuit et loués par bail à long terme) ; et n° 57 (réduction des droits de mutation à titre gratuit en cas d'investissement dans des parts de groupements fonciers agricoles) ; retirés. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2961) : son amendement n° 241 : exclusion des régimes de retraite complémentaire collectifs et obligatoires du champ d'application de cet article ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 262 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*



## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

(22 novembre 2007) (p. 5105, 5106) : mise en perspective du projet de loi de finances avec les engagements de politique budgétaire du Gouvernement. Baisse du déficit public. Nécessité de coordonner les politiques économiques entre pays européens.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

(4 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5967, 5969). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6017) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-93, n° II-141 du Gouvernement et n° II-91 de M. Dominique Mortemousque. (p. 6018) : son amendement n° II-37 : précision ; retiré. - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 6021) : position de la commission sur l'amendement n° II-109 de M. Claude Biwer (simplification administrative).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6910) : intervient sur l'amendement n° 129 de M. Roland Courteau (exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"). - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 6944, 6945) : soutient l'amendement n° 134 de M. François Trucy (correction d'erreurs matérielles) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 6965) : soutient l'amendement n° 136 de M. François Trucy (modification du régime des cotisations dues à la caisse de garantie du logement locatif social) ; adopté.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**BOUTIN (Christine)**  
*ministre du logement et de la ville*  
(à partir du 18 mai 2007)

### INTERVENTIONS

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5737, 5739).

#### **Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6329, 6332). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6334, 6346) : son amendement n° II-129 : conséquence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-189, n° II-188, n° II-191 de M. Thierry Repentin, n° II-47 de la commission, n° II-115 de M. Philippe Dallier, n° II-158 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-183 de M. René Beaumont. - **Article additionnel avant l'article 60** (p. 6347) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-187 de M. Thierry Repentin (exonération de taxe destinée au fonds

national d'aide au logement pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics). - **Article 60** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 6349) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-65 et n° II-190 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6350, 6354) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-156 de la commission (rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements), de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-157 (indemnisation de l'Etat par des propriétaires défaillants lors du relogement de personnes bénéficiaires du droit au logement opposable), de Mme Odette Terrade n° II-178 (aménagement du prêt à taux zéro), n° II-180 (régulation de la hausse des loyers) et n° II-181 (revalorisation des crédits d'impôts accordés aux propriétaires immobiliers participants au système mutuel de garantie des risques locatifs). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 6355, 6356) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-44 (indexation de la participation minimale des allocataires), n° II-45 (simplification), n° II-46 (actualisation de la liste des zones urbaines sensibles), de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-66 (rapport au Parlement sur le bilan de la mise en œuvre du dispositif de réussite éducative et sa poursuite au-delà du 31 décembre 2009).

**BOYER (André)**  
*sénateur (Lot)*  
RDSE

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 270 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) [n° 57 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense - Equipement des forces [n° 94 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 71 (2006-2007)] autorisant l'approbation du protocole visant à modifier la convention relative à l'organisation hydrographique internationale [n° 191 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

**BOYER (Jean)**  
*sénateur (Haute-Loire)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France" jusqu'au 9 octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1784/2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (E 3371) [n° 287 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 287 (2006-2007)] sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1784/2003 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales (E 3371) [n° 291 (2006-2007)] (17 avril 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 10 (2007-2008)] relatif au parc naturel régional de Camargue [n° 38 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 93 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 62) : soutient l'amendement n° 47 de M. Yves Détraigne (suppression) ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1426, 1427).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (4 octobre

2007) - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3639) : soutient l'amendement n° 181 de M. Yves Détraigne (aide de l'Etat, par voie de convention de partenariat, à la mise en place et au développement de services d'état civil dans les pays dans lesquels ces services sont inexistantes ou font défaut) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 213 du Gouvernement (précision).

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue [n° 10 (2007-2008)]** - (24 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4076, 4078) : difficultés juridiques, comptables et budgétaires. Avancées et stabilisation de la structure juridique actuelle du parc. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ce texte. - **Article 2** (*Confirmation du syndicat mixte de gestion du PNR de Camargue et modification de sa composition*) (p. 4083) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale*) (p. 4693) : intervient sur les amendements n° 112 de M. Bernard Cazeau (suppression) et n° 398 de Mme Annie David (rapport du Gouvernement sur l'évaluation du régime d'exonération des charges sociales pour les contrats conclus à partir du 1er novembre 2007). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4701) : soutient l'amendement n° 195 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité pour les sociétés d'économie mixte réalisant des opérations dans le cadre d'une concession d'aménagement) ; retiré.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés*) (p. 4754, 4755) : soutient l'amendement n° 241 de Mme Muguette Dini (suppression) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) - **Article 55** (*Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles"*) (p. 5717) : soutient l'amendement n° II-90 de Mme Anne-Marie Payet (suppression) ; adopté.

### Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5810, 5811).

### Sport, jeunesse et vie associative

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6268, 6269). Son département de Haute-Loire.

### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention en remplacement de M. Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 6290, 6291).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6291, 6292). Sa région d'Auvergne.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Articles additionnels**

avant l'article 21 septies (p. 6862, 6863) : soutient l'amendement n° 109 de M. Daniel Dubois (modification de l'assiette et du mode de calcul de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA) ; retiré.

**BOYER (Yolande)**  
sénateur (Finistère)  
SOC

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 février 2007) : au nom de M. Jean-Pierre Demerliat (p. 1418).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1420, 1422).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5994, 5995). Action du département du Finistère et de la région de Bretagne en faveur des marins-pêcheurs.

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6232, 6233).

**BRANGER (Jean-Guy)**  
*sénateur (Charente-Maritime)*  
UMP

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 277 (2006-2007)] autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances [n° 341 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Justice - Société - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 303 (2006-2007)] autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains [n° 346 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les enjeux de l'évolution de l'OTAN [n° 405 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Défense - Union européenne.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Action extérieure de l'État - Moyens de l'action internationale [n° 94 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Immigration, asile et intégration [n° 94 tome 9 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Société.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Son intervention (p. 473, 475).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances [n° 277 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 278 (2006-2007)** (p. 1919, 1920) : avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption du projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort [n° 278 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (2006-2007).**

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [n° 299 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - en remplacement de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1922, 1923) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains [n° 303 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1927) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 5871, 5872) : avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission.

**BRAYE (Dominique)**  
sénateur (Yvelines)  
UMP

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre suppléant de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable".

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 140 (2006-2007)] portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense " [n° 147 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 170 (2006-2007)] instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 174 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 444 (2006-2007)] renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 58 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense " [n° 147 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 374) : établissement public d'aménagement de La Défense, EPAD. Inadaptation du parc immobilier face à la concurrence internationale. Plan de renouveau de la Défense 2007-2013. Création d'un EPIC associant le département des Hauts-de-Seine, ainsi que les communes de Courbevoie et de Puteaux à la gestion des équipements publics de La Défense. Création d'un comité consultatif. Exemple du syndicat des transports d'Ile-de-France, STIF. Clarification et sécurisation des règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de La Défense. Prolongation de la durée de vie de l'EPAD. (p. 381) : réponse à Mme Bricq. Participation des communes de Courbevoie et de Puteaux à la gestion du quartier de La Défense. Solidarité envers les territoires défavorisés : exemple de l'opération "Seine-Aval". - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 387) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement et sur les sous-amendements de M. Jean Desessard n° 4, n° 9, n° 6, n° 7, n° 8 et n° 10 déposés sur l'amendement n° 1 précité. - **Article 3 (Urbanisme)** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Intitulé de la proposition de loi** : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 653, 655) : crise du logement. Effectivité du droit au logement. Bilan. Programmes de construction. Favorable au droit au logement opposable. Réserves. Responsabilités des collectivités territoriales. Mise à l'écart d'une catégorie de population. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Création d'un droit au logement opposable*) (p. 695) : son amendement n° 46 : codification et clarification ; adopté. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Élargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 700) : son amendement n° 47 : réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 729) : son amendement n° 48 : remplacement de l'expression "une structure adaptée" par une formule plus précise ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 21 de la commission. (p. 732, 733) : son amendement n° 49 : modification du calendrier de ce dispositif ; retiré. (p. 736, 737) : intervient sur son amendement n° 49 précité. (p. 741) : son amendement n° 50 : possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation ; retiré. (p. 742) : son amendement n° 51 : suppression de la possibilité d'une application anticipée du droit opposable au logement, dans le cadre d'une expérimentation, par les communes ou EPCI délégataires du contingent préfectoral ; adopté. (p. 744) : son amendement n° 52 : appel des décisions du juge administratif ; adopté. (p. 745) : son amendement n° 53 : coordination ; adopté. (p. 748) : intervient sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 170 (fixation d'une somme minimale pour l'astreinte et versement de celle-ci au demandeur) et n° 171 (repli), n° 254 de M. Jean Desessard (versement de l'astreinte au demandeur) et n° 118 de Mme Michelle Demessine (versement de l'astreinte au demandeur et de la caisse d'allocations familiales). - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 754) : son amendement n° 54 : suppression ; adopté. (p. 755, 757) : intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Michelle Demessine. Communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines. - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la

*construction et de l'habitation - Caducité des conventions de délégation*) (p. 758) : son amendement n° 55 : suppression ; retiré. Favorable à l'amendement n° 283 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 763) : son amendement n° 57 : modification des objectifs de construction des logements fixés dans le plan de cohésion sociale ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 766, 767) : intervient sur les amendements identiques n° 8 de Mme Michelle Demessine et n° 208 de M. Thierry Repentin. (p. 774) : défavorable aux amendements analogues n° 10 et n° 200 et n° 201 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 789, 790) : défavorable à l'amendement n° 78 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 796) : souhaite le retrait des amendements n° 133 de M. Jean-Paul Alduy, n° 202 de M. Thierry Repentin et n° 227 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 800) : son amendement n° 56 : création d'un comité de suivi de la mise en œuvre du droit opposable au logement ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 806) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Thierry Repentin (limite à un tiers des logements financés avec un prêt locatif social dans les nouveaux programmes de construction des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 809) : défavorable à l'amendement n° 209 de M. Thierry Repentin (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 815) : intervient sur les amendements identiques n° 77 de la commission des lois saisie pour avis et n° 140 de M. Thierry Repentin (transfert, à titre expérimental, de la responsabilité du droit opposable au logement aux EPCI délégués des aides à la pierre). (p. 816, 817) : à titre personnel, ses amendements, portant sur le même objet, n° 241 et 242 : libre usage du droit de préemption pour les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de la loi SRU et souhaitant réaliser des logements sociaux ; retirés. (p. 818) : intervient sur l'amendement n° 142 de M. Thierry Repentin (transfert de compétence du droit de préemption urbain aux EPCI).

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 853) : son amendement n° 62 : portage foncier pour les opérations d'accession sociale à la propriété ; adopté. (p. 854) : son amendement n° 61 : report de la date de mise en place des conseils de concertation dans les logements-foyers ; adopté. (p. 855) : son amendement n° 59 : location à des personnes morales des logements bénéficiant du dispositif fiscal "Borloo dans l'ancien" ; adopté. (p. 856) : son amendement n° 58 : prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles ; adopté. (p. 859) : son amendement n° 60 : contrôle de la décence des logements par les commissions départementales de conciliation et par les juridictions judiciaires ; adopté. (p. 861) : intervient sur l'amendement n° 154 de M. Thierry Repentin (interdiction durant toute l'année d'interrompre la distribution d'eau pour non-paiement des factures). (p. 863) : intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia (mise en place d'une procédure d'expulsion rapide de l'occupant illégal du domicile d'autrui) et sur les sous-amendements n° 286 de M. Jean Desessard et n° 289 de M. Thierry Repentin déposés sur ce dernier. - **Article 6** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale - *Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires*) (p. 874) : ses amendements n° 64 : suppression du renvoi à un décret pour fixer les conditions particulières devant être remplies par les bénéficiaires de l'exonération ; et n° 65 : clarification ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 908, 909) : obligation de résultat de l'Etat. Calendrier des dispositions. Mission supplémentaire attribuée aux maires. Indexation des aides au logement. Garantie contre les risques locatifs. Votera ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 1er** (art. 52-1 nouveau, 80, 85, 118, 397-2 et 397-7 nouveau - *Création de pôles de l'instruction*) (p. 1271) : soutient l'amendement n° 54 de M. Charles Guené (mise en place d'au moins un pôle d'instruction par département) ; retiré.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2114) : favorable à l'examen de l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur (rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires) dans le cadre de la future loi pénitentiaire. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2124, 2125) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de M. Robert Badinter et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2133, 2134) : interroge la ministre sur la problématique de l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu). - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2140, 2141) : le groupe UMP votera l'article 3. - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - *Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire*) (p. 2151) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter (suppression).

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - *Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils*) (p. 2289) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (représentation des grands secteurs de formation au sein du conseil d'administration).

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2420) : caractère déplacé des rappels au règlement des sénateurs de l'opposition relatifs à l'extension du service minimum à l'éducation nationale. Liberté d'un ministre d'exposer à la télévision, devant les Français, sa conception du service public.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2808, 2809) : défavorable à l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires). (p. 2817, 2818) : le groupe UMP votera cet article. Amélioration des conditions de vie des salariés. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2835, 2836) : son amendement n° 137 : prorogation jusqu'au 31 décembre 2009 de trois mesures tendant à favoriser l'équilibre des opérations de logement social ; retiré. (p. 2840) : défavorable à l'amendement n° 107 de M. Thierry Repentin (abaissement du plafond des ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2863) : intervient sur l'amendement n° 74 de Mme Marie-France Beaufils (maintien du tarif réglementé de vente d'électricité pour toute personne emménageant dans un logement où l'éligibilité a déjà été exercée).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3679) : gestion des déchets. Intercommunalité. Gouvernance écologique territoriale.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - *Droit à l'hébergement des étrangers*) (p. 3749, 3750) : article mal rédigé et mal expliqué. Regrette l'utilisation d'images excessives en totale contradiction avec la réalité. Partisan de modifier l'article 21 plutôt que de le supprimer et de régler la difficulté en

commission mixte paritaire. Votera l'amendement n° 30 de M. Bernard Seillier (précision selon laquelle les structures d'hébergement ne sont pas contraintes d'apprécier ou de contrôler la régularité de la situation des personnes qu'elles accueillent). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3754, 3755) : débat passionnant et passionné. Au nom du groupe UMP, rend hommage à la détermination du ministre à conforter sa politique d'immigration choisie et concertée. Travail remarquable de la commission des lois. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4336, 4338) : législation actuelle. Position du Sénat lors du débat sur la loi de 1999. Contrôle des pitbulls. Echec des mesures préventives. Défavorable à la catégorisation. Evaluation comportementale des chiens. Formation des détenteurs de chiens. Attestation de capacité pour les personnels de surveillance ou de gardiennage. Détention des chiens de première catégorie nés après janvier 2000. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 1er** (art. L. 211-11 du code rural - *Formation des détenteurs de chiens dangereux*) (p. 4359) : ses amendements n° 14 : pouvoir de substitution du préfet et amélioration du lien entre la réalisation de l'évaluation comportementale du chien et celle de la formation de son maître ; et n° 15 : transmission des résultats de l'évaluation au maire ; adoptés. - **Article 2** (art. L. 211-13-1 nouveau du code rural - *Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs*) (p. 4361) : son amendement n° 16 : définition et précision par décret du contenu de la formation des détenteurs de chiens et fixation de l'âge des chiens pour leur première évaluation comportementale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4363) : estime satisfait l'amendement n° 42 de Mme Françoise Férat (obligation d'obtenir un certificat de sociabilité et d'aptitude à l'utilisation, CSAU, pour tous les détenteurs de chiens des première et deuxième catégories). - **Articles additionnels avant l'article 3** : son amendement n° 17 : coordination ; adopté. - **Article 3** (art. L. 211-14 du code rural - *Modalités de délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien dangereux*) (p. 4364) : son amendement n° 18 : conséquence ; adopté. - **Article 4** (art. L. 211-14-2 nouveau du code rural - *Contrôle des chiens "mordeurs" et de leurs propriétaires ou détenteurs*) (p. 4365) : son amendement n° 19 : lien entre les obligations de formation des détenteurs de chiens et les résultats de l'évaluation comportementale de l'animal et concomitance de cette évaluation et de la surveillance vétérinaire imposée par le code rural ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4367, 4369) : son amendement n° 20 : soumission à l'évaluation comportementale des chiens potentiellement dangereux en raison de leur poids ; adopté. Souhaite le retrait de l'amendement n° 50 de M. Roger Madec (pour les chiens circulant en liberté dans une propriété privée, obligation de prévoir un périmètre sécurisé). - **Article 5** (art. L. 211-15 du

*code rural - Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000*) : son amendement n° 21 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4371, 4372) : ses amendements n° 22 : obligation pour les agents de surveillance et de gardiennage utilisant des chiens d'être titulaires d'une attestation d'aptitude ; et n° 23 : attestation d'aptitude non obligatoire pour les gestionnaires des refuges et des fourrières et pour les éleveurs professionnels ; adoptés. - **Article 6** (art. L. 214-8 du code rural - *Encadrement de la vente et de la cession de chiens*) (p. 4373) : son amendement n° 24 : rédaction ; retiré au profit de l'amendement n° 7 de la commission (suppression de mentions relevant du pouvoir réglementaire). (p. 4374) : intervient sur l'amendement n° 53 de M. Roger Madec (interdiction de vendre un chiot âgé de moins de dix semaines et ayant été séparé précocement de sa mère). - **Article 7** (art. L. 215-2 du code rural - *Sanction pénale de la détention de chiens de première catégorie*) : son amendement n° 26 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4377) : votera l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire). - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - *Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires*) (p. 4380, 4382) : favorable à l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Article 13** (*Modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale*) (p. 4383) : ses amendements n° 27 : dispositions transitoires ; et n° 28 : précision ; retirés au profit de l'amendement n° 12 de la commission (dispositions transitoires). - **Article additionnel après l'article 13** : son amendement n° 29 : dispositions transitoires pour l'évaluation comportementale des chiens dépassant un certain poids ; adopté. - **Article 14** (*Entrée en vigueur de l'interdiction de détention des chiens de première catégorie nés après le 7 janvier 2000*) (p. 4384) : son amendement n° 30 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15** : défavorable à l'amendement n° 37 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport sur l'application de cette loi).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6226, 6228) : ses amendements portant sur le même objet n° II-152, II-153, II-154 et II-155 : responsabilité élargie des producteurs en matière de traitement des déchets ; retirés. Favorable à l'amendement n° II-114 de Mme Fabienne Keller (possibilité pour les syndicats mixtes de percevoir le versement transport).

**BRET (Robert)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
CRC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les instruments de défense commerciale de l'Europe [n° 272 (2006-2007)] (2 mars 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Éducation nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 774) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (précision) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 845, 846) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Michelle Demessine (gel ou limitation de l'évolution des loyers) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse** [n° 156 (2007-2008)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1441, 1442) : logique de bipolarisation. Restriction démocratique. Difficultés de nature économique et sociale en Corse. Opposition du groupe CRC au texte.

- **Projet de loi portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense** [n° 219 (2006-2007)] - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1726) : ordonnance du 1er juin 2006. Mise en cause de l'existence d'un "domaine réservé" en matière de défense. Opérations extérieures. Rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le Rwanda. Rôle du Parlement en matière de défense. Harmonisation du code de justice militaire avec le droit commun. Renforcement des droits de la défense en temps de guerre. Protection et contrôle des matières nucléaires. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal** [n° 218 (6-7)] - (20 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1731) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 2 (Accord de prévention des conflits)** (p. 2431, 2432) : obstacle bureaucratique caractérisé au droit de grève. - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2454, 2455) : soutient l'amendement n° 69 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2745) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Annie David (modulation des cotisations sociales) ; rejeté.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté** [n° 371 (2006-2007)] - (31 juillet 2007) - **Article 3 (Équipe de contrôleurs)** (p. 3047) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Éliane Assassi (détermination du statut et des conditions de nomination des contrôleurs assistant le contrôleur général par un décret en Conseil d'Etat) ; retiré. - **Article 5 (Modalités d'information et de saisine)** (p. 3051) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Éliane Assassi (possibilité de saisine du contrôleur général par toute personne morale) ; retiré. - **Article 8 (Avis et recommandations)** (p. 3083, 3086) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 95 (publication obligatoire des avis, recommandations et propositions du contrôleur général) ; et n° 96 (droit d'accès au dossier judiciaire et octroi d'un pouvoir d'injonction au contrôleur général) ; rejetés. - **Article 10 (Crédits budgétaires)** (p. 3088) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Éliane Assassi (inscription des crédits du contrôleur général au programme "coordination du travail gouvernemental") ; retiré.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire** [n° 425 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3132, 3134) : heures supplémentaires. Réforme des droits de mutation. Allègement de l'ISF. Coût de ces mesures et conséquences. Exemple des Bouches-du-Rhône. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3155) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3565, 3566) : limitation du droit d'amendement par l'invocation, en commission, de l'article 40 de la Constitution. Proposition du groupe CRC d'instaurer un droit de formation à la langue nationale dans l'Etat d'accueil, sur le fondement de la charte sociale européenne. Le groupe CRC votera contre l'article 4.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales*) (p. 3626) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Article 4 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration*) (p. 3636, 3637) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives [n° 205 (2005-2006)]** - (10 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3829, 3830) : renforcement de l'efficacité des mesures d'embargo ou de restriction. Recommandation du Conseil de sécurité des Nations Unies. Extension de la notion d'embargo. Application de ce texte et besoin en moyens humains et matériels. Prise de position du ministre des affaires étrangères à propos de l'Iran. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue [n° 10 (2007-2008)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4078, 4079) : garantie en faveur de la sécurité juridique du parc. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5441, 5443). Désaccord du groupe CRC sur cet article.

*Deuxième partie :*

**Conseil et contrôle de l'Etat**

- (29 novembre 2007) (p. 5631) : le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6503, 6505) : échec de la constitution européenne. Adoption d'une stratégie de contournement. Déficit démocratique de l'Union européenne. Appel à tous les parlementaires à exiger la tenue d'un référendum.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6544, 6545).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 79 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7045, 7046). Le groupe CRC ne votera pas l'approbation de cette convention.

**BRETON (Thierry)**  
*ministre de l'économie, des finances et  
de l'industrie  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]*  
(12 février 2007) - **Entreprises - Justice - Police et sécurité.**

*Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1512 relative à des mesures de simplification en matière fiscale et à l'harmonisation et à l'aménagement du régime des pénalités [n° 310 (2006-2007)]* (15 mai 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics [n° 311 (2006-2007)]* (15 mai 2007) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

**BRICQ (Nicole)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)  
SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)]* (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)]* (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les agences en matière de sécurité sanitaire : de la réactivité à la stratégie [n° 355 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Service public de l'équarrissage : une réforme toujours inaboutie, un financement qui reste à trouver [n° 472 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité sanitaire [n° 91 tome 3 annexe 30 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense "** [n° 147 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 379) : exonération de la redevance sur la création de bureaux. Mission commune d'information sur la notion de centre de décision économique et l'attractivité du territoire national. Absence de consultation régionale sur la création du nouvel EPIC. Absence de définition des "services d'intérêt général". Complexité des nouvelles règles de gestion : exemple de la sécurité. Aggravation du déséquilibre Est-Ouest de la région francilienne. Problème des transports et des logements sociaux en Ile-de-France, SDRIF.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1497, 1498) : évolution de la situation depuis l'examen de cette proposition de loi en première lecture. Confirmation par le groupe socialiste du vote émis au mois d'octobre dernier. - **Article 9 (Ratification et modification de l'ordonnance)** (p. 1505) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Bernard Vera (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1507) : le groupe socialiste vote contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2229) : favorable à l'amendement n° 117 de M. David Assouline (loi de programmation quinquennale).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2389, 2390) : tromperie des usagers des transport publics. Division des salariés. Principe d'autonomie des autorités de transport. Stigmatisation de la région Ile-de-France. Désengagement financier de l'Etat. Vétusté des matériels roulants. Part de la grève dans les perturbations. Bilan positif des contrats passés entre le syndicat des transports d'Ile-de-France, STIF, la RATP et la SNCF. Texte inopérant et inapplicable pour le STIF.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 9 (Non-paiement des jours de grève)** (p. 2504, 2505) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève), en contradiction totale avec le sous-amendement s'y rapportant n° 26 de M. Philippe Nogrix (possibilité d'étaler dans le temps la retenue appliquée à la rémunération selon des modalités déterminées par accord d'entreprise).

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2699, 2702) : politique de rupture du Président de la République. Finalité de ce texte. Absence d'une véritable politique économique. Aggravation du déficit budgétaire. Relèvement du taux de TVA. Revenu de solidarité active, RSA, et prime pour l'emploi. - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2740, 2741) : insuffisance du volume global du travail. Coût de cette disposition. Dissimulation des conséquences.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2774) : le groupe socialiste votera contre l'amendement de la commission saisi pour avis n° 8 (précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées pour les salariés couverts par un accord de modulation). (p. 2785) : défavorable à l'amendement n° 245 de M. Joël Bourdin (extension de ce dispositif aux salariés ne relevant ni du code du travail, ni du code rural). (p. 2793, 2794) : favorable à l'amendement n° 103 de Mme Christiane Demontès (suppression de la mesure prenant

en compte les heures supplémentaires dans le calcul de la prime pour l'emploi). (p. 2811) : son amendement n° 105 : rapport sur l'évaluation de l'application de cet article dès le 1er janvier 2008 ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2829) : votera l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéficiaires de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2867, 2868) : bénéficiaires de ce dispositif. Débat au congrès des Etats-Unis. Défavorable à cet article. (p. 2869) : son amendement n° 121 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2890, 2891) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA). - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2896) : son amendement n° 126 : suppression ; rejeté. (p. 2900) : son amendement n° 239 : instauration d'une cotisation minimale au titre de l'ISF ; rejeté. (p. 2904, 2905) : intervient sur son amendement n° 126 précité. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2911, 2912) : le groupe socialiste votera contre les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert (autoliquidation du bouclier fiscal). (p. 2914, 2915) : son amendement n° 240 : rapport sur la réalité et les conditions du retour en France des contribuables redevables de l'ISF ; adopté. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2924, 2925) : singularité de la fiscalité directe française. Souhaite une refonte du système d'imposition. (p. 2933) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP). (p. 2936) : son amendement n° 132 : éligibilité au dispositif de réduction d'ISF des titres participatifs de sociétés coopératives ; devenu sans objet. (p. 2940) : soutient l'amendement n° 252 de M. Thierry Repentin (ouverture de ce dispositif aux fonds de placement solidaires) ; devenu sans objet. (p. 2945) : soutient l'amendement n° 257 de M. Thierry Repentin (abattement d'ISF pour les dons aux associations reconnues d'utilité publique) ; rejeté. (p. 2949, 2950) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 251 (réduction d'ISF pour les dons aux œuvres travaillant à l'insertion ou au logement des personnes défavorisées) ; et n° 249 (réduction d'ISF pour les dons aux régies de quartier travaillant à l'insertion) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2970) : soutient l'amendement n° 133 de M. Michel Charasse (affectation des plus-values des recettes annuelles de l'ISF au financement du RMI) ; rejeté. - **Article 12** (*Demande de rapport sur l'expérimentation du RSA*) (p. 2989) : soutient l'amendement n° 134 de M. Michel Charasse (inscription législative de la compensation financière de l'Etat aux départements en cas de généralisation du dispositif) ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2993) : son amendement n° 101 : modification de l'intitulé de ce texte - **Projet de loi** portant sur diverses mesures à contenu fiscal et social ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2996, 2997) : contournement de la durée légale du temps de travail. Dispositions en faveur des catégories les plus aisées. Traduction dans la loi des engagements de campagne du Président de la République. Juxtaposition de mesures hétéroclites. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2007) (p. 3853) : intervient sur le rappel au règlement de M. Thierry Foucaud. Revendication du groupe socialiste pour la création d'une commission d'enquête dans l'affaire EADS.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier** [n° 443 (2006-2007)] - (11 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3858, 3860) : extension des droits des consommateurs. Contrats d'assurance. Reconnaissance des qualifications professionnelles. Titrisation en matière d'assurance et de réassurance. Mise en garde. Souhaite une régulation publique. - **Article 2** (*Habilitation à transposer la directive "réassurance" et à moderniser le régime des fonds*

*communs de créances*) (p. 3864) : son amendement n° 12 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (*Habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*) (p. 3870) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 3 de la commission (encadrement et allongement du délai d'habilitation donné au Gouvernement).

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés** [n° 40 (2007-2008)] - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4309, 4310) : contrats en déshérence : montant des avoirs ; affectation des sommes non réclamées ; inertie des compagnies d'assurance dans la recherche des bénéficiaires. Amendements de la commission des finances. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4629, 4630) : amendements du groupe socialiste en cohérence avec les principes de justice sociale et d'efficacité économique. (p. 4631, 4635) : soutient les amendements de M. François Marc n° 224 (prise en compte de la valeur réelle des actions dans l'assiette de la contribution patronale) ; et n° 225 (relèvement de 10 % à 28,2 % du taux de la contribution patronale) ; rejetés. (p. 4641) : cohérence des amendements du groupe socialiste sur l'article 9 E. Non-pertinence des arguments de la majorité fondés sur l'attractivité et la fuite des cerveaux et contredits par les statistiques.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007*) (p. 5175) : évolution de l'impôt sur le revenu. Imposition presque exclusivement basée sur le seul revenu du travail. Rejet du principe d'un impôt minimal sur le revenu. (p. 5177) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais professionnels sur les salaires). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5180) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-122 (plafonnement des réductions du revenu imposable) ; et n° I-123 (plafonnement des réductions d'impôt) ; rejetés. (p. 5184) : favorable à l'amendement n° I-126 de M. Jean-Pierre Demerliat (extension aux associations de défense des consommateurs du bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux fondations et associations reconnues d'utilité publique). (p. 5186) : intervient sur l'amendement n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5197) : défavorable à l'amendement n° I-2 de la commission (versement optionnel de la prime pour l'emploi sous forme d'acomptes mensuels à partir de 2009). - **Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5206, 5207) : application du prélèvement libératoire de 18% à tous les revenus. Mesures en faveur des plus gros détenteurs de capitaux. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5215) : intervient sur l'amendement n° I-10 de la commission (suppression au 1er janvier 2008 de l'impôt sur les opérations de bourse). - **Article 6 bis** (*Réduction d'impôt sur les intérêts de l'épargne solidaire*) (p. 5216) : défavorable à l'amendement n° I-12 de la commission.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5244) : appelle ses collègues à faire preuve de raison et à voter la suppression de l'article 7. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5279, 5280) : le

groupe socialiste votera contre l'amendement de la commission n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation), retiré puis repris par M. Paul Girod. - **Article 10 ter** (*Non-déductibilité du bénéfice net de la fraction des indemnités de départ d'un dirigeant supérieure à un million d'euros*) (p. 5296) : le groupe socialiste s'opposera à la suppression de l'article 10 ter. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5316, 5317) : soutient l'amendement n° I-112 de M. Daniel Reiner (instauration d'une taxe additionnelle sur les certificats d'immatriculation des véhicules au profit des autorités organisatrices de transports urbains) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 11** (p. 5395, 5396) : soutient l'amendement n° I-89 de M. Bernard Angels (possibilité de fiscaliser la contribution d'un EPCI adhérent à un syndicat mixte) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5447, 5448). Le groupe socialiste votera cet article. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5468) : sur l'amendement n° I-23 de la commission (substitution de la seule longueur de la voirie routière appartenant aux collectivités territoriales concernées aux critères de répartition du produit des amendes des radars automatiques), soutient le sous-amendement n° I-271 de M. Marc Massion ; devenu sans objet. (p. 5473) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-22 de la commission (minoration de la part du produit des amendes des radars automatiques affectée au compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5485) : intervient sur l'amendement n° I-73 de M. Marc Massion (diminution de moitié de la contribution pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'État sur les impôts locaux). - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5507, 5509). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5531) : le groupe socialiste votera contre la première partie du projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

### Sécurité sanitaire

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 5794, 5795).

### Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6206, 6208). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6224) : favorable à l'amendement n° II-24 de la commission (augmentation des ressources du fonds Barnier).

### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6383) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6388, 6389) : intervient sur l'amendement n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A). - **Article 39** (*Réforme du crédit d'impôt recherche*) (p. 6396, 6397) : parole sur l'article. (p. 6398, 6400) : son amendement n° II-237 : financement de ce dispositif par l'abaissement de la tranche marginale à 20 millions d'euros ; rejeté. Soutient les amendements de M. Marc Massion n° II-239 (conséquence) ; n° II-240 (dispositif réservé aux seules PME) ; et n° II-238 (maintien du régime fiscal actuel de prise en charge des avances remboursables dans le calcul du crédit impôt recherche) ; rejetés. - **Articles additionnels après**

**l'article 40 nonies** (p. 6439) : son amendement n° II-222 : assujettissement des EPCI à taxe professionnelle unique à un prélèvement au bénéfice du Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier - Deuxième lecture [n° 97 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6560, 6561) : le groupe socialiste s'oppose au projet de loi.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6617, 6618) : ses amendements n° 81 et 82 : procédure de recours collectif ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6701) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 198 du Gouvernement (affectation au fonds de réserve pour les retraites du produit des redevances dues pour l'exploitation d'un réseau mobile de troisième génération). - **Article 10** (*art. L. 312-I-1 du code monétaire et financier - Création du relevé annuel des frais bancaires*) (p. 6709, 6711) : ses amendements n° 101 : contenu du récapitulatif annuel des frais bancaires et transmission au conseil de la concurrence d'un récapitulatif des frais perçus par produit et par service ; n° 99 : modalités de transfert de compte ; et n° 100 : interdiction de la pratique des dates de valeurs ; rejetés. - **Article 10 bis** (*art. L. 312-8 du code de la consommation - Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable*) (p. 6714, 6715) : son amendement n° 98 : modalités de plafonnement des taux variables ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6756, 6758) : échec du "choc de confiance" attendu de la loi TEPA. Réduction artificielle du déficit. Crédibilité de la présidence française de l'Union européenne. Affectation du surplus de recettes fiscales. Incohérence de certaines annulations de crédits. Amendement du groupe socialiste sur l'éco-pastille automobile. Ses perspectives pour 2008. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi de finances rectificative, qui s'inscrit dans la continuité des textes financiers présentés depuis 2002. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6765, 6766) : soutient l'amendement n° 126 de M. Bertrand Auban (extension du taux réduit de TVA aux opérations de déneigement) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6785, 6786) : soutient l'amendement n° 77 de M. Thierry Repentin (suppression du doublement de la cotisation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs au Fonds national d'aide au logement) ; rejeté. - **Article 14** (*Aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration*) (p. 6787, 6788) : soutient l'amendement n° 131 de M. Simon Sutour (possibilité pour les coopératives agricoles et viticoles, de payer la TVA au moment de l'encaissement des acomptes correspondant à la livraison des biens) ; rejeté. - **Article 18 bis** (*Extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable*) (p. 6813) : maintient l'amendement n° 112 de M. Thierry Repentin (renforcement de l'avantage fiscal du dispositif "Borloo" au profit des bailleurs privés qui loueront leur bien à des ménages prioritaires au sens de la loi DALO). - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 6814) : soutient l'amendement n° 79 de M. Thierry Repentin (relèvement du taux de la taxe de publicité foncière sur les mutations portant sur une surface utile ou habitable supérieure à 700 mètres carrés) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6839, 6840) : son amendement n° 90 : possibilité pour les redevables de l'ISF de bénéficier d'une réduction d'impôt pour investissement en titres participatifs dans des PME coopératives ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6899) : favorable à l'amendement n° 95 de Mme Patricia Schillinger (application du taux réduit de 5,5 % de TVA à l'ensemble des prestations

funéraires). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6910) : soutient l'amendement de Mme Patricia Schillinger n° 130 (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR") ; rejeté. - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité*) (p. 6924, 6925) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 195 de la commission (exonération de TICGN pour les livraisons de gaz aux autorités régionales et locales et les organismes de droit public pendant un an) compte tenu de la réponse apportée par le rapporteur à ses interrogations. - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6928) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 65 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 6931, 6933) : ses amendements n° 71 : harmonisation des taux de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion avec ceux du malus applicable aux véhicules neufs les plus polluants dans le cadre du dispositif de l'écopastille verte ; n° 72 : affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion à l'AFITF ; n° 73 : affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres ; rejetés. - **Article 25 bis** (*Création d'un fonds social pour le chauffage des ménages abondé par une taxe exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix des sociétés pétrolières*) (p. 6936, 6937) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (possibilité d'imputer la taxe sur les deux exercices suivant celui de la reprise de la provision pour hausse des prix, si cette imputation

n'a pas pu être effectuée en totalité l'année de la réintégration). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 6949, 6950) : son amendement n° 154 : réintroduction d'un article adopté par le Sénat dans le projet de loi de finances pour 2008 relatif au prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique en cas de transfert d'établissements dans leur périmètre ; adopté après modification par le sous-amendement n° 171 de M. Georges Mouly (modification du champ d'application du dispositif d'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle d'un établissement). - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 6966, 6967) : soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Charasse (création d'une commission consultative d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales au sein du comité des finances locales) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6986) : collectif en deça de la "session de rattrapage" annoncée par le ministre.

- **Projet de loi de finances pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 139 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (18 décembre 2007) : son intervention (p. 6991).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7088, 7089). Le groupe socialiste votera contre ce texte.

**BRISEPIERRE (Paulette)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série A))*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 201 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres et le Maroc [n° 228 (2006-2007)] (13 février 2007) - **Traités et conventions - Transports**.

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 265 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces [n° 376 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Aide publique au développement [n° 94 tome 4 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des États étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 5596, 5597). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission.

de **BROISSIA (Louis)**  
*sénateur (Côte-d'Or)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 13 décembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 9 octobre 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur [n° 227 (2006-2007)] (13 février 2007) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Presse quotidienne d'information : chronique d'une mort annoncée ? [n° 13 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Culture.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public [n° 92 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Culture.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1791) : désaccord avec M. Jean-Pierre Sueur sur la confusion des pouvoirs.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Commission mixte paritaire [n° 227 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1791, 1793) : achèvement de l'œuvre entamée avec l'article 127 de la loi du 9 juillet 2004 prévoyant l'extinction de la diffusion analogique des services télévisés. Projet de loi équilibré conciliant des points de vue divergents. Opportunité du recours à la procédure d'urgence. Recommande l'adoption du projet de loi. - **Art. 7 bis** (p. 1812) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Art. 16 sexies** : Position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1813) : loi de démocratie audiovisuelle.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3307, 3309) : occasion pour la France de conforter son effort de démocratisation universelle de la culture. Sécurisation juridique des œuvres prêtées. Souhaite un contrôle parlementaire sur la mise en œuvre du projet. Contreparties financières justifiées. Reconnaissance du génie français des musées. Enjeu diplomatique de la diffusion de la culture française à l'étranger. Implantation pertinente de la marque "Louvre" dans la région du Golfe. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (30 octobre 2007) (p. 4196) : dénonciation d'une mise en cause du Parlement.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5311) : à titre personnel, votera l'amendement n° I-150 de M. Jean-Pierre Demerliat (application du taux réduit de TVA de 2,10 % à la commercialisation de fruits et légumes). (p. 5317) : intervient sur l'amendement n° I-112 de M. Daniel Reiner (instauration d'une taxe additionnelle sur les certificats d'immatriculation des véhicules au profit des autorités organisatrices de transports urbains). - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5327) : son amendement n° I-116 : extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer ; réservé avec l'article 11 quater. (p. 5329) : refuse de retirer son amendement précité n° I-116. (p. 5332) : favorable à la suspension du débat sur l'enjeu financier du déneigement et à la reprise de la discussion le lendemain lors du débat sur les recettes des collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article 21** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 5349) : votera l'amendement n° I-272 du Gouvernement (coordination). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5358, 5359) : soutient l'amendement n° I-226 de M. Pierre Hérisson (affectation et modalités de versement des licences UMTS) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5364, 5365) : son amendement, déposé au nom de la commission des affaires culturelles, n° I-240 : relèvement de la redevance audiovisuelle ; rejeté. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5380, 5381).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 14** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 5459) : intervient sur l'amendement n° I-274 du Gouvernement (relèvement de l'évaluation initiale et instauration d'un mode de financement complémentaire). - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5467) : sur l'amendement n° I-23 de la commission (substitution de la seule longueur de la voirie routière appartenant aux collectivités territoriales concernées aux critères de répartition du produit des amendes des radars automatiques), son sous-amendement n° I-264 ; adopté. (p. 5469) : ses amendements n° I-113 : indexation de la part du montant total du produit des amendes des radars automatiques revenant aux conseils généraux ; et n° I-114 : indexation du montant affecté aux départements en fonction de l'évolution moyenne de la formation brute de capital fixe des administrations publiques ; devenus sans objet.

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 5639, 5641). Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de la mission "Médias". - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5653, 5655) : son amendement n° II-54 : réévaluation annuelle du montant de la redevance ; rejeté.

**BUFFET (François-Noël)**  
sénateur (Rhône)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents le 30 octobre 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 246 (2005-2006)] sur la proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (E 2948), [n° 238 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Police et sécurité - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 461 (2006-2007)] relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 470 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 30 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 96 tome 8 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 3489, 3492) : structuration de la politique migratoire depuis 2003. Création d'un ministère des flux migratoires. Transfert de la tutelle de l'OFPPA. Apports de l'Assemblée nationale. Livret épargne codéveloppement et nouvel outil statistique de lutte contre les discriminations. Texte axé sur la maîtrise de l'immigration familiale. Approbation des mesures relatives au regroupement familial. Considère néanmoins l'obligation de passer un test de langue et de suivre une formation comme étant inadaptée aux conjoints de Français. Durcissement des conditions de ressources exigées après les lois de 2003 et de 2006 et malgré la décade du nombre de bénéficiaires du regroupement familial en 2006. Amendement de la commission réaffirmant le principe du SMIC. Introduction à l'Assemblée nationale de la possibilité de recourir à des tests ADN pour prouver la filiation en raison des carences de l'état civil. Vote négatif de la commission après de nombreuses interrogations sur la compatibilité du dispositif avec les principes du droit français. Amendement de M. Jean-Jacques Hyest recadrant le dispositif du test ADN dans la logique du droit positif et proposition de M. Pierre Fauchon d'établir la filiation par la possession d'état. La commission s'en remettra à l'avis de la Haute Assemblée en raison de l'absence de consensus sur les propositions de MM. Jean-Jacques Hyest et Pierre Fauchon. Nécessité de consolider la commission des recours des réfugiés, CRR, et de lui accorder l'autonomie budgétaire dès 2008. Proposera de maintenir le délai de un mois pour le recours devant la CRR, future "cour nationale du droit d'asile" et une réflexion sur son champ de compétence. Sous réserve de l'adoption de ses 27 amendements, avis favorable de la commission des lois à l'adoption du projet de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3522, 3523) : position de la commission sur la motion n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3526) : position de la commission sur la motion n° 31 de M. Louis Mermaz tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3529) : position de la commission sur la motion n° 32 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3530) : position de la commission sur l'accepte l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi (régularisation des sans-papiers présents sur le territoire français justifiant d'attaches familiales en France, ou détenant une promesse d'embauche ou étant inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire). - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 19** (p. 3531) : position de la commission sur les amendements n° 78 de Mme Éliane Assassi (attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers résidant en France depuis cinq ans) et n° 175 de Mme Bariza Khiari (attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, aux étrangers non-ressortissants de l'Union européenne). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3532) : position de la commission sur l'amendement n° 126 de Mme Michèle André (suppression des dispositions de la loi du 24 juillet 2006 durcissant les conditions du regroupement familial en matière de logement et imposant le respect des principes fondamentaux de la République).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3550, 3552) : son amendement n° 1 : suppression de la commission créée par l'Assemblée nationale chargée de mettre au point le test de connaissance des valeurs de la République et précision selon laquelle l'évaluation et la formation linguistique et civique sont mises en œuvre dès le dépôt de la demande de regroupement familial en préfecture, et les résultats de l'évaluation, communiqués immédiatement à l'issue de la formation, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 75 de Mme Alima Boumediene-Thiery (intégration dans le décret en Conseil d'Etat de la détermination du contenu de l'évaluation). Position de la commission sur les amendements n° 79, n° 80, n° 81 et n° 82 de Mme Éliane Assassi, n° 125 et n° 127 de Mme Michèle André, n° 48, n° 47 et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery, ainsi que sur son sous-amendement n° 75, déposé sur l'amendement précité n° 1 de la commission. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3567) : son amendement n° 9 : suppression des dispositions de l'article imposant aux conjoints étrangers de Français souhaitant rejoindre leur conjoint en France, de passer un test et de suivre une formation linguistique et civique dans leur pays d'origine ; devenu sans objet. (p. 3570) : position de la commission sur les amendements n° 92 et n° 93 de Mme Éliane Assassi, n° 191 de M. Robert del Picchia, n° 134, n° 135, n° 136 et n° 137 de Mme Michèle André, n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 180 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** (p. 3577) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de Mme Éliane Assassi (dispense, pour tous les conjoints de Français, de l'obligation de retourner dans leur pays d'origine pour demander un visa de long séjour). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3590) : son amendement n° 11 : suppression ; devenu sans objet. (p. 3595) : position de la commission sur les sous-amendements n° 205 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 206 de M. Henri de Richemont, n° 207 de M. Pierre Fauchon et n° 204 du Gouvernement déposés sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst sur lequel elle n'a pas émis d'avis, les votes ayant été partagés lors de la réunion de la commission.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3616) : son amendement n° 2 : modulation jusqu'à 1,2 SMIC pour les seules familles de six personnes ou plus ; adopté après modification par les sous-amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 68 (inopposabilité des conditions de ressources aux personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées) et n° 76 (inopposabilité des conditions de ressources aux personnes bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, AAH). (p. 3618, 3619) : position de la commission sur les amendements n° 83 et n° 84 de Mme Éliane Assassi, n° 128 et n° 129 de Mme Michèle André, sur les sous-amendements n° 50, n° 68 et n° 76 de Mme Alima Boumediene-Thiery déposés sur son amendement n° 2 précité ainsi que sur les amendements n° 34 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° 33 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3622) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery (rédaction). - **Article 2 bis** (art. L. 313-11-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 3623) : son amendement n° 3 : modulation jusqu'à 1,2 SMIC pour les seules familles de six personnes ou plus ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 85 de Mme Éliane Assassi et n° 130 de

Mme Michèle André. - **Article 2 ter** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) : position de la commission sur l'amendement n° 131 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3624, 3625) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 86 de Mme Éliane Assassi déposés sur son amendement n° 4 précité. - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3628) : ses amendements n° 5 : précision selon laquelle les parents concluent "conjointement" le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille avec l'Etat ; n° 6 : ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents ; n° 7 : rétablissement du texte initial prévoyant la saisine du Conseil général par le préfet afin de mettre en œuvre un contrat de responsabilité parentale en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille ; adoptés. (p. 3630, 3633) : position de la commission sur les amendements n° 87, n° 88 et n° 89 de Mme Éliane Assassi, n° 132 de Mme Michèle André, n° 51 de Mme Alima Boumediene-Thiery ainsi que sur ses sous-amendements n° 69 et n° 71 déposés respectivement sur les amendements n° 6 et n° 7 précités de la commission. - **Article 3 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3634) : son amendement n° 8 : rédaction ; adopté. - **Article 3 ter** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3635) : position de la commission sur les amendements n° 90 de Mme Éliane Assassi et n° 133 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 3635) : position de la commission sur l'amendement n° 198 de M. Adrien Gouteyron (dispense du salarié en mission et du titulaire de la carte "compétences et talents" ainsi que leurs conjoints du contrat d'accueil et d'intégration). - **Article 4 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3637) : son amendement n° 10 : précision selon laquelle seuls les bénéficiaires du regroupement familial qui ont été dispensés de suivre une formation linguistique dans le pays où ils sollicitent le visa, sont réputés ne pas avoir besoin de suivre cette même formation dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration en France ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 95 de Mme Éliane Assassi et n° 138 de Mme Michèle André. - **Article 5** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation de l'insertion dans la société française des étrangers ayant droit à un titre de séjour en raison de leurs liens personnels et familiaux en France) (p. 3638) : position de la commission sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi et n° 139 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3639) : position de la commission sur l'amendement n° 181 de M. Yves Détraigne (aide de l'Etat, par voie de convention de partenariat, à la mise en place et au développement de services d'état civil dans les pays dans lesquels ces services sont inexistantes ou font défaut) et sur le sous-amendement n° 213 du Gouvernement (précision) s'y rapportant. - **Article 5 ter** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3640) : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 141 de Mme Michèle André et sur le sous-amendement n° 72 de Mme Alima Boumediene-Thiery sur son amendement n° 12 précité. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 3692) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. - **Article 5 quinquies** (art. L. 314-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une carte de résident permanent à durée indéterminée) (p. 3693) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 53, n° 54 et n° 55, et sur ce dernier, sur

le sous-amendement n° 214 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 3694, 3695) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 197 (précision) et n° 202 (suppression des magistrats administratifs de la composition de la commission départementale du titre de séjour), de M. Robert Del Picchia n° 200 (possibilité d'accéder au statut de résident longue durée de la Communauté européenne pour le titulaire d'une carte de séjour temporaire délivrée à titre humanitaire ou exceptionnel ou d'une carte de résident accordée si les conditions d'acquisition de la nationalité française sont satisfaites) et n° 201 (aménagement de la durée de validité du titre de séjour de l'étranger membre de famille d'un ressortissant européen, s'il est âgé de plus de 18 ans ou d'au moins 16 ans lorsqu'il veut exercer une activité professionnelle), et n° 192 de Mme Marie-Thérèse Hermange (élargissement de la définition du délit de traite des êtres humains en prévoyant que l'auteur de la traite peut avoir pour objectif de mettre les victimes à sa propre disposition et non nécessairement à celle d'un tiers). - **Article 6 A** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile*) (p. 3696) : son amendement n° 14 : précision selon laquelle la décision de refus d'entrer sur le territoire devra mentionner les voies et délais du recours suspensif ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 100 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de Mme Michèle André. - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile*) (p. 3699, 3703) : ses amendements n° 15 : allongement de 24 heures à 48 heures du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrer sur le territoire français au titre de l'asile ; et n° 16 : précision des procédures d'appel et de recours devant la Cour administrative d'appel ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 101 et n° 102 de Mme Éliane Assassi, n° 144, n° 145, n° 146, n° 147 et n° 148 de Mme Michèle André, n° 56, n° 57, n° 59, n° 60, n° 61, n° 62 et n° 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery, ainsi que sur les sous-amendements n° 173 de Mme Michèle André et n° 103 de Mme Éliane Assassi se rapportant à l'amendement précité n° 16 de la commission. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3705) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'un recours suspensif pour tous les cas de refus d'asile à la frontière autres que celui qui est prévu par le dispositif gouvernemental). - **Article 6 bis** (art. L. 221-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative*) (p. 3706) : position de la commission sur les amendements n° 104 de Mme Éliane Assassi et n° 194 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 7** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande tardive de référé à l'encontre d'un refus d'entrée en France au titre de l'asile*) (p. 3707) : ses amendements n° 17 : allongement de quatre à six jours de la durée de prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de dépôt tardif d'une demande d'asile ; et n° 18 : précision selon laquelle le juge des libertés et de la détention peut mettre un terme à la prorogation d'office du maintien en zone d'attente ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 105 de Mme Éliane Assassi et n° 149 de Mme Michèle André. - **Article 8** (art. L. 522-4 [nouveau] du code de justice administrative - *Codification dans le code de justice administrative des dispositions procédurales spécifiques aux demandes de référé liberté à l'encontre d'un refus d'asile à la frontière*) (p. 3708) : son amendement n° 19 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 106 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Michèle André. - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile*) (p. 3711) : position de la commission sur les amendements n° 107 de Mme Éliane Assassi, n° 151, n° 152, n° 153 et n° 154 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3712) : position de la commission sur les amendements n° 108 de Mme Éliane Assassi (caractère

suspensif du recours formé devant la commission des recours des réfugiés) et n° 155 de Mme Michèle André (placement de la commission des recours des réfugiés sous l'autorité du Conseil d'Etat). - **Article 9 bis** (art. L. 531-2, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-1, L. 733-1, L. 742-1, L. 742-3, L. 742-4 et L. 751-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 16 et 23 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - *Rebaptiser la commission des recours des réfugiés "Cour nationale du droit d'asile"*) (p. 3713) : position de la commission sur l'amendement n° 156 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3714) : position de la commission sur l'amendement n° 109 de Mme Éliane Assassi (nouvelle composition des sections de la commission des recours des réfugiés). - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés*) (p. 3714, 3715) : son amendement n° 20 : rétablissement à un mois du délai de recours devant la commission des recours des réfugiés ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3716) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 208 (renforcement du dispositif d'accompagnement pour les réfugiés) et n° 212 (transposition de la directive 2005/85/CE du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres) et n° 112 de Mme Éliane Assassi (instauration d'une audition systématique du demandeur dans la procédure de demande d'asile). - **Article 10** (art. L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Refus de séjour opposé à un étranger dès notification du rejet définitif de sa demande d'asile*) (p. 3717) : position de la commission sur l'amendement n° 113 de Mme Éliane Assassi. - **Article 10 bis** (art. L. 121-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Obligation d'enregistrement des ressortissants communautaires*) (p. 3718) : position de la commission sur l'amendement n° 159 de Mme Michèle André. - **Article 10 ter** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention*) (p. 3719) : position de la commission sur les amendements n° 160 de Mme Michèle André et n° 114 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3719, 3722) : position de la commission sur les amendements de Mme Michèle André n° 161 (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention), n° 162 (interdiction de prendre une mesure de rapatriement contre le gré d'un mineur, en cas de refus d'entrée sur le territoire, avant l'expiration d'un délai d'un jour franc) et n° 163 (interdiction d'expulser les mineurs ou les jeunes majeurs inscrits dans un établissement scolaire), et n° 115 de Mme Éliane Assassi (mise en œuvre du processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2007). - **Article 11** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Contenu du rapport du Gouvernement au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration*) (p. 3723) : position de la commission sur les amendements n° 64 et n° 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3724) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Bariza Khiari n° 164, n° 165 et n° 166 (éligibilité et droit de vote des étrangers aux chambres de métiers et aux chambres de commerce et d'industrie). - **Article 12** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Suppression de l'opposabilité de l'emploi aux salariés en mission*) (p. 3725) : son amendement n° 21 : possibilité d'ajuster la validité de la carte "salarié en mission" en fonction de la durée de la mission en France ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3726) : position de la commission sur l'amendement de M. Aymeri de Montesquiou n° 39 (précision) repris par le Gouvernement ainsi que sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Hyst (possibilité pour les représentants légaux des mineurs de 13 à 16 ans empêchés d'exprimer leur volonté par une altération de leurs facultés mentales ou corporelles, de souscrire une déclaration de nationalité en leur nom). - **Article 12 bis** (art. L. 222-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone*

*d'attente*) (p. 3727, 3728) : problématique du prolongement du maintien de l'étranger à disposition de la justice lorsque l'appel avec demande de recours suspensif émane de l'autorité administrative. Son amendement n° 22 : suppression ; adopté. - **Article 12 quater** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3729) : position de la commission sur les amendements n° 117 de Mme Éliane Assassi, n° 169 de Mme Michèle André et n° 193 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 12 quinquies** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) (p. 3730) : position de la commission sur les amendements n° 118 de Mme Éliane Assassi et n° 170 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 12 sexies** (p. 3731) : ses amendements n° 23 : limitation aux seuls titulaires d'une carte de séjour temporaire "salié" du bénéfice du renouvellement de la carte en cas de licenciement dans les trois mois précédant ce renouvellement ; et n° 24 : abrogation de l'article L.322.3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 195 de M. Robert del Picchia (conséquence). - **Article 13** (art. L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions du recours à la visio-conférence devant le juge des libertés et de la détention) (p. 3732) : son amendement n° 25 : application des dispositions de l'article 13 à la prolongation du maintien en zone d'attente ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 171 de Mme Michèle André et n° 66 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 3733) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 189 (mise en œuvre d'un dispositif permettant la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention, de faire échec aux tentatives des étrangers d'organiser leur indisponibilité et leur offrant la possibilité de bénéficier d'un avocat commis d'office) et n° 190 (mise en œuvre d'un dispositif tendant à éviter que l'indisponibilité, pour quelque cause que ce soit, de l'étranger maintenu en zone d'attente interdise la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention). - **Article 14** (art. L. 313-14, L. 315-3, L. 624-4 et L. 625-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Substitution du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement au ministre de l'intérieur) (p. 3734) : position de la commission sur l'amendement n° 172 de Mme Michèle André. - **Article 14 ter** (art. L. 111-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition des observatoires de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : sa position sur l'amendement n° 215 du Gouvernement non examiné par la commission. - **Article additionnel avant l'article 14 quater** (p. 3735) : position de la commission sur l'amendement n° 119 de Mme Éliane Assassi (rapport annuel au Parlement relatif au codéveloppement et à l'aide publique en faveur des pays en développement). - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 3737) : position de la commission sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (création d'un livre dédié au codéveloppement dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers en France). - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3738) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Éliane Assassi n° 120 et n° 121 (octroi du bénéfice de l'assignation à résidence contre un arrêté d'expulsion pour tous les étrangers protégés). - **Article 15** (art. L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Effet non suspensif du recours contre une obligation de quitter le territoire français en Guyane et dans la commune de Saint-Martin) (p. 3739) : position de la commission sur les amendements n° 173 de Mme Michèle André et n° 196 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 17** (Adaptation par ordonnance des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 3740) : position de la commission sur l'amendement n° 174 de Mme Michèle André. - **Article**

**additionnel après l'article 17** : position de la commission sur l'amendement n° 209 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à codifier au sein d'un code de l'entrée et du séjour des étrangers dans les collectivités d'outre-mer, les textes spécifiques adaptant le droit commun aux particularités de chaque collectivité). - **Article additionnel après l'article 18** : position de la commission sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (extension de l'habilitation du Gouvernement, déjà ouverte par la loi du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, à prendre par ordonnance les mesures nécessaires pour adapter le droit civil et le droit de l'action sociale et des familles aux contraintes particulières de Saint-Martin). - **Article 19** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 3741) : position de la commission sur l'amendement n° 122 de Mme Éliane Assassi. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3744, 3745) : ses amendements n° 26 : précision selon laquelle l'identification directe ou indirecte des personnes concernées par un échantillonnage n'est pas possible ; et n° 27 : élargissement à d'autres organismes publics que l'INSEE de la possibilité de mener des études sur la mesure de la diversité avec l'autorisation de la CNIL ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 123 de Mme Éliane Assassi, n° 176 et n° 177 de Mme Bariza Khiari ainsi que sur le sous-amendement n° 74 de Mme Alima Boumediene-Thiery sur son amendement n° 26 précité. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3751) : position de la commission sur les amendements n° 124 de Mme Éliane Assassi, n° 178 de Mme Michèle André et n° 30 de M. Bernard Seillier. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3753) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Catherine Procaccia (instauration d'un droit à congé non rémunéré au profit des personnes acquérant la nationalité française pour pouvoir assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française). Sa position sur l'amendement n° 217 du Gouvernement (mise en œuvre dans les collectivités d'outre-mer d'un certain nombre de dispositions introduites dans le présent projet de loi par voie d'amendements) qui n'a pas été examiné par la commission.

- *Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]* - (23 octobre 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4033, 4035) : aboutissement des travaux de la commission mixte paritaire à des solutions équilibrées sur les quelques points de désaccord. Adoption de l'article 5 bis relatif aux tests ADN dans la rédaction issue des travaux du Sénat. Salue l'apport essentiel de M. Pierre Fauchon. Suppression de l'article 21 relatif au droit à l'hébergement d'urgence des étrangers en situation irrégulière. Empreinte incontestable du Sénat : renforcement de l'effectivité des droits ; relance du rôle des commissions départementales du titre de séjour ; simplification des procédures. Demande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 5872, 5873). Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission.

**BUSSEREAU (Dominique)**  
*ministre de l'agriculture et de la pêche*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*  
*secrétaire d'Etat chargé des transports*  
*(à partir du 18 mai 2007)*

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer. [n° 179 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Agriculture et pêche.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1548 du 7 décembre 2006 relative à l'identification, au contrôle sanitaire des activités de reproduction, ainsi qu'à l'amélioration génétique des animaux d'élevage [n° 271 (2006-2007)] (1er mars 2007) - **Agriculture et pêche.**

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2006-1647 du 21 décembre 2006 relative à l'amélioration de la protection sociale des personnes exploitant des terres d'une superficie inférieure à la moitié de la surface minimum d'installation [n° 276 (2006-2007)] (14 mars 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires** [n° 415 (2006-2007)] - (18 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3182, 3185) : compétitivité de nos armements. Création du registre international français. Enseignement maritime. Contentieux devant la Cour de justice des Communautés européennes. Ouverture des fonctions de capitaine et de suppléant à tout ressortissant communautaire. - **Intitulé du Chapitre Ier** (*Dispositions relatives au critère de nationalité des équipages de navires*) (p. 3194) : avis de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Gérard Le Cam. - **Article 1er** (*art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à*

*l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français*) (p. 3196, 3198) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission ainsi que sur les amendements n° 14 de M. Gérard Le Cam et n° 10 de M. Henri de Richemont. - **Article 2** (*art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français*) (p. 3199, 3204) : crise de vocation des officiers. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8, ainsi que sur les amendements n° 15 de M. Gérard Le Cam et n° 12 de M. Henri de Richemont. - **Article 3** (*art. 221 du code des douanes - Abrogation de l'article 221 du code des douanes réservant aux Français les fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance*) (p. 3204) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Gérard Le Cam. - **Article 4** (*art. 28 à 30 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande - Encadrement des prérogatives du capitaine en matière pénale et de sécurité des navires*) (p. 3205) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3206) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3209) : ports gérés par les collectivités et ports autonomes. Pavillons européens. Sécurité maritime.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) : sa réponse (p. 4193, 4196).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6209, 6215).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : sa réponse (p. 6531, 6535).

**CAFFET (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Paris)*  
 SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p.730) : soutient l'amendement n° 163 de M. Thierry Repentin (fixation à trois mois du délai de saisine du tribunal administratif) ; rejeté. (p. 740) : sur l'amendement n° 22 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 161 ; rejeté. (p. 744) : soutient l'amendement n° 167 de M. Thierry Repentin (appel des décisions du juge administratif) ; adopté. (p. 746, 749) : soutient l'amendement n° 170 de M. Thierry

Repentin (fixation d'une somme minimale pour l'astreinte et versement de celle-ci au demandeur) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 762, 763) : soutient l'amendement n° 136 de M. Thierry Repentin (modification des objectifs de construction de logements fixés dans le plan de cohésion sociale) ; devenu sans objet ; et sur l'amendement portant sur le même objet n° 30 de la commission, soutient le sous-amendement n° 162 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 773) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Thierry Repentin n° 200 et 201 (renforcement des conditions d'application du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 799) : votera l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 805) : soutient l'amendement n° 204 de M. Thierry Repentin (limite à un tiers des logements financés avec un prêt locatif social dans les nouveaux programmes de construction des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 815, 816) : son amendement n° 141 : libre usage du droit de préemption pour les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de la loi SRU et souhaitant réaliser des logements sociaux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 843) : soutient l'amendement n° 222 de M. Thierry Repentin (bilan de la mise en œuvre du numéro unique départemental de demande de logement social) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Ville et logement

- (7 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6334, 6336) : soutient l'amendement n° II-189 de M. Thierry Repentin (suppression du délai de carence précédent le versement des allocations au logement) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 60** (p. 6347, 6348) : soutient l'amendement n° II-187 de M. Thierry Repentin (exonération de taxe destinée au fonds national d'aide au logement pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics) ; rejeté. - **Article 60 (Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL)** (p. 6349) : soutient l'amendement n° II-190 de M. Thierry Repentin (suppression du doublement de la cotisation pesant sur la masse salariale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics visant à financer le fonds national d'aide au logement) ; adopté.

**CAMBON (Christian)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance le 11 juillet 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (10 janvier 2007) - **Article 12 bis C (art. L. 321-1-1 nouveau du code de la route - Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule**

*non réceptionné*) (p. 105) : son amendement n° 200 : extension aux policiers municipaux de la possibilité de prescrire l'immobilisation de véhicules ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [n° 108 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 372) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 682, 684) : insatisfaction et inquiétude des Français. Remerciements aux rapporteurs. Historique du droit au logement. Construction de logements sociaux. Pratique des squatteurs. Rôle des maires. Maintien des locataires dans les logements sociaux. Texte historique.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 926) : affaire d'Outreau. Responsabilité des magistrats. Obligation de mobilité. Commission de transparence de la justice. Formation des magistrats. Devoir de réserve et incompatibilités. Pôles de l'instruction. Détention provisoire. Enregistrement audiovisuel des gardes à vue. Rapport de M. Jean-Patrick Courtois. Exemple des pays anglo-saxons. Visioconférence. Limitation du principe : "le criminel tient le civil en l'état". Rôle du prochain Président de la République quant à la réforme de la justice pénale en France.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007).**

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 8 (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé)** (p. 1628) : sur l'amendement n° 61 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 313 de M. Louis de Broissia ; adopté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2391, 2393) : prise en considération des usagers. Obligation de dialogue social. Avancées du texte. Interrogation en cas de refus des collectivités locales d'appliquer le dispositif prévu par le projet de loi. Information des usagers. Vétusté et insuffisance des modes de transport en Ile-de-France. Dysfonctionnements de la ligne D du RER. Grève du personnel au sol de l'aéroport d'Orly. Extension du projet de loi au trafic aérien.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 1er (Champ d'application de la loi)** (p. 2430) : soutient l'amendement n° 16 de M. Hugues Portelli (rappel des principes constitutionnels dont la mise en œuvre est permise par le service public des transports terrestres) ; adopté. - **Article 2 (Accord de prévention des conflits)** (p. 2434, 2437) : soutient l'amendement n° 17 de M. Hugues Portelli (fixation par un décret en Conseil d'Etat des mesures transitoires d'organisation et de déroulement de la négociation préalable pour une entrée en vigueur dès la promulgation de la présente loi) ; retiré. (p. 2438) : soutient l'amendement n° 18 de M. Hugues Portelli (transmission, pour avis conforme au représentant de l'Etat, de l'accord cadre prévu à l'article) ; retiré. - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2458, 2459) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), soutient le sous-amendement n° 22 de M. Hugues Portelli (rédaction) ; adopté. Soutient l'amendement n° 19 de M. Hugues Portelli (organisation par l'entreprise de transport d'une astreinte de service public aux heures de pointe sur les dessertes prioritaires) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2585) : rapport annuel de performances. Résultats incontestables. Interrogation sur le calendrier budgétaire des restructurations de commissariat. Présence de personnels jeunes dans les zones difficiles.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2996) : rappel de l'objectif central de ce texte. Richesse et constructivité des débats. Hommage au travail des commissions. Esprit d'ouverture du Gouvernement. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3235, 3237) : expansion de la contrefaçon. Danger pour les consommateurs. Produits pharmaceutiques. Impact économique. Etat actuel du droit. Directive du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle. Amendements de la commission. Propose l'instauration d'un groupe d'étude. Action communautaire et internationale. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3271, 3272) : ses amendements n° 51 : échanges d'informations confidentielles entre les acteurs chargés de la lutte contre la contrefaçon ; et n° 52 : extension de la procédure de consignation sans autorisation judiciaire aux marchandises présentées sous une marque susceptible d'être contrefaisante ; adoptés.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4158) : son amendement n° 34 : harmonisation ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Article 7 (Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 5241, 5242) : soutient l'amendement n° I-227 de M. Éric Doligé (possibilité, en cas de construction ou d'acquisition en état de futur achèvement, de décaler le bénéfice du crédit d'impôt jusqu'à la date de l'achèvement ou de la livraison du logement, date de déblocage intégral des fonds) ; adopté après rectification suggérée par le Gouvernement.

*Deuxième partie :*

**Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5874, 5876). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6093, 6095). Le groupe UMP assure la ministre de sa confiance pour la mise en œuvre de son projet de budget courageux et ambitieux.

**CAMPION (Claire-Lise)**  
*sénateur (Essonne)*  
*SOC*

### NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Discussion générale** (p.1357, 1359) : remise en cause de mesures introduites par l'Assemblée nationale : requalification du défaut de vaccination en délit et modulation du congé de maternité. Contradictions avec la loi sur l'égalité des chances et la loi sur la prévention de la délinquance. Compensation financière des compétences transférées au département. Financement par la branche famille de la sécurité sociale. Recrutement de professionnels. Défenseur des enfants. Nécessité d'aller au-delà de cette première étape. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile) (p. 1364) : pénurie de médecins scolaires ; impossibilité de la compenser par des médecins libéraux. (p.1365) : son amendement n° 11 : restriction des mesures de protection administrative aux jeunes majeurs ayant déjà fait l'objet d'un suivi ; rejeté. (p. 1368) : son amendement n° 12 : caractère facultatif de l'entretien prénatal précoce ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant) (p. 1371) : son amendement n° 60 : restriction du dispositif de protection de l'enfance aux jeunes majeurs ayant déjà fait l'objet d'un suivi ; rejeté. - **Article 3 bis** (p. 1373, 1374) : favorable à l'article. - **Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - Modalités de la saisine du Défenseur des enfants) : son amendement n° 13 : obligation de consultation du Défenseur des enfants pour tout projet de loi comportant une incidence sur les droits de l'enfant ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4 bis** (p. 1376) : son amendement n° 14 : limitation au seul mineur de l'accès aux origines personnelles ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1391) : son amendement n° 17 : suppression du dispositif de suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire ; rejeté. - **Article additionnel après**

**l'article 16** (p. 1396) : son amendement n° 18 : dispositif de compensation aux départements des charges financières induites par l'adoption du projet de loi ; rejeté. - **Article 17** (Création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi) (p. 1397) : question du financement de la protection de l'enfance par la branche famille de la sécurité sociale. Son amendement n° 19 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 1399, 1400) : son amendement n° 20 : recherche par les services de l'Etat d'éventuelles reconnaissances anténatales pour les enfants nés sous X ; retiré. Son amendement n° 21 : création d'une délégation parlementaire aux droits de l'enfant dans chacune des assemblées ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 112-26 du code du travail et L. 331-4-1 du code de la sécurité sociale - Possibilité de reporter après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité) (p. 1401) : son amendement n° 22 : suppression ; rejeté. - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales) (p. 1406, 1408) : son amendement n° 23 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1410, 1411) : consensus autour de la répartition des compétences entre justice des mineurs et administrations, ainsi que sur la politique de prévention. Persistance de désaccords, notamment sur le financement ou le congé de maternité. Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2007) - **Article 45** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-9, L. 313-4, L. 313-12 et L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, art. 5 et 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales - Financement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 4914) : conséquence du refus du report de la date d'achèvement de la réforme de la tarification. Exemple du département de l'Essonne. (p. 4917) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 45. - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4919) : le groupe socialiste soutient l'article 46. (p. 4926) : son amendement n° 133 : extension aux centres de santé de l'autorisation prévue à l'article 46 ; adopté. (p. 4929) : défavorable aux amendements de suppression n° 92 de M. André Lardeux, n° 97 de M. Bruno Sido et n° 230 de M. Bernard Seillier. - **Article 59** (art. L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire selon l'âge de l'enfant) (p. 4958) : souhait d'une revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire. - **Article 60** (art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap) (p. 4960) : article trop restrictif. Souhaite une réflexion globale et concertée. (p. 4963) : prend la parole au nom de M. Bernard Cazeau. Transfert de charges au détriment des conseils généraux. Exemple du département de la Dordogne.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5733, 5734).

**CANTEGRIT (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Français établis hors de*  
*France (Série B))*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger ; nouvelle nomination le 25 septembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

**CARLE (Jean-Claude)**  
*sénateur (Haute-Savoie)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Article 6** (art. 132-45-1 nouveau du code pénal - Application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve) (p. 2153) : défavorable à l'amendement n° 44 de M. Robert Badinter (suppression).

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (12 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2353) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions) (p. 4641) : conteste les statistiques citées par Mme Nicole Bricq sur le taux d'expatriation des Français diplômés de l'enseignement supérieur.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4710, 4711) : son amendement n° 139 : suspension du droit d'entrée pour les personnes adhérant à la Caisse des Français de l'étranger entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2008 ; adopté.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4816) : caisse des Français de l'étranger.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5770, 5771).

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 31 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire* [n° 227 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1814) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2090, 2093) : engagements du Président de la République. Rapport de la commission d'enquête sénatoriale constituée en 2002 sur la délinquance des mineurs. Evolution de cette délinquance. Texte de bon sens : revalorisation du sens de la sanction ; rupture avec le sentiment d'impunité ; efficacité et dissuasion. Attente des Français. Impératifs d'insertion et de réinsertion à la sortie de prison. Formation en alternance en milieu carcéral. Sa proposition de création des "maisons de la réparation" pour les primo-délinquants. Avec les membres du groupe UMP, soutiendra ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6056, 6058). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission avec les amendements proposés par la commission des finances.

CARRÈRE (Jean-Louis)  
sénateur (Landes)  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5778, 5779).

**CAZALET (Auguste)**  
*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac ; nouvelle nomination le 16 janvier 2007.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 17 janvier 2007.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 91 tome 3 annexe 31 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Société**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Solidarité, insertion et égalité des chances**

**CAZEAU (Bernard)**  
*sénateur (Dordogne)*  
**SOC**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 17 janvier 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

- (30 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5726, 5727). Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de cette mission, sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5742) : position de la commission sur l'amendement n° II-48 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. (p. 5743, 5744) : ses amendements n° II-5 : limitation de l'augmentation de la subvention prévue au profit du fonds d'innovation et d'expérimentation sociale ; et n° II-3 : transfert de crédits du programme "Egalité entre les hommes et les femmes" au programme "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables" ; retirés. (p. 5745) : son amendement n° II-4 : réduction, à titre conservatoire, des crédits du programme "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ; retiré. (p. 5747) : position de la commission sur l'amendement n° II-78 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 49 (Modification des règles de prise en compte des aides personnelles au logement dans les ressources des demandeurs de la couverture maladie universelle complémentaire, CMU-C)** (p. 5748) : position de la commission sur l'amendement n° II-59 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6984) : soutient l'amendement n° 115 de M. Rémy Pointereau (instauration d'une échéance annuelle unique de paiement des droits d'accises sur les boissons alcooliques dus par les opérateurs qui ont un faible volume d'activité) ; adopté.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Réformer la protection sociale : les leçons du modèle suédois [n° 377 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)]* (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)]* (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)]* (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]* (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]* (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)]* (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)]* (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)]* (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]* (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1517, 1518) : interrogations sur le financement de cette réforme. S'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2716, 2717) : revenu de solidarité active, RSA. Expérimentation. Notion de "revenu garanti". Abstention du groupe socialiste sur les articles 8 à 13.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4543, 4547) : continuité de la méthode fondée sur la dissimulation. Continuité de la situation marquée par les déficits et la dette. Continuité de l'inaction. Stock de dette accumulée et formation de la dette. Exercice de la médecine.

*Première partie :*

- (12 novembre 2007) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006*) (p. 4571, 4572) : bilan de la réforme de 2004. Le groupe socialiste ne votera pas cet article ni le suivant.

*Deuxième partie :*

- (12 novembre 2007) - **Article 4** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 4574) : caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES. Fonds de réserve pour les retraites, FRR. - **Article 5** (*article 94 de la loi n° 2006-1040 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 4575) : dossier médical personnel, DMP.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 8 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 4618, 4620) : intervient sur l'article 8 en remplacement de Mme Christiane Demontès. Anticipation d'exercices déficitaires quel que soit le scénario. Hypothèses irréalistes. Incertitude des événements internationaux. Absence de réforme structurelle pour redresser les comptes. Augmentation des recettes et des déremboursements. Exonération de cotisations patronales sans contreparties. Dénonce les mesures clientélistes sur la question des retraites. Hausse inéluctable des prélèvements après les élections municipales. Absence de crédibilité sociale et budgétaire de l'article 8. Soutient l'amendement n° 142 de Mme Christiane Demontès (suppression) ; rejeté. - **Article 10** (*art. L. 135-3, L. 136-2, L. 136-8, L. 137-10, L. 137-12 nouveau, et L. 241-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-14-13, L. 320-4 nouveau, art. L. 1221-18 nouveau, art. L. 992-9 nouveau du code du travail et art. 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite*) (p. 4659) : son amendement n° 111 : suppression de l'application d'un taux de CSG de 7,5 % aux préretraites ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 12** (*art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale*) (p. 4690, 4693) : son amendement n° 112 : suppression ; rejeté. - **Article 16 ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 4706, 4707) : son amendement n° 114 : suppression ; rejeté. - **Article 17** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 4708) : exonération de cotisations sociales. - **Article 20** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 4713) : le groupe socialiste votera contre l'article 20 de ce projet de loi.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (*art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires*) (p. 4723) : son amendement n° 146 : impossibilité de négocier une revalorisation des honoraires sans avoir atteint les objectifs de la précédente convention ; rejeté. - **Article 28** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires*) (p. 4731) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 448 du Gouvernement (dispositif d'information des patients sur les dépassements d'honoraires). - **Article 26 (précédemment réservé)** (*art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable*) (p. 4737) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (extension du principe de l'accord préalable à tous les professionnels de santé). - **Article 29** (*art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4750) : favorable à l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale). - **Article 29 bis** (*art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM*) (p. 4754) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 450 du Gouvernement (modalités de sanctions pour la non-réalisation d'études

pharmaco-épidémiologiques postérieures aux autorisations de mise sur le marché). - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés) (p. 4756, 4758) : son amendement n° 148 : engagement en volume et en valeur ; rejeté. Le groupe socialiste votera l'article 30 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4775) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). (p. 4784) : intervient sur l'amendement n° 325 de M. François Autain (conditions d'installation pour l'exercice libéral des masseurs-kinésithérapeutes). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4790) : soutient l'amendement n° 151 de M. Michel Charasse (rapport au Parlement sur la répartition du personnel de santé) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4811) : son amendement n° 163 : obligation d'un devis normalisé pour les audioprothèses ; retiré. - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4816, 4817) : culpabilisation des patients. (p. 4823) : son amendement n° 152 : suppression ; rejeté. (p. 4841) : le groupe socialiste s'oppose à l'article 35. - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4844) : dossier médical personnel, DMP. Mesures désastreuses. - **Article additionnel après l'article 36**

(p. 4851, 4852) : son amendement n° 129 : réalisation d'un répertoire des équivalents thérapeutiques ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 4901) : son amendement n° 164 : suppression de convergence tarifaire ; rejeté. (p. 4904) : son amendement n° 165 : introduction d'un coefficient correcteur en faveur des établissements privés anciennement financés par dotation globale ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 4911) : son amendement n° 132 : représentation de l'Etat et de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au conseil d'administration et à l'assemblée générale du groupement pour la modernisation du système d'information ; adopté. - **Article 45** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-9, L. 313-4, L. 313-12 et L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, art. 5 et 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales - Financement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 4917) : intervient sur l'amendement n° 467 du Gouvernement (modalités de conservation du forfait global pour les logements foyers non tenus de conventionner). - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4930) : parole sur l'article. - **Article 50** (Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 4937) : son amendement n° 171 : péréquation interrégionale de l'ONDAM ; rejeté.

**CERISIER-ben GUIGA (Monique)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série B))  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 12 février 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 278 (2006-2007)] autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort [n° 342 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 436 (2006-2007)] autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 451 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Action extérieure de l'État - action culturelle et scientifique extérieure [n° 94 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Médias : audiovisuel et chaîne d'information internationale [n° 94 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance** [n° 211 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1469, 1470) : contribution de l'action culturelle au prestige de la France dans les pays lointains. Approuve la proposition de loi. Vigilance quant à la dotation de CulturesFrance pour 2008. Importance de son rôle dans le dialogue des cultures. Le groupe socialiste votera les conclusions de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des**

**libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances** [n° 277 (2006-2007)] - (26 juin 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi n° 278 - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 278 (2006-2007)** (p. 1920) : avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption du projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort** [n° 278 (2006-2007)] - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (2006-2007).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi** [n° 436 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3298, 3300) : controverse suscitée par le projet du musée du "Louvre Abou Dabi". Intérêt d'une localisation sur l'île de Saadiyat. Relativise l'ampleur des prêts d'œuvres d'art qui seront consentis par la France sur une durée de dix ans. Intérêt des contreparties financières versées par les autorités émiriennes pour le Musée du Louvre et les autres musées participants. Atout pour la France dans le contexte de la mondialisation. Souhaite une information régulière du Parlement sur la mise en œuvre du projet et la remise annuelle d'un rapport par l'Agence France Museums. Importance des sommes en jeu. Vigilance sur les problèmes déontologiques. Sous le bénéfice de cette observation, avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (2 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3535) : double emploi du dispositif avec le contrat d'accueil et d'intégration, visant à retarder davantage la venue de la famille du migrant.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) (p. 3553) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. Constat d'échec pour la francophonie au travers de l'article 1er. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3563, 3564) : votera contre l'article 4. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3580, 3581) : salue le raisonnement juridique et moral de M. Hugues Portelli sur l'article. Nombreux courriers de Français résidant à l'étranger choqués par l'amendement Mariani. Nécessité de s'en tenir à la possession d'état en l'absence d'état civil.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3626) : favorable aux sous-amendements identiques n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 86 de Mme Éliane Assassi (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) déposés sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3632) : défavorable au sous-amendement n° 69 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction") sur l'amendement n° 6 de la

commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents). (p. 3634) : aspect idéologique et coercitif du contrat d'accueil et d'intégration pour la famille, compromettant la réussite de l'éducation des enfants et l'adaptation à la société française.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 41 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2007-2008)** (p. 4293, 4294) : points d'accord. Clauses politiques. Négociations des accords de partenariat économique, APE. Inquiétudes chez les pays partenaires ACP. Objectif d'éradication de la pauvreté. Le groupe socialiste votera les deux projets de loi en restant vigilant.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2007-2008)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4791, 4792) : son amendement n° 127 : cas de dispense des épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France ; rejeté. (p. 4795, 4798) : ses amendements n° 128 : attribution de la qualité de faisant fonction d'interne, FFI, aux citoyens français résidents permanents à l'étranger ; et n° 221 : suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées au titulaire d'un diplôme européen ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5602, 5604). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5610, 5614) : partage le point de vue de M. Robert del Picchia exprimé dans son amendement n° II-64 (création et dotation du programme "Prise en compte de la dette aux ressortissants français dans l'aide au développement"). Défavorable à l'amendement n° II-35 de la commission (réduction des autorisations d'engagement au titre de la solidarité à l'égard des pays en développement).

**Budget annexe des publications officielles et information administrative**

- (29 novembre 2007) (p. 5638) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote des crédits de cette mission.

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 5641). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits des programmes "Médias" et "Avances à l'audiovisuel public".

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 5763, 5764). Son intervention à titre personnel (p. 5774, 5776). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5792) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-39 de la commission (transfert de crédits de l'action "animation du réseau" vers l'action "instruction des demandes de visa"). Défavorable à l'amendement n° II-38 de la commission (transfert de crédits de la sous-action "créations et industries culturelles" vers l'action "coordination de l'action diplomatique").

**CÉSAR (Gérard)**  
*sénateur (Gironde)*  
**UMP**

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Réforme de l'OCM vitivinicole : sauvons notre filière et nos viticulteurs [n° 348 (2006-2007)] (22 juin 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 391 (2006-2007)] (17 juillet 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 391 (2006-2007)] sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 419 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Hongrie : un partenaire stratégique pour l'économie française [n° 52 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 68 (2007-2008)] sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 89 (2007-2008)] (21 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 93 tome 1 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités - Commission mixte paritaire [n° 367 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3121) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 2** (p. 4101) : son amendement n° 15 : place des coopératives dans les organismes de défense et de gestion ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4102) : son amendement n° 14 : information des organismes de contrôle et des organismes de défense et de gestion ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4104, 4105) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 11** (art. L. 136-4 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette forfaitaire de contribution sociale généralisée des non-salariés agricoles) (p. 4668) : son amendement n° 247 : mise en cohérence du code rural avec la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat du 21 août 2007 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 16 ter** (Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 4707) : son amendement n° 408 : extension du dispositif aux salariés agricoles ; adopté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - auteur de la proposition de résolution, rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5055, 5056) : insatisfaction devant les nouvelles propositions de la commission européenne tendant à réformer l'organisation commune de marché, OCM, vitivinicole et à sa mise en place dès la prochaine récolte 2008. Réticence des responsables de la commission européenne à l'égard de toute inflexion du projet de réforme. Mesures alternatives proposées par la commission des affaires économiques pour soutenir le Gouvernement dans la phase finale des négociations. Prescriptions axées sur la gestion du potentiel de production, les mécanismes de régulation des marchés, les enveloppes nationales, l'enrichissement et la promotion.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

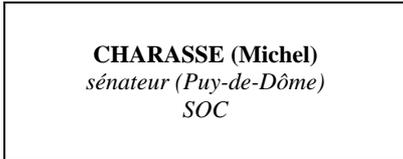
*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 5969, 5970). - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 6017) : soutient l'amendement n° II-91 de M. Dominique Mortemousque (financement d'un plan de modernisation sanitaire) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 6856, 6857) : soutient l'amendement n° 144 de M. Louis de Broissia (augmentation des plafonds de la déduction pour aléas des bénéfices des agriculteurs) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6906, 6912) : ses amendements n° 46 : légalisation du régime fiscal des produits de la location des droits à paiement unique créés en application du règlement de l'Union européenne du 29 septembre 2003 relatif à la PAC ; adopté ; n° 83 : limitation de l'imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR" à partir d'un plafond de chiffre d'affaires en valeur absolue ; retiré ; et n° 45 : instauration d'une réduction d'impôt égale à 70 % des cotisations versées dans la limite de 500 euros par foyer fiscal, au profit des sylviculteurs regroupés en associations syndicales autorisées pour la défense des forêts contre l'incendie ; adopté. - **Article 23** (Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité) (p. 6919, 6920) : soutient l'amendement n° 33 de M. Bernard Murat (possibilité d'utiliser des dispositifs électroniques de comptage de la consommation de carburant sur les véhicules à bi-carburant) ; adopté.



## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement ; nouvelle nomination le 26 juin 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Opérations de contrôle budgétaire effectuées en Afrique australe et en Asie du Sud-Est [n° 374 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : CulturesFrance : une gestion assainie dans la perspective d'une rénovation de l'action culturelle à l'étranger [n° 465 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Culture.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Aide publique au développement. Compte spécial prêts à des États étrangers et compte spécial accords monétaires internationaux [n° 91 tome 3 annexe 4 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2782, 2784) : son amendement n° 152 : clarification du dispositif relatif aux heures supplémentaires réalisées par les agents publics ; retiré. (p. 2813, 2814) : intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Raymonde Le Texier (compensation intégrale des réductions des cotisations salariales

et patronales de sécurité sociale). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2826) : intervient sur l'amendement de M. Serge Dassault n° 256 (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2856) : intervient sur l'amendement n° 136 de M. Yves Fréville (extension du bénéfice de ce crédit d'impôt aux personnes soumises à une obligation de résidence et souhaitant acquérir leur future résidence principale). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2861) : constitutionnalité des amendements portant sur le même objet n° 97 de Mme Marie-France Beaufilet et n° 146 de M. Jean-Pierre Bel (possibilité de bénéficier de tarifs réglementés pour le gaz en cas d'acquisition d'un logement neuf). - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : son amendement n° 135 : modification du taux de plafonnement de la taxe d'habitation ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 144 de M. Alain Milon.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2885, 2886) : intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (relèvement de l'abattement pour la perception des droits de mutation à titre gratuit applicable aux héritiers en ligne collatérale ou aux non-parents en cas d'absence d'héritier en ligne directe). (p. 2887, 2890) : son amendement n° 122 : récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA ; rejeté.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 4** (*Secret professionnel*) (p. 3051) : intervient sur les amendements identiques n° 7 de la commission et n° 87 de Mme Éliane Assassi (respect du secret professionnel). - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3057) : compétence territoriale du contrôleur général.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3134, 3135) : fonctionnement positif du bicamérisme. Interrogation sur le coût de ces mesures. Hommage au travail du ministre des finances et de l'emploi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3152) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 1er** (*art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine*) (p. 3557, 3559) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la commission créée par l'Assemblée nationale chargée de mettre au point le test de connaissance des valeurs de la République et précision selon laquelle l'évaluation et la formation linguistique et civique sont mises en œuvre dès le dépôt de la demande de regroupement familial en préfecture, et les résultats de l'évaluation, communiqués immédiatement à l'issue de la formation, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 75 de Mme Alima Boumediene-Thiery (intégration dans le décret en Conseil d'Etat de la détermination du contenu de l'évaluation). Ses réserves quant au risque d'interprétation par les juges nationaux et européens des dispositions de l'article 1er comme étant des manœuvres dilatoires et ses craintes d'une nouvelle condamnation de la France à Strasbourg.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 3** (*art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles*) (p. 3632, 3633) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents) et sur le sous-amendement de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 69 (remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction") s'y rapportant. Question des limites à l'action d'un

maire qui vient en aide à un étranger en situation irrégulière sans tomber sous le coup de l'aide au séjour irrégulier.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

##### *Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5181) : intervient sur l'amendement n° I-122 de M. Marc Massion (plafonnement des réductions du revenu imposable). - **Article 2 ter** (*Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé*) (p. 5193) : défavorable à l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5265, 5279) : intervient sur le sous-amendement n° I-263 de M. Yves Fréville (exonération des valeurs mobilières, des titres assimilés et des droits sociaux, dans le cadre des partages familiaux, de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement) déposé sur l'amendement n° I-160 de M. Alain Lambert (harmonisation des analyses fiscale et civile en matière de partages familiaux en exonérant ceux-ci de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement), sur le sous-amendement n° I-270 du Gouvernement (précision selon laquelle la possibilité d'apporter cette preuve est limitée à l'hypothèse où l'acquisition de l'usufruit par l'usufruitier et de la nue-propriété par l'héritier présumé est réalisée plus de trois mois avant le décès) déposé sur l'amendement n° I-164 de M. Alain Lambert (possibilité, pour l'acquéreur en nue-propriété, d'apporter la preuve que le démembrement de propriété qu'il réalise avec l'usufruitier est bien réel), sur les amendements de ce dernier auteur n° I-167 (évaluation des meubles meublants et des objets mobiliers d'après la valeur cadastrale locative brute des immeubles occupés par le défunt) et n° I-168 (déductibilité de l'actif de la succession de la rémunération du mandataire à titre posthume) et sur l'amendement de la commission n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation), retiré puis repris par M. Paul Girod. - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5328, 5331) : distinction fâcheuse entre voirie communale et voirie départementale. Intérêt du montage proposé par le rapporteur général. Suggère de consulter le Sénat sur la réserve, jusqu'au lendemain, de l'article 11 quater et des amendements identiques n° I-159 de M. Michel Mercier, n° I-50 de M. Marc Massion et n° I-116 de M. Louis de Broissia (extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article 24** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDP*) (p. 5352) : intervient sur l'amendement n° I-212 de M. Jean-François Voguet (majoration des recettes du Centre national de développement du sport). Secteur des jeux.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5476) : application aux départements d'outre-mer. - **Article 17** (*Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, et de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES*) (p. 5479, 5480) : intervient sur les amendements n° I-259 de la commission (conséquence), n° I-33 (évolution de la répartition de la dotation départementale d'équipement des collèges) et n° I-34 de M. Yves Fréville (évolution de la répartition de la dotation régionale d'équipement scolaire).

##### *Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des États étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes

économiques de la nation : son intervention (p. 5593, 5595). Sous réserve de l'approbation de ses amendements, la commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5609, 5610) : position de la commission sur l'amendement n° II-64 de M. Robert del Picchia. A titre personnel, soutient la démarche de ce dernier. (p. 5611, 5617) : ses amendements n° II-35 : réduction des autorisations d'engagement au titre de la solidarité à l'égard des pays en développement ; n° II-34 : réduction des crédits alloués à l'assistance au développement des échanges en technologies économiques et financières, ADETEF ; et n° II-36 : suppression des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale, HCCI ; adoptés.

#### Articles de récapitulation des crédits

- (10 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 37** (p. 6373) : son amendement n° II-207 : fixation d'un plafond des emplois des opérateurs de l'Etat à partir du 1er janvier 2009 ; adopté.

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6381, 6383) : sur l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés), son sous-amendement n° II-274 ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6390, 6391) : favorable à l'amendement n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A). - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6391, 6392) : sur l'amendement n° II-165 de la commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros) son sous-amendement n° II-276 ; adopté. - **Articles additionnels**

**après l'article 39** (p. 6407) : souhaite le retrait de l'amendement n° II-263 de M. Michel Houel (précision des modalités de contestation de l'évaluation d'une entreprise par l'administration fiscale lors d'une transmission à titre gratuit ou onéreux). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6410) : son amendement n° II-241 : versement à la DGF des communes des sommes excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal non réclamées par les contribuables au bout de deux ans ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6438) : intervient sur l'amendement n° II-233 de M. Alain Lambert (possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission intercommunale des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 16 (Création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires)** (p. 6797) : demande de précision sur l'article 16. - **Article 17 ter (Levée du secret fiscal au profit des services de renseignements spécialisés)** (p. 6804, 6806) : soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Peyronnet (détermination par décret des modalités de désignation et d'habilitation des agents, de la liste des documents accessibles et de la durée de conservation des documents dans le cadre de la recherche et de la prévention des atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 6822) : demande de précision sur l'amendement n° 97 de M. Alain Lambert (imputation des droits payés lors d'une première donation sur ceux dus à l'occasion d'une seconde donation, en cas de retour du bien dans le patrimoine du donateur).

#### CHATEL (Luc)

*secrétaire d'Etat chargé de la consommation et du tourisme  
(à partir du 19 juin 2007)*

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3398, 3399) : ouverture du marché de l'électricité et du gaz. Décision du Conseil constitutionnel du 30 novembre 2006. Marché de l'immobilier. Date butoir pour le dispositif proposé. Risques juridiques. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat sur cette proposition de loi. (p. 3410, 3411) : défense des tarifs réglementés. Réversibilité. Service public de l'électricité et du gaz. Informations des consommateurs. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3414) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Daniel Raoul et n° 15 de M. Michel Billout. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 3417) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de M. Daniel Raoul et n° 16 de M. Michel Billout. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3418, 3421) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de M. Michel Billout, n° 20, n° 21 et n° 22 de M. Jean Desessard. - **Article 1er (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation)** (p. 3422, 3428) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 et n° 6 de M. Daniel Raoul, n° 1 et n° 2 de M. Xavier Pintat ainsi que sur l'amendement n° 19 de M. Ladislav Poniatowski. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3430) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Raoul. - **Article 2 (Autorisation de retour au tarif réglementé de gaz**

*naturel des consommateurs particuliers)* : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3432, 3434) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Michel Billout, sur les amendements n° 11, n° 9, n° 10 et n° 13 de M. Daniel Raoul ainsi que sur le sous-amendement de la commission n° 23 portant sur l'amendement n° 9 précité.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4198, 4199) : création d'une obligation de contrôle technique. Amélioration du dispositif de protection des consommateurs. (p. 4203, 4204) : réponse aux orateurs. - **Article 1er (Définition du champ d'application de la loi)** (p. 4204, 4206) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 3 de M. Jean-Marc Pastor. Référence à la norme NF EN 13814 dans le décret d'application. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4206) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Marc Pastor (fixation d'un objectif de sécurité pendant la durée de l'existence prévisible du manège ou de la machine). - **Article 2 (Obligation de contrôle technique)** (p. 4207) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Marc Pastor. Mise en œuvre d'un carnet de vie du manège par le décret d'application. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4208) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Pastor (publication obligatoire des certificats de conformité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction).

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4213, 4215) : avis défavorable du Gouvernement sur cette proposition de loi. - **Article 1er (Renforcement de la péréquation)** (p. 4230) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Article 2 (Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe**

*d'habitation*) (p. 4233) : avis défavorable du Gouvernement sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4305, 4306) : préférence des Français pour ce produit d'épargne. Contrats non réclamés. Transposition d'une directive européenne sur les assurances en 2005. Ouverture des fichiers INSEE des décès aux assureurs. Réforme de la clause d'acceptation des contrats. Incitation pour les assureurs à verser le capital d'un contrat d'assurance vie aux bénéficiaires. - **Article 1er A** (art. L. 132-5 du code des assurances et L. 223-19 du code de la mutualité - Revalorisation du capital garanti en cas de décès de l'assuré) (p. 4314, 4315) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 2 de la commission. - **Article 1er B** (art. L. 132-23 du code des assurances et L. 223-22 du code de la mutualité - Délai de versement de la rente ou du capital au bénéficiaire - Suppression de la possibilité de refuser le rachat en cas de paiement d'un pourcentage limité de primes) (p. 4316) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 1er** (art. L. 132-9-3 nouveau du code des assurances - Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels de l'assurance et de la prévoyance - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés) (p. 4317) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission et sur le sous-amendement n° 11 de M. Jean-René Lecerf qui le modifie. - **Article additionnel après l'article 1er** : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 21 (rapport sur le processus de désignation des bénéficiaires des contrats d'assurance vie et sur la recherche de ceux-ci dans le cas de contrats non réclamés et en déshérence). - **Article 2** (art. L. 223-10-2 nouveau du code de la mutualité - Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels représentatifs des mutuelles et de leurs unions - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés) (p. 4318) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 4** (art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant) (p. 4320, 4321) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission et sur les sous-amendements n° 14 et n° 18 de Mme Catherine Procaccia qui le modifient. (p. 4323) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4324, 4331) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Pierre Hérisson (application aux gens du voyage du droit commun en matière d'accès aux assurances), de Mme Catherine Procaccia n° 23 (suppression des polices d'assurance sur la vie à ordre), n° 17 (détermination du bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie par son nom, prénom, date et lieu de naissance et adresse) et n° 16 (communication tous les dix ans de la valeur du contrat d'assurance vie par la mutuelle ou la compagnie d'assurance aux souscripteurs et mise à jour de la clause désignant le bénéficiaire), n° 9 de M. Jean-René Lecerf (dispositif transitoire afin de résorber le stock des avoirs de l'assurance vie non réclamés), n° 20 de M. Bernard Vera (modification du délai d'affectation au Fonds de réserve pour les retraites des montants des assurances vie non réclamés), n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (création d'un site Internet constituant un registre des contrats d'assurance vie non réclamés) ainsi que de la commission n° 8 (encadrement des conditions de l'acceptation du bénéfice de l'assurance sur la vie) et n° 22 (coordination avec les dispositions de l'ordonnance du 23 mars 2006 relative aux sûretés).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6166, 6168).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier - Deuxième lecture [n° 97 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6556, 6558) : orientations du texte : renforcement des garanties pour les individus. Développement de la mobilité pour les personnes et meilleure régulation pour les marchés. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 6563, 6564) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Louis Masson n° 1 (diffusion des numéros non surtaxés des personnes morales prestataires de biens et services), n° 2 (gratuité du temps d'attente et du temps de réponse par des automates pour toutes les communications téléphoniques surtaxées) et n° 3 (inclusion des travailleurs frontaliers imposables en France dans le dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6566, 6569) : orientations de l'action du Gouvernement : augmentation des revenus du travail et politique active sur le niveau des prix. Bilan de la loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises. Dispositions du projet de loi. (p. 6597, 6599) : texte volontariste et équilibré. Réponse aux intervenants. - **Question préalable** (p. 6602) : avis du Gouvernement sur la motion n° 70 de Mme Odette Terrade tendant à opposer la question préalable. - **Division additionnelle avant le titre 1er** (p. 6603, 6604) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 146 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division additionnelle intitulée "Mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages"). - **Articles additionnels avant le titre 1er** (p. 6605, 6616) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet de Mme Odette Terrade n° 152 et n° 154 (taxation des entreprises de transformation et de distribution des hydrocarbures), n° 153 (rapport au Parlement sur les conditions permettant d'obtenir une baisse des prix de l'énergie), n° 156 (consultation obligatoire du conseil de la concurrence pour toute concession de service public relative à la fourniture d'eau et au service d'assainissement), n° 157 (rapport de la commission des affaires économiques du Sénat examinant le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations), n° 158 (encadrement de l'augmentation des loyers), n° 159 (raccourcissement du délai de remboursement du dépôt de garantie), n° 160 (renforcement du pouvoir d'achat des ménages), n° 162 (paiement de la redevance audiovisuelle par les retraités), n° 163 (obligation pour l'Observatoire national du service public de l'électricité de consulter les organisations représentatives), n° 164 (interdiction de toute coupure de fourniture en énergie), et de M. Bernard Vera n° 182 (baisse de la TVA), n° 180 (prise en compte fiscale des frais de garde), n° 181 (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires) et n° 183 (revalorisation des salaires). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6619, 6620) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 81 et n° 82 (procédure de recours collectif) et sur celui de Mme Odette Terrade n° 147 (introduction dans le droit français de l'action de groupe). - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 6621, 6628) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85, n° 86 et n° 87 de M. Bernard Dussaut, n° 151 et n° 155 de Mme Odette Terrade, n° 67 de M. Yannick Texier, n° 80 de M. Bruno Retailleau, n° 79, n° 55 et n° 56 de M. Michel Houel, n° 119 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6630, 6633) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Dussaut n° 83 (présentation d'un rapport annuel par la Direction générale de la concurrence au ministre chargé des finances sur les pratiques de marges dans la distribution) et n° 84 (rapport public sur les marges de la distribution remis chaque année au Premier ministre par la commission d'examen des pratiques commerciales) et de Mme Odette Terrade n° 149 (établissement par décret annuel de la liste des prix minimum pour l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 150 (détermination de prix de référence par les organisations professionnelles agricoles). - **Article 2** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation du résultat de la négociation

*commerciale*) (p. 6634, 6635) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 88 et n° 89 de M. Bernard Dussaut et n° 60 de M. Yannick Texier. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6636) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission (coordination législative). Sur cet amendement, ses sous-amendements n° 195 et n° 194 ; adoptés. - **Article 3** (art. L. 441-2-1 du code de commerce et L. 632-3 du code rural - *Modification du régime des contrats types agricoles*) (p. 6637) : son amendement n° 196 : rédaction ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 3 bis** (Art. L. 442-9 du code de commerce - *Prohibition des prix abusivement bas en situation de fortes variations des cours de certaines matières premières agricoles*) (p. 6638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 3 ter** (art. L. 442-10 du code de commerce - *Modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles*) (p. 6639) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 169 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 6640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Bernard Dussaut (fixation de la date de facturation au plus tard au jour de la livraison du produit ou de la réalisation de la prestation de service). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 91 de M. Bernard Dussaut (exercice du droit d'ester en justice par les organisations professionnelles). - **Article 4** (Art. L. 441-6 du code de commerce - *Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente*) (p. 6644) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168, n° 165 et n° 167 de Mme Odette Terrade et n° 94, n° 93 et n° 92 de M. Bernard Dussaut. - **Article 5** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Possibilité de demander réparation de certains préjudices*) (p. 6645) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 95 de M. Bernard Dussaut. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6645, 6646) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Dussaut n° 96 (publication des condamnations pour pratiques déloyales) et n° 97 (interdiction du retour des invendus). - **Article 5 bis** (art. L. 441-5, L. 442-3 et L. 444-3 du code de commerce - *Coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 de M. Michel Houel et n° 170 de Mme Odette Terrade - **Article 5 ter** (art. L. 443-1 du code de commerce - *Harmonisation en matière de délais de paiement*) (p. 6648) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article 5 quater** (art. L. 443-1 du code de commerce - *Harmonisation en matière de délais de paiement*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6649, 6650) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche). - **Article 6 A** (art. L. 113-5 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés*) (p. 6654) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de la commission et n° 78 de M. Pierre Hérisson. - **Article additionnel après l'article 6 A ou après l'article 6** (p. 6656) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de M. Michel Teston (obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile) et n° 142 de Mme Odette Terrade (obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile). - **Article additionnel après l'article 6 A** (p. 6657) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de Mme Odette Terrade (extension de la gratuité des appels téléphoniques). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6658, 6659) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Yves Pozzo di Borgo (transparence tarifaire des offres des opérateurs de communications électroniques) et de M. Michel Teston n° 108 (amélioration de l'information du consommateur et de la transparence tarifaire) et n° 110 (mention obligatoire dans les contrats des sommes forfaitaires dues à l'occasion de leur résiliation). - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - *Restitution des avances et préavis de résiliation*) (p. 6660, 6663) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, n° 12, n° 13, n° 16 et n° 17 de la commission, n° 141 et n° 140 de Mme Odette Terrade, n° 64 et n° 62 de M. Yannick Texier,

n° 125 de M. Philippe Nogrix, n° 71 de M. Pierre Hérisson et n° 103 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) (p. 6676) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de Mme Odette Terrade et n° 18 de la commission. - **Article 6 bis** (art. L. 121-84-2-1 du code de la consommation - *Mention sur les factures de la date de fin de contrat*) (p. 6677) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Article 6 ter** (art. L. 121-84-2-2 du code de la consommation - *Accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits*) (p. 6677, 6678) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 de M. Pierre Hérisson, n° 130 de M. Philippe Nogrix, n° 22 et n° 23 de la commission. - **Article 6 quater** (art. L. 35-2 du code des postes et des communications électroniques - *Possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour fournir le service d'annuaire ou celui des renseignements*) (p. 6679) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 6680) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 105 de M. Michel Teston (élargissement du champ du service universel à la téléphonie mobile et à l'Internet à haut et très haut débit). - **Article 7** (art. L. 121-84-3 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6682, 6685) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de M. Pierre Hérisson, n° 127 de M. Philippe Nogrix, n° 106 de M. Michel Teston, n° 144 et n° 145 de Mme Odette Terrade, n° 25, n° 26, n° 27 et n° 28 de la commission. - **Article 7 bis** (art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - *Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile*) (p. 6689, 6690) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107 de M. Michel Teston, n° 166 de Mme Odette Terrade, n° 134 de M. Pierre Hérisson, n° 29, n° 191, n° 192 et n° 30 de la commission. - **Article 7 ter** (art. L. 121-84-6 du code de la consommation et L. 34-8-2 du code des postes et des communications électroniques - *Gratuité des appels depuis les téléphones mobiles des numéros présentés comme gratuits*) (p. 6691, 6695) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 et n° 33 de la commission, n° 75, n° 77 et n° 74 de M. Pierre Hérisson, n° 61 et n° 63 de M. Yannick Texier, n° 109 de M. Michel Teston, n° 128 et n° 129 de M. Philippe Nogrix. - **Article 7 quater** (art. L. 121-84-7 du code de la consommation - *Application du tarif d'une communication nationale aux appels émis depuis un mobile vers les services de renseignements téléphoniques*) (p. 6696, 6697) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 73 de M. Pierre Hérisson, n° 131 de M. Philippe Nogrix, n° 34 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 133 de M. Pierre Hérisson. - **Article 7 quinquies** (*Obligation pour les opérateurs mobiles de proposer une offre commerciale familiale*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de la commission. - **Article 8** (art. L. 121-85 du code de la consommation - *Recherche et constatations des infractions*) (p. 6698) : son amendement n° 193 : abrogation de l'article L. 121-85 de code de la consommation ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 65 de M. Yannick Texier et n° 126 de M. Philippe Nogrix. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6698, 6700) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de la commission (coordination) et n° 111 de M. Jean-Pierre Godefroy (centres de relais téléphoniques pour sourds et malentendants). Son amendement n° 198 : affectation au fonds de réserve pour les retraites du produit des redevances dues pour l'exploitation d'un réseau mobile de troisième génération ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6702, 6705) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 174 de M. Thierry Foucaud (coûts du service bancaire universel), de M. Bernard Vera n° 179 (réduction du plafond de pénalités applicables aux émissions de chèques litigieuses), n° 176 (institution d'un service public bancaire de base) et portant sur le même objet n° 175 et n° 178 (réglementation des services bancaires). - **Article 9** (art. L. 312-1-3 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la médiation bancaire*) (p. 6706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 173 de Mme Odette Terrade. - **Article 10** (art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier - *Création du relevé annuel des frais bancaires*) (p. 6708, 6710) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 38 de la commission, n° 172 de Mme Odette Terrade, n° 101, n° 99 et n° 100 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10 bis** (art. L. 312-8 du code de la consommation - Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 6712, 6716) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39, n° 40 et n° 41 de la commission, n° 113 et n° 114 de M. Bernard Dussaut, n° 98 de Mme Nicole Bricq et n° 177 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 10 bis** (p. 6716) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 190 de la commission (information des emprunteurs ayant contracté un crédit à taux variable sur le montant du capital restant dû). - **Article 10 ter** (art. L. 119-9 [nouveau] du code des assurances - Protection du consommateur souscrivant un contrat d'assurance commercialisé par voie de démarchage à domicile) (p. 6718, 6719) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42, n° 43 et n° 44 de la commission. - **Article 10 quater** (art. L. 114-1 du code de la consommation - Information sur les délais de livraison des produits ou services vendus à distance) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 6719, 6720) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 46 (amélioration de la protection des consommateurs en matière de facturation des services téléphoniques dans le secteur de la vente à distance), n° 47 (information des clients sur le statut des biens et services au regard du droit à rétractation) et n° 48 (garanties relatives au remboursement du consommateur ayant exercé son droit de rétractation). - **Article 10 quinquiés** (art. L. 113-3 du code de la consommation - Obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 6721) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 10 quinquiés** (p. 6721, 6725) : avis du Gouvernement sur les amendement n° 185 de M. Philippe Dominati (conditions de dénonciation des comptes collectifs), n° 50 de la commission (extension aux personnes agissant dans le cadre de leur activité professionnelle des dispositions relatives à l'information des consommateurs en matière de contrat annuel à tacite reconduction) ainsi que sur les

amendements portant sur le même objet n° 51 de la commission, n° 59 de M. Laurent Béteille, n° 115 de M. Bernard Dussaut et n° 148 de Mme Odette Terrade (possibilité pour le juge de soulever d'office tout moyen dans les litiges relevant du code de la consommation). - **Article 11** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour procéder à une nouvelle codification du code de la consommation) (p. 6726) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 de M. Bernard Dussaut, n° 171 de Mme Odette Terrade et n° 52 de la commission. - **Article 12** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits) (p. 6726, 6727) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Dussaut. - **Articles additionnels après l'article 12** : ses amendements n° 188 (octroi de pouvoirs d'enquête aux agents de la DGCCRF pour effectuer des contrôles des règles d'hygiène imposées par des règlements communautaires à tous les stades de la chaîne alimentaire) ; et n° 189 (mise en place de pouvoirs de police administrative pour le contrôle de la conformité des prestations de service) ; adoptés. - **Article 12 bis** (art. L. 120-1 [nouveau], L. 121-1 à L. 121-3, L. 121-5 à L. 121-7, L. 121-15-2, L. 122-6, L. 122-11 à L. 122-15 [nouveaux], L. 141-1 et L. 141-2 du code de la consommation, et art. 19 et 20 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Pratiques commerciales déloyales) (p. 6731) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 118 de M. Bernard Dussaut. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6734) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 142 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7125, 7127). - **Article additionnel après l'article 10 quinquiés C** (p. 7138) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Gérard Cornu (entrée en vigueur le 1er juin 2008 des articles concernant les professionnels de la vente à distance).

**CHAUVEAU (Jean-Pierre)**  
sénateur (Sarthe)  
NI, puis UMP

Devenu sénateur le 18 juin 2007 (remplace M. François Fillon, nommé Premier ministre).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 26 juin 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

**CLÉACH (Marcel-Pierre)**  
*sénateur (Sarthe)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6321, 6323). Son département de la Sarthe.

**CLÉMENT (Pascal)**  
*garde des sceaux, Ministre de la justice*  
 (jusqu'au 15 mai 2007)

### DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)] (15 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (10 janvier 2007) - **Article 25** (art. 706-53-5, 706-53-10 et 706-56 du code de procédure pénale - **Renforcement des obligations des personnes**

*inscrites au FIJAIS*) (p. 138, 139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de Mme Éliane Assassi et n° 168 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 140) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal ; art. 706-53-10, 769, 775, 798, 798-1 et 799 du code de procédure pénale - *Allongement du délai de réhabilitation pour les récidivistes*) (p. 142) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93 de Mme Éliane Assassi et n° 169 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - *Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion*) (p. 145, 146) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 de Mme Éliane Assassi, n° 170 de M. Jean-Claude Peyronnet et de la commission n° 26 et n° 27. (p. 147) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 26 bis B** (art. 322-11-1 nouveau du code pénal, art. L. 2339-5 du code de la défense - *Délit de détention ou transport de substances incendiaires*) (p. 150) : son amendement n° 223 : incrimination de la détention et du transport sans motif légitime de substances explosives ou incendiaires ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 95 de Mme Éliane Assassi et n° 171 de

M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 27** (*Chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique*) (p. 151) ; avis du Gouvernement sur l'amendement n° 96 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 152, 153) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 97 de Mme Éliane Assassi et n° 135 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - *Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public*) (p. 157) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi, n° 136 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 175, n° 172, n° 173 et n° 174 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 29** (*Chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique*) (p. 158) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 99 de Mme Éliane Assassi. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - *Extension des mesures de composition pénale*) (p. 160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 100 de Mme Éliane Assassi et n° 176 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - *Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste*) (p. 173) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de Mme Éliane Assassi et n° 177 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Division et articles additionnels avant le chapitre VII ou avant l'article 35** (p. 174) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 102, n° 103, n° 104, n° 105, n° 106 et n° 107. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - *Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - Application de la composition pénale aux mineurs*) (p. 177) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de Mme Éliane Assassi et n° 178 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 37** (art. 10-2, 11-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Contrôle judiciaire*) (p. 179) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de Mme Éliane Assassi et n° 179 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - *Création de nouvelles sanctions éducatives*) (p. 180, 181) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 de Mme Éliane Assassi et n° 180 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 39 bis** (art. 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes*) (p. 182, 183) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 112 de Mme Éliane Assassi et n° 181 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 43** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - *Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale*) (p. 185) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 113 de Mme Éliane Assassi, n° 28 de la commission et n° 182 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 43 bis** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - *Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale*) (p. 186) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de la commission et n° 117 de Mme Éliane Assassi. - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal, art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - *Stage de responsabilité parentale*) (p. 187) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 114 de Mme Éliane Assassi. - **Article 44 bis** (art. 131-21, 227-32 nouveau et 442-16 nouveau du code pénal - *Généralisation de la mesure de confiscation*) (p. 188) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 30 et n° 31. - **Article 45 bis A** (art. 132-24 du code pénal - *Motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive*) (p. 188, 189) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 120 de Mme Éliane Assassi et n° 183 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 45 bis B** (art. 60-1, 71-1-1 et 99-3 du code de procédure pénale - *Possibilité de transmission de documents sous forme numérique à la suite d'une réquisition judiciaire*) (p. 189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de la commission. - **Article 45 bis D** (art. 712-17 et 716-4 du code de procédure pénale - *Possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 190, 191) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 de Mme Éliane Assassi, n° 184 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 33 de la commission. - **Article 45 ter** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 185 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 457, 464) : évolution de la profession. Clarification du cadre juridique : rôle de l'avocat ; définition du litige ; subsidiarité de l'aide juridictionnelle. Ses amendements. Accepte cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. L. 127-2-1 à L. 127-2-3 nouveaux du code des assurances - *Point de départ de la déclaration du sinistre - Obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - Obligation de recourir à un avocat*) (p. 464, 465) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Georges Othily n° 3 et n° 4, ainsi que sur l'amendement n° 9 de M. Christian Cambon. - **Article 3** (art. L. 127-5-1 nouveau du code des assurances - *Libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client*) (p. 466, 467) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Georges Othily et n° 10 de M. Christian Cambon. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 468, 470) : ses amendements n° 7 (droit à l'aide juridictionnelle pour les personnes contestant un refus de titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français) ; n° 1 (voies de recours contre les décisions rendues par les bureaux d'aide juridictionnelle) ; n° 6 (droit à rétribution pour l'avocat assistant une personne faisant l'objet d'une procédure disciplinaire en relation avec la détention) ; et n° 2 (ratification de l'ordonnance du 8 décembre 2005 modifiant la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique) ; adoptés.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 911) : exemples de l'affaire d'Outreau et de l'affaire des pédophiles d'Angers. Pôles de l'instruction. Réforme de la détention provisoire. Chambres de l'instruction. Enregistrement audiovisuel des interrogatoires et des auditions. Renforcement du caractère contradictoire de l'instruction. Rapport Magendie. Rationalisation de la procédure du dépôt de plainte avec constitution de partie civile. Formation, mobilité et sanction disciplinaire des magistrats. Création d'un comité médical spécifique au métier de magistrat. Saisine du Médiateur de la République en cas de dysfonctionnement de la justice lié au comportement des magistrats. Création d'une commission de transparence de la justice. Remerciements.

- **Suite de la discussion** (6 février 2007) (p. 1125, 1127) : renforcement de la présomption d'innocence via le respect du contradictoire et la formation des magistrats. Saisine du Conseil supérieur de la magistrature par le Médiateur de la République plutôt que par une commission de transparence de la justice ou par les particuliers directement. Souhait d'une nouvelle loi de programmation de la justice. Délais d'application de la réforme. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1128, 1129) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de M. Pierre Fauchon. (p. 1131, 1132) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de M. Pierre Fauchon. - **Article 1er B** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre*) (p. 1133) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 1er C** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Stage obligatoire d'immersion au sein de la*

*profession d'avocat pour les auditeurs de justice*): avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 et n° 3 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er C** (p. 1135): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 1er E** (art. 21 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Versement de la recommandation et des réserves du jury de classement au dossier des magistrats): avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de la commission et n° 46 de M. Robert Badinter. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1136, 1137): avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 et n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 1er** (art. 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Soumission des candidats issus des concours complémentaires à une formation initiale probatoire): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 2** (art. 25-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Généralisation de l'obligation de suivre une formation probatoire à tous les candidats admis à l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 1138): avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 6, n° 7, n° 8 et n° 9. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 1139): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 3** (art. 41-12 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Soumission des candidats retenus pour l'exercice des fonctions de magistrat à titre temporaire à une formation probatoire): avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, n° 12 et n° 13 de la commission. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1140): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 A** (art. 43 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Faute disciplinaire) (p. 1142): avis du Gouvernement sur les amendements n° 34, n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 14 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1143): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (art. 45 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Élargissement de la liste des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats) (p. 1144): avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 54 de M. Robert Badinter. - **Article 6** (art. 46 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension de la dérogation au principe du non cumul des peines - Renforcement de la portée de la mise à la retraite d'office) (p. 1145): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Robert Badinter. (p. 1146): avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 15 de la commission. - **Article 6 bis** (art. 3, 28, 28-1, 39, 80-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Réforme de l'organisation du parquet général de la Cour de cassation - Assouplissement des règles d'accès aux emplois hors hiérarchie à la Cour de cassation au bénéfice des anciens conseillers ou avocats généraux référendaires) (p. 1147): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article additionnel après l'article 6 ter**: avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 6 quater** (art. 48-1 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité disciplinaire des magistrats) (p. 1148, 1149): avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et de la commission n° 18, n° 19 et n° 20. - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1154, 1155): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 58 et n° 62 de M. Robert Badinter, n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 44 de M. Jean-René

Lecerf ainsi que sur les amendements n° 57 de M. Robert Badinter, n° 43 de M. Jean-René Lecerf, n° 39 et n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7 A** (art. 13-2 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Actualisation d'une référence à l'outre-mer au sein de l'ordonnance du 22 décembre 1958) (p. 1160): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission. - **Article 7** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accès de droit des procureurs généraux de cour d'appel aux emplois hors hiérarchie du parquet de la Cour de cassation) (p. 1160): avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de la commission et n° 59 de M. Robert Badinter. - **Article 8** (art. 69 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suspension d'un magistrat en raison de son état de santé) (p. 1161): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 8 bis** (art. 39 et 76-4 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 1163): avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 25 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 60 de M. Robert Badinter. - **Article 8 ter** (art. 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension des possibilités de détachement judiciaire) (p. 1163, 1164): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Marc Juilhard. - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 1165): avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de la commission et n° 47 et n° 48 de M. Jean-Marc Juilhard. - **Article 9** (art. 77 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordination avec l'interdiction de l'honorariat pour les magistrats mis à la retraite d'office): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission. - **Article 9 bis** (art. 3 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature et art. 8 de la loi organique n° 93-1252 du 23 novembre 1993 sur la Cour de justice de la République - Coordination avec la création des avocats généraux référendaires) (p. 1166): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Article 11** (Entrée en vigueur de la loi): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**. - (6 février 2007) - **Question préalable** (p. 1169, 1170): s'oppose à la motion n° 90 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1182, 1183): arguments contre la peine de mort. Inscription dans la Constitution. Action diplomatique en faveur de l'abolition inconditionnelle. - **Article unique** (p. 1198): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. André Lardeux.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1200, 1202): responsabilité politique et pénale du chef de l'Etat. Réforme proposée. Procédure de destitution. (p. 1220, 1221): réponse à M. Robert Badinter. (p. 1225, 1227): réponse aux orateurs. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 1229, 1230): avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de M. Robert Badinter et n° 9 de M. Jean-Pierre Bel. - **Article unique** (p. 1232, 1238): avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 11, n° 12 et n° 13, de M. Jean-Pierre Bel n° 8 et n° 10, de M. Jean-René Lecerf n° 1, n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5, et n° 6 de M. Pierre Fauchon. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 1239): avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 1er A** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) (p. 1267, 1268) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 1 et n° 2. - **Article 1er C** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) (p. 1268) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 1er D** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) (p. 1269) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 1er** (art. 52-1 nouveau, 80, 85, 118, 397-2 et 397-7 nouveau - *Création de pôles de l'instruction*) (p. 1271, 1273) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de M. Charles Guené, n° 91, n° 92 de M. Robert Badinter, n° 5, n° 6, 7 et 8 de la commission. - **Article 2** (art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - *Cosaisine des juges d'instruction*) (p. 1274, 1277) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 10, n° 11, n° 12, n° 13 et 14. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1278) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1279, 1281) : position de la commission sur les amendements n° 57, n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 93 et n° 94 de M. Robert Badinter. - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - *Critères de placement en détention provisoire*) (p. 1284) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59, n° 60, n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 95 de M. Robert Badinter et, de la commission, n° 15, n° 18, n° 16 et n° 17. - **Article 4** (art. 145 et 135-2 du code de procédure pénale - *Principe de la publicité du débat sur le placement en détention provisoire*) (p. 1287) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1288, 1290) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63, n° 64, n° 65, n° 66 et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (art. 199 et 221-3 nouveau du code de procédure pénale - *Contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction*) (p. 1291, 1294) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22, n° 23, n° 27, n° 38, n° 24, n° 25, n° 26, n° 31, n° 30, n° 29, n° 32 de la commission et n° 96 de M. Robert Badinter. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1294) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1295) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 98 de M. Robert Badinter. (p. 1308, 1314) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70, n° 71, n° 72, n° 73 et n° 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 97 de M. Robert Badinter. - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - *Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue*) (p. 1316, 1319) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99, n° 101 et n° 100 de M. Robert Badinter et n° 77 et n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 33 et n° 34 de la commission. - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - *Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le*

*cabinet du juge d'instruction*) (p. 1321, 1322) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78 et n° 79 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 102 de M. Robert Badinter et n° 35 de la commission. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1323) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de la commission. - **Article 8** (art. 80-1-1 et 120-1 nouveaux du code de procédure pénale - *Octroi du statut de témoin assisté à la personne mise en examen - Demande de confrontations séparées*) (p. 1324) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de M. Robert Badinter et n° 37 de la commission. - **Article 9** (art. 114, 161-1 et 161-2 nouveaux, 166, 167, 167-2 nouveau, 168, 186-1 et 803-1 du code de procédure pénale - *Renforcement du caractère contradictoire des expertises - Transmission par voie électronique des pièces de procédure*) (p. 1325, 1327) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 82 et n° 104 de M. Robert Badinter et n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 de la commission. - **Article 11** (art. 4 du code de procédure pénale - *Limitation du champ d'application de la règle en vertu de laquelle "le criminel tient le civil en l'état"*) (p. 1329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de M. Robert Badinter. - **Article 12** (art. 85, 86, 88-2, 800-1 du code de procédure pénale - *Prévenir les instructions injustifiées ou inutiles ouvertes du fait d'une plainte avec constitution de partie civile - Limiter les demandes d'expertise abusives*) (p. 1330, 1331) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 43, n° 44 et n° 45. - **Article 13** (art. 236, 237 et 238 du code de procédure pénale - *Audiencement dans les cours d'assises*) (p. 1331, 1332) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de M. Robert Badinter. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1333) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87 et n° 86 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Article 13 ter** (art. 585-2 nouveau du code de procédure pénale - *Institution d'un délai pour le dépôt du mémoire du ministère public ayant formé un pourvoi en cassation*) (p. 1334) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13 ter** (p. 1335, 1336) : son amendement n° 107 : coordination ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 47 de la commission et n° 85 de M. Robert Badinter. - **Article 15** (art. 706-52 et 706-71 du code de procédure pénale - *Renforcement de l'enregistrement obligatoire des auditions des mineurs victimes - Coordination*) (p. 1336) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission. - **Article 15 ter** (art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Harmonisation des dispositions applicables pour l'enregistrement des gardes à vue des mineurs délinquants avec les mesures prévues pour celui des gardes à vue en matière criminelle*) (p. 1337) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission. - **Article 16** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 1337, 1340) : ses amendements n° 106 et 105 (précision sur les dates d'application du présent texte) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, n° 51 de la commission et n° 89 de M. Robert Badinter. - **Article 17** (art. 804, 805, 877, 878 et 905-1 nouveau du code de procédure pénale - *Application aux îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1340) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article 18** (*Rapport dressant le bilan de l'obligation d'enregistrement des gardes à vue et des interrogatoires des personnes mises en examen dans le cabinet du juge d'instruction*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1342) : remerciements. Avancées du texte.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1508, 1509) : législation antérieure inadaptée. Objectifs de la réforme en matière de droit civil. (p. 1526, 1527) : réponses aux orateurs. - **Article 1er** (art. 427, 476 à 487, 413-5 et titre XII du code civil - *Déplacement et renumérotation d'articles*) (p. 1528) : avis du gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. 427, 476 à 487, 413-5 et titre XII du code civil - *Déplacement et renumérotation d'articles*) (p. 1529) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2** : avis du Gouvernement sur l'amendement

n° 177 de M. Nicolas About. - **Article 3** (art. 388-3 nouveau du code civil - Surveillance des administrations légales et des tutelles par le juge des tutelles et le procureur de la République) (p. 1530) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 3 bis** (art. 391-1 nouveau du code civil - Fin de la tutelle du mineur) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 4** (art. 394 à 413 du code civil - Organisation et fonctionnement de la tutelle des mineurs) (p. 1532, 1534) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 5, n° 6, n° 7 et n° 9 ainsi que sur les amendements n° 250 de M. Alain Vasselle et n° 166 de M. Christian Cointat. (p. 1535, 1536) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10, n° 11 de la commission, n° 262 et n° 263 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1545, 1550) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12, n° 14, n° 15, n° 16, n° 315 de la commission, n° 252 de M. Alain Vasselle, n° 185, n° 186 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 264, n° 266 de M. Jean-Pierre Michel, n° 227, n° 228 et n° 235 de M. Yves Détraigne. (p. 1552, 1555) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, n° 18, n° 19, n° 20 de la commission, n° 171 de M. Philippe Leroy, n° 187 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 267, n° 268, n° 269 de M. Jean-Pierre Michel. Invoque l'article 40 de la Constitution sur les amendements n° 189 de Mme Josiane Mathon-Poinat et de la commission saisie pour avis n° 106. (p. 1556, 1557) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 de M. Nicolas About, n° 219 de M. Yves Détraigne et n° 107 de la commission saisie pour avis. (p. 1558, 1565) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21, n° 22, n° 23, n° 24 de la commission, n° 179, n° 181 de M. Nicolas About, n° 109, n° 111 de la commission saisie pour avis, n° 190, n° 191 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 270, n° 271, n° 274, n° 273 de M. Jean-Pierre Michel, n° 167 de M. Christian Cointat, n° 220 et n° 230 de M. Yves Détraigne. (p. 1566, 1568) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 275 de M. Jean-Pierre Michel, n° 221 de M. Yves Détraigne, n° 254 de M. Alain Vasselle, n° 192 et n° 193 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 25 et n° 26 de la commission. (p. 1570) : estime l'article 40 de la Constitution applicable aux amendements identiques n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 222 de M. Yves Détraigne (impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatéliaire à l'égard de leurs usagers) ainsi qu'à l'amendement n° 168 de M. Jacques Blanc (allongement de la liste des personnes ne pouvant pas exercer de charges curatélières ou tutélières).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1591, 1594) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 195, n° 196 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 316, n° 28, n° 29, n° 30, 31, 33 et 34 de la commission, n° 276, n° 277 de M. Jean-Pierre Michel, n° 232 de M. Yves Détraigne et n° 116 de la commission saisie pour avis. (p. 1595, 1606) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Josiane Mathon-Poinat n° 200, n° 199 et le sous-amendement n° 35 de la commission qui le modifie, n° 36, n° 37, n° 38, n° 39, n° 40,

n° 41, n° 42, n° 44, n° 45 de la commission, n° 279, n° 280, n° 281, n° 283 de M. Jean-Pierre Michel, n° 118, n° 119, n° 120, n° 121, n° 123 de la commission saisie pour avis, n° 244, n° 245 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 180 de M. Nicolas About et n° 175 de M. Rémy Pointereau. (p. 1608, 1614) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 223, n° 233 de M. Yves Détraigne, n° 47, n° 48, n° 49, n° 50, n° 51, n° 52, n° 53, n° 54, n° 55 de la commission, n° 284, n° 285, n° 286, n° 287 de M. Jean-Pierre Michel, n° 128, n° 129, n° 131 de la commission saisie pour avis et sur le sous-amendement n° 139 de la commission saisie pour avis, se rapportant à l'amendement n° 54 précité. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1615, 1616) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 188 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle) (p. 1618, 1619) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 288 et n° 289 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1620) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 203 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 290 de M. Jean-Pierre Michel et n° 56 de la commission. (p. 1621) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 291 de M. Jean-Pierre Michel et de la commission n° 57 et 58. (p. 1622, 1623) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 293, n° 295 et 294 de M. Jean-Pierre Michel, n° 206, n° 204 et 205 et n° 260 de M. Alain Vasselle. - **Article 7 bis** (art. 249, 249-2, 249-4, 1399, 2409 et 2410 du code civil - Coordinations au sein du code civil) (p. 1624) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de la commission. - **Article 7 ter** (art. 1397 du code civil - Modification du régime matrimonial d'une personne protégée) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 317 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1625, 1627) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Nicolas About n° 182 et 183.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Commission mixte paritaire [n° 248 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1853, 1855) : contexte de l'affaire d'Outreau. Accord de la commission mixte paritaire. Collégialité. Limitation de la détention provisoire. Renforcement des droits des parties. Diversification du recrutement des magistrats. Réforme du régime disciplinaire des magistrats. Attente d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation pour la justice. Objectif d'une justice humaine efficace et respectueuse des droits de chacun.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 249 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1873) : remerciements. Rôle de réinsertion de la justice.

**COINTAT (Christian)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série C 2))  
UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 187 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer [n° 188 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Vers un état civil moderne et respectueux de la dignité des citoyens [n° 469 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Société.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 61 (2007-2008)] tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 69 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Outre-mer [n° 96 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 105 (2007-2008)] tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 108 (2007-2008)] (27 novembre 2007) - **Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : Arctique, Antarctique, Terres australes : Un enjeu pour la planète, une responsabilité pour la France [n° 132 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** - *Commission mixte paritaire* [n° 188 (2006-2007)] - (6 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 187 (2006-2007)** (p. 960, 962) : apports de la commission mixte paritaire en matière d'application de la loi organique et solutions arrêtées concernant les régimes électoraux. Question de la prime majoritaire. Dépôt tardif des amendements gouvernementaux à propos de Mayotte. - **Article 9 bis** (p. 1113) : à titre personnel, position sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 10** (p. 1114) : à titre personnel, position sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 11** :

à titre personnel, position sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 13** : à titre personnel, position sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer** - *Commission mixte paritaire [n° 187 (2006-2007)]* - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 188 (2006-2007)**.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Article additionnel après l'article 1er C** (p. 1135) : intervient sur l'amendement n° 55 de M. Pierre-Yves Collombat (création d'un stage obligatoire d'un mois des auditeurs de justice dans une commune petite ou moyenne). - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1157, 1160) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats).

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Article 4** (art. 394 à 413 du code civil - Organisation et fonctionnement de la tutelle des mineurs) (p. 1533, 1534) : son amendement n° 166 : possibilité pour les Français établis hors de France de participer au conseil de famille ; adopté. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1562) : son amendement n° 167 : situation des majeurs demeurant à l'étranger et devant bénéficier d'une mesure de protection pour leur retour en France ; retiré. (p. 1568) : favorable à l'amendement n° 26 de la commission (fondement juridique de la décision de mainlevée d'une mesure de protection lorsque la personne quitte le territoire national pour s'établir à l'étranger).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1678) : intervient sur les cavaliers législatifs déposés par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1682) : importance de la réforme. Déficit de communication entre la commission des lois et la commission des affaires sociales. Le groupe UMP votera le texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2164, 2165) : texte équilibré et solide. Nécessité de dégager des moyens.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2504) : votera en faveur du sous-amendement n° 26 de M. Philippe Nogrix (possibilité d'étaler dans le temps la retenue appliquée à la rémunération selon des modalités déterminées par accord d'entreprise) déposé sur l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève).

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4153) : défavorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions obligeant les communes à participer au financement de la scolarisation des enfants dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire).

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4449, 4451) : modifications proposées au statut de la Polynésie. Consultations sur place par le rapporteur.

Amendements de la commission. - **Article 1er** (art. 67-1 nouveau, 69, 73 et 80 de la loi n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election et modalités d'intérim et de remplacement du président de la Polynésie française en cas d'empêchement) (p. 4461, 4463) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Gaston Flosse. Ses amendements n° 1 : modalités d'organisation du troisième tour pour l'élection du président de la Polynésie française ; n° 2 : limitation du nombre des ministres du Gouvernement de la Polynésie française ; adoptés ; et n° 3 : régime juridique applicable au constat d'empêchement du président de la Polynésie française ; adopté après modification par le sous-amendement n° 61 qu'il accepte. - **Article 2** (art. 78 de la loi organique française n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Cessation des fonctions gouvernementales exercées par des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4464) : son amendement n° 4 : réduction à trois mois de la période indemnisée après la cessation de fonction des membres du gouvernement ; adopté. (p. 4465) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Gaston Flosse. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4467, 4469) : ses amendements n° 5 : modification du seuil d'accès à la répartition des sièges et du seuil de fusion des listes ; n° 6 : rédaction ; et n° 7 : précision ; adoptés. - **Article 4** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election du président de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4470) : son amendement n° 8 : élection du bureau de l'assemblée de Polynésie française ; adopté. - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire) (p. 4472, 4473) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Gaston Flosse. Ses amendements n° 9 : modalités de dépôt d'une motion de défiance ; et n° 10 : modification du dispositif permettant au gouvernement de la Polynésie française d'engager sa responsabilité ; adoptés. (p. 4474) : précision sur son amendement n° 10 précité. - **Article 6** (art. 157 et 157-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4475) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4476) : son amendement n° 11 : attribution d'un pouvoir exceptionnel au haut-commissaire en cas de carence des institutions territoriales ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 4477) : son amendement n° 12 : extension de la liste des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française dans les domaines de compétences de l'Etat ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4478) : ses amendements n° 13 : renforcement de la position institutionnelle des communes et n° 14 : précision ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4480) : son amendement n° 15 : fixation par l'assemblée de la Polynésie française des règles d'exercice du président de la Polynésie et des ministres ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 47 (modalités de participation des établissements publics au capital de sociétés commerciales) et n° 48 de M. Gaston Flosse (définition de la promulgation des lois du pays). - **Article 10** (art. 91 et 157-2 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Association de l'assemblée de la Polynésie française à certaines attributions du conseil des ministres) (p. 4482) : son amendement n° 16 : rôle de l'assemblée de la Polynésie Française ; adopté après modification par le sous-amendement n° 65 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 4484) : position de la commission sur le sous-amendement n° 56 de M. Gaston Flosse à son amendement précité n° 16 et sur les amendements n° 55, n° 35 et n° 36 de M. Gaston Flosse. - **Article 11** (art. 74 à 76, 111 et 112 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Incompatibilités) (p. 4488, 4489) : ses amendements n° 17 : coordination ; n° 18 :

suppression d'une incompatibilité pour prise illégale d'intérêt ; et n° 19 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 4489) : position de la commission sur les amendements n° 50 (fixation par le règlement intérieur du régime des sessions de l'assemblée) et n° 51 de M. Gaston Flosse (approbation du règlement intérieur par la majorité absolue de membres de l'assemblée de la Polynésie française). Son amendement n° 20 : fixation par l'assemblée de la Polynésie française des conditions d'exercice du mandat de ses membres ; adopté. - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée) (p. 4490) : son amendement n° 21 : modalités d'utilisation des langues polynésiennes dans les interventions de l'assemblée de la Polynésie française ; adopté. - **Article 13** (art. 131 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Régime des questions orales et des questions écrites à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4492) : son amendement n° 22 : instauration de deux séances mensuelles réservées aux questions des représentants ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Gaston Flosse. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4492, 4493) : ses amendements n° 23 : définition des "lois du pays" ; et n° 24 : rôle du Conseil économique, social et culturel ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4494, 4495) : sur l'amendement n° 52 de M. Gaston Flosse (renforcement du rôle du haut conseil de la Polynésie française), son sous-amendement n° 63 ; adopté. Son amendement n° 25 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements de M. Gaston Flosse n° 52 précité et n° 53 (extension des compétences du Conseil d'Etat). - **Article 15** (art. 144, 144-1 nouveau et 145 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Création d'un débat d'orientation budgétaire et consécration du principe de sincérité) (p. 4496) : ses amendements n° 26 : dépôt d'un rapport annuel par la commission de contrôle budgétaire et financier ; et n° 64 : clarification ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 38, n° 39 et n° 49 de M. Gaston Flosse. - **Article 16** (art. 171, art. 172-1, 172-2, 173-1 nouveaux et art. 175 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Contrôle de légalité des actes des institutions de la Polynésie française) (p. 4497) : position de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Gaston Flosse. Son amendement n° 27 : suppression de la référence à l'article 156-1 de la présente loi organique ; retiré. - **Article 17** (art. 186-1 et 186-2 nouveaux de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Diverses dispositions relatives au contrôle juridictionnel, financier et budgétaire) (p. 4498, 4499) : son amendement n° 28 : examen par la commission de contrôle budgétaire et financier des actes des sociétés d'économie mixte ; adopté. - **Article 18** (art. L.O. 272-12 et L.O. 273-4-1 à L.O. 273-4-12 nouveaux du code des juridictions financières - Contrôle des actes budgétaires et exécution du budget de la Polynésie française) (p. 4501, 4502) : ses amendements n° 29 : extension des pouvoirs de l'assemblée de Polynésie française ; et n° 30 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Gaston Flosse et n° 62 du Gouvernement. - **Article 20** (Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 4503, 4504) : son amendement n° 32 : rétablissement du rythme normal des élections après les élections anticipées à l'assemblée de la Polynésie française ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Bernard Frimat, n° 43 et n° 33 de M. Gaston Flosse.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - Discussion générale commune avec

**celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**. - (12 novembre 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 390-1, L. 392, L. 407, L. 408, L. 411, L. 412, L. 414, L. 415 et L. 415-1 du code électoral - Diverses dispositions relatives à la campagne électorale) (p. 4508, 4509) : ses amendements n° 1 : retranchement des frais de transport des dépenses électorales ; retiré ; n° 3 : coordination ; et n° 2 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. - **Article 3** (art. L. 225-2, L. 311-7 et L. 554-1 du code de justice administrative - Coordinations au sein du code de justice administrative) : son amendement n° 4 : précision et coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** : son amendement n° 5 : précision ; adopté. - **Article 4** (Dispositions transitoires) (p. 4510) : son amendement n° 9 : rectification ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 104 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 105 (2007-2008)** (p. 5553, 5554) : prise en compte par l'Assemblée nationale des dispositions votées par le Sénat. Divergences mineures entre les deux assemblées. Usage des langues tahitiennes et polynésiennes à l'assemblée de la Polynésie française. Apport de l'Assemblée nationale. Propose l'adoption conforme de ces deux textes. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 5558) : position sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat. - **Article 4** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election du président de l'assemblée de la Polynésie française) : réponse à M. Bernard Frimat. - **Article 14 bis** (art. 164 et 165 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française - Composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres) (p. 5570, 5571) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Frimat. - **Article 20** (Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 5576) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5578) : avis de l'assemblée de la Polynésie française sur ce texte. Reflet dans le point de vue du Sénat de l'opinion des forces politiques polynésiennes.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 105 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 104 (2007-2008)**.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5890, 5891). Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de l'outre-mer.

**COLLIN (Yvon)**  
*sénateur (Tarn-et-Garonne)*  
RDSE

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation pour la planification.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Plates-formes aéroportuaires.

Membre du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

### DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 91 tome 3 annexe 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Environnement.**

**COLLOMB (Gérard)**  
*sénateur (Rhône)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : La coordination des politiques économiques en Europe : le malaise avant la crise ? [n° 113 (2007-2008)] (5 décembre 2007) - **Union européenne - Economie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]** - (28 novembre 2007) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5533, 5534) : ne votera pas la première partie du projet de loi de finances. Les radicaux de gauche ne voteront pas cette première partie du projet de loi de finances, tandis que les autres membres du RDSE accorderont leur confiance au Gouvernement.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5988).

**Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6144).

**Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6179, 6180).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**COLLOMBAT (Pierre-Yves)**  
*sénateur (Var)*  
**SOC**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Article 2 bis** (*Création d'un Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 51) : favorable à l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance via une taxe sur la grande distribution, les compagnies d'assurance et les sociétés de gardiennage).

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 91) : favorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale). - **Article 11 bis** (*art. L. 127-1 du code de la construction et de l'habitation - Participation facultative des communes aux dépenses de gardiennage des immeubles*) (p. 94) : soutient l'amendement n° 150 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 104) : intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (distinction entre particuliers et professionnels dans l'application des sanctions en matière de mise en circulation de véhicules à moteur débridé). - **Article 13** (*art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale*) (p. 120) : soutient l'amendement n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 13 bis** (*art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité*) (p. 122) : favorable à l'amendement n° 159 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression de la disposition attribuant un siège à un commissaire du Gouvernement au sein de la CNDS). - **Article 18** (*art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques*) (p. 133) : intervient sur l'article 18. - **Article 26 bis A** (*art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion*) (p. 146) : intervient sur l'article 26 bis A.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 801, 802) : soutient l'amendement n° 146 de M. Thierry Repentin (institution d'un Haut comité de suivi de la mise en œuvre du droit opposable au logement) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 803) : soutient l'amendement n° 203 de M. Thierry Repentin (autorisation sous condition de construire ou de réhabiliter des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU) ; rejeté. (p. 806, 807) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 206 (impossibilité de déduire les dépenses exposées par la commune de la majoration du prélèvement) ; et n° 205 (doublement du prélèvement pour les communes faisant l'objet d'un constat de carence au titre de l'article 55 de la loi SRU) ; rejetés. Exemple du Var.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 842) : soutient l'amendement n° 150 de M. Thierry Repentin (extension des avantages fiscaux et des avantages financiers dont bénéficie le logement social à toutes les structures adaptées et extension du champ de la délégation de compétence des aides à la pierre à l'ensemble de ces mêmes structures) ; retiré. - **Articles additionnels avant**

**l'article 7** (p. 879, 880) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 192 de M. René Beaumont (création d'un statut d'accueillant familial). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 899) : favorable à l'amendement n° 223 de M. Xavier Pintat (mise en œuvre au profit des personnes en grande difficulté de la tarification spéciale "produit de première nécessité" pour l'électricité). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 903, 904) : avancées et insuffisances de ce texte. Construction de logements sociaux. Caractère opposable du logement. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Article additionnel après l'article 1er C** (p. 1134, 1135) : son amendement n° 55 : création d'un stage obligatoire d'un mois des auditeurs de justice dans une commune petite ou moyenne ; rejeté. - **Article 6 quinquies** (*art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat*) (p. 1158, 1159) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Question préalable** (p. 1167, 1170) : soutient la motion n° 90 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 1228, 1230) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Bel (conditions d'exclusion d'un ancien Président de la République du Conseil constitutionnel) ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 2** (*art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - Cosaisine des juges d'instruction*) (p. 1277) : favorable à l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (obligation de cosignature pour les actes les plus importants de l'instruction). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1280) : soutient l'amendement n° 93 de M. Robert Badinter (conditions dans lesquelles la détention provisoire peut être ordonnée ou prolongée) ; rejeté.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1996) : texte qui témoigne d'une suspicion envers le Parlement. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2109, 2112) : sa motion n° 51 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2114) : soutiendra l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur (rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires). - **Article 1er** (*art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2124) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de M. Robert Badinter et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu).

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture [n° 422 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Article unique** (p. 3294) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision selon laquelle la délégation recueille les informations utiles à l'accroissement de sa mission). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3296) : le groupe

socialiste s'abstiendra sur ce texte, éloigné de ses attentes mais qui constitue néanmoins un premier pas.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3502, 3504) : s'interroge sur les raisons de modifier en urgence et pour la 72ème fois l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Statistiques d'EUROSTAT. Doute de la réussite de la politique choisie par la France en matière d'immigration. Difficulté de distinguer migration économique et migration pour raisons familiales. Utilisation de notions vagues au lieu de concepts juridiques précis. Contentieux futurs. Occasion manquée de modifier le droit de recours suspensif contre les refus d'admission sur le territoire français. Ses propositions visant à éviter une nouvelle condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3530) : intervient sur l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi (régularisation des sans-papiers présents sur le territoire français justifiant d'attaches familiales en France, ou détenant une promesse d'embauche ou étant inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire). (p. 3533) : intervient sur l'amendement n° 126 de Mme Michèle André (suppression des dispositions de la loi du 24 juillet 2006 durcissant les conditions du regroupement familial en matière de logement et imposant le respect des principes fondamentaux de la République).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3557) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3573) : souhaite soutenir la position de la commission qui a voté à l'unanimité la suppression des premiers alinéas de l'article 4. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3595, 3596) : intervient sur le sous-amendement n° 207 de M. Pierre Fauchon (lorsque l'authenticité de son acte d'état civil a fait l'objet d'un doute sérieux qui n'a pu être levé par la possession d'état, la recherche d'identification par ses empreintes génétiques peut être sollicitée par le demandeur de visa) déposé sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3620) : intervient sur

l'amendement n° 83 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 2 ter** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3623, 3624) : son amendement n° 131 : impossibilité pour l'administration d'invoquer l'absence ou la rupture de vie commune, dans le cas où celle-ci est indépendante de la volonté des intéressés, pour refuser le maintien du titre de séjour ; rejeté. - **Article 5 quater** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3641) : son amendement n° 142 : inopposabilité de la rupture de vie commune pour justifier le non-renouvellement de la carte de séjour dans les cas où l'éloignement temporaire résulte d'obligations professionnelles ou médicales indépendantes de la volonté des intéressés ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4041, 4042) : communication réussie sur la question "immigrée", objectif essentiel du Gouvernement. Focalisation inédite des médias sur le Sénat et le fameux article 5 bis relatif aux tests ADN. Succès atteint pour les initiateurs du projet de loi. Interroge néanmoins le ministre sur le prix d'un tel succès. Brèche ouverte dans le repart juridique protecteur. Le groupe socialiste n'accompagnera pas le Gouvernement dans cette voie. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4064) : importance du symbole. Texte néanmoins inapplicable sur le plan pratique.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Article 7** (Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales) (p. 4149) : favorable à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur (voix consultative donnée aux représentants de l'Etat au sein du comité des finances locales). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4152, 4153) : favorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions obligeant les communes à participer au financement de la scolarisation des enfants dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4159) : son amendement n° 40 : simplification du régime des transferts de débits de boissons à consommer sur place ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4609, 4611) : croissance régulière depuis 1950 de la consommation de soins médicaux et de la socialisation des dépenses. Accroissement du nombre de médecins et de leurs revenus. Incapacité paradoxale du système de santé à répondre aux attentes des Français. Crainte d'une dégradation rapide de la démographie médicale dans les zones rurales. Inefficacité de la garde basée sur le volontariat. Efficacité insuffisante des incitations financières et fiscales. Dimension culturelle du problème de démographie médicale dans les zones rurales. Ses propositions incitatives. Doute qu'un tel système puisse perdurer sans régulation éthique des patients et surtout des praticiens.

**COLONNA (Catherine)**  
*ministre déléguée aux affaires  
européennes  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance [n° 211 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1463, 1464) : en remplacement de M. Philippe Douste-Blazy. Intégration de CulturesFrance dans le plan de relance de l'action internationale de la France dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé et du développement. Bien-fondé des objectifs du texte. Favorable à l'adoption des conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

---

**COQUELLE (Yves)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*

Démissionnaire le 1er janvier 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er janvier 2007.

---

**CORNU (Gérard)**  
*sénateur (Eure-et-Loir)  
UMP*

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Irlande : quel avenir pour le tigre celtique ? [n° 204 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Les défis du secteur automobile [n° 254 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Entreprises - Transports**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Développement et régulation économiques [n° 93 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Entreprises**.

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux.

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises jusqu'au 1er octobre 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'État et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 109 (2007-2008)] pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 111 (2007-2008)] (5 décembre 2007) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 142 (2007-2008)] (18 décembre 2007) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse** [n° 156 (2007-2008)] - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1444, 1445) : considérations sur le droit d'initiative parlementaire. Evolution des modes de scrutin pour l'élection à l'Assemblée de Corse. Divergences entre les acteurs locaux. Le groupe UMP adoptera la proposition de loi sous forme nouvelle d'avant-projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Cornu sur l'application de la loi en faveur des petites et moyennes entreprises** - (20 février 2007) : Sa question (p. 1717, 1719).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4813) : favorable à l'amendement n° 187 de M. Gérard Dériot (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 4814) : soutient l'amendement n° 422 de Mme Catherine Procaccia (applicabilité aux centres de santé des mêmes dispositions concernant les professionnels de santé libéraux) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6155, 6156).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 6569, 6572) : Amendements de la commission. Ouverture des commerces le dimanche. Secteur des télécommunications. Contrats de téléphonie mobile. Domaine bancaire. Droit de rétractation. Législation applicable aux consommateurs étendue à certaines professions. Litiges de la consommation. - **Question préalable** (p. 6601, 6602) : position de la commission sur la motion n° 70 de Mme Odette Terrade tendant à opposer la question préalable. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 6603) : position de la commission sur l'amendement n° 146 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division additionnelle intitulée "Mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages"). - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6605, 6616) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet de Mme Odette Terrade n° 152 et n° 154 (taxation

des entreprises de transformation et de distribution des hydrocarbures), n° 153 (rapport au Parlement sur les conditions permettant d'obtenir une baisse des prix de l'énergie), n° 156 (consultation obligatoire du conseil de la concurrence pour toute concession de service public relative à la fourniture d'eau et au service d'assainissement), n° 157 (rapport de la commission des affaires économiques du Sénat examinant le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations), n° 158 (encadrement de l'augmentation des loyers), n° 159 (raccourcissement du délai de remboursement du dépôt de garantie), n° 160 (renforcement du pouvoir d'achat des ménages), n° 162 (paiement de la redevance audiovisuelle par les retraités), n° 163 (obligation pour l'Observatoire national du service public de l'électricité de consulter les organisations représentatives), n° 164 (interdiction de toute coupure de fourniture en énergie) et de M. Bernard Vera n° 182 (baisse de la TVA), n° 180 (prise en compte fiscale des frais de garde), n° 181 (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires) et n° 183 (revalorisation des salaires). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6619) : position de la commission sur les amendements identiques de Mme Nicole Bricq n° 81 et n° 82 (procédure de recours collectif) et sur celui de Mme Odette Terrade n° 147 (introduction dans le droit français de l'action de groupe). - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - *Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6626, 6627) : son amendement n° 2 : coordination ; adopté. (p. 6621, 6628) : position de la commission sur les amendements n° 85, n° 86 et n° 87 de M. Bernard Dussaut, n° 151 et n° 155 de Mme Odette Terrade, n° 67 de M. Yannick Texier, n° 80 de M. Bruno Retailleau, n° 79, n° 55 et n° 56 de M. Michel Houel et n° 119 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6630, 6633) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Dussaut n° 83 (présentation d'un rapport annuel par la Direction générale de la concurrence au ministre chargé des finances sur les pratiques de marges dans la distribution) et n° 84 (rapport public sur les marges de la distribution remis chaque année au Premier ministre par la commission d'examen des pratiques commerciales) et de Mme Odette Terrade n° 149 (établissement par décret annuel de la liste des prix minimum pour l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 150 (détermination de prix de référence par les organisations professionnelles agricoles). - **Article 2** (art. L. 441-7 du code de commerce - *Formalisation du résultat de la négociation commerciale*) (p. 6635) : son amendement n° 3 : rédaction ; retiré. (p. 6634, 6635) : position de la commission sur les amendements n° 88 et n° 89 de M. Bernard Dussaut et n° 60 de M. Yannick Texier. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6636) : son amendement n° 4 : coordination législative ; adopté après modification par les sous-amendements n° 195 et n° 194 du Gouvernement. - **Article 3** (art. L. 441-2-1 du code de commerce et L. 632-3 du code rural - *Modification du régime des contrats types agricoles*) (p. 6637) : son amendement n° 5 : cohérence ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 196 du Gouvernement. - **Article 3 bis** (art. L. 442-9 du code de commerce - *Prohibition des prix abusivement bas en situation de fortes variations des cours de certaines matières premières agricoles*) (p. 6637, 6638) : son amendement n° 6 : précision ; adopté. - **Article 3 ter** (art. L. 442-10 du code de commerce - *Modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles*) (p. 6639) : position de la commission sur l'amendement n° 169 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 3 ter** : position de la commission sur l'amendement n° 90 de M. Bernard Dussaut (fixation de la date de facturation au plus tard au jour de la livraison du produit ou de la réalisation de la prestation de service). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6640) : position de la commission sur l'amendement n° 91 de M. Bernard Dussaut (exercice du droit d'ester en justice par les organisations professionnelles). - **Article 4** (art. L. 441-6 du code de commerce - *Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente*) (p. 6643) : position de la commission sur les amendements n° 168, n° 165 et n° 167 de Mme Odette Terrade et n° 94, n° 93 et n° 92 de M. Bernard Dussaut. - **Article 5** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Possibilité de demander réparation de certains préjudices*) (p. 6645) : position de la commission sur l'amendement n° 95

de M. Bernard Dussaut. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6645, 6646) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Dussaut n° 96 (publication des condamnations pour pratiques déloyales) et n° 97 (interdiction du retour des invendus). - **Article 5 bis** (art. L. 441-5, L. 442-3 et L. 444-3 du code de commerce - *Coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 6647) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Michel Houel et n° 170 de Mme Odette Terrade. - **Article 5 ter** (art. L. 443-1 du code de commerce - *Harmonisation en matière de délais de paiement*) (p. 6648) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Article 5 quater** (art. L. 443-1 du code de commerce - *Harmonisation en matière de délais de paiement*) : son amendement n° 8 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6649) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche). - **Article 6 A** (art. L. 113-5 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés*) (p. 6653) : son amendement n° 9 : suppression ; adopté. (p. 6654 : position de la commission sur l'amendement n° 78 de M. Pierre Hérisson. - **Article additionnel après l'article 6 A ou après l'article 6** (p. 6656) : position de la commission sur les amendements n° 102 de M. Michel Teston (obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile) et n° 142 de Mme Odette Terrade (obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile). - **Article additionnel après l'article 6 A** (p. 6657) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de Mme Odette Terrade (extension de la gratuité des appels téléphoniques). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6658, 6659) : position de la commission sur les amendements n° 135 de M. Yves Pozzo di Borgo (transparence tarifaire des offres des opérateurs de communications électroniques) et de M. Michel Teston n° 108 (amélioration de l'information du consommateur et de la transparence tarifaire) et n° 110 (mention obligatoire dans les contrats des sommes forfaitaires dues à l'occasion de leur résiliation). - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - *Restitution des avances et préavis de résiliation*) (p. 6660, 6663) : ses amendements n° 11 : applicabilité du délai de dix jours à l'ordre de remboursement et non au remboursement lui-même ; retiré ; n° 12 : clarification ; n° 13 : rédaction ; et n° 16 : rédaction ; adoptés. (p. 6663) : son amendement n° 17 : possibilité pour un consommateur de demander que la résiliation prenne effet plus de dix jours après la réception de sa demande ; adopté. (p. 6660, 6663) : position de la commission sur les amendements n° 141 et n° 140 de Mme Odette Terrade, n° 64 et n° 62 de M. Yannick Texier, n° 125 de M. Philippe Nogrix, n° 71 de M. Pierre Hérisson et n° 103 de M. Michel Teston.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) (p. 6676) : position de la commission sur l'amendement n° 139 de Mme Odette Terrade. Son amendement n° 18 : précision ; adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 121-84-2-1 du code de la consommation - *Mention sur les factures de la date de fin de contrat*) (p. 6677) : son amendement n° 20 : coordination ; adopté. - **Article 6 ter** (art. L. 121-84-2-2 du code de la consommation - *Accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits*) (p. 6677, 6678) : position de la commission sur les amendements n° 72 de M. Pierre Hérisson et n° 130 de M. Philippe Nogrix. Ses amendements n° 22 : confirmation au consommateur par le fournisseur de la poursuite à titre onéreux des services souscrits initialement à titre gratuit ; et n° 23 : coordination ; adoptés. - **Article 6 quater** (art. L. 35-2 du code des postes et des communications électroniques - *Possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour fournir le service d'annuaire ou celui des renseignements*) (p. 6679) : position de la commission sur l'amendement n° 104 de M. Michel Teston. - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 6680) : position de la commission sur l'amendement n° 105 de M. Michel Teston (élargissement du champ du service universel à la téléphonie mobile et à l'Internet à haut et très haut débit). - **Article 7** (art. L. 121-84-3 du code de la

*consommation - Gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6681, 6685) : position de la commission sur les amendements n° 76 de M. Pierre Hérisson, n° 127 de M. Philippe Nogrix, n° 106 de M. Michel Teston, n° 144 et n° 145 de Mme Odette Terrade. Ses amendements n° 25 et 28 : cohérence ; n° 26 : précision ; et n° 27 : rédaction ; adoptés. - **Article 7 bis** (art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - *Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile*) (p. 6686, 6691) : ses amendements n° 29 : élargissement du champ d'application au consommateur professionnel ; n° 191 : limitation à vingt-quatre mois de la durée minimale d'engagement associée à la souscription des contrats de service de communications électroniques ; n° 192 : réduction des pénalités de sortie au quart des mensualités restant dues ; et n° 30 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 107 de M. Michel Teston, n° 166 de Mme Odette Terrade et n° 134 de M. Pierre Hérisson. - **Article 7 ter** (art. L. 121-84-6 du code de la consommation et L. 34-8-2 du code des postes et des communications électroniques - *Gratuité des appels depuis les téléphones mobiles des numéros présentés comme gratuits*) (p. 6691, 6695) : ses amendements n° 32 : précision ; adopté ; et n° 33 : limitation des numéros gratuits à des services autres que des services de communications électroniques ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 75, n° 77 et n° 74 de M. Pierre Hérisson, n° 61 et n° 63 de M. Yannick Texier, n° 109 de M. Michel Teston, n° 128 de M. Philippe Nogrix. - **Article 7 quater** (art. L. 121-84-7 du code de la consommation - *Application du tarif d'une communication nationale aux appels émis depuis un mobile vers les services de renseignements téléphoniques*) (p. 6696, 6697) : son amendement n° 34 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 73 de M. Pierre Hérisson, n° 131 de M. Philippe Nogrix ainsi que sur le sous-amendement n° 133 de M. Pierre Hérisson portant sur son amendement n° 34 précité. - **Article 7 quinquies** (*Obligation pour les opérateurs mobiles de proposer une offre commerciale familiale*) : son amendement n° 35 : suppression ; adopté. - **Article 8** (art. L. 121-85 du code de la consommation - *Recherche et constatations des infractions*) (p. 6698) : position de la commission sur les amendements n° 65 de M. Yannick Texier, n° 126 de M. Philippe Nogrix et n° 193 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6698, 6701) : son amendement n° 37 : coordination ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 111 de M. Jean-Pierre Godefroy (centres de relais téléphoniques pour sourds et malentendants) et n° 198 du Gouvernement (affectation au fonds de réserve pour les retraites du produit des redevances dues pour l'exploitation d'un réseau mobile de troisième génération). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6702, 6705) : position de la commission sur les amendements n° 174 de M. Thierry Foucaud (coûts du service bancaire universel), de M. Bernard Vera n° 179 (réduction du plafond de pénalités applicables aux émissions de chèques litigieuses), n° 176 (institution d'un service public bancaire de base) et portant sur le même objet n° 175 et n° 178 (réglementation des services bancaires). - **Article 9** (art. L. 312-1-3 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la médiation bancaire*) (p. 6706) : position de la commission sur l'amendement n° 173 de Mme Odette Terrade. - **Article 10** (art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier - *Création du relevé annuel des frais bancaires*) (p. 6707, 6710) : son amendement n° 38 : précision et extension du bénéfice du récapitulatif annuel des frais bancaires à toutes les personnes physiques titulaires d'un compte ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 172 de Mme Odette Terrade, n° 101, n° 99 et n° 100 de Mme Nicole Bricq. - **Article 10 bis** (art. L. 312-8 du code de la consommation - *Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable*) (p. 6712, 6716) : ses amendements n° 39 : clarification et obligation de fournir la notice présentant les conditions et modalités de variation du taux d'intérêt ; n° 40 : amélioration de l'information des demandeurs de prêt immobilier en matière d'assurance portant sur leur emprunt ; et n° 41 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 113 et n° 114 de M. Bernard Dussaut, n° 98 de Mme Nicole Bricq, n° 177 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après**

**l'article 10 bis** (p. 6716) : son amendement n° 190 : information des emprunteurs ayant contracté un crédit à taux variable sur le montant du capital restant dû ; adopté. - **Article 10 ter** (art. L. 119-9 [nouveau] du code des assurances - Protection du consommateur souscrivant un contrat d'assurance commercialisé par voie de démarchage à domicile) (p. 6718, 6719) : ses amendements n° 42 : précision ; n° 43 et 44 : rédaction ; adoptés. - **Article 10 quater** (art. L. 114-1 du code de la consommation - Information sur les délais de livraison des produits ou services vendus à distance) : son amendement n° 45 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 6719, 6720) : ses amendements n° 46 : amélioration de la protection des consommateurs en matière de facturation des services téléphoniques dans le secteur de la vente à distance ; n° 47 : information des clients sur le statut des biens et services au regard du droit à rétractation ; et n° 48 : garanties relatives au remboursement du consommateur ayant exercé son droit de rétractation ; adoptés. - **Article 10 quinquies** (art. L. 113-3 du code de la consommation - Obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) : son amendement n° 49 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 6721, 6724) : ses amendements n° 50 : extension aux personnes agissant dans le cadre de leur activité professionnelle des dispositions relatives à l'information des consommateurs en matière de contrat annuel à tacite reconduction ; et n° 51 : possibilité pour le juge de soulever d'office tout moyen dans les litiges relevant du code de la consommation ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 185 de M. Philippe Dominati (conditions de dénonciation des comptes collectifs) ainsi que sur les amendements n° 59 de M. Laurent Béteille, n° 115 de M. Bernard Dussaut et n° 148 de Mme Odette Terrade, portant sur le même objet que son amendement n° 51 précité. - **Article 11** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour

procéder à une nouvelle codification du code de la consommation) (p. 6726) : son amendement n° 52 : rectification ; adopté. - **Article 12** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits) : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Dussaut. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6727) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 188 (octroi de pouvoirs d'enquête aux agents de la DGCCRF pour effectuer des contrôles des règles d'hygiène imposées par des règlements communautaires à tous les stades de la chaîne alimentaire) et n° 189 (mise en place de pouvoirs de police administrative pour le contrôle de la conformité des prestations de service). - **Article 12 bis** (art. L. 120-1 [nouveau], L. 121-1 à L. 121-3, L. 121-5 à L. 121-7, L. 121-15-2, L. 122-6, L. 122-11 à L. 122-15 [nouveaux], L. 141-1 et L. 141-2 du code de la consommation, et art. 19 et 20 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Pratiques commerciales déloyales) (p. 6731) : position de la commission sur les amendements n° 54 de M. Jean-Jacques Hyst et n° 118 de M. Bernard Dussaut. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6733, 6734) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 142 (2007-2008)]* - (20 décembre 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** : son intervention (p. 7122, 7125). - **Article additionnel après l'article 10 quinquies C** (p. 7138) : son amendement n° 1 : entrée en vigueur le 1er juin 2008 des articles concernant les professionnels de la vente à distance ; adopté.

**COUDERC (Raymond)**  
sénateur (Hérault)  
NI, puis UMP

Election le 26 août 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 19 septembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Christian Gaudin sur la recherche en milieu polaire** - (21 novembre 2007) : son intervention (p. 5050, 5051).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6009, 6010).  
Production vitivinicole du Languedoc-Roussillon.

**COURTEAU (Roland)**  
*sénateur (Aude)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants [n° 322 (2006-2007)] (1er juin 2007) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* visant à inscrire d'office l'ensemble des citoyens français sur les listes électorales [n° 53 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [n° 54 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 93 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'évaluation et la prévention du risque de tsunami sur les côtes françaises en métropole et outre-mer [n° 117 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Environnement - Outre-mer - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Son intervention (p. 477, 480).

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3430) : soutient l'amendement n° 8 de M. Daniel Raoul (suppression de la date butoir) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3433) : soutient l'amendement n° 10 de M. Daniel Raoul (accès aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les consommateurs domestiques sur les sites

raccordés entre le 1er juillet et la date de publication de la présente loi) ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 2** (p. 4101, 4102) : son amendement n° 10 : représentation par les sociétés coopératives de vinification de l'ensemble de leurs sociétaires lors de l'établissement d'une déclaration de récolte à appellation d'origine ; rejeté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5056, 5059) : contexte de la réforme de l'OCM vitivinicole. Violence de la crise pour les viticulteurs en dépit des atouts de la viticulture française. Danger des propositions ultralibérales de la commission européenne. Problème de l'arrachage des vignes. Dossier des milliers d'hectares de plantations illicites en Espagne et en Italie. Approuve la proposition de résolution présentée par la commission des affaires économiques : maîtrise du potentiel de production ; dispositif de gestion de crise ; maintien des financements vitiqes et communautaires. Préoccupation quant à la libéralisation de l'étiquetage et au transfert de compétences du Conseil vers la commission en matière de pratiques œnologiques. Faiblesse des sommes consacrées à la promotion

intracommunautaire et vers les pays tiers. Salue l'inauguration à Shanghai de la maison du Languedoc-Roussillon. Partisan de relancer le thème du vin et de la santé. Nécessité pour la France de jouer un rôle de leader sur les points principaux de la négociation avec la commission européenne. Le groupe socialiste soutiendra le rapporteur et sa proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6184, 6185).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6910) : son amendement n° 129 : exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR" ; rejeté.

**COURTOIS (Jean-Patrick)**  
*sénateur (Saône-et-Loire)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 10 octobre 2007.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 17 janvier 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière ; nouvelle nomination le 12 novembre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 180 (2006-2007)] au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de décision du Conseil portant création de l'Office européen de police (EUROPOL) (n° E 3383) [n° 237 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 444 (2006-2007)] renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 50 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Police et sécurité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 96 tome 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Police et sécurité**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 15, 16) : enjeu de la sécurité. Conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance. Signal fort adressé aux mineurs de seize ans. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 43, 44) : sur l'amendement n° 2 de la commission (caractère obligatoire de la création d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance dans les EPCI compétents en matière de prévention), son sous-amendement n° 192 ; adopté. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale) (p. 47) : son amendement n° 194 : caractère suffisant de la condition du conventionnement entre EPCI et département pour permettre la

délégation des compétences du département à l'EPCI en matière d'action sociale ; adopté. - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance) (p.52) : soutient les amendements de M. Roger Karoutchi n° 195 (suppression des conventions prévues entre les autorités organisatrices de transports collectifs et l'Etat) ; et n° 196 (suppression de la convention prévue entre le STIF et l'Etat) ; adopté.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 4** (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2568, 2569) : application de la LOLF. Conformité de l'exécution du budget aux prévisions de la loi de finance initiale. Rapport annuel de performances. Interrogations sur l'indicateur du taux d'emploi des CRS, la formation continue des policiers, et le logement et la fidélisation des policiers en Ile-de-France.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture [n° 422 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3285, 3286) : innovation démocratique de première importance pour le Parlement et pour les services spécialisés. Consensus sur l'ambition du texte. Concrétisation d'une promesse du Président de la République. Contribution au renforcement de la fonction de contrôle et d'information du Parlement. Importance des relations de confiance mutuelle entre la délégation et les services de renseignement. Equilibre du texte entre la transparence et le secret. Hommage à l'action des hommes et des femmes qui travaillent dans les services du renseignement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3296, 3297) : le groupe UMP votera ce texte qui constitue une avancée importante.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3504, 3507) : au nom de l'ensemble de ses collègues de l'UMP, se réjouit de cette réforme fondamentale et novatrice voulue par le Président de la République. Suivi par un seul ministère du parcours d'un étranger candidat à l'immigration. Maîtrise depuis 2002 des flux légaux d'immigration sous l'action déterminée de Nicolas Sarkozy. Eléments chiffrés des reconduites à la frontière. Nécessité d'inverser le profil des flux migratoires en privilégiant une immigration pour motif de travail. Confirmation et amplification de la réforme engagée en 2006. Accentuation du processus d'intégration des immigrés réguliers. Test de connaissance de la langue française et des valeurs de la République, contrat d'accueil et d'intégration pour les familles. Intérêt de l'amendement de M. Robert Del Picchia portant sur la dispense de test dans le pays d'origine pour les conjoints de Français. Satisfait de l'équilibre trouvé par la commission s'agissant des conditions de ressources. Instauration d'une carte de résident à durée indéterminée. Suppression par la commission de la possibilité introduite par l'Assemblée nationale de recourir aux tests ADN pour prouver la filiation dans le cadre du regroupement familial. Soutiendra l'amendement de M. Jean-Jacques Hyest réintroduisant le recours aux tests ADN en encadrant strictement leur utilisation. Insiste sur le caractère protecteur du dispositif. Nouvelles garanties juridictionnelles pour les demandeurs d'asile. Encouragement des migrants au développement de leur pays d'origine. Le groupe UMP votera ce projet de loi enrichi des travaux de la commission.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4065) : hommage, au nom de l'ensemble du groupe UMP, à la détermination du ministre. Se réjouit de l'adoption de l'article 5 bis relatif aux tests ADN dans la rédaction issue des travaux du Sénat. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - rapporteur de la

commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4333, 4336) : législation en vigueur. Catégories définies par la loi de 1999. Formation des maîtres. Réflexion commune des deux commissions sénatoriales. Présentation de ses amendements. Sous réserve de l'approbation de ces derniers, propose, au nom de la commission, l'adoption de ce texte. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4358) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Muller (création d'un Observatoire interdisciplinaire national du comportement canin). - **Article 1er** (art. L. 211-11 du code rural - Formation des détenteurs de chiens dangereux) (p. 4358, 4359) : ses amendements n° 1 : pouvoir de substitution du préfet et amélioration du lien entre la réalisation de l'évaluation comportementale du chien et celle de la formation de son maître ; et n° 2 : transmission des résultats de l'évaluation au maire ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 44 de M. Roger Madec déposé sur son amendement n° 1 précité ainsi que sur l'amendement n° 39 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4360) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Roger Madec (mise en place d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance). - **Article 2** (art. L. 211-13-1 nouveau du code rural - Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs) (p. 4361) : ses amendements n° 3 : précision de la formation des détenteurs de chiens ; et n° 4 : détermination par décret des conditions d'agrément des formateurs ; retirés au profit de l'amendement de la commission saisi pour avis n° 16 (définition et précision par décret du contenu de la formation des détenteurs de chiens et fixation de l'âge des chiens pour leur première évaluation comportementale). Position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Muguette Dini. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4362, 4363) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de Mme Françoise Férat (obligation d'obtenir un certificat de sociabilité et d'aptitude à l'utilisation, CSAU, pour tous les détenteurs de chiens des première et deuxième catégories). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4364) : position de la commission sur les amendements n° 17 (coordination) de la commission saisi pour avis et n° 46 de M. Roger Madec (soumission de la délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien de première ou de deuxième catégorie à la transmission de documents prouvant que le propriétaire est majeur et libre de tout antécédent judiciaire). - **Article 3** (art. L. 211-14 du code rural - Modalités de délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien dangereux) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de la commission saisi pour avis. - **Article 4** (art. L. 211-14-2 nouveau du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs" et de leurs propriétaires ou détenteurs) (p. 4366) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de la commission saisi pour avis ainsi que sur les sous-amendements n° 47 de M. Jacques Muller et n° 49 de M. Roger Madec qui le modifient. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4368) : position de la commission sur les amendements de la commission saisi pour avis n° 20 (soumission à l'évaluation comportementale des chiens potentiellement dangereux en raison de leur poids) et n° 50 de M. Roger Madec (pour les chiens circulant en liberté dans une propriété privée, obligation de prévoir un périmètre sécurisé). - **Article 5** (art. L. 211-15 du code rural - Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000) (p. 4369) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4370, 4372) : son amendement n° 6 : obligation pour les agents de surveillance et de gardiennage utilisant des chiens d'être titulaires d'une attestation d'aptitude ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 33 de Mme Isabelle Debré (pour les chiens de première catégorie, évaluation comportementale préalable à la décision du maire de recevoir la déclaration de l'animal ou de le placer dans un lieu de dépôt puis de l'euthanasier) et de la commission saisi pour avis n° 23 (attestation d'aptitude non obligatoire pour les gestionnaires des refuges et des fourrières et pour les éleveurs professionnels). - **Article 6** (art. L. 214-8 du code rural - Encadrement de la vente et de la cession de chiens)

(p. 4372) : son amendement n° 7 : suppression de mentions relevant du pouvoir réglementaire ; adopté. (p. 4373) : position de la commission sur les amendements n° 53 de M. Roger Madec et n° 31 de M. Bernard Barraux. - **Article 7** (art. L. 215-2 du code rural - Sanction pénale de la détention de chiens de première catégorie) (p. 4374) : son amendement n° 8 : suppression ; adopté. - **Article 8** (art. L. 211-11, L. 211-20, L. 211-20 et L. 211-27 du code rural - Coordination rédactionnelle) (p. 4375) : son amendement n° 9 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4376) : sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire), son sous-amendements n° 59 ; adopté. - **Article 9** (art. 99-1 et 398-1 du code de procédure pénale - Procédure pénale relative aux chiens dangereux) (p. 4379) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté. - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires) (p. 4380, 4382) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté. - **Article 13** (Modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale) (p. 4383) : son amendement n° 12 : dispositions transitoires ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** : position de la

commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 29 (dispositions transitoires pour l'évaluation comportementale des chiens dépassant un certain poids) . - **Article 14** (Entrée en vigueur de l'interdiction de détention des chiens de première catégorie nés après le 7 janvier 2000) (p. 4384) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 15** : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport sur l'application de cette loi).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 6084, 6085) : sous le bénéfice de ses observations, avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission.

**CUQ (Henri)**  
ministre délégué aux relations avec le  
Parlement  
(jusqu'au 15 mai 2007)

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 610, 611) : accidents dramatiques de l'été 2005. Action du Gouvernement. Renforcement des procédures de lutte contre l'habitat indigne. Campagne d'information. Création d'un outil de

mutualisation des financements publics et privés. Le Gouvernement est favorable à la proposition de loi. Réponse aux intervenants. - **Article 1er** (*Intitulé et nouvelle division du chapitre IX du titre II du livre I du code de la construction et de l'habitation*) (p. 616) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. L.129-8 à L.129-10 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'installer des détecteurs de fumée dans les logements) (p. 617, 618) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 4** (*Entrée en vigueur*) (p. 619) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission.

- **Éloge funèbre de Marcel Lesbros, sénateur des Hautes-Alpes** - (20 février 2007) (p. 1716).

**DALLIER (Philippe)**  
sénateur (Seine-Saint-Denis)  
UMP-R

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les délégués de l'Etat pour la politique de la ville : un essai réussi, une transformation toujours en attente [n° 320 (2006-2007)] (30 mai 2007) - **Aménagement du territoire - Société.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Politique de la ville : une efficacité entravée [n° 71 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Ville et logement [n° 91 tome 3 annexe 34 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 791) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 78 (élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes). - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 797, 798) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 820) : son amendement n° 240 : possibilité pour des organismes d'HLM intervenant dans le redressement des copropriétés en difficulté de programmer des opérations d'amélioration de l'habitat dans les copropriétés dégradées ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 247 de M. Jean Desessard.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 849, 850) : défavorable à l'amendement n° 109 de M. Roland Muzeau (inéligibilité des maires ne respectant pas les objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 857, 858) : intervient sur les amendements identiques n° 31 de la commission, n° 58 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 80 de la commission des lois saisie pour avis et n° 144 de M. Thierry Repentin (prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles). Gage de ses amendements. - **Article additionnel avant l'article 6 ou avant l'article 9** (p. 872) : votera l'amendement n° 284 du Gouvernement (expérimentation d'un contrat unique d'insertion conjointement par l'Etat et les départements volontaires).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile*) (p. 3704) : réponse aux propos de M. David Assouline. Qualité des locaux de la salle d'audience de la zone d'attente de Roissy. Regrette le refus des

magistrats d'aller y siéger. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - *Droit à l'hébergement des étrangers*) (p. 3750) : se rangera à l'argumentation de M. Dominique Braye contre la suppression de l'article 21 et votera l'amendement n° 30 de M. Bernard Seillier (précision selon laquelle les structures d'hébergement ne sont pas contraintes d'apprécier ou de contrôler la régularité de la situation des personnes qu'elles accueillent).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6117, 6119). - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6131, 6134) : intervient sur l'amendement n° II-142 de M. Thierry Repentin (augmentation du montant de la dotation globale de fonctionnement des communes de 30 millions d'euros). Soutient l'amendement n° II-140 de M. Pierre André (prolongation à 2010 de la disposition adoptée dans le cadre du plan de cohésion sociale prévoyant de faire progresser la DSU de 600 millions d'euros à 1,2 milliards d'euros) ; retiré. Son amendement n° II-135 : garantie de progression minimale de la DSU en 2008 à égalité avec la prévision d'inflation, soit 1,6 % au lieu de 5 % ; adopté.

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6315, 6317). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6334, 6345) : position de la commission sur les amendements n° II-189, n° II-188, n° II-191 de M. Thierry Repentin, n° II-115 de M. Philippe Dallier, n° II-158 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° II-183 de M. René Beaumont. A titre personnel, favorable à l'amendement n° II-129 du Gouvernement (conséquence). Son amendement n° II-47 : transfert des crédits de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain vers l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ; retiré. A titre personnel, son amendement n° II-115 : hausse des crédits du programme "équité sociale et territoriale et soutien" ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 60** (p. 6347) : position de la commission sur l'amendement n° II-187 de M. Thierry Repentin (exonération de taxe destinée au fonds national d'aide au logement pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics). - **Article 60** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 6349) : à titre personnel, s'abstiendra sur les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-65 et n° II-190 de M. Thierry Repentin (suppression du doublement de la cotisation pesant sur la masse salariale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics visant à financer le fonds national d'aide au logement). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6350, 6354) : position de la commission sur les amendements n° II-156 de la commission (rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements), de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-157 (indemnisation de l'Etat par des propriétaires défaillants lors du relogement de personnes bénéficiaires du droit au logement opposable), de Mme Odette Terrade n° II-178 (aménagement du prêt à taux zéro), n° II-180 (régulation de la hausse des loyers) et n° II-181 (revalorisation des crédits d'impôts accordés aux propriétaires immobiliers participants au système mutuel de garantie des risques locatifs). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 6354, 6356) : ses amendements n° II-44 : indexation de la participation minimale des allocataires ; n° II-45 : simplification ; et n° II-46 : actualisation de la liste des zones urbaines sensibles ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-66 (rapport au Parlement sur le bilan de la mise en œuvre du dispositif de réussite éducative et sa poursuite au-delà du 31 décembre 2009) .

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 23 bis** ("*Écopastille verte*" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers) (p. 6928, 6930) : son amendement n° 141 : exonération de malus pour les personnes qui ont

commandé leur véhicule et versé des acomptes avant le 5 décembre 2007 ; adopté.

**DANGLLOT (Jean-Claude)**  
sénateur (Pas-de-Calais)  
NI, puis CRC

Devenu sénateur le 3 janvier 2007 (remplace Mme Maryse Roger-Coupin, démissionnaire).

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 18 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 612, 614) : son expérience de sapeur-pompier. Drames de l'été 2005. Sensibilisation et formation du public concerné. Caractère prématuré du texte. Coût des détecteurs de fumée. Problème de la responsabilité. Les membres du groupe communiste, républicain et citoyen voteront contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6160, 6162). Sa région du Nord-Pas-de-Calais. - **Article 42** (*Taux maximum d'augmentation de la taxe pour frais de chambres de commerce, concernant les chambres de commerce et d'industrie, CCI, ayant délibéré favorablement pour mettre en œuvre un schéma directeur régional*) (p. 6169) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° II-25 de la commission (clarification).

### Pilotage de l'économie française

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6171, 6172). Son département du Pas-de-Calais.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Question préalable** (p. 6600) : soutient la motion n° 70 de Mme Odette Terrade tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6604, 6615) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 152 (taxation des entreprises de transformation ou de distribution des hydrocarbures) ; n° 153 (rapport au Parlement sur les conditions permettant d'obtenir une baisse des prix de l'énergie) ; n° 157 (rapport de la commission des affaires économiques du Sénat examinant le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations) ; et n° 163 (obligation pour l'Observatoire national du service public de l'électricité de consulter les organisations représentatives) ; rejetés. Soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 182 (baisse de la TVA) ; et n° 181 (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires) ; rejetés. - **Article 1er** (*art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6621, 6622) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Odette Terrade (définition du prix d'achat effectif) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6632) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Odette Terrade (détermination de prix de référence par les organisations professionnelles agricoles) ; rejeté. - **Article 3 ter** (*art. L. 442-*

10 du code de commerce - Modification du périmètre de l'interdiction des enchères à distance inversées pour les produits agricoles) (p. 6638) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Odette Terrade (interdiction des enchères inversées) ; rejeté. - **Article 5 bis** (art. L. 441-5, L. 442-3 et L. 444-3 du code de commerce - Coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales) (p. 6647) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Odette Terrade (suppression de l'article 54 de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité) ; rejeté. - **Article 6 A** (art. L. 113-5 du code de la consommation

- Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés) (p. 6654, 6655) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 6 A ou après l'article 6** (p. 6656) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Odette Terrade (obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile) ; rejeté.

**DARCOS (Xavier)**  
ministre de l'éducation nationale  
(à partir du 18 mai 2007)

#### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6074, 6077). - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) : son intervention (p. 6078, 6082). Son amendement n° II-131 : compensation des transferts des personnels TOS aux régions et aux départements par une annulation de crédits sur les programmes "Vie de l'élève", "Soutien de la politique de l'éducation nationale" et "Enseignement technique agricole" ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-22, n° II-20 et n° II-21 de la commission.

#### INTERVENTIONS

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**DARNICHE (Philippe)**  
sénateur (Vendée)  
NI

Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

#### INTERVENTIONS

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

#### DÉPÔTS

Proposition de loi visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3665) : OGM. Principe de précaution. Recherche fondamentale.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4089, 4090) : réforme absolument nécessaire. Qualité du patrimoine gastronomique de la Vendée. Labels rouges. Favorable à la protection des productions alimentaires hautement qualitatives.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6508) : persistance de mécanismes supranationaux dans le traité de Lisbonne. Ratification par voie parlementaire. Absence de légitimité politique.

**DASSAULT (Serge)**  
*sénateur (Essonne)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quelle efficacité des contrats aidés de la politique de l'emploi ? [n° 255 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Travail et emploi [n° 91 tome 3 annexe 33 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Travail.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 24, 25) : obligation de formation professionnelle des mineurs non qualifiés et d'un service civil pour les inactifs majeurs. Manque de moyens des maires.

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 305, 306) : qualité des partenaires sociaux. Information des salariés

par le chef d'entreprise. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 338, 339) : son amendement n° 29 : possibilité pour les salariés d'avoir accès à la formation relative à la micro et à la macro-économie pour améliorer leur connaissance de l'entreprise ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2211, 2212) : orientation professionnelle. Modalité d'élection des présidents d'université. Rapprochement entre les universités et les entreprises. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2717, 2718) : heures supplémentaires. Droits de succession. Pouvoir d'achat des salariés. Compensation des charges sur les salaires.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2823, 2828) : son amendement n° 256 : augmentation du pourcentage des bénéficiaires de l'entreprise dévolu aux salariés ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 5686, 5688). Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5710) : position de la commission sur l'amendement n° II-98 du Gouvernement. - **Article 53 (Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)** (p. 5712) : position de la commission sur les amendements de suppression de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-57 et n° II-79 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 54 (Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption)** (p. 5714, 5715) : position de la commission sur les amendements n° II-85 de Mme Gisèle Gautier et n° II-74 de M. Bernard Seillier. - **Article 55 (Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles")** (p. 5717) : position de la commission sur les amendements de suppression de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-58, n° II-80 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 56 (Prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)** (p. 5718) : position de la commission sur l'amendement n° II-81 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 57 (Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER)** (p. 5721, 5722) : son amendement n° II-42 : suppression de l'allocation équivalent retraite au 1er janvier 2008 ; retiré. - **Article 58 (Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU)** (p. 5723) : position de la commission sur les amendements n° II-83 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-60 de M. Jacques Blanc. - **Article 59 (Contribution du Fonds unique de péréquation, FUP, au financement de l'allocation de fin de formation)** (p. 5725) : avis de la commission sur les amendements n° II-84 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-103 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 5725, 5726) : son amendement n° II-43 : clarification et validation du bénéfice des CESU préfinancés depuis le 1er janvier 2007 ; retiré.

**DATI (Rachida)**  
*garde des sceaux, ministre de la justice*  
 (à partir du 18 mai 2007)

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]* (13 juin 2007) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

*Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]* (11 juillet 2007) - **Justice.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2074, 2077) : hommage au travail et à la sagesse du Sénat. Philosophie du projet de loi. Ambitions et innovations du texte. Instauration de peines minimales pour les récidivistes. Adaptation des sanctions aux mineurs multirécidivistes. Suivi médical et psychiatrique des délinquants sexuels. Conciliation des exigences de fermeté, de justice et de préservation de l'équité. Conformité du texte à la Constitution et aux engagements internationaux de la France. Principes de l'individualisation des peines et de l'atténuation pénale. (p. 2100, 2102) : réponse aux intervenants. Annonce d'une loi pénitentiaire débattue au Parlement à l'automne. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2105) : avis du Gouvernement sur la motion n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2109) : avis du Gouvernement sur la motion n° 50 de M. Louis Mermaz tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2112) : avis du Gouvernement sur la motion n° 51 de M. Pierre-Yves Collombat tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2113) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 1er** (*art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. Robert Badinter, n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 31, n° 30 et n° 33 de M. Robert Badinter, n° 14, n° 15 et n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 2** (*art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2126) : non-remise en cause des possibilités d'aménagement de l'incarcération et des alternatives à l'incarcération. (p. 2132) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 34 de M. Robert Badinter et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, sur les amendements de la commission n° 2 et n° 4, sur les amendements de Mme Nicole Borvo-Cohen Seat n° 56 et n° 57, sur les amendements de Mme Alima Boumediene Thiery, n° 21 et 22, n° 24 et 23, n° 16 et 17, n° 19, n° 20 et 18 et sur les amendements de M. Robert Badinter n° 37, n° 36, n° 35 et n° 38. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2133) : avis du gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. (p. 2135) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 3** (*art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2139, 2140) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de M. Robert Badinter, n° 58 et n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 52, n° 25 et 26 et n° 27. - **Article 4** (*art. 362 du code de procédure pénale - Information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales*) (p. 2144) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 41 de

M. Robert Badinter et n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 4** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter. - **Article 5** (*art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire*) (p. 2149) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter. - **Article 6** (*art. 132-45-1 nouveau du code pénal - Application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 2153) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Robert Badinter. Plan de recrutement massif de médecins psychologues et psychiatres d'ici au 1er mars 2008. - **Article 7** (*art. 723-30 et 723-31 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire*) (p. 2154) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Robert Badinter. - **Article 8** (*art. 721-1 du code de procédure pénale - Interdiction des réductions de peine pour certains condamnés refusant les soins en détention*) (p. 2156) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 et n° 8 de la commission et sur les amendements identiques n° 46 de M. Robert Badinter et n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9** (*art. 729, 731-1 et 712-21 du code pénal - Renforcement des obligations liées au suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle*) (p. 2157) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 47 de M. Robert Badinter et n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Division et article additionnels après l'article 9** (p. 2159) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 et n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Examen prochain du projet de loi instituant le contrôleur général indépendant des lieux privatifs de liberté. - **Article 10** (*Entrée en vigueur*) (p. 2160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Robert Badinter et n° 10 de la commission. - **Article 11** (*Application du dispositif de la présente loi aux collectivités d'outre-mer*) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2165) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2761) : se réjouit du texte qui résulte des travaux parlementaires. Apports du Sénat. Suppression par l'Assemblée nationale de l'enquête sociale systématique introduite à l'article 2 bis. Instructions données au parquet. Numérisation et dématérialisation des procédures dans toutes les juridictions à compter du 1er janvier 2008.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3009) : modernisation du système pénitentiaire. Statut du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Personnels de l'administration pénitentiaire. Respect de la dignité humaine. Conditions de vie dans les lieux de privation de liberté. Rôle du contrôleur général et mise en œuvre de ses prérogatives. Respect des engagements européens et internationaux de la France. Exemple du mécanisme de contrôle britannique. (p. 3028) : rôle de M. Jean-Paul Delevoye, Médiateur de la République, en matière de médiation dans les prisons. Contrôle des autorités judiciaires sur les activités des prisons. Proposition de loi de MM. Hiest et Cabanel, adoptée par le Sénat à l'unanimité le 26 avril 2001. Moyens alloués au contrôleur général des lieux de privation de liberté. Commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente. Pouvoirs, saisine et modes de nomination du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Rôle des contrôleurs assistant le contrôleur général. Ratification du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3036) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 1er** (*Statut et compétence*) (p. 3039, 3040) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. Jean-René Lecerf, n° 66 de M. Charles Gautier, n° 26 et n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 1 de la commission, n° 79 et n° 80 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2** (*Nomination et incompatibilités*) (p. 3046) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de M. Charles Gautier, n° 82 de Mme Éliane Assassi, n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5 de la commission, et n° 83 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 2** : Avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 3** (*Équipe de contrôleurs*) (p. 3048, 3049) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de M. Charles Gautier, n° 84 de Mme Éliane Assassi, n° 28 et n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4** (*Secret professionnel*) (p. 3050) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 86 et n° 87 de Mme Éliane Assassi, et n° 7 de la commission. - **Article 5** (*Modalités d'information et de saisine*) (p. 3053) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 88 de Mme Éliane Assassi, n° 30 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 8 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3053) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de la commission, n° 56 et n° 57 de M. Yves Détraigne. - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3058, 3063) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission, n° 90, n° 91 et n° 92 de Mme Éliane Assassi, n° 52 de M. Yves Détraigne, n° 20 et n° 21 de M. Jean-René Lecerf, n° 36 et n° 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 64, n° 66, n° 65 et n° 67 de M. Charles Gautier. (p. 3068) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 et n° 33 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 45 de M. Jean-René Lecerf, n° 69 et n° 68 de M. Charles Gautier. (p. 3071) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de M. Charles Gautier, n° 93 de Mme Éliane Assassi, n° 78 de M. Yves Détraigne, n° 22 de M. Jean-René Lecerf, n° 55 de M. Yves Détraigne, n° 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 11 de la commission. (p. 3073) : opposabilité du secret au contrôleur général et restriction à son droit de visite. (p. 3075) : opposabilité du secret médical, du secret de l'instruction et du secret professionnel au contrôleur général. Rapport Canivet. (p. 3076) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission, n° 71 de M. Charles Gautier et n° 31 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 3077) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Yves Détraigne. - **Article 7** (*Suite donnée aux inspections*) (p. 3080) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 de Mme Éliane Assassi, n° 74 et n° 73 de M. Charles Gautier, n° 23 et n° 24 de M. Jean-René Lecerf, n° 58 et n° 54 de M. Yves Détraigne, n° 48 de M. Richard Yung, et n° 14 de la commission. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3082) : octroi d'un pouvoir d'injonction au contrôleur général. (p. 3087) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de M. Richard Yung, n° 76, n° 75 et n° 77 de M. Charles Gautier, n° 37, n° 42, n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 95 et n° 96 de Mme Éliane Assassi, et n° 15 de la commission. - **Article 9** (*Rapport public*) (p. 3097) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3088) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de Mme Éliane Assassi et n° 81 de Mme Éliane Assassi. - **Article 10** (*Crédits budgétaires*) (p. 3090) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi, n° 17 de la commission, n° 44 et n° 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3092) : remerciements.

- **Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3966, 3968) : contrôle indépendant des lieux de privation de liberté. Futur projet de loi pénitentiaire. Dispositions adoptées en première lecture. Indépendance et immunité pénale du contrôleur général. Possibilité d'effectuer des visites inopinées. Elargissement de la saisine. Coopération avec les organismes internationaux. Souhait d'une mise en œuvre du projet de loi dès 2008. (p. 3974, 3975) : réponse aux intervenants. - **Article 1er** (*Statut et mission*) (p. 3976) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 7 de M. Robert Badinter. - **Article 2** (*Nomination et incompatibilité*) (p. 3978) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Robert Badinter. - **Article 3** (*Équipe de contrôleurs*) (p. 3979) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Robert Badinter. - **Article 5** (*Modalité d'information et de saisine*) (p. 3979, 3980) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3985) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10, n° 12, n° 13, n° 14 de M. Robert Badinter, n° 17, n° 3 et n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7** (*Suites données aux visites*) (p. 3986) : avis du Gouvernement

sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3988) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 et n° 15 de M. Robert Badinter et n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3990) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4243, 4245) : qualité du travail parlementaire. Contexte mondial de la corruption. Elargissement du délit de corruption. Trafic d'influence. Moyens consacrés à la lutte. La commission des lois recommande l'adoption du texte dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4254) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de M. Robert Badinter (possibilité pour la justice française de poursuivre un délit commis à l'étranger même en l'absence de décision de la juridiction étrangère), et de Mme Bariza Khiari n° 6 (conditions du refus de déclassification opposé par la commission consultative du secret de la défense nationale) et n° 7 (motivation du refus de déclassification). - **Article 2** (*art. 435-1 à 435-6, art. 435-7 à 435-15 nouveaux du code pénal - Renforcement de la répression des faits de corruption d'agents publics étrangers ou relevant d'une organisation internationale publique*) (p. 4259) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Robert Badinter.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5027, 5029) : salue l'initiative de M. Jean-Jacques Hyst et le travail de la mission d'information qu'il a présidée sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Proposition de loi ambitieuse. Inadaptation du délai de prescription de trente ans aux réalités économiques de la France. Réduction et extension du délai de droit commun, à l'exemple de pays européens. Clarification du régime applicable à la prescription. Présentera deux amendements consensuels. Soutien du Gouvernement à la proposition de loi, première étape de modernisation du droit des obligations, au service des Français et des entreprises. - **Article 1er** (*titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive*) (p. 5037, 5038) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 8 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Ses amendements n° 1 (extension aux victimes par ricochet d'un dommage corporel du bénéfice du délai de prescription de dix ans) ; n° 2 (extension aux personnes liées par un PACS de la suspension du délai de prescription qui joue actuellement entre époux pendant la durée du mariage) ; et n° 3 (suspension du délai de prescription lorsque les parties utilisent une procédure de conciliation) ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5040, 5042) : ses amendements n° 4 (précision selon laquelle, lorsque l'action civile est exercée devant la juridiction répressive, elle se prescrit selon les règles de l'action publique) ; adopté ; et n° 6 (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage) ; adopté après rectification suggérée par la commission. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 13 de la commission (réduction du délai de la prescription à dix ans à compter de la manifestation du dommage) sur son amendement n° 6 précité. - **Article 7** (*art. L. 110-4 du code de commerce - Réduction du délai de prescription applicable aux actions entre commerçants, ou entre commerçants et non commerçants*) (p. 5043) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9** (*art. L. 135-7 du code de la sécurité sociale - Affectation au Fonds de réserve des retraites de sommes résultant de la liquidation de certains instruments financiers*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 18** (*Compensation des conséquences financières*) (p. 5045) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5677, 5683). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5684) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-51 de M. Roland du Luart.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) : sa réponse (p. 6545, 6547).

**DAUGE (Yves)**  
*sénateur (Indre-et-Loire)*  
*SOC*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre du Haut conseil de la coopération internationale.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance** [n° 211 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1466, 1468) : bien-fondé du changement de statut. Problématique des missions et des moyens de CulturesFrance. Rôle des centres culturels et des alliances françaises. Spécificité africaine. Partenariat souhaitable avec l'Agence française de développement. Projet de contrat d'objectifs. Question sur la mise en place du comité intergouvernemental dans le cadre de l'UNESCO.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2208, 2209) : qualités des universités françaises. Exemple de Tours. Accompagnement des étudiants. Moyens financiers.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi** [n° 436 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3309, 3310) : frustration quant à l'absence de consultation préalable du Parlement et des professionnels. Texte désolant. Doute de l'existence d'un projet culturel et scientifique. Vente de la marque "Louvre". Accord en rupture avec la réputation de professionnalisme et de savoir-faire de la France. Avec d'autres collègues, souhaite retravailler ce projet. Compte tenu de ses réserves, s'abstiendra sur ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3315) : retour nécessaire à un processus normal de gestion d'un grand projet.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

Deuxième partie :

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6033, 6034).

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

**DAVID (Annie)**  
sénateur (Isère)  
CRC

### NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 19 septembre 2007 ; membre de la commission du 11 juillet 2007 au 19 septembre 2007.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 11 juillet 2007.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 25 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail le 19 juillet 2007.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Éducation nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique** [n° 160 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 470) : le groupe CRC s'abstient sur cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Son intervention (p. 475, 477).

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable) (p. 697) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jack Ralite (garantie du droit au logement) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 776, 777) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Michelle Demessine (clarification du rôle de l'Agence nationale de l'habitat dans la constitution d'une offre locative privée accessible) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 846) : soutient l'amendement n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (augmentation du nombre de références aux loyers du voisinage exigibles pour déterminer la réévaluation d'un loyer) ; rejeté. (p. 848) : soutient l'amendement n° 108 de M. Bernard Vera (réévaluation du niveau de la contribution sur les revenus locatifs) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 882) : création d'un droit nouveau. Economies réalisées par le Gouvernement. Situation difficile de ces vieux migrants. Minimum vieillesse. Limitation de cette aide. Accès aux soins. - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** (p. 884) : favorable à l'amendement n° 290 du Gouvernement (garantie de l'accès aux soins lors de leur séjour en France pour les bénéficiaires de l'allocation de réinsertion sociale et familiale des anciens migrants). - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 885) : son amendement n° 110 : nouvelle rédaction de cet article en précisant l'élargissement du champ d'application, le montant et la réversibilité de cette aide ; retiré. (p. 890) : intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rapport d'évaluation du dispositif). (p. 892) : votera cet article. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 895) : son amendement n° 122 : suppression de la possibilité pour une association agréée de recruter et de rémunérer des professeurs enseignant dans les sections internationales des établissements scolaires ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 900) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Michelle Demessine (modification de l'intitulé du texte - projet de loi relatif aux politiques publiques du logement, instituant le droit au logement opposable, tendant à l'équilibre des rapports locatifs et portant diverses mesures d'ordre social) ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1452, 1454) : charte des stages étudiants en entreprises du 26 avril 2006. Persistance des difficultés des stagiaires. Exigence d'un cadre législatif précis. Le groupe CRC soutiendra ce texte.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Question préalable** (p. 2222, 2224) : soutient la motion n° 1 de M. Ivan Renar tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - *Insertion d'une double mission supplémentaire : l'orientation et l'insertion professionnelle*) (p. 2230) : soutient l'amendement n° 178 de M. Ivan Renar (préparation à l'insertion professionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - *Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration*) (p. 2256) : soutient l'amendement n° 179 de M. Ivan Renar (possibilité pour les membres élus du conseil d'administration de nommer les personnalités extérieures) ; retiré au profit de l'amendement n° 45 de la commission. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Élection et compétences du président*) (p. 2268, 2269) : soutient l'amendement n° 167 de M. Ivan Renar (élection du président d'université parmi les enseignants-chercheurs) ; rejeté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2406, 2408) : sa motion n° 43 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 2** (*Accord de prévention des conflits*) (p. 2436, 2437) : votera les amendements n° 68 de M. Michel Billout (suppression des dispositions permettant au pouvoir réglementaire d'édicter des

normes relatives à la négociation préalable) et n° 27 de M. Yves Krattinger (organisation au niveau de la branche de la procédure de prévention des conflits, signature de l'accord cadre par les organisations syndicales majoritaires et report de l'application du dispositif au 1er janvier 2009). (p. 2442, 2443) : soutient l'amendement n° 76 de M. Michel Billout (absence d'application des dispositions de l'article lorsque les motifs du dépôt d'un préavis de grève relèvent de conflits interprofessionnels ou de société) ; rejeté. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2469, 2470) : soutient l'amendement n° 71 de M. Michel Billout (suppression de l'obligation imposée aux salariés d'informer l'employeur de leur intention de participer à la grève) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Rappel au règlement** (p. 2499, 2500) : conteste la méthode employée par la commission spéciale saisie du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs, puisque seuls quelques-uns de ses membres appartenant à la majorité sénatoriale ont pu procéder à une délégation de pouvoir pour l'examen d'un nouvel amendement déposé par son rapporteur. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2501, 2502) : soutient l'amendement n° 73 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. Le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2510) : sur l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs), soutient le sous-amendement n° 78 de M. Michel Billout (précision selon laquelle le rapport préconisera l'abrogation de la loi si le bilan n'est pas concluant). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2518) : soutient l'amendement n° 67 de M. Michel Billout (nouvel intitulé - *Projet de loi relatif à l'instauration d'un service minimum dans les transports publics et portant atteinte au droit de grève*) ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Question préalable** (p. 2725, 2727) : soutient la motion n° 58 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2729, 2730) : son amendement n° 59 : abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE ; rejeté. (p. 2734, 2735) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Raymonde Le Texier (régime des heures complémentaires pour les salariés à temps partiel). - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2737, 2738) : mesure illusoire. Avis de la Cour des comptes. Recours aux heures supplémentaires à la place de nouvelles embauches. 35 heures. Diminution des recettes de l'Etat. (p. 2742) : son amendement n° 60 : suppression ; rejeté. (p. 2747) : son amendement n° 62 : majoration des heures supplémentaires pour les salariés à temps partiel ; retiré. (p. 2748, 2750) : ses amendements n° 63 : requalification du contrat à temps partiel en cas d'augmentation régulière de la durée du travail du salarié ; retiré ; n° 64 : protection du salarié en cas de refus d'effectuer des heures complémentaires ; n° 65 : protection du salarié en cas de refus d'effectuer des heures supplémentaires ; et n° 66 : suppression du dispositif des heures choisies ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2774) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées pour les salariés couverts par un accord de modulation). (p. 2787) : défavorable à l'amendement n° 276 du Gouvernement (précisions sur le champ de l'exonération pour les forfaits heures et les forfaits jours). (p. 2788, 2789) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 27 de la commission (rédaction). Intervient sur son amendement n° 67 : octroi de l'exonération fiscale sous condition de respect par l'employeur de ses obligations annuelles de négociation sur les salaires, soutenu par M. Bernard Vera. (p. 2790) : son amendement n° 68 : exclusion du champ d'application de cet article des entreprises relevant de branches où les minima conventionnels sont inférieurs au SMC ; rejeté.

(p. 2808) : intervient sur l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires). Exemple des entreprises de la vallée du Grésivaudan. (p. 2815, 2816) : inefficacité et injustice de ce dispositif. Exemple de l'usine d'aluminium de Froges en Isère. Votera contre cet article.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)] - (2 août 2007) - Discussion générale** (p. 3161, 3163) : maintien des dispositions les plus attentatoires au droit de grève. Aggravation par l'Assemblée nationale des sanctions encourues par les salariés s'agissant de la déclaration d'intention. Rectification de la portée de l'article 9 grâce à un amendement du Gouvernement. Dénonce la précipitation de la procédure législative requise pour ce projet de loi. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)] - (26 septembre 2007) - Discussion générale** (p. 3337, 3339) : démantèlement du code du travail. Absence de réelles négociations avec les partenaires sociaux. Aspects critiquables du projet de loi. Exemple du congé maternité. Le groupe CRC votera contre le projet de loi. - **Article 2** (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie) (p. 3348, 3349) : le groupe CRC votera contre l'article 2. Absence de discussion de fond. - **Article 3** (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail) (p. 3353) : protestation contre le rejet de ses amendements portant sur le congé maternité. Défavorable à la date prévue pour l'entrée en vigueur du nouveau code. (p. 3366) : son amendement n° 65 : suppression du 3° de l'article L.1111-3 du code du travail énumérant les cas d'exclusion du calcul des effectifs de l'entreprise ; rejeté. (p. 3357, 3358) : le groupe CRC votera contre les amendements n° 5 et 6 (dispositions relatives au congé maternité) et n° 7 de la commission (conséquence). Son amendement n° 68 : suppression de la disposition autorisant à reporter à la période postnatale trois semaines de congé prénatal ; rejeté. (p. 3364) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (intégration de dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 relatives à la mise à la retraite d'office). (p. 3370, 3371) : intervient sur l'amendement n° 36 de M. Alain Milon (suppression de la référence au congé d'éducation des enfants). (p. 3371) : intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (introduction d'un renvoi aux dispositions du code général des collectivités territoriales). (p. 3379) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 20 de la commission (introduction d'une disposition de la loi relative au travail, à l'emploi et au pouvoir d'achat).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)] - (16 octobre 2007) - Discussion générale** (p. 3890, 3891) : valeurs associées aux sociétés coopératives. Sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP. Transposition a minima. Financement du régime de garantie des créances des salariés. Le groupe CRC votera en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er** (art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - L'implication des salariés dans la société coopérative européenne) (p. 3897, 3904) : ses amendements portant sur le même objet n° 46 et 47 : prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement, ainsi que du temps de réunion des représentants des salariés ; retirés ; n° 44 : formation à la gestion coopérative ; n° 45 : composition du comité de la société coopérative européenne ; et n° 48 : contrôle du comité de la société coopérative européenne sur la réserve impartageable ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 143-11-10 à L. 143-11-15 nouveaux du code du travail - Garantie des créances salariales en cas de faillite transfrontalière) (p. 3906) : situation financière de l'association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Esther

Sittler (suppression de la présomption de salariat pesant sur les artistes établis dans un autre Etat membre de la communauté européenne). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3917) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - Exception d'irrecevabilité** (p. 4564, 4566) : sa motion n° 274 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4604, 4605) : sévérité inédite de la commission des finances du Sénat dans l'application de l'article 40 de la Constitution, jetant l'anathème sur les amendements du groupe CRC, du groupe socialiste et même sur ceux de la commission des affaires sociales, au détriment d'un réel débat sur le financement de la protection sociale. Au nom du groupe CRC, demande une réunion urgente de la commission des finances pour réexaminer les conditions de recevabilité des amendements et revenir à la possibilité pour chaque sénateur de présenter ses propositions en séance publique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] (suite)**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 8 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 4620) : progression insuffisante de l'ONDAM pour 2008 par rapport à celle de 2007. - **Article 9 D** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon") (p. 4628) : défavorable à l'article 9 D.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale) (p. 4690, 4694) : son amendement n° 398 : rapport du Gouvernement sur l'évaluation du régime d'exonération des charges sociales pour les contrats conclus à partir du 1er novembre 2007 ; adopté. - **Article 14** (art. L. 131-4-2, L. 161-1-2, L. 161-24, L. 241-5, L. 241-10, L. 241-12, L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, L. 322-4-7 et L. 832-2 du code du travail, L. 5134-31 et L. 5522-18 du nouveau code du travail, L. 741-27, L. 751-17, L. 751-17-1 et L. 751-17-2 du code rural, art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles) (p. 4696) : soutient l'amendement n° 288 de M. Michel Billout (suppression totale des exonérations portant sur les cotisations à la charge de l'employeur au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4698, 4700) : ses amendements n° 290 : bénéfice des exonérations de cotisations sociales conditionné au strict respect des dispositions prévues par le code de la sécurité sociale ; n° 292 : sanction de la contestation systématique par un employeur du caractère professionnel d'une maladie ; rejetés ; et n° 291 : renforcement des obligations des employeurs en matière de contrôle et de sécurité ; retiré.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4733, 4734) : soutient l'amendement n° 302 de M. François Autain (possibilité pour le patient d'engager une action auprès de l'assurance maladie en cas de dépassements d'honoraires abusifs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et

995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4820, 4821) : caractère constitutionnel du droit à la santé. Injustice du système des franchises. Amendements du groupe CRC. (p. 4838, 4839) : ses amendements n° 335 : exonération des salariés victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ; et n° 336 : exonération des bénéficiaires de l'aide à l'acquisition d'une mutuelle complémentaire ; rejetés. - **Article 37** (art. L. 172 nouveau et L. 322-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-10 et L. 732-12 du code rural - Dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale) (p. 4853) : favorable aux dispositions de l'article 37 sauf celles relatives aux affections de longue durée. Soutient l'amendement n° 345 de M. Guy Fischer (suppression des dispositions relatives aux affections de longue durée) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4919, 4920) : le groupe CRC votera avec conviction cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

#### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5691, 5693). Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5710) : votera contre ce budget. - **Article 53** (Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation) (p. 5712) : favorable à l'amendement n° II-79 de M. Jean-Pierre Godefroy

(suppression). - **Article 54** (Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption) (p. 5713) : défavorable à cet article. - **Article 56** (Prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants) (p. 5719) : favorable à l'amendement n° II-81 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). - **Article 57** (Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER) (p. 5719, 5720) : défavorable à cet article. - **Article 58** (Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU) (p. 5724) : intervient sur l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression).

#### Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5730, 5731). Le groupe CRC ne votera pas ces crédits. - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5747) : ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 49** (Modification des règles de prise en compte des aides personnelles au logement dans les ressources des demandeurs de la couverture maladie universelle complémentaire, CMU-C) : son intervention (p. 5747, 5748). - **Article 50** (Conditions de prise en charge par l'Etat du coût des médicaments des bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat, AME) : son intervention (p. 5750). Le groupe CRC votera contre cet article.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7049, 7050). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7064) : votera contre ce texte.

**DEBRÉ (Isabelle)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1450, 1452) : sécurisation des stages par la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et la charte des stages étudiants en entreprises. Nécessité de laisser au dialogue social le temps d'agir. Le groupe UMP suivra les conclusions de la commission des affaires sociales tendant au rejet du texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire) (p. 2149) : défavorable à l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter (suppression).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 4** (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers) (p. 2458) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), soutient le sous-amendement n° 85 de M. Pierre Hérisson (rétablissement de la notion de "déplacements quotidiens de la population") ; adopté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2826) : en tant que membre du Conseil supérieur de la participation et rapporteur du projet de loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, votera contre l'amendement de M. Serge Dassault n° 256 (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3625) : intervient sur les sous-amendements identiques n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 86 de Mme Éliane Assassi (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) déposés sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). Défiance incompréhensible à l'égard des préfets.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions) (p. 4633, 4638) : ne votera pas l'amendement n° 224 de M. François Marc (prise en compte de la valeur réelle des actions dans l'assiette de la contribution patronale). Réflexion nécessaire avec les partenaires sociaux au sein du Conseil supérieur de la participation. Soutient les amendements de M. Bernard Murat n° 269 (possibilité, pour les entreprises soumises aux normes IFRS, de choisir d'asseoir la contribution patronale, soit sur une assiette forfaitaire égale à 25 % de la valeur de l'action, soit sur le montant provisionné dans les comptes selon les nouvelles normes IFRS et précision des modalités de recouvrement de la contribution à la charge des bénéficiaires) ; adopté après modification suggérée par la commission ; et n° 268 (précision selon laquelle seules les options et les actions gratuites distribuées à compter du 16 octobre 2007 donneront lieu à cotisation salariale) ; adopté. (p. 4640) : accepte la rectification suggérée par la commission sur l'amendement précité n° 269 de M. Bernard Murat.

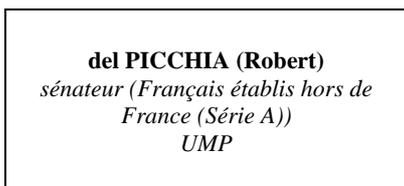
- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5851) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6648, 6649) : son amendement n° 66 : autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche ; adopté.



## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 12 février 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 72 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part [n° 165 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

*Proposition de résolution* au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de décision du Conseil portant création de l'Office européen de police (EUROPOL) (n° E 3383) [n° 180 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 150 (2006-2007)] autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 231 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 245 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon [n° 250 (2006-2007)] (20 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 294 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires [n° 399 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 115 (2007-2008)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière [n° 126 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense [n° 219 (2006-2007)]** - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 6525) : harmonisation du code de justice militaire avec le droit commun. Protection et contrôle des matières nucléaires. Bilan de l'action gouvernementale en matière de défense depuis cinq ans. Rôle de la défense nationale dans l'économie française. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal [n° 218 (6-7)]** - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1730) : PESD. Protection pénale des informations classifiées. Coopération entre l'OTAN et l'Union européenne dans le domaine du renseignement. Appels d'offres internationaux. Avec le groupe UMP, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 221 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1758) : le groupe UMP votera ce projet de loi d'une seule voix.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 150 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1761, 1762) : texte-cadre. Respect des législations nationales des États signataires. Renforcement de la coopération policière contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et l'immigration clandestine. Procédures de consultation mutuelle automatisée de banques de données. Avancée et réponse aux défis de l'extension des réseaux criminels en Europe. La commission des affaires étrangères proposera l'adoption du texte. - **Article unique** (p. 1764) : réponse aux critiques de Mme Hélène Luc.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Commission mixte paritaire [n° 261 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1898) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur - Deuxième lecture [n° 263 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1902, 1903) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - en remplacement de M. Serge Vinçon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1968, 1970) : consensus politique sur la création de la délégation. Se félicite du dépôt de ce projet de loi. Respect nécessaire de l'équilibre général. Adoption d'amendements en concertation avec le rapporteur de la commission des lois. Portée bénéfique du texte pour le Parlement et pour la communauté du renseignement. Partisan d'un renforcement de la sécurité juridique de l'action des services et de leurs personnels. Question sur le projet de fusion des services de renseignements et sur la création éventuelle d'un conseil de sécurité nationale. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce projet de loi, assorti des amendements qu'elle proposera.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2051, 2052) : fin de la crise institutionnelle européenne. Renforcement de l'efficacité et de la démocratie de l'Union européenne. Contenu du nouveau traité. Attentes des citoyens. Croissance et emploi. Immigration et questions de sécurité et de justice. Elaboration d'une véritable politique étrangère et de défense. Elargissement de l'Union.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2607) : musée d'Abou Dhabi. Interrogation sur l'état d'avancement du projet.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2915) : intervient sur l'amendement n° 240 de Mme Nicole Bricq (rapport sur la réalité et les conditions du retour en France des contribuables redevables de l'ISF). - **Article 6 (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)** (p. 2946) : soutient l'amendement n° 247 de M. Paul Blanc (réduction d'ISF pour les dons aux entreprises adaptées visant à l'insertion des personnes handicapées) ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3151, 3152) : reprise par la CMP des amendements du Sénat. Qualité du travail de la Haute assemblée. Pistes de réforme. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Article 1er (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation)** (p. 3428) : consignes de vote du groupe de l'UC-UDF. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3435) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité) (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine)** (p. 3567) : son amendement n° 191 : réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an ; adopté après modification par le sous-amendement n° 211 de Mme Michèle André (maintien du dispositif créé en 2006 permettant à un conjoint de Français, marié en France, entré régulièrement et séjournant depuis six mois avec son conjoint français, de déposer sa demande de visa de long séjour auprès de l'autorité administrative compétente pour la délivrance d'un titre de séjour).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3989) : le groupe UMP votera ce texte avec enthousiasme.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Article 12 (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée)** (p. 4491) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'utilisation des langues polynésiennes dans les interventions de l'assemblée de la Polynésie française).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5446, 5447).

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 104 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 105 (2007-2008)** (p. 5556) : nécessité d'une amélioration urgente du statut de 2004. Objectifs de ces deux textes. Hommage au travail du ministre et de la commission. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 105 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 104 (2007-2008)**.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5599, 5600). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** : son intervention (p. 5609, 5611). Son amendement n° II-64 : création et dotation du programme "Prise en compte de la dette aux ressortissants français dans l'aide au développement" ; retiré.

**Pouvoirs publics**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5633, 5634). Votera les crédits de cette mission.

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5776, 5777).

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6542, 6543).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 34 ter** (p. 6960, 6962) : soutient l'amendement n° 145 de M. Jacques Valade (modification du dispositif de crédit d'impôt pour dépenses dans la création de jeux vidéo, conformément aux recommandations de la Commission européenne) ; adopté après modification dans le sens souhaité par le Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 139 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (18 décembre 2007) : son intervention (p. 6991). Le groupe UMP votera le projet de loi de finances pour 2008 tel qu'il résulte des travaux de la commission mixte paritaire.

**DELEVOYE (Jean-Paul)**  
*médiateur de la République*

## INTERVENTIONS

- **Communication du Médiateur de la République** - (15 février 2007) - Médiateur de la République (p. 1631, 1635) : bilan de l'activité de la Médiation de la République. Questions soulevées par l'évolution des relations de couple au regard des

obligations financières et juridiques. Statut des enfants mort-nés ou non viables. Obstacles juridiques à la mobilité professionnelle. Réforme des tutelles et des curatelles. Articulation entre les droits des propriétaires et ceux des locataires. Problème du "malendettement". Question du transfert aux départements de la politique du handicap. Accès au droit et sauvegarde des libertés individuelles. Problème des assurances vie en déshérence. Perspectives 2007 pour la Médiation : renforcement de la présence dans les prisons. Question du rôle du Médiateur dans la réforme de la justice.

**DELFAU (Gérard)**  
*sénateur (Hérault)*  
*RDSE*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2272, 2273) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre Laffitte (élection de leur propre président par le conseil scientifique et le conseil des études et de la vie universitaire). (p. 2275) : favorable aux amendements identiques n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs). (p. 2278, 2279) : son amendement n° 187 : création d'un bureau chargé d'assister le président dans ses fonctions ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2663, 2664) : mesures dangereuses au regard des règles de bonne gestion budgétaire et immorales au regard de l'impératif de justice sociale. Inquiétude quant aux pertes de ressources estimées pour les collectivités territoriales après le discours de politique générale du Premier ministre. Portée néfaste de la réforme de la fiscalité locale contenue dans la loi de finances pour 2006. Choix budgétaires et fiscaux à contresens du principe de péréquation. Suppression annoncée de 8.000 emplois aidés au détriment du financement de l'accompagnement du handicap. Avec ses amis radicaux de gauche, n'approuvera pas les orientations budgétaires qui accroîtront encore le poids de la dette et le creusement des inégalités.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 93 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Budget**.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2714, 2716) : brutalité des mesures proposées. Risque d'aggravation du déficit budgétaire. Revenu de solidarité active, RSA. Rappel de son livre paru en 1997 sur le droit au travail. Coût de ce dispositif. Opposé à ce texte à l'exception du RSA. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2734) : intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Raymonde Le Texier (régime des heures complémentaires pour les salariés à temps partiel).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 676, 677) : risque de judiciarisation. Quartiers réservés aux populations pauvres.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2197, 2198) : échec universitaire. Autonomie. Gouvernance. Ses propositions. Moyens financiers. Déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2228, 2229) : intervient sur l'amendement n° 117 de M. David Assouline (loi de programmation quinquennale).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2829, 2830) : votera l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3482) : refus de souscrire à l'argumentation du ministre. (p. 3500, 3501) : enjeu du débat pour l'équilibre des pouvoirs et le rôle du Sénat au sein du Parlement. Suivra les recommandations de la commission visant à corriger les outrances du texte. Réprobation générale suscitée par l'instauration des tests ADN par les députés. Adoption d'un amendement de suppression par la commission des lois du

Sénat. Occasion pour le Sénat d'affirmer son attachement aux droits de l'homme. Avancées inexistantes sur le démantèlement au niveau européen des réseaux d'immigration clandestine et sur le codéveloppement. Abordera ce débat dans la fidélité aux principes incarnés par M. Jacques Pelletier.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3559) : votera les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3589) : pour sa part, estime que les sénateurs du RDSE ne voteront pas l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3670) : urbanisme et développement durable. Rôle des collectivités territoriales. DGF.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4348, 4349) : rappel des textes relatifs aux animaux dangereux. Responsabilisation des propriétaires de chiens. Application de ces mesures. Son opposition à l'un des amendements présentés par le Gouvernement. Déterminera sa position sur ce texte en fonction du sort réservé à cet amendement. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4378) : défavorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement

(alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire). - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires) (p. 4381, 4382) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4386) : s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5731, 5733). Ne votera pas ce projet de budget en l'état. - **Article 50** (Conditions de prise en charge par l'Etat du coût des médicaments des bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat, AME) : son intervention (p. 5750).

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 5971, 5972).

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6325, 6327). Sa région de Languedoc-Roussillon. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6353) : votera l'amendement n° II-180 de Mme Odette Terrade (régulation de la hausse des loyers).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6526).

**DEMERLIAT (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Haute-Vienne)*  
*SOC*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Provisions [n° 91 tome 3 annexe 22 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

DEMESSINE (Michelle)  
sénateur (Nord)  
CRC

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 25 septembre 2007.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 24 septembre 2007.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel le 8 octobre 2007.

## INTERVENTIONS

### - Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]

#### *Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5240) : soutient l'amendement n° I-142 de Mme Gisèle Printz (intégration, dans l'assiette du crédit d'impôt, des frais d'emprunt en cas de risque aggravé de santé ou de handicap) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5246, 5247) : ses amendements n° I-145 : transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance ; n° I-143 : majoration des taux du crédit d'impôt accordé pour les dépenses réalisées dans le cadre des travaux d'économie d'énergie de l'habitation principale ; et n° I-144 : attribution d'un même crédit d'impôt aux personnes célibataires et aux personnes mariées pour les travaux d'économie d'énergie ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 5257, 5258) : son amendement n° I-146 : réduction de 152.500 euros à 100.000 euros par bénéficiaire du montant de l'assurance vie légué en franchise de droit ; rejeté.

#### *Deuxième partie :*

### Provisions

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5841) : la commission des finances recommande l'adoption de la mission "Provisions".

### Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (1er décembre 2007) (p. 5845, 5846) : le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite". - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5851) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 658, 661) : amendements du groupe CRC précédemment rejetés. Crise du logement. Spéculation immobilière. Insuffisance des constructions. Politique de régression sociale. Loi SRU. Opposabilité du droit au logement. Droit de recours. Amendements du groupe CRC. Le groupe CRC se déterminera en fonction de la prise en compte de ses propositions. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable) (p. 693) : pression médiatique. Débat précipité. Crise du logement. Création nécessaire d'un service public de l'habitat. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation) (p. 703, 704) : son amendement n° 97 : qualification de la commission de médiation et placement de celle-ci sous l'autorité directe du représentant de l'État ; devenu sans objet. (p. 709) : son amendement n° 101 : précision du mode de fonctionnement des commissions de médiation ; devenu sans objet. (p. 715) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 20 de la commission (réécriture de cet article en clarifiant la distinction

entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative) (p. 728) : son amendement n° 102 : suppression de la distinction entre demande prioritaire et demande prioritaire d'urgence ainsi que de l'accueil en structure adaptée ; rejeté. (p. 734) : son amendement n° 105 : modification du calendrier de ce dispositif ; devenu sans objet. (p. 748) : son amendement n° 118 : versement de l'astreinte au demandeur et à la caisse d'allocations familiales ; rejeté. (p. 752) : complexité des procédures. Déboutés du droit au logement opposable. - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Délégation de la responsabilité du droit au logement) (p. 754, 755) : son amendement n° 103 : restauration de la responsabilité de l'État sur le contingent préfectoral ; devenu sans objet. - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Caducité des conventions de délégation) (p. 759) : son amendement n° 104 : cohérence ; devenu sans objet. - **Division additionnelle avant le chapitre 1er (précédemment réservée)** (p. 759, 760) : son amendement n° 120 : insertion d'un chapitre portant sur les dispositions relatives aux politiques publiques en matière de logement ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 760, 761) : son amendement n° 1 : modification des objectifs de construction des logements fixés dans le plan de cohésion sociale ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 769, 770) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jack Ralite (utilisation ou cession à titre gratuit ou avec une décote des terrains de l'État pour construire des logements sociaux) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 772) : son amendement n° 10 : renforcement des conditions d'application du prélèvement de solidarité effectué au titre de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 804) : le groupe CRC votera l'amendement n° 203 de M. Thierry Repentin (autorisation sous condition de construire ou de réhabiliter des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 823) : son amendement n° 124 : création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Division additionnelle après l'article 5** (p. 844, 845) : son amendement n° 121 : insertion d'une division additionnelle portant sur les dispositions relatives aux rapports locatifs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 850, 851) : ses amendements n° 116 : institution d'un pourcentage minimal de logements sociaux pour les programmes de construction de logements neufs dans certaines zones urbaines ; et n° 123 : création d'une association départementale d'information sur le logement ; rejetés. (p. 852) : son amendement n° 127 : maintien et modalités de versement des aides personnelles au logement ; irrecevable (article 40 de la constitution).

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** [n° 226 (2006-2007)] - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3230, 3231) : lien entre contrefaçon et délocalisation. Orientation exclusivement répressive. Droits de la défense. Réparation du préjudice. Effectifs douaniers. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture** [n° 422 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3290, 3291) : verrouillage du caractère formel de la délégation. Absence d'une représentation pluraliste de ses membres. Exclusion de certains groupes politiques. Désaccord sur la restriction du rôle de la délégation à un simple suivi de l'activité générale et des moyens des services spécialisés. Absence de réel pouvoir de contrôle. Alibi démocratique. Le groupe CRC ne cautionnera pas ce faux-semblant et votera contre ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble**

(p. 3297) : compte tenu des engagements pris par le ministre, le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**DEMONTÈS (Christiane)**  
sénateur (Rhône)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

### Défense

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5936, 5938). Le groupe CRC votera contre les crédits de cette mission.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 413, 416) : rapport d'information et groupe de travail de la commission des affaires sociales. Inégalités territoriales. Fiscalité. Echec du CIRMA. Avancées proposées. Conséquences du lien entre revenus et allocations. Non-coopération des services ministériels. Difficultés financières des départements. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2791, 2792) : son amendement n° 103 : suppression de la mesure prenant en compte les heures supplémentaires dans le calcul de la prime pour l'emploi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 5 (Renforcement du bouclier fiscal)** (p. 2898) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Raymonde Le Texier (exclusion de la CSG, de la CRDS et des prélèvements sociaux du périmètre du bouclier fiscal) ; rejeté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de**

**voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)]** - (2 août 2007) - **Discussion générale** (p. 3163, 3164) : dénonce la précipitation de la procédure législative requise pour ce projet de loi. Poursuite de la stigmatisation des salariés depuis un certain nombre d'années. Mystification des usagers au travers d'un texte présenté comme instituant un service minimum. Prétexte à la mise en place d'un cadre propice à de futurs reculs sociaux. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3339, 3340) : primauté de l'empressément sur la transparence. Processus ayant dénaturé la recodification à droit constant. Le groupe socialiste demandera le renvoi de ce projet de loi en commission et, à défaut, votera contre. - **Article 2 (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie)** (p. 3351) : son amendement n° 48 : report de l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du code du travail au 1er janvier 2009 ; rejeté. - **Article 3 (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail)** (p. 3362) : son amendement n° 51 : rétablissement du droit constant pendant la période d'essai ; rejeté. (p. 3366) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 44 de M. Pierre Martin (application du droit constant pour la représentation du personnel). (p. 3367) : son amendement n° 50 : suppression du

seuil d'application pour la consultation du comité d'entreprise ; retiré. Amendement satisfait par l'amendement n° 74 du Gouvernement (contenu du rapport annuel de l'entreprise). (p. 3368) : son amendement n° 49 : application aux salariés non-cadres des précisions relatives aux conventions de forfait en heures ; retiré au profit de l'amendement n° 76 du Gouvernement (application aux salariés itinérants non-cadres des dispositions relatives aux conventions de forfait). (p. 3373) : son amendement n° 52 : rétablissement de l'article précisant la compétence de l'inspection du travail en matière d'égalité professionnelle ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 16 (art. L. 241-16, L. 242-1 et L. 712-10-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 722-24-1 et L. 741-10 du code rural, art. L. 129-13, L. 441-1 et L. 444-12 du code du travail - Non-compensation de dispositifs d'exonération de cotisations sociales)** (p. 4702) : soutient l'amendement n° 113 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; devenu sans objet.

**DEMUYNCK (Christian)**  
sénateur (Seine-Saint-Denis)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2098, 2099) : sa mission sur la violence scolaire en 2004. Célérité de l'action dans la lutte contre la violence des mineurs. Chiffres de la délinquance des mineurs en Seine-Saint-Denis. Excuse de minorité. Tribunal de grande instance de Bobigny. Soutiendra sans réserve ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2578) : volonté de rupture du peuple français. Exemple de son département de la Seine-Saint-Denis. Aggravation de l'insécurité. Incitation et fidélisation des personnels.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3516, 3517) : réponse équilibrée au glissement continu d'une immigration de travail vers une immigration familiale. Ghettoïsation de la population immigrée. Echec de la politique d'intégration. Nécessité fondamentale de maîtriser les flux migratoires tant pour la France que pour les pays d'immigration. Approuve la création d'un traitement informatisé de données personnelles incluant l'origine des personnes ainsi que le recours aux tests ADN. Nécessité de faire du codéveloppement un encouragement effectif au maintien des populations sur place. Amplification souhaitable des protocoles internationaux, à l'instar de l'accord conclu en 2006 par Nicolas Sarkozy avec le Sénégal. Pertinence de la carte "compétences et talents". Favorable à un plafond annuel d'accueil des migrants fixé par profession et par catégorie. Soutien au projet de loi ambitieux et attendu par les Français.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3685) : OGM. Diagnostic de performance énergétique, DPE. Appel d'offres haute qualité environnementale, HQE. Exemple de la crèche municipale de Neuilly-Plaisance. Construction durable : exemple de l'éco-quartier londonien de Beddington Zero Energy Development. Etalement urbain. Codéveloppement

environnemental: exemple de la rénovation d'une école malgache.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)] (suite)** - (4 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 3693, 3695): soutient les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 197 (précision); et n° 202 (suppression des magistrats administratifs de la composition de la commission départementale du titre de séjour); adoptés. Soutient les amendements de M. Robert del Picchia n° 200 (possibilité d'accéder au statut de résident longue durée de la Communauté européenne pour le titulaire d'une carte de séjour temporaire délivrée à titre humanitaire ou exceptionnel ou d'une carte de résident accordée si les conditions d'acquisition de la nationalité française sont satisfaites); et n° 201 (aménagement de la durée de validité du titre de séjour de l'étranger membre de famille d'un ressortissant européen, s'il est âgé de plus de 18 ans ou d'au moins 16 ans lorsqu'il veut exercer une activité professionnelle); adoptés. Soutient l'amendement n° 192 de Mme Marie-Thérèse Hermange (élargissement de la définition du délit de traite des êtres humains en prévoyant que l'auteur de la traite peut avoir pour objectif de mettre les victimes à sa propre disposition et non nécessairement à celle d'un tiers); adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 221-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative*) (p. 3706): soutient l'amendement n° 194 de M. Jean-Patrick Courtois (suppression d'une disposition inutile); adopté. - **Article 12 quater** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français*) (p. 3729): soutient l'amendement n° 193 de M. Jean-Patrick Courtois (rédaction); adopté. - **Articles additionnels après**

**l'article 12 sexies** (p. 3731): soutient l'amendement n° 195 de M. Robert del Picchia (conséquence); adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 3733): soutient les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 189 (mise en œuvre d'un dispositif permettant la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention, de faire échec aux tentatives des étrangers d'organiser leur indisponibilité et leur offrant la possibilité de bénéficier d'un avocat commis d'office); et n° 190 (mise en œuvre d'un dispositif tendant à éviter que l'indisponibilité, pour quelque cause que ce soit, de l'étranger maintenu en zone d'attente interdise la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention); adoptés. - **Article 15** (art. L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Effet non suspensif du recours contre une obligation de quitter le territoire français en Guyane et dans la commune de Saint-Martin*) (p. 3738): soutient l'amendement n° 196 de M. Jean-Patrick Courtois (précision); adopté.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4342, 4343): accident dû à un chien en Seine-Saint-Denis. Insuffisance de la loi du 6 janvier 1999. Echec de la catégorisation. Dépistage de la dangerosité des chiens. Modalités de garde et de vie de l'animal. Evaluation comportementale; transmission des résultats aux maires. Formation des propriétaires de chiens. Conditions d'acheminement et de vente des chiots. Favorable à l'adoption de ce texte.

**DENEUX (Marcel)**  
sénateur (Somme)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports; nouvelle nomination le 15 novembre 2007.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution jusqu'au 17 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver: Approvisionnement électrique: l'Europe sous tension (rapport) [n° 357 tome 1 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver: Approvisionnement électrique: l'Europe sous tension (auditions et déplacements) [n° 357 tome 2 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3664) : son rapport de 2001 sur l'ampleur des changements climatiques. Nécessité d'un vaste débat public environnemental. Synthèse des groupes de travail. Infrastructures de transports. Politique portuaire. Réhabilitation énergétique du parc immobilier. Énergie nucléaire. OGM. Pesticides. Traitements des déchets. Rôle du Conseil économique et social. Recherche. Rapport Stern. Développement durable. Coopératives éoliennes. Investissements socialement responsables.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) - rapporteur de la mission commune d'information : son intervention (p. 4188).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5320, 5321) : intervient sur l'amendement n° I-54 de M. Gérard Miquel (exonération de TIPP pour les huiles végétales pures utilisées comme biocarburants). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5334, 5337) : sur l'amendement n° I-257 de la commission (prorogation du remboursement partiel de la TIPP et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, TICGN, dont bénéficient les exploitants agricoles et révision du barème de l'exonération fiscale dont bénéficient les différentes filières de biocarburants), ses sous-amendements n° I-268 et I-269 : harmonisation des

pourcentages de réduction de la défiscalisation entre le biogazole et le bioéthanol ; retirés.

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6194, 6196).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6910) : soutient l'amendement n° 110 de Mme Jacqueline Gourault (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR") ; retiré. - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité*) (p. 6920, 6925) : ses amendements n° 105 : abaissement du tarif de TIPP applicable au superéthanol E85 ; adopté ; et n° 106 : plafonnement de la TICGN à 0,60 euro par mégawattheure pour les consommateurs de moins de 5 millions de kilowattheures par an ; retiré. - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6927) : son amendement n° 104 : abattement de 50 % sur le taux d'émission de dioxyde de carbone pour les véhicules fonctionnant au superéthanol E85 ; rejeté. (p. 6928, 6930) : ses arguments pour défendre son amendement n° 104 précité, qu'il maintiendra.

**DÉRIOT (Gérard)**

*sénateur (Allier)*  
*UMP-R*

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 72 tome 5 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur de

la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 4527, 4529) : tendances contrastées de la branche accident du travail et maladies professionnelles. Données financières. Prévention des risques professionnels. Accords conclus. Absence de transcription de ces accords dans le texte du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

#### Quatrième partie :

- (14 novembre 2007) - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4751) : favorable à l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4770) : défavorable à l'amendement n° 424 de M. Jean-Claude Etienne (modalités d'organisation et de financement de la télé-médecine). (p. 4775) : favorable à l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). Défavorable à l'amendement n° 329 de M. François Autain (définition des maisons de santé). - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4812) : son amendement n° 187 : établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses ; adopté. - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - *Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4836, 4837) : soutient l'amendement n° 138 de M. Jean-Paul Virapoullé (modalités de mise en œuvre de la franchise dans les départements d'outre-mer) ; retiré. - **Article 38** (art. L. 165-5 du code de la sécurité sociale - *Déclaration des produits et prestations remboursables*) (p. 4855, 4856) : son amendement n° 210 : exonération des déclarations à l'AFSSAPS à partir d'un certain seuil de chiffre d'affaires ; retiré. - **Article additionnel après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4857) : soutient l'amendement n° 261 de M. Dominique Leclerc (limitation des ventes aux officines de pharmacie) ; retiré. - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - *Restructuration du réseau des officines de pharmacie*) (p. 4865) : son amendement n° 211 : prise en compte des communes rattachées à une officine ; retiré. (p. 4867) : son amendement n° 263 : retour au texte initial du projet de loi prévoyant un délai de dix ans avant la création d'une nouvelle officine ; adopté. - **Article additionnel après l'article 39** (p. 4867) : soutient l'amendement n° 262 de M. Dominique Leclerc (possibilité pour les pharmaciens

d'offices de proposer à titre gratuit ou onéreux des services d'aide à la personne) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 4938, 4939) : ses amendements n° 93 : suppression de l'incompatibilité entre la qualité de membre du conseil d'administration des établissements publics de santé et celle de membre de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation ou exerçant un pouvoir de tarification sur l'établissement ; adopté ; et n° 94 : levée de l'incompatibilité lorsque la part de tarification fixée par le président du conseil général représente une part minoritaire du budget de l'établissement ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 54** (p. 4946, 4950) : position de la commission sur les amendements de Mme Annie David n° 367 (création d'un volet spécialement destiné à la santé au travail dans le dossier médical personnel), n° 361 (représentation des assurés sociaux au sein de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 362 (obligation d'information de l'employeur sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et les risques auxquels le salarié est exposé), n° 365 (cas des entreprises de moins de cinquante salariés), n° 363, 364 et 366 (modalités de création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT), de M. Guy Fischer n° 368 (cohérence) et n° 369 (cohérence). - **Article 54** (art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale - *Plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs*) (p. 4953) : position de la commission sur les amendements n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 371 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 55 ou après l'article 57** (p. 4954) : position de la commission sur les amendements identiques n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 397 de Mme Annie David (alignement des règles du contentieux des victimes du régime agricole sur celles applicables aux victimes du régime général). - **Article 56** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 4956) : position de la commission sur l'amendement n° 375 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 4956) : position de la commission sur l'amendement n° 381 de M. Guy Fischer (responsabilisation financière des entreprises ayant effectivement exposé leurs salariés à l'amiante). - **Article 57** (art. L. 176-1 du code de la sécurité sociale - *Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 4958) : position de la commission sur les amendements n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de Mme Annie David.

**DESCAMPS (Béatrice)**  
sénateur (Nord)  
UMP-A

Devenue sénateur le 20 juillet 2007 (remplace Mme Valérie Létard, nommée membre du Gouvernement).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 27 juillet 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

**DESESSARD (Jean)**  
sénateur (Paris)  
SOC-R

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* relative à la promotion d'une culture de non-violence et de paix et au service civil volontaire [n° 224 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 313, 314) : son amendement n° 30 : révision des critères de représentativité des organisations syndicales de salariés en y associant l'ensemble de la population active ; rejeté. (p. 316) : favorable à l'amendement n° 6 de Mme Raymonde Le Texier (organisation d'élections de représentativité). (p. 323, 325) : ses amendements n° 31 : représentativité des associations de chômeurs et des travailleurs précaires ; n° 32 : représentativité des organisations patronales ; et n° 36 : participation des chômeurs au processus syndical ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - *Institution de nouvelles procédures de dialogue social*) (p. 327) : son amendement n° 33 : intégration des garanties sociales dans le champ des négociations du dialogue social ; rejeté. (p. 328) : son amendement n° 34 : élargissement de la procédure de concertation préalable aux organisations de la société civile représentant les chômeurs et les travailleurs précaires ; rejeté. (p. 334) : son amendement n° 35 : concertation préalable des organisations de chômeurs et de travailleurs précaires en cas de réforme portant sur le régime de l'assurance chômage ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 340, 341) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense " [n° 147 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 383) : marginalisation de l'exécutif régional. Conséquences de la mauvaise gouvernance de la décentralisation sur les projets de développement de la région : exemple du plateau de Saclay et du SDRIF. Manque de cohérence du projet de renouveau de La Défense. Exonération de la redevance sur la construction de bureaux. Développement des transports en commun et des offres de logements sociaux autour de La Défense. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 386) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (création de l'établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense), ses sous-amendements n° 4 : participation de l'Etat et de la région Ile-de-France à la gestion de l'EPIC ; n° 9 : respect du label de "haute performance énergétique", HPE, 2000 dans les travaux de réhabilitation et de construction du site de La Défense financés par des aides publiques ; n° 6 : participation du nouvel EPIC à l'effort régional de construction de logements sociaux ; n° 7 : participation du nouvel EPIC à l'effort d'investissement en faveur des transports en commun ; n° 8 : affectation au logement locatif social d'au moins 25 % de la SHON destinés à l'habitation dans les communes de Puteaux et de Courbevoie ; et n° 10 : abrogation de l'article 151 de la loi de finances rectificative pour 2006 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 390) : ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 418, 419) : objectifs du texte. Ses amendements. Stigmatisation des chômeurs. Revenu d'existence. - **Articles additionnels après l'article 1er ou après l'article 18** (p. 420, 422) : ses amendements n° 7 : création d'un revenu d'existence ; n° 4 : abaissement à 18 ans de l'âge nécessaire pour percevoir le RMI ; et n° 1 : individualisation du RMI ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 426, 428) : ses amendements n° 2 : conditions d'accès aux minima sociaux ; n° 3 : établissement pour les minima sociaux d'un plancher égal au montant du seuil de pauvreté ; n° 5 : ouverture aux stagiaires du bénéficiaire du RMI ; et n° 6 : prise en compte de tous les enfants d'allocataires étrangers pour déterminer le montant du RMI ;

rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 429) : s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 684, 686) : similitude de ce texte et de ses amendements précédemment rejetés. Complexité du recours. Choix entre un hébergement ou un logement. Mobilisation de l'ensemble des logements locatifs. Commissions de médiation. Astreinte. Ses propositions.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 728) : ses amendements n° 252 : suppression de la distinction entre demande prioritaire et demande prioritaire d'urgence ; rejeté ; et n° 251 : suppression de l'accueil en structure adaptée ; retiré. (p. 731) : son amendement n° 247 : assistance ou représentation des requérants par des associations agréées au cours de la procédure devant le tribunal administratif ; rejeté. (p. 744) : son amendement n° 255 : fixation à trois mois du délai imparti pour fournir aux demandeurs prioritaires un logement ; rejeté. (p. 746) : son amendement n° 253 : systématisation des astreintes ; rejeté. (p. 747) : son amendement n° 254 : versement de l'astreinte au demandeur ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 802) : son amendement n° 257 : création auprès du Premier ministre d'un comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 810) : favorable aux amendements n° 134 de M. Jean-Paul Alduy (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux) et n° 209 de M. Thierry Repentin (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 817) : intervient sur les amendements de M. Dominique Braye portant sur le même objet n° 241 et n° 242 (libre usage du droit de préemption pour les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de la loi SRU et souhaitant réaliser des logements sociaux). - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 822) : son amendement n° 258 : possibilité pour les maires de recourir aux réquisitions ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Article 9** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles, L. 380-3 et L. 512-1 du code de la sécurité sociale - *Accès aux prestations sociales non contributives des ressortissants de l'Union européenne*) (p. 897) : intervient sur les amendements de suppression n° 16 de M. Roland Muzeau et n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - *Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales*) (p. 1407) : son amendement n° 52 : suppression ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1456, 1457) : persistance des abus de stage. Charte des stages étudiants en entreprises non contraignante. Impuissance du Gouvernement. Les sénatrices et les sénateurs Verts soutiendront la proposition de loi.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2398, 2401) : texte démagogique, inefficace et vaniteux. Atteintes au droit de grève. Préavis individuel de quarante-huit heures. Paiement des jours de grève. Baisse du taux de conflictualité à la RATP et à la SNCF. Grèves dites "émotives". Plan d'urgence des lignes prioritaires en Ile-de-France. Non prise en compte des problèmes écologiques à venir

dans les dysfonctionnements des transports publics. Aspect idéologique du débat. Les Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 2** (*Accord de prévention des conflits*) (p. 2439, 2440) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour les entreprises de transport public disposant déjà d'un accord de prévention des conflits de signer un nouvel accord conforme aux dispositions du projet de loi avant le 1er janvier 2009). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2445, 2447) : ses amendements n° 55 : conditions de représentativité des organisations syndicales de salariés ; et n° 56 : représentation des salariés, avec voie délibérative, dans les conseils d'administration des entreprises ; rejetés. - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2451) : dysfonctionnements de la SNCF. (p. 2463, 2464) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions). - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2470, 2471) : intervient sur les amendements n° 32 de M. Yves Krattinger (suppression de l'obligation imposée aux salariés d'informer l'employeur de leur intention de participer à la grève) et n° 71 de M. Michel Billout (suppression de l'obligation imposée aux salariés d'informer l'employeur de leur intention de participer à la grève).

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 7** (*Droit de l'usager à l'information*) (p. 2492) : texte sans incidence sur l'amélioration du fonctionnement de la SNCF. - **Rappel au règlement** (p. 2499) : question des règles régissant les délégations de pouvoir au sein d'une commission. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2503) : son amendement n° 57 : réduction de la rémunération des dirigeants de l'entreprise de transport en fonction du nombre de jours de grève dans cette entreprise ; devenu sans objet. (p. 2506) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève) et sur le sous-amendement n° 26 de M. Philippe Nogrix (possibilité d'étaler dans le temps la retenue appliquée à la rémunération selon des modalités déterminées par accord d'entreprise) déposé sur celui-ci. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2515, 2516) : réponse au rapporteur de la commission après le rejet de son amendement n° 57 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2522, 2523) : texte démagogique, inefficace, vaniteux et sournois.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2731) : son amendement n° 154 : possibilité pour les salariés de refuser les heures supplémentaires ; rejeté. (p. 2732, 2733) : intervient sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier, portant sur le même objet, n° 163 et 164 (garantie d'une durée de repos pour les salariés soumis au forfait annuel). - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2739, 2740) : dévalorisation du travail. Santé des salariés. Non-paiement d'une partie des heures supplémentaires effectuées actuellement. Multiplication du nombre des inspecteurs du travail.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2774) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées pour les salariés couverts par un accord de modulation). (p. 2783) : intervient sur l'amendement n° 152 de M. Michel Charasse (clarification du dispositif relatif aux heures supplémentaires réalisées par les agents publics). (p. 2787) : défavorable à l'amendement n° 276 du Gouvernement (précisions sur le champ de l'exonération pour les forfaits heures et les forfaits jours). (p. 2797) : son amendement n° 153 : non-application du dispositif d'exonération des heures supplémentaires aux entreprises imposant un temps partiel à certains de leurs salariés ; rejeté. (p. 2809) : intervient sur l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2824) : intervient sur l'amendement de M. Serge Dassault n° 256 (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés). - **Articles additionnels après**

**l'article 2** (p. 2833, 2834) : son amendement n° 155 : rémunération des stagiaires en entreprises ; retiré. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2847) : cadeau aux classes moyennes et supérieures. Coût de ce dispositif. Souhaite la suppression de cet article. (p. 2856) : intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (augmentation du montant du crédit d'impôt pour les personnes handicapées). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2861) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 97 de Mme Marie-France Beauvils (possibilité de bénéficier de tarifs réglementés pour le gaz en cas d'acquisition d'un logement neuf) et n° 146 de M. Jean-Pierre Bel. - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2868, 2869) : souhaite la suppression de cet article. Inégalités sociales. Utilisation de l'argent public. Mesure destinée aux classes favorisées.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 6 bis** (*Non-déductibilité du bénéfice net des indemnités de départ et de licenciement supérieures à un million d'euros*) (p. 2954) : défavorable à l'amendement n° 50 de la commission (suppression). - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2956) : loi pour les riches. Caractère exorbitant des rémunérations. (p. 2958) : son amendement n° 157 : alignement des indemnités de départ des cadres dirigeants sur celles de l'ensemble des salariés de l'entreprise ; rejeté. (p. 2965) : intervient sur son amendement n° 157 précité. (p. 2967) : ne votera pas cet article. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2971, 2972) : son amendement n° 158 : individualisation du droit au RMI ; rejeté. - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2973, 2974) : cumul des minima sociaux et des revenus de l'activité. Interrogation sur la réussite du RSA. Sa préférence pour une augmentation des minima sociaux et la création d'un revenu de l'existence. (p. 2979) : favorable au sous-amendement n° 269 du Gouvernement déposé sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 17. (p. 2980) : s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2997, 2998) : transfert de richesses vers les plus riches. Les sénatrices et sénateurs Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 415 (2006-2007)]** - (18 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3192, 3193) : non-droit en matière maritime. Pavillons de complaisance. Code du travail maritime français. Quotas de pêche. - **Article 1er** (*art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français*) (p. 3195) : crise de vocation des officiers qualifiés. (p. 3196) : les Verts s'abstiennent sur l'amendement n° 14 de M. Gérard Le Cam (suppression). (p. 3197) : s'abstient sur l'amendement n° 2 de la commission (exigence de connaissances juridiques dans les conditions requises pour être capitaine). (p. 3199) : s'abstient sur l'amendement n° 10 de M. Henri de Richemont (nationalité commune au capitaine et à l'officier chargé de sa suppléance). - **Article 2** (*art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français*) (p. 3202) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Henri de Richemont (maintien du principe de la nationalité française du capitaine et de son

suppléant lorsqu'ils sont responsables de la sûreté et de la sécurité à bord des navires battant pavillon français). (p. 3203) : crise de vocation des officiers. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3207, 3208) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3409, 3410) : logique libérale. Coût financier et écologique du nucléaire. Tarification progressive. Réduction de la consommation d'énergie. Les Verts voteront cette proposition de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3419, 3421) : ses amendements n° 20 : objectif de réduction de 2 % de la consommation d'énergie finale ; n° 21 : instauration d'une tarification progressive pour la consommation d'électricité ; et n° 22 : évaluation du coût de démantèlement des centrales nucléaires ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3437, 3438) : les Verts s'abstiendront sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3891) : sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP. Exemplarité de ce système. Lacunes du texte. - **Article 1er** (*art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - L'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3901, 3904) : son amendement n° 39 : participation des représentants de salariés aux instances décisionnelles de la société coopérative européenne ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 48 de Mme Annie David (contrôle du comité de la société coopérative européenne sur la réserve impartageable). - **Article additionnel après l'article 5** : Votera contre l'amendement n° 43 de Mme Esther Sittler (suppression de la présomption de salariat pesant sur les artistes établis dans un autre Etat membre de la communauté européenne). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3917) : les Verts s'abstiendront sur ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) : son intervention (p. 4188, 4193).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6002, 6004).

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6327, 6328). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6336) : favorable à l'amendement n° II-189 de M. Thierry Repentin (suppression du délai de carence précédent le versement des allocations au logement). (p. 6337, 6338) : favorable à l'amendement n° II-188 de M. Thierry Repentin (suppression du seuil de non-versement des allocations au logement). (p. 6342) : favorable à l'amendement n° II-115 de M. Philippe Dallier (hausse des crédits du programme "équité sociale et territoriale et soutien"). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6350, 6351) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-156 (rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements).

**DESMARESCAUX (Sylvie)**  
*sénateur (Nord)*  
NI

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 16 janvier 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

**DETCHEVERRY (Denis)**  
*sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)*  
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'outre-mer le 31 mars 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 669, 670) : hommage à l'abbé Pierre. Mesures d'urgence. Commissions de médiation. Région Nord-Pas-de-Calais. Constructions. Accueil et hébergement d'urgence : exemple de Dunkerque. Réinsertion. Hommage au travail des rapporteurs.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (15 février 2007) - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1652) : défavorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle).

### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3687) : biodiversité. Outre-mer. Saint-Pierre-et-Miquelon. Forêt boréale. Accompagnements financiers et humains nécessaires à une véritable politique environnementale. Coopération régionale : exemple du Canada et de l'IFREMER. Réchauffement climatique.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5852) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5910, 5912). Votera les crédits de cette mission.

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - **Article 48 septies** (*Remise d'un rapport sur la DGF de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6129) : son amendement n° II-134 : réduction du délai de réalisation du rapport sur la situation financière de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

## Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6313) : soutient l'amendement n° II-192 de M. Jean Bizet (renforcement des crédits alloués aux Ecoles nationales vétérinaires) ; retiré.

## Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6449) : son amendement n° II-133 : alignement des DGF des collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon sur l'évolution réelle des coûts supportés par elles ; rejeté.

**DÉTRAIGNE (Yves)**  
*sénateur (Marne)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 85 (2006-2007)] relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Justice - Société**.

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* visant à renforcer les conditions de détention de chiens dangereux [n° 444 (2006-2007)] (18 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Vers un état civil moderne et respectueux de la dignité des citoyens [n° 469 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Société**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Justice et accès au droit [n° 96 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (10 janvier 2007) - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 96) : son amendement n° 46 : suppression des dispositions rendant les propriétaires des locaux à usage d'habitation responsables des dommages causés aux tiers par les occupants ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 206) : caractère transversal du texte. Regret d'un texte "catalogue" par certains aspects, mais non liberticide. La majorité du groupe UC-UDF votera le texte, une autre partie s'abstenait.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique** [n° 160 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 455, 457) : développement de l'assurance de protection juridique. Dysfonctionnements. Aménagements proposés : rôle de l'avocat ; définition du sinistre ; subsidiarité de l'aide juridictionnelle. Accepte cette proposition de loi. - **Article 1er** (art. L. 127-2-1 à L. 127-2-3 nouveaux du code des assurances - Point de départ de la déclaration du sinistre - Obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - Obligation de recourir à un avocat) (p. 464, 465) : position de la commission sur les amendements de M. Georges Othily n° 3 et n° 4, ainsi que sur l'amendement n° 9 de

M. Christian Cambon. - **Article 3** (art. L. 127-5-1 nouveau du code des assurances - Libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client) (p. 466) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Georges Othily et n° 10 de M. Christian Cambon. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 469, 470) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 7, n° 1, n° 6 et n° 2.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1518, 1519) : réforme très attendue. Régime d'accompagnement social spécifique. Mandat de protection future. Aide juridictionnelle. Amendements du groupe UC-UDF. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1545, 1547) : ses amendements n° 228 : possibilité pour un majeur protégé d'être assisté par un avocat ; retiré ; et n° 227 : uniformité du barème de financement de la mesure de protection ; adopté. (p. 1549, 1550) : son amendement n° 235 : définition du champ d'application des opérations de conservation du logement ; adopté. (p. 1556) : son amendement n° 219 : aptitude des médecins membres des équipes pluridisciplinaires des maisons départementales des personnes handicapées à établir un certificat demandant une mesure de protection ; retiré. (p. 1561) : son amendement n° 230 : désignation d'un avocat commis d'office lorsque le juge ne peut pas procéder à l'audition de la personne faisant l'objet d'une demande de mesure de protection ; retiré. (p. 1564) : son amendement n° 220 : introduction d'un nouveau cas d'ouverture d'une mesure de sauvegarde de justice ; rejeté. (p. 1567) : son amendement n° 221 : possibilité pour les personnes en charge d'un majeur de demander la modification de la mesure de protection ; retiré. (p. 1569) : son amendement n° 222 : impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatelaire à l'égard de leurs usagers ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1593) : son amendement n° 232 : possibilité offerte aux descendants d'assurer une tutelle ou une curatelle ; rejeté. (p. 1612) : son amendement n° 223 : possibilité pour le procureur de la République d'ordonner une expertise médicosociale afin de déterminer la nécessité d'une mesure d'accompagnement judiciaire ; retiré. (p. 1614) : son amendement n° 233 : rédaction ; retiré. - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1646) : son amendement n° 224 : fixation par décret des conditions d'exercice de la profession de mandataire judiciaire ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1788) : le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs - Commission mixte paritaire [n° 253 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1850, 1851) : différence d'approche entre la commission des lois et la commission des affaires sociales. Le groupe de l'UC-UDF votera le projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2085, 2087) : réflexion sur l'impact de l'inflation législative dans le domaine judiciaire. Question de l'évaluation des lois précédentes traitant de la récidive. Interrogation sur le sens d'une sanction tardive. Partisan d'une politique plus sévère de l'application des peines et d'une amélioration des conditions d'exécution de la peine. Bien-fondé de la systématisation de l'injonction de soins pour les délinquants sexuels. Problématique des moyens. Urgence d'une réforme du système pénitentiaire. Le groupe UC-UDF attachera une attention particulière aux amendements de la commission des lois. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2163, 2164) : problématique des moyens. Urgence d'une réforme du système pénitentiaire. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2769) : votera ce texte de compromis issu des travaux de la commission mixte paritaire. Importance de l'application effective et rapide des peines et de la réinsertion. Soutien à la garde des sceaux pour l'établissement du prochain budget de la justice et en particulier celui du système pénitentiaire.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3013) : rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires français. Engagements internationaux de la France et protocole facultatif additionnel à la convention des Nations Unies contre la torture. Rapport Canivet. Mode de désignation, saisine et conditions d'exercice des missions du contrôleur général. Instauration d'un droit propre aux lieux privatifs de liberté. Egal accès au droit de l'ensemble des détenus. Attente d'un effort budgétaire. - **Article 2** (Nomination et incompatibilités) (p. 3043) : ses amendements n° 50 : nomination du contrôleur général par un décret en conseil des ministres ; et n° 51 : nomination du contrôleur général après avis des commissions compétentes de chaque Assemblée ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3053) : ses amendements de cohérence n° 56 et n° 57 ; retirés. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3060) : son amendement n° 52 : droit de visite du contrôleur général ; retiré. (p. 3069) : son amendement n° 78 : étendue de l'information du contrôleur général ; rejeté. (p. 3070) : son amendement n° 55 : opposabilité du secret au contrôleur général ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 3077) : son amendement n° 53 : suivi des observations et des recommandations du contrôleur général ; rejeté. - **Article 7** (Suite donnée aux inspections) (p. 3079) : ses amendements n° 58 : obligation du ministre de répondre aux observations du contrôleur général ; retiré ; et n° 59 (saisine du procureur de la République et des instances disciplinaires par le contrôleur général) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3091) : le groupe UC-UDF votera en faveur de ce projet de loi.

- **Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3974) : avancées permises par les deux lectures. Souhaite l'attribution de moyens humains et budgétaires substantiels. Le groupe UC-UDF votera le texte.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4126, 4128) : démarches de simplification entreprises depuis 2003. Caractère hétérogène des dispositions du texte. Souhait d'une simplification effective. Exemple du décret du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives. Le groupe UC-UDF votera la proposition de loi. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4153) : problème du financement de l'école privée. Nécessité d'ouvrir un débat à ce sujet.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4308, 4309) : principal placement financier des Français. Complément du dispositif adopté en 2005 ; rappel de son amendement. Obligation pour les assureurs de rechercher les bénéficiaires des contrats non réclamés. Réforme de la clause d'acceptation. Renforcement de l'obligation de moyens des assureurs. Avancées de ce texte. Question des comptes épargne en déshérence. Inscription rapide de ce texte à l'ordre du jour. Le groupe UC-UDF votera cette proposition de loi. - **Article 4** (art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant) (p. 4321) : favorable au sous-amendement n° 6 de la commission (réintroduction du dispositif de protection au profit du majeur protégé et limitation de l'application du délai de

latence de trente jours pour l'acceptation du contrat aux seuls cas où la désignation du bénéficiaire intervient à titre gratuit).

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4339, 4340) : multiplication des accidents. Sa proposition de loi déposée conjointement avec Mme Françoise Férat. Carence de la législation actuelle. Formation et responsabilisation des propriétaires de chiens. Permis de détention. Pouvoir de sanction des maires. Favorable à ce texte. - **Article 1er** (art. L. 211-11 du code rural - Formation des détenteurs de chiens dangereux) (p. 4359) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Muguet Dini (signalement de la dangerosité d'un animal par le vétérinaire au propriétaire) ; retiré. - **Article 2** (art. L. 211-13-1 nouveau du code rural - Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs) (p. 4361) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Muguet Dini (accessibilité à la formation sur la base du volontariat ou de la recommandation d'un vétérinaire) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4362) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Françoise Férat (obligation d'obtenir un certificat de sociabilité et d'aptitude à l'utilisation, CSAU, pour tous les détenteurs de chiens des première et deuxième catégories) ; retiré. - **Article 5** (art. L. 211-15 du code rural - Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000) (p. 4370) : soutient l'amendement n° 35 de M. Yves Pozzo di Borgo (interdiction de détenir des chiens de deuxième catégorie nés après le 1er janvier 2008) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4377) : ne votera pas l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines

encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 4384) : soutient l'amendement n° 37 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport sur l'application de cette loi) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Pouvoirs publics

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois : son intervention (p. 5632, 5633). Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission.

#### Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5646, 5648). Le groupe UC-UDF votera les crédits des missions "Médias" et "Avances à l'audiovisuel public".

#### Justice

- (30 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois : son intervention (p. 5668, 5669). Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

**DIDIER (Évelyne)**  
sénateur (Meurthe-et-Moselle)  
CRC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation pour la planification.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers le 26 juin 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 3** (*Interdiction des "préavis glissants"*) (p. 2444) : soutient l'amendement n° 77 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3671) : péréquation. Représentativité du Grenelle de l'environnement. Modes de production et de consommation. Exemple du Bassin minier lorrain. Inégalités. OGM. Loi d'orientation agricole. Agriculture biologique. Biocarburants. Transports collectifs. Gestion européenne des substances chimiques : mesures REACH. Maladies professionnelles.

DINI (Muguette)  
sénateur (Rhône)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 juillet 2007.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 4 juillet 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre titulaire le 31 juillet 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006**

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6198, 6200). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6224) : favorable à l'amendement n° II-24 de la commission (augmentation des ressources du fonds Barnier).

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6234, 6235).

**renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Son intervention (p. 473).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3501, 3502) : aspects positifs du contrat d'accueil et d'intégration et de l'apprentissage de la langue française. Question des modalités de la mise en œuvre de la formation. Problématique des conditions de ressources. Inquiétude quant au sort réservé aux ressortissants étrangers malades à revenus modestes et retraités aux revenus inférieurs au SMIC. Texte éloigné des situations réelles. Amendement du groupe UC-UDF de suppression des articles 4 et 9 ter du projet de loi. Souhaite un renforcement du dispositif d'accompagnement des réfugiés, à l'instar de l'expérience menée avec succès dans le département du Rhône. Le groupe UC-UDF souhaite que ses suggestions soient prises en compte.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (*art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3570) : son amendement n° 180 : dispense pour les conjoints de Français déjà en France, de retourner dans leur pays d'origine pour obtenir un visa de long séjour ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4540, 4542) : déficit du régime général. Recettes nouvelles. Mesures d'économie. Amélioration des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Financement de la protection sociale. Réforme de l'hôpital. Tarification à l'activité, T2A. Médecine de ville. Branche vieillesse. Pénibilité. Remplacement de l'annuité par le point. Branche famille. Réforme du fond de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA. Attente de réformes structurelles.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4596, 4598) : désertification médicale des zones périurbaines défavorisées et des zones rurales. Accès inégal aux soins. Résultats décevants des mesures nationales et régionales d'incitation à l'installation des professionnels de santé dans les zones sous-dotées. Etude de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé, IRDES, sur les exemples étrangers. Inefficacité de l'augmentation du *numerus clausus* et des incitations financières tout autant que celle du déconventionnement à l'installation, notamment en Allemagne. Propositions du groupe UC-UDF visant à la réorganisation territoriale de l'offre de soins et au transfert de compétences médicales aux professionnels

paramédicaux. Maisons de santé pluridisciplinaires. Souhait d'une enquête sur le temps moyen consacré par chaque médecin au temps médical.

Troisième partie :

- (13 novembre 2007) - **Article 9 D** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon") (p.4625, 4628) : son amendement n° 209 : intégration, dans l'assiette des allègements, des temps de pause, d'habillage et de déshabillage rémunérés dès lors qu'ils sont régis par un accord d'entreprise ; retiré. - **Article 9 E** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions) (p.4640) : retire l'amendement n° 222 de M. Yves Pozzo di Borgo (exonération de la contribution patronale des plans qui ne bénéficient pas aux mandataires sociaux de la société émettrice des actions). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p.4657) : soutient l'amendement n° 198 de Mme Anne-Marie Payet (interdiction

de la vente de produits du tabac en distributeurs automatiques) ; adopté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p.5062, 5064) : situation dramatique pour nombre de viticulteurs. Importance du capital vitivinicole de la France. Nécessité d'adapter l'OCM après l'échec des réformes antérieures. Insatisfaction devant les nouvelles propositions communautaires. Avec l'ensemble des membres du groupe UC-UDF, partage la position du rapporteur, auteur de la proposition de résolution. Opposée à la libéralisation des droits de plantation et à la suppression des dispositifs de régulation du marché. Souscrit aux mesures proposées en faveur d'une politique de la qualité. Félicitations à M. Gérard César pour son initiative.

**DOLIGÉ (Éric)**  
*sénateur (Loiret)*  
 UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 4 novembre 2007.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Développement et régulation économiques [n° 91 tome 3 annexe 9 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p.90) : défavorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale).

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens** [n° 31 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 2** (*Transfert à la région Alsace, à titre expérimental, des fonctions d'autorité de gestion et d'autorité de certification de programmes relevant de la politique de cohésion au cours de la période 2007-2013*) (p.507) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour d'autres régions que l'Alsace et pour la collectivité territoriale de Corse d'exercer les fonctions d'autorité de gestion et de certification des programmes relevant de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" pour la période 2007-2013 sous des conditions de délai et de fond) et aux sous-amendements du Gouvernement s'y rapportant n° 4 (exigence d'un accord exprès des départements concernés à la candidature de la région), n° 5 (exigence d'un engagement de la région sur les moyens à mettre en œuvre et sur les modalités d'association de l'Etat et des autres collectivités) et n° 6 (publication, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la loi, d'un décret comprenant la liste des régions dont la candidature est retenue au regard des engagements pris par elles).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Explications de**

**vote sur l'ensemble** (p. 577) : le groupe UMP votera ce projet de loi, à l'exception de deux de ses membres qui s'abstiendront.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1570) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable aux amendements identiques n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 222 de M. Yves Détraigne (impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatélaire à l'égard de leurs usagers) ainsi qu'à l'amendement n° 168 de M. Jacques Blanc (allongement de la liste des personnes ne pouvant pas exercer de charges curatélaires ou tutélaires).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5102, 5104) : mondialisation et concurrence. Perte de compétitivité de la France. Bonne gestion des collectivités locales. Réforme de l'Etat. Décentralisation. Accepte ce projet de budget de transition.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2 ter** (*Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé*) (p. 5193) : intervient sur l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6112, 6113). Votera les crédits de cette mission.

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6154). - **Article 42** (*Taux maximum d'augmentation de la taxe pour frais de chambres de commerce, concernant les chambres de commerce et d'industrie, CCI, ayant délibéré favorablement pour mettre en œuvre un schéma directeur régional*) (p. 6168) : son amendement n° II-25 : clarification ; adopté. - **Article additionnel après l'article 43** (p. 6169) : position de la commission sur l'amendement n° II-63 de M. Michel Houel (revalorisation des plafonds du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers et de l'artisanat).

**Pilotage de l'économie française**

- (6 décembre 2007) - **Rappel au règlement** (p. 6174, 6175) : situation du Nord-Pas-de-Calais. Responsabilité des régions.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6584, 6585) : négociabilité entre distributeurs et producteurs. Rapport de l'Assemblée nationale. Analyse des solutions pour la baisse des prix de vente. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6910) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jacques Blanc (exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR") ; retiré. - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité*) (p. 6923, 6925) : son amendement n° 139 : plafonnement de la TICGN à 0,60 euro par mégawattheure pour les consommateurs de moins de 5 millions de kilowattheures par an ; retiré. Votera l'amendement n° 195 de la commission (exonération de TICGN pour les livraisons de gaz aux autorités régionales et locales et les organismes de droit public pendant un an) et partage les interrogations exprimées par Mme Nicole Bricq.

**DOMEIZEL (Claude)**  
*sénateur (Alpes de Haute-Provence)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; nouvelle nomination le 29 novembre 2007.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées ; nouvelle nomination le 14 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Transparence, équité, solidarité : les trois objectifs d'une réforme de la réversion [n° 314 (2006-2007)] (22 mai 2007) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 437, 439) : faiblesses du système de gestion des crises sanitaires. Mesures proposées. Ses amendements. Rôle de l'établissement

public. Le groupe socialiste votera ce texte. - **Article 2** (art. L. 3132-1 à L. 3132-3, L. 3133-1 à L. 3133-7, L. 3134-1 à L. 3134-3 et L. 3135-1 à L. 3135-5 nouveaux du code de la santé publique - *Création d'un corps de réserve sanitaire*) (p. 448) : ses amendements n° 2 : rédaction ; retiré ; et n° 3 : précision ; adopté. - **Article 8** (articles 32 et 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - *Statut des fonctionnaires de l'Etat accomplissant une période de réserve sanitaire*) (p. 452, 453) : son amendement n° 5 : réduction à trente jours de la durée annuelle de la réserve sanitaire ; retiré. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 454) : son amendement n° 8 : généralisation de la prise en charge par les SDIS de la protection sociale des sapeurs-pompiers en cas d'accident ; rejeté.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 817) : soutient l'amendement n° 142 de M. Thierry Repentin (transfert de compétence du droit de préemption urbain aux EPCI) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 860) : soutient l'amendement n° 153 de M. Thierry Repentin (extension à toutes les locations y compris celles de meublés ou de logements saisonniers de la protection définie par l'article 22-2 de la loi du 6 juillet 1989) ; rejeté. (p. 864, 865) : soutient l'amendement n° 90 de M. Thierry Repentin (simplification des modalités de mise en œuvre du chèque-transport) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 883) : intervient en tant que président du groupe sénatorial d'amitié France-Algérie. Votera ce texte sous conditions : simplification des procédures administratives ; suppression de la photographie du bénéficiaire de l'aide et du relèvement de ses empreintes digitales. Soutient l'amendement n° 93 de Mme Bariza Khiari (obligation d'information de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations sur l'environnement juridique de cette aide) ; retiré (p. 891) : souhaite le retrait de l'amendement n° 44 de la commission (modalités de contrôle des services de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 898) : son amendement n° 83 : neutralisation pour la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales de l'impact financier des transferts de personnel ; adopté.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - *Modalités de la saisine du Défenseur des enfants*) (p. 1374, 1375) : reprend l'amendement de la commission n° 62 : indemnisation des correspondants territoriaux du Défenseur des enfants ; retiré. - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1377) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Claire-Lise Campion (modalités de la transmission d'informations sur un mineur en danger par le président du conseil général) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 1382, 1383) : soutient l'amendement de Mme Claire-Lise Campion n° 16 (statut des mineurs étrangers isolés âgés de seize à dix-huit ans) ; et son amendement n° 55 : impossibilité d'inscrire au fichier judiciaire national automatisé les auteurs mineurs d'infractions sexuelles ou violentes dans certains cas ; rejetés. - **Article 22** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile à leurs enfants*) (p. 1405) : favorable à l'amendement n° 6 de la commission (limitation de l'instruction à domicile aux enfants issus d'une seule et même famille). - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - *Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales*) (p. 1408) : favorable aux amendements n° 23 de Mme Claire-Lise Campion et n° 52 de M. Jean Desessard (suppression).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de**

**voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Question préalable** (p. 2409, 2411) : soutient la motion n° 39 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2664, 2666) : asphyxie financière des régimes de retraite. Recours à l'emprunt. Installation durable du déficit. Echec de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Déficit structurel permanent du FFIPSA. Désengagement de l'Etat du régime de protection sociale agricole et du FSV. Attend la concrétisation de l'apurement de la dette de l'Etat envers les organismes de sécurité sociale. Question de la compensation immédiate de la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires prévue à compter du 1er octobre prochain. Niveau insupportable de la dette de l'Etat et de celle de la sécurité sociale. Cadeaux fiscaux à une poignée de contribuables. Le groupe socialiste ne cautionnera pas cette politique de gribouille.

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 2007) (p. 3451) : organisation du travail législatif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3472, 3476) : concertation précipitée. Domaine législatif. Stigmatisation des régimes spéciaux. Réforme globale nécessaire. Le groupe socialiste est défavorable aux orientations du Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4607, 4608) : graves disparités de l'offre médicale. Situation dans son département des Alpes de Haute-Provence. Question du remplacement des praticiens partant à la retraite. Inopérance des incitations financières à l'installation dans les zones en difficulté. Causes du dysfonctionnement et dangers de la situation. Nécessité de favoriser la médecine regroupée. Ses suggestions : création d'un corps de médecins civils à l'instar des médecins militaires ; promotion interne de certaines professions médicales. Nécessité d'adapter la formation médicale, de reconnaître la spécificité du milieu rural et de renforcer les aides financières.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 A** (art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 65 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 53 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - *Suppression de la faculté ouverte aux fonctionnaires devenus parlementaires de continuer à cotiser dans leur régime de retraite d'origine*) (p. 4621, 4622) : s'interroge sur l'introduction précipitée par l'Assemblée nationale de la réforme du régime particulier des parlementaires fonctionnaires. Votera l'article 9 A sous réserve de l'acceptation par le président de la commission des affaires sociales d'une étude sur l'extension de l'interdiction de cotiser double à tous les élus et pas seulement à ceux qui sont fonctionnaires. - **Article 10 bis** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile*) (p. 4664) : son amendement n° 144 : suppression ; adopté. (p. 4667) : le groupe socialiste votera son amendement de suppression n° 144 identique à l'amendement n° 462 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 21** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 4713, 4716) : situation du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4718) : son amendement n° 145 : possibilité pour le Fonds de solidarité vieillesse de recourir à l'emprunt ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6426, 6427) : son amendement n° II-226 : précision de la notion de département limitrophe pour la répartition des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ; adopté.

**DOMINATI (Philippe)**

*sénateur (Paris)  
NI, puis UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Hongrie : un partenaire stratégique pour l'économie française [n° 52 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2377, 2378) : historique du fonctionnement des transports collectifs en Ile-de-France. Problèmes liés à la libéralisation du secteur des transports. Situation à la RATP. Annonce du dépôt d'une proposition de loi instaurant un "service maximum" pour les franciliens. Suppression du monopole et du statut d'exception de la RATP.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5493, 5495). - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5509).

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - en remplacement de M. Michel Bécot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 5855, 5856) : la commission émet un avis favorable sur les crédits de la mission "Participations financières de l'Etat".

#### Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5879). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (14 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 6721, 6722) : son amendement n° 185 : conditions de dénonciation des comptes collectifs ; retiré. (p. 6724) : soutient l'amendement n° 59 de M. Laurent Béteille (possibilité pour le juge de soulever d'office tout moyen dans les litiges relevant du code de la consommation) ; devenu sans objet.

**DONNEDIEU de VABRES (Renaud)**  
*ministre de la culture et de la  
communication  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* ratifiant l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés [n° 309 (2006-2007)] (15 mai 2007) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Culture.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Commission mixte paritaire [n° 227 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1793, 1795) : importance de l'enjeu. Urgence d'ordre technologique. Renforcement de la télévision publique. Information transparente des consommateurs. Garantie d'équipement. Pluralisme de l'offre. Télévision mobile personnelle. Développement et financement de la création audiovisuelle et cinématographique. Recommande l'adoption du projet de loi. - **Art. 7 bis** (p. 1812) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Art. 16 sexies** : son amendement n° 2 : rédaction ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1815, 1816) : remerciements. Objectif politique de pluralisme. Son action dans ce sens.

**DOUBLET (Michel)**  
*sénateur (Charente-Maritime)  
UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5995, 5997).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

**DOUSTE-BLAZY (Philippe)**  
*ministre des affaires étrangères*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*

## DÉPÔTS

**En première lecture devant le Sénat :**

*Projet de loi* autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 150 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme [n° 178 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres et le Maroc [n° 201 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Traités et conventions - Transports.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises [n° 222 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

*Projet de loi* autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées [n° 242 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant la ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble une annexe) [n° 243 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 257 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) [n° 270 (2006-2007)] (1er mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ELS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en œuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG [n° 273 (2006-2007)] (7 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers [n° 275 (2006-2007)] (14 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances [n° 277 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Justice - Société - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort [n° 278 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation du deuxième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 280 (2006-2007)] (22 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de la Francophonie relative à la mise à disposition de locaux pour installer la Maison de la francophonie à Paris [n° 281 (2006-2007)] (22 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 282 (2006-2007)] (28 mars 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation du septième protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle [n° 289 (2006-2007)] (11 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires [n° 294 (2006-2007)] (18 avril 2007) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe [n° 298 (2006-2007)] (2 mai 2007) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [n° 299 (2006-2007)] (2 mai 2007) - Affaires étrangères et coopération - Famille - Traités et conventions.*

*Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains [n° 303 (2006-2007)] (9 mai 2007) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.*

**DREYFUS-SCHMIDT (Michel)**  
sénateur (Territoire de Belfort)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour le 22 février 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.*

*Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.*

*Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - Pouvoirs publics et Constitution.*

*Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.*

*Proposition de loi relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - Affaires étrangères et coopération - Union européenne.*

*Proposition de loi relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - Affaires étrangères et coopération - Union européenne.*

*Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - Questions sociales et santé - Transports.*

*Proposition de loi tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - Énergie.*

*Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - Affaires étrangères et coopération - Union européenne.*

*Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.*

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - Entreprises - Justice.*

*Proposition de loi tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - Anciens combattants.*

*Proposition de loi visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - Pouvoirs publics et Constitution.*

*Proposition de loi visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.*

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (10 janvier 2007) - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 97) ; favorable aux amendements de suppression n° 74 de Mme Éliane Assassi et n° 151 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi qu'à l'amendement n° 46 de M. Yves Détraigne (suppression des dispositions rendant les propriétaires des locaux à usage d'habitation responsables des dommages causés aux tiers par les occupants). - **Article 11 quinquies** (art. L. 750-1 du code de commerce - Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 99) ; intervient sur l'amendement n° 198 de M. Pierre André (rédaction). - **Article 11 sexies** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 495 du code de procédure pénale - Incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 101) ; favorable aux amendements n° 153 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) et n° 75 de Mme Éliane Assassi (abrogation de l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation définissant le délit d'attroupement dans les parties communes d'immeubles). - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 103) ; favorable aux amendements de suppression n° 76 de Mme Éliane Assassi et n° 154 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 12 bis C** (art. L. 321-1-1 nouveau du code de la route - Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 106) ; intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Cambon (extension aux policiers municipaux de la possibilité de prescrire l'immobilisation de véhicules). - **Article 12 bis** (art. L. 211-11, L. 211-14, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-2-1 nouveau et L. 215-3 du code rural ; art. 131-10, 131-16, 131-21-1 et 131-21-2 nouveaux, 131-39, 131-43, 222-44 et 434-41 du code pénal - Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux) (p. 111) ; intervient sur les amendements de M. René Beaumont portant sur le même objet n° 38 et 41 (mandatement des vétérinaires) et n° 42 (suppression des dispositions instituant l'euthanasie systématique des chiens dangereux non déclarés au profit d'un placement en refuge en vue de leur adoption).

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 187 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1074, 1075) : dénonciation du régime fiscal de Saint-Barthélemy et Saint-Martin. A titre personnel, votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 188 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Article 9 bis** (p. 1114) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 1 du Gouvernement (coordination). - **Article 13** : demande de réunion de la commission des lois pour examiner l'amendement n° 4 du Gouvernement (modalité d'application du dispositif fiscal transitoire à Saint-Barthélemy et Saint-Martin).

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 1118, 1120) :

saisine du Conseil supérieur de la magistrature. Formation au sein de l'École nationale de la magistrature. Appel des décisions des cours d'assise. "Collèges" ou "pôles". Présence des avocats dès le début de la garde à vue. Impossible application du texte avant au moins cinq ans. - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1129, 1132) : intervient sur les amendements de M. Pierre Fauchon n° 51 (entrée dans la magistrature conditionnée par l'exercice pendant au moins dix ans d'une activité professionnelle) et n° 50 (soumission de la candidature au concours de l'École nationale de la magistrature à l'obtention d'un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études juridiques). Nomination au tour extérieur au Conseil d'Etat de personnes n'ayant aucune formation juridique. - **Article 1er C** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Stage obligatoire d'immersion au sein de la profession d'avocat pour les auditeurs de justice) (p. 1133) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (réduction de la durée du stage d'immersion au sein de la profession d'avocat). - **Article 5 A** (art. 43 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Faute disciplinaire) (p. 1142) : votera contre l'amendement n° 14 de la commission (définition de la faute disciplinaire). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1143) : votera l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (plafonnement des indemnités susceptibles d'être réclamées à un magistrat en cas d'action récursoire). - **Article 5** (art. 45 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Élargissement de la liste des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats) (p. 1144) : soutient l'amendement n° 54 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. (p. 1145) : intervient sur l'article. - **Article 6** (art. 46 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension de la dérogation au principe du non cumul des peines - Renforcement de la portée de la mise à la retraite d'office) : soutient l'amendement n° 56 de M. Robert Badinter (suppression de la sanction de déplacement d'office) ; rejeté. (p. 1146) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (cohérence). - **Article 6 quater** (art. 48-1 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité disciplinaire des magistrats) (p. 1148) : votera l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rédaction). - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1150, 1152) : sur l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats), soutient les sous-amendements de M. Robert Badinter n° 58 (institution auprès du Conseil supérieur de la magistrature d'une commission d'examen des réclamations des justiciables) ; rejeté ; et n° 62 (dénomination de la commission d'examen des réclamations) ; adopté. (p. 1152) : soutient l'amendement n° 57 de M. Robert Badinter (institution auprès du Conseil supérieur de la magistrature d'une commission d'examen des réclamations des justiciables) ; devenu sans objet. - **Article 7** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accès de droit des procureurs généraux de cour d'appel aux emplois hors hiérarchie du parquet de la Cour de cassation) (p. 1160) : soutient l'amendement n° 59 de M. Robert Badinter (soumission de la nomination des procureurs généraux près les cours d'appel n'ayant pas reçu de nouvelle affectation à l'issue de sept années d'exercice dans la même cour d'appel, à l'avis du Conseil supérieur de la magistrature) ; adopté. - **Article 8** (art. 69 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suspension d'un magistrat en raison de son état de santé) (p. 1161) : votera l'amendement n° 24 de la commission (institution d'un comité médical national auprès du Garde des Sceaux pour statuer sur le cas de magistrats dont l'état de santé paraît incompatible avec

l'exercice de leur fonction). - **Article 8 bis** (art. 39 et 76-4 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 1163) : sur l'amendement n° 25 de la commission (modalités de la mobilité statutaire obligatoire), soutient le sous-amendement de M. Robert Badinter n° 60 ; adopté. - **Article 8 ter** (art. 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension des possibilités de détachement judiciaire) (p. 1164) : défavorable à l'amendement n° 49 de M. Jean-Marc Juillard (possibilité de détachement judiciaire des personnels recrutés par la voie de l'École nationale supérieure de sécurité sociale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1166) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1193, 1194) : historique. Lutte pour l'abolition universelle. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 1er C** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - Institution de la collégialité de l'instruction) (p. 1269) : favorable à l'amendement n° 3 de la commission (coordination), ainsi qu'aux autres amendements de coordination. - **Article 1er** (art. 52-1 nouveau, 80, 85, 118, 397-2 et 397-7 nouveau - Création de pôles de l'instruction) (p. 1272, 1274) : soutient les amendements de M. Robert Badinter de suppression partielle n° 91 ; rejeté ; et n° 92 ; retiré. - **Article 2** (art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - Cosaisine des juges d'instruction) (p. 1277) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (obligation de cosignature pour les actes les plus importants de l'instruction). - **Article 2 bis** (Rapport au Gouvernement sur la préparation de la mise en œuvre de la collégialité de l'instruction) (p. 1278) : le groupe socialiste vote contre l'article 2 bis du projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1279) : soutient l'amendement n° 94 de M. Robert Badinter (suppression de l'article 137-4 du code de procédure pénale relatif à la détention provisoire) ; rejeté. - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - Critères de placement en détention provisoire) (p. 1285) : favorable à l'amendement n° 95 de M. Robert Badinter (suppression du septième critère, en matière correctionnelle et en matière criminelle, autorisant la détention provisoire à l'article 144 du code de procédure pénale). - **Article 5** (art. 199 et 221-3 nouveau du code de procédure pénale - Contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction) (p. 1293) : soutient l'amendement n° 96 de M. Robert Badinter (examen obligatoire du dossier tous les six mois en cas de détention provisoire maintenue) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1295) : soutient l'amendement n° 98 de M. Robert Badinter (information de la personne gardée à vue des faits qui lui sont imputés) ; rejeté. (p. 1308, 1311) : intervient sur l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit pour la personne gardée à vue de ne pas répondre aux questions des enquêteurs) et sur les amendements n° 97 de M. Robert Badinter (présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue des confrontations) et n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (modalités de présence de l'avocat). Présence de l'avocat indispensable dès le début de la garde à vue. - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue) (p. 1316,

1319) : favorable à l'amendement n° 101 de M. Robert Badinter (nullité de la procédure en cas d'absence d'enregistrement des gardes à vue) et défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (en cas d'impossibilité technique, vérification par le procureur de l'existence d'autres moyens d'enregistrement). - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 1322) : favorable à l'amendement n° 102 de M. Robert Badinter (suppression). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1323) : intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (présentation d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de l'enregistrement audiovisuel des interrogatoires). - **Article 8** (art. 80-1-1 et 120-1 nouveaux du code de procédure pénale - Octroi du statut de témoin assisté à la personne mise en examen - Demande de confrontations séparées) (p. 1324) : soutient l'amendement n° 103 de M. Robert Badinter (remplacement de la possibilité de contestation à intervalles réguliers de la mise en examen par une caducité de cette dernière au bout d'un an en matière correctionnelle et deux ans en matière criminelle) ; rejeté. Le groupe socialiste vote contre l'article 8. - **Article 9** (art. 114, 161-1 et 161-2 nouveaux, 166, 167, 167-2 nouveau, 168, 186-1 et 803-1 du code de procédure pénale - Renforcement du caractère contradictoire des expertises - Transmission par voie électronique des pièces de procédure) (p. 1325, 1326) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 82 (codification des méthodes des experts psychologiques près la cour d'appel) ; et n° 104 (modalités d'établissement de la liste d'agrément des experts) ; rejetés. - **Article 11** (art. 4 du code de procédure pénale - Limitation du champ d'application de la règle en vertu de laquelle "le criminel tient le civil en l'état") (p. 1328) : soutient l'amendement n° 83 de M. Robert Badinter (suppression partielle) ; retiré. - **Article 13** (art. 236, 237 et 238 du code de procédure pénale - Audiencement dans les cours d'assises) (p. 1331, 1332) : soutient l'amendement n° 84 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1332, 1334) : ses amendements n° 87 : autorisation pour les parties civiles à récuser les jurés en cour d'assise en lieu et place du parquet ; n° 86 : nécessité pour les jurés de ne retenir la culpabilité que si la preuve est rapportée par l'accusation ; rejetés ; et n° 88 : indemnisation des victimes ; retiré. - **Article 16** (Entrée en vigueur et dispositions transitoires) (p. 1339) : intervient sur les amendements identiques n° 50 de la commission et n° 89 de M. Robert Badinter. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1340, 1341) : refus systématique des propositions du groupe socialiste qui ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1602) : favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Michel (rétablissement de l'autorisation du juge des tutelles pour la révocation du testament).

- **Rappel au règlement** - (9 octobre 2007) (p. 3817) : méthodes de votation du Sénat.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3928) : procédure de vote.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4313, 4315) : contrats d'assurance vie en situation de déshérence. Renforcement en 2005 des obligations des assureurs et amélioration de l'information du souscripteur. Création de l'Association pour la gestion des informations relatives aux risques en assurance, AGIRA. Rapport d'activité pour 2006 du Médiateur de la République. Mesures proposées. Son amendement sur la création d'un registre accessible sur Internet mais consultable par les seuls notaires et juges aux affaires familiales. Sous réserve de l'approbation de son amendement, le

groupe socialiste votera ce texte. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4329, 4330) : son amendement n° 13 : création d'un site Internet constituant un registre des contrats d'assurance vie non réclamés ; rejeté.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5031, 5032) : simplification attendue depuis longtemps de la prescription extinctive en matière civile. Avant-projet des professeurs Catala et Malaurie relatif à la réforme du droit des obligations et du droit de la prescription. Propositions de la mission d'information sénatoriale sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Le groupe socialiste votera la proposition de loi sous réserve de l'adoption de son amendement portant sur l'aménagement conventionnel du délai de la prescription. Regrette la disparition de l'article 2279 du code civil transformé en un article 2276 du même code. -

**Article 1er** (titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive) (p. 5038) : son amendement n° 8 : impossibilité d'aménagement contractuel de la prescription en matière de paiement des salaires, fermages, loyers et charges locatives afférents aux baux d'habitation ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5041, 5042) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 6 du Gouvernement (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage) condamné à l'unanimité en commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5046) : son amendement ayant été adopté, le groupe socialiste votera les conclusions du rapport de la commission des lois.

**DUBOIS (Daniel)**  
*sénateur (Somme)*  
UC-UDF

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

**DUFAUT (Alain)**  
*sénateur (Vaucluse)*  
UMP

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 153 (2006-2007)] autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [n° 167 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption [n° 450 (2004-2005)]** - (25 janvier 2007) - **Article unique** (p. 589) : le groupe de l'UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [n° 153 (2006-2007)]** - (25 janvier 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 592, 594) : enjeu de la lutte contre le dopage. Actualité de ce sujet. Exemple du cyclisme. Evolution de la législation depuis 1999 à l'échelon national et international. Objet de la convention. Compatibilité entre la législation et la pratique françaises et la convention. La commission des affaires culturelles recommande l'adoption du présent projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6271, 6272).

Deuxième partie :

**Sport, jeunesse et vie associative**



**DULAIT (André)**  
sénateur (Deux-Sèvres)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 14 février 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre du Haut conseil de la coopération internationale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 218 (2006-2007)] modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal [n° 234 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Défense.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 219 (2006-2007)] portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense [n° 235 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Défense - Justice.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 41 (2007-2008)] autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 55 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 42 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 56 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense - Préparation et emploi des forces [n° 94 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 615, 616) : campagne d'information et de formation à mener. Texte comblant les lacunes de la législation. Centre européen de prévention des risques, CEPR. Principe de précaution. Amélioration de la prévention. Sensibilisation du public scolaire. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires" [n° 184 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1436, 1437) : historique de la mutuelle. Justification de sa transformation en association. Dérogation au code de la mutualité. Hommage aux médaillés militaires. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense [n° 219 (2006-2007)]** - (20 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1725) : ordonnance du 1er juin 2006. Harmonisation du code de justice militaire avec le droit commun. Renforcement des droits de la défense en temps de

guerre. Protection et contrôle des matières nucléaires. La commission des affaires étrangères propose d'adopter ce texte sans modification.

- **Projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal [n° 218 (6-7)]** - (20 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1730) : protection pénale des informations classifiées. OTAN. Accords de sécurité. PESD. Appels d'offres internationaux.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article 10 (art. L. 615-3 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets)** (p. 3940) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Bizet (présomption de contrefaçon pour les médicaments génériques) ; retiré.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 41 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2007-2008)** (p. 4288, 4289) : historique de l'aide aux pays ACP. Contenu du texte. Crédits du FED. La commission des affaires étrangères

recommande l'adoption des deux projets de loi en souhaitant la poursuite de l'effort de contribution du Gouvernement français.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2007-2008)**.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (préparation et emploi des forces) : son intervention (p. 5929, 5930). Souhaite l'organisation d'une réunion de suivi et de contrôle avec les services du ministère avant la fin de l'année.

**DUMAS (Catherine)**  
*sénateur (Paris)*  
UMP

Devenue sénateur le 30 novembre 2007 (remplace M Philippe Goujon, élu député).

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 3 décembre 2007.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

**DUPONT (Ambroise)**  
*sénateur (Calvados)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

*Deuxième partie :*

#### Ville et logement

- (7 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6345, 6346) : soutient l'amendement n° II-183 de M. René Beaumont (augmentation des crédits attribués à l'Agence nationale pour l'information sur le logement) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 21 quinquies (Renforcement du crédit d'impôt en faveur des entreprises de production phonographique prévu à l'article 220 octies du CGI)** (p. 6861) : au nom du président et du rapporteur de la commission des affaires culturelles, demande de repousser les amendements afférents à l'article 21 quinquies et d'adopter cet article en l'état.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des États-Unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables [n° 92 tome 4 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Environnement**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2581) : problème des grands rassemblements. Désarroi des maires et des

populations. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2606) : souhaite obtenir deux ratios de la répartition des ressources entre Paris et la province ainsi que celui de la répartition entre les monuments de l'Etat et ceux des autres propriétaires. Fongibilité des crédits.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3682) : biodiversité. Préservation du patrimoine naturel. Protection des paysages. Etalement urbain. Logements collectifs. "Urbanisme durable".

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue** [n° 10 (2007-2008)] - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4080, 4081) : stabilité de la structure de gestion du parc. Nécessité de relancer le dialogue. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6182, 6183).

**DUPONT (Bernadette)**  
*sénateur (Yvelines)*  
*UMP-A*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 25 septembre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 172 (2006-2007)] portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 213 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (14 février 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1513, 1515) : adaptation de la protection aux réalités sociales de notre temps. Respect de la priorité familiale. Statut professionnel de mandataires judiciaires. Financement de la protection des majeurs. Avis favorable de la commission sur ce texte sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 5** (*art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1555) : son amendement n° 106 : prise en charge par l'Etat du certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de

protection ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1557) : son amendement n° 107 : obligation pour le médecin expert, établissant un certificat médical demandant une mesure de protection, de solliciter l'avis du médecin de la famille ; retiré. (p. 1560) : son amendement n° 109 : suppression de la restriction permettant au juge d'écarter l'audition du majeur vulnérable s'il est hors d'état d'exprimer sa volonté ; adopté. (p. 1564) : son amendement n° 111 : coordination ; adopté. (p. 1568) : favorable à l'amendement n° 26 de la commission (fondement juridique de la décision de mainlevée d'une mesure de protection lorsque la personne quitte le territoire national pour s'établir à l'étranger). (p. 1569, 1570) : favorable aux amendements identiques n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 222 de M. Yves Détraigne (impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatélaire à l'égard de leurs usagers) ainsi qu'à l'amendement n° 168 de M. Jacques Blanc (allongement de la liste des personnes ne pouvant pas exercer de charges curatélaires ou tutélaires).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1593) : son amendement n° 116 : indépendance des tuteur et subrogé tuteur à l'égard l'un de l'autre ; retiré. (p. 1596, 1597) : ses amendements n° 118 : obligation pour le curateur de constituer une épargne ; adopté ; et n° 119 : possibilité pour le tuteur de défendre en justice le majeur protégé sans autorisation du juge des tutelles ; retiré. (p. 1598) : son amendement n° 120 (rétablissement de l'autorisation du juge des tutelles pour la révocation du testament) ; retiré. (p. 1604, 1605) : son amendement n° 121 : ordre de priorité entre mandats concurrents ; retiré. (p. 1607, 1608) : ses amendements n° 123 : rédaction ; adopté ; et n° 124 : caractère de procuration du mandat de protection future ; et n° 128 : possibilité pour le mandataire de demander au juge des tutelles l'autorisation d'accomplir des actes nécessaires à l'intérêt du mandant mais ne figurant pas dans le mandat établi sous forme authentique ; retirés. (p. 1609) : son amendement n° 129 : précision ; devenu sans objet. (p. 1610, 1611) : son amendement n° 131 : prise en compte dans la mesure d'accompagnement social personnalisé de tous les revenus et non des seules prestations sociales ; retiré. (p. 1612) : son amendement n° 133 : possibilité de cumul des mesures d'accompagnement judiciaire et de sauvegarde de justice ; retiré. (p. 1613) : sur l'amendement rédactionnel n° 54 de la commission, son sous-amendement n° 139 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1627) : favorable à l'amendement n° 183 de M. Nicolas About (conditions d'exercice du droit de vote des majeurs protégés). - **Article 8** (*titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1628) : sur l'amendement n° 61 de la commission, son sous-amendement n° 144 ; devenu sans objet. (p. 1638) : son amendement n° 145 : rédaction ; adopté. (p. 1639) : son amendement n° 148 : suppression de l'obligation d'agrément des organismes chargés de mettre en œuvre la mesure d'accompagnement social personnalisé ; adopté. (p. 1640) : sur l'amendement de précision n° 65 de la commission, son sous-amendement n° 149 ; rejeté. (p. 1642) : sur l'amendement n° 67 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 151 ; retiré. - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1645) : son amendement n° 152 : établissement d'une liste des mandataires judiciaires interdits d'exercice ; adopté. (p. 1651) : défavorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle). (p. 1657) : son amendement n° 154 : rédaction ; adopté. - **Article 12** (*art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1659) : sur l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission, son sous-amendement n° 155 ; adopté. Sur l'amendement rédactionnel n° 79 de la commission, son sous-amendement n° 312 ; adopté. - **Article 14** (*chapitre II du titre VI du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1662) : intervient sur

l'amendement n° 82 de la commission (désignation d'un mandataire judiciaire parmi les agents d'un établissement social ou médico-social conditionnée par la garantie de son indépendance réelle dans l'exercice des mesures de protection). - **Article 16 ter** (*titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel*) (p. 1668) : ses amendements n° 161 : rédaction ; et n° 162 : soutien aux tuteurs familiaux dans l'accomplissement de leur mission ; devenus sans objet. - **Article 21 bis** (*art. L. 1122-2 du code de la santé publique - Compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester sa volonté*) (p. 1672) : son amendement n° 163 : suppression ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1682) : divergences de vue entre les deux commissions mais non incommunicabilité.

- **Commission mixte paritaire [n° 253 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1849, 1850) : protestation contre l'emploi par M. Philippe Bas du terme "sous-citoyens". Favorable à ce texte dont le succès dépendra des décrets d'application.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 7** (*Droit de l'usager à l'information*) (p. 2492) : information par la SNCF, dès le départ du TGV Paris-Toulon de ce jour, des retards à l'arrivée en raison d'incidents sur les voies.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 2** (*art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial*) (p. 3618) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Marie-Thérèse Hermange (inopposabilité des conditions de ressources aux demandeurs retraités) ; devenu sans objet. (p. 3621) : se rallie à la suggestion de M. Hugues Portelli de voter un texte généreux misant sur la sagesse de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4794) : intervient sur l'amendement n° 330 de M. Guy Fischer (extension des dérogations aux épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France). - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4835) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin (exonération des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et de l'allocation supplémentaire d'invalidité). - **Article 35 bis** (*art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Conditionnement des médicaments*) (p. 4842) : soutient l'amendement n° 423 de Mme Catherine Procaccia (calcul des conditionnements sur une période de 31 jours) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5822) : intervient sur l'amendement n° II-106 de M. Claude Biwer (revalorisation de la retraite des anciens combattants).

**DUPONT (Jean-Léonce)**  
*sénateur (Calvados)*  
*UC-UDF*

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité de l'éthique du loto sportif jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie le 26 septembre 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 367 (2006-2007)] relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 372 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 426 (2006-2007)] (31 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 474 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 5 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Entreprises - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 92 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 70 (2007-2008)] relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 114 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages** [n° 364 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1449, 1450) : proposition inopportune après l'adoption de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et la charte des stages étudiants en entreprises. Bilan souhaitable à l'occasion de la présentation du projet de budget de la mission "Recherche et enseignement supérieur" pour 2008. Pratiques des stages dans les services publics.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 2176, 2179) : faiblesses et qualités des universités françaises. Comparaison internationale. Première étape de la réforme. Missions d'orientation et d'insertion professionnelle. Gouvernance. Autonomie budgétaire. Accepte ce texte, amendé par la commission. - **Question préalable** (p. 2224) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Ivan Renar tendant à opposer la question préalable. - **Intitulé du titre Ier** (*Les missions des universités*) (p. 2228) : son amendement n° 37 : intitulé du titre Ier ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er** : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. David Assouline. - **Article 1er** (*art. L. 123-3 du code de l'éducation - Insertion d'une double mission supplémentaire : l'orientation et l'insertion professionnelle*) (p. 2229, 2231) : ses amendements n° 38 : rédaction ; et n° 39 : participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 118 de M. Serge Lagauche, n° 178 de M. Ivan Renar et n° 98 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2231) : position de la commission sur l'amendement n° 173 de M. Ivan Renar. - **Articles additionnels**

**avant l'article 2** (p. 2232) : position de la commission sur les amendements n° 14 et 15 de M. André Lardeux. - **Article 2** (art. L. 711-7 du code de l'éducation - Modalités d'adoption des décisions statutaires au sein du conseil d'administration) (p. 2233) : position de la commission sur les amendements n° 119 de M. David Assouline et n° 180 de M. Ivan Renar. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Administration de l'université) (p. 2235) : position de la commission sur les amendements n° 120 de M. Serge Lagauche, n° 163 de M. Ivan Renar, n° 88 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 121 de Mme Marie-Christine Blandin.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2250) : position de la commission sur les amendements de M. Serge Lagauche n° 124 et n° 125 ainsi que sur les amendements n° 28 de M. Hugues Portelli, n° 185 de M. Ivan Renar, n° 87 de Mme Colette Mélot, n° 4 de M. Pierre Laffitte et n° 100 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2254) : position de la commission sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli. (p. 2255) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Hugues Portelli. Son amendement n° 44 : cohérence ; adopté. (p. 2256) : son amendement n° 45 : possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration ; adopté. (p. 2257) : ses amendements n° 46 : présence de trois représentants du monde économique et social, dont deux chefs d'entreprise, au sein du conseil d'administration ; rejeté ; et n° 47 : renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration ; adopté. (p. 2258) : position de la commission sur les amendements n° 213 de M. Hugues Portelli, n° 179 de M. Ivan Renar et n° 85 de Mme Colette Mélot ainsi que sur les sous-amendements n° 212 de Mme Colette Mélot portant sur l'amendement n° 47 précité et n° 114 de M. Pierre Laffitte portant sur l'amendement n° 45 précité. (p. 2260) : intervient sur son amendement n° 45 précité. (p. 2263) : intervient sur son amendement n° 46 précité. (p. 2264) : son amendement n° 48 : précision ; adopté. (p. 2265) : position de la commission sur les amendements n° 126 de M. Serge Lagauche, n° 175 de M. Ivan Renar et n° 209 de Mme Lucette Michaux-Chevry. (p. 2266) : position de la commission sur l'amendement n° 170 de M. Ivan Renar. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2267) : son amendement n° 40 : élection du président d'université par l'ensemble des membres du conseil d'administration ; adopté. (p. 2269) : position de la commission sur les amendements n° 122 de M. Serge Lagauche, n° 91 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 123 de M. David Assouline ainsi que sur ceux de M. Ivan Renar n° 166 et n° 167. (p. 2272) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Laffitte. (p. 2273, 2274) : ses amendements n° 41 : rôle du président du conseil d'administration dans l'élaboration du contrat pluriannuel d'établissement ; et n° 42 : non-application du droit de veto du président pour l'affectation d'un enseignant-chercheur recruté par la voie du concours national de l'agrégation, lors de sa première affectation ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 95 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar. (p. 2278) : son amendement n° 43 : substitution du titre de directeur général des services à celui de secrétaire général ; retiré. (p. 2279) : position de la commission sur l'amendement n° 187 de M. Gérard Delfau. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 2281) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de M. Ivan Renar. - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique) (p. 2282, 2283) : son amendement n° 49 : représentation, au sein du conseil scientifique, des personnes bénéficiant de la formation continue ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 6 et n° 7 de M. Pierre Laffitte ainsi que sur les amendements n° 127 de M. Serge Lagauche, n° 181 de M. Ivan Renar et n° 128 de Mme Marie-Christine Blandin. (p. 2284) : position du Gouvernement sur l'amendement n° 208 de M. Pierre Laffitte. - **Article 8** (art. L. 712-6 du code de l'éducation - Révision des compétences du conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2285) : position de la commission sur les amendements n° 129 de

M. Serge Lagauche, n° 183 de M. Ivan Renar et n° 8 de M. Pierre Laffitte. - **Article 9** (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Nouvelles dispositions relatives au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2287) : position de la commission sur l'amendement n° 89 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) : son amendement n° 51 : représentation des grands secteurs de formation au sein du conseil d'administration ; adopté. (p. 2288) : position de la commission sur les amendements n° 131 et n° 132 de M. David Assouline ainsi que sur les n° 9 de M. Pierre Laffitte, n° 35 de M. Hugues Portelli, n° 165 de M. Ivan Renar, n° 216 du Gouvernement et n° 90 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2289, 2290) : intervient sur son amendement précité n° 51. Son amendement n° 52 : participation à un conseil des représentants suppléants des étudiants limitée aux cas d'absence des membres titulaires ; adopté. - **Article 11** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Évolution des modalités de création des composantes des universités) (p. 2290) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Laffitte. Son amendement n° 53 : simplification et accélération du processus de décision pour la création des écoles et instituts ; adopté. - **Article 12** (art. L. 713-4 du code de l'éducation - Unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie) (p. 2291) : ses amendements n° 54 : respect des orientations stratégiques du projet d'établissement par la convention hospitalo-universitaire négociée par le doyen de l'UFR ; n° 55 : affectation des emplois hospitalo-universitaires dans le respect des dispositions de l'article L. 952-21 du code de l'éducation ; adoptés. (p. 2292) : position de la commission sur les amendements n° 10, n° 11 de M. Pierre Laffitte et n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 12** : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Hugues Portelli. (p. 2293) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 13** (art. L. 951-1 du code de l'éducation - Élargissement des responsabilités et compétences) : ses amendements n° 56 : extension des comités techniques paritaires et de leur nouveau mode de création à tous les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ; et n° 57 : clarification ; adoptés. - **Article 14** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Renforcement de la contractualisation) (p. 2294) : son amendement n° 58 : mention des modalités de la participation des établissements à un pôle de recherche et d'enseignement supérieur dans les contrats pluriannuels d'établissement ; adopté. (p. 2295) : position de la commission sur les amendements n° 134 et n° 135 de M. Serge Lagauche. - **Article additionnel après l'article 14** : son amendement n° 59 : mise en place d'un outil de contrôle de gestion et d'aide à la décision par les universités ; adopté. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2298, 2300) : position de la commission sur les amendements n° 169 de M. Ivan Renar et n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini. Sur ce dernier, son sous-amendement n° 217 ; adopté. (p. 2304) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Pierre Laffitte. Intervient sur son amendement n° 59 précité. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2305) : position de la commission sur l'amendement n° 188 de M. Gérard Delfau. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2306) : son amendement n° 61 : attribution de primes scientifiques sur des critères exclusivement scientifiques ; adopté. (p. 2307, 2308) : son amendement n° 62 : possibilité d'attribuer des fonctions d'enseignement ou de recherche aux agents contractuels ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 17 de M. Henri Revol, n° 171 et n° 172 de M. Ivan Renar, n° 30 et n° 31 de M. Hugues Portelli, n° 140 de M. David Assouline, n° 136 de M. Jean-Marc Todeschini, n° 138 et n° 139 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 2309) : intervient sur son amendement n° 61 précité. - **Article 17** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation pour l'accès au premier cycle universitaire) (p. 2311) : position de la commission sur les amendements n° 162 de M. Ivan Renar, n° 141 de M. Serge Lagauche, et n° 13 de M. Pierre Laffitte. (p. 2312) : son amendement n° 63 : publication par les établissements des statistiques comportant les indicateurs de réussite aux examens et aux diplômes, de

poursuite d'études et d'insertion professionnelle des étudiants ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2313) : position de la commission sur les amendements n° 142 de M. David Assouline, n° 143 de M. Serge Lagache. - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants) (p. 2314, 2315) : son amendement n° 64 : extension à tous les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel de la possibilité de recruter des étudiants dans les conditions prévues par ce texte ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Henri Revol et n° 144 de M. Serge Lagache. - **Article 19** (art. L. 811-3-1 du code de l'éducation - Information et formation au bénéfice des élus étudiants) (p. 2316) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de M. Ivan Renar. - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs) (p. 2317) : son amendement n° 65 : procédure spécifique pour les recrutements d'agrégés à l'occasion de leur première affectation ; adopté. (p. 2318) : ses amendements n° 66 : coordination et cohérence ; adopté ; et n° 67 : obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs ; retiré. (p. 2319) : position de la commission sur les amendements n° 32, n° 33 et n° 34 de M. Hugues Portelli, n° 145, n° 146, n° 147 et n° 148 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 190 du Gouvernement, n° 86 de Mme Colette Mélot et n° 149 de M. David Assouline. (p. 2322) : intervient sur son amendement n° 67 précité. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2324) : son amendement n° 68 : limitation de l'application des dispositions de cet article aux seuls bâtiments appartenant à l'État ; adopté. (p. 2325) : position de la commission sur les amendements n° 152 et n° 153 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 150 de M. Serge Lagache, n° 176 de M. Ivan Renar, n° 214 du Gouvernement, ainsi que sur l'amendement n° 107 de la commission saisie pour avis et sur le sous-amendement n° 219 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant. - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2332) : position de la commission sur l'amendement n° 104 de la commission saisie pour avis et n° 202, n° 203, n° 204 et n° 220 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 2333) : position de la commission sur les amendements n° 105 et n° 106 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2334) : position de la commission sur l'amendement n° 155 de M. Serge Lagache. - **Article 25** (art. L. 719-4 du code de l'éducation - Possibilité de vendre des biens) (p. 2335) : position de la commission sur l'amendement n° 177 de M. Ivan Renar. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2336) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Henri Revol et n° 112 de Mme Jacqueline Gourault. - **Article additionnel avant l'article 26 ou après l'article 32** : son amendement n° 81 : extension à tous les établissements publics, scientifiques, culturels et professionnels ainsi qu'aux établissements publics administratifs des dispositions relatives aux responsabilités et aux compétences élargies prévues pour les universités ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 109 de la commission saisie pour avis et n° 111 de M. Michel Mercier. - **Article 26** (art. L. 711-8 du code de l'éducation - Contrôle de la légalité des actes des universités) (p. 2337) : position de la commission sur les amendements n° 19 de M. Henri Revol et n° 156 de M. Serge Lagache. - **Article 27** (art. L. 233-1 du code de l'éducation - Autonomie des conférences représentant les établissements) (p. 2338, 2339) : ses amendements n° 69 : octroi de la personnalité morale à la Conférence des présidents d'université et à la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs ; adopté ; et n° 70 : autonomie de la Conférence des présidents d'université et de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs ; adopté après modification par le sous-amendement n° 205 du Gouvernement. Position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Henri Revol et sur le sous-amendement n° 205 du Gouvernement portant sur son amendement n° 70 précité. - **Article 28** (art. 200 et 238 bis du code général des impôts - Encouragement du mécénat en direction des universités) (p. 2340) : position de la commission sur l'amendement n° 108 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 28** : Ses

amendements n° 71 : reconnaissance du rôle du médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement ; adopté ; et n° 72 : harmonisation de la terminologie du code de l'éducation avec celle du code de la recherche ; retiré. - **Article 29** (Application des dispositions à l'outre-mer) (p. 2341) : position de la commission sur l'amendement n° 157 de M. Claude Lise. (p. 2342) : position de la commission sur l'amendement n° 218 du Gouvernement. Ses amendements n° 73 : correction ; n° 74 : extension du nombre de dispositions du texte applicable à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie ; adoptés ; et n° 75 : prise en compte de l'extension de certaines dispositions aux îles Wallis-et-Futuna ; devenu sans objet. (p. 2343) : son amendement n° 76 : coordination ; adopté. (p. 2344) : position de la commission sur l'amendement n° 215 du Gouvernement. - **Article 30** (Dispositions transitoires applicables aux conseils d'administration en exercice) : son amendement n° 77 : correction ; adopté. (p. 2345) : ses amendements n° 78 : conditions dans lesquelles un président en exercice reste en fonction lorsque la durée de son mandat restant à courir est supérieure à six mois ; et n° 79 : possibilité de renouveler une fois le mandat des présidents en fonction à la date de l'élection du nouveau conseil d'administration ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 2346) : position de la commission sur l'amendement n° 206 du Gouvernement. - **Article 32** (Délai d'application des dispositions du chapitre 1er du Titre III) : son amendement n° 80 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 32** : Sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Marc Todeschini (rapport du Gouvernement sur les modalités de remise à plat du système de calcul de la dotation globale de fonctionnement), son sous-amendement n° 221 ; adopté. - **Article 33** (Création d'un comité de suivi) (p. 2347) : son amendement n° 82 : précision et rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 159 de M. Jean-Marc Todeschini. (p. 2348) : position de la commission sur l'amendement n° 184 de M. Ivan Renar et sur le sous-amendement n° 159 de M. Jean-Marc Todeschini portant sur son amendement n° 82 précité. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2349) : son amendement n° 83 : nouvelle rédaction de l'intitulé - **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** ; adopté. (p. 2350) : position de la commission sur les amendements n° 160 de M. David Assouline et n° 164 de M. Ivan Renar. - **Seconde délibération** : Avis favorable de la commission à la demande du Gouvernement tendant à procéder à une seconde délibération de l'article 16. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2351) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2356, 2357) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 367 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3103, 3105) : points d'accord et de divergence entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Solutions de compromis. Principales dispositions adoptées par la commission mixte paritaire. Remerciements.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3798, 3800) : impact du protocole de Londres sur l'usage de la langue française et sur la recherche publique de la France. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de ce texte et à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement qui s'imposent.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6289, 6290).

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)]** - (12 décembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 6516, 6517) : se réjouit de la poursuite

de la réforme des études en médecine générale. La commission des affaires culturelles recommande l'adoption de ce texte.

**DURRIEU (Josette)**  
*sénateur (Hautes-Pyrénées)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Présidente déléguée de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la seconde partie de la 52ème session ordinaire (2006) de cette assemblée [n° 190 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la première partie de la session ordinaire de 2007 [n° 229 (2006-2007)] (13 février 2007) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la première partie de la 53ème session ordinaire (2007) de cette assemblée [n° 392 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la seconde partie de la session ordinaire de 2007 [n° 100 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la troisième partie de la session ordinaire de 2007 [n° 101 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la quatrième partie de la session ordinaire de 2007 [n° 102 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)]* (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**DUSSAUT (Bernard)**  
*sénateur (Gironde)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)]* (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)]* (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)]* (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)]* (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)]* (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)]* (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)]* (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)]* (25 septembre 2007) - **Énergie.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Défense**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5945, 5946).

*Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)]* (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]* (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]* (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)]* (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)]* (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)]* (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]* (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Cornu sur l'application de la loi en faveur des petites et moyennes entreprises** - (20 février 2007) : Son intervention (p. 1719, 1720).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6158, 6159).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6572, 6574) : inflation des textes. Inquiétude devant les choix politiques du Gouvernement. Sentiment des Français d'une baisse de leur pouvoir d'achat. Dispositions du projet de loi. Répercussion négative des mesures proposées. - **Question préalable**

(p. 6602) : le groupe socialiste votera la motion n° 70 de Mme Odette Terrade tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 6620, 6622) : ses amendements n° 85 : possibilité de porter l'amende en cas de revente à perte à la totalité des dépenses de publicité ; et n° 86 : intégration des charges de fonctionnement des établissements dans la définition du seuil de revente à perte ; rejetés.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 décembre 2007) : au nom de M. Richard Yung (p. 6629).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)] (suite)** - (13 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6630) : son amendement n° 83 : présentation d'un rapport annuel par la Direction générale de la concurrence au ministre chargé des finances sur les pratiques de marges dans la distribution ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation du résultat de la négociation commerciale) (p. 6634, 6635) : son amendement n° 89 : mention expresse dans la convention des services visant la promotion commerciale de produits spécialement identifiés ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 6639) : son amendement n° 90 : fixation de la date de facturation au plus tard au jour de la livraison du produit ou de la réalisation de la prestation de service ; rejeté. - **Article 4** (Art. L. 441-6 du code de commerce - Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente) (p. 6641, 6643) : son amendement n° 94 : primauté des conditions générales de vente sur les conditions d'achat ; et n° 92 : maintien des sanctions pénales pour le refus de communication des conditions générales de vente ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6645) : son amendement n° 96 : publication des condamnations pour pratiques déloyales ; retiré. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6650, 6651) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 66 de Mme Isabelle

Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 10 bis** (art. L. 312-8 du code de la consommation - Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 6712, 6713) : ses amendements n° 113 : remise du document d'information aux personnes ayant déjà souscrit un emprunt à taux variable ; et n° 114 : réduction du délai de mise en œuvre ; devenus sans objet. - **Article 10 quinquiés** (art. L. 113-3 du code de la consommation - Obligations des réseaux de grande distribution en matière d'affichage des prix) (p. 6721) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 49 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 10 quinquiés** (p. 6724) : son amendement n° 115 : possibilité pour le juge de soulever d'office tout moyen dans les litiges relevant du code de la consommation ; devenu sans objet. - **Article 11** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour procéder à une nouvelle codification du code de la consommation) (p. 6725) ; son amendement n° 116 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (Habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits) (p. 6726) : son amendement n° 117 : suppression ; rejeté. - **Article 12 bis** (art. L. 120-1 [nouveau], L. 121-1 à L. 121-3, L. 121-5 à L. 121-7, L. 121-15-2, L. 122-6, L. 122-11 à L. 122-15 [nouveaux], L. 141-1 et L. 141-2 du code de la consommation, et art. 19 et 20 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Pratiques commerciales déloyales) (p. 6731) : son amendement n° 118 : définition du caractère agressif d'une pratique commerciale ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6733) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

**DUTREIL (Renaud)**

*ministre des petites et moyennes  
entreprises, du commerce, de l'artisanat  
et des professions libérales  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

**INTERVENTIONS**

- **Question orale avec débat de M. Gérard Cornu sur l'application de la loi en faveur des petites et moyennes entreprises** - (20 février 2007) : Sa réponse (p. 1722, 1723).

**DUVERNOIS (Louis)**

*sénateur (Français établis hors de  
France (Série B))  
UMP*

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 25 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 126 (2006-2007)] relative à la création de l'établissement public CulturesFrance [n° 211 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance [n° 211 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 1461, 1463) : son rapport "Pour une nouvelle stratégie de l'action culturelle extérieure de la France : de l'exception à l'influence". Historique de la création de CulturesFrance. Contexte de crise. Economie du texte : transformation du statut de CulturesFrance ; indicateurs de performance ; légitimité de CulturesFrance et domaines d'activité. Demande l'adoption des conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie* :

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5643, 5644). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

---

**ÉMIN (Jean-Paul)**  
*sénateur (Ain)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers jusqu'au 21 novembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

**EMORINE (Jean-Paul)**  
*sénateur (Saône-et-Loire)*  
UMP

### NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : L'avenir de la filière agricole à l'horizon 2050 [n° 200 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13

février 2007) - président de la commission des affaires économiques : sa question (p. 1418, 1420).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) - président de la commission des affaires économiques (p. 3657) : rôle des sénateurs au sein des groupes de travail. Groupe de suivi du Grenelle de l'environnement au sein de la commission des affaires économiques. Mission d'information sur les infrastructures de transports terrestres et sur leur financement. Economie et développement durable.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) - président de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 4191).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - président de la commission des affaires économiques - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6014) : son amendement n° II-93 : majoration des crédits destinés à soutenir le plan de modernisation des bâtiments d'élevage ; retiré. (p. 6019) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur l'amendement n° II-37 de la commission.

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) - président de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6230, 6232). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6242) : son amendement n° II-73 de la commission (modification de l'intitulé du programme "Aménagement du territoire").

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) - président de la commission des affaires économiques (p. 6499, 6501) : conseil européen du 14 décembre. Mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne. Changement climatique. Bilan de l'application du protocole de Kyoto.

**ESNEU (Michel)**  
*sénateur (Ille-et-Vilaine)*  
UMP

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - *Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang*) (p. 545) : votera la suppression de l'article 9 bis.

- *Commission mixte paritaire* [n° 155 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1491) : le groupe UMP votera ce texte.

**ESTROSI (Christian)**  
*ministre délégué à l'aménagement du territoire*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*  
*secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer*  
*(à partir du 19 juin 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 4, 6) : rôle du maire. Fonds interministériel de prévention de la délinquance. Hospitalisations d'office. Excuse de minorité. Peine en cas de récidive. (p. 25, 27) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 30) : s'oppose à la motion n° 45 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 33, 35) : s'oppose à la motion n° 35 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 38) : s'oppose à la motion n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 40) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - *Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 44) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Éliane Assassi, n° 139 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 122 de Mme Alima Boumediene-Thiery et sur les amendements de la commission n° 1, n° 3, n° 2 ainsi que sur le sous-amendement n° 192 de M. Jean-Patrick Courtois s'y rapportant. - **Article 1er bis** (art. L. 121-1-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Présence de travailleurs sociaux dans les commissariats et les groupements de gendarmerie*) (p. 46) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale*) (p. 47) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de Mme Éliane Assassi, n° 140 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 194 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 2 bis A** (art. L. 2212-9-1

*nouveau du code général des collectivités territoriales - Recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes*) (p. 49) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 51 de Mme Éliane Assassi et n° 141 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur les amendements de la commission n° 4 et n° 5. - **Article 2 bis** (*Création d'un Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 51) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 3** (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 - *Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance*) (p. 52) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de Mme Éliane Assassi, de M. Roger Karoutchi n° 195 et n° 196 et n° 6 de la commission. - **Article 4 bis** (art. 40-2 du code de procédure pénale - *Information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés*) (p. 54) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7 de la commission, n° 53 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 57) : sur l'amendement n° 9 de la commission, son sous-amendement n° 222 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de Mme Éliane Assassi, n° 144 de M. Jean-Claude Peyronnet et de la commission n° 8 et n° 9 précité. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 57) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de Mme Éliane Assassi. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire*) (p. 60) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56 de Mme Éliane Assassi, n° 145 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 197 de Mme Isabelle Debré, ainsi que sur les amendements de la commission n° 10 et n° 11. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales*) (p. 62) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 de Mme Éliane Assassi et n° 146 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 64) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47 de M. Yves Détraigne, n° 116 de Mme Éliane Assassi, n° 147 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 12 de la commission. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 67) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de Mme Éliane Assassi et n° 148 de M. Jean-Claude Peyronnet et de la commission n° 13 et n° 14.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 88, 89) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 70, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69 et sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 124, 123, 132, 128, 125, 133, 131, 127, 126 et 134. - **Article 9 bis** (art. 706-73 du code de procédure pénale - Extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) (p. 91) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article additionnel avant le chapitre III** (p. 92) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 129 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 10** (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 93) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article 11 bis** (art. L. 127-1 du code de la construction et de l'habitation - Participation facultative des communes aux dépenses de gardiennage des immeubles) (p. 94) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 11 ter** (art. L. 129-4-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation - Pouvoirs du maire en matière d'application des règles de sécurité des locaux contenant des matières explosives ou inflammables) (p. 95) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de Mme Éliane Assassi. - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 97) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 de Mme Éliane Assassi, n° 151 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 46 de M. Yves Détraigne. - **Article 11 quinques** (art. L. 750-1 du code de commerce - Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 99) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110 de Mme Éliane Assassi, n° 152 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 198 de M. Pierre André. - **Article 11 sexies** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 495 du code de procédure pénale - Incrimination des atteroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 100, 101) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 153 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 75 de Mme Éliane Assassi. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 103) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de Mme Éliane Assassi, n° 154 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 18 de la commission. - **Article 12 bis A** (art. 707-1 et 707-4 du code de procédure pénale - Transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires) (p. 104) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi. - **Article 12 bis C** (art. L. 321-1-1 nouveau du code de la route - Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 105, 106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78 de Mme Éliane Assassi et n° 200 de M. Christian Cambon. - **Article 12 bis** (art. L. 211-11, L. 211-14, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-2-1 nouveau et L. 215-3 du code rural ; art. 131-10, 131-16, 131-21-1 et 131-21-2 nouveaux, 131-39, 131-43, 222-44 et 434-41 du code pénal - Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux) (p. 110, 111) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de Mme Éliane Assassi et de M. René Beaumont n° 38, n° 41 et n° 42. - **Article 12 ter A** (art. L. 211-14-1 du code rural - Subordination de la détention de chiens dangereux à l'évaluation comportementale du chien) (p. 113) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de Mme Éliane Assassi et n° 19 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 155 de M. Jean-Claude Peyronnet s'y rapportant. - **Article 12 ter** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Evacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage) (p. 116) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 de Mme Éliane Assassi et n° 156 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 12 quinques** (art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 117) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 157 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 82 de Mme Éliane Assassi et

n° 20 de la commission. - **Article additionnel après l'article 12 quinques** (p. 118) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Philippe Goujon. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 120, 121) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de Mme Éliane Assassi et n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 13 bis** (art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 122) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 159 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 201 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public) (p. 123) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84 de Mme Éliane Assassi et n° 160 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 85 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - délit de provocation aux violences) (p. 125) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de Mme Éliane Assassi et de la commission n° 21 et n° 22. - **Article 17** (art. 32 à 39 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, art. 227-22-1 nouveau du code pénal, art. 60-3, 77-1-3 nouveaux et 99-4 du code de procédure pénale - Protection des mineurs vis-à-vis des représentations pornographiques ou violentes - Lutte contre la pédophilie sur Internet) (p. 127, 128) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 23, n° 212, n° 213, n° 214 et n° 215 ainsi que sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 17 bis E** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - Obligations pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux) (p. 129, 130) : son amendement n° 224 : renvoi à un décret de la définition des modalités de signalement des sites illégaux de jeux d'argent et d'information des abonnés ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 204 de M. Pierre Hérisson.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23, 23-1 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 194) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 de Mme Éliane Assassi, n° 186 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 137 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 46 bis** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 197) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 187 de M. Jean-Claude Peyronnet et de M. Jean-Patrick Courtois n° 207, n° 208, n° 209 et n° 210. - **Article 46 ter** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 198) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois et n° 188 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 46 quater** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 199) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 46 quater** (p. 200) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Goujon. - **Article 46 quinques** (art. 101 et 106 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Report du délai accordé aux agents de sécurité privée en activité pour respecter la condition d'aptitude professionnelle) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 50** (art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) (p. 202) : son amendement n° 225 : coordination et précision ; adopté. - **Article 51**

(art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) : son amendement n° 226 : coordination ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 206, 208) : bilan des débats sur le texte. Réponse à M. Jean-Claude Peyronnet sur les statistiques.

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 493, 494) : gestion étatique des fonds européens. Expérimentations de gestion déléguée par les conseils régionaux, notamment en Alsace. Bilan de la période 2000-2006. Objectif pour 2007-2013. (p. 501, 502) : réponse aux intervenants. - **Article 1er** (Gestion de programmes relevant de l'objectif de coopération territoriale européenne ou de l'instrument de voisinage et de partenariat) (p. 504) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. François Fortassin et n° 10 de Mme Michèle André. - **Article 2** (Transfert à la région Alsace, à titre expérimental, des fonctions d'autorité de gestion et d'autorité de certification de programmes relevant de la politique de cohésion au cours de la période 2007-2013) (p. 506, 508) : sur l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour d'autres régions que l'Alsace et pour la collectivité territoriale de Corse d'exercer les fonctions d'autorité de gestion et de certification des programmes relevant de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" pour la période 2007-2013 sous des conditions de délai et de fond), ses sous-amendements n° 4 (exigence d'un accord exprès des départements concernés à la candidature de la région) ; n° 5 (exigence d'un engagement de la région sur les moyens à mettre en œuvre et sur les modalités d'association de l'Etat et des autres collectivités) ; et n° 6 (publication, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la loi, d'un décret comprenant la liste des régions dont la candidature est retenue au regard des engagements pris par elles) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission et sur le sous-amendement s'y rapportant n° 11 de Mme Michèle André. (p. 509, 510) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 511) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Intitulé du projet de loi** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1773, 1774) : remerciements. Projet de loi ambitieux, pragmatique et juste. Le Gouvernement recommande l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4446, 4449) : limites du statut de 2004. Renouvellement anticipé de l'assemblée de Polynésie. Dispositions du texte. Responsabilisation des élus. Contrôles juridictionnels, financiers et budgétaires. Mise en place d'une véritable fonction publique communale. Autonomie de la Polynésie française. Accord du Gouvernement sur de nombreux amendements. Redressement de l'économie de la Polynésie. (p. 4458, 4459) : réponse aux intervenants. Réfutation de l'accusation de précipitation. Rapport de la Cour des comptes. Légitimité. Respect du peuple de Polynésie française. - **Article 1er** (art. 67-1 nouveau, 69, 73 et 80 de la loi n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election et modalités d'intérim et de remplacement du président de la Polynésie française en cas d'empêchement) (p. 4461, 4463) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Gaston Flosse et sur les amendements n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission. Sur ce dernier son sous-amendement n° 61 ; adopté. - **Article 2** (art. 78 de la loi organique française n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Cessation des fonctions gouvernementales

exercées par des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4464, 4465) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de la commission et n° 45 de M. Gaston Flosse. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4469) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Bernard Frimat et sur les amendements n° 5, n° 6 et n° 7 de la commission. - **Article 4** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election du président de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4470) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8. - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire) (p. 4472, 4473) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 de M. Gaston Flosse, n° 9 et n° 10 de la commission. - **Article 6** (art. 157 et 157-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4475) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 6** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission (attribution d'un pouvoir exceptionnel au haut-commissaire en cas de carence des institutions territoriales). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 4477) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission (extension de la liste des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française dans les domaines de compétences de l'Etat). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4479) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 13 (renforcement de la position institutionnelle des communes) et n° 14 (précision). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4480) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gaston Flosse n° 47 (modalités de participation des établissements publics au capital de sociétés commerciales) et n° 48 (définition de la promulgation des lois du pays) et n° 15 de la commission (fixation par l'assemblée de la Polynésie française des règles d'exercice du président de la Polynésie et des ministres). - **Article 10** (art. 91 et 157-2 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Association de l'assemblée de la Polynésie française à certaines attributions du conseil des ministres) (p. 4482) : sur l'amendement n° 16 de la commission (rôle de l'assemblée de la Polynésie Française), son sous-amendement n° 65 ; adopté. (p. 4484) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission, et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 56 de M. Gaston Flosse et sur les amendements n° 55, n° 35 et n° 36 de M. Gaston Flosse. - **Article 11** (art. 74 à 76, 111 et 112 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Incompatibilités) (p. 4489) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, n° 18 et n° 19 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 4489) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gaston Flosse n° 50 (fixation par le règlement intérieur du régime des sessions de l'assemblée) et n° 51 (approbation du règlement intérieur par la majorité absolue de membres de l'assemblée de la Polynésie française) et sur l'amendement n° 20 de la commission (fixation par l'assemblée de la Polynésie française des conditions d'exercice du mandat de ses membres). - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée) (p. 4490) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Article 13** (art. 131 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Régime des questions orales et des questions écrites à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4492) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de M. Gaston Flosse et n° 22 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4493) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 (définition des "lois du pays") et n° 24 de la commission (rôle du

Conseil économique, social et culturel). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4494, 4495) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gaston Flosse n° 53 (extension des compétences du Conseil d'Etat) et n° 52 (renforcement du rôle du haut conseil de la Polynésie française) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 63 de la commission, et sur l'amendement n° 25 de la commission (précision). - **Article 15** (art. 144, 144-1 nouveau et 145 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Création d'un débat d'orientation budgétaire et consécration du principe de sincérité*) (p. 4496, 4497) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38, n° 39, n° 49 de M. Gaston Flosse, n° 26 et n° 64 de la commission. - **Article 16** (art. 171, art. 172-1, 172-2, 173-1 nouveaux et art. 175 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Contrôle de légalité des actes des institutions de la Polynésie française*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Gaston Flosse. - **Article 17** (art. 186-1 et 186-2 nouveaux de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Diverses dispositions relatives au contrôle juridictionnel, financier et budgétaire*) (p. 4498) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Article 18** (art. L.O. 272-12 et L.O. 273-4-1 à L.O. 273-4-12 nouveaux du code des juridictions financières - *Contrôle des actes budgétaires et exécution du budget de la Polynésie française*) (p. 4501) : son amendement n° 62 : fixation par décret du seuil d'ouverture de la procédure dans le cadre des commandes publiques ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Gaston Flosse, n° 29 et n° 30 de la commission. - **Article 20** (*Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 4503, 4504) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de M. Bernard Frimat, n° 43, n° 33 de M. Gaston Flosse et n° 32 de la commission.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**. - (12 novembre 2007) - **Article 1er** (art. L. 390-1, L. 392, L. 407, L. 408, L. 411, L. 412, L. 414, L. 415 et L. 415-1 du code électoral - *Diverses dispositions relatives à la campagne électorale*) (p. 4508, 4509) : son amendement n° 7 : remboursement des frais de transport ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, n° 3 et n° 2 de la commission. - **Article 3** (art. L. 225-2, L. 311-7 et L. 554-1 du code de justice administrative - *Coordinations au sein du code de justice administrative*) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article additionnel après l'article 3** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission (précision). - **Article 4** (*Dispositions transitoires*) (p. 4510) : son amendement n° 8 : anticipation de la date d'entrée en vigueur des inscriptions sur les listes électorales à la date du renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 104 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 105 (2007-2008)** (p. 5552, 5553) : améliorations apportées par les deux assemblées. Approbation de ces modifications par le Gouvernement. Réponse aux attentes des Polynésiens. Renforcement du statut d'autonomie. Annonce

du voyage du Président de la République en Polynésie en avril 2008. Demande l'adoption de ces deux textes. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - *Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 5558, 5559) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat. - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire*) (p. 5561, 5562) : situation de la Polynésie française depuis trois ans. Objectif de garantir aux Polynésiens une majorité stable. - **Article 7 bis** (art. 13 et 54 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - Réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes*) (p. 5563) : suppression différée des mises à disposition de personnels par l'assemblée de la Polynésie française au profit des communes. Projet de loi organique à venir visant à donner de nouvelles compétences aux maires de Polynésie. Possibilité pour les communes de se constituer en intercommunalité. - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte rendu intégral des séances de l'assemblée*) (p. 5568) : usage de la langue polynésienne lors des séances de l'assemblée de la Polynésie française ; amendement de M. Christian Cointat en première lecture. Mise en place d'une commission sur ce sujet. - **Article 14 bis** (art. 164 et 165 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française - *Composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres*) (p. 5571) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Frimat. - **Article 20** (*Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 5576) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5578, 5579) : remerciements. Propositions intéressantes de M. Bernard Frimat. Chambre territoriale des comptes. Objectif de rétablissement du lien de confiance entre les Polynésiens et leurs responsables politiques.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 105 (2007-2008)]** - (29 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 104 (2007-2008)**.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5892, 5896). Réponses aux orateurs (p. 5917, 5923). - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5925) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-94 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole).

**ETIENNE (Jean-Claude)**  
*sénateur (Marne)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre titulaire du Comité ad hoc pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires-Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 12 octobre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4557, 4559) : franchises médicales. Son amendement réclamant un rapport d'évaluation. Démographie médicale. Enseignement et pédagogie dans les unités de formation et de recherche, UFR. Consultation des organisations étudiantes. Expérimentations en matière de télémédecine.

**FALCO (Hubert)**  
*sénateur (Var)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**FAUCHON (Pierre)**  
*sénateur (Loir-et-Cher)*  
 UC-UDF

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 341 (2004-2005)] sur le projet de décision-cadre relative à certains droits procéduraux accordés aux suspects dans le cadre des procédures pénales dans l'Union européenne [n° 274 (2006-2007)] (8 mars 2007) - **Justice - Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Un recrutement diversifié, une formation ambitieuse. Les impératifs d'une justice de qualité [n° 383 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Justice**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 924) : formation des magistrats. Exemple de la Grande-Bretagne.

- **Suite de la discussion (6 février 2007) - Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1127, 1128) : son amendement n° 51 : entrée dans la magistrature conditionnée par l'exercice pendant au moins dix ans d'une activité professionnelle ; retiré. (p. 1130, 1132) : intervient sur son amendement n° 51 précité. Son amendement n° 50 : soumission de la candidature au concours de l'Ecole nationale de la magistrature à l'obtention d'un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études juridiques ; retiré. - **Article 6 quinquiés (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat)** (p. 1159) : votera l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1216, 1217) : immunité civile du chef de l'Etat. Le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra ou votera contre ce projet de loi. - **Article unique** (p. 1234, 1236) : intervient sur son amendement, soutenu par M. François Zocchetto, n° 6 : champ de l'inviolabilité du Chef de l'Etat.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 2** (art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - *Cosaisine des juges d'instruction*) (p. 1278) : intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (obligation de cosignature pour les actes les plus importants de l'instruction). - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - *Critères de placement en détention provisoire*) (p. 1284) : défavorable à l'amendement n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nouvelle rédaction de l'article 144 du code de procédure pénale relatif à la détention provisoire). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1310, 1311) : défavorable à l'amendement n° 97 de M. Robert Badinter (présence de l'avocat à tous les interrogatoires effectués pendant la garde à vue des confrontations). - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - *Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction*) (p. 1321, 1322) : favorable à l'amendement n° 102 de M. Robert Badinter (suppression).

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 25) : défavorable à l'extension de l'immunité aux actions de caractère civil. Les membres du groupe UC-UDF s'abstiendront ou rejeteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2060, 2061) : remise en mouvement des mécanismes de construction européenne. Félicite le Gouvernement au nom du groupe de l'UC-UDF dans sa grande majorité.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3150, 3151) : expérimentation du RSA. Dispositifs pénalisant des 35 heures et de l'ISF. Disparité des systèmes

fiscaux au sein de l'Union européenne. Engagement du candidat à la présidence de la République. Votera ce texte.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)]** - (2 août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3168, 3169) : embryon d'organisation d'un service minimum. Regrette le cantonnement du dispositif aux transports terrestres réguliers. Texte emblématique. Adaptation nécessaire du droit du travail à l'évolution de l'environnement économique mondial. Se réjouit de la tenue des engagements électoraux. Avec les membres du groupe UC-UDF, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3313, 3315) : texte novateur. Procès d'intention non justifiés. Rôle des grands hommes d'affaires et des mécènes dans la diffusion des œuvres d'art. Opportunité pour la culture française de pénétrer l'une des régions les plus dangereuses pour la paix mondiale. Question sur l'expérimentation du prêt, par le Musée du Louvre, d'œuvres significatives aux musées de province. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3496) : renonce à son intervention dans la discussion générale pour traiter de l'article 5 bis introduit par l'Assemblée nationale en raison de l'évolution de la question des tests ADN. S'en expliquera lors de l'examen dudit article.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3581, 3582) : avec la commission des lois du Sénat, s'est insurgé contre l'amendement Mariani. Nécessité néanmoins de légiférer sur un dispositif d'ouverture valorisant le regroupement familial des personnes sans état civil. Sa proposition de prendre en compte la possession d'état, en complément de la démarche nouvelle initiée par M. Jean-Jacques Hiest. (p. 3591) : ses amendements n° 179 : suppression ; et n° 185 : possibilité pour le ressortissant d'un pays dans lequel l'acte d'état civil est inexistant, de solliciter son identification en invoquant sa possession d'état ; devenus sans objet. (p. 3594, 3595) : sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hiest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles

acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois), son sous-amendement n° 207 : lorsque l'authenticité de son acte d'état civil a fait l'objet d'un doute sérieux qui n'a pu être levé par la possession d'état, la recherche d'identification par ses empreintes génétiques peut être sollicitée par le demandeur de visa ; adopté après rectification suggérée par la commission. Son amendement n° 184 : précision selon laquelle le test ADN ne permettra d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère du demandeur de visa ; devenu sans objet. (p. 3601, 3602) : votera l'amendement précité n° 203 de M. Jean-Jacques Hiest.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4038, 4051) : persistance des affabulations de l'opposition en dépit du texte adopté par le Sénat à l'article 5 bis sur le test ADN. Insiste sur la problématique du regroupement familial en cas d'inexistence de l'état civil et de l'impossibilité d'invoquer la possession d'Etat. Réalité incontestable. Adoption d'un dispositif gradué et humaniste qui privilégie la famille au sens affectif et non génétique. Récuse le procès d'intention fait au ministre.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4253) : s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de M. Robert Badinter (possibilité pour la justice française de poursuivre un délit commis à l'étranger même en l'absence de décision de la juridiction étrangère).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5444, 5445). Le groupe de l'UC-UDF votera cet article.

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5673, 5674).

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) - représentant de la délégation pour l'Union européenne : son intervention (p. 6538, 6539).

**FAURE (Jean)**  
sénateur (Isère)  
UMP

Questeur du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité - Gendarmerie [n° 94 tome 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

**FÉRAT (Françoise)**  
sénateur (Marne)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé jusqu'au 26 octobre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à renforcer les conditions de détention de chiens dangereux [n° 444 (2006-2007)] (18 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Enseignement scolaire [n° 92 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 672, 674) : procédure d'urgence. Similitude avec les débats sur les lois de Jules Ferry. Revirement du Gouvernement. Pression médiatique. Notion d'opposabilité. Haut Comité pour le

*Deuxième partie :*

### Sécurité

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 6085, 6086). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission.

logement des personnes défavorisées. Parc locatif privé. Inquiétude des maires. Droit à l'hébergement. Souhait d'un calendrier réaliste. Hommage à l'abbé Pierre. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Élargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 707) : soutient l'amendement n° 211 de M. Jean-Léonce Dupont (accompagnement social et implication des bailleurs ayant conclu une convention avec l'ANAH) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 745) : soutient l'amendement n° 214 de M. Jean-Léonce Dupont (prise en compte de la mixité sociale dans la décision du juge et prévision d'un accompagnement social) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 787) : soutient l'amendement n° 212 de M. Jean-Léonce Dupont (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers) ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 2 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 794) : soutient l'amendement n° 226 de Mme Valérie Létard (attribution d'un double coefficient de pondération aux logements très sociaux dans la comptabilisation des logements sociaux) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 796) : soutient l'amendement n° 227 de Mme Valérie Létard (délivrance sous condition du permis de construire ou de réhabiliter des logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 821) : soutient l'amendement n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont (évaluation annuelle du coût et de l'efficacité des différentes aides publiques au logement) ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4088, 4089) : attentes des consommateurs. Inflation de signes et de mentions de qualité. Triple avantage de cette réforme. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4099) : son amendement n° 11 : possibilité de coupler les labels rouges avec les indications géographiques protégées ; adopté. (p. 4100) : son amendement n° 12 : possibilité pour les ministres concernés de prendre rapidement des mesures communes à tous les produits sous label rouge ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4105) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6052, 6053). Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

**FERRAND (André)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série A))*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 26 juin 2007.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 26 juin 2007.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Immigration, asile et intégration [n° 91 tome 3 annexe 15 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2165) : hommage à la ministre. Les membres du groupe UMP voteront ce projet de loi sans aucune réserve.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5870, 5871). Sous réserve de l'approbation de ses amendements, propose, au nom de la commission des finances, l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5884, 5885) : ses amendements n° II-16 : diminution de la subvention pour charges de service public à l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, ANAEM ; adopté ; et n° II-17 : diminution de la subvention pour charges de service public à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances et augmentation des crédits de l'action "Soutien au programme Immigration et asile" ; retiré. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 5886) : son amendement n° II-18 : insertion parmi les documents de politique transversale présentés par le Gouvernement d'un fascicule consacré à la politique française de l'immigration et de l'intégration ; adopté.

### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6159, 6161).

### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6299, 6300).

**FILLON (François)**  
*sénateur (Sarthe)*  
*UMP*  
*(jusqu'au 17 juin 2007)*  
*Premier ministre*  
*(à partir du 17 mai 2007)*

Devenu Premier ministre le 17 juin 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 17 juin 2007.

### INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2025, 2029) : vote

**FISCHER (Guy)**  
*sénateur (Rhône)*  
*CRC*

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 10, 23, 31 janvier, 6, 14, 21 février, 4, 5, 25 juillet, 1er août, 18, 26 septembre, 18 octobre, 6, 7, 13, 21, 27, 28 novembre, 1er, 5, 17 et 20 décembre 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

des Français pour un projet de réforme et de rupture. Composition du Gouvernement marquée par l'ouverture. Revalorisation du rôle du Parlement. Respect de l'opposition. Rénovation des institutions. Démocratie sociale. Innovation dans le fonctionnement de l'Etat. Valorisation des fonctionnaires. Autonomie des services déconcentrés. Recadrage des dépenses publiques. Mise en place de débats sur les résultats obtenus. Objectif d'une dette à 60 % du PIB. Chantier des finances locales. Implication des collectivités locales. Réforme des universités. Service minimum dans les transports publics. Projet de loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat. Développement des investissements écologiques. Egalité des chances à l'école. Réforme des régimes de Sécurité Sociale. (p. 2042, 2046) : reconduction de la majorité. Identité française. Exonération des droits de succession. Augmentation du SMIC. Retombées positives de la privatisation de France Télécom. Situation en Palestine. Questions institutionnelles. Ouverture du Gouvernement. Relance de l'Europe. Collectivités locales. Financement de la protection sociale. Réhabilitation du travail et du mérite.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 301, 303) : intervient au nom de M. Roland Muzeau. Véritable enjeu politique depuis plusieurs années. Rapport Chertier. Question de la légitimité des acteurs. Nécessité de prendre un maximum de précautions contre les passages en force de l'exécutif. Liste des entorses à la démocratie sociale. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 312, 313) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 16 (organisation d'élections de représentativité) ; et n° 17 (application du principe de l'accord majoritaire comme règle de validité des accords, quel que soit le niveau de négociation) ; rejetés. (p. 314, 315) : soutient l'amendement n° 15 de M. Roland Muzeau (affirmation du principe majoritaire en vue d'établir une légitimité nouvelle des partenaires sociaux) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 319) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Roland Muzeau n° 18 et 23 (réaffirmation des principes de hiérarchie des normes et de faveur) ; rejetés. (p. 321, 322) : soutient l'amendement n° 22 de M. Roland Muzeau (abrogation de l'article 3 de la loi n° 2005-296 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - *Institution de nouvelles procédures de dialogue social*) (p. 329) : soutient l'amendement n° 19 de M. Roland Muzeau (renforcement des informations mises à disposition des partenaires sociaux avant l'ouverture d'une éventuelle négociation) ; rejeté. (p. 330) : soutient l'amendement n° 20 de M. Roland Muzeau (clarification des conditions de mise en œuvre de la négociation) ; rejeté. (p. 331) : soutient l'amendement n° 27 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité pour le Gouvernement de ne pas procéder, en cas d'urgence, à une concertation préalable avec les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives) ; rejeté. (p. 334) : soutient l'amendement n° 28 de M. Roland Muzeau (information des partenaires sociaux des réformes envisagées par le Gouvernement en matière de garantie sociale) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 335) : soutient l'amendement n° 21 de M. Roland Muzeau (modification de la durée du mandat des délégués du personnel) ; rejeté. (p. 336, 337) : soutient les amendements n° 24 de M. Roland Muzeau (abrogation des dispositions portant sur le temps de travail dans les hôtels-café-restaurants) ; n° 25 (réouverture d'une véritable concertation sur les termes du décret réformant l'indemnisation des activités prud'hommales) ; et n° 26 (modification des dispositions dérogeant au droit

commun concernant le périmètre du travail de nuit dans le secteur de la presse) ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 340) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [n° 108 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 360) : lutte contre les discriminations à l'accès au crédit : importance sociale du crédit. Convention Belorgey. Convention AERAS. Action du ministre de la santé. Carences du dispositif proposé. Dangers de la médecine prédictive. - **Article 1er** (art. L. 1141-2 du code de la santé publique - *Nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé*) (p. 366) : son amendement n° 6 : mention obligatoire de l'existence de la convention dans les offres de crédit ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 367) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 7, 8 et 9 : renforcement de l'opposabilité de la convention ; rejetés. (p. 368) : son amendement n° 10 : inscription, dans le code de la consommation, de l'obligation de communiquer les motifs de refus de crédit ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 369) : son amendement n° 11 : affectation des primes déjà versées, en cas de nullité du contrat suite à une fausse déclaration de santé, au mécanisme de mutualisation du risque aggravé de santé ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 370) : son amendement n° 12 : instauration d'une sanction pénale en cas de défaut d'information sur la convention ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 372) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 411, 413) : objectifs du Gouvernement. Stigmatisation des plus pauvres. Absence de coopération ministérielle. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 429, 430) : le groupe CRC votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Article 5** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - *Modification du régime d'autorisation de mise sur le marché des médicaments*) (p. 531, 532) : soutient l'amendement n° 24 de M. François Autain (prise en compte de l'ensemble des données cliniques pertinentes disponibles au niveau international pour le renouvellement d'une AMM) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 533, 534) : soutient l'amendement n° 27 de M. François Autain (prise en compte de l'évaluation de l'impact environnemental des médicaments) ; rejeté. (p. 538) : soutient l'amendement n° 47 de M. François Autain (sanction à l'encontre des laboratoires n'ayant pas procédé, ou avec retard, aux études post-AMM) ; retiré. - **Article 8** (art. L. 5121-10 du code de la santé publique - *Obligation pour le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un générique d'informer l'association française de sécurité sanitaire des produits de santé sur les indications, formes et dosages de la spécialité de référence encore protégées par le droit des brevets*) (p. 540, 541) : soutient l'amendement n° 31 de M. François Autain (obligation pour les entreprises titulaires d'un brevet de communiquer à l'AFSSAPS la date d'expiration des droits de propriété intellectuelle attachée à une spécialité de référence, aux fins d'octroi de l'AMM du médicament générique) ; rejeté. - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - *Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang*) (p. 543, 545) : soutient l'amendement n° 57 de M. François Autain (suppression) ; adopté. Porte-parole de la Fédération française pour le don du sang bénévole. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 560) : soutient l'amendement n° 49 de M. François Autain (application immédiate de l'interdiction du dispositif Cyclamed) ; rejeté. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Usage du titre de psychologue*) (p. 568, 569) : soutient les amendements de M. François Autain n° 51 (suppression) ; et n° 52 (suppression de l'article 28 septies) ; adoptés. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 575) : le groupe CRC votera les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 18 (exclusion du

champ de l'article de la directive relative à la qualité et à la sécurité du sang et des composants sanguins) et n° 19 (exclusion du champ de l'article de la directive relative aux normes de qualité et de sécurité pour les produits d'origine humaine).

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Rappel au règlement** (p. 679) : son opposition à la demande de réserve formulée par la commission dans le débat sur le droit opposable au logement. Remise en cause du droit d'amendement des sénateurs. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement - *Création d'un droit au logement opposable*) (p. 695, 696) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jack Ralite (suppression de l'exigence de régularité et de stabilité du séjour des demandeurs de logement) ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Élargissement des conditions de recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 704) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 98 (adaptation de la réponse à la demande de logement) ; n° 99 (suppression de l'exigence d'être de bonne foi pour le demandeur) ; et n° 100 (précision) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 756) : votera contre les amendements de suppression n° 27 de la commission, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 75 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 765) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Michelle Demessine (renforcement des obligations de réalisation de places d'hébergement par les communes) ; adopté. Exemple de Vénissieux.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1355, 1357) : nécessité de la réforme de la protection de l'enfance. Ecueils du projet proposé : désengagement financier de l'Etat au nom de la subsidiarité et pénalisation de la protection de l'enfance qui en occulte l'aspect préventif. - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - *Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 1364) : son amendement n° 27 : extension des mesures de protection administrative aux jeunes majeurs ; rejeté. (p. 1365, 1367) : ses amendements n° 26 : extension du dispositif applicable aux enfants privés de la protection de leur famille aux jeunes majeurs ; n° 25 : extension du dispositif précité aux mineurs étrangers isolés ; et n° 24 : placement de l'Etat au cœur du dispositif de protection de l'enfance ; rejetés. (p. 1368, 1370) : ses amendements portant sur le même objet n° 28 : affirmation du rôle du service de la protection maternelle et infantile, PMI ; rejeté ; et n° 29 : devenu sans objet ; ainsi que n° 30 : caractère facultatif de l'entretien prénatal précoce ; et n° 31 : extension du bénéfice des actions d'accompagnement post-natales au concubin et partenaire lié par un PACS ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 221-1, L. 226-2 et L. 226-6 du code de l'action sociale et des familles - *Élargissement du dispositif de protection de l'enfance à la prévention des dangers et des risques de danger pour l'enfant*) (p. 1371) : défavorable à l'amendement n° 60 de Mme Claire-Lise Champion (restriction du dispositif de protection de l'enfance aux jeunes majeurs ayant déjà fait l'objet d'un suivi). Son amendement n° 33 : inclusion des mineurs temporairement ou définitivement privés de leur famille dans les personnes prises en charge par la protection de l'enfance. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 1372) : son amendement n° 34 : institution d'administrateurs ad hoc chargés d'assister les mineurs étrangers placés en zones d'attente ; rejeté. - **Article 4** (art. 338-1 du code civil - *Audition de l'enfant dans le cadre des procédures judiciaires qui le concernent*) (p. 1375) : son amendement n° 35 : conditions de l'acceptation par le juge du refus de l'enfant d'être entendu ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1376) : son amendement

n° 36 : droit des mineurs de saisir directement le juge des tutelles ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1378) : ses amendements n° 37 : détermination au niveau national de référentiels communs ; et n° 38 : interdiction de transmission des informations sur des mineurs en danger à des organismes chargés de la prévention de la délinquance ; rejetés. (p. 1380) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (conditions de saisine du juge par le président du conseil général). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1381) : son amendement n° 39 : systématisation de la saisine du juge des tutelles en cas de constatation de défaut durable de protection familiale ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 1382) : favorable à l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Champion (statut des mineurs étrangers isolés âgés de seize à dix-huit ans). - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) (p. 1384, 1385) : ses amendements n° 40 : protection des mineurs étrangers isolés ; n° 41 : délai maximal de placement d'enfants dont les parents connaissent des difficultés chroniques ; et n° 42 : obligation d'évaluation par le juge tous les deux ans de la situation des enfants placés ; rejetés. - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 1389) : son amendement n° 43 : droit des familles à bénéficier d'un accompagnement lors de la consultation du rapport annuel de l'aide sociale à l'enfance ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10** : son amendement n° 57 : droit des familles à bénéficier d'un accompagnement lors de la consultation du dossier d'assistance éducative ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 223-1 du code de l'action sociale et des familles - *Droits des parents dans leurs relations avec le service de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 1390, 1391) : son amendement n° 47 : distinction entre projet pour l'enfant et contrat de séjour ou document individuel de prise en charge ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1392) : son amendement n° 45 : suppression du dispositif de suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 222-3, L. 222-4 et L. 375-9-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 552-6 et L. 755-4 du code de la sécurité sociale - *Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale et d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial*) (p. 1393) : son amendement n° 46 : qualité de "délégué aux prestations familiales" réservée aux personnes morales, non physiques ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 1395) : son amendement n° 48 : association de l'Etat à la détermination du schéma départemental ; rejeté. - **Article 17** (*Création d'un fonds de financement de la protection de l'enfance pour compenser les charges de la mise en œuvre du projet de loi*) (p. 1397) : ses amendements n° 49 : imposition d'un délai de six mois pour l'application du projet de loi ; n° 50 : suppression du dispositif de compensation financière par la branche famille de la sécurité sociale ; et n° 51 : repli ; rejetés. - **Article 19** (art. 227-23 du code pénal - *Sanctions applicables à la pédo-pornographie sur Internet*) (p. 1401) : s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Article 20** (art. L. 112-26 du code du travail et L. 331-4-1 du code de la sécurité sociale - *Possibilité de reporter après la naissance de l'enfant une partie du congé de maternité*) (p. 1402) : favorable à l'amendement n° 22 de Mme Claire-Lise Champion (suppression). - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - *Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales*) (p. 1408) : favorable aux amendements n° 23 de Mme Claire-Lise Champion et n° 52 de M. Jean Desessard (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1410) : le groupe CRC s'abstiendra sur le texte.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires"** [n° 184 (2007-2008)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1435, 1436) : bien-fondé des motivations du texte. Le groupe CRC s'abstiendra néanmoins en raison de la dérogation au code de la mutualité.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1459) : conditions du débat. Le groupe CRC votera la proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Commission mixte paritaire [n° 155 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1486, 1487) : dispositions relatives aux psychothérapeutes. Opposition du groupe CRC aux articles 28 sexies et septies de ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1492) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 8 (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé)** (p. 1643) : favorable à l'amendement n° 209 de Mme Josiane Mathon-Poinat (compensation financière de l'extension des compétences des départements). - **Article 9 (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs)** (p. 1652, 1653) : défavorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle). - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1676) : défavorable à l'amendement n° 272 du Gouvernement (amélioration de la gestion du registre du commerce et des sociétés). (p. 1677) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 307 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures permettant de recourir à l'arbitrage en droit public). Défavorable à l'amendement n° 309 du Gouvernement (exécution par voie d'huissiers de justice de certains actes relevant des propriétaires ou des syndics de copropriété).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 2 (Accord de prévention des conflits)** (p. 2434) : soutient l'amendement n° 68 de M. Michel Billout (suppression des dispositions permettant au pouvoir réglementaire d'édicter des normes relatives à la négociation préalable) ; rejeté. - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2463) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions).

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2887, 2888) : défavorable à l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA). - **Article 6 (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)** (p. 2952) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2968, 2970) : son amendement n° 95 : retour de la gestion du RMI à l'Etat ; rejeté. (p. 2972) : délibérations du conseil général du Rhône sur l'obligation alimentaire. - **Article 8 (Expérimentation du revenu de solidarité active)** (p. 2973, 2975) : objectif de cet article d'éradiquer la pauvreté. Conséquences de la limitation du RSA aux seuls allocataires du RMI et de l'API. Réfonte générale du système des allocations sociales. Accompagnement de la précarisation. Son amendement n° 93 : réécriture de cet article en instituant des mesures de lutte contre la précarité et les licenciements ; rejeté. (p. 2979) : votera contre l'amendement de la commission saisie pour avis n° 17 (prise en compte dans le calcul du RSA des aides et prestations locales ou extralégales) et contre cet article. (p. 2980, 2981) : problème de la formation professionnelle. Augmentation de la précarité au Royaume-Uni. - **Article 9 (Expérimentation du revenu de solidarité active en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans le cadre des départements)** (p. 2983) : votera l'amendement n° 172 de M. Bernard Cazeau (prise en charge par l'Etat de la moitié du coût de l'expérimentation du RSA). Intervient sur

l'amendement n° 270 du Gouvernement (précision des règles applicables en cas de changement de département des bénéficiaires du RSA). - **Article 10 (Expérimentation du revenu de solidarité active pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé)** (p. 2984) : son amendement n° 90 : relèvement des plafonds des contributions au Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ; rejeté. (p. 2986) : rappel de son intervention du 23 janvier 2007 sur les minima sociaux. Rapport de MM. Michel Mercier et Henri de Raincourt. - **Article 12 (Demande de rapport sur l'expérimentation du RSA)** (p. 2990) : favorable à l'amendement n° 134 de M. Michel Charasse (inscription législative de la compensation financière de l'Etat aux départements en cas de généralisation du dispositif).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 1er** (p. 3348) : le groupe CRC vote contre l'article 1er. - **Article 3 (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail)** (p. 3354) : réforme de la carte judiciaire. Exemple de la suppression du conseil des prud'hommes de Givors. (p. 3355, 3356) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 4 de la commission (reclassement des dispositions relatives au dialogue social en tête du nouveau code). (p. 3366) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 12 de la commission (prise en compte de l'attitude patriotique pendant l'Occupation pour les critères de représentativité syndicale).

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 2007) (p. 3452) : organisation du travail législatif.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3462, 3468) : concertation précipitée. Stigmatisation des régimes spéciaux. Politique économique et fiscale. Propositions du groupe CRC. Rapport de la Cour des comptes. Fin du système de retraite par répartition. Financement des régimes spéciaux. Harmonisation par le haut.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Article 1er (art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - L'implication des salariés dans la société coopérative européenne)** (p. 3896) : sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 43 de Mme Esther Sittler (suppression de la présomption de salariat pesant sur les artistes établis dans un autre Etat membre de la communauté européenne).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4431) : niveau des prélèvements obligatoires. CSG. Fiscalisation de la sécurité sociale. Déficit budgétaire. TVA. Niches fiscales et sociales. TVA sociale. Grenelle de l'environnement. Justice fiscale. Solidarité nationale.

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2007) (p. 4511) : modalités de l'application de l'article 40 de la Constitution. Remise en cause du droit communautaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4535, 4538) : politique antisociale du Gouvernement. Instauration d'un impôt sur la maladie. Convergence tarifaire du secteur hospitalier public et privé. Désertification médicale. Agences régionales de santé. Injustice des franchises. Lutte contre la fraude. Branche vieillesse. Prélèvements fiscaux et sociaux. Fin de la solidarité. Le groupe CRC votera résolument contre ce projet de loi.

*Première partie :*

- (12 novembre 2007) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006*) (p. 4571) : accroissement de la dette et déficit record.

Deuxième partie :

- (12 novembre 2007) - **Article 5** (*article 94 de la loi n° 2006-1040 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 4575) : dossier médical personnel, DMP. - **Article 6** (*Prévisions rectifiées des objectifs de dépenses par branche*) (p. 4576) : écart entre dépenses réelles et dépenses prévues. Le groupe CRC votera contre cet article.

Troisième partie :

- (13 novembre 2007) - **Article 8 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 4620, 4621) : son amendement n° 275 : suppression ; rejeté. Irréalisme des prévisions. Crainte d'une fiscalisation accrue de la sécurité sociale. - **Article 9 A** (*art. 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, art. 65 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, art. 53 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - Suppression de la faculté ouverte aux fonctionnaires devenus parlementaires de continuer à cotiser dans leur régime de retraite d'origine*) (p. 4622) : réforme du régime particulier des parlementaires fonctionnaires. Décision précipitée. Le groupe CRC ne votera pas contre l'article 9 A mais demande une réflexion sur l'extension de l'interdiction de cotiser double aux autres professions représentées dans la Haute Assemblée. - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4633) : le groupe CRC votera l'amendement n° 224 de M. François Marc (prise en compte de la valeur réelle des actions dans l'assiette de la contribution patronale). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 4643, 4646) : ses amendements n° 277 : inclusion, dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale, des avantages résultant de l'attribution gratuite d'actions ; n° 276 : modulation des cotisations sociales en fonction du ratio emploi-valeur ajoutée ; et n° 278 : assujettissement des stock-options à une taxation de 10 % ; rejetés. - **Article 10** (*art. L. 135-3, L. 136-2, L. 136-8, L. 137-10, L. 137-12 nouveau, et L. 241-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-14-13, L. 320-4 nouveau, art. L. 1221-18 nouveau, art. L. 992-9 nouveau du code du travail et art. 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite*) (p. 4659, 4664) : ses amendements n° 283 et 284 : suppression de l'application d'un taux de CSG de 7,5 % aux préretraites ; n° 285 : suppression des dispositions prévoyant l'entrée en application de l'article 10 le 11 octobre 2007 ; et n° 286 : suppression des dispositions visant à dissuader les mises à la retraite d'office ; rejetés. - **Article 10 bis** (*art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile*) (p. 4665, 4667) : soutient l'amendement n° 287 de M. Michel Billout (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 16** (*art. L. 241-16, L. 242-1 et L. 712-10-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 722-24-1 et L. 741-10 du code rural, art. L. 129-13, L. 441-1 et L. 444-12 du code du travail - Non-compensation de dispositifs d'exonération de cotisations sociales*) (p. 4702, 4703) : son amendement n° 294 : suppression ; devenu sans objet. - **Article 16 ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 4707) : son amendement n° 295 : suppression ; rejeté. - **Article 18** (*Prévisions de recettes des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement de la sécurité sociale*) (p. 4712) : le groupe CRC votera contre l'article 18 de ce texte. - **Article 19** (*Approbation du tableau*

*d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 4712, 4713) : le groupe CRC votera contre l'article 19 de ce projet de loi. - **Article 21** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 4715) : son amendement n° 296 : suppression ; rejeté.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4792) : son amendement n° 330 : extension des dérogations aux épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France ; rejeté. - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4819, 4820) : programme du Conseil national de la Résistance. Rupture de la solidarité. Le groupe CRC est opposé à l'article 35. (p. 4823, 4824) : son amendement n° 334 : suppression ; rejeté. (p. 4832, 4834) : ses amendements n° 337 : exonération des malades atteints d'une affection de longue durée ; et n° 338 : exonération des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés ; rejetés. (p. 4840) : opposition du groupe CRC aux franchises médicales.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (*art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 4893, 4895) : méfaits du libéralisme. Son amendement n° 347 : suppression ; rejeté. (p. 4902) : intervient sur l'amendement n° 164 de M. Bernard Cazeau (suppression de convergence tarifaire). (p. 4907) : intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (modalités d'externalisation à des entreprises privées de certaines fonctions logistiques). Exemple du département du Rhône. - **Article 45** (*art. L. 14-10-1, L. 14-10-9, L. 313-4, L. 313-12 et L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, art. 5 et 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales - Financement des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 4916) : le groupe CRC votera contre l'article 45. - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 4938) : son amendement n° 357 : délivrance de la carte électronique individuelle inter-régimes pour les bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 4941) : défavorable à l'amendement n° 57 de la commission (possibilité pour la CNAV de demander une clause de revoyure pour les opérations d'adossment). (p. 4942) : intervient sur le sous-amendement n° 472 du Gouvernement à l'amendement n° 60 de la commission (promotion du dispositif de la retraite progressive). (p. 4944) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 411 de M. Nicolas About (pénalisation financière des entreprises qui n'emploient pas une proportion minimale de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans). - **Article 53** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2008*) (p. 4945) : dispositif des carrières longues. - **Articles additionnels avant l'article 54** (p. 4946, 4947) : soutient l'amendement n° 367 de Mme Annie David (création d'un volet spécialement destiné à la santé au travail dans le dossier médical personnel) ; rejeté. Ses amendements n° 368 et 369 : cohérence ; rejetés. (p. 4948) : soutient l'amendement n° 361 de Mme Annie David (représentation des assurés sociaux au sein de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; rejeté. - **Article 54** (*art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale - Plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs*) (p. 4951, 4952) : inégalités de traitement entre tous les salariés victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Le groupe CRC votera contre l'article 54. - **Article additionnel après l'article 55 ou après l'article 57** (p. 4954) : soutient l'amendement n° 397 de Mme Annie David (alignement des règles du contentieux des victimes du régime agricole sur celles applicables aux victimes du régime général) ; adopté. - **Article 56** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au*

*fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 4955) : soutient l'amendement n° 375 de Mme Annie David (augmentation de la contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au financement des fonds relatifs aux victimes de l'amiante) ; rejeté. - **Article 57** (art. L. 176-1 du code de la sécurité sociale - Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 4956, 4957) : soutient l'amendement n° 382 de Mme Annie David (augmentation du reversement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au profit de la branche maladie de 410 à 750 millions d'euros) ; rejeté. - **Article 59** (art. L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire selon l'âge de l'enfant) (p. 4959) : crainte des conséquences négatives de la modulation de l'allocation de rentrée scolaire pour les familles. - **Article 60** (art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap) (p. 4961) : souhait de la mise en œuvre d'un plan personnalisé de compensation du handicap pour les enfants. - **Article 61** (art. L. 512-2 et L. 512-5 du code de la sécurité sociale - Clarification du droit aux prestations familiales des ressortissants communautaires) (p. 4964) : instauration d'une discrimination entre étrangers communautaires et extracommunautaires. - **Article 65** (art. L. 723-4-1 nouveau, L. 723-11 et L. 723-13 du code rural - Renforcement des moyens de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 4968) : soutient l'amendement n° 393 de M. Gérard Le Cam (suppression) ; rejeté. - **Article 66** (Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail) (p. 4971) : objectif scandaleux de cet article. Son amendement n° 394 : suppression ; rejeté. - **Article 69** (art. L. 114-19 à L. 114-21 du code de la sécurité sociale - Droit de communication) (p. 4981) : soutient l'amendement n° 395 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Article 70** (art. L. 315-1, L. 315-2 et L. 315-2-1 du code de la sécurité sociale - Extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat et des soins urgents) (p. 4983) : intervient sur l'amendement n° 174 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4984, 4985) : totale opposition du groupe CRC sur un certain nombre de sujets.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5068) : à titre personnel, se déclare heureux d'avoir participé à l'adoption unanime de cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 87 (2007-2008)]** - (23 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5140, 5142) : appauvrissement de la sécurité sociale. Application de l'article 40 de la constitution aux amendements du groupe CRC ; impossibilité d'exposer des contre-propositions. Injustice des franchises médicales : rejet d'un amendement visant à exonérer les salariés victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle ; risque de renoncement aux soins. Financement des hôpitaux par le tarif à l'activité. Réforme de la carte hospitalière : exemple des Minguettes. Volet "recettes" de ce projet de loi. Défavorable à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) - **Article 57** (Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER) (p. 5721) : favorable à l'amendement n° II-82 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression).

#### Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5808, 5810). - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5819, 5820) : ses amendements portant sur le même objet n° II-101 et n° II-102 : revalorisation de la retraite du combattant ; n° II-99 : revalorisation du plafond majorable des rentes mutualistes anciens combattants ; et n° II-100 : participation de l'Etat à l'indemnisation des incorporés de force ; rejetés.

#### Remboursements et dégrèvements

- (1er décembre 2007) (p. 5836) : le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

#### Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (1er décembre 2007) (p. 5846) : les sénateurs du groupe CRC ne voteront pas les crédits de la mission "Régimes spéciaux et de retraite". - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5848) : intervient sur l'amendement n° II-104 du Gouvernement (inscription d'une contribution exceptionnelle sur le programme "Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers"). - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5852) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

#### FLOSSE (Gaston)

sénateur (Polynésie française)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 18 janvier 2007.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 17 janvier 2007.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4453, 4455) : stabilisation des institutions. Caractère précipité des élections prévues en janvier. Proposition d'un dispositif sanctionnant les "aller-retour" des élus. Pouvoirs du haut-commissaire. Répartition des compétences en matière de réglementation budgétaire et comptable. Souhaite l'adoption de ses amendements. - **Article 1er** (art. 67-1 nouveau, 69, 73 et 80 de la loi n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election et modalités d'intérim et de remplacement du président de la Polynésie française en cas d'empêchement) (p. 4461) : son amendement n° 34 : possibilité pour l'Assemblée de Polynésie française d'élire un président hors de son sein ; rejeté. (p. 4463) : défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (régime juridique applicable au constat d'empêchement du président de

la Polynésie française) et sur ce dernier au sous-amendement n° 61 du Gouvernement. - **Article 2** (art. 78 de la loi organique française n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Cessation des fonctions gouvernementales exercées par des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4465) : son amendement n° 45 : possibilité donnée aux électeurs de prononcer la révocation d'un élu effectuant des changements d'appartenance politique ; rejeté. - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire) (p. 4472) : son amendement n° 46 : maintien du dispositif actuel de motion de censure ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4476) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (attribution d'un pouvoir exceptionnel au haut-commissaire en cas de carence des institutions territoriales). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4478) : défavorable à l'amendement n° 13 de la commission (renforcement de la position institutionnelle des communes). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4479) : ses amendements n° 47 : modalités de participation des établissements publics au capital de sociétés commerciales ; et n° 48 : définition de la promulgation des lois du pays ; retirés. - **Article 10** (art. 91 et 157-2 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Association de l'assemblée de la Polynésie française à certaines attributions du conseil des ministres) (p. 4482, 4486) : sur l'amendement n° 16 de la commission (rôle de l'assemblée de la Polynésie Française), son sous-amendement n° 56 ; devenu sans objet. Ses amendements n° 55 : attribution par le président des subventions sur le budget de la Polynésie française dans les limites et conditions fixées par l'assemblée de la Polynésie française ; n° 35 : suppression du transfert de la compétence d'approbation des aides financières par le Conseil des ministres ; et n° 36 : suppression du droit de veto de l'assemblée de la Polynésie française ; devenus sans objet. (p. 4485, 4486) : défavorable à l'amendement n° 16 de la commission (rôle de l'assemblée de la Polynésie Française). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 4489) : ses amendements n° 50 : fixation par le règlement intérieur du régime des sessions de l'assemblée ; et n° 51 : approbation du règlement intérieur par la majorité absolue de membres de l'assemblée de la Polynésie française ; adoptés. - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée) (p. 4490, 4491) : s'abstient sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'utilisation des langues polynésiennes dans les interventions de l'assemblée de la Polynésie française). - **Article 13** (art. 131 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut

d'autonomie de la Polynésie française - Régime des questions orales et des questions écrites à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4492) : ses amendements n° 37 : suppression ; rejeté ; et n° 54 : expression linguistique des débats de l'assemblée de la Polynésie française ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4494) : ses amendements n° 52 : renforcement du rôle du haut conseil de la Polynésie française ; et n° 53 : extension des compétences du Conseil d'Etat ; adoptés. - **Article 15** (art. 144, 144-1 nouveau et 145 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Création d'un débat d'orientation budgétaire et consécration du principe de sincérité) (p. 4495, 4497) : ses amendements n° 38 : organisation d'un débat d'orientation budgétaire ; et n° 39 : repli ; rejetés ; et n° 49 : suppression de la disposition autorisant un citoyen à déposer un recours contre une loi du pays après sa promulgation ; retiré. - **Article 16** (art. 171, art. 172-1, 172-2, 173-1 nouveau et art. 175 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Contrôle de légalité des actes des institutions de la Polynésie française) (p. 4497) : son amendement n° 41 : saisine du Conseil d'Etat ; adopté. - **Article 17** (art. 186-1 et 186-2 nouveaux de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Diverses dispositions relatives au contrôle juridictionnel, financier et budgétaire) (p. 4499) : défavorable à l'amendement n° 28 de la commission (examen par la commission de contrôle budgétaire et financier des actes des sociétés d'économie mixte). - **Article 18** (art. L.O. 272-12 et LO. 273-4-1 à L.O. 273-4-12 nouveaux du code des juridictions financières - Contrôle des actes budgétaires et exécution du budget de la Polynésie française) (p. 4501) : son amendement n° 42 : compétences de l'assemblée de la Polynésie française en matière de réglementation financière et comptable ; rejeté. - **Article 20** (Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions) (p. 4503, 4504) : ses amendements n° 43 : simultanéité des élections municipales avec celles des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ; et n° 33 : réduction exceptionnelle du délai obligatoire entre les missions pour permettre aux fonctionnaires qui le souhaitent de se présenter aux élections anticipées de janvier 2008 ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4506) : votera contre le projet de loi organique.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**.

**FORTASSIN (François)**  
sénateur (Hautes-Pyrénées)  
RDSE

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) ; nouvelle nomination le 15 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)]* (16 octobre 2007) - **Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 499, 500) : subordonnera son rattachement au texte à l'extension aux départements de l'expérimentation du transfert de la gestion du FSE. - **Article 1er** (*Gestion de programmes relevant de l'objectif de coopération territoriale européenne ou de l'instrument de voisinage et de partenariat*) (p. 503, 504) : son amendement n° 9 : possibilité pour l'Etat de confier la gestion des crédits du FSE aux conseils généraux lorsque les actions relèvent de ce fonds, dans le cadre des objectifs "compétitivité régionale et emploi" et "convergence" ; rejeté.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Article 3** (*art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 739) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédaction).

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 5 (précédemment réservé)** (*art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président*) (p. 2270) : intervient sur l'amendement n° 166 de M. Ivan Renar (renforcement de la légitimité du président d'université).

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2420) : traitement désinvolte de la représentation nationale. Annonce par les médias de l'extension du service minimum à l'éducation nationale.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités - Commission mixte paritaire [n° 367 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3122) : les radicaux de gauche ne voteront pas ce texte.

**FOUCAUD (Thierry)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
CRC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Article 4** (*art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant*) (p. 4322) : intervient sur le sous-amendement n° 18 de Mme Catherine Procaccia déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (réintroduction du dispositif de protection au profit du majeur protégé et limitation de l'application du délai de latence de trente jours pour l'acceptation du contrat aux seuls cas où la désignation du bénéficiaire intervient à titre gratuit).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4608, 4609) : échec patent de laisser-faire dans l'organisation de l'exercice de la médecine. Intérêt des propositions de MM. Nicolas About et Claude Domeizel relatives à la promotion interne de certaines professions médicales. Nécessité d'un engagement politique fort sans être coercitif.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5376, 5377).

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)]** - (12 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6521, 6522) : problème de la démographie médicale. Solutions proposées. Favorable à la proposition de loi.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La gestion des pensions de l'Etat : une réforme inaboutie à relancer d'urgence [n° 27 (2007-2008)] (11 octobre 2007) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Régimes sociaux et de retraite - compte spécial : pensions [n° 91 tome 3 annexe 24 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2644, 2645) : réduction du déficit budgétaire. Changements de périmètre de la dépense de l'Etat. Compression des dépenses d'équipement et d'intervention entre 2002 et 2006. Détérioration des comptes sociaux. Poursuite de la politique de compression des dépenses de personnels. Contraintes, sur les données du budget de 2008, des mesures contenues dans le projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dit "TEPA". Ampleur inégalée d'une réforme fiscale de 10 à 15 milliards d'euros au profit des entreprises et des ménages les plus fortunés. Absence d'amélioration attendue de la situation économique, à l'instar des résultats des politiques conduites depuis 2002. Opposition des sénateurs communistes aux choix budgétaires du Gouvernement, sans impact sur la croissance.

- **Rappel au règlement** - (10 octobre 2007) (p. 3825) : article 32 du règlement du Sénat. Caractère insuffisant des investigations menées par la commission des finances au sujet de la vente des actions du groupe EADS. Proposition de création d'une commission d'enquête parlementaire par les groupes CRC et socialiste. Réitération de cette demande.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2007) (p. 3852) : fondement de son rappel au règlement sur l'article 32 relatif à l'organisation des travaux du Sénat. Auditions publiques sur le

rôle de l'État dans l'affaire EADS. Demande de constitution d'une commission d'enquête.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 443 (2006-2007)]** - (11 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3861, 3862) : importance des dispositions concernées. Souhait d'un débat et d'une implication des élus. Abus de la procédure des ordonnances. Le groupe CRC ne votera pas le projet de loi. - **Article 2 (Habilitation à transposer la directive "réassurance" et à moderniser le régime des fonds communs de créances)** (p. 3864) : son amendement n° 9 : suppression ; rejeté. - **Article 5 (Habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles)** (p. 3868) : son amendement n° 10 : suppression ; rejeté. - **Article 6 (Suppression de toute base légale à la non-rémunération des dépôts)** (p. 3870, 3871) : relation entre taux de rémunération et coût des services bancaires. Mise en œuvre du droit aux comptes. - **Article 7 (Ratification de quatre ordonnances de transposition de directives)** (p. 3872) : son amendement n° 11 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5099, 5101) : rupture du pacte républicain. Projet de loi de finances en décalage avec les attentes des Français. Défavorable à ce texte. - **Question préalable** (p. 5119) : favorable à la motion n° I-246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Rappel au règlement** - (23 novembre 2007) (p. 5170) : article 36 du règlement du Sénat. Organisation des travaux. Application rigoureuse de l'article 40 de la Constitution aux amendements. Remise en cause de la qualité du travail parlementaire.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] (suite)**

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007)** (p. 5174, 5175) : rappel de la réforme de l'impôt sur le revenu. Poids de cet impôt. Inégalités de traitement entre les revenus catégoriels. Accroissement de la charge fiscale des salariés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5183) : favorable à l'amendement n° I-125 de M. François Marc (pour les anciens combattants d'AFN, abaissement de l'âge permettant de bénéficier d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial). (p. 5186, 5187) : ses amendements n° I-183 : allongement de la durée des frais de garde d'enfants ouvrant droit à un crédit d'impôt ; et n° I-184 : plafonnement des réductions et crédits d'impôt ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5203) : soutient l'amendement n° I-188 de Mme Marie-France Beaufils (taxation différente des dividendes des entreprises en fonction de la localisation de leur siège) ; rejeté. - **Article 6 (Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)** (p. 5206) : allègement de la fiscalité des dividendes. Niches fiscales en devenir. Mesures en faveur des plus hauts revenus. (p. 5207, 5208) : son amendement n° I-189 : suppression ; rejeté. Soutient l'amendement n° I-191 de Mme Marie-France Beaufils (repli) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Article 7 (Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 5239) : son amendement n° I-193 : réécriture de l'article visant à relever le niveau du plafond du prêt à taux zéro pour les candidats à l'accession à la propriété ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 8 ou après l'article 8 ou après l'article 11** (p. 5251) : désaccord avec les propos du rapporteur sur l'amendement n° I-63 de M. Marc Massion (modulation de la taxe prélevée sur les bénéfices des sociétés pétrolières en fonction des investissements qu'elles

auront réalisés au titre des économies d'énergie et des énergies renouvelables). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 5252) : son amendement n° I-196 : rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante ; rejeté. - **Article 8** (*Aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société*) (p. 5254) : soutient l'amendement n° I-197 de Mme Marie-France Beaufils (abrogation des articles 150-0 D bis et 150-0 D ter du code général des impôts organisant l'exemption totale d'imposition des plus-values de cession de titres mobiliers pour les particuliers) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5255, 5256) : soutient l'amendement n° I-198 de Mme Marie-France Beaufils (relèvement du taux de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et maintien de cette contribution dans le périmètre des recettes fiscales de l'Etat) ; rejeté. - **Article 9** (*Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises*) (p. 5259) : faible succès du dispositif Dutreil. Article inutile. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5277, 5281) : son amendement n° I-202 : réduction de 30 % à 20 % de l'abattement sur la valeur de la résidence principale pour le calcul de l'ISF ; rejeté. Le groupe CRC ne votera pas l'amendement de la commission n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation), retiré puis repris par M. Paul Girod. - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5299, 5300) : son amendement n° I-204 : fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 5325) : son amendement n° I-205 : relèvement du taux d'imposition des opérations menées par les sociétés d'investissements immobiliers cotées ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article 21** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 5349) : le groupe CRC votera contre l'article 21 du projet de loi de finances. - **Article 24** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 5351, 5352) : soutient l'amendement n° I-212 de M. Jean-François Voguet (majoration des recettes du Centre national de développement du sport) ; rejeté. - **Article 26** (*Extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière, SOVAFIM*) (p. 5355) : objectifs de la SOVAFIM. Demande la formation d'une commission d'enquête à propos de la vente des locaux de l'Imprimerie nationale au groupe Carlyle. - **Article additionnel avant l'article 28** (p. 5357) : son amendement n° I-213 : diminution de la réduction des cotisations sociales portant sur les bas salaires ; rejeté. - **Article 28** (*Compensation aux organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant des réductions de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires*) (p. 5358) : soutient l'amendement n° I-214 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. Son amendement n° I-215 : repli ; rejeté. - **Article 29** (*Financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale*) (p. 5360) : son amendement n° I-217 : renforcement des moyens dévolus au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante ; rejeté. Soutient l'amendement n° I-216 de Mme Marie-France Beaufils (financement du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles) ; rejeté.

Deuxième partie :

#### Articles de récapitulation des crédits

- (10 décembre 2007) - **Article 37** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 6371) : parole sur l'article. Le groupe CRC votera contre cet article.

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6379, 6380) : son amendement n° II-253 : suppression de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés ; rejeté. - **Article 39 B** (*Demande d'un rapport d'évaluation sur les régimes fiscaux dérogatoires non plafonnés*) (p. 6385, 6386) : favorable à cet

article. - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6393) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° II-165 de la commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros) et contre le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse qui le modifie. (p. 6394, 6395) : ses amendements n° II-257 : suppression de l'abattement sur les plus-values de cessions d'actifs ; et n° II-256 : plafonnement des réductions d'impôt ; rejetés. - **Article 39** (*Réforme du crédit d'impôt recherche*) (p. 6395, 6396) : parole sur l'article. - **Article 40** (*Exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires*) (p. 6408) : son amendement n° II-254 : suppression de ce dispositif ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6412, 6414) : ses amendements n° II-255 : suppression du bouclier fiscal ; et n° II-252 : abattement fiscal en faveur des commerçants de détail en fruits et légumes s'approvisionnant auprès des producteurs locaux ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 6420) : son amendement n° II-251 : application d'un taux réduit de TVA à l'ensemble des prestations de services funéraires ; rejeté. - **Article 40 quinquies** (*Suppression de l'impôt sur les opérations de bourse et imposition à 18 % des plus-values de cessions de valeurs mobilières*) : son amendement n° II-250 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6447) : soutient l'amendement n° II-122 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin (suppression de l'obligation de participation d'une commune au financement des dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association d'une autre commune accueillant un enfant domicilié dans la première commune) ; rejeté. (p. 6450) : soutient l'amendement n° II-179 de Mme Odette Terrade (limitation du dépôt de garantie demandé aux locataires à un mois de loyer principal) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6484, 6487) : inscription dans le budget de pertes de recettes fiscales significatives. Atteinte à l'intervention des collectivités territoriales. Décalage entre le choc de croissance annoncé et la réalité sur le terrain. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi de finances pour 2008.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6752, 6753) : embellie temporaire et discutable des comptes publics. Crise des "subprimes" aux Etats-Unis. Réduction artificielle du déficit budgétaire. Austérité de la dépense publique. Echec du "choc de croissance" attendu de la loi TEPA. Inégalités sociales et patrimoniales. Le groupe CRC rejettera ce collectif. - **Article 5** (*Financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale*) (p. 6767) : le groupe CRC ne votera pas l'article 5. - **Article 9 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 6779, 6780) : le groupe CRC ne votera pas l'article 9. - **Article 15** (*Création d'une procédure de flagrance fiscale*) (p. 6792) : son amendement n° 55 : instauration d'un minimum de niveau de pénalité ; rejeté. - **Article 19 bis** (*Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 6817) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Bernard Vera, n° 57 : rétablissement en 2008 du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus. Favorable à l'amendement n° 94 de M. Serge Lagache (pérennisation du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus). - **Article 20 ter** (*Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI*) (p. 6830) : son amendement n° 58 : suppression des pactes d'actionnaires ; devenu sans objet. - **Article 20 quater** (*Allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF*) (p. 6838) : son amendement n° 59 : suppression de l'avantage fiscal lié à l'investissement dans les PME ; rejeté. - **Article 21 bis** (*Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement*) (p. 6854) : son amendement n° 61 : suppression ; rejeté. - **Article 21 octies** (*Prorogation au 1er janvier 2009 du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 6864, 6865) : son amendement n° 62 : suppression ; rejeté.

**FOUCHÉ (Alain)**  
sénateur (Vienne)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre de l'Observatoire économique de l'achat public.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1519, 1520) : procédures actuelles dévoyées. Réforme attendue. Mesures de protection juridique. Mesures d'accompagnement social. Droits des personnes protégées. Conséquences financières pour les départements. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4611, 4612) : diminution attendue de l'offre médicale déjà insuffisante, en dépit du nombre élevé de médecins. Chute des effectifs prévisibles d'ici à 2025, consécutive aux effets du numerus clausus et aux départs à la retraite. Aggravation des inégalités territoriales d'accès aux soins dans les zones en difficulté. Dispositifs d'incitation financière privilégiés dans la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Réservé quant aux propositions coercitives. Son attachement au principe de la liberté d'installation des jeunes médecins. Incohérence d'une contrainte d'installation dans des zones sous-médicalisées qui sont en même temps en voie de désertification par les services publics. Nécessité d'évaluer l'efficacité des mesures incitatives. Innovation pertinente des "maisons de santé".

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6030, 6031).

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6233, 6234).

**FOURCADE (Jean-Pierre)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense "** [n° 147 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 389) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire** [n° 252 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1789, 1790) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement** [n° 326 (2006-2007)] - (27 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1977, 1978) : texte opportun. Décloisonnement des activités des services. Amélioration de l'image du renseignement. Conciliation satisfaisante de la protection du secret et de l'ouverture démocratique sur le Parlement. Son témoignage du fonctionnement de la commission de vérification des fonds spéciaux. Partisan du maintien de la séparation entre cette commission et la délégation parlementaire. Votera l'article unique du projet de loi assorti des amendements présentés par les deux commissions.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2200, 2201) : spécificité du système universitaire français. Orientation dans les lycées. Création de nouvelles universités. Principe du budget global. Favorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - *Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines*) (p. 2299) : intervient sur l'amendement n° 169 de M. Ivan Renar (caractère opposable du contrat pluriannuel d'établissement).

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2704, 2707) : soutien du groupe UMP. Revalorisation du travail. Crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunt. Droits de succession. Bouclier fiscal. Avantage fiscal lié aux investissements dans les PME. Pratiques salariales des grandes entreprises. Financement de ce dispositif.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs - Commission mixte paritaire** [n° 410 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2766) : résultat satisfaisant des travaux de la commission mixte paritaire. Le groupe UMP votera ce texte utile.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2911) : votera les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert (autoliquidation du bouclier fiscal). - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2934) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP). - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2979) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 17 (prise en compte dans le calcul du RSA des aides et prestations locales ou extralégales).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier** [n° 443 (2006-2007)] - (11 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3860, 3861) : champ d'application du texte. Souhait d'une implication en amont dans le processus de décision communautaire. Qualifications professionnelles. Régulation des marchés financiers. Le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 octobre 2007) (p. 3877).

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale** [n° 17 (2007-2008)] - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4215, 4216) : texte déséquilibré. Attente d'une réforme fondamentale. Le groupe UMP ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5098, 5099) : conjoncture internationale défavorable. Equilibre des finances publiques. Ses propositions en matière de collectivités territoriales, de décentralisation et d'allègements de charges sociales.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (14 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 6680, 6681) : défavorable à l'amendement n° 105 de M. Michel Teston (élargissement du champ du service universel à la téléphonie mobile et à l'Internet à haut et très haut débit). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6700) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Godefroy (centres de relais téléphoniques pour sourds et malentendants).

**FOURNIER (Bernard)**  
*sénateur (Loire)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) jusqu'au 26 octobre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres** [n° 41 (2007-2008)] - (6 novembre 2007) - **Article unique** (p. 4297) : le groupe UMP votera les deux projets de loi.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés** [n° 40 (2007-2008)] - (7 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4331) : avancées significatives. Accès des assureurs au fichier des personnes décédées. Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation d'un contrat d'assurance sur la vie. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)] - (28 novembre 2007) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5532) : le groupe UMP votera la première partie du projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6005, 6007).

**FRANÇOIS-PONCET (Jean)**  
*sénateur (Lot-et-Garonne)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les enjeux de l'évolution de l'OTAN [n° 405 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Défense - Union européenne.**

### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2061,

2063) : proposition française d'un traité simplifié. Retour de l'entente franco-allemande. Mérites et carences de cet accord. Prise en compte du "non" de la France au traité constitutionnel. Avenir de l'Europe.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5620, 5621).

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - vice-président de la commission des affaires étrangères - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5789) : intervient sur l'amendement n° II-40 de la commission (transfert de crédits de l'action "Instructions des demandes de visa" vers la mission "Immigration, asile et intégration").

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) - en remplacement de M. Serge Vinçon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 6498, 6499) : préparation de la présidence française de l'Union européenne.

**FRÉCON (Jean-Claude)**  
*sénateur (Loire)*  
*SOC*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 91 tome 3 annexe 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

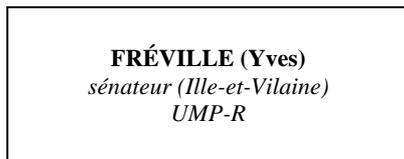
## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** - *Deuxième lecture* [n° 9 (2007-2008)] - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3946, 3947) : votera l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Conseil et contrôle de l'Etat**



## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 19 juillet 2007.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5627, 5628). Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007** - *Commission mixte paritaire* [n° 148 (2007-2008)] - (20 décembre 2007) - **Article 22 quater** (p. 7120) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (précision). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7121) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Défense** [n° 91 tome 3 annexe 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2609) : son amendement n° 2 : rectification d'une écriture budgétaire ; retiré.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2817) : votera cet article. Insuffisance de l'investissement productif. Dévoiement de la politique fiscale. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2852) : son amendement n° 136 : extension du bénéfice de ce crédit d'impôt aux personnes soumises à une obligation de résidence et souhaitant acquérir leur future résidence principale ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : soutient l'amendement n° 144 de M. Alain Milon (modification du taux de plafonnement de la taxe d'habitation) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2934) : intervient sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP). (p. 2951) : favorable à l'amendement n° 100 de M. Georges Othily (ouverture du dispositif de réduction d'ISF aux dons à l'Agence nationale de la recherche, ANR).

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** - *Commission mixte paritaire* [n° 367 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3121, 3122) : hésite à voter ce texte dont les dispositions n'éliminent pas tous les risques de compromis liés aux corporatismes, aux syndicalismes et aux localismes.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5265) : sur l'amendement n° I-160 de M. Alain Lambert (harmonisation des analyses fiscale et civile en matière de partages familiaux en exonérant ceux-ci de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement), son sous-amendement

n° I-263 : exonération des valeurs mobilières, des titres assimilés et des droits sociaux, dans le cadre des partages familiaux, de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5373, 5374). Son département d'Ille-et-Vilaine. - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5413, 5414) : s'abstiendra sur l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5415) : son amendement n° I-32 : majoration de la dotation globale de fonctionnement en compensation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 15** (*Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008*) (p. 5462) : intervient sur l'amendement n° I-275 du Gouvernement (ajustement du reliquat comptable affecté à la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI). (p. 5464) : intervient sur l'amendement n° I-211 de Mme Marie-France Beaufils (suppression de la disposition étendant aux écoles privées l'obligation de participation de la commune de résidence des enfants aux frais de fonctionnement de l'école sous contrat située dans une autre commune). - **Article 17** (*Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, et de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES*) (p. 5478, 5479) : ses amendements n° I-33 : évolution de la répartition de la dotation départementale d'équipement des collèges ; et n° I-34 : évolution de la répartition de la dotation régionale d'équipement scolaire ; retirés.

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5925) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-94 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole).

#### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5926, 5927). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5957) : position de la commission sur l'amendement n° II-108 de M. Yves Pozzo di Borgo. - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 5958, 5959) : ses amendements n° II-30 : rapport au Parlement sur les résultats des expérimentations menées pour la mise en œuvre du nouveau régime dérogatoire d'avance de trésorerie dite avance "activité des forces" ; adopté ; et n° II-31 : rapport au Parlement sur les besoins de financement dans le domaine des équipements de la défense ; retiré.

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6382) : votera l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés).

**FRIMAT (Bernard)**  
*sénateur (Nord)*  
*SOC*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Article unique** (p. 277, 278) : le groupe socialiste votera par conviction le projet de loi constitutionnelle. Interprétation divergente du Conseil constitutionnel de celle voulue par le législateur.

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2007) (p. 609) : protestation du groupe socialiste contre la réponse de M. Brice Hortefeux à la question de M. Jean-Luc Mélenchon sur l'étanchéité entre le travail des services des renseignements généraux et la campagne du candidat de l'UMP.

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 188 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 187 (2006-2007)** (p. 964, 965) : le groupe socialiste votera ces textes à l'exception des articles 7 et 7 bis. Dénonciation d'une élaboration de systèmes électoraux sur mesure concernant la Polynésie française. Interrogation sur les différentes formules de prime majoritaire et de leurs effets, notamment à Saint-Pierre-et-Miquelon.

- **Projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 187 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 188 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1215, 1216) : statut juridique du chef de l'État. Procédure de destitution. Question de l'accès au Conseil constitutionnel d'un président destitué. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. - **Article unique** (p. 1237, 1238) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Bel (procédure de destitution) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1440, 1441) : aspects positifs de la proposition de loi. Problématique de la prime. Manque de concertation. Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3576) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 211 de Mme Michèle André (maintien du dispositif créé en 2006 permettant à un conjoint de Français, marié en France, entré régulièrement et séjournant depuis six mois avec son conjoint français, de déposer sa demande de visa de long séjour auprès de l'autorité administrative compétente pour la délivrance d'un titre de séjour) sur l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an), et votera ensuite contre l'amendement n° 191 précité. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3598) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hystert (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficiaire de la procédure de regroupement familial) (p. 3619, 3620) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 83 de Mme Éliane Assassi (suppression) ainsi que tous les amendements de suppression déposés sur l'article 2.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4451, 4453) : conditions du débat. Examen des finances de la Polynésie antérieur à 2004. Rapport de la Cour des comptes de 2006. Contexte du vote du statut en 2004. Proposition d'une dissolution de convenance par le Gouvernement. - **Article 1er** (art. 67-1 nouveau, 69, 73 et 80 de la loi n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Election et modalités d'intérim et de remplacement du président de la Polynésie française en cas d'empêchement) (p. 4463) : s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de la commission (régime juridique applicable au constat d'empêchement du président de la Polynésie française) et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 61 du Gouvernement. - **Article 2** (art. 78 de la loi organique française n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Cessation des fonctions gouvernementales exercées par des membres de l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4465) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 45 de M. Gaston Flosse. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4466, 4467) : son amendement n° 57 : suppression ; rejeté. (p. 4469, 4470) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 5 de la commission (modification du seuil d'accès à la répartition des sièges et du seuil de fusion des listes). - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire) (p. 4473) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (modification du dispositif permettant au gouvernement de la Polynésie française d'engager sa responsabilité). - **Article 6** (art. 157 et 157-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du

27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française* (p. 4474, 4475) : son amendement n° 58 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4476) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (attribution d'un pouvoir exceptionnel au haut-commissaire en cas de carence des institutions territoriales). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4478) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 13 de la commission (renforcement de la position institutionnelle des communes). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4480) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (fixation par l'assemblée de la Polynésie française des règles d'exercice du président de la Polynésie et des ministres). - **Article 10** (art. 91 et 157-2 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Association de l'assemblée de la Polynésie française à certaines attributions du conseil des ministres*) (p. 4486) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 16 de la commission (rôle de l'assemblée de la Polynésie Française). - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée*) (p. 4491) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'utilisation des langues polynésiennes dans les interventions de l'assemblée de la Polynésie française). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 4493) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 23 de la commission (définition des "lois du pays"). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4495) : votera contre l'amendement n° 53 de M. Gaston Flosse (extension des compétences du Conseil d'Etat). - **Article 17** (art. 186-1 et 186-2 nouveaux de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Diverses dispositions relatives au contrôle juridictionnel, financier et budgétaire*) (p. 4498, 4499) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 28 de la commission (examen par la commission de contrôle budgétaire et financier des actes des sociétés d'économie mixte). - **Article 18** (art. L.O. 272-12 et L.O. 273-4-1 à L.O. 273-4-12 nouveaux du code des juridictions financières - *Contrôle des actes budgétaires et exécution du budget de la Polynésie française*) (p. 4501, 4502) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 42 de M. Gaston Flosse (compétences de l'assemblée de la Polynésie française en matière de réglementation financière et comptable). - **Article 20** (*Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 4502, 4503) : son amendement n° 59 : suppression de la mesure visant à abrégé le mandat de l'assemblée de Polynésie française ; rejeté. (p. 4504) : défavorable à l'amendement n° 33 de M. Gaston Flosse (réduction exceptionnelle du délai obligatoire entre les missions pour permettre aux fonctionnaires qui le souhaitent de se présenter aux élections anticipées de janvier 2008). - **Rappel au règlement** (p. 4504) : se déclare choqué qu'un groupe dont aucun des membres n'est présent au moment du débat en séance publique puisse prendre part au vote. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4506) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi organique.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008)**. - (12 novembre 2007) - **Article 4** (*Dispositions transitoires*) (p. 4510) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 8 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5445, 5446).

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 104 (2007-2008)]** - (29

novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 105 (2007-2008)** (p. 5554, 5556) : débat précipité. Annonce du vote conforme par l'AFP avant la tenue du débat. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Possibilité de déposer un avis minoritaire sur un projet de texte. Démocratisation de l'audiovisuel. Choix de la langue pour les débats de l'assemblée de la Polynésie française. Renforcement de la transparence financière. Nouveau mode de scrutin. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - *Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 5558, 5559) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté. - **Article 4** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Election du président de l'assemblée de la Polynésie française*) (p. 5559) : différence entre la durée du mandat du président de l'assemblée et celui des membres du bureau. - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire*) (p. 5561) : maintien au pouvoir d'un Gouvernement sans majorité. - **Article 7 bis A** (art. 7 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française*) (p. 5562) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Article 7 bis** (art. 13 et 54 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - Réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes*) (p. 5563) : mise à disposition de personnels par l'assemblée de la Polynésie française au profit des communes. - **Article 10** (art. 91 et 157-2 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Association de l'assemblée de la Polynésie française à certaines attributions du conseil des ministres*) (p. 5565) : création d'une commission de contrôle budgétaire et financier. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Article 11 quater A** (art. 124 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Règles de constitution et de fonctionnement des groupes au sein de l'assemblée de Polynésie française*) (p. 5567) : le groupe socialiste votera cet article. - **Article 12** (art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte rendu intégral des séances de l'assemblée*) (p. 5568) : usage de la langue polynésienne lors des séances de l'assemblée de la Polynésie française. Le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article. - **Article 14 bis** (art. 164 et 165 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française - *Composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres*) (p. 5570, 5572) : son amendement n° 2 : suppression ; rejeté. - **Article 14 quater** (art. 174 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - *Consultation obligatoire du Conseil d'Etat sur les recours dirigés contre un nombre accru d'actes des institutions polynésiennes*) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de cet article. - **Article 20** (*Nouvelles élections et modalités d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 5576) : son amendement n° 3 : suppression de la destitution de l'assemblée de la Polynésie française ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5577, 5578) : question de l'impartialité du Gouvernement en Polynésie. Changement survenu en 2004 ; souhait de sa poursuite par le groupe socialiste. - **Rappel au règlement** (p. 5579) : proteste contre la faculté pour un groupe de voter en lieu et place d'un autre.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française - Deuxième lecture [n° 105 (2007-2008)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 104 (2007-**

2008). - (29 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5581) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

**GAILLARD (Yann)**  
*sénateur (Aube)*  
**UMP**

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds forestier national.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'EMOC : des performances contrastées, des responsabilités partagées [n° 382 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Culture - Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quatre établissements culturels et leurs tutelles [n° 384 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Culture.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale [n° 91 tome 3 annexe 7 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Culture.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2587, 2589) : son amendement concernant le Centre des monuments nationaux, CMN. Programme "Patrimoines". Institut national de recherches archéologiques préventives, INRAP. Programme "Création". Programme "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture". Exercice de la tutelle du ministère de la culture. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2616) : son amendement n° 5 : transmission d'un rapport au Parlement ; retiré.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2830) : votera contre l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéficiaires de l'entreprise dévolu aux salariés).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 6 (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)** (p. 2934) : votera l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP) et le sous-amendement n° 278 du Gouvernement qui le modifie.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5185) : soutient l'amendement n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain) ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6004, 6005).

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6021, 6023). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6042) : son amendement n° II-1 : transmission au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'expérimentation de la gratuité des musées et monuments historiques ; adopté. (p. 6043) : position de la commission sur les amendements n° II-48 de la commission (transfert de crédits vers l'action "Actions en faveur des plus vulnérables") et n° II-110 de Mme Catherine Morin-Desailly

(éligibilité au régime prévu à l'article 238 bis du code général des impôts des opérations de mécénat gérées ou organisées par les sociétés d'économie mixte).

#### Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6104, 6105).

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6393) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-165 de la commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros) ainsi que sur le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse qui le modifie.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier - Deuxième lecture [n° 97 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 6558, 6560) : encadrement de l'autorisation parlementaire de légiférer par voie d'ordonnance. Modifications apportées au texte. La commission des finances a décidé d'adopter conforme l'ensemble du projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 6563, 6564) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Louis Masson n° 1 (diffusion des numéros non surtaxés des personnes morales prestataires de biens et services) et n° 3 (inclusion des travailleurs frontaliers imposables en France dans le dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6769) : favorable à l'amendement n° 49 de M. Michel Houel (suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 6807, 6811) : ses amendements n° 36 : conditions d'accès des monuments historiques privés au mécénat ; retiré ; et n° 37 : possibilité pour la fondation du patrimoine de conclure des conventions avec les propriétaires d'immeubles non bâtis, tels les parcs et jardins ; adopté. - **Article 20 (réserve) (Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier")** (p. 6825) : intervient sur les propos du rapporteur. - **Article additionnel avant l'article 21 quinquies** (p. 6859, 6860) : son amendement n° 42 : instauration d'un crédit d'impôt au profit du producteur d'œuvres cinématographiques établi en France et qui concourt à la production d'œuvres étrangères non éligibles au soutien financier géré par le Centre national de la cinématographie ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 34 bis (Création d'une taxe de 2 % sur les ressources publicitaires et de parrainage encaissées par les services de vidéo à la demande)** (p. 6958) : son amendement n° 31 : limitation du champ de la taxe à la seule diffusion d'œuvres audiovisuelles, à l'exclusion des documents, et aux seules ressources publicitaires des services de vidéo à la demande perçues à titre payant ; devenu sans objet.

**GARREC (René)**  
*sénateur (Calvados)*  
*UMP*

Questeur du Sénat.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 326 (2006-2007)] portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 337 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Défense - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 422 (2006-2007)] portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 450 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Défense - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 470 (2005-2006)] modifiant l'ordonnance n° 58 - 1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives [n° 146 (2007-2008)] (19 décembre 2007) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1965, 1968) : intérêt du texte pour le Parlement et pour les services de renseignement. Travail de la commission de vérification des fonds spéciaux créée depuis 2002. Enseignements tirés des exemples étrangers. Instauration d'une relation de confiance entre les membres de la délégation et les responsables des services de renseignement. Amendements de la commission en faveur d'une plus grande liberté d'action de la délégation dans le respect de l'équilibre du texte. - **Article unique** (p. 1982, 1983) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Peyronnet. Son amendement n° 1 : augmentation de trois à quatre du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation ; adopté. (p. 1985) : position de la commission sur les amendements n° 27 et n° 29 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 24 de Mme Hélène Luc ainsi que sur les sous-amendements n° 28 et n° 30 de M. Jean-Claude Peyronnet déposés sur son amendement n° 1 précité. (p. 1986, 1987) : son amendement n° 2 : précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées respectivement des affaires de sécurité intérieure et de défense, membres de droit ; adopté après modification par le sous-amendement n° 34 de M. Jean-Claude Peyronnet. Position de la commission sur les amendements n° 31 et n° 33 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur les sous-amendements du même auteur n° 32 et n° 34 déposés sur son amendement n° 2 précité.

(p. 1988) : ses amendements n° 3 : suppression de l'obligation pour la délégation de nommer un rapporteur ; et n° 4 : précision selon laquelle la délégation a pour mission de suivre l'activité générale et les moyens des services de renseignement ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 35 et n° 36 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur le sous-amendement n° 37 du même auteur sur son amendement n° 4 précité. (p. 1989, 1990) : son amendement n° 5 : extension du pouvoir d'information et d'appréciation de la délégation ; adopté après modification demandée par le Gouvernement. Position de la commission sur les amendements de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 17, n° 38 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur le sous-amendement n° 39 du même auteur sur son amendement n° 5 précité. (p. 1991, 1992) : son amendement n° 6 : élargissement de la possibilité d'audition de la délégation au Premier ministre ainsi qu'aux personnes ne relevant pas des services de renseignement ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 25 de Mme Hélène Luc, n° 44 du Gouvernement et n° 40 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur le sous-amendement n° 41 du même auteur sur son amendement n° 6 précité. (p. 1993) : ses amendements n° 7 : désignation par chacune des deux assemblées des fonctionnaires parlementaires chargés d'assister la délégation ; n° 8 : coordination ; n° 9 : remise par la délégation, chaque année, d'un rapport public sur le bilan de son activité ; n° 10 : coordination et n° 11 : précision ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1994, 1995) : son amendement n° 12 : remise à la délégation du rapport non public

de la commission de vérification des fonds spéciaux ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 42 et n° 43 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1996) : son amendement n° 13 : nouvel intitulé du projet de loi - projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement ; adopté.

- *Deuxième lecture* [n° 422 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3284, 3285) : maintien par l'Assemblée nationale des apports du Sénat votés en première lecture. Approbation des précisions apportées par l'Assemblée nationale. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption conforme du projet de loi. - **Article unique** (p. 3293, 3295) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 3296) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** - *Deuxième lecture* [n° 9 (2007-2008)] - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3947) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte).

**GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)**  
sénateur (Français établis hors de  
France (Série C 1))  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation le 25 juillet 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 299 (2006-2007)] autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [n° 343 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - Police et sécurité.*

*Proposition de loi tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - Questions sociales et santé - Société - Transports.*

*Proposition de loi relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - Logement et urbanisme.*

*Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.*

*Proposition de loi tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Collectivités territoriales.*

*Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Collectivités territoriales - Sécurité sociale.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1361, 1362) : situations de détresse d'enfants français à l'étranger. Protocole de partenariat entre le ministère des affaires étrangères et le Défenseur des enfants. - **Article 8** (art. L. 226-3-1 du code de l'action sociale et des familles - *Création d'observatoires départementaux de la*

*protection de l'enfance*) (p. 1387, 1388) : son amendement n° 58 : inclusion des Français établis hors de France dans le dispositif de protection de l'enfance ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2604) : contribution de la France à la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Orientation et action du Gouvernement dans le cadre du programme "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture".

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles*) (p. 3632) : suivra la position du Gouvernement sur le sous-amendement de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 69 (remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction") sur l'amendement n° 6 de la commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nomies** (p. 6427, 6428) : soutient l'amendement n° II-113 de Mme Fabienne Keller (dématérialisation du chèque-transport) ; retiré.

**GAUDIN (Christian)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 18 juillet 2007.

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 17 juillet 2007.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur le 8 février 2007.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Se donner les moyens de l'excellence : la recherche polaire française à la veille de l'année polaire internationale [n° 230 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la notion de centre de décision économique et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national : La bataille des centres de décision : promouvoir la souveraineté économique de la France à l'heure de la mondialisation (rapport) [n° 347 tome 1 (2006-2007)] (22 juin 2007) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la notion de centre de décision économique et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national : La bataille des centres de décision : promouvoir la souveraineté économique de la France à l'heure de la mondialisation (annexes, modifications et études) [n° 347 tome 2 (2006-2007)] (22 juin 2007) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Actes du colloque du 1er mars 2007 organisé par M. Christian Gaudin relatif à l'ouverture de l'année polaire internationale "Les pôles, témoins pour les hommes" [n° 362 (2006-2007)] (3 juillet 2007) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Hongrie : un partenaire stratégique pour l'économie française [n° 52 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 91 tome 3 annexe 23 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1422, 1423).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3673) : développement durable et recherche fondamentale. Exemple des régions polaires. Missions d'audits sur le continent Antarctique dans le cadre d'un rapport sur la recherche polaire française en 2005. Protocole de Montréal de 1987. Couche d'ozone. Connaissance du climat. Biodiversité.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens** [n° 474 (2006-2007)] - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3802, 3803) : avis favorable du groupe UC-UDF à l'adoption de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4434) : niveau des prélèvements obligatoires. Déficit public. Prélèvements sociaux. Financement de la protection sociale. Coin fiscal-social. CSG. TVA sociale. Son rapport d'information : "La bataille des centres de décisions : promouvoir la souveraineté économique de la France à l'heure de la mondialisation". Impôt sur les sociétés. Régime de résident fiscal temporaire.

- **Question orale avec débat de M. Christian Gaudin sur la recherche en milieu polaire** - (21 novembre 2007) : sa question (p. 5046, 5050).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 5194) : soutient l'amendement n° I-154 de M. Jean-Jacques Jégou (fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5506, 5507).

*Deuxième partie :*

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6287, 6288). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6310, 6315) : son amendement n° II-13 : augmentation des crédits inscrits en faveur de l'énergie durable et de l'environnement ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-192 de M. Jean Bizet. A titre personnel, son amendement n° II-194 : revalorisation des crédits alloués au programme "Enseignement supérieur et recherche agricole" ; adopté.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article 39 (Réforme du crédit d'impôt recherche)** (p. 6397, 6403) : soutient les amendements de M. Philippe Adnot n° II-204 (versement du crédit d'impôt sous condition d'un accroissement des dépenses de recherche réalisées par les grandes entreprises en collaboration avec les jeunes entreprises innovantes, JEI, les jeunes entreprises universitaires, JEU, et l'université) ; n° II-195 (fixation à 60 % du taux du crédit d'impôt pour les JEI puis diminution graduelle jusqu'au taux normal de 30 %) ; n° II-203 (éligibilité au crédit d'impôt de toutes les dépenses de validation technique définitive d'un nouveau produit ou procédé) ; n° II-200 (suppression du plafond des dépenses externes de recherche pour les seules dépenses effectuées en France) ; et n° II-202 (maintien du régime fiscal actuel de prise en charge des avances remboursables dans le calcul du crédit impôt recherche) ; retirés ; et n° II-201 (extension de l'avantage prévu pour l'embauche des jeunes docteurs à l'ensemble des docteurs en sciences impliqués dans les travaux de recherche et développement et simplification des critères d'octroi de cet avantage) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6411, 6412) : soutient les amendements n° II-151 de M. Yves Détraigne (modification de l'assiette de la TEOM) ; et n° II-196 de M. Philippe Adnot (prise en compte pour la restitution des impositions excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal des sommes effectivement payées par les contribuables ou de celles qu'ils auraient acquittées en l'absence de ces avantages fiscaux) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 40 septies** (p. 6423) : son amendement n° II-53 : relèvement du plafond du taux de la taxe départementale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6429, 6430) : soutient les amendements n° II-116 de Mme Catherine Morin-Desailly (possibilité pour les collectivités territoriales ou les EPCI d'exonérer totalement ou partiellement de taxe professionnelle les industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel) ; adopté ; et n° II-146 de Mme Jacqueline Gourault (neutralisation des conséquences d'une rétrocession de compétences d'un ECPI à l'une de ses communes membres sur le montant du ticket modérateur à la charge des communes et de l'EPCI concernés) ; retiré. (p. 6431, 6436) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° II-211 (non-application du ticket modérateur aux collectivités territoriales et EPCI ayant des bases et des taux de taxe professionnelle faibles) ; n° II-208 (institution d'un dispositif permettant aux communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSUCS, ou de la première fraction de la dotation de solidarité rurale de ne pas subir une baisse des trois dotations de compensation supérieure de 50 % au montant de la hausse 2008 de la DSUCS ou de la DSR qu'elles perçoivent) ; et n° II-210 (repli) ; retirés. (p. 6451) : soutient l'amendement n° II-209 de Mme Jacqueline Gourault (rapport sur les coûts de gestion de la fiscalité locale comparés aux produits perçus par l'Etat au titre des frais d'assiette et de recouvrement et abaissement du taux de ces derniers) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6488, 6489) : budget de continuité et d'attente. Ses observations sur la forme et le déroulement des débats. Avec une très grande majorité des membres du groupe

UC-UDF, votera le projet de loi de finances pour 2008 tandis qu'une minorité s'abstiendra, compte tenu de la stagnation du déficit public.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 26 ter** (*Exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution de presse*) (p. 6940) : soutient l'amendement n° 133 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux entreprises de

portage) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28 ter ou après l'article 43** (p. 6953, 6954) : soutient l'amendement n° 108 de M. Michel Mercier (précision selon laquelle le transfert, à un département, d'un collège appartenant à une commune ou un groupement de communes ne donne lieu à aucun versement de salaire pour le conservateur des hypothèques) ; adopté.

**GAUDIN (Jean-Claude)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
UMP

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 9, 16, 23 janvier, 13, 14, 20 février, 11, 31 juillet, 3, 9, 23, 30 octobre, 13, 14, 20, 27, 28 novembre, 12 et 18 décembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

## INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à M. Jean-Claude Danglot, nouveau sénateur du Pas-de-calais** - (9 janvier 2007) (p. 4).

- **Rappel au règlement** - (3 octobre 2007) (p. 3568) : réponse à Mmes Michèle André et Nicole Borvo Cohen-Seat sur leurs rappels au règlement.

**GAUTIER (Charles)**  
*sénateur (Loire-Atlantique)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Un recrutement diversifié, une formation ambitieuse. Les impératifs d'une justice de qualité [n° 383 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Justice.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 22, 24) : conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance. Partage des compétences. Dénonciation d'une loi d'affichage. - **Article 2** (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale*) (p. 47) : soutient l'amendement n° 140 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 2 bis A** (art. L. 2212-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes*) (p. 48) : soutient l'amendement n° 141 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 40-2 du code de procédure pénale - *Information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés*) (p. 54) : soutient l'amendement n° 143 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 459) : rôle de l'assurance de protection juridique. Le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1520, 1521) : réforme attendue. Impact financier pour les départements. Mandat de protection future. Réserve sa position sur ce texte. - **Article 4** (art. 394 à 413 du code civil - *Organisation et fonctionnement de la tutelle des mineurs*) (p. 1534) : soutient l'amendement n° 262 de M. Jean-Pierre Michel (coordination) ; adopté. (p. 1535) : soutient l'amendement n° 263 de M. Jean-Pierre Michel (responsabilité

de l'Etat en cas de faute commise par le procureur de la République) ; rejeté. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1548, 1549) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 264 (possibilité d'engager la responsabilité du curateur dans les mêmes conditions que les autres organes de la mesure de protection judiciaire) ; rejeté ; et n° 266 (faculté pour les personnes sous curatelle de disposer de leurs meubles et de leur logement) ; retiré. (p. 1552, 1554) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 267 (clarification) ; adopté ; n° 268 (motivation des décisions judiciaires de mesure de protection) ; et n° 269 (possibilité pour le médecin de l'équipe pluridisciplinaire de la maison départementale des personnes handicapées de rédiger le certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de protection) ; rejetés. (p. 1559) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (possibilité pour le majeur d'être accompagné par un avocat ou par toute autre personne de son choix, avec l'accord du juge). (p. 1560) : soutient l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la restriction permettant au juge d'écartier l'audition du majeur vulnérable s'il est hors d'état d'exprimer sa volonté) ; adopté. (p. 1561, 1566) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 271 (désignation d'un membre de la famille ou d'un proche lorsque le juge ne peut pas procéder à l'audition de la personne faisant l'objet d'une demande de protection) ; n° 273 (coordination) ; n° 275 (conditions de renouvellement de la tutelle et de la curatelle) ; adoptés ; et n° 274 (obligation pour toute personne demandant l'ouverture d'une curatelle ou d'une tutelle de prendre des actes conservatoires) ; rejeté. (p. 1564, 1565) : soutient l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Michel (obligation pour toute personne demandant l'ouverture d'une curatelle ou d'une tutelle de prendre des actes conservatoires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1591) : soutient l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Michel (création d'un dispositif d'aide et de conseil aux curateurs et tuteurs désignés au sein des familles) ; rejeté. (p. 1592) : soutient l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Michel (clarification du régime de responsabilité du mandataire judiciaire) ; adopté. (p. 1595) : soutient l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Michel (autorisation du divorce par consentement mutuel d'un majeur sous tutelle) ; rejeté. (p. 1603) : soutient l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Michel (conclusion du mandat de protection future par acte authentique exclusivement) ; devenu sans objet. (p. 1606) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 281 (publicité des mandats de protection future) ; rejeté ; et n° 283 (suppression de la possibilité de substitution d'un tiers au mandataire pour la gestion du patrimoine du mandant) ; retiré. (p. 1609) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 282 (coordination) ; devenu sans objet ; et n° 284 (alignement des pouvoirs du mandataire résultant d'un mandat établi sous seing privé sur ceux résultant d'un mandat notarié) ; rejeté. (p. 1613) : soutient l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Michel (rédaction) ; devenu sans objet. (p. 1614) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 286 (rédaction) ; et n° 287 (mission du mandataire judiciaire dans le cadre de la mesure d'accompagnement judiciaire) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1615) : soutient l'amendement n° 298 de M. Jean-Pierre Michel (obligation pour les établissements bancaires de fournir gratuitement aux services de tutelle ou de curatelle les prestations informatiques leur permettant d'exercer leurs obligations) ; rejeté. - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - *Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle*) (p. 1618) : soutient l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Michel (obligation faite au tuteur de gérer le patrimoine du majeur protégé dans le seul intérêt de ce dernier) ; adopté. (p. 1619, 1621) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 289 (non-application de l'immunité familiale lorsque le curateur ou le tuteur appartient à la famille de la personne protégée) ; n° 290 (critères de choix du tiers engagé par le tuteur afin de gérer les valeurs mobilières du tuteur) ; n° 291 (responsabilité du tuteur y compris en cas d'autorisation du conseil de famille ou du juge) ; et n° 295 (caractère obligatoire du contrôle par l'Etat des comptes remis annuellement par les tuteurs au juge) ; rejetés. (p. 1622) : soutient l'amendement n° 294 de M. Jean-Pierre Michel (limitation de la dispense d'établissement de compte de

gestion par le tuteur au cas où ce dernier est l'un des parents du majeur protégé); rejeté. (p. 1623): soutient l'amendement n° 293 de M. Jean-Pierre Michel (conditions de délai de la prescription quinquennale contre les actions résultant d'une tutelle); rejeté. - **Article 8** (*titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1629): soutient l'amendement n° 306 de M. Jean-Pierre Michel (limitation de la mesure d'accompagnement social personnalisé à la gestion des prestations sociales); devenu sans objet. (p. 1640): soutient l'amendement n° 299 de M. Jean-Pierre Michel (suppression de la contribution pouvant être exigée du demandeur d'une mesure d'accompagnement social personnalisé); rejeté. - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1645): soutient l'amendement n° 301 de M. Jean-Pierre Michel (caractère national de la liste des mandataires judiciaires agréés); rejeté. (p. 1646): favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 152 (établissement d'une liste des mandataires judiciaires interdits d'exercice). Soutient l'amendement n° 300 de M. Jean-Pierre Michel (fixation par décret des conditions d'exercice de la profession de mandataire judiciaire); rejeté. (p. 1655): soutient l'amendement n° 305 de M. Jean-Pierre Michel (dérogation au principe de la participation au financement de la mesure de protection juridique pour les personnes protégées handicapées); rejeté. - **Article 12** (*art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1660): sur l'amendement rédactionnel n° 79 de la commission, soutient le sous-amendement n° 302 de M. Jean-Pierre Michel; adopté. - **Article 14** (*chapitre II du titre VI du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1664): sur l'amendement n° 85 de la commission (régime des sanctions administratives en cas d'ineffectivité de l'indépendance du préposé d'un établissement social ou médico-social désigné comme mandataire judiciaire), soutient le sous-amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Michel; adopté. - **Article 16 ter** (*titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel*) (p. 1668): soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Pierre Michel (soutien aux tuteurs familiaux dans l'accomplissement de leur mission); devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1676): défavorable à l'amendement n° 272 du Gouvernement (amélioration de la gestion du registre du commerce et des sociétés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1681): dénonciation ou recours à l'urgence sur un tel texte. Défaut de clarification. Question du financement. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance** - *Commission mixte paritaire* [n° 252 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1776, 1777): le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** - *Commission mixte paritaire* [n° 253 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1831): le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats** - *Commission mixte paritaire* [n° 248 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1856, 1857): commission d'enquête

parlementaire. Mesures insuffisantes. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale** - *Commission mixte paritaire* [n° 249 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1864, 1865): garde à vue. Enregistrement des personnes mises en examen. Excès du recours à la détention provisoire. Création des pôles de l'instruction. Collégialité. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Article 1er** (*art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2115): article trompeur et inutile. - **Article 2** (*art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2125, 2126): dangerosité des peines planchers en matière de délits. Surpopulation carcérale.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté** [n° 371 (2006-2007)] - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3025): observatoire international des prisons. Etat actuel du contrôle des lieux de privation de liberté. Rôle, pouvoirs et moyens d'action du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Rapport Canivet. Exemple britannique du système de contrôle pénitentiaire. Rôle d'une commission parlementaire et modes de désignation du contrôleur général. - **Article 1er** (*Statut et compétence*) (p. 3037): son amendement n° 60: précision du champ des compétences du contrôleur général; rejeté. - **Article 2** (*Nomination et incompatibilités*) (p. 3042): son amendement n° 61: nomination du contrôleur général par décret du Président de la République après avis des commissions compétentes du Parlement à la majorité des trois cinquièmes de leurs membres; devenu sans objet. - **Article 3** (*Équipe de contrôleurs*) (p. 3047): moyens mis à disposition du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Son amendement n° 62: détermination du nombre, du statut et des conditions de nomination des contrôleurs assistant le contrôleur général par décret en Conseil d'Etat; rejeté. - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3068): son amendement n° 68: étendue de l'information du contrôleur général; rejeté. (p. 3076): son amendement n° 71: délégation des pouvoirs de visite et d'information aux contrôleurs assistant le contrôleur général; adopté. - **Article 7** (*Suite donnée aux inspections*) (p. 3077): publication des observations adressées aux ministres par le contrôleur général. (p. 3079): son amendement n° 74: obligation, pour le ministre intéressé, de répondre aux observations du contrôleur général; retiré. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3083): son amendement n° 75: libre publication par le contrôleur général de ses recommandations, injonctions ou propositions; rejeté. (p. 3084): son amendement n° 77: suppression partielle; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3090): le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

#### Sécurité

- (5 décembre 2007): son intervention (p. 6090, 6091). Le groupe socialiste est fermement opposé aux choix politiques et budgétaires du Gouvernement.

**GAUTIER (Gisèle)**  
sénateur (Loire-Atlantique)  
UC-UDF, puis UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : Rapport d'activité 2006-2007 et compte rendu des travaux sur le thème "Quelle place pour les femmes dans les médias ?" [n° 375 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Culture - Famille - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 266 (2006-2007)] autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche [n° 397 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Sa question (p. 471, 473).

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Article 1er (Renforcement de la péréquation)** (p. 4231) : s'abstient sur cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) - **Article 54 (Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption)** (p. 5714, 5716) : son amendement n° II-85 : maintien du dispositif d'aide financière aux entreprises de moins de cinquante salariés pour le remplacement de leurs salariés partis en congé de maternité ou d'adoption ; adopté.

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : son intervention (p. 5728, 5730).

**GAUTIER (Jacques)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
UMP

Devenu sénateur le 25 juin 2007 (remplace M. Roger Karoutchi, nommé membre du Gouvernement).

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 26 juin 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2941) : soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Houel (réduction d'ISF pour les investissements dans les entreprises individuelles) ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4138) : soutient les amendements de M. Laurent Béteille n° 27 (amélioration de l'information préalable des consommateurs en matière de vente par Internet) ; et n° 28 (non-opposabilité à d'autres consommateurs d'une clause déclarée abusive ou illicite dans le cadre d'une action individuelle) ; retirés. (p. 4139, 4142) : soutient les amendements de M. Laurent Béteille n° 30 (mise en application d'office des dispositions du code de la consommation dans les litiges opposant un consommateur et un professionnel) ; n° 29 (encouragement de l'exécution spontanée des décisions de justice par les professionnels condamnés) ; et n° 32 (renforcement de l'action des associations de consommateurs) ;

**GÉLARD (Patrice)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
UMP

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

retirés ; ainsi que n° 31 (simplification de la procédure de surendettement) ; adopté.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4351, 4353) : augmentation du nombre d'accidents. Lacunes de la loi du 6 janvier 1999. Responsabilisation des propriétaires. Renforcement des pouvoirs du maire. Interdiction de posséder des chiens d'attaque nés après janvier 2000. Campagne d'information sur les dangers liés à la détention d'un chien. Avis favorable du groupe UMP. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4370) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Isabelle Debré (pour les chiens de première catégorie, évaluation comportementale préalable à la décision du maire de recevoir la déclaration de l'animal ou de le placer dans un lieu de dépôt puis de l'euthanasier) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5200) : soutient l'amendement n° I-30 de M. Gérard César (institution d'un régime fiscal spécifique tendant à favoriser le portage du foncier par des investisseurs extérieurs) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5256) : soutient l'amendement n° I-230 de M. Michel Houel (reconduction du crédit d'impôt au profit des entreprises éligibles à ce dispositif dans la limite de trois exercices) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 5298, 5299) : soutient l'amendement n° I-29 de M. Gérard César (rattachement au régime simplifié agricole de TVA, des produits des activités de production d'électricité photovoltaïque ou éolienne réalisées par un exploitant agricole sur son exploitation) ; adopté ; et l'amendement n° I-232 de M. Eric Doligé (modification des seuils et des taux de la TACA) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 5324, 5325) : soutient l'amendement n° I-31 de M. Gérard César (extension aux associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu, du mécanisme d'abattement pour durée de détention de titres réservé aux seuls associés de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6789) : soutient l'amendement n° 47 de M. Michel Houel (mesures tendant à favoriser la création et le développement d'entreprises sous une forme individuelle) ; retiré. - **Article 18** (*Avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels*) (p. 6807) : soutient l'amendement n° 48 de M. Michel Houel (exonération de taxe professionnelle des artisans d'art participant à la restauration ou la conservation d'objets mobiliers classés au titre des monuments historiques) ; retiré.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 156 (2006-2007)] tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 214 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 221 (2006-2007)] relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 236 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'expérience des parlements nationaux au sein de l'Union européenne : une source d'inspiration pour la modernisation du Sénat. Les exemples luxembourgeois, belge, portugais, grec, tchèque, autrichien et slovaque [n° 418 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1129, 1132) : intervient sur les amendements de M. Pierre Fauchon n° 51 (entrée dans la magistrature conditionnée par l'exercice pendant au moins dix ans d'une activité professionnelle) et n° 50 (soumission de la candidature au concours de l'École nationale de la magistrature à l'obtention d'un diplôme sanctionnant au moins quatre années d'études juridiques)

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1205, 1207) : historique. Réforme proposée. Question de l'accès au Conseil constitutionnel d'un président destitué. Favorable à ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1439, 1440) : texte bienvenu. Anomalies dans le fonctionnement de l'Assemblée de Corse. Economie du texte. Au nom de la commission des lois, demande de voter en faveur de la proposition de loi. - **Article 2** (art. L. 4422-18 et L. 4422-20 du code général des collectivités territoriales - Dispositions adaptant le fonctionnement de l'Assemblée de Corse et du conseil exécutif de Corse) (p. 1444) : nouvel intitulé du texte proposé par la commission des lois : proposition de loi tendant à modifier le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 8** (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - Accompagnement social et budgétaire personnalisé) (p. 1641) : sur l'amendement n° 66 de la commission (saisine du procureur de la République par le président du conseil général en cas d'inefficacité d'une mesure d'accompagnement social personnalisé), soutient le sous-amendement n° 314 de M. Louis de Broissia ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 23) : le groupe UMP votera dans sa très grande majorité le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Commission mixte paritaire [n° 248 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1861) : doute sur la constitutionnalité du texte. Le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 février 2007) : au nom de M. Hubert Haenel (p. 1862).

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1971, 1972) : équilibre entre transparence et secret. Souci d'exigence démocratique. Valorisation de la politique du renseignement. Soutien au souhait des rapporteurs de préciser les missions de la délégation et ses pouvoirs d'information. Problème de l'articulation de la délégation avec la commission de vérification des fonds spéciaux. Le groupe UMP votera ce texte tel qu'amendé par les deux commissions.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la

*composition et des compétences du conseil d'administration* (p. 2261) : intervient sur les amendements de la commission n° 45 (possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration) et n° 46 (présence de trois représentants du monde économique et social, dont deux chefs d'entreprise, au sein du conseil d'administration).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - vice-président de la commission des lois - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3082) : octroi d'un pouvoir d'injonction au contrôleur général.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 3** (*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3359) : rappel que la ratification d'une ordonnance ne doit pas donner lieu à la remise en cause du système de droit social. (p. 3371) : intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (introduction d'un renvoi aux dispositions du code général des collectivités territoriales).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (*art. L. 211-2-1 du code de l'entrée*

*et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3575) : pour des raisons de cohérence juridique, souhaite l'adoption de l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an), bien que n'en étant pas un défenseur convaincu, plutôt que l'adoption de l'article 4 dans sa rédaction initiale. - **Rappel au règlement** (p. 3588) : débat surréaliste. Nouvelle discussion générale empiétant sur le débat à venir sur chaque amendement déposé à l'article 5 bis du projet de loi sur l'immigration.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 octobre 2007) : au nom de MM. André Lardeux et Jean-Louis Masson (p. 3826).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6985) : le groupe UMP votera ce projet de loi de finances rectificative pour 2007.

**GÉRARD (Alain)**  
*sénateur (Finistère)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 93 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 5972).

**GERBAUD (François)**  
*sénateur (Indre)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; nouvelle nomination le 9 octobre 2007.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Plates-formes aéroportuaires.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (19 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2495) : soutient les amendements de M. Hubert Haenel n° 47 (communication par l'entreprise de transport à l'autorité organisatrice d'un bilan annuel détaillé de l'exécution du plan de transport adapté et du plan d'information des usagers) ; adopté après modification demandée par la commission ; n° 48 (indemnisation de l'autorité organisatrice en cas de défaut d'exécution dans la mise en œuvre du plan de transport adapté ou du plan d'information des usagers) ; et n° 49 (exonération de l'autorité organisatrice du paiement du coût du service non effectué) ; retirés.

**GILLOT (Jacques)**  
*sénateur (Guadeloupe)*  
SOC-A

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2423, 2424) : difficultés d'une définition des priorités de desserte pour les transports scolaires dans les zones rurales des départements d'outre-mer. (p. 2430) : intervient sur l'amendement n° 65 de M. Yves Krattinger (exclusion du champ d'application de la loi des transports scolaires organisés dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants et dans les départements d'outre-mer).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3684) : pollution des sols en Guadeloupe. Traitement des déchets. Rapport du professeur Dominique Belpomme. Chlorécone.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres** [n° 41 (2007-2008)] - (6 novembre 2007) - **Article unique** (p. 4297) : votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5909, 5910). Votera contre les crédits de cette mission.

**GINÉSY (Charles)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

---

**GIRARDIN (Brigitte)**  
*ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie (jusqu'au 15 mai 2007)*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 221 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1754, 1755) : historique de la commission. Consécration législative de l'institution et de son rôle. Visée d'accréditation auprès des Nations unies au regard des "principes de Paris". Précision de sa composition et des conditions d'organisation et de fonctionnement par un décret en Conseil d'Etat.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 150 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1759, 1760) : ratification du traité signé à Prüm le 27 mai 2005. Aspects novateurs du texte. Renforcement de la coopération policière contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et l'immigration clandestine. Procédures de consultation mutuelle automatisée de banques de données. Avis favorable du Conseil d'Etat et de la CNIL. Demande l'autorisation de ratifier le traité de Prüm.

---

**GIRAUD (Adrien)**  
*sénateur (Mayotte) UC-UDF*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3508, 3509) : problème crucial de l'immigration pour Mayotte. Mérites du texte : souci de favoriser le développement des pays d'origine des immigrants ; adaptation de la future loi aux spécificités des collectivités de l'outre-mer. Salue le travail de la gendarmerie nationale et de la police sur le terrain à Mayotte, en dépit des moyens insuffisants. Mise en œuvre urgente de contrats de développement d'Etat à Etat. Signes positifs en provenance de certaines autorités comoriennes. Mise au point sur le respect impératif des options politiques et de la détermination historique des Mahorais en faveur de la France.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5902, 5904). Votera les crédits de la mission "Outre-mer".

**GIRAUD (Francis)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 90 (2006-2007)] relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 431, 432) : gestion des crises sanitaires. Objectifs du texte : création d'un

corps de réserve sanitaire et d'un établissement public dédié. Financement du fonds Biotox. Propose l'adoption de cette proposition de loi. - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 444, 445) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de Mme Valérie Létard. - **Article 2** (art. L. 3132-1 à L. 3132-3, L. 3133-1 à L. 3133-7, L. 3134-1 à L. 3134-3 et L. 3135-1 à L. 3135-5 nouveaux du code de la santé publique - *Création d'un corps de réserve sanitaire*) (p. 448, 449) : position de la commission sur les amendements n° 2, n° 3 de M. Claude Domeizel et n° 10 du Gouvernement. - **Article 3** (art. L. 3131-8, L. 3131-8-1 nouveau, L. 3131-10 et L. 3136-1 nouveau du code de la santé publique - *Modalités de réquisition des professionnels de santé*) : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. - **Article 4** (art. L. 3811-9 et L. 3821-1 nouveaux, L. 3841-1, L. 4113-1, L. 4122-2, L. 4131-2, L. 4141-4, L. 4151-6, L. 4221-15, L. 4221-16, L. 4233-4, L. 4241-11, L. 4311-12, L. 4311-15, L. 4321-7, L. 4321-10, L. 4321-16, L. 4322-2, L. 4322-9, L. 4352-1 et L. 5124-6 du code de la santé publique - *Règles applicables aux professionnels de santé membres de la réserve sanitaire*) (p. 451) : position sur l'amendement n° 12 du Gouvernement. - **Article 8** (articles 32 et 53 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat - *Statut des fonctionnaires de l'Etat accomplissant une période de réserve sanitaire*) (p. 453) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Claude Domeizel. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 454) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Claude Domeizel. - **Article 13** (*Gage*) (p. 455) : position de la commission sur l'amendement n° 13 du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 5111-1 du code de la santé publique - *Actualisation de la définition du médicament et principe de l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits dits "frontières"*) (p. 526) : ne votera pas cet article. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Usage du titre de psychothérapeute*) (p. 569, 570) : votera l'amendement n° 3 de la commission (suppression).

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur - Deuxième lecture [n° 263 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1899, 1900) : objet des amendements adoptés. La commission des affaires sociales recommande l'adoption de la présente proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2204, 2205) : relations entre le monde de la santé et l'université. Conventions hospitalo-universitaires. Affectation des postes. Recherche médicale. Votera ce projet de loi, amendé par la commission.

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)]** - (12 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6515, 6516) : loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Organisation en 2004 d'une formation spécifique d'interne en médecine générale. Problèmes posés. Se réjouit de la création des personnels enseignants de médecine générale par le présent texte.

**GIROD (Paul)**  
sénateur (Aisne)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 11 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité ; nouvelle nomination le 12 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Mieux identifier l'Etat propriétaire [n° 37 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Engagements financiers de l'État - compte spécial gestion du patrimoine immobilier de l'État - compte spécial participations financières de l'État [n° 91 tome 3 annexe 12 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 441, 442) : votera cette proposition de loi. Segmentation des réserves militaires, sanitaires, communales et de sécurité civile.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1194, 1195) : historique. Peines substitutives pour les crimes graves. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2583) : problème des heures supplémentaires.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3092) : le groupe UMP votera en faveur de ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3126, 3128) : apports du Sénat. Réduction d'ISF pour les investissements dans les PME et les dons au profit d'organismes d'intérêt général. Catégories d'investissement. Dispositif d'autoliquidation du bouclier fiscal. Propose l'adoption de ce texte. - **Article 4 bis A** (p. 3148) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 1 et n° 4. - **Article 5** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 6** (p. 3149) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 5, n° 3 et n° 6.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité) (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial)** (p. 3586) : favorable à une possibilité d'appel ouverte aux immigrés en situation difficile du fait de l'inexistence de l'état civil. Votera l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5279, 5281) : reprend l'amendement retiré par la commission n° I-14 : possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5321) : intervient sur l'amendement n° I-54 de M. Gérard Miquel (exonération de TIPP pour les huiles végétales pures utilisées comme biocarburants). - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5333, 5337) : sur l'amendement n° I-257 de la commission (prorogation du remboursement partiel de la TIPP et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, TICGN, dont bénéficient les exploitants agricoles et révision du barème de l'exonération fiscale dont bénéficient les différentes filières de biocarburants), ses sous-amendements n° I-266 et I-267 : harmonisation des pourcentages de réduction de la défiscalisation entre le biogazole et le bioéthanol ; retirés.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5498, 5500). La commission des finances recommande l'adoption du plafond de variation de la dette pour 2008.

*Deuxième partie :*

**Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5854, 5855) : la commission des

finances recommande au Sénat d'adopter les crédits inscrits à la mission "Engagements financiers de l'Etat" et aux comptes spéciaux "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" et "Participations financières de l'Etat". - **Article 35 et Etat D (Crédit des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 5861) : son amendement n° II-32 : création d'un nouveau programme intitulé "Travaux" au sein du compte spécial "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat" ; retiré.

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5984, 5986).

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6116).

**Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6143, 6144). Avec le groupe UMP, votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 20 ter (Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI)** (p. 6837) : votera l'amendement n° 194 de la commission (maintien de la réduction d'impôt pour investissement dans toutes les PME et modification du quota d'investissement fixé par les députés pour le nouveau régime intermédiaire en le faisant passer de 25.000 euros à 15.000 euros).

**GODEFROY (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Manche)*  
*SOC*

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine le 18 juillet 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 364 (2005-2006)] visant à organiser le recours aux stages [n° 215 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Entreprises - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux** [n° 158 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Article 1er** (p. 420) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble des articles de cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 528) : favorable à l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger (suppression du monopole pharmaceutique pour la vente des autotests de grossesse).

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale**

(p. 670, 672) : dispositions portant sur la cohésion sociale. Bouclier social pour les travailleurs indépendants. Aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens travailleurs migrants. Crédit d'impôt pour les services à la personne. Prestations sociales pour les ressortissants de l'Union européenne à la recherche d'un emploi. Le groupe socialiste réserve son vote. - **Rappel au règlement** (p. 680) : son opposition à la demande de réserve des amendements formulée par la commission. Altération du débat sur le droit opposable au logement.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages** [n° 364 (2006-2007)] - (13 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1446, 1448) : revendication du collectif Génération précaire. Détournement des stages de leur vocation pédagogique. Loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances. Charte des stages étudiants en entreprises. Économie de la proposition de loi. Rémunération des stagiaires. Durée maximale des stages. Définition et répression de l'abus de stage. Regrette l'avis défavorable de la majorité de la commission des affaires sociales. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1460) : remerciements aux participants au débat. Regrette l'absence de réponse quant au comité de suivi et au montant de la gratification accordée aux stagiaires.

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2421, 2422) : interpelle le ministre du travail sur l'extension du service minimum à d'autres services publics.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 2** (*Accord de prévention des conflits*) (p. 2436) : partage les remarques de M. Michel Billout sur l'amendement n° 1 de la commission (précision selon laquelle la négociation préalable au dépôt d'un préavis de grève se déroule entre l'employeur et les seuls syndicats qui envisagent le dépôt du préavis). (p. 2439) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour les entreprises de transport public disposant déjà d'un accord de prévention des conflits de signer un nouvel accord conforme aux dispositions du projet de loi avant le 1er janvier 2009). - **Article 3** (*Interdiction des "préavis glissants"*) (p. 2443, 2445) : défiance à l'égard des organisations syndicales et volonté de réduire leur marge d'action. Intervient sur les amendements identiques n° 28 de M. Yves Krattinger et n° 77 de M. Michel Billout (suppression). - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2465, 2466) : déclaration préalable d'intention. Mesure provocatrice. Opposition des syndicats. Réserves des directions d'entreprise. Risque de perversion des relations sociales.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (*Consultation des salariés sur la poursuite de la grève*) (p. 2485, 2486) : soutient l'amendement n° 33 de M. Yves Krattinger (suppression) ; rejeté. (p. 2488) : soutient l'amendement n° 37 de M. Yves Krattinger (restriction du champ d'application de l'article aux salariés qui auront été consultés sur leur intention de participer à la grève) ; devenu sans objet. - **Rappel au règlement** (p. 2498, 2499) : conteste la régularité de la procédure employée par la commission spéciale saisie de l'examen du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs puisque seuls quelques uns de ses membres appartenant à la majorité sénatoriale ont pu procéder à une délégation de pouvoir pour l'examen d'un nouvel amendement déposé par son rapporteur. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2500, 2501) : article inutile et provocateur. (p. 2506, 2507) : gravité des conséquences qu'entraînerait l'adoption de l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2521, 2522) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)** [n° 293 (2006-2007)] - (26 septembre 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3345, 3347) : sa motion n° 25 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Caractère expéditif de la procédure. Dépôt de plusieurs recours auprès du Conseil

d'Etat. Réécriture du texte sous prétexte de recodification. - **Article 3** (*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3355) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de la commission (reclassement des dispositions relatives au dialogue social en tête du nouveau code). (p. 3356) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 65 de Mme Annie David (suppression du 3° de l'article L.1111-3 du code du travail énumérant les cas d'exclusion du calcul des effectifs de l'entreprise). (p. 3357) : le groupe socialiste votera contre les amendements n° 5 et 6 (dispositions relatives au congé maternité) et n° 7 de la commission (conséquence). Congé de maternité en cas d'enfant né prématurément. (p. 3361) : intervient sur l'amendement n° 32 de M. Alain Milon (suspension du contrat de travail pendant le congé d'adoption). Le groupe socialiste vote pour l'amendement n° 74 du Gouvernement (contenu du rapport annuel de l'entreprise). (p. 3370) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 36 de M. Alain Milon (suppression de la référence au congé d'éducation des enfants). (p. 3380) : le groupe socialiste votera pour l'amendement n° 73 du Gouvernement (retour aux dispositions d'origine concernant les journalistes). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3383) : sur l'amendement n° 81 de la commission (autorisation d'absence pour les salariés membres d'un conseil de prud'hommes), son sous-amendement n° 82 (rectification d'une erreur technique) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Article 1er** (*art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - L'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3898) : son amendement n° 37 : prise en charge des frais occasionnés par l'assistance d'experts ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 43 de Mme Esther Sittler (suppression de la présomption de salariat pesant sur les artistes établis dans un autre Etat membre de la communauté européenne). - **Article 8** (*Date d'entrée en vigueur des articles 6 et 7*) : Favorable au retrait de l'amendement n° 36 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3917) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2007) (p. 4511) : modalités d'application de l'article 40 de la Constitution. Nouvel équilibre à trouver entre le droit d'amendement des parlementaires et l'orthodoxie financière.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4598, 4601) : nombreux cas de sous-démographie médicale dans sa région de Basse-Normandie. Surmédicalisation du 5ème arrondissement de Paris comparé à Cherbourg. Inefficacité des mesures d'incitation financière assumées par l'assurance maladie et les collectivités territoriales. Délégation aux négociations conventionnelles des questions de démographie médicale et de permanence des soins. Méconnaissance par le Gouvernement de la responsabilité de l'Etat. Approbation des propositions de M. Jean-Marc Juillard. Partisan de mesures de régulation territoriale de l'installation. Propositions du groupe socialiste s'agissant de l'information initiale des étudiants en médecine, du rôle du médecin généraliste et du paiement à l'acte. Insiste sur l'urgence de l'action.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4606) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Juge inacceptable la situation née de la modification de l'application de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] (suite)**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et*

*salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4632, 4633) : ses remarques après l'intervention du rapporteur général sur l'amendement n° 224 de M. François Marc (prise en compte de la valeur réelle des actions dans l'assiette de la contribution patronale). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4653, 4656) : son amendement n° 122 : création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les éléments sucrés et salés dont la liste est établie par décret après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments ; devenu sans objet. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de la commission (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les boissons sucrées) s'il est maintenu.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 28** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires*) (p. 4731) : intervient sur l'amendement n° 448 du Gouvernement (dispositif d'information des patients sur les dépassements d'honoraires). - **Article 29** (*art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4746) : son amendement n° 160 : mise en place d'une banque de données administratives et scientifiques sur les médicaments ; retiré au profit de l'amendement identique n° 21 de la commission. (p. 4751) : intervient sur l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4780) : son amendement n° 149 : association de l'UNOCAM aux expérimentations ; retiré. (p. 4784) : le groupe UMP votera l'amendement n° 98 de M. Jean Bizet (avis du Conseil national de l'ordre des médecins). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4794, 4795) : intervient sur l'amendement n° 127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (cas de dispense des épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France). - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4818, 4819) : mesures amputant le débat sur le financement de la santé annoncé par le Président de la République. Caractère inégalitaire du système des franchises. (p. 4825) : le groupe socialiste est favorable aux amendements de suppression n° 152 de M. Bernard Cazeau et n° 334 de M. Guy Fischer. (p. 4829) : ses amendements n° 153 : exonération de franchise des médicaments dont le prix est inférieur à un prix minimal dont le seuil est fixé par décret ; retiré ; et n° 154 : exonération de franchise pour les vaccins ; rejeté. (p. 4838) : son amendement n° 443 : exonération des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4908) : son amendement n° 166 : participation de l'Union nationale des organismes d'assurance complémentaire, UNOCAM, aux travaux de l'Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée ; adopté. - **Article 47** (*art. L. 3411-4 nouveau du code de la santé publique - Dépistage et vaccination gratuits des hépatites virales en centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie*) (p. 4933, 4934) : ses amendements déclarés irrecevables. - **Article additionnel après l'article 53** (p. 4945) : soutient l'amendement n° 223 de M. Claude Domeizel (prolongation de deux ans du délai de validation de service pour les fonctionnaires) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 54** (p. 4947, 4948) : le groupe socialiste votera les amendements n° 367 de Mme Annie David (création d'un volet spécialement destiné à la santé au travail dans le dossier médical personnel), n° 368 et 369 de M. Guy Fischer

(cohérence). - **Article 54** (art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale - Plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs) (p. 4951) : immobilisme gouvernemental face à la question des accidents du travail et des maladies professionnelles. (p. 4952) : son amendement n° 100 : suppression ; rejeté. - **Article 55** (art. 53 de la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002 - Clarification du régime des rentes de certains ayants droit de victimes d'accidents du travail) (p. 4953, 4954) : souhaite une égalité de traitement quelle que soit la date du décès. - **Article additionnel après l'article 55 ou après l'article 57** (p. 4954) : son amendement n° 103 : alignement des règles du contentieux des victimes du régime agricole sur celles applicables aux victimes du régime général ; adopté. - **Article 56** (Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 4954, 4955) : caractère irrecevable des amendements du groupe socialiste. Souhait d'un débat sur la question de l'amiante. - **Article 57** (art. L. 176-1 du code de la sécurité sociale - Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 4957, 4958) : son amendement n° 108 : augmentation du reversement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au profit de la branche maladie de 410 à 750 millions d'euros ; rejeté. - **Article 66** (Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail) (p. 4970, 4971) : caractère inadmissible de l'article. (p. 4973) : défavorable à l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4985) : victimes de l'amiante.

- **Commission mixte paritaire [n° 87 (2007-2008)]** - (23 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5137, 5138) : texte déséquilibré. Suppression des taxes sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac et sur les boissons sucrées. Taxation inopérante des stock-options. Article 66 relatif aux indemnités journalières. IVG médicamenteuse. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 8 et annexe B** (p. 5166) : intervient sur l'ensemble des amendements déposés par le Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Travail et emploi

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5694, 5697). Votera les crédits de cette mission. - **Article 56** (Prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés

et restaurants) (p. 5718, 5719) : son amendement n° II-81 : suppression ; rejeté. - **Article 57** (Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER) (p. 5720, 5721) : son amendement n° II-82 : suppression ; rejeté. - **Article 59** (Contribution du Fonds unique de péréquation, FUP, au financement de l'allocation de fin de formation) (p. 5724, 5725) : son amendement n° II-84 : suppression ; rejeté.

### Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5746) : son amendement n° II-78 : augmentation de la participation de l'Etat au financement du FIVA ; rejeté.

### Défense

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5949, 5950).

### Santé

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6257, 6258).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 22 bis** (Exonération de la TVA pour les professionnels exerçant l'ostéopathie à titre exclusif) (p. 6899, 6901) : son amendement n° 92 : précision du champ d'application de l'article ; rejeté. - **Article 38** (Versement de la compensation des pertes de taxe professionnelle des EPCI à taxe professionnelle unique aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6967) : importance de cet article pour le département de la Manche et l'établissement de la Hague. - **Article 41** (Régime de la pénalité que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche versent au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, FIPHPP) (p. 6970, 6974) : son amendement n° 91 : suppression ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7050, 7051). Votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (19 décembre 2007) (p. 7065) : modalités du vote et répartition des voix du groupe RDSE.

**GONTHIER-MAURIN (Brigitte)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
NI, puis CRC

Devenue sénateur le 29 juin 2007 (remplace M. Roland Muzeau, élu député).

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 11 juillet 2007.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 25 octobre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Enseignement scolaire [n° 92 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2231) : soutient l'amendement n° 173 de M. Ivan Renar (système de protection sociale et de bourses d'Etat) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2266) : soutient l'amendement n° 170 de M. Ivan Renar (association du conseil scientifique et du conseil des études et de la vie universitaire à la définition de la politique de l'établissement par l'émission d'avis préalables au côté du conseil d'administration) ; rejeté. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2273) : soutient l'amendement n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment**

**résumé**) (p. 2281) : soutient l'amendement n° 182 de M. Ivan Renar (nécessité d'associer étroitement un représentant des étudiants aux fonctions de direction de l'université) ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2305, 2306) : soutient l'amendement n° 171 de M. Ivan Renar (suppression du système de primes) ; rejeté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 2** (Accord de prévention des conflits) (p. 2437) : soutient l'amendement n° 74 de M. Michel Billout (validation des seuls accords majoritaires aboutis entre les organisations syndicales représentatives et la direction de l'entreprise durant le délai de négociation préalable) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (5 décembre 2007) (p. 6048) : incohérence dans l'organisation des travaux du Sénat. Regrette le refus de la commission des finances de rattacher au débat de ce matin sur les crédits relatifs à la mission "enseignement scolaire" le débat engagé en première partie de la loi de finances sur le contenu de l'application de l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6053, 6054). A titre personnel, ne votera pas les crédits de cette mission pour lesquels la commission des affaires culturelles a donné un avis favorable. Son intervention (p. 6058, 6060). Avis défavorable du groupe CRC sur les crédits de cette mission.

**GOUJON (Philippe)**  
*sénateur (Paris)*  
UMP

Élu député le 29 novembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles du 26 juin 2007 au 29 novembre 2007.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 26 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente jusqu'au 13 octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 19, 22) : bilan très positif de l'action gouvernementale. Caractère préventif de la certitude de la sanction. Réforme de l'ordonnance de 1945. Peines plancher. Implication de l'administration pénitentiaire. Rôle pivot du maire. Appel à la Ville de Paris. Implication des sociétés de sécurité privée.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Article additionnel après l'article 12 quinquies** (p. 117, 118) : son

amendement n° 36 : prévention des actes de hooliganisme ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article additionnel après l'article 46 quater** (p. 199, 200) : son amendement n° 37 : plafonnement à cent millions d'euros du

montant de la responsabilité civile des entreprises de sécurité aéroportuaire en cas de dommages causés par un attentat ou un acte de terrorisme ; retiré.

---

**GOULARD (François)**  
*ministre délégué à l'enseignement  
supérieur et à la recherche  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

(p. 1448, 1449) : proposition inopportune. Nécessité d'un bilan d'application de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et de la charte des stages étudiants en entreprises.

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages** [n° 364 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale**

---

**GOULET (Daniel)**  
*sénateur (Orne)  
UMP*

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Décédé le 25 février 2007.

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 25 février 2007.

---

**GOULET (Nathalie)**  
*sénateur (Orne)  
NI, puis RDSE*

*Proposition de loi* visant à favoriser la création de pharmacies en zones rurales et périurbaines [n° 321 (2006-2007)] (31 mai 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

Devenue sénateur le 26 février 2007 (remplace M. Daniel Goulet, décédé).

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 26 juin 2007.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2163) : caractère dissuasif du texte. Forte demande des Français. Problématique des moyens. Sous réserve de ces observations, la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi** [n° 436 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3310, 3311) : avec M. Joël Bourdin, soutiendra ce texte important. Réalisation emblématique du "Louvre Abou Dabi", pont entre les cultures. Hommage au cheikh sultan bin Mohammed al Qasimi de l'émirat de Charjah et à l'ambassadeur de France, M. Patrice Paoli. Nécessité de veiller au recrutement des attachés culturels français. Importance du projet Focus mené par Culturesfrance. Association indispensable des universités à la coopération culturelle. Rappelle le souhait émis par son mari, M. Daniel Goulet, décédé le 25 février 2007, de l'organisation d'une année du Qatar en France. Votera sans réserve ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3507, 3508) : défavorable au libellé du ministère et à sa référence à l'identité nationale. Problématique réelle de l'immigration irrégulière. Respect nécessaire de l'éthique et du droit. Préoccupations du Conseil de l'Europe sur le nombre de migrants en situation irrégulière vivant sur le territoire de l'Europe et en Russie. Nécessité d'une politique volontariste d'accueil des étudiants étrangers. Exemple des difficultés rencontrées par les étudiants venant des pays du Golfe. Souhaite exclure du débat la disposition sur les tests ADN.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3574) : redoute le tollé que provoquerait chez les Français expatriés le rejet de l'amendement n° 9 de la commission (suppression des dispositions de l'article imposant aux conjoints étrangers de Français souhaitant rejoindre leur conjoint en France, de passer un test et de suivre une formation linguistique et civique dans leur pays d'origine).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3631) : ne saisit pas l'intérêt du sous-amendement n° 69 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction") sur l'amendement n° 6 de la commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3677) : création d'une commission pour les générations futures.

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives** [n° 205 (2005-2006)] - (10 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3830) : création d'une nouvelle incrimination pénale. Applicabilité de ce texte. Souhait d'une consultation du Parlement sur toutes décisions liées aux embargos. Interrogation sur les mesures de protection des Français expatriés dans les territoires visés par les embargos. Votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4655) : favorable aux amendements n° 4 de la commission (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les boissons sucrées) et n° 122 de M. Jean-Pierre Godefroy (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les éléments sucrés et salés dont la liste est établie par décret après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale) (p. 4689, 4690) : interrogation sur la suppression des articles 15 et 16 de la loi relative au développement des territoires ruraux.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé) (p. 4748) : intervient sur les amendements de la commission n° 21 (mise au point d'une banque de données administratives et scientifiques sur les médicaments) et n° 22 (mise au point d'une banque de données administratives et scientifiques sur les dispositifs médicaux).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4775) : intervient sur l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). Exemple de son département de l'Orne.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile** [n° 432 (2006-2007)] - (21 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5045, 5046) : inapplicabilité des délais de prescription institués par la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique. Difficultés du respect du droit de la presse sur Internet. Sous ces réserves, le groupe du RDSE votera la proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Commission mixte paritaire** [n° 87 (2007-2008)] - (23 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169) : politique de prévention en matière de risques alimentaires. Maisons de la santé : exemple de celle du Méle-sur-Sarthe. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13** (Compensation des transferts de compétences aux régions) (p. 5430) : intervient sur l'amendement n° I-273 du Gouvernement (financement des transferts liés aux personnels techniciens, ouvriers ou de service). Sa région de Basse-Normandie.

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5675). Se félicite de la conservation de deux tribunaux de grande instance dans l'Orne.

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5773, 5774). - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 5791) : ses amendements n° II-95 : diminution des crédits de l'action "coordination de l'action diplomatique" et n° II-96 : suppression de la contribution française à l'UEO ; retirés.

**Provisions**

- (1er décembre 2007) (p. 5842) : s'abstient sur le vote des crédits de la mission "Provisions".

**Défense**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5938, 5939).

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6064, 6065).

## Santé

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6254, 6255).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (14 décembre 2007) - **Article 10 bis** (art. L. 312-8 du code de la consommation - Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable) (p. 6716) : intervient sur l'amendement n° 177 de M. Bernard Vera (modification du calcul du taux de l'usure). - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 6722) : favorable à l'amendement

n° 185 de M. Philippe Dominati (conditions de dénonciation des comptes collectifs). - **Article 12 bis** (art. L. 120-1 [nouveau], L. 121-1 à L. 121-3, L. 121-5 à L. 121-7, L. 121-15-2, L. 122-6, L. 122-11 à L. 122-15 [nouveaux], L. 141-1 et L. 141-2 du code de la consommation, et art. 19 et 20 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Pratiques commerciales déloyales) (p. 6731) : intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Jacques Hyst (nouvelle rédaction de l'article).

**GOURAULT (Jacqueline)**  
sénateur (Loir-et-Cher)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines (fonction publique et modernisation de l'Etat) [n° 96 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2336) : son amendement n° 112 : extension des dispositions de ce texte en matière d'autonomie au bénéfice de l'ensemble des établissements publics de l'enseignement supérieur ; retiré.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3233, 3235) : impact économique de la contrefaçon. Transposition de la directive du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle. Notion d'"échelle commerciale".

Formation des magistrats. Sensibilisation des consommateurs. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture [n° 422 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3289, 3290) : création très attendue d'un organe parlementaire dédié au renseignement. Singularité française de la culture du renseignement. Satisfaction d'une exigence démocratique et géopolitique. Intérêt d'une réorganisation des services de renseignement. Salue le travail du rapporteur de la commission des lois du Sénat. Garantie de l'équilibre entre l'exigence du secret et la nécessité d'informer le Parlement. Approbation du projet de loi par le groupe UC-UDF.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3596) : votera contre le sous-amendement n° 207 de M. Pierre Fauchon (lorsque l'authenticité de son acte d'état civil a fait l'objet d'un doute sérieux qui n'a pu être levé par la possession d'état, la recherche d'identification par ses empreintes génétiques peut être sollicitée par le demandeur de visa) déposé sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3935, 3936) : le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi. Apports du Parlement. Constat des actes de contrefaçon par des organismes de défense professionnelle. Suppression de la notion d'échelle commerciale. Semences de ferme. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3946) : intervient sur son amendement n° 4 : exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte ; retiré. (p. 3947) : s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3956) : le groupe de l'UC-UDF votera pour ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5382, 5383).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5490, 5491).

*Deuxième partie :*

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 5829, 5830). La commission des lois émet un avis favorable à l'adoption des crédits des programmes "Fonction publique" et

"Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat" et de la mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines".

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6113, 6114).

**GOURNAC (Alain)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et du ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes le 19 janvier 2007 ; fin de mission le 24 avril 2007.

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social** [n° 117 (2006-2007)] - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 296, 298) : état des lieux de la négociation collective. Partage des compétences entre le législateur et les partenaires sociaux. Recours à l'urgence. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2373, 2375) : attente de la majorité des Français. Conciliation du droit de grève et des libertés constitutionnelles. Prévention des conflits. Amélioration du dialogue social dans l'entreprise. Garantie d'un service réduit et prévisible en cas de grève. Information et respect des passagers. Soutien entier du groupe UMP à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 7 (Droit de l'utilisateur à l'information)** (p. 2490, 2491) : demande au président de séance de relayer, lors d'une prochaine réunion de la conférence des présidents, sa protestation contre les conditions de travail difficiles imposées aux sénateurs. Remercie le Gouvernement d'être intervenu auprès de la présidente de la SNCF afin de diligenter une enquête sur l'incident survenu sur le trafic ferroviaire entre la Bretagne et Paris. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2496) : partage l'avis de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Hubert Haenel (communication par l'entreprise de transport à l'autorité organisatrice d'un bilan annuel détaillé de l'exécution du plan de transport adapté et du plan d'information des usagers). - **Article 9 (Non-paiement des jours de grève)** (p. 2505) : s'abstient sur le sous-amendement n° 26 de M. Philippe Nogrix (possibilité

d'étaler dans le temps la retenue appliquée à la rémunération selon des modalités déterminées par accord d'entreprise) déposé sur l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2514) : le groupe UMP est favorable à la nouvelle rédaction de l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2519) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- *Commission mixte paritaire* [n° 431 (2006-2007)] - (2 août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3167, 3168) : disponibilité du ministre. Qualité des travaux de la commission spéciale. Pertinence des amendements de son rapporteur. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3460, 3462) : réformes engagées. Déséquilibre financier. Concertation. Le groupe UMP soutiendra le Gouvernement dans cette réforme.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (16 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4987) : les membres du groupe UMP voteront le présent texte.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile** [n° 432 (2006-2007)] - (21 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5045) : avancées significatives. Remerciements, au nom du groupe UMP, au président et au rapporteur de la commission des lois ainsi qu'aux rapporteurs de la mission d'information sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Le groupe UMP votera la proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** - *Commission mixte paritaire* [n° 87 (2007-2008)] - (23 novembre 2007) - en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5133, 5135) : souhait d'un examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale durant une semaine entière. Accord de la CMP sur les soixante-dix-huit articles restant en discussion. Apports du Sénat. Propose l'adoption de ce projet de loi. - **Article 8 et annexe B** (p. 5166) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 18 et annexe C** (p. 5167) : position de la commission sur les amendements n° 2 et n° 3 du Gouvernement. - **Article 19** : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 20** (p. 5168) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 28** : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement. - **Article 33** : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. - **Article 52 ter** : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5169) : adoption des modifications proposées par le Sénat. Importance des débats sur la démographie médicale et sur la mise en place des franchises médicales. Remerciements. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)** - *Deuxième lecture* [n° 129 (2007-2008)] - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7051, 7053). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7064, 7065) : le groupe UMP votera ce texte.

**GOUSSEAU (Adeline)**  
*sénateur (Yvelines)*  
UMP

Démissionnaire le 30 septembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (12 juillet 2007) - **Article 6** (*art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration*) (p. 2265) : soutient l'amendement n° 209 de Mme Lucette Michaux-Chevry (précision) ; retiré.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2457, 2459) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), soutient les sous-amendements n° 44 (précision) et n° 45 de M. Hubert Haenel (suppression de l'approbation du plan de transport par l'autorité organisatrice de transport) ; retirés. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2467) : sur l'amendement n° 8 de la commission (clarification), soutient le sous-amendement n° 46 de M. Hubert Haenel ; adopté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2801) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Bernadette Dupont (ouverture du dispositif de déduction forfaitaire de cotisations patronales aux particuliers employeurs de personnels à domicile) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2948) : soutient l'amendement n° 196 de M. François-Noël Buffet (réduction d'ISF aux associations d'utilité publique travaillant à l'insertion) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2953) : soutient l'amendement n° 191 de M. Laurent Béteille (guichet unique de prestation de soutien à la compétitivité pour les PME de la filière du cuir et de l'horlogerie-bijouterie) ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 3**

(*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3373) : soutient l'amendement n° 30 de M. Francis Giraud (introduction des dispositions relatives au congé de soutien familial à la réserve dans la sécurité civile aux opérations de secours et à la réserve sanitaire) ; adopté. (p. 3374) : son amendement n° 70 : rétablissement de l'expression "institutions de garantie" permettant d'inclure l'association chargée de l'assurance contre le risque de non-paiement ; adopté ; et n° 71 : rédaction ; adoptés. (p. 3376, 3377) : ses amendements n° 72 : champ d'application des dispositions relatives au comité interentreprises de santé et de sécurité au travail ; et n° 69 : condition impérative de l'agrément par l'ANPE pour l'obtention des aides par les entreprises d'insertion, EI, et les entreprises de travail temporaire d'insertion, ETTI ; adoptés. (p. 3377) : soutient l'amendement n° 31 de M. Paul Blanc (rectification d'une erreur) ; adopté. (p. 3380, 3382) : soutient les amendements de M. Paul Blanc n° 47 (précision) ; et n° 46 (rétablissement de la transmission du procès-verbal d'infraction au représentant de l'Etat) ; adoptés.

**GOUTEYRON (Adrien)**  
sénateur (Haute-Loire)  
UMP

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 10, 30 janvier, 6, 8 février, 11, 17, 24, 25, 31 juillet, 2, 3, 4, 11, 16, 30 octobre, 7, 12, 21, 29 novembre, 1er, 4, 5, 6, 10, 12, 17 et 19 décembre 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement ; nouvelle nomination le 26 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; nouvelle nomination le 26 septembre 2007.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Trouver une issue au casse-tête des visas [n° 353 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 242 (2006-2007)] autorisant la ratification d'une convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées [n° 445 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 280 (2006-2007)] autorisant l'approbation du deuxième avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 446 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 282 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 447 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 325 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale [n° 448 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 435 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 449 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quels indicateurs de performance pour le contrôle parlementaire ? L'exemple des contrôles de la mission "Action extérieure de l'État" [n° 464 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Budget.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : CulturesFrance : une gestion assainie dans la perspective d'une rénovation de l'action culturelle à l'étranger [n° 465 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Culture.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Contributions de la France aux institutions internationales : le nécessaire respect du Parlement [n° 24 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Mieux identifier l'Etat propriétaire [n° 37 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Action extérieure de l'Etat [n° 91 tome 3 annexe 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire vietnamienne** - (6 février 2007) (p. 960).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3498, 3500) : fait part de ses constats au cours des missions menées pour la commission des finances du Sénat. Enquête sur l'OFPRA et le service des visas. Incohérence et inefficacité des services. Nécessité de créer une administration responsable de la gestion des flux migratoires. Se félicite du transfert de la tutelle de l'OFPRA au ministère de l'immigration. Dotation nécessaire de la politique de l'immigration d'un budget à part entière. Simplification indispensable des formalités administratives. Soutien à l'expérimentation du titre unique valant visa et titre de séjour pour les conjoints de Français et à son extension aux titulaires de la carte "compétences et talents", voire aux étudiants. Proposera de dispenser les étrangers détachés en France par leur entreprise et les titulaires de la carte "compétences et talents" de la signature du contrat d'accueil et d'intégration. Son rapport sur les visas et les débats suscités par sa proposition de tests ADN destinés à faciliter le regroupement familial en l'absence d'état civil. Adoption par l'Assemblée nationale d'un amendement

donnant la possibilité à un candidat au regroupement familial de recourir aux tests ADN pour prouver sa filiation. Modifications substantielles par le Gouvernement soucieux d'éviter toute dérive. Votera l'amendement de M. Jean-Jacques Hyest assortissant le recours au test ADN des précautions nécessaires. En appelle à un débat lucide sans procès d'intention.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Rappel au règlement** (p. 3588) : réponse à M. Patrice Gélard sur son rappel au règlement.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 3635) : son amendement n° 198 : dispense du salarié en mission et du titulaire de la carte "compétences et talents" ainsi que leurs conjoints du contrat d'accueil et d'intégration ; adopté.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Azerbaïdjan** - (30 octobre 2007) (p. 4196).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4751) : intervient sur l'amendement n° 449 du Gouvernement (autorisation pour les logiciels d'aide à la prescription de convertir le nom d'une marque en dénomination commune internationale).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5697, 5698).

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5760, 5762). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5788) : son amendement n° II-40 : transfert de crédits de l'action "Instructions des demandes de visa" vers la mission "Immigration, asile et intégration" ; retiré. (p. 5791) : position de la commission sur les amendements n° II-95 et n° II-96 de Mme Nathalie Goulet. (p. 5792) : ses amendements n° II-39 : transfert de crédits de l'action "animation du réseau" vers l'action "instruction des demandes de visa" et n° II-38 : transfert de crédits de la sous-action "créations et industries culturelles" vers l'action "coordination de l'action diplomatique" ; adoptés. - **Article additionnel avant l'article 41** (p. 5794) : son amendement n° II-41 : transmission aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des télégrammes diplomatiques à caractère financier, budgétaire et fiscal ; retiré.

- **Hommage aux victimes d'attentats en Algérie et au Liban** - (12 décembre 2007) (p. 6514) : solidarité du Sénat tout entier avec le peuple algérien et le peuple libanais dans cette nouvelle épreuve. Volonté de combattre sans relâche le terrorisme international.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 25** (*Simplification du régime de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux stocks de carburants et aux opérations de remboursement pour les transporteurs routiers*) (p. 6935) : interroge le ministre sur la question de l'écotaxe sur les sacs en plastique non biodégradables et souhaite être associé à la réunion interministérielle qui se tiendra sur ce sujet.

**GRIGNON (Francis)**  
sénateur (Bas-Rhin)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable".

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 474 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 12 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 2** (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie) (p. 3350) : soutient l'amendement n° 26 de M. Hubert Haenel (correction d'erreurs matérielles) ; adopté. - **Article 3** (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail) (p. 3361) : soutient l'amendement n° 27 de M. Hubert Haenel (disposition du droit local alsacien-mosellan introduisant la notion de courte durée prévu à l'article 616 du code civil local) ; adopté. (p. 3363) : soutient l'amendement n° 28 de M. Hubert Haenel (application en Alsace-Moselle de l'article 23 de l'ancien code du travail relatif à la durée des préavis de rupture du contrat de travail) ; adopté. (p. 3368) : soutient l'amendement n° 29 de M. Hubert Haenel (suppression de l'extension du champ des dérogations à la règle du repos dominical à certains établissements d'Alsace-Moselle) ; adopté.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3800, 3802) : bénéfices économiques et effet de levier résultant de la ratification du protocole de Londres. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6197, 6198).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6529, 6530).

**GRILLOT (Louis)**  
*sénateur (Côte-d'Or)*  
UMP-A

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**GRUILLOT (Georges)**  
*sénateur (Doubs)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008* [n° 90 (2007-2008)] - **Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route** [n° 93 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial :**

**GUENÉ (Charles)**  
*sénateur (Haute-Marne)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 26 juin 2007.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 26 juin 2007.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Lieux de mémoire : comment ne pas les oublier [n° 65 (2007-2008)] (31 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

## Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6185, 6186).

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 91 tome 3 annexe 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Anciens combattants - Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Article 1er (Renforcement de la péréquation)** (p. 4231) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° 1 de M. François Marc (amélioration du mécanisme de péréquation entre les collectivités territoriales).

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4385) : augmentation du nombre d'accidents. Objectif de prévention et de responsabilisation de ce texte. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5365) : défavorable à l'amendement n° I-240 de la commission (relèvement de la redevance audiovisuelle). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5421) : son amendement n° I-243 : éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des baux emphytéotiques administratifs ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 15 (Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008)** (p. 5464) : intervient sur l'amendement n° I-211 de Mme Marie-France Beaufiles (suppression de la disposition étendant aux écoles privées l'obligation de participation de la commune de résidence des enfants aux frais de fonctionnement de l'école sous contrat située dans une autre commune). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5481, 5482) : son amendement n° I-244 : amélioration de la phase de lissage des taux lors de la création d'un groupement en TPU, taxe professionnelle unique ; retiré.

*Deuxième partie :*

### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5803, 5805). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5820, 5827) : position de la commission sur les amendements n° II-101, n° II-102, n° II-99 et n° II-100 de M. Guy Fischer, n° II-70, n° II-97, n° II-68, n° II-71 et n° II-69 de Mme Gisèle Printz, n° II-106 et n° II-105 de M. Claude Biwer et n° II-56 de Mme Esther Sittler.

### **Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 bis** (p. 6416) : soutient les amendements de M. Alain Vasselle n° II-212 (limitation de l'impact de la création d'un syndicat mixte de transports collectifs sur les finances des employeurs publics et privés faisant partie du périmètre de ce syndicat) ; et n° II-235 (repli) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 40 octies** (p. 6424) : son amendement n° II-236 : partage entre départements et régions limitrophes gérant une même zone d'activité économique du produit de la taxe

professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur cette zone ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6433, 6434) : son amendement n° II-264 : modification des règles de calcul du potentiel fiscal des intercommunalités ; retiré.

**GUÉRINI (Jean-Noël)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**GUERRY (Michel)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série B))  
UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 73 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part [n° 166 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi organique* tendant à rétablir le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République et les référendums pour les Français exerçant leur droit de vote à l'étranger [n° 335 (2006-2007)] (18 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives** [n° 205 (2005-2006)] - (10 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3828, 3829) : renforcement de l'efficacité des mesures d'embargo ou de restriction. Nouvelle incrimination pénale. Elargissement du champ d'application des embargos. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Défense

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5935, 5936). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**HAENEL (Hubert)**  
sénateur (Haut-Rhin)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 26 juin 2007.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 26 juin 2007.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité le 4 juillet 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les instruments de défense commerciale de l'Europe [n° 272 (2006-2007)] (2 mars 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à favoriser la création de pharmacies en zones rurales et périurbaines [n° 321 (2006-2007)] (31 mai 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 473 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'acte portant révision de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 3 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Entreprises - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 474 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 4 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Entreprises - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Traité de Lisbonne [n° 76 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Dialogue avec la Commission européenne sur la subsidiarité [n° 88 (2007-2008)] (21 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Direction de l'action du Gouvernement - Présidence française de l'Union européenne [n° 94 tome 10 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens** [n° 31 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 497, 499) : succès de l'expérimentation de la régionalisation des transports ferroviaires dont il a été l'initiateur. Bilan positif du transfert expérimental de gestion des programmes INTERREG et URBAN. Expérimentation concluante par la région Alsace de la gestion du programme relevant de l'objectif 2 de la politique de cohésion économique et sociale. Souhaite la poursuite de cette expérimentation et l'extension à toutes les régions. Avancées positives du texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) - président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne (p. 2053, 2055) : raisons du "non" français au référendum de mai 2005. Prise en compte des préoccupations des citoyens dans l'élaboration du nouveau traité. Equilibre entre concurrence, coopération et solidarité. Nouveau protocole sur les services publics. Mandat donné à la conférence intergouvernementale. Mise en place d'une nouvelle procédure, le "carton orange". Représentation des parlements nationaux au sein de la CIG. Nouveau départ pour l'Europe.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2395, 2398) : son expérience d'administrateur de la SNCF, de vice-président chargé des transports au conseil régional d'Alsace, et de voyageur. Texte raisonnable. Dispositions essentielles : préavis individuel de

quarante huit-heures et consultation des salariés après huit jours de grève. Non-primauté du droit de grève sur les autres droits. Continuité du service public. Retour au dialogue et à la raison. Bilan de l'"avenant prévisibilité" signé en 2005 entre la région Alsace et la SNCF pour le transport régional de voyageurs. Projet de loi perfectible.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3796, 3798) : enjeux juridique, linguistique, économique et industriel de la ratification du protocole de Londres.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5440, 5441).

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

**HAUT (Claude)**  
*sénateur (Vaucluse)*  
*SOC*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées pour la présidence française de l'Union européenne : son intervention (p. 5620). Avis favorable de la commission des affaires étrangères sur les crédits du programme "Présidence française de l'Union européenne".

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) - président de la délégation pour l'Union européenne (p. 6501, 6502) : politique européenne de sécurité et de défense. Question du Kosovo. Traité de Lisbonne. Groupe de réflexion sur l'avenir de l'UE à l'horizon 2020-2030.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6530, 6531).

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) - président de la délégation pour l'Union européenne : sa question (p. 6536, 6538).

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité civile [n° 91 tome 3 annexe 29 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5314, 5315) : soutient l'amendement n° I-58 de M. Marc Massion (extension de l'application de la taxe sur les véhicules de société aux groupements d'intérêt économique) ; retiré. (p. 5319, 5320) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-51 et I-52 (suppression de l'exonération de TIPP sur les produits pétroliers destinés à être utilisés comme carburateurs) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12** (p. 5400, 5401) : soutient l'amendement n° I-66 de M. Marc Massion (possibilité pour les collectivités locales d'augmenter librement leur taux de taxe professionnelle) ; rejeté. - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*)

(p. 5414) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008), et sur ce dernier, s'abstiendra sur le sous-amendement n° I-279 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5414, 5415) : soutient l'amendement n° I-98 de M. Gérard Collomb (majoration de la dotation globale de fonctionnement) ; rejeté.

*Deuxième partie :*

### **Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6138, 6139). A titre personnel, réservera sa position sur les crédits de cette mission dans l'attente des réponses de la ministre tout en indiquant que la commission des finances en proposera l'adoption.

### **Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6438) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-233 de M. Alain Lambert (possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission intercommunale des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux). (p. 6453, 6454) : soutient l'amendement n° II-219 de M. Marc Massion (prorogation de deux ans des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, la région et l'AFPA) ; retiré. (p. 6458) : soutient l'amendement n° II-245 de M. Thierry Repentin (faculté pour les départements de relever le plafond des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière sur les transactions portant sur des surfaces supérieures à 700 mètres carrés) ; retiré.

**HENNERON (Françoise)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
**UMP**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Article 8** (*art. L 5121-10 du code de la santé publique - Obligation pour le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché d'un générique d'informer l'association française de sécurité sanitaire des produits de santé sur les indications, formes et dosages de la*

*spécialité de référence encore protégés par le droit des brevets*) (p. 540) : soutient l'amendement n° 13 de M. Dominique Leclerc (obligation pour le titulaire de l'AMM d'un médicament générique d'informer aussi le titulaire de l'AMM du médicament de référence) ; retiré.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1996) : importance du texte, qui met fin à une singularité française. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4201, 4202) : causes et circonstances des accidents. Avis favorable du groupe UMP sur cette proposition de loi.

**HÉRISSON (Pierre)**  
*sénateur (Haute-Savoie)*  
**UMP**

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales le 24 novembre 2007.

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme jusqu'au 21 novembre 2007.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 9 octobre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté [n° 148 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 148 (2006-2007)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté [n° 193 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 463 (2006-2007)] relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 48 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Police et sécurité**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Développement et régulation économiques [n° 93 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Entreprises**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 680, 681) : hommage à la politique du Gouvernement. Habitat des gens du voyage : aires d'accueil ; terrains familiaux ; propositions.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2401, 2402) : exigence légitime des Français. Non remise en cause du droit de grève. Equilibre du texte. Partisan d'une détermination des besoins de la population à l'échelle territoriale. Importance d'une communication précise, juste et fiable en direction des usagers.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : son intervention (p. 3847, 3848).

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)]** - (30 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4197, 4198) : réglementation française aujourd'hui trop minimale. Avancées considérables de ce texte. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur cette proposition de loi. - **Article 1er (Définition du champ d'application de la loi)** (p. 4204, 4206) : position de la commission sur les amendements n° 1 et n° 3 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4206) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Marc Pastor (fixation d'un objectif de sécurité pendant la durée de l'existence prévisible du manège ou de la machine). - **Article 2 (Obligation de contrôle technique)** (p. 4207) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4208) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Pastor (publication obligatoire des certificats de conformité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction).

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Articles additionnels après**

**l'article 4** (p. 4323, 4325) : son amendement n° 10 : application aux gens du voyage du droit commun en matière d'accès aux assurances ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale*) (p. 4693) : intervient sur les amendements n° 112 de M. Bernard Cazeau (suppression) et n° 398 de Mme Annie David (rapport du Gouvernement sur l'évaluation du régime d'exonération des charges sociales pour les contrats conclus à partir du 1er novembre 2007).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6156, 6157).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6574, 6576) : avancées fondamentales du projet de loi. Groupe de travail sur le développement de la concurrence au service des consommateurs. Secteur des communications électroniques. Le groupe de l'UMP apporte son plein et entier soutien au texte. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6645) : ses amendements n° 187 : réduction des délais de paiement ; et n° 186 : harmonisation des délais de paiement des produits non périssables ; retirés. - **Article 6 A** (art. L. 113-5 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés*) (p. 6653, 6654) : son amendement n° 78 : applicabilité de l'article à compter du 1er janvier 2010 ; devenu sans objet. - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - *Restitution des avances et préavis de résiliation*) (p. 6663) : son amendement n° 71 : distinction des contrats applicables aux particuliers de ceux applicables aux entreprises ; devenu sans objet.

**HERMANGE (Marie-Thérèse)**  
sénateur (Paris)  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

**DÉPÔTS**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 108 (2006-2007)] relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [n° 151 (2006-2007)] (11 janvier 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé [n° 108 (2006-2007)]** - (18 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 358) : lutte contre les discriminations à l'accès au crédit. Action du ministre de la santé. Convention Belorgey. Discours du Président de la République sur la lutte contre le cancer. Accord entre acteurs économiques et sociaux. Convention AERAS. Commission des études et des recherches. Comité de suivi et de propositions. Quasi-consensus au sein de la commission des affaires sociales. Rôle du législateur dans la mise en place du dispositif. - **Article 1er** (art. L. 1141-2 du code de la santé publique - *Nature, signataires et objet de la convention nationale relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé*) (p. 366) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 367) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 7, 8 et 9 de M. Guy Fischer. (p. 368) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 369) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 371) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de M. Guy Fischer. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 373) : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 520, 521) : extension de la notion de médicament. Médicaments dérivés du sang. Procédures de mise sur le marché. Collecte des médicaments non utilisés. Questions du groupe UMP quant au recyclage des médicaments possédés par les Français et quant à l'usage du titre de psychologue. - **Article 3** (art. L. 5111-1 du code de la santé publique - *Actualisation de la définition du médicament et principe de l'application de la réglementation pharmaceutique aux produits dits "frontières"*) (p. 526) : ne votera pas l'article 3. Principe de non-patrimonialité du corps humain et de ses éléments. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 563) : suivra l'avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 9 de M. André Lardeux et n° 15 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 575, 576) : s'abstiendra sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel (exclusion du champ de l'article de la directive relative aux normes de qualité et de sécurité pour les produits d'origine humaine) et sur l'article 29.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Article 1er** (art. L. 112-3 et L. 123-1 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2112-2 du code de la santé publique - *Définition de la protection de l'enfance et renforcement du rôle des services de protection maternelle et infantile*) (p. 1367) : soutient l'amendement n° 61 de Mme Catherine Troendle (précision) ; retiré. (p. 1369) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Guy Fischer (caractère facultatif de l'entretien prénatal précoce). - **Article 3** (art. L. 132-6 du code de l'action sociale et des familles - *Conditions de dispense de l'obligation alimentaire*) (p. 1372) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Catherine Troendle (simplification des démarches pour les enfants victimes devant le juge aux affaires familiales) ; retiré. - **Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - *Modalités de la saisine du Défenseur des enfants*) (p. 1375) : défavorable à l'amendement n° 62 de M. Claude Domeizel (indemnisation des

correspondants territoriaux du Défenseur des enfants). - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1380) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (conditions de saisine du juge par le président du conseil général). - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) (p. 1385, 1386) : son amendement n° 44 : évaluation de la situation de l'enfant placé par le service d'accueil ou à défaut par le juge ; retiré. - **Article 19** (art. 227-23 du code pénal - *Sanctions applicables à la pédo-pornographie sur Internet*) (p. 1400) : son amendement n° 54 : suppression de la définition trop restrictive des images pédopornographiques ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1410) : le groupe UMP votera le texte.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1597) : ses amendements portant sur le même objet n° 244 et n° 245 : obligation faite au juge des tutelles de recueillir l'avis du médecin traitant avant tout aménagement de la curatelle ; retirés.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2977) : soutient l'amendement n° 194 de M. Bernard Seillier (association des bénéficiaires du RSA à la mise en place de l'expérimentation et à son évaluation) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2992) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Bernadette Dupont (accès à la formation des femmes ayant interrompu leur activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants) ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3924, 3925) : transposition de cinq directives. Définition du médicament. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Article 1er** (art. 39 de la loi n° 2007-248 du 26 février 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire - *Ratification de l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament*) (p. 3926) : ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3931) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés*) (p. 4755, 4757) : soutient l'amendement n° 266 de M. Paul Blanc (consultation des organisations représentatives des professions concernées) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 43 bis** (art. L. 162-5-16 nouveau du code de la sécurité sociale - *Pénalités financières en cas de non-respect de l'obligation d'identification individuelle des médecins hospitaliers et des médecins salariés des centres de santé*) (p. 4910) : son amendement n° 213 : précision ; adopté. - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - *Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale*) (p. 4920, 4921) : favorable à une politique de prévention. Contraintes et risques de l'IVG médicamenteuse. Démographie médicale. (p. 4931) : complications entraînées par l'IVG médicamenteuse.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Sécurité sanitaire**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5797).

**Santé**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6256, 6257).

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6393) : intervient sur le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° II-165 de la

commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros). - **Articles additionnels après l'article 40 bis** (p. 6415) : soutient l'amendement n° II-260 de M. Pierre Hérisson (compensation de ressources pour les communes accueillant sur leur territoire des installations de traitement des eaux usées) ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (14 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6733) : votera ce texte.

**HERVIAUX (Odette)**  
*sénateur (Morbihan)*  
*SOC*

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Hongrie : un partenaire stratégique pour l'économie française [n° 52 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**INTERVENTIONS**

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3676) : développement durable. Rôle des collectivités territoriales. Fiscalité environnementale. Coordination des politiques publiques en matière d'écologie. PAC. Outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5999, 6001).

**HIRSCH (Martin)**  
*haut-commissaire aux solidarités actives  
 contre la pauvreté  
 (à partir du 18 mai 2007)*

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2687, 2691) : rapport du Sénat sur les minima sociaux et le retour à l'emploi. Simplification et lisibilité du dispositif. Articulation entre des dispositifs décentralisés et une politique nationale de solidarité. Expérimentation locale. Réciprocité des droits et des devoirs. Préparation d'une réforme d'ensemble. Objectif de réduction de la pauvreté. (p. 2723, 2725) : réponses aux orateurs. Expérimentation du revenu de solidarité active, RSA. Prime pour l'emploi. Accompagnement des Rmistes. "RMA+" mis en place dans l'Hérault. Financement du RSA.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2976) : sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 17 (prise en compte dans le calcul du RSA des aides et prestations locales ou extralégales), son sous-amendement n° 269 ; adopté. (p. 2977, 2978) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93 de M. Guy Fischer, n° 17 de la commission saisie pour avis et n° 194 de M. Bernard Seillier. - **Article 9** (*Expérimentation du revenu de solidarité active en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans le cadre des départements*) (p. 2981) : son amendement n° 271 : prise en compte des possibilités de déménagement à l'intérieur d'un département des bénéficiaires du RSA ; adopté. (p. 2982, 2983) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 172 de M. Bernard Cazeau, n° 18 et n° 19 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 270 : précision des règles applicables en cas de changement de département des bénéficiaires du RSA ; adopté. - **Article 10** (*Expérimentation du revenu de solidarité active pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé*) (p. 2985, 2986) : ses amendements n° 272 (précision des règles applicables en cas de

déménagement des bénéficiaires) ; n° 267 (maintien de leurs droits à l'API pour les allocataires participant à l'expérimentation) ; et n° 273 (coordination) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 de M. Guy Fischer, n° 20 de la commission saisie pour avis et n° 51 de la commission. - **Article 11** (*Choix des départements qui pourront mettre en œuvre l'expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2987, 2989) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de la commission saisie pour avis, n° 52 de la commission et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 268 ; adopté. Ses amendements n° 275 (extension au RSA de l'expérimentation sur le contrat unique d'insertion menée par deux départements) ; et n° 274 (précision des critères de sélection des départements souhaitant participer à l'expérimentation du RSA) ; adoptés. - **Article 12** (*Demande de rapport sur l'expérimentation du RSA*) (p. 1290) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 de M. Michel Charasse et n° 23 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 1291) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 13** (*Demande de rapport sur la prime pour l'emploi*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2992) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de Mme Bernadette Dupont. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2993) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 91 de Mme Marie-France Beaufils et n° 101 de Mme Nicole Bricq.

- **Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3129, 3130) : reprise par la CMP des amendements votés par le Sénat. Ressemblance entre la démarche d'exigence du Sénat et l'engagement du Gouvernement sur le RSA.

### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5741). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5743) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-5 de la commission.

**HOARAU (Gélita)**  
*sénateur (La Réunion)  
 CRC*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

**Discussion générale** (p. 2198, 2199) : situation de l'université à la Réunion. Besoins spécifiques. Rôle international.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Article 1er bis** (*Demande de rapport sur les modalités d'intégration dans les statistiques nationales des chômeurs en outre-mer*) (p. 2819, 2820) : taux de chômage à la Réunion. Existence de l'allocation de retour à l'activité, ARA. Application du revenu de solidarité active, RSA. Coût de la vie.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (4 octobre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3722) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Éliane Assassi (mise en œuvre du processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2007) ; rejeté. - **Article 12 bis** (*art. L. 222-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente*) (p. 3728) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; adopté. - **Article 12 quater** (*art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français*) (p. 3728) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 14 quater** (*art. L. 221-33 du code monétaire et financier - Création du livret d'épargne pour le codéveloppement*) (p. 3735, 3737) : réalité géographique des îles Mascareignes. Texte inopérant à dissuader les peuples de fuir leur quotidien. Nécessité de renforcer un codéveloppement durable entre les îles, à l'instar de l'accord bilatéral entre Mayotte et les Comores sur le développement conjoint et la circulation des personnes et des biens.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5900, 5901). - **Article 33 et État B** (*Crédits du budget général*) (p. 5923, 5924) : le groupe CRC ne votera pas les crédits de l'outre-mer.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) -

**HORTEFEUX (Brice)**  
*ministre délégué aux collectivités territoriales*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*  
*ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement*  
*(à partir du 18 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense "** [n° 147 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 376) : plan de renouveau 2007-2013. Remerciements. EPAD. Inadaptation du parc immobilier face à la concurrence internationale.

Clarification et sécurisation des règles d'urbanisme applicables au périmètre de La Défense. Création d'un EPIC associant le département des Hauts-de-Seine, ainsi que les communes de Courbevoie et de Puteaux, à la gestion des équipements publics de La Défense. Création d'un comité consultatif. Prolongation de la durée de vie de l'EPAD. Nécessité d'une action concertée entre acteurs publics et privés d'Ile-de-France. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 385) : son amendement n° 1 : création de l'établissement public de gestion du quartier d'affaires de La Défense ; adopté. (p. 388) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements de M. Jean Desessard n° 4, n° 9, n° 6, n° 7, n° 8 et n° 10 déposés sur son amendement n° 1 précité. - **Article 3** (*Urbanisme*) (p. 389) : son amendement n° 2 : suppression de l'article 3 ; adopté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 389) : son amendement n° 3 : modification de l'intitulé de la proposition de loi ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse** [n° 156 (2007-2008)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1440) : mode d'élection de l'Assemblée de Corse. Seuils de fusion des listes et d'accès au second tour. Prime

majoritaire. Réforme inopportune à l'aune des prochaines échéances.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3481, 3488) : création inédite sous la Ve République d'un ministère chargé de conduire une politique d'immigration, d'intégration et de codéveloppement. Equilibre du texte entre fermeté et protection. Nécessité de maîtriser les flux migratoires. Préservation du droit d'asile. Intégration des immigrés légaux. Protection contre les dangers du communautarisme. Test de langue française et formation. Données chiffrées sur les conjoints de Français installés en France en 2004. Visa de long séjour pour les conjoints étrangers de Français. Recherche d'une position équilibrée s'agissant des conditions de ressources. Contrat d'accueil et d'intégration dans le cadre du regroupement familial. Apports de l'Assemblée nationale : carte de résident permanent et bilan de compétences professionnelles personnalisés ; nouvel outil statistique de lutte contre les discriminations. Aide au développement des pays du Sud et à la réinstallation économique des migrants dans leur pays d'origine. Signature d'accords de gestion concertée des flux migratoires et de codéveloppement. Livret d'épargne codéveloppement. Introduction à l'Assemblée nationale d'un amendement permettant au candidat au regroupement familial de recourir à des tests ADN pour prouver sa filiation. Polémiques et interrogations sur ce dispositif pourtant éprouvé par douze pays européens face aux carences de l'état civil. Nécessité d'apporter des garanties au dispositif : volontariat, expérimentation, décision du juge, limitation à la maternité et gratuité. Mise en œuvre d'un droit nouveau et utile aux demandeurs de visas de bonne foi. Réflexion du Gouvernement sur une réforme constitutionnelle établissant des quotas d'immigration. (p. 3517, 3520) : réponse aux orateurs. Création à compter du 1er janvier 2008 d'une administration centrale de l'immigration dotée d'un budget propre. Publication des décrets d'application de la loi du 24 juillet 2006, à l'exception d'un seul, et du bilan des lois de 2003 et 2006 dans le prochain rapport annuel du Gouvernement au Parlement. Mise à l'étude, dans le cadre de la "révision générale des politiques publiques", de la proposition de M. Adrien Gouteyron relative au titre unique. Progression en 2006 du nombre de visas de long séjour attribués par les centres pour les études en France. Ouvert à l'amélioration du texte adopté par l'Assemblée nationale ainsi qu'à la proposition technique de M. Pierre Fauchon sur la question des tests ADN. Eléments chiffrés sur les tests ADN pratiqués en Italie, en Grande-Bretagne et en Belgique. Garanties raisonnables du dispositif proposé par le président de la commission des lois du Sénat. Sa détermination à multiplier les accords de gestion concertée des flux migratoires et de codéveloppement. Concertation en cours avec les principaux partenaires européens sur une politique européenne de l'immigration. Qualité des débats de la Haute Assemblée, guidés une fois de plus par l'intérêt général. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3523) : avis du Gouvernement sur la motion n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3526) : avis du Gouvernement sur la motion n° 31 de M. Louis Mermaz tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3529) : avis du Gouvernement sur la motion n° 32 de Mme Bariza Khiari tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3530) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi (régularisation des sans-papiers présents sur le territoire français justifiant d'attaches familiales en France, ou détenant une promesse d'embauche ou étant inscrits dans un établissement scolaire ou universitaire). - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 19** (p. 3531) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78 de Mme Éliane Assassi (attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers résidant en France depuis cinq ans) et n° 175 de Mme Bariza Khiari (attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, aux étrangers non-ressortissants de l'Union européenne). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3532, 3533) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de Mme Michèle André (suppression des dispositions de la loi du 24 juillet 2006 durcissant les conditions

du regroupement familial en matière de logement et imposant le respect des principes fondamentaux de la République).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3552, 3553) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79, n° 80, n° 81 et n° 82 de Mme Éliane Assassi, n° 125 et n° 127 de Mme Michèle André, n° 48, n° 47 et n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 1 de la commission et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 75 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3560) : réponse aux intervenants sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3570) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 et n° 93 de Mme Éliane Assassi, n° 191 de M. Robert del Picchia, n° 134, n° 135, n° 136 et n° 137 de Mme Michèle André, n° 52 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 180 de Mme Muguette Dini et n° 9 de la commission. (p. 3576) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 211 de Mme Michèle André sur l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia. - **Article additionnel après l'article 4 (priorité)** (p. 3577) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 94 de Mme Éliane Assassi (dispense, pour tous les conjoints de Français, de l'obligation de retourner dans leur pays d'origine pour demander un visa de long séjour). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3594) : sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois), son sous-amendement n° 204 (prise en charge par l'Etat du coût des tests ADN) ; adopté. (p. 3595) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst ainsi que, sur ce dernier, les sous-amendements n° 205 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 206 de M. Henri de Richemont et n° 207 de M. Pierre Fauchon. (p. 3596, 3598) : rappelle les objectifs du Gouvernement et les garanties entourant les tests ADN après plus de deux heures de discussion sur l'article 5 bis.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3619, 3621) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 et n° 84 de Mme Éliane Assassi, n° 128 et n° 129 de Mme Michèle André, n° 34 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 33 de M. Hugues Portelli, n° 2 de la commission ainsi que, sur ce dernier, les sous-amendements n° 50, n° 68 et n° 76 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3622) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery (réduction). Réponse à Mme Bariza Khiari sur l'aide à la réinstallation dans leur pays d'origine des migrants âgés. - **Article 2 bis** (art. L. 313-11-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 3623) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de la commission, n° 85 de Mme Éliane Assassi et n° 130 de Mme Michèle André. - **Article 2 ter** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3624) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre

de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3625) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission et, sur celui-ci, les sous-amendements n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 86 de Mme Éliane Assassi. Accepte la proposition de Mme Michèle André de donner instruction aux préfets de rendre obligatoire le renouvellement du titre de séjour de l'étranger en cas de violences subies de la part du conjoint. - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles) (p. 3631, 3633) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87, n° 88 et n° 89 de Mme Éliane Assassi, n° 132 et n° 151 de Mme Michèle André, n° 5, n° 6 et n° 7 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 69 et n° 71 de Mme Alima Boumediene-Thiery déposés respectivement sur les amendements n° 6 et n° 7 de la commission. - **Article additionnel après l'article 3 ter** (p. 3635) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 198 de M. Adrien Gouteyron (dispense du salarié en mission et du titulaire de la carte "compétences et talents" ainsi que leurs conjoints du contrat d'accueil et d'intégration). - **Article 4 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3637) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission, n° 95 de Mme Éliane Assassi et n° 138 de Mme Michèle André. - **Article 5** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation de l'insertion dans la société française des étrangers ayant droit à un titre de séjour en raison de leurs liens personnels et familiaux en France) (p. 3638) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi et n° 139 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3639) : sur l'amendement n° 181 de M. Yves Détraigne (aide de l'Etat, par voie de convention de partenariat, à la mise en place et au développement de services d'état civil dans les pays dans lesquels ces services sont inexistant ou font défaut), son sous-amendement n° 213 (précision) ; adopté. - **Article 5 ter** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission, sur le sous-amendement s'y rapportant n° 72 de Mme Alima Boumediene-Thiery et sur l'amendement n° 141 de Mme Michèle André. - **Article 5 quater** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3641) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Rappel au règlement** (p. 3691) : avis du Gouvernement sur la demande de seconde délibération présentée par Mme Michèle André au nom du groupe socialiste, portant sur l'article 5 bis du projet de loi "Immigration, intégration et asile" et relatif aux tests ADN applicables aux étrangers qui sollicitent le regroupement familial. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 3692) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de la commission (rédaction). - **Article 5 quinquies** (art. L. 314-14 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'une carte de résident permanent à durée indéterminée) (p. 3693) : sur l'amendement n° 54 de Mme Alima Boumediene-Thiery (obligation d'information de l'étranger de la possibilité de bénéficier de la carte de résident permanent), son sous-amendement n° 214 (obligation d'information d'un étranger des conditions dans lesquelles il pourra se voir accorder une carte de résident permanent) ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 53, n° 54 et n° 55 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 5 quinquies** (p. 3694, 3695) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 197 (précision) et n° 202 (suppression des magistrats administratifs de la composition de la commission départementale du titre de séjour), de M. Robert Del Picchia n° 200 (possibilité d'accéder au statut de résident longue durée de la Communauté européenne pour le titulaire d'une carte de séjour temporaire délivrée à titre humanitaire ou exceptionnel ou d'une carte de résident accordée si les conditions d'acquisition de la nationalité française sont

satisfaites) et n° 201 (aménagement de la durée de validité du titre de séjour de l'étranger membre de famille d'un ressortissant européen, s'il est âgé de plus de 18 ans ou d'au moins 16 ans lorsqu'il veut exercer une activité professionnelle), et n° 192 de Mme Marie-Thérèse Hermange (élargissement de la définition du délit de traite des êtres humains en prévoyant que l'auteur de la traite peut avoir pour objectif de mettre les victimes à sa propre disposition et non nécessairement à celle d'un tiers). - **Article 6 A** (art. L. 213-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 3696) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 100 de Mme Éliane Assassi, n° 143 de Mme Michèle André et n° 14 de la commission. - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3703, 3704) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 et n° 102 de Mme Éliane Assassi, n° 144, n° 145, n° 146, n° 147 et n° 148 de Mme Michèle André, n° 56, n° 57, n° 59, n° 60, n° 61, n° 62 et n° 63 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 15 et n° 16 de la commission ainsi que, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 103 de Mme Éliane Assassi et n° 73 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'un recours suspensif pour tous les cas de refus d'asile à la frontière autres que celui qui est prévu par le dispositif gouvernemental). - **Article 6 bis** (art. L. 221-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative) (p. 3706) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de Mme Éliane Assassi et n° 194 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 7** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande tardive de référé à l'encontre d'un refus d'entrée en France au titre de l'asile) (p. 3707) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et n° 18 de la commission, n° 105 de Mme Éliane Assassi et n° 149 de Mme Michèle André. - **Article 8** (art. L. 522-4 [nouveau] du code de justice administrative - Codification dans le code de justice administrative des dispositions procédurales spécifiques aux demandes de référé liberté à l'encontre d'un refus d'asile à la frontière) (p. 3708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de la commission, n° 106 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de Mme Michèle André. - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile) (p. 3711) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107 de Mme Éliane Assassi et n° 151, 152, 153 et 154 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de Mme Éliane Assassi (caractère suspensif du recours formé devant la commission des recours des réfugiés) et n° 155 de Mme Michèle André (placement de la commission des recours des réfugiés sous l'autorité du Conseil d'Etat). - **Article 9 bis** (art. L. 531-2, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-1, L. 733-1, L. 742-1, L. 742-3, L. 742-4 et L. 751-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 16 et 23 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Rebaptiser la commission des recours des réfugiés "Cour nationale du droit d'asile") (p. 3713) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 156 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3714) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de Mme Éliane Assassi (nouvelle composition des sections de la commission des recours des réfugiés). - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) (p. 3714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de la commission, n° 157 de Mme Michèle André, n° 110 de Mme Éliane Assassi et n° 182 de Mme Muguette Dini. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3716) : ses amendements n° 208 (renforcement du dispositif d'accompagnement pour les réfugiés) ; adopté ; et n° 212

(transposition de la directive 2005/85/CE du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres) ; adopté après modification suggérée par la commission. - **Article 11** (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contenu du rapport du Gouvernement au Parlement sur les orientations pluriannuelles de la politique d'immigration) (p. 3723) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 64 et n° 65 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3724) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Pierre Laffitte n° 43 (dispense de l'obligation de solliciter un visa de long séjour pour les scientifiques étrangers admis au séjour dans un autre Etat membre de l'Union européenne en cette qualité et qui souhaitent poursuivre leurs travaux de recherche en France pour une période supérieure à trois mois) repris par M. Jean-Jacques Hyst au nom de la commission, n° 216 de la commission (instauration, dans le code de la santé publique, d'obligations vaccinales pour les étrangers admis pour la première fois au séjour en France) et, portant sur le même objet, de Mme Bariza Khiari n° 164, n° 165 et n° 166 (éligibilité et droit de vote des étrangers aux chambres de métiers et aux chambres de commerce et d'industrie). - **Article 12** (art. L. 313-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Suppression de l'opposabilité de l'emploi aux salariés en mission) (p. 3725) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3726) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 37 de M. Christian Cointat, repris par la commission, et n° 167 de M. Richard Yung (abrogation de l'article 185 du code civil qui interdit la contestation de la validité du mariage célébré à l'étranger d'une mineure enceinte) ainsi que sur les amendements de M. Aymeri de Montesquiou n° 40 (précision selon laquelle la contribution du titulaire de la carte "compétences et talents" au développement de la France pourra porter sur le développement de ses territoires) repris par la commission, et n° 45 de M. Jean-Jacques Hyst (possibilité pour les représentants légaux des mineurs de 13 à 16 ans empêchés d'exprimer leur volonté par une altération de leurs facultés mentales ou corporelles, de souscrire une déclaration de nationalité en leur nom). Reprend l'amendement de M. Aymeri de Montesquiou n° 39 (précision) ; adopté. - **Article 12 bis** (art. L. 222-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 3727) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de la commission, n° 168 de Mme Michèle André et n° 116 de Mme Éliane Assassi. - **Article 12 quater** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117 de Mme Éliane Assassi, n° 169 de Mme Michèle André et n° 193 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 12 quinquies** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) (p. 3730) ; avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de Mme Éliane Assassi et n° 170 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 12 sexies** (p. 3731) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 23 (limitation aux seuls titulaires d'une carte de séjour temporaire "salarié" du bénéfice du renouvellement de la carte en cas de licenciement dans les trois mois précédant ce renouvellement) et n° 24 (abrogation de l'article L.322.3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile), et n° 195 de M. Robert del Picchia (conséquence). - **Article 14 ter** (art. L. 111-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Composition des observatoires de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : son amendement n° 215 : suppression ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 14 quater** (p. 3735) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 de Mme Éliane Assassi (rapport annuel au Parlement relatif au codéveloppement et à l'aide publique en faveur des pays en développement). S'engage à adresser personnellement ledit rapport à Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 14 quater** (p. 3737) : son amendement n° 44 : création d'un livre dédié au codéveloppement dans le code de

l'entrée et du séjour des étrangers en France ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3738) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, de Mme Éliane Assassi n° 120 et n° 121 (octroi du bénéfice de l'assignation à résidence contre un arrêté d'expulsion pour tous les étrangers protégés). - **Article 15** (art. L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Effet non suspensif du recours contre une obligation de quitter le territoire français en Guyane et dans la commune de Saint-Martin) (p. 3739) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 173 de Mme Michèle André et n° 196 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 17** (Adaptation par ordonnance des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 3740) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 de Mme Michèle André. - **Article additionnel après l'article 17** : son amendement n° 209 : habilitation du Gouvernement à codifier au sein d'un code de l'entrée et du séjour des étrangers dans les collectivités d'outre-mer, les textes spécifiques adaptant le droit commun aux particularités de chaque collectivité ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18** : son amendement n° 210 : extension de l'habilitation du Gouvernement, déjà ouverte par la loi du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, à prendre par ordonnance les mesures nécessaires pour adapter le droit civil et le droit de l'action sociale et des familles aux contraintes particulières de Saint-Martin ; adopté. - **Article 19** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 3741) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 122 de Mme Éliane Assassi. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3745, 3746) : texte issu des réflexions de la CNIL. Refus du Gouvernement de soutenir un texte si son application devait entraîner un fichage de caractère ethnique. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 176 et n° 177 de Mme Bariza Khiari, n° 123 de Mme Éliane Assassi, n° 26 et n° 27 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° 74 de Mme Alima Boumediene-Thiery sur l'amendement n° 26 précité de la commission. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3749) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de Mme Éliane Assassi, n° 178 de Mme Michèle André et n° 30 de M. Bernard Seillier. (p. 3751) : propose de modifier la rédaction de l'article 21 avant un débat en commission mixte paritaire. (p. 3752) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 218 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3753) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de Mme Catherine Procaccia (instauration d'un droit à congé non rémunéré au profit des personnes acquérant la nationalité française pour pouvoir assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française). Son amendement n° 217 : mise en œuvre dans les collectivités d'outre-mer d'un certain nombre de dispositions introduites dans le présent projet de loi par voie d'amendements ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4035, 4038) : place du Sénat dans le débat. Soutien du Gouvernement au texte équilibré adopté par la commission mixte paritaire. Adoption sans dénaturation des 18 articles du projet de loi initial. Se félicite de l'adoption à l'unanimité de 34 amendements. Remercie MM. Jean-Jacques Hyst et Pierre Fauchon de leur contribution à la nouvelle rédaction de l'article 5 bis relatif aux tests ADN. Estime ce dispositif très satisfaisant.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5607, 5608).

## Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5879, 5883). Réponses aux orateurs. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5884, 5885) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-16 et n° II-17 de la commission. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 5886) : avis du Gouvernement

sur l'amendement n° II-18 de la commission (insertion parmi les documents de politique transversale présentés par le Gouvernement d'un fascicule consacré à la politique française de l'immigration et de l'intégration).

**HOUEL (Michel)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Article 6** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale - Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires) (p. 874) : son amendement n° 88 : extension du champ de cet article aux groupements d'employeurs pour les salariés mis à la disposition de leurs membres ; adopté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 7** (Droit de l'usager à l'information) (p. 2494) : intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. René Beaumont (précision selon laquelle, s'agissant des transports scolaires, l'information est délivrée au plus tard avant l'horaire de passage) déposé sur l'amendement n° 12 de la commission (obligation pour l'entreprise de transport d'informer sans délai l'autorité organisatrice de toute perturbation ou risque de perturbation). Son expérience d'une information efficace mise en place dans le département de la Seine-et-Marne.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 4** (Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options) (p. 2870) : soutient l'amendement n° 253 de M. Philippe Richert (relèvement de l'abattement au profit des neveux et nièces en matière de droit de mutation à titre gratuit) ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 34 de la commission.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 13** (art. L. 311-2 du code de la sécurité sociale - Dispositif expérimental d'affiliation au régime général pour les personnes exerçant une activité procurant de faibles revenus) (p. 4694) : son amendement n° 115 : modalités d'application fixées par décret ; adopté. - **Article 15** (art. L. 651-1 et L. 651-3 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 4700) : son amendement n° 116 : précision ; adopté.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4770) : favorable à l'amendement n° 424 de M. Jean-Claude Étienne (modalités d'organisation et de financement de la télémédecine).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5281) : son amendement n° I-228 : réduction de six ans à trois ans du délai de reprise de l'administration pour l'ISF ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5307) : votera l'amendement de la commission des affaires économiques n° I-158 (possibilité pour les entreprises de donner à leurs salariés, à titre gratuit, le matériel et les logiciels qu'elles ont amortis). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5324) : soutient les amendements de M. Charles Revet n° I-235 (soumission des lubrifiants à usage perdu à la taxe générale sur les activités polluantes) ; adopté ; et n° I-236 (exonération des lubrifiants biodégradables de la taxe générale sur les activités polluantes) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5332) : son amendement n° I-229 : déductibilité de la taxe annuelle sur les véhicules de société pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés ; retiré.

*Deuxième partie :*

### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 43** (p. 6169) : son amendement n° II-63 : revalorisation des plafonds du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers et de l'artisanat ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6581, 6583) :

dégradation du pouvoir d'achat des Français. Action du Gouvernement. Réintégration dans le prix de revente de la totalité des marges arrières. Modification du régime des contrats types agricoles. Sanction du refus de communication des conditions générales de vente. Votera ce texte qui répond aux attentes des consommateurs. - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - *Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6625, 6628) : ses amendements n° 79 : exclusion du dispositif des distributeurs de vente à emporter ; adopté ; et n° 55 : transfert de l'article relatif aux prix anormalement bas dans le chapitre traitant de la revente à perte ; et n° 56 : instauration d'un système d'amendes civiles ; retirés. - **Article 5 bis** (art. L. 441-5, L. 442-3 et L. 444-3 du code de commerce - *Coordination des dispositions relatives à la responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 6647) : son amendement n° 57 : suppression ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6768, 6770) : son amendement n° 49 : suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale ; adopté.

HUE (Robert)  
sénateur (Val-d'Oise)  
CRC

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 3 octobre 2007 ; membre de la commission jusqu'au 3 octobre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7) : le groupe CRC votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 41 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2007-2008)** (p. 4292, 4293) : primauté des normes commerciales sur les impératifs de développement. Le groupe CRC votera contre cette ratification précipitée.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) -

**Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2007-2008).**

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des États étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5600, 5601). Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5621). Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5771, 5773).

**HUMBERT (Jean-François)**  
*sénateur (Doubs)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (10 janvier 2007) - **Article 13 bis** (art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - *Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité*) (p. 121, 122) : soutient l'amendement n° 201 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité pour le commissaire du Gouvernement siégeant au sein de la CNDS de se faire assister par des adjoints) ; adopté. - **Article 17** (art. 32 à 39 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, art. 227-22-1 nouveau du code pénal, art. 60-3, 77-1-3 nouveaux et 99-4 du code de procédure pénale - *Protection des mineurs vis-à-vis des représentations pornographiques ou violentes - Lutte contre la pédophilie sur Internet*) (p. 128) : soutient l'amendement n° 202 de M. Jean-Patrick Courtois (rédaction) ; adopté. - **Article 17 bis E** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - *Obligations pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux*) (p. 130) : soutient l'amendement n° 204 de M. Pierre Hérisson (rectification d'erreur matérielle) ; adopté.

**HUMMEL (Christiane)**  
sénateur (Var)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**HURÉ (Benoît)**  
sénateur (Ardennes)  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (E 3423) [n° 300 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 300 (2006-2007)] sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (E 3423) [n° 312 (2006-2007)] (22 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 179 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer. [n° 39 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Agriculture et pêche.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4086, 4087) : attentes des consommateurs. Conformité avec le droit communautaire. Grands axes de la réforme du système français de valorisation. Sous réserve de l'adoption de ces amendements, avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ce texte. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4098) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. (p. 4099) : son amendement n° 3 : possibilité de coupler les labels rouges avec les indications géographiques protégées ; adopté. (p. 4100) : son amendement n° 4 : possibilité pour les ministres concernés de prendre rapidement des mesures communes à tous les produits sous label rouge ; adopté. (p. 4098, 4101) : position de la commission sur les amendements n° 13 de M. Charles Revet et n° 11 et n° 12 de Mme Françoise

Férat. - **Article additionnel après l'article 1er ou après l'article 2** (p. 4102) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4103) : son amendement n° 2 : prorogation du mandat actuel des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Gérard César. - **Article 2** (article L. 644-12 du code rural - *Suppression des appellations d'origine "vins de qualité supérieure"*) (p. 4103, 4104) : son amendement n° 5 : report des dates prévues par cet article ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Politique des territoires**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6238, 6239). Son département des Ardennes.

**HUREL (Sandrine)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
*SOC*

Élue députée le 28 juin 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 28 juin 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

**HYEST (Jean-Jacques)**  
*sénateur (Seine-et-Marne)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation ; puis président le 1er octobre 2007.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 10 octobre 2007 ; puis premier vice-président le 12 décembre 2007.

Membre titulaire du Comité des finances locales jusqu'au 15 avril 2007.

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 121 (2006-2007)] modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 145 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 125 (2006-2007)] relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 176 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 162 (2006-2007)] portant modification du titre IX de la Constitution [n° 194 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 248 (2006-2007)] (20 février 2007) - **Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Pour un droit de la prescription moderne et cohérent [n° 338 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : La résidence alternée : une journée d'auditions publiques pour évaluer la loi du 4 mars 2002 [n° 349 (2006-2007)] (26 juin 2007) - **Famille - Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 371 (2006-2007)] instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 414 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Justice.**

*Proposition de loi* portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Justice.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 471 (2006-2007)] instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 26 (2007-2008)] (10 octobre 2007) - **Justice.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois : Vers la présidence française de l'Union européenne : Justice, sécurité, famille et sociétés. [n° 133 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Union européenne.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - président de la commission des lois - **Demande de renvoi à la commission** (p. 38) : s'oppose à la motion n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant au renvoi à la commission. - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 64) : demande la priorité du vote sur l'amendement n° 12 de la commission (suppression du formalisme entourant la procédure de rappel à l'ordre). Sécurisation de l'intervention des maires grâce au rappel à l'ordre.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 97) : favorable à l'amendement n° 46 de M. Yves Détraigne (suppression des dispositions rendant les propriétaires des locaux à usage d'habitation responsables des dommages causés aux tiers par les occupants).

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 51** (art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) (p. 203) : position de la commission sur l'amendement n° 226 du Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 254, 256) : historique de la Nouvelle-Calédonie. Accords de Matignon de 1988. Accord de Nouméa de 1998. Citoyenneté propre à la Nouvelle-Calédonie. Divergences d'interprétation sur la définition du corps électoral. Invite le Sénat à adopter le projet de loi constitutionnelle sans modification. - **Question préalable** (p. 274) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Simon Loueckhote tendant à opposer la question préalable.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3** (art. L. 127-5-1 nouveau du code des assurances - Libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client) (p. 467) : défavorable aux amendements identiques n° 5 de M. Georges Othily et n° 10 de M. Christian Cambon (possibilité d'accord sur le montant des honoraires entre l'assureur et l'avocat). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 470) : favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 8 décembre 2005 modifiant la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique).

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 499, 500) : intervient sur les propos de M. François Fortassin.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - président de la commission des lois - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 791) : souhaite l'adoption de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 78 (élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes).

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur pour le projet de loi organique - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 916) : commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'affaire d'Outreau. Commission de réflexion sur l'éthique dans la magistrature. Renforcement de la responsabilité du corps judiciaire. Travaux de contrôle de la commission des lois du Sénat sur l'évolution des métiers de la justice en 2002. Recrutement, formation et mobilité des magistrats. Rôle des chefs de cour d'appel. Déontologie. Sanctions disciplinaires. Saisine du Médiateur de la République. Création d'une commission de transparence de la justice.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007).**

- **Projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 188 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - président de la commission des lois - **Article 13** (p. 1115) : réponse à M. Michel Dreyfus-Schmidt à propos de l'amendement n° 4 du Gouvernement (modalité d'application du dispositif fiscal transitoire à Saint-Barthélemy et Saint-Martin).

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - président de la commission des lois, rapporteur - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1128, 1131) : position de la commission sur les amendements n° 50 et n° 51 de M. Pierre Fauchon. - **Article 1er B** (art. 18-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Augmentation du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice pourvus par recrutement sur titre) (p. 1133) : son amendement n° 1 : modification du mode de calcul du nombre maximal de postes d'auditeurs de justice susceptibles d'être recrutés sur titre ; adopté. - **Article 1er C** (art. 19 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Stage obligatoire d'immersion au sein de la profession d'avocat pour les auditeurs de justice) : ses amendements n° 2 : précision ; et n° 3 : réduction de la durée du stage d'immersion au sein de la profession d'avocat ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 1er C** (p. 1134) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 1er E** (art. 21 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Versement de la recommandation et des réserves du jury de classement au dossier des magistrats) (p. 1135) : son amendement n° 4 : versement au dossier du magistrat des observations formulées par ce dernier sur les recommandations et réserves émises à son sujet ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Robert Badinter. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1136, 1137) : position de la commission sur les amendements n° 31 et n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 1er** (art. 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Soumission des candidats issus des concours complémentaires à une formation initiale probatoire) : son amendement n° 5 : précision ; adopté. - **Article 2** (art. 25-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Généralisation de l'obligation de suivre une formation probatoire à tous les candidats admis à l'intégration directe dans le corps judiciaire) (p. 1138) : ses amendements n° 6 : précision ; n° 7 : rédaction ; n° 8 : motivation obligatoire de la décision de la commission d'avancement défavorable à l'intégration directe ; et n° 9 : rédaction ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 1139) : son amendement n° 10 : modification de la composition de la commission d'avancement et de son collège électoral ; adopté. - **Article 3** (art. 41-12 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Soumission des candidats retenus pour l'exercice des fonctions de magistrat à titre temporaire à une formation probatoire) : ses amendements n° 11 : simplification de la procédure de sélection des magistrats exerçant à titre temporaire ; n° 12 : rédaction ; et n° 13 : motivation obligatoire des avis défavorables rendus par la commission d'avancement sur l'intégration des candidats aux fonctions de magistrats exerçant à titre temporaire ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1140) : position de la commission sur l'amendement n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5 A** (art. 43 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Faute disciplinaire) (p. 1141, 1142) : son amendement n° 14 : définition de la faute disciplinaire ; adopté. Position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 34 et n° 35. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1143) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. -

**Article 5** (art. 45 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Élargissement de la liste des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats) (p. 1144) : position de la commission sur les amendements n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 54 de M. Robert Badinter. - **Article 6** (art. 46 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension de la dérogation au principe du non cumul des peines - Renforcement de la portée de la mise à la retraite d'office) (p. 1145) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Robert Badinter. (p. 1146) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 15 : clarification ; adopté. - **Article 6 bis** (art. 3, 28, 28-1, 39, 80-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Réforme de l'organisation du parquet général de la Cour de cassation - Assouplissement des règles d'accès aux emplois hors hiérarchie à la Cour de cassation au bénéfice des anciens conseillers ou avocats généraux référendaires) (p. 1147) : son amendement n° 16 : possibilité pour les personnels référendaires d'accéder à des fonctions du siège ou du parquet indistinctement ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6 ter** : son amendement n° 17 : compatibilité des fonctions exercées lors d'un détachement avec les fonctions antérieures d'un magistrat ; adopté. - **Article 6 quater** (art. 48-1 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité disciplinaire des magistrats) (p. 1148, 1149) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ses amendements n° 18 : transmission automatique aux chefs de cour d'appel et aux magistrats intéressés des condamnations définitives de la France par la Cour européenne des droits de l'homme pour fonctionnement défectueux du service public de la justice ; n° 19 et 20 : rédaction ; adoptés. - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1150) : son amendement n° 21 : création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats ; adopté. (p. 1153, 1154) : position de la commission sur les sous-amendements n° 58 et n° 62 de M. Robert Badinter, n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 44 de M. Jean-René Lecerf, déposés sur son amendement n° 21 précité ainsi que sur les amendements n° 57 de M. Robert Badinter, n° 43 de M. Jean-René Lecerf, n° 39 et n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 1155, 1156) : favorable à l'amendement n° 21 et aux sous-amendements s'y rapportant. - **Article 7 A** (art. 13-2 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Actualisation d'une référence à l'outre-mer au sein de l'ordonnance du 22 décembre 1958) (p. 1160) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. - **Article 7** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Accès de droit des procureurs généraux de cour d'appel aux emplois hors hiérarchie du parquet de la Cour de cassation) : son amendement n° 23 : soumission de la nomination des procureurs généraux près les cours d'appel n'ayant pas reçu de nouvelle affectation à l'issue de sept années d'exercice dans la même cour d'appel, à l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté. - **Article 8** (art. 69 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Suspension d'un magistrat en raison de son état de santé) (p. 1161) : son amendement n° 24 : institution d'un comité médical national auprès du Garde des Sceaux pour statuer sur le cas de magistrats dont l'état de santé paraît incompatible avec l'exercice de leur fonction ; adopté. - **Article 8 bis** (art. 39 et 76-4 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mobilité statutaire préalable à l'accès aux emplois placés hors hiérarchie) (p. 1162) : son amendement n° 25 : modalités de la mobilité statutaire obligatoire ; adopté. (p. 1163) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et le sous-amendement n° 60 de M. Robert Badinter déposé sur son amendement n° 25 précité. - **Article 8 ter** (art. 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Extension des possibilités de détachement judiciaire) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Marc Juillard. - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 1164, 1165) : son amendement n° 26 : coordination ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 47 et n° 48 de M. Jean-Marc Juillard. - **Article 9** (art. 77 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Coordination avec l'interdiction de l'honorariat pour les magistrats mis à la retraite d'office) : son amendement n° 27 : précision ; adopté. - **Article 9 bis** (art. 3 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature et art. 8 de la loi organique n° 93-1252 du 23 novembre 1993 sur la Cour de justice de la République - Coordination avec la création des avocats généraux référendaires) : son amendement n° 28 : rédaction ; adopté. - **Article 11** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 1166) : son amendement n° 29 : entrée en vigueur de l'obligation de stage des auditeurs de justice au sein de la profession d'avocat ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1202, 1205) : statut pénal du chef de l'Etat. Ambiguïté du texte en vigueur. Réforme proposée. Procédure de destitution. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Accepte ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 1228, 1231) : position de la commission sur les amendements n° 7 de M. Robert Badinter et n° 9 de M. Jean-Pierre Bel. - **Article unique** (p. 1232, 1239) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 11, n° 12 et n° 13, de M. Jean-Pierre Bel n° 8 et n° 10, de M. Jean-René Lecerf n° 1, n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5, et n° 6 de M. Pierre Fauchon. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 1239) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - président de la commission des lois - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue) (p. 1319) : accepte de retirer l'amendement n° 34 de la commission (en cas d'impossibilité technique, vérification par le procureur de l'existence d'autres moyens d'enregistrement). - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 1322) : défavorable à l'amendement n° 102 de M. Robert Badinter (suppression). - **Article 11** (art. 4 du code de procédure pénale - Limitation du champ d'application de la règle en vertu de laquelle "le criminel tient le civil en l'état") (p. 1328) : intervient sur l'amendement n° 83 de M. Robert Badinter (suppression partielle).

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1442) : réaction aux propos de M. Robert Bret. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1445) : considérations sur le droit d'initiative parlementaire. Dérives actuelles en Corse. Nécessité pour le Sénat d'agir en dehors des périodes électorales et d'adopter ce texte.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture [n° 169 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Article 9** (Ratification et modification de l'ordonnance) (p. 1502, 1503) : contrôle du Parlement exercé sur les normes adoptées par le pouvoir réglementaire dans le domaine législatif. Désapprouve les

conditions d'examen de ce projet de loi de ratification d'une ordonnance.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1529) : intervient sur l'amendement n° 177 de M. Nicolas About (coordination). - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - De la majorité et des majeurs protégés par la loi) (p. 1545) : position de la commission sur l'amendement n° 228 de M. Yves Détraigne. Son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. (p. 1546) : ses amendements n° 14 (rédaction) ; et n° 15 (précision) ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 252 de M. Alain Vasselle. (p. 1554) : intervient sur l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Michel (possibilité pour le médecin de l'équipe pluridisciplinaire de la maison départementale des personnes handicapées de rédiger le certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de protection). (p. 1557) : défavorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 107 (obligation pour le médecin expert, établissant un certificat médical demandant une mesure de protection, de solliciter l'avis du médecin de la famille). (p. 1559) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (possibilité pour le majeur d'être accompagné par un avocat ou par toute autre personne de son choix, avec l'accord du juge). (p. 1562) : intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Michel (désignation d'un membre de la famille ou d'un proche lorsque le juge ne peut pas procéder à l'audition de la personne faisant l'objet d'une demande de protection). (p. 1570) : invoque l'article 40 de la Constitution sur les amendements identiques n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 222 de M. Yves Détraigne (impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatélaire à l'égard de leurs usagers) ainsi que sur l'amendement n° 168 de M. Jacques Blanc (allongement de la liste des personnes ne pouvant pas exercer de charges curatélaires ou tutélaires).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1590) : position de la commission sur l'amendement n° 195 de Mme Josiane Mathon-Poinat. (p. 1591) : soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédaction) ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 276 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1592) : position de la commission sur les amendements n° 196 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 277 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1598, 1602) : position de la commission sur l'amendement n° 120 repris par M. Jean-Pierre Michel. (p. 1611) : défavorable à l'amendement n° 131 de la commission saisie pour avis (prise en compte dans la mesure d'accompagnement social personnalisé de tous les revenus et non des seules prestations sociales). - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1625, 1627) : position de la commission sur les amendements de M. Nicolas About n° 182 et 183.

- **Communication du Médiateur de la République** - (15 février 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1635, 1637) : notoriété de la Médiation de la République. Rôle pédagogique. Facilitation de l'accès au juge. Fichiers STIC et JUDEX. Rôle du Médiateur au cœur de la réforme de la justice. Contrôle extérieur des lieux de détention.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)] (suite)** - (15 février 2007) - président de la commission des lois - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1648, 1650) : défavorable à l'amendement n° 259 de M. Alain Vasselle (précision). (p. 1651, 1652) : favorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle). - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1678) : regrette le procédé des cavaliers législatifs même s'il en reconnaît la nécessité en l'espèce. Le Sénat sera très attentif à l'introduction de l'arbitrage en droit

administratif. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1682) : amélioration du projet proposé par le Gouvernement. Dialogue entre les deux commissions saisies. Modernisation de la législation.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8, 9) : le groupe UMP votera le projet de loi constitutionnelle dans sa grande majorité.

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 221 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Patrice Gélard, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1755) : consécration législative du statut fondateur de la commission. Visée d'accréditation auprès des Nations unies au regard des "principes de Paris". Précision des domaines de compétence de la commission. La commission des lois, à l'unanimité, propose l'adoption du projet de loi sans modification.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats - Commission mixte paritaire [n° 248 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1852, 1853) : stage d'immersion. Faute disciplinaire. Réclamations des justiciables. Recommande l'adoption sans modification du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 249 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - en remplacement de M. François Zocchetto, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1862, 1863) : recommande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1872, 1873) : remerciements.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Motion d'ordre** (p. 1970) : propose l'examen en premier lieu de l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Peyronnet qui réécrit l'article unique du projet de loi. - **Article unique** (p. 1990, 1991) : approuve la rectification demandée par le Gouvernement pour les amendements n° 5 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 17. (p. 1992) : portée restrictive de l'amendement n° 44 du Gouvernement (limitation de la possibilité d'audition de la délégation au Premier ministre, aux ministres, aux directeurs des services de renseignement et au secrétaire général de la défense nationale), contraire à la position défendue par la commission. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1995) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Claude Peyronnet (désignation de la délégation parlementaire au renseignement dès la promulgation de la présente loi).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2112) : position de la commission sur la motion n° 51 de M. Pierre-Yves Collombat tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté)** (p. 2121, 2122) : à titre personnel, après les explications de la ministre, juge non indispensable l'amendement n° 1 de la commission (possibilité pour le juge, à titre exceptionnel, de prendre aussi en compte les circonstances de l'infraction et la personnalité de l'auteur d'un crime commis en état de multirécidive, en vue de prononcer une peine inférieure aux peines planchers). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134, 2135) : en dépit de l'opposition de la ministre, invite le

Sénat à voter l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu). - **Division et article additionnels après l'article 9** (p. 2159) : intervient sur les amendements n° 63 (division additionnelle - Chapitre... Dispositions relatives au contrôle général des lieux de privation de liberté) et n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un contrôleur général des lieux de privation de liberté). Sa proposition de loi déposée avec M. Guy-Pierre Cabanel instituant un contrôleur général des prisons et votée au Sénat le 26 avril 2001. Discussion inopportune dans le cadre d'un texte traitant de la récidive. Attente du projet de loi instituant le contrôleur général indépendant des lieux privés de liberté.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3012) : rapport Canivet. Respect de la personne humaine dans les lieux de privation de liberté. Engagements internationaux de la France et protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture. Création d'une instance indépendante de contrôle de l'administration pénitentiaire. Respect des prérogatives de l'autorité judiciaire. Mode de saisine du contrôleur général. Moyens humains et matériels dévolus au contrôleur général : comparaison avec le système de contrôle britannique. Autorité du contrôleur général des lieux de privation de liberté. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3031) : position de la commission sur la motion n° 59 de M. Charles Gautier tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 3036) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 1er (Statut et compétence)** (p. 3038) : son amendement n° 1 : précision ; adopté. (p. 3038, 3040) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Jean-René Lecerf, n° 60 de M. Charles Gautier, n° 26 et n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 79 et n° 80 de Mme Éliane Assassi. - **Article 2 (Nomination et incompatibilités)** (p. 3042) : son amendement n° 2 : nomination du contrôleur général par décret du Président de la République ; adopté. (p. 3043) : son amendement n° 3 : nomination du contrôleur général après avis des commissions compétentes de chaque Assemblée ; adopté. (p. 3045) : son amendement n° 4 : immunité pénale du contrôleur général dans l'exercice de ses fonctions ; adopté. (p. 3043, 3046) : son amendement n° 5 : incompatibilité de la fonction de contrôleur général avec tout autre emploi public ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 61 de M. Charles Gautier, n° 82 de Mme Éliane Assassi, n° 19 de M. Jean-René Lecerf et n° 46 de M. Richard Yung. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3046) : son amendement n° 6 : incompatibilité des fonctions de contrôleur général avec une candidature à un mandat électif local ; adopté. - **Article 3 (Équipe de contrôleurs)** (p. 3048, 3049) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Charles Gautier, n° 84 de Mme Éliane Assassi, n° 28 et n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4 (Secret professionnel)** (p. 3050) : son amendement n° 7 : respect du secret professionnel ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 86 de Mme Éliane Assassi. - **Article 5 (Modalités d'information et de saisine)** (p. 3052, 3053) : son amendement n° 8 : saisine du contrôleur général ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 88 de Mme Éliane Assassi et n° 30 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3053) : son amendement n° 9 : cohérence ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 56 et n° 57 de M. Yves Détraigne. - **Article 6 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 3058) : son amendement n° 10 : hospitalisation sans consentement ; adopté. (p. 3058, 3062) : droit de visite du contrôleur général. Position de la commission sur les amendements n° 90, n° 91 et n° 92 de Mme Éliane Assassi, n° 52 de M. Yves Détraigne, n° 20 et n° 21 de M. Jean-René Lecerf, n° 36 et n° 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 64, n° 66, n° 65 et n° 67 de M. Charles Gautier. (p. 3066, 3068) : position de la commission sur les

amendements n° 33 et n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 45 de M. Jean-René Lecerf, n° 69 et n° 68 de M. Charles Gautier. Son amendement n° 11 : étendue de l'information du contrôleur général ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 70 de M. Charles Gautier, n° 93 de Mme Éliane Assassi, n° 78 et n° 55 de M. Yves Détraigne, n° 22 de M. Jean-René Lecerf et n° 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3072) : conditions de restriction du droit de visite du contrôleur général dans les établissements. (p. 3075) : opposabilité du secret au contrôleur général. (p. 3076) : son amendement n° 12 : délégation des pouvoirs de visite et d'information aux contrôleurs assistant le contrôleur général ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 31 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 3076) : position de la commission sur l'amendement n° 72 de M. Charles Gautier. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 3077) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de M. Yves Détraigne. - **Article 7 (Suite donnée aux inspections)** (p. 3078) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. (p. 3079) : son amendement n° 14 : saisine du procureur de la République et des instances disciplinaires par le contrôleur général ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 94 de Mme Éliane Assassi, n° 73 et n° 74 de M. Charles Gautier, n° 23 et n° 24 de M. Jean-René Lecerf, n° 58 et n° 54 de M. Yves Détraigne et n° 48 de M. Richard Yung. - **Article 8 (Avis et recommandations)** (p. 3084) : son amendement n° 15 : libre publication des avis, observations et recommandations du contrôleur général ; adopté. (p. 3081, 3086) : position de la commission sur les amendements n° 49 de M. Richard Yung, n° 76, n° 75 et n° 77 de M. Charles Gautier, n° 37, n° 42, n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 95 et n° 96 de Mme Éliane Assassi. - **Article 9 (Rapport public)** (p. 3087) : position de la commission sur l'amendement n° 97 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3088) : son amendement n° 16 : coopération du contrôleur général avec les organismes internationaux compétents ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 81 de Mme Éliane Assassi. - **Article 10 (Crédits budgétaires)** (p. 3089) : son amendement n° 17 : inscription des crédits du contrôleur général au programme "coordination du travail gouvernemental", inapplicabilité de la loi du 10 août 1922 et contrôle a posteriori de la Cour des comptes ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi, n° 44 et n° 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3092) : apport positif du texte sur les lieux de privation de liberté.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de réserve** (p. 3239) : demande la réserve de l'amendement n° 1 et de l'article 2 jusqu'après l'examen de l'amendement n° 48 ; réserve ordonnée. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3270) : défavorable au sous-amendement n° 54 de M. Ladislav Poniatowski portant sur l'amendement n° 49 de la commission (circonstances aggravantes pour les marchandises dangereuses pour la santé et la sécurité humaine). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3274) : ton et qualité de la réflexion préalable à la discussion de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - président de la commission des lois - **Demande de priorité** (p. 3535) : demande l'examen en priorité, après l'examen de l'article 1er, de l'article 4 ainsi que de l'amendement n° 94 tendant à insérer un article additionnel après l'article 4.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3576) : sur l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui

lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an), soutient le sous-amendement n° 211 de Mme Michèle André (maintien du dispositif créé en 2006 permettant à un conjoint de Français, marié en France, entré régulièrement et séjournant depuis six mois avec son conjoint français, de déposer sa demande de visa de long séjour auprès de l'autorité administrative compétente pour la délivrance d'un titre de séjour) ; adopté (identique à l'amendement n° 137 du même auteur et sur lequel la commission avait émis un avis favorable lors de sa réunion). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3592, 3593) : son amendement n° 203 : réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois ; adopté après modification par le sous-amendement n° 207 de M. Pierre Fauchon (lorsque l'authenticité de son acte d'état civil a fait l'objet d'un doute sérieux qui n'a pu être levé par la possession d'état, la recherche d'identification par ses empreintes génétiques peut être sollicitée par le demandeur de visa). (p. 3599, 3600) : précise que l'objet de son amendement n° 203 est très différent de celui de l'amendement Mariani.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 5 quater** (art. L. 313-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3641) : position de la commission sur l'amendement n° 142 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Rappel au règlement** (p. 3691, 3692) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Eliane Assassi. Organisation des travaux sur le projet de loi "Immigration, intégration et asile". - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3723) : reprend l'amendement de M. Pierre Laffitte n° 43 (dispense de l'obligation de solliciter un visa de long séjour pour les scientifiques étrangers admis au séjour dans un autre État membre de l'Union européenne en cette qualité et qui souhaitent poursuivre leurs travaux de recherche en France pour une période supérieure à trois mois) ; adopté. Son amendement n° 216 : instauration, dans le code de la santé publique, d'obligations vaccinales pour les étrangers admis pour la première fois au séjour en France ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3725, 3726) : reprend l'amendement de M. Christian Cointat n° 37 (abrogation de l'article 185 du code civil qui interdit la contestation de la validité du mariage célébré à l'étranger d'une mineure enceinte) ; adopté. Reprend l'amendement de M. Aymeri de Montesquiou n° 40 (précision selon laquelle la contribution du titulaire de la carte "compétences et talents" au développement de la France pourra porter sur le développement de ses territoires) ; adopté. Son amendement n° 45 : possibilité pour les représentants légaux des mineurs de 13 à 16 ans empêchés d'exprimer leur volonté par une altération de leurs facultés mentales ou corporelles, de souscrire une déclaration de nationalité en leur nom ; adopté. - **Article 12 bis** (art. L. 222-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 3727, 3728) : nécessité d'une réflexion sur la légitimité des recours, tant administratifs que judiciaires. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3746) : avancées de l'article 20. Mise à disposition d'instruments permettant de réaliser des études sur la population française et sur la discrimination. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3747) : délibération par deux fois de l'article 21 en commission. Illisibilité de l'article 4 de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable. Confusion de l'article 21 suscitant la totale incompréhension des plus grandes associations qui s'occupent d'hébergement. Réalité du problème. Après avoir donné un avis favorable aux amendements de suppression de

l'article 21, proposera de différer le débat et de régler la difficulté en commission mixte paritaire. (p. 3751, 3752) : contradiction entre la modification de l'article 21 proposée par le Gouvernement et les finalités de l'article 4 de la loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable. Souhaite une réflexion sur un nouvel amendement. Son amendement n° 218 : précision selon laquelle les étrangers en situation irrégulière peuvent être accueillis dans les structures d'hébergement d'urgence et y demeurer étant entendu que la régularité du séjour n'est requise qu'au stade de l'orientation vers une structure d'hébergement stable ; adopté.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - président de la commission des lois - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3946) : défavorable aux amendements analogues n° 4 de Mme Jacqueline Gourault et n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 3968, 3969) : amendements adoptés en première lecture. Conditions de désignation du contrôleur général. Indépendance. Renforcement des prérogatives. Coordination avec les autres instances. Nomination rapide. Moyens humains et financiers nécessaires. - **Article 1er (Statut et mission)** (p. 3976) : position de la commission sur les amendements n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 7 de M. Robert Badinter. - **Article 2 (Nomination et incompatibilité)** (p. 3977, 3978) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Robert Badinter. - **Article 3 (Equipe de contrôleurs)** (p. 3978, 3979) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Robert Badinter. - **Article 5 (Modalité d'information et de saisine)** (p. 3979) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 6 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 3984, 3985) : position de la commission sur les amendements n° 10, n° 12, n° 13 et n° 14 de M. Robert Badinter ainsi que sur les amendements n° 17, n° 3 et n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 7 (Suites données aux visites)** (p. 3986) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 8 (Avis et recommandations)** (p. 3987, 3988) : position de la commission sur les amendements n° 16 et n° 15 de M. Robert Badinter et n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3989, 3990) : souhaite une mise en place rapide du contrôleur général. Attend la loi pénitentiaire.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4134) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (élargissement de la saisine du médiateur de la République). Favorable à un examen différé dans l'attente des propositions du comité Balladur. (p. 4138) : défavorable à l'amendement n° 28 de M. Laurent Béteille (non-opposabilité à d'autres consommateurs d'une clause déclarée abusive ou illicite dans le cadre d'une action individuelle). Perspective prochaine d'un débat sur le droit des consommateurs. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4153, 4154) : intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions obligeant les communes à participer au financement de la scolarisation des enfants dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire). Complexité du problème. - **Division additionnelle après l'article 13** (p. 4172) : applicabilité de plein droit de ce texte à la Polynésie française.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-**

**2008)]** - (7 novembre 2007) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 4** (art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant) (p. 4322) : défavorable au sous-amendement n° 18 de Mme Catherine Procaccia déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (réintroduction du dispositif de protection au profit du majeur protégé et limitation de l'application du délai de latence de trente jours pour l'acceptation du contrat aux seuls cas où la désignation du bénéficiaire intervient à titre gratuit).

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - président de la commission des lois - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4378) : favorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire) modifié par le sous-amendement n° 59 de la commission.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - président de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 5024, 5026) : réécriture d'un pan entier du code civil. Mise en œuvre des recommandations de la mission d'information qu'il a présidée sur le régime des prescriptions civiles et pénales et prenant en compte les réflexions des professeurs Philippe Malaurie et Pierre Catala sur l'avant-projet de réforme d'ensemble du droit des obligations. Distinction entre prescription acquisitive et prescription extinctive. Réforme nécessaire. Impératif de sécurité juridique. Délais de la prescription de droit commun dans les pays européens. Importance des règles de prescription comme élément de la concurrence entre les systèmes juridiques nationaux. Réduction du nombre et de la durée des délais de prescription extinctive. Simplification des règles relatives au cours de la prescription extinctive. Aménagement contractuel de cette prescription. (p. 5034, 5035) : réduction justifiée des délais de prescription en matière civile. Modernisation nécessaire du code civil. Absence de toutes arrière-pensées et de sous-entendus derrière ce texte. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5040, 5041) : intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage) et sur le sous-amendement n° 13 de la commission (réduction du délai de la prescription à dix ans à compter de la manifestation du dommage) s'y rapportant. Problème de cohérence avec la directive européenne. Suggère au Gouvernement de rectifier son amendement n° 6 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (30 novembre 2007) - président de la commission des lois : son intervention (p. 5682).

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6444) : défavorable à l'amendement n° II-270 de M. Gérard Miquel (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets dangereux). (p. 6453) : soutient l'amendement n° II-214 de M. Roland du Luart (réforme des modalités de financement du Haut Conseil du commissariat aux comptes) ; adopté.

**IBRAHIM RAMADANI**  
(Soibahadine)  
*sénateur (Mayotte)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**JARLIER (Pierre)**  
*sénateur (Cantal)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 170 (2006-2007)] instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 175 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3511) : importance de l'immigration clandestine en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte. Situation tendue à Mayotte en matière de structures d'accueil. Résultats positifs des mesures prises par la loi du 24 juillet 2006. Multiplication des drames survenus en mer en dépit du renforcement des moyens de surveillance aux frontières. Proposera, dans le cadre de l'ordonnance prévue à l'article 17, d'établir un équilibre entre la répression à Mayotte et le codéveloppement et l'aide au développement aux Comores. Sur la crise anjouanaise, en appelle au dialogue sous l'égide de l'Union africaine. Sous le bénéfice de ses observations, soutiendra ce projet de loi en restant vigilant sur les termes de l'ordonnance prévue par l'article 17 visant son extension à Mayotte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5916, 5917). Votera les crédits de l'outre-mer.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 460, 462) : rôle de l'assurance de protection juridique. Dysfonctionnements. Objectifs de sa proposition de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 655, 658) : portée historique et symbolique de ce texte. Hommage à l'abbé Pierre. Évolution du droit au logement. Programmes de construction. Risques liés à l'opposabilité. Amendements de la commission : affirmation de la responsabilité de l'Etat ; distinction entre droit à l'hébergement et droit au logement opposable ; offre de logements ; logements locatifs très sociaux ; mobilisation du parc social. - **Article 1er (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable)** (p. 695) : son amendement n° 66 : codification et

clarification ; adopté. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Élargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 700) : son amendement n° 67 : réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement ; adopté.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 729) : son amendement n° 68 : remplacement de l'expression "une structure adaptée" par une formule plus précise ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 21 de la commission. (p. 733, 734) : ses amendements portant sur le même objet n° 69 et 70 : modification du calendrier de ce dispositif ; devenus sans objet. (p. 737) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). (p. 741) : son amendement n° 71 : possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation ; retiré. (p. 742) : intervient sur son amendement précité n° 71. Son amendement n° 72 : suppression de la possibilité d'une application anticipée du droit opposable au logement, dans le cadre d'une expérimentation, par les communes ou EPCI délégataires du contingent préfectoral ; adopté. (p. 744) : son amendement n° 73 : appel des décisions du juge administratif ; adopté. (p. 745) : son amendement n° 74 : coordination ; adopté. (p. 748) : intervient sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 170 (fixation d'une somme minimale pour l'astreinte et versement de celle-ci au demandeur) et n° 171 (repli), n° 254 de M. Jean Desessard (versement de l'astreinte au demandeur) et n° 118 de Mme Michelle Demessine (versement de l'astreinte au demandeur et à la caisse d'allocations familiales). - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 754) : son amendement n° 75 : suppression ; adopté. (p. 757) : intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Michelle Demessine (restauration de la responsabilité de l'Etat sur le contingent préfectoral). - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Caducité des conventions de délégation*) (p. 759) : son amendement n° 76 : suppression ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 763) : son amendement n° 79 : modification des objectifs de construction des logements fixés dans le plan de cohésion sociale ; adopté. -

**Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 788) : son amendement n° 78 : élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes ; adopté. (p. 790) : intervient sur son amendement n° 78 précité. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 812) : son amendement n° 77 : transfert, à titre expérimental, de la responsabilité du droit opposable au logement aux EPCI délégataires des aides à la pierre ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 855) : son amendement n° 81 : location à des personnes morales des logements bénéficiant du dispositif fiscal "Borloo dans l'ancien" ; adopté. (p. 856) : son amendement n° 80 : prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles ; adopté. (p. 861) : son amendement n° 82 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 880, 881) : à titre personnel, favorable à cet article. Conditions de vie difficiles des vieux travailleurs étrangers. Souhait de retour dans leur pays. Nombre limité de places en foyers. Rapprochement familial.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3674) : gouvernance environnementale. Rôle des collectivités territoriales. Agendas 21 locaux. Partenariats Etat-collectivités territoriales. Transparence des décisions en matière environnementale. Charte de l'environnement. Aspect institutionnel des politiques de développement durable.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5385, 5386). Son département du Cantal. - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5408) : soutient l'amendement n° I-219 de M. Jean Puech (exclusion de l'enveloppe normée de la part départementale de la dotation de compensation de l'exonération sur le foncier non bâti agricole) ; devenu sans objet.

JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)  
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social** [n° 117 (2006-2007)] - (17 janvier 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 317) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 7 (institution d'une règle claire en vue d'établir la validité des accords aux niveaux interprofessionnels et de branches) ; et n° 8 (instauration d'une règle claire en vue d'établir la validité des accords d'entreprise) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 321) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de l'article 3 de la loi n° 2005-296 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - *Institution de nouvelles procédures de dialogue social*) (p. 326, 327) : remarques sur la notion de "dialogue social" et sur l'absence de dispositions concernant la représentativité et le financement des organisations syndicales. (p. 332, 333) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Raymonde Le Texier (précision) ; rejeté.

- **Proposition de loi** visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1457, 1458) : bien-fondé de la proposition de loi. Charte des stages étudiants en entreprises non contraignante dans son application.

- **Projet de loi** en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2730) : soutient l'amendement n° 162 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation du contrat "nouvelles embauches", CNE) ; rejeté. (p. 2732) :

soutient l'amendement n° 165 de Mme Raymonde Le Texier (suppression du dispositif des heures choisies) ; rejeté. - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2747) : intervient sur l'amendement n° 62 de Mme Annie David (majoration des heures supplémentaires pour les salariés à temps partiel).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2777, 2778) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Raymonde Le Texier (pour le calcul des heures supplémentaires exonérées, remplacement du plafond de 218 jours de travail par an par celui retenu par les conventions collectives) ; rejeté. (p. 2780, 2781) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Raymonde Le Texier (extension du champ d'application de ce dispositif aux heures complémentaires) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2840, 2841) : soutient l'amendement n° 111 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de l'avance remboursable sans intérêt du prêt à taux zéro) ; rejeté. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2850) : soutient l'amendement n° 117 de M. Thierry Repentin (soumission à condition de ressources de ce crédit d'impôt et majoration de son montant en fonction du nombre d'enfants à charge) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Question préalable** (p. 4567, 4569) : sa motion n° 141 tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4656) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Christiane Demontès (régulation du marché du médicament au travers du seul mécanisme des baisses des prix) ; rejeté.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - *Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires*) (p. 4729, 4730) : soutient l'amendement n° 124 de M. Bernard Cazeau (modalités d'information relatives aux dépassements d'honoraires) ; devenu sans objet. - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé*) (p. 4747) : son amendement n° 161 : mise en place d'une banque de données administratives et scientifiques sur les dispositifs médicaux ; retiré au profit de l'amendement identique n° 22 de la commission.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4786) : son amendement n° 150 : plan personnalisé de prévention de soins pour chaque personne touchée par une pathologie chronique ; rejeté. - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - *Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4835) : intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin (exonération des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et de l'allocation supplémentaire d'invalidité).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 48** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - *Fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins*) (p. 4934, 4935) : pérennité et développement des réseaux médicaux. Soutient l'amendement n° 135 de M. Bernard Cazeau (suspension du financement de la mise en œuvre du dossier médical personnel, DMP) ; rejeté. - **Article 66** (*Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail*) (p. 4972, 4973) : le groupe socialiste votera contre cet article. Privatisation du contrôle médical de la sécurité sociale.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5699, 5701). - **Article 53** (*Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation*) (p. 5711, 5712) : soutient l'amendement n° II-79 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

**- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Article 2** (*Modifications de l'ordonnance*) (p. 7053) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Godefroy (report de la date d'entrée en application du nouveau code du travail) ; rejeté.

**JÉGOU (Jean-Jacques)**  
*sénateur (Val-de-Marne)*  
UC-UDF

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 22 février 2007.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 6 février 2007.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Systèmes d'information de santé : le diagnostic est posé, le traitement s'impose [n° 35 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accèsion de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 67 (2007-2008)] de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 73 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Santé [n° 91 tome 3 annexe 27 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé.**

**INTERVENTIONS**

**- Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2554, 2555) : résultats budgétaires. Norme de dépenses. Dette de l'Etat. Mise en œuvre décevante de la LOLF. Changement de périmètre des missions budgétaires à venir. Nécessaire augmentation du pouvoir budgétaire du Parlement.

**- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2650, 2653) : situation financière non enviable de la France. Fondement irréaliste de la politique budgétaire de la législature sur la seule croissance. Dubitatif sur le choc de confiance attendu des mesures fiscales contenues dans le projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dit "TEPA". Partisan du dépassement de l'objectif "zéro volume" pour parvenir au "zéro valeur" s'agissant des finances publiques. Interrogation sur la signification du nombre de postes de fonctionnaires non remplacés. Limites de la norme de dépenses soulignées par la Cour des comptes. Récurrence de la dette publique. Quasi-triplement de la dette sociale depuis 2002. Efforts à conduire sur le fonctionnement des établissements de santé et sur la responsabilisation des assurés sociaux et des professionnels de la santé. Nécessité de repenser la notion de gouvernance de la sécurité sociale. Urgence d'un bilan de la réforme des retraites. Nécessité de conditionner la révision du pacte de stabilité à une responsabilisation des collectivités territoriales par l'autonomie. En appelle à la volonté du Gouvernement et du Parlement pour améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion publique.

**- Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2784) : intervient sur l'amendement n° 152 de M. Michel Charasse (clarification du dispositif relatif aux heures supplémentaires réalisées par les agents publics).

**- Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2889) : votera l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA). - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2898) : soutient l'amendement n° 205 de M. Michel Mercier (exclusion de la CSG, de la CRDS et des prélèvements sociaux du périmètre du bouclier fiscal) ; rejeté. - **Article 5 bis** (*Augmentation de*

*l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 2917, 2918) : soutient l'amendement n° 207 de M. Michel Mercier (instauration d'un abattement de 300.000 euros sur la valeur de la résidence principale des contribuables assujettis à l'ISF) ; rejeté. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2941, 2945) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 216 (réduction d'ISF pour les investissements dans les entreprises individuelles) ; et de M. Michel Mercier n° 210 (report sur l'impôt des trois années suivantes de l'excédent du montant des investissements dans les PME et des dons à des organismes d'intérêt général) ; retirés. Ses amendements n° 209 : regroupement des investissements des redevables de l'ISF dans des fonds dédiés à ce dispositif ; et n° 208 : ouverture du champ de la réduction d'ISF aux investissements dans des sociétés dont le redevable ou son conjoint possède des parts ; retirés. (p. 2945) : soutient l'amendement n° 211 de M. Michel Mercier (abattement d'ISF pour les dons aux associations reconnues d'intérêt public, aux associations de bienfaisance et de recherche médicale) ; retiré. (p. 2946, 2947) : soutient les amendements de M. Denis Badré n° 214 (réduction d'ISF pour les dons aux entreprises adaptées visant à l'insertion des personnes handicapées) ; adopté ; n° 260 (réduction d'ISF pour les investissements dans les entreprises solidaires) ; retiré ; de M. Michel Mercier n° 2 (réduction d'ISF pour les dons aux associations reconnues d'utilité publique travaillant à l'insertion par le logement) ; et n° 3 (réduction d'ISF pour les dons aux associations reconnues d'utilité publique travaillant à l'insertion) ; retirés. (p. 2949) : soutient l'amendement n° 212 de M. Michel Mercier (réduction d'ISF pour les dons aux associations œuvrant en faveur des personnes en difficulté) ; retiré. (p. 2951, 2952) : soutient l'amendement n° 217 de M. Denis Badré (suppression de l'imposition commune à l'ISF des personnes mariées ou liées par un PACS) ; retiré. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2959) : soutient l'amendement n° 219 de M. Michel Mercier (précision de la nature des conditions de performance subordonnant les rémunérations différées) ; rejeté. (p. 2961) : soutient l'amendement n° 218 de M. Michel Mercier (conclusion des conventions de rémunérations différées lors de la nomination ou de l'élection des mandataires sociaux) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4529, 4531) : dégradation des comptes de la sécurité sociale. Prévision pour 2008. Situation du FFIPSA. CADES. Clarification des relations entre l'Etat et la sécurité sociale. Recettes. Assurance maladie. Lutte contre la fraude. Souhait d'une poursuite de la maîtrise médicalisée des dépenses d'assurance maladie. PLFSS de transition. Sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des finances, émet un avis favorable sur ce texte.

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4605) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Suite aux contestations des sénateurs de l'opposition, assure du respect par la commission des finances de ses obligations en termes d'interprétation et de communication du vade-mecum de l'article 40 de la Constitution adressé à tous les sénateurs par M. Jean Arthuis, à la demande du Président du Sénat.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] (suite)**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 9 D** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon"*) (p. 4625, 4628) : son amendement n° 77 : suppression ; retiré. - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les*

*attributions gratuites d'actions*) (p. 4636, 4637) : son amendement n° 78 : suppression de la contribution salariale ; devenu sans objet. - **Article 9** (*art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques*) (p. 4649, 4650) : son amendement n° 79 : maintien des dispositions relatives à l'aide fiscale à la recherche, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, pour les dépenses de recherche exposées au cours de l'année civile 2007 ; devenu sans objet. - **Article 9 bis** (*Instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac*) (p. 4657) : son amendement n° 80 : suppression ; adopté. - **Article 10 bis** (*art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile*) (p. 4766) : ne votera pas les amendements de suppression n° 144 de M. Claude Domeizel, n° 287 de M. Michel Billout et n° 462 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 17** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 4709, 4710) : son amendement n° 82 : coordination ; retiré. - **Article 21** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 4716) : situation du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles, FFIPSA. - **Article 24** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 4719, 4720) : rôle de la CADES et de l'ACOSS dans l'apurement de la dette.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 30** (*art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés*) (p. 4755) : ses amendements n° 83 : rédaction ; et n° 84 : contreparties financières liées à l'atteinte des objectifs fixés par le contrat ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4812) : soutient l'amendement n° 192 de M. Marcel Deneux (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses) ; retiré. - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4830) : son amendement n° 86 : modulation de la franchise en fonction des revenus ; retiré. - **Article 36** (*art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés*) (p. 4847, 4850) : favorable à l'amendement n° 470 du Gouvernement (choix des hébergeurs informatiques du DMP et condition de conservation du DMP après clôture). Son amendement n° 87 : suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP ; adopté. - **Article 40** (*art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés*) (p. 4868) : son amendement n° 88 : suppression de trois missions spécialisées de la prise en charge par le Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 4976) : son amendement n° 89 : harmonisation de la législation fiscale et sociale en matière d'abus de droit ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 4979) : son amendement n° 90 : obligation pour les donneurs d'ordre de s'assurer que leurs sous-traitants règlent leurs cotisations sociales ; retiré.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Santé**

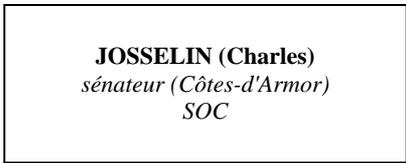
- (7 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6249, 6250). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6262) : son amendement n° II-6 : suppression des crédits du programme "offre de soins et qualité du système de soins" consacrés à l'année-recherche ; retiré.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6388) : intervient sur les amendements n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de

ce dernier) et n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A).

**- Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6769, 6770) : votera l'amendement n° 49 de M. Michel Houel (suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6785, 6786) : soutient l'amendement n° 107 de M. Michel Mercier (suppression du doublement de la cotisation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs au Fonds national d'aide au logement) ; rejeté.



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Le fonds européen de développement [n° 202 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Collectivités territoriales - Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2874) : augmentation des inégalités. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2914) : favorable à l'amendement n° 240 de Mme Nicole Bricq (rapport sur la réalité et les conditions du retour en France des contribuables redevables de l'ISF).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 415 (2006-2007)]** - (18 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3190, 3192) : politique maritime française. Pavillons de complaisance. Référence à l'espace communautaire. Réserve de nationalité. Manquement de la France aux obligations communautaires. Registre international français. Disparition de la filière française d'officiers de la marine. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte. - **Article 1er** (art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français) (p. 3196) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 14 de M. Gérard Le Cam (suppression). (p. 3197) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (exigence de connaissances juridiques dans les conditions requises pour être capitaine). (p. 3198) : défavorable à l'amendement n° 10 de M. Henri de Richemont (nationalité commune au capitaine et à l'officier chargé de sa suppléance). - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français) (p. 3201, 3202) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Henri de Richemont (maintien du principe de la nationalité française du capitaine et de son suppléant lorsqu'ils sont responsables de la sûreté et de la sécurité à bord des navires battant pavillon français). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3206) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam (encadrement des entreprises de travail maritime). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3208) : le groupe socialiste s'abstient sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3523, 3524) : le groupe socialiste votera en faveur de la motion n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

Couplage artificiel entre politique migratoire et aide au développement. Utilisation géopolitique des annulations de dette. Difficulté de développer la coopération décentralisée si la politique française est dominée par la question migratoire.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5612, 5615) : défavorable aux amendements de la commission n° II-35 (réduction des autorisations d'engagement au titre de la solidarité à l'égard des pays en développement) et n° II-36 (suppression des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale, HCCI).

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) - **Article 55** (*Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles"*) (p. 5717) : favorable aux amendements de suppression de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-58, n° II-80 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-90 de Mme Anne-Marie Payet.

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5790) : politique des visas.

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6016) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-141 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à soutenir le plan de modernisation des bâtiments d'élevage).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6903, 6904) : insatisfaction du groupe socialiste quant à l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 6981) : son amendement n° 151 : pérennisation de la compensation versée pour 2007 aux collectivités territoriales dont les pertes de produits issus de France Télécom seraient supérieures à 6 % en produit fiscal brut ; rejeté.

**JOURNET (Alain)**  
sénateur (Gard)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**JOUYET (Jean-Pierre)**  
*secrétaire d'Etat chargé des affaires  
européennes  
(à partir du 18 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2064, 2066) : accord de Bruxelles. Soulagement. Renforcement de la démocratie. Consensus sur les avancées du futur traité. Objectifs de l'Union européenne. Aspect détaillé et technique du mandat donné à la conférence intergouvernementale. Concessions accordées à certains pays. Initiatives françaises futures. Implication des Français.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens** [n° 474 (2006-2007)] - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3790) : principaux enjeux du protocole de Londres. (p. 3812, 3814) : réponses aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5452, 5455).

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5622, 5623). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5626) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-27 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6497, 6498) : proclamation de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Traité de Lisbonne. Conseil européen du 14 décembre. (p. 6511, 6513) : traité de Lisbonne. Mise en œuvre. Groupe de réflexion sur l'avenir de l'UE à l'horizon 2020-2030. Question d'ordre économique. Question du Kosovo.

**JUILHARD (Jean-Marc)**  
*sénateur (Puy-de-Dôme)*  
UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; nouvelle nomination le 29 novembre 2007.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : La protection sociale agricole : quel avenir ? [n° 304 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Offre de soins : comment réduire la fracture territoriale ? [n° 14 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4601, 4602) : satisfait de l'accueil réservé à son rapport d'information portant sur l'offre de soins et la démographie médicale. Répartition déséquilibrée des praticiens sur le territoire. Crainte de "déserts médicaux". Difficulté de l'accès aux soins pour 4 millions de Français. Insuffisance des seules incitations financières décidées ces dernières années. Propositions de la commission des affaires sociales : création d'un label "maison de santé pluridisciplinaire" ; meilleure information des étudiants sur les aides financières ; mise en œuvre d'un examen classant régional. Le groupe UMP apportera son soutien au Gouvernement et attend beaucoup des futurs Etats généraux de l'organisation du système de santé.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions) (p. 4634, 4638) : ses amendements n° 406 : abaissement de 10 % à 5 % du taux de la contribution patronale et suppression de la contribution salariale ; retiré ; et n° 407 : précision selon laquelle seules les options et les actions gratuites résultant des plans d'attribution établis à compter du 16 octobre 2007 donneront lieu à cotisation salariale ; devenu sans objet.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4770) : votera l'amendement n° 424 de M. Jean-Claude Etienne (modalités d'organisation et de financement de la télémédecine).

**KAMMERMANN (Christiane)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série C 1))*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger le 25 janvier 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à la participation des Français de l'étranger aux élections au Parlement européen [n° 286 (2006-2007)] (4 avril 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 334 (2006-2007)] (14 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger en matière d'inéligibilité, de déclaration de candidature et de vote par correspondance [n° 423 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la propagande pour les élections à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 424 (2006-2007)] (27 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 2** (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie) (p. 3350) : son amendement n° 42 : conséquence ; adopté. - **Article 3** (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail) (p. 3359, 3360) : soutient les amendements de M. Alain Milon n° 32 (suspension du contrat de travail pendant le congé d'adoption) ; n° 33 (impossibilité de maintenir le contrat de travail pour un motif étranger à l'adoption) ; n° 34 (obligation d'avertir l'employeur de la fin du congé d'adoption) ; et n° 35 (cohérence) ; adoptés. (p. 3370) : soutient l'amendement n° 36 de M. Alain Milon (suppression de la référence au congé d'éducation des enfants) ; adopté. (p. 3378, 3379) : ses amendements n° 38 : insertion d'une disposition de la loi relative au travail, à l'emploi et au pouvoir d'achat ; n° 39 : sanction applicable en cas d'utilisation frauduleuse des fonds de la formation professionnelle ; n° 40 : reprise des dispositions relatives à l'affectation des fonds collectés au titre du congé de formation ; et n° 41 : reprise de la disposition énumérant les périodes prises en compte pour le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ; adoptés. (p. 3381) : soutient l'amendement n° 37 de M. Alain Milon (disposition relative à la rémunération des enfants) ; adopté.

**KAROUTCHI (Roger)**  
*sénateur (Hauts-de-Seine)*  
 UMP  
*(jusqu'au 24 juin 2007)*  
*secrétaire d'Etat chargé des relations*  
*avec le Parlement*  
*(à partir du 18 mai 2007)*

Démissionnaire (devenu membre du Gouvernement) le 24 juin 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 24 juin 2007.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

#### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)] (5 juin 2007) - **Défense - Pouvoirs publics et Constitution.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense "** [n° 147 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 382) : département des Hauts-de-Seine. Région Île-de-France. Renforcement de l'attractivité de l'Est francilien : exemple des pôles d'excellence et des pôles de compétitivité. Redevance sur la construction de bureaux.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement** [n° 326 (2006-2007)] - (27 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1964, 1965) : texte novateur. Respect des engagements pris par M. Nicolas Sarkozy en décembre 2005 devant le Sénat. Renforcement du poids du Parlement. Contexte international. Hommage à l'action des femmes et des hommes qui composent les services de renseignement. (p. 1979) : favorable à l'évaluation de l'efficacité de la délégation parlementaire d'ici à un an. Remerciements. - **Article unique** (p. 1983) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 1986) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission, n° 14 de la commission des affaires étrangères

saisie pour avis, n° 27 et n° 29 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 24 de Mme Hélène Luc ainsi que sur les sous-amendements n° 28 et n° 30 de M. Jean-Claude Peyronnet déposés sur l'amendement précité n° 1 de la commission. (p. 1987) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 15 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 31 et n° 33 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur les sous-amendements du même auteur n° 32 et n° 34 déposés sur l'amendement précité n° 2 de la commission. (p. 1988, 1989) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et n° 4 de la commission, de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 16, n° 35 et n° 36 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur le sous-amendement n° 37 du même auteur sur l'amendement précité n° 4 de la commission. (p. 1990, 1991) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de la commission, n° 17 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 38 de M. Jean-Claude Peyronnet ainsi que sur le sous-amendement n° 39 du même auteur sur l'amendement précité n° 5 de la commission. (p. 1992) : son amendement n° 44 : limitation de la possibilité d'audition de la délégation au Premier ministre, aux ministres, aux directeurs des services de renseignement et au secrétaire général de la défense nationale ; devenu sans objet. (p. 1993) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 19, n° 20 et n° 21. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1994, 1995) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission, de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 22, n° 42 et n° 43 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1996) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 23.

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (31 juillet 2007) (p. 3034) : remerciements. Programme de travail de la prochaine session extraordinaire.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - Commission mixte paritaire** [n° 431 (2006-2007)] - (2 août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : remerciements. Dignité des débats. Honneur à la démocratie.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture** [n° 422 (2006-2007)] - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3283, 3284) : qualité du travail accompli au Sénat. Importance des enrichissements apportés au projet initial par le Parlement. Emergence d'une réelle culture du renseignement. Respect impératif du secret des travaux de la délégation par les services de renseignement et par les parlementaires membres de la délégation. (p. 3291, 3292) : réponse aux intervenants. Nécessité d'avancer avec prudence s'agissant des relations entre le Parlement et les services de renseignements. Exemples de remises en cause récentes des modalités de suivi de l'activité des services de renseignements par les commissions parlementaires en Allemagne et au Royaume-Uni. Convaincu de la véritable avancée constituée par un dispositif certes encore perfectible. - **Article unique** (p. 3293, 3295) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 3296) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (3 octobre 2007) - **Demande de priorité** (p. 3577) : demande l'examen en priorité de l'article 5 bis ; priorité ordonnée.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 3 bis** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3634) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission. - **Article 3 ter** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3635) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 90 de Mme Éliane Assassi et n° 133 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3716, 3717) : accepte de modifier l'amendement n° 212 du Gouvernement (transposition de la directive 2005/85/CE du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les Etats membres) dans le sens suggéré par la commission. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de Mme Éliane Assassi (instauration d'une audition systématique du demandeur dans la procédure de demande d'asile). - **Article 10** (art. L. 742-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Refus de séjour opposé à un étranger dès notification du rejet définitif de sa demande d'asile) (p. 3717) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 113 de Mme Éliane Assassi. - **Article 10 bis** (art. L. 121-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Obligation d'enregistrement des ressortissants communautaires) (p. 3718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 159 de Mme Michèle André. - **Article 10 ter** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention) (p. 3719) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 160 de Mme Michèle André et n° 114 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 3720, 3722) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Michèle André n° 161 (interdiction du placement des mineurs en centre de rétention), n° 162 (interdiction de prendre une mesure de rapatriement contre le gré d'un mineur, en cas de refus d'entrée sur le territoire, avant l'expiration d'un délai d'un jour franc) et n° 163 (interdiction d'expulser les mineurs ou les jeunes majeurs inscrits dans un établissement scolaire), et n° 115 de Mme Éliane Assassi (mise en œuvre du processus de ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille avant le 31 décembre 2007). - **Article 13** (art. L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions du recours à la visio-conférence devant le juge des libertés et de la détention) (p. 3732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de la commission, n° 171 de Mme Michèle André et n° 66 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 3733) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 189 (mise en œuvre d'un dispositif permettant la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention,

de faire échec aux tentatives des étrangers d'organiser leur indisponibilité et leur offrant la possibilité de bénéficier d'un avocat commis d'office) et n° 190 (mise en œuvre d'un dispositif tendant à éviter que l'indisponibilité, pour quelque cause que ce soit, de l'étranger maintenu en zone d'attente interdise la tenue de l'audience devant le juge des libertés et de la détention). - **Article 14** (art. L. 313-14, L. 315-3, L. 624-4 et L. 625-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Substitution du ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement au ministre de l'intérieur) (p. 3734) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 172 de Mme Michèle André.

- **Éloge funèbre de Jacques Baudot, sénateur de Meurthe-et-Moselle** - (9 octobre 2007) (p. 3788, 3789).

- **Éloge funèbre de Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne** - (23 octobre 2007) (p. 4032).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5621, 5622). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5624, 5625) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-28 et n° II-26.

#### **Conseil et contrôle de l'Etat**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5630, 5631).

#### **Pouvoirs publics**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5635).

#### **Budget annexe des publications officielles et information administrative**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5637, 5638). Demande l'adoption des crédits de cette mission.

**KELLER (Fabienne)**  
sénateur (Bas-Rhin)  
UMP

#### **NOMINATIONS**

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

#### **DÉPÔTS**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Changer de méthode ou payer : un an après, la France face au droit communautaire de l'environnement [n° 332 (2006-2007)] (13 juin 2007) - **Environnement - Union européenne**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Politique de l'eau : la France au milieu du gué [n° 352 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 91 tome 3 annexe 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Environnement**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3668) : organisation du Grenelle de l'environnement. Synthèse des groupes de travail. Environnement et développement économique. Politique des déchets. Pesticides et pollutions aquatiques. Eco-redevance sur le transport routier. Financement

du réseau ferré et des transports publics urbains. OGM. Qualité de l'eau.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6180, 6182). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6223, 6228) : son amendement n° II-24 : augmentation des ressources du fonds Barnier ; adopté. A titre personnel ses amendements n° II-160 : création d'une filière "compost" ; retiré ; et n° II-114 : possibilité pour les syndicats mixtes de percevoir le versement transport ; adopté.

**KERGUERIS (Joseph)**  
*sénateur (Morbihan)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 275 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada sur l'exploration et l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers [n° 395 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 434 (2006-2007)] autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches [n° 458 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6904) : avec ses collègues du groupe UC-UDF, approuvera l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail).

**KHIARI (Bariza)**  
sénateur (Paris)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 681, 682) : loi portant engagement national pour le logement. Son intervention sur les amendements du groupe CRC. Construction de logements sociaux. Application de l'article 55 de la loi SRU. Droit opposable à l'hébergement. Réinsertion familiale et sociale des anciens travailleurs migrants. - **Article 2 (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation)** (p. 701, 702) : sur l'amendement n° 20 de la commission (réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement), soutient les sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 270 et n° 269 ; rejetés. (p. 706) : soutient l'amendement n° 179 de M. Thierry Repentin (obligation pour la commission de médiation de proposer des orientations à défaut de solution pour les demandes non prioritaires) ; devenu sans objet. (p. 710) : soutient l'amendement n° 188 de M. Thierry Repentin (fixation d'un taux de logements réservés) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3 (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative)** (p. 743) : soutient l'amendement n° 166 de M. Thierry Repentin (élargissement des possibilités de recours juridictionnel aux personnes travaillant sur le territoire de la commune ou de l'EPCI) ; devenu sans objet. (p. 746) : soutient l'amendement n° 169 de M. Thierry Repentin (indication par le juge des mesures d'accompagnement social nécessaire) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 776) : soutient l'amendement n° 207 de M. Thierry Repentin (suppression de la commission chargée d'examiner les obligations de réalisation de logements sociaux des communes) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 786) : soutient l'amendement n° 137 de M. Thierry Repentin (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 814) : soutient l'amendement n° 140 de M. Thierry Repentin (transfert, à titre expérimental, de la responsabilité du droit opposable au logement aux EPCI déléguataires des aides à la pierre) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 855, 856) : soutient l'amendement n° 151 de M. Thierry Repentin (location à des personnes morales des logements bénéficiant du dispositif fiscal "Borloo dans l'ancien") ; adopté. (p. 859, 861) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 152 (définition d'une liste limitative de documents pouvant être demandés par un bailleur à un candidat à la location) ; et n° 154 (interdiction durant toute l'année d'interrompre la distribution d'eau pour non-paiement des factures) ; adoptés. - **Article 6 (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale**

- *Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires* (p. 873) : avancées du dispositif proposé. Existence de nombreuses mesures d'aides publiques aux entreprises et manque de lisibilité de celles-ci. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 880) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 192 de M. René Beaumont (création d'un statut d'accueillant familial). - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 883) : situation dramatique des anciens travailleurs migrants. Droit à la mobilité. Demande de précisions. - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** (p. 884) : favorable à l'amendement n° 290 du Gouvernement (garantie de l'accès aux soins lors de leur séjour en France pour les bénéficiaires de l'allocation de réinsertion sociale et familiale des anciens migrants). - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants*) (p. 887) : son amendement n° 91 : remplacement des mots "vivant seuls" par l'expression "n'ayant pas fait de demande de regroupement familial" ; retiré. (p. 890, 891) : sur les amendements de la commission, favorable au n° 40 (rapport d'évaluation du dispositif) et intervient sur le n° 41 (attribution de cette aide aux seuls locataires des grands bailleurs sociaux agréés par l'Etat). (p. 892) : votera cet article. - **Article 9** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles, L. 380-3 et L. 512-1 du code de la sécurité sociale - *Accès aux prestations sociales non contributives des ressortissants de l'Union européenne*) (p. 896, 897) : soutient l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 900) : soutient l'amendement n° 155 de M. Thierry Repentin (modification de l'intitulé du texte - projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : précipitation de ce débat. Complexité de la procédure. Système des astreintes. Rejet d'une grande partie des amendements du groupe socialiste. Avancée réelle de l'article 7. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 7** (*Droit de l'usager à l'information*) (p. 2492) : souhait d'une information permanente des usagers.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2734) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Raymonde Le Texier (régime des heures complémentaires pour les salariés à temps partiel) ; rejeté. - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2738, 2739) : mesure illusoire. Pouvoir d'achat des Français. Discrimination salariale. Compensation des cadeaux fiscaux.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2787) : défavorable à l'amendement n° 276 du Gouvernement (précisions sur le champ de l'exonération pour les forfaits heures et les forfaits jours). (p. 2816) : contournement des 35 heures. Votera contre cet article. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2837) : soutient l'amendement n° 112 de M. Thierry Repentin (non-imputation sur l'assiette du crédit d'impôt de l'aide accordée par une collectivité territoriale pour les dépenses d'installation d'équipements en faveur de l'économie d'énergie) ; retiré. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2849) : soutient l'amendement n° 116 de M. Thierry Repentin (suppression de la rétroactivité de cette disposition) ; rejeté. (p. 2856, 2857) : dispositif coûteux, inégalitaire et inefficace. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2864) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Patricia Schillinger (application d'un taux réduit de TVA aux frais d'obsèques) ; retiré. - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2873, 2874) : facilitation de la transmission des seuls grands patrimoines. Votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2905) : votera contre cet article. - **Article 5 bis** (*Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 2916, 2917) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Nicole Bricq (suppression) ; rejeté. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2948) : soutient l'amendement n° 130 de M. Gérard Collomb (réduction d'ISF aux associations d'utilité publique travaillant à l'insertion des personnes en difficulté) ; rejeté. (p. 2949) : soutient l'amendement n° 131 de M. Gérard Collomb (réduction d'ISF pour les dons aux associations œuvrant en faveur des personnes en difficulté) ; rejeté. - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2980) : approbation de la philosophie générale du RSA. Manque de précision sur son application et son financement. Abstention positive sur cet article. - **Article 9** (*Expérimentation du revenu de solidarité active en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans le cadre des départements*) (p. 2982) : soutient l'amendement n° 172 de M. Bernard Cazeau (prise en charge par l'Etat de la moitié du coût de l'expérimentation du RSA) ; rejeté. - **Article 11** (*Choix des départements qui pourront mettre en œuvre l'expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2987) : soutient l'amendement n° 173 de M. Bernard Cazeau (rédaction) ; devenu sans objet. - **Article 13** (*Demande de rapport sur la prime pour l'emploi*) (p. 1291) : soutient l'amendement n° 110 de M. Thierry Repentin (clarification de l'objet du rapport sur la prime pour l'emploi) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3527, 3529) : sa motion n° 32 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 19** (p. 3531) : son amendement n° 175 : attribution du droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, aux étrangers non-ressortissants de l'Union européenne ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine*) (p. 3533, 3534) : dispositions inefficaces, impraticables, discriminatoires, onéreuses et grotesques.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3562, 3563) : dispositif disproportionné au regard du nombre marginal de mariages frauduleux. Le groupe socialiste s'opposera à cet article en l'état. (p. 3569) : soutient les amendements de Mme Michèle André n° 134 (suppression de l'application aux conjoints de Français de la procédure d'évaluation et de formation à la connaissance de la langue et des valeurs de la République) ; n° 135 et 136 (coordination) ; devenus sans objet. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3580) : partage les propos courageux tenus par M. Hugues Portelli. Article moralement et éthiquement intolérable. Impact de la mesure sur les relations de la France avec l'Afrique francophone. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 5 bis, même amendé par des sénateurs de la majorité soucieux d'éthique.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial*) (p. 3621) : question de la publication du décret d'application de l'article 58 de la loi du 5 mars 2007 mettant fin à l'assignation à résidence des vieux travailleurs migrants. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 2. - **Article 3** (art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles*)

(p. 3627) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 3. Dispositif arbitraire et stigmatisant pour les familles étrangères. - **Article 3 ter** (art. L. 311-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Ajustements relatifs au contrat d'accueil et d'intégration) (p. 3635) : soutient l'amendement n° 133 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 313-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Évaluation de l'insertion dans la société française des étrangers ayant droit à un titre de séjour en raison de leurs liens personnels et familiaux en France) (p. 3638, 3639) : le groupe socialiste s'opposera à l'article 5. - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3698) : soutient l'amendement n° 144 de Mme Michèle André (extension de la possibilité d'un recours suspensif à tous les étrangers ayant fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire français) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande tardive de référé à l'encontre d'un refus d'entrée en France au titre de l'asile) (p. 3707) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Michèle André (suppression partielle) ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 522-4 [nouveau] du code de justice administrative - Codification dans le code de justice administrative des dispositions procédurales spécifiques aux demandes de référé liberté à l'encontre d'un refus d'asile à la frontière) (p. 3708) : soutient l'amendement n° 150 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) (p. 3715) : satisfaite des propos du rapporteur et du ministre en faveur du maintien du délai de recours d'un mois. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 3724) : ses amendements n° 164, 165 et 166 : éligibilité et droit de vote des étrangers aux chambres de métiers et aux chambres de commerce et d'industrie ; rejetés. - **Article 14 quater** (art. L. 221-33 du code monétaire et financier - Création du livret d'épargne pour le codéveloppement) (p. 3735) : fiction en matière de codéveloppement. Enfermement des migrants dans un mythe du retour. - **Article 19** (art. L. 611-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 3741, 3742) : le groupe socialiste votera contre l'article 19 qui installe une logique de soupçon généralisé. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3743, 3744) : visée étrangère à la lutte contre les discriminations. Le groupe socialiste n'acceptera pas l'ethnisation de la question sociale. Ses amendements n° 176 : suppression ; rejeté ; et n° 177 : suppression de la référence à

l'intégration dans le texte de l'article 20 ; devenu sans objet. (p. 3746, 3747) : désaccord du groupe socialiste avec l'analyse de l'article 20 par le ministre. Met en garde contre les statistiques ethnoraciales. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 20. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3751) : intervient sur la modification de la rédaction de l'article 21 proposée par le Gouvernement.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4044, 4046) : texte inacceptable en dépit du retrait de l'article relatif aux hébergements d'urgence. Salue les efforts de la commission des lois du Sénat et de ses collègues de la majorité pour encadrer le recours aux tests ADN. Acharnement du Gouvernement à maintenir cette disposition scandaleuse en dépit de la polémique. Introduction suspecte de variables ethniques dans les statistiques. Absence de volonté de lutter contre les discriminations. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte et espère que tous les républicains du Sénat feront de même.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4254, 4255) : ses amendements n° 6 : conditions du refus de déclassification opposé par la commission consultative du secret de la défense nationale ; et n° 7 : motivation du refus de déclassification ; rejetés. - **Article 6 bis** (art. L. 1161-1 du code général du travail, art. L. 000-5 du code du travail applicable à Mayotte et art. 30 bis de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1982 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant des ministères de la France d'outre-mer - Protection des salariés à l'origine d'une dénonciation de faits de corruption révélés dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 4260, 4261) : amendements adoptés par l'Assemblée nationale. Avancées importantes mais effort à poursuivre.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6162, 6163).

#### Ville et logement

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6320, 6321).

**KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie)**  
secrétaire d'Etat chargée de l'écologie  
(à partir du 19 juin 2007)

#### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3688) : remerciements. Implication environnementale de la Haute Assemblée. Rôle des collectivités locales. Réorganisation du ministère de l'environnement. Fiscalité environnementale. Sciences et technologies. OGM. Urbanisme et bâtiments. Développement durable. Emploi. Outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (6 décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (Crédits du budget général) (p. 6216, 6221) : son amendement n° II-130 : conséquence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-112 de M. Gérard Bailly, n° II-139 de M. Claude Biwer, et n° II-33 de la commission. - **Article 44** (Aménagement du régime de la taxe d'aéroport) (p. 6222, 6223) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-23 de la commission et n° II-92 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6223, 6228) : sur l'amendement n° II-24 de la commission (augmentation des ressources du fonds Barnier), son sous-amendement n° II-206 ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-159 de M. Jean Bizet (suppression de la faculté de mise en réserve des quotas

d'émission de gaz à effet de serre non utilisés à l'issue de la période triennale débutant le 1er janvier 2005), de Mme Fabienne Keller n° II-160 (création d'une filière "compost") et n° II-114 (possibilité pour les syndicats mixtes de percevoir le versement transport), ainsi que sur les amendements portant sur le même objet n° II-152, n° II-153, n° II-154 et n° II-155 (responsabilité élargie des producteurs en matière de traitement des déchets) de M. Dominique Braye.

**KOUCHNER (Bernard)**  
ministre des affaires étrangères et  
européennes  
(à partir du 18 mai 2007)

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants [n° 315 (2006-2007)] (23 mai 2007) - **Famille - Justice - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages [n° 319 (2006-2007)] (30 mai 2007) - **Famille - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale [n° 325 (2006-2007)] (5 juin 2007) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 327 (2006-2007)] (7 juin 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation du protocole sur la modification de l'accord instituant une Commission internationale pour le Service international de recherches [n° 434 (2006-2007)] (24 août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 435 (2006-2007)] (29 août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)] (29 août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 442 (2006-2007)] (12 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

### Politique des territoires

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6239, 6242). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6242) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-73 de la commission des affaires économiques saisie pour avis.

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée [n° 456 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 457 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

*Projet de loi* autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses États membres [n° 41 (2007-2008)] (18 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [n° 77 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 78 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Sports.**

*Projet de loi* autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 79 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc [n° 84 (2007-2008)] (14 novembre 2007) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi* autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière [n° 115 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2047, 2051) : nature de la construction européenne. Coupure entraînée par le référendum du 29 mai 2005. Evolution de la situation. Contenu du texte adopté à Bruxelles le 23 juin. Elaboration d'un traité simplifié. Améliorations apportées au fonctionnement des institutions européennes. Conduite des négociations. Perspectives européennes.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :



**KRATTINGER (Yves)**  
sénateur (Haute-Saône)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

## Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5780, 5787). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5789) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-40 de la commission. (p. 5791) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-95 et n° II-96 de Mme Nathalie Goulet. - **Article additionnel avant l'article 41** (p. 5794) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-41 de la commission (transmission aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat des télégrammes diplomatiques à caractère financier, budgétaire et fiscal).

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2381, 2384) : attachement des socialistes au principe de négociation préalable. Réponse inadaptée. Spécificités de certains services de transport. Irréalisme de la date butoir fixée au 1er janvier 2008 pour l'application de l'accord-cadre. Irrecevabilité et inapplicabilité des dispositions du titre III. Droits fondamentaux des salariés. Libre administration des collectivités territoriales. Texte "briseur

de grèves". Grèves dites "émotionnelles". Dégradation du service public des transports.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2429) : son amendement n° 65 : exclusion du champ d'application de la loi des transports scolaires organisés dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants et dans les départements d'outre-mer ; rejeté. - **Article 2** (*Accord de prévention des conflits*) (p. 2433, 2434) : son amendement n° 27 : organisation au niveau de la branche de la procédure de prévention des conflits, signature de l'accord cadre par les organisations syndicales majoritaires et report de l'application du dispositif au 1er janvier 2009 ; rejeté. (p. 2438, 2439) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour les entreprises de transport public disposant déjà d'un accord de prévention des conflits de signer un nouvel accord conforme aux dispositions du projet de loi avant le 1er janvier 2009). - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2453) : ses amendements n° 40 : suppression ; et n° 41 : repli ; rejetés. Sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), son sous-amendement n° 66 : exclusion du champ d'application de la loi des transports

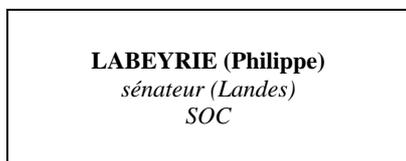
scolaires en milieu rural et dans les départements d'outre mer ; rejeté. Sur l'amendement n° 6 précité, soutient le sous-amendement n° 83 de M. Jacques Gillot portant sur le même objet que son sous-amendement précité n° 66 ; rejeté. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2469) : son amendement n° 32 : suppression de l'obligation imposée aux salariés d'informer l'employeur de leur intention de participer à la grève ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6201, 6202). Sa région de Franche-Comté.



**LABEYRIE (Philippe)**  
sénateur (Landes)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**LAFITTE (Pierre)**  
sénateur (Alpes-Maritimes)  
RDSE

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques jusqu'au 13 décembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000 : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 92 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les apports de la science et de la technologie au développement durable, Tome II : La biodiversité : l'autre choc ? l'autre chance ? [n° 131 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (1er février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 904) : avancées de ce texte. Réserves sur les mesures en faveur de la cohésion sociale. Le groupe du RDSE, dans sa grande majorité, votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1425, 1426).

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire* [n° 227 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1813) : la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2029, 2030) : favorable à la rupture constructive formulée par Nicolas Sarkozy. Son engagement personnel. Modèle espagnol. Retour de la France en Europe. Ouverture du Gouvernement. Gouvernance des universités. Priorité au développement durable. La majorité du groupe du RDSE apporte son soutien au Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2190, 2191) : réforme de la gouvernance. Attractivité des universités. La majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2249) : son amendement n° 4 : augmentation de la proportion du nombre de membres extérieurs au sein du conseil d'administration des universités ; retiré. (p. 2254) : intervient sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). (p. 2256) : sur l'amendement n° 45 de la commission (possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration), son sous-amendement n° 114 ; retiré. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2267) : son amendement n° 2 : participation des membres extérieurs nommés à l'élection du président de l'université ; retiré. (p. 2272) : son amendement n° 3 : élection de leur propre président par le conseil scientifique et le conseil des études et de la vie universitaire ; retiré. (p. 2279, 2280) : favorable à l'amendement n° 187 de M. Gérard Delfau (création d'un bureau chargé d'assister le président dans ses fonctions). - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique) (p. 2282, 2284) : ses amendements n° 6 : avis du conseil scientifique sur le recrutement des enseignants-chercheurs sélectionnés par les commissions ad hoc ; retiré ; n° 7 : désignation du président du conseil scientifique par le président de l'université ; devenu sans objet ; et n° 208 : transfert, au conseil scientifique, des compétences hors recrutement exercées par les commissions de spécialistes ; adopté. - **Article 8** (art. L. 712-6 du code de l'éducation - Révision des compétences du conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2285) : son amendement n° 8 : nomination du président du conseil des études et de la vie universitaire par le président de l'université ; devenu sans objet. - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) (p. 2286) : son amendement n° 9 : élection des membres des différents conseils de l'université en fonction de leurs qualités scientifiques et pédagogiques propres ; retiré. - **Article 11** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Évolution des modalités de création des composantes des universités) (p. 2290) : son amendement n° 10 : simplification des subdivisions introduites en France au sein des universités ; retiré. - **Article 12** (art. L. 713-4 du code de l'éducation - Unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie) (p. 2291) : son amendement n° 11 : affectation directe des emplois hospitalo-universitaires par les ministres compétents ; retiré. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2302, 2303) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels). (p. 2304) : son amendement n° 12 : évaluation a posteriori et extérieure à l'université de l'action menée pendant la durée du contrat pluriannuel d'établissement ; retiré. - **Article additionnel après**

**l'article 15** (p. 2305) : soutient l'amendement n° 188 de M. Gérard Delfau (création d'un bureau Université-Emploi) ; retiré. - **Article 17** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation pour l'accès au premier cycle universitaire) (p. 2311) : son amendement n° 13 : passation de conventions de collaboration par les universités et les lycées pour organiser conjointement l'orientation des étudiants vers l'enseignement supérieur ; adopté. - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants) (p. 2315) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Serge Lagauche (validation par les étudiants tuteurs des activités de soutien et d'encadrement). - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2331) : intervient sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 104 (possibilité pour les fondations d'établissement de contracter avec des tiers et de bénéficier des mesures fiscales attachées aux fondations dotées de la personnalité morale), et du Gouvernement n° 202 (possibilité pour les centres de recherche de créer des fondations universitaires), n° 203 (autonomie financière des fondations), n° 204 (place pour le collège des fondateurs dans le conseil de gestion) et n° 220 (nouvel intitulé pour les fondations prévu par cet article - Fondations universitaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2355) : favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2514) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2519, 2520) : la majorité des sénateurs du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3602) : avancée considérable de l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois) par rapport à l'amendement Mariani.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3663) : nécessité d'un vaste débat public environnemental. Rapport d'information sur la diffusion de la culture scientifique. Rapport sur le changement climatique et sur la transition énergétique. Croissance durable.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2007) : au nom de MM. Nicolas Alfonsi, Jean-Michel Baylet, André Boyer, Yvon Collin, Gérard Delfau, François Fortassin, François Vendasi et Daniel Marsin (p. 5133).

## - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

### *Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5186) : favorable à l'amendement n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5272, 5273) : soutient l'amendement n° I-221 de M. Gérard Delfau (instauration d'un abattement de 7 500 euros, en cas de succession ou de donation, au bénéfice du conjoint d'un enfant décédé et avec lequel ont subsisté des liens affectifs) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5286, 5293) : ses amendements n° I-223 : instauration d'un abattement sur l'imposition de la plus-value retirée de la cession à titre onéreux de stock-options par le contribuable investissant dans les jeunes entreprises innovantes ; retiré ; et n° I-220 : réduction de l'ISF pour investissement dans les incubateurs et les entreprises innovantes ; adopté après rectification demandée par la commission.

### *Deuxième partie :*

#### **Défense**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5946, 5947).

#### **Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6193, 6194).

#### **Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6288, 6289). Son intervention à titre personnel (p. 6297, 6298). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6311, 6312) : défavorable à l'amendement n° II-14 de la commission (rétablissement du plan "Licence").

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 20 ter (Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI)** (p. 6831) : sur l'amendement n° 170 de M. Aymeri de Montesquiou (alignement du dispositif de réduction de l'ISF des FCPI sur celui des FPI, sous réserve d'un actif constitué au moins à hauteur de 20 % de titres de PME), son sous-amendement n° 173 : limitation du dispositif de réduction de l'ISF des FCPI à la première année d'activité de l'entreprise et inclusion de la participation au capital d'incubateurs d'entreprises ; devenu sans objet. (p. 6834, 6836) : partage la position du rapporteur général défendue sous l'amendement n° 7 de la commission (suppression). (p. 6837) : retire son sous-amendement n° 173 précité. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6845) : son amendement n° 120 : assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises ; retiré.

**LAGARDE (Christine)**  
*ministre déléguée au commerce extérieur  
(jusqu'au 15 mai 2007)  
ministre de l'agriculture et de la pêche  
(du 18 mai 2007 au 18 juin 2007)  
ministre de l'économie, des finances et  
de l'emploi  
(à partir du 19 juin 2007)*

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 443 (2006-2007)] (12 septembre 2007) - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.*

*Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)] (14 décembre 2007) - Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.*

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture [n° 169 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1493, 1495) : principales mesures de ce texte. Modifications de la réglementation financière introduites à l'Assemblée nationale. Application de cette proposition de loi. (p. 1499) : répond à M. Jean Arthuis sur l'impact des directives "Bâle II" portant sur le financement des PME. - **Article 5 (Application du droit du travail à la Banque de France)** (p. 1500) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera. - **Article 8 (Prolongation de l'habilitation à transposer la directive sur les marchés d'instruments financiers)** (p. 1501) : répond à M. Philippe Marini au sujet du cadre d'habilitation introduit par le Sénat pour transposer par ordonnance cette directive communautaire. (p. 1502) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera. - **Article 9 (Ratification et modification de l'ordonnance)** (p. 1504, 1505) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 1506) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Gérard Longuet.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Sa réponse (p. 1750, 1753).

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2681, 2687) : "valeur travail". Revenu de solidarité active, RSA. Exonération d'impôt sur le revenu des étudiants salariés. Développement des heures supplémentaires. Avantage fiscal pour l'acquisition d'une résidence principale. Allègement des droits de succession et de donation. Bouclier fiscal. Indemnités de départ des dirigeants d'entreprise. Financement de PME ou d'organismes d'intérêt général. Coût et financement de ce dispositif. (p. 2720, 2723) : réponses aux orateurs. Crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunt et prêt à taux zéro. Portée de ce projet de loi. Compensation des exonérations de cotisations sociales. Heures supplémentaires. Financement des mesures. Réunion de l'Euro-groupe. Prix de l'immobilier. - **Question préalable** (p. 2728) : avis du Gouvernement sur la motion n° 58 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2730, 2731) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de Mme Annie David, n° 162 de Mme Raymonde Le

Texier et n° 154 de M. Jean Desessard. (p. 2732, 2734) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 165, n° 163, n° 164 et n° 166. - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2743, 2744) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de Mme Annie David et n° 102 de Mme Nicole Bricq. (p. 2746, 2748) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69, n° 61 et n° 62 de Mme Annie David. (p. 2749, 2750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63, n° 64, n° 65 et n° 66 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2776, 2777) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de la commission saisie pour avis, n° 7 et n° 5 de M. Aymeri de Montesquiou. (p. 2778, 2780) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 167 de Mme Raymonde Le Texier, n° 9 de la commission saisie pour avis et n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou. (p. 2781) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 de Mme Raymonde Le Texier et n° 26 de la commission. (p. 2782, 2785) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152 de M. Michel Charasse, n° 245 de M. Joël Bourdin et n° 200 de M. Jean-Jacques Jégou. (p. 2786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Aymeri de Montesquiou. Son amendement n° 276 : précisions sur le champ de l'exonération pour les forfaits heures et les forfaits jours ; adopté. (p. 2788, 2789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 de la commission, n° 67 de Mme Annie David et n° 10 de la commission saisie pour avis. (p. 2790) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de la commission, n° 11 de la commission saisie pour avis et n° 68 de Mme Annie David. (p. 2792, 2796) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de Mme Christiane Demontès. (p. 2797) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 140 de la commission. (p. 2798) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 153 de M. Jean Desessard, n° 13 de la commission saisie pour avis et n° 29 de la commission. (p. 2800, 2801) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de M. Rémy Pointereau et n° 55 de M. Gérard César. (p. 2802, 2803) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143 de Mme Bernadette Dupont et n° 53 de M. Gérard César. Son amendement n° 277 : neutralisation des heures supplémentaires dans le calcul de l'allègement général ; adopté. (p. 2804, 2805) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission saisie pour avis, n° 30 de la commission, n° 54 de M. Gérard César et n° 244 de M. Joël Bourdin. (p. 2806, 2807) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission saisie pour avis et n° 104 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 2810) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 15 et n° 16 et n° 31 de la commission. (p. 2811, 2813) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 de Mme Nicole Bricq et n° 169 et n° 170 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 2815) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2819) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 151 de Mme Esther Sittler. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 13** (p. 2821) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 161 de M. Jean Desessard et n° 236 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2822, 2827) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 237 de M. Thierry Repentin et n° 256 de M. François Marc. - **Article 3 (Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 2853, 2854) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 et n° 73 de Mme Marie-France Beaufils, n° 114, n° 115, n° 116, n° 117, n° 118 et n° 250 de M. Thierry Repentin, n° 228 de M. Aymeri de Montesquiou, n° 193 de M. Alain Vasselle, n° 136 de M. Yves Fréville et n° 202 de M. Michel Mercier. - **Article 3 bis (Rapport sur l'impact de la déductibilité des intérêts d'emprunt)** (p. 2858) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75 de Mme Marie-France Beaufils, n° 33 de la commission et n° 119 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2860, 2861) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 97 de Mme Marie-France Beaufils et n° 146 de M. Jean-Pierre Bel. Engagement du Gouvernement de proposer une analyse approfondie de cette question et des solutions. (p. 2864) : avis du Gouvernement sur

l'amendement n° 120 de Mme Patricia Schillinger. - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 144 de M. Alain Milon. - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2872) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 et n° 77 de Mme Marie-France Beaufile, n° 121 de Mme Nicole Bricq, n° 227 de M. Aymeri de Montesquiou, n° 253 de M. Philippe Richert, n° 34 et n° 224 de la commission, n° 246 et n° 248 de M. Joël Bourdin.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2884, 2885) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 et n° 36 de la commission. (p. 2886) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Gérard César et n° 122 de M. Michel Charasse. - **Article 4 bis** (*Suppression sous certaines conditions des droits de successions des frères et sœurs habitant sous le même toit*) (p. 2892) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 2893) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de Mme Nicole Bricq et n° 125 de M. Michel Charasse. - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2902, 2904) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79, n° 80 et n° 81 de Mme Marie-France Beaufile, n° 126 et n° 239 de Mme Nicole Bricq, n° 128 de Mme Raymonde Le Texier, n° 205 et n° 206 de M. Michel Mercier, n° 38 et n° 39 de la commission et n° 127 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2907) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 145 de M. Charles Guéné. (p. 2909) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert. (p. 2913) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 265, n° 266 et n° 41 de la commission. (p. 2914, 2915) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 et n° 82 de Mme Marie-France Beaufile et n° 240 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5 bis** (*Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 2919) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84 de Mme Marie-France Beaufile, n° 129 de Mme Nicole Bricq, n° 223 de M. Alain Lambert et n° 207 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 2921) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 et n° 113 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2922) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2926) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 et n° 86 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 2929, 2935) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot et, sur ce dernier, son sous-amendement n° 278 ; adopté. (p. 2936, 2937) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 et n° 44 de la commission et n° 132 de Mme Nicole Bricq. (p. 2938, 2939) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Michel Mercier, n° 213 de M. Denis Badré, n° 234 de M. Philippe Adnot et n° 264 de la commission. (p. 2940) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 263 et n° 45 de la commission, n° 252 de M. Thierry Repentin et n° 99 de M. Georges Othily. (p. 2941, 2943) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de M. Michel Houel, n° 216 de Mme Jacqueline Gourault, n° 209 et n° 208 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 210 de M. Michel Mercier. (p. 2945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 et n° 47 de la commission, n° 211 de M. Michel Mercier et n° 257 de M. Thierry Repentin. (p. 2946, 2948) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 et n° 49 de la commission, n° 214 et n° 260 de M. Denis Badré, n° 247 de M. Paul Blanc, n° 2 et n° 3 de M. Michel Mercier, n° 196 de M. François-Noël Buffet et n° 130 de M. Gérard Collomb. (p. 2949, 2952) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 131 de M. Gérard Collomb, n° 212 de M. Michel Mercier, n° 251 et n° 249 de M. Thierry Repentin, n° 230 de M. Georges Mouly, n° 100 de M. Georges Othily et n° 217 de M. Denis Badré. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2953) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 191 de M. Laurent Béteille. - **Article 6 bis** (*Non-déductibilité du bénéfice net des indemnités de départ et*

*de licenciement supérieures à un million d'euros*) (p. 2953, 2954) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de la commission. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2963, 2964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87 et n° 88 de Mme Marie-France Beaufile, n° 232 de M. Michel Charasse, n° 157 de M. Jean Desessard, n° 219 et n° 218 de M. Michel Mercier, n° 262 et n° 261 de la commission ainsi que sur les amendements n° 185, n° 181, n° 180, n° 179, n° 178, n° 176, n° 177, n° 182, n° 175, n° 188, n° 174, n° 189, n° 187, n° 183 et n° 184 de M. François Marc. (p. 2967) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 425 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3128, 3129) : texte de confiance et de liberté. Apports du Sénat. Application de ce texte. - **Article 4 bis A** (p. 3148) : ses amendements n° 1 (rédaction) ; et n° 4 (levée de gage) ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 5** : son amendement n° 2 : levée de gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 6** (p. 3149) : ses amendements n° 5 (cohérence) ; n° 3 (précision) ; et n° 6 (levée de gage) ; adoptés avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3226, 3228) : ampleur et dangers de la contrefaçon. Présentation du projet de loi. Cas particulier des produits pharmaceutiques. Lutte contre le téléchargement illégal. Fiscalité relative à la propriété intellectuelle. Actions sur les plans européen et international.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 443 (2006-2007)]** - (11 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3854) : déclaration d'urgence. Renforcement des garanties pour les individus. Renforcement de la mobilité pour les personnes. Meilleure régulation pour les marchés. Réassurance. - **Article 1er** (*Transposition de la directive communautaire du 11 mai 2005 sur l'assurance de responsabilité civile des véhicules*) (p. 3863) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (*Habilitation à transposer la directive "réassurance" et à moderniser le régime des fonds communs de créances*) (p. 3865, 3866) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de M. Thierry Foucaud, n° 12 de Mme Nicole Bricq, et n° 2 de la commission. - **Article 5** (*Habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*) (p. 3870) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Thierry Foucaud et n° 3 de la commission. - **Article 7** (*Ratification de quatre ordonnances de transposition de directives*) (p. 3873, 3874) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. Thierry Foucaud, n° 4 et n° 5 de la commission. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 3875) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 10** (*Pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le domaine de la consommation*) (p. 3877) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. - **Article 11** (*Application à l'outre-mer par voie d'ordonnance*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4411) : compétitivité fiscale internationale. Niveau des prélèvements obligatoires. Modernisation de la structure fiscale. Croissance. TVA sociale. Inflation. Revue générale des prélèvements obligatoires. (p. 4436) : remerciements. Mondialisation. TVA sociale. Fiscalité environnementale. Niches sociales. Niveau des prélèvements obligatoires.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5077, 5080) : réformes structurelles contenues dans ce texte. Pouvoir d'achat. Possibilités de formation en alternance. Réforme du service public de l'emploi. Recherche et développement. Mesures destinées à favoriser l'innovation. Suppression de l'impôt sur les opérations de bourse. Compétitivité. Objectif de croissance du Gouvernement.

Facteurs sensibles de la situation internationale. Responsabilité et efficacité. (p. 5114, 5117) : réponses aux orateurs.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5172, 5174) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Massion, portant sur le même objet, n° I-117 et n° I-118 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° I-119 (exclusion des redevables de l'ISF du bénéfice du bouclier fiscal), n° I-120 (limitation des effets du bouclier fiscal pour les redevables de l'ISF) et n° I-121 (suppression de l'exonération partielle d'ISF sur les titres détenus par les salariés actionnaires de leur entreprise) ainsi que sur l'amendement n° I-190 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). - **Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5210, 5211) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-131 de M. Marc Massion, n° I-189 de M. Thierry Foucaud, n° I-191 de Mme Marie-France Beaufilet et de la commission n° I-6, n° I-7, n° I-8 et n° I-9. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5213, 5214) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° I-11 (institution d'un régime de "résident fiscal temporaire") et n° I-10 (suppression au 1er janvier 2008 de l'impôt sur les opérations de bourse). - **Article 6 bis** (*Réduction d'impôt sur les intérêts de l'épargne solidaire*) (p. 5216) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-12 de la commission.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5510, 5512). - **Seconde délibération - Article 30** (*Reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France, CdF*) (p. 5528) : son amendement n° A-2 : rétablissement de l'article 30 dans la version adoptée par l'Assemblée nationale ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5604, 5605).

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5705, 5709). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5709, 5710) : son amendement n° II-98 : minoration des crédits de la mission due à la prise en charge par certaines régions des crédits de formation et de rémunération des stagiaires ; adopté. - **Article 53** (*Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation*) (p. 5712) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-57 et n° II-79 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 54** (*Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption*) (p. 5715) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-85 de Mme Gisèle Gautier et n° II-74 de M. Bernard Seillier. - **Article 55** (*Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles"*) (p. 5717) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-58, n° II-80 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-90 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 56** (*Prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 5718, 5719) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-81 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 57** (*Suppression de l'allocation équivalente retraite, AER*) (p. 5721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-42 de la commission et n° II-50 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 58** (*Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU*) (p. 5723, 5724) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-83 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° II-60 de M. Jacques Blanc. - **Article 59** (*Contribution du Fonds unique de péréquation, FUP, au financement de l'allocation de fin de formation*) (p. 5725) : son amendement n° II-103 : prise en

charge de l'allocation de fin de formation par le fonds de solidarité ; adopté. - **Article additionnel après l'article 59** (p. 5726) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-43 de la commission (clarification et validation du bénéfice des CESU préfinancés depuis le 1er janvier 2007).

**Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5857, 5859).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 20 ter** (*Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI*) (p. 6832, 6838) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, n° 26 et n° 194 de la commission, n° 25 et n° 24 de M. Philippe Adnot, n° 170 de M. Aymeri de Montesquiou et sur le sous-amendement s'y rapportant n° 173 de M. Pierre Laffitte. - **Article 20 quater** (*Allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF*) (p. 6839) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 179 de la commission et n° 59 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6840, 6843) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 90 de Mme Nicole Bricq et n° 143 de M. Charles Guené (possibilité pour les redevables de l'ISF de bénéficier d'une réduction d'impôt pour investissement en titres participatifs dans des sociétés coopératives), sur les amendements de M. Philippe Adnot portant sur le même objet, n° 28 et n° 27 (clarification) et n° 40 (relèvement, de 10.000 euros à 15.000 euros, du plafond de la réduction d'ISF applicable immédiatement aux investissements dans les FIP), sur les amendements de la commission n° 8 (mise en œuvre de l'exonération partielle d'ISF dans les cas de cessions et de donations entre actionnaires des sociétés interposées, ou sociétés holding), n° 178 (exclusion, pour le calcul de l'ISF, de la valeur de capitalisation des rentes ou des indemnités perçues en réparation de dommages corporels liés à un accident ou à une maladie, du patrimoine des personnes bénéficiaires ou, en cas de transmission à titre gratuit par décès, du patrimoine du conjoint survivant), n° 9 (ajout de la nouvelle contribution salariale sur les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et sur les attributions d'actions gratuites, aux différents impôts à prendre en compte pour la détermination du droit à restitution), n° 176 (extension de l'exonération de l'imposition de la plus-value applicable au cédant des parts d'une société de personnes, qui poursuit son activité après transmission pendant au moins cinq ans, aux plus-values en report du fait du changement de régime fiscal de la société de personnes en société soumise à l'impôt sur les sociétés), n° 177 (exonération de droits de mutation pour les dons de sommes d'argent au profit des petits neveux et petites nièces) et n° 120 de M. Pierre Laffitte (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises). - **Article 21** (*Actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire "de minimis"*) (p. 6853) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de M. Thierry Foucaud, n° 180 de la commission et n° 44 de M. Gérard Longuet. - **Article additionnel après l'article 21** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Philippe Adnot (assouplissement des critères permettant à une entreprise de bénéficier du statut de jeune entreprise innovante). - **Article 21 bis** (*Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement*) (p. 6854) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission et n° 61 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 21 bis** (p. 6855) : avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Alain Lambert n° 103 (allègement de l'imposition due au titre de la taxe professionnelle par les associés de certaines sociétés de personnes exerçant leur activité hors de France) repris par la commission. - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 6856) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 144 de M. Louis de Broissia (augmentation des plafonds de la déduction pour aléas des bénéfices des agriculteurs). - **Article 21 quater** (*Régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif*) (p. 6857) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la

commission. - **Article additionnel avant l'article 21 quinquies** (p. 6859, 6860) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Yann Gaillard (instauration d'un crédit d'impôt au profit du producteur d'œuvres cinématographiques établi en France et qui concourt à la production d'œuvres étrangères non éligibles au soutien financier géré par le Centre national de la cinématographie). - **Article 21 quinquies** (*Renforcement du crédit d'impôt en faveur des entreprises de production phonographique prévu à l'article 220 octies du CGI*) (p. 6861) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 182 et n° 183 de la commission. - **Articles**

**additionnels avant l'article 21 septies** (p. 6863) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de M. Daniel Dubois (modification de l'assiette et du mode de calcul de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA). - **Article 21 octies** (*Prorogation au 1er janvier 2009 du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 6864, 6865) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission et n° 62 de M. Thierry Foucaud.

**LAGAUCHE (Serge)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
SOC

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Culture [n° 92 tome 3 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Culture.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Compte spécial cinéma, audiovisuel, expression radiophonique locale [n° 92 tome 9 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Culture.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : son intervention (p. 3841, 3843).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5648, 5649). Le groupe socialiste votera les crédits de la mission "Médias".

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6024, 6026). À titre personnel, son intervention (p. 6028, 6030). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6014) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-128 du Gouvernement (transfert de crédits au sein de la mission "culture").

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6298, 6299).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 26 quater (Exonération de taxe professionnelle en faveur des "librairies indépendantes de référence")** (p. 6941, 6943) : adoption en l'état de l'article 26 quater par la commission des affaires culturelles du Sénat. Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (précision selon laquelle l'exonération de taxe professionnelle doit être décidée par les collectivités territoriales ou leurs groupements et être non compensée par l'Etat).

**LAMBERT (Alain)**  
*sénateur (Orne)*  
*UMP*

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique le 3 septembre 2007 ; fin de mission le 30 novembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France jusqu'au 4 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports jusqu'au 4 novembre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 91 tome 3 annexe 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Environnement**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le mode d'élection des conseillers généraux dans les cantons urbains [n° 107 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2909, 2912) : son amendement n° 225 : autoliquidation du bouclier fiscal ; adopté. - **Article 5 bis (Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 2917, 2919) : son amendement n° 223 : retrait de la résidence principale de l'assiette de l'ISF ; retiré.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4223, 4224) : appel à la cohérence de méthodes législatives, à la cohérence financière et à la cohérence économique et budgétaire. Défavorable à cette proposition de loi. - **Article 2 (Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe d'habitation)** (p. 4232, 4233) : défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5107, 5109) : quinquennat de la dernière chance. Déficit des comptes publics. Examen conjoint

de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale. Réforme constitutionnelle. Gestion des ressources humaines de l'Etat. Epreuve de vérité pour la France.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007*) (p. 5177) : votera contre l'amendement n° I-180 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais professionnels sur les salaires). - **Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5211) : souhaite le retrait des amendements de suppression n° I-131 de M. Marc Massion et n° I-189 de M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5264, 5275) : ses amendements n° I-160 : harmonisation des analyses fiscale et civile en matière de partages familiaux en exonérant ceux-ci de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-263 de M. Yves Fréville (exonération des valeurs mobilières, des titres assimilés et des droits sociaux, dans le cadre des partages familiaux, de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement) ; n° I-162 : exonération du versement d'une prestation compensatoire sous forme d'un capital de l'impôt de plus-value ; retiré ; n° I-166 : alignement du traitement des testaments-partages sur celui des donations-partages impliquant le paiement du droit de partage de 1,1 % lors du partage et non pas au moment de l'ouverture de la succession ; adopté ; n° I-163 : exonération des partages et des licitations portant sur des biens dépendant d'une indivision familiale de toute taxation au titre des plus-values ; adopté ; n° I-164 : possibilité, pour l'acquéreur en nue-propriété, d'apporter la preuve que le démembrement de propriété qu'il réalise avec l'usufruitier est bien réel ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-270 du Gouvernement (précision selon laquelle la possibilité d'apporter cette preuve est limitée à l'hypothèse où l'acquisition de l'usufruit par l'usufruitier et de la nue-propriété par l'héritier présomptif est réalisée plus de trois mois avant le décès) ; n° I-167 : évaluation des meubles meublants et des objets mobiliers d'après la valeur cadastrale locative brute des immeubles occupés par le défunt ; retiré ; n° I-168 : déductibilité de l'actif de la succession de la rémunération du mandataire à titre posthume ; retiré ; n° I-165 : non-remise en cause de l'avantage fiscal en cas de donation des parts ou actions d'une entreprise sous réserve de l'engagement individuel jusqu'à son terme par le ou les donateurs ; retiré ; et n° I-161 : alignement du régime fiscal des réversions d'usufruit quels qu'en soient les bénéficiaires ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5293, 5295) : ses amendements n° I-171 : instauration d'un abattement de 1.000.000 euros sur la valeur de la résidence principale située à Paris pour le calcul de l'ISF ; et n° I-170 : instauration d'un abattement de 500.000 euros sur la valeur de la résidence principale située en province pour le calcul de l'ISF ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5307) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires économiques n° I-158 (possibilité pour les entreprises de donner à leurs salariés, à titre gratuit, le matériel et les logiciels qu'elles ont amortis). Son amendement n° I-172 : modification du traitement fiscal de l'amortissement du capital d'une société ; adopté. - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5329) : conseille à MM. Michel Mercier, Marc Massion et Louis de Broissia de retirer leurs amendements respectifs et identiques, n° I-159, n° I-50 et n° I-116 (extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer) et de voter contre l'article 11 quater au motif du respect de l'égalité de traitement entre les catégories de collectivités territoriales. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5335, 5336) : le groupe UMP est favorable à la solution équilibrée issue de l'amendement n° I-257 de la commission (prorogation du remboursement partiel de la TIPP et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, TICGN, dont bénéficient les exploitants agricoles et révision du barème de l'exonération fiscale dont bénéficient les différentes filières de biocarburants) et se rangera à l'avis de celle-ci sur les sous-amendements s'y

rapportant et respectivement identiques n° I-266 et I-267 de M. Paul Girod et n° I-268 et I-269 de M. Marcel Deneux (harmonisation des pourcentages de réduction de la défiscalisation entre le biogazole et le bioéthanol).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5402) : favorable à l'article 12 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5416, 5417) : son amendement n° I-173 : indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement des communautés urbaines ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5421) : son amendement n° I-177 : éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5423) : son amendement n° I-175 : modalités de liquidation de la taxe locale d'équipement ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6175, 6177). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6216, 6219) : position de la commission sur les amendements n° II-130 du Gouvernement, n° II-112 de M. Gérard Bailly, et n° II-139 de M. Claude Biwer. - **Article 44** (*Aménagement du régime de la taxe d'aéroport*) (p. 6222) : son amendement n° II-23 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-92 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 6222, 6228) : position de la commission sur le sous-amendement n° II-206 du Gouvernement, portant sur l'amendement n° II-24 de la commission (augmentation des ressources du fonds Barnier), sur les amendements de M. Jean Bizet n° II-159 (suppression de la faculté de mise en réserve des quotas d'émission de gaz à effet de serre non utilisés à l'issue de la période triennale débutant le 1er janvier 2005), de Mme Fabienne Keller n° II-160 (création d'une filière "compost") et n° II-114 (possibilité pour les syndicats mixtes de percevoir le versement transport), ainsi que sur les amendements portant sur le même objet de M. Dominique Braye n° II-152, n° II-153, n° II-154 et n° II-155 (responsabilité élargie des producteurs en matière de traitement des déchets).

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6380, 6385) : favorable à l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés). Intervient sur l'amendement n° II-253 de M. Thierry Foucaud (suppression de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6389) : intervient sur l'amendement n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier). - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 6419, 6420) : son amendement n° II-234 : création d'un circuit de communication des informations entre les différents acteurs pour le recouvrement et l'utilisation de la taxe locale d'équipement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6437, 6438) : son amendement n° II-233 : possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission intercommunale des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6750, 6752) : traduction des engagements pris par le Président de la République sur la question fiscale. Confirmation des orientations définies dans le projet de loi de finances pour 2008. Amélioration du solde budgétaire. Se réjouit du respect du

principe du "pas un euro de plus" s'agissant des dépenses. Relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Nécessité de réussir la révision générale des politiques publiques. Le groupe UMP votera le collectif budgétaire sous le bénéfice des amendements proposés par la commission des finances. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 6818, 6822) : ses amendements n° 98 : exclusion des transferts de biens réalisés au titre de la prestation compensatoire de toute taxation au titre des plus-values ; adopté ; n° 100 : mise en place d'un inventaire fiscal pour l'évaluation du forfait mobilier applicable pour le calcul des droits de mutation par décès ; retiré ; n° 101 : déductibilité de la rémunération du mandataire à titre postume de l'actif de la succession ; adopté ; n° 102 : possibilité, pour favoriser la transmission en donation-partage d'une entreprise familiale, de transférer ses titres à une société holding avec prise en charge par cette dernière du montant de l'emprunt ; retiré ; n° 99 : maintien de l'exonération partielle des droits de mutation à titre

gratuit au profit du conjoint survivant qui transmet à ses descendants les titres reçus de l'époux prédécédé, sous réserve que les donataires poursuivent l'engagement pris par le conjoint survivant jusqu'à son terme ; adopté ; et n° 97 : imputation des droits payés lors d'une première donation sur ceux dus à l'occasion d'une seconde donation, en cas de retour du bien dans le patrimoine du donateur ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 6965, 6967) : son amendement n° 1 : création d'une commission consultative d'évaluation des normes chargée d'évaluer préalablement l'impact de la production réglementaire de l'Etat sur les collectivités territoriales ; adopté.

**LAMÉNIÉ (Marc)**  
*sénateur (Ardennes)*  
*NI, puis UMP*

Election le 26 août 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 19 septembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4261) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Sécurité

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6091, 6093). Sous le bénéfice de ses observations, avec l'ensemble du groupe UMP, votera les crédits de cette mission.

#### Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6135) : soutient l'amendement n° II-117 de M. Philippe Leroy (modification des conditions de répartition de la DGF au profit de certaines communes) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 6943, 6944) : son amendement n° 152 : précision quant à l'assiette du prélèvement opéré sur les EPCI au titre du partage du coût du dégrèvement accordé aux entreprises suite au plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle ; retiré.

**LAMOUR (Jean-François)**  
*ministre de la jeunesse, des sports et de  
la vie associative  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la retraite des sportifs de haut niveau [n° 292 (2006-2007)] (18 avril 2007) - **Questions sociales et santé - Sports.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption [n° 450**

(2004-2005)] - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 586, 587) : estimations chiffrées de la corruption dans le monde. Convention pénale de 1999. Champ d'application. Protocole additionnel de 2003. Corruption des jurés et des arbitres. Approbation du protocole. (p. 588) : réponse au rapporteur. Calendrier de ratification. Adaptation du droit français. Rôle actif de la France au niveau international.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [n° 153 (2006-2007)]** - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 589, 590) : objet de la convention. Répartition des compétences entre les autorités sportives internationales et les autorités nationales. Portée respective des sanctions nationales et internationales. Compatibilité entre le code mondial antidopage et le droit interne et les principes constitutionnels français. (p. 595, 596) : Union nationale du sport scolaire, UNSS. Allongement de la conservation des prélèvements. Coopération internationale. Contrôle antidopage. Décret d'application de la loi du 5 avril 2006.

**LAMURE (Élisabeth)**  
*sénateur (Rhône)  
UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5059, 5061) : inadaptation des propositions de la commission européenne. Division entre les pays producteurs et les autres Etats membres. Soutien du groupe UMP aux positions françaises exprimées dans la proposition de résolution de la commission des affaires économiques. Avancées louables mais insuffisantes de la commission européenne s'agissant de l'arrachage et de la promotion. Nécessité de reconnaître et de protéger les AOC françaises. Maintien de l'interdiction de vinifier des moûts importés, à la satisfaction du Sénat. Propositions inacceptables pour la viticulture française : suppression du régime des droits de plantation à partir de 2013 ; interdiction de la chaptalisation, abandon des mesures de régulation du marché. Problématique pour l'environnement de la suppression du système obligatoire de traitement des sous-produits viti-viniques. Gravité du projet de réforme européen pour l'avenir de la viticulture française. Le groupe UMP compte sur la détermination du ministre pour infléchir la position communautaire.

**LAPORTE (Bernard)**  
*secrétaire d'Etat chargé des sports*  
*(à partir du 22 octobre 2007)*

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

##### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6276, 6280). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6280, 6283) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-2 de la commission et n° II-184 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Article 51 ter (Extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport, CNDS)** (p. 6285) : son amendement n° II-268 (date d'entrée en vigueur de l'extension de l'assiette de la taxe sur les droits de diffusion des événements sportifs) ; adopté.

**LARCHER (Gérard)**  
*ministre délégué à l'emploi, au travail et*  
*à l'insertion professionnelle des jeunes*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*  
*sénateur (Yvelines)*  
**UMP**  
*(à partir du 1er octobre 2007)*

Devenu sénateur le 1er octobre 2007 (remplace Mme Adeline Gousseau, démissionnaire).

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports le 16 octobre 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 2 octobre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 290, 294) : défi de la mondialisation. Rénovation de la démocratie

sociale. Négociations collectives. Organisations représentatives. Principes de ce texte : concertation, consultation et information. Equilibres institutionnels. Transposition des directives européennes. Principe du recours à l'urgence. Avis du Conseil économique et social. (p. 309, 311) : réponses aux intervenants. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 315, 316) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Muzeau n° 15, n° 16 et n° 17, ainsi que sur les amendements n° 6 de Mme Raymonde Le Texier et n° 30 de M. Jean Desessard. (p. 317, 318) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 7 et n° 8. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 319, 320) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 et 23 de M. Roland Muzeau et n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 321) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 et n° 11 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 322) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de Mme Raymonde Le Texier et n° 22 de M. Roland Muzeau. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 323, 325) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31, n° 32 et n° 36 de M. Jean Desessard. - **Article 1er (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - Institution de nouvelles procédures de dialogue social)** (p. 327, 328) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 et n° 34 de M. Jean Desessard. (p. 329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Michel Mercier. (p. 330) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 et n° 20 de M. Roland Muzeau. (p. 332) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 2 de M. Michel Mercier et sur l'amendement n° 27 de M. Roland Muzeau. (p. 333) : avis du Gouvernement sur les amendements de précision n° 3 de M. Michel Mercier et n° 13 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 334, 335) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de M. Roland Muzeau et n° 35 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 336) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 et n° 24 de M. Roland Muzeau. (p. 337) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Roland Muzeau. (p. 338, 339) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de M. Roland Muzeau et n° 29 de M. Serge Dassault.

**LARCHER (Serge)**  
*sénateur (Martinique)*  
SOC-A

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

**LARDEUX (André)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées le 11 juillet 2007.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 29 (Application des dispositions à l'outre-mer)** (p. 2341) : soutient l'amendement n° 157 de M. Claude Lise (affirmation de la nécessité d'adopter des règles particulières et mieux adaptées aux universités des Antilles, de la Guyane et de l'outre-mer en général) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5904, 5906). Ne pourra pas voter en l'état les crédits de cette mission.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 154 (2006-2007)] réformant la protection de l'enfance [n° 205 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Famille - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Famille [n° 72 tome 3 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 559) : son amendement n° 9 : suppression ; rejeté. (p. 560) : soutient l'amendement n° 61 de M. Jean-Claude Etienne (mise en œuvre de nouvelles modalités de distribution et de collecte des médicaments inutilisés) ; rejeté. (p. 563) : maintient son amendement n° 9 précité. (p. 564) : ne votera pas l'article 28 ter. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Usage du titre de psychologue*) (p. 569) : soutient l'amendement n° 11 de M. Alain Vasselle (modalités d'inscription sur les listes départementales des professionnels non inscrits de droit visés au troisième alinéa de l'article 52 de la loi de 2004) ; devenu sans objet. A titre personnel, se ralliera aux amendements de suppression de la commission n° 3 et n° 4. - **Article 28 septies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - *Caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychologue*) (p. 572) : soutient l'amendement n° 12 de M. Alain Vasselle (repli) ; devenu sans objet. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 575, 576) : s'abstiendra sur l'article 29. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 577) : avec Mme Marie-Thérèse Hermange, s'abstiendra sur l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 686, 687) : exportation du minimum vieillesse. Insuffisance des constructions de logements. Absence de disposition en faveur des propriétaires privés. S'abstiendra lors du vote de ce texte. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Création d'un droit au logement opposable*) (p. 697) : son amendement n° 86 : impossibilité pour le demandeur de refuser le logement qui lui est proposé ; devenu sans objet.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1198) : son amendement n° 1 : droit à la vie ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2207, 2208) : présentation du projet de loi. Sélection à l'entrée à l'université. Filières sans débouchés. Droits d'inscription. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2232, 2233) : ses amendements n° 14 et 15 : possibilité pour un établissement d'enseignement supérieur privé de briguer le titre d'université ; retirés.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 octobre 2007) (p. 3764).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3931) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel (prorogation du délai pour l'entrée en vigueur de l'interdiction d'utilisation à des fins humanitaires des médicaments non utilisés). - **Explications de vote sur l'ensemble** : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 4524, 4525) : retour à l'équilibre de la branche famille. Enfants handicapés. Modulation de l'allocation de rentrée scolaire, ARS. Utilisation des excédents potentiels de la branche famille. Instauration d'un droit opposable à la garde d'enfants. Recommande l'adoption du PLFSS. (p. 4547, 4548) : emploi des seniors. Clarification des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Système des franchises. Mesure de lutte contre les abus et les fraudes. Démographie médicale.

Assurance maladie. Réforme de la gestion de l'hôpital. Taux de cotisation des employeurs publics. Approuve le projet de loi de financement de la sécurité sociale sous la réserve expresse de l'article 46.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4769) : son amendement n° 424 : modalités d'organisation et de financement de la télémédecine ; retiré. (p. 4784) : soutient l'amendement n° 425 de M. Jean-Claude Etienne (référence à la pratique de la télémédecine) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 46** (*art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale*) (p. 4923, 4924) : son amendement n° 92 : suppression ; rejeté. - **Article 59** (*art. L. 543-1 du code de la sécurité sociale - Modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire selon l'âge de l'enfant*) (p. 4959) : position de la

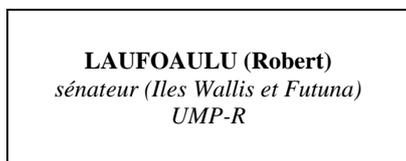
commission sur l'amendement n° 386 de Mme Annie David. - **Article 60** (*art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap*) (p. 4961, 4962) : position de la commission sur les amendements n° 203 et n° 204 de M. Yves Détraigne et n° 468 et n° 471 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 4965) : son amendement n° 62 : possibilité donnée aux caisses d'allocations familiales de centraliser les informations sur les disponibilités de garde ; adopté après modification par le sous-amendement n° 475 du Gouvernement ; adopté. Position de la commission sur ce sous-amendement.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6071, 6072). Apportera son soutien aux crédits de cette mission.



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 269, 270) : regret de l'absence d'une consultation directe des Calédoniens. Image positive de la Nouvelle-Calédonie. Témoignage personnel. Evolution dans la construction de ce pays d'accueil. Favorable au renforcement de la citoyenneté calédonienne et à l'attachement avec la France. Votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 29** (*Application des dispositions à l'outre-mer*) (p. 2341) : modalités d'application des dispositions de ce texte au territoire de Wallis-et-Futuna. Questions au ministre au sujet des conseils d'administration des deux universités du Pacifique.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Article 12** (*art. 128 et 143 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Délais de réalisation et de transmission au haut-commissaire du compte-rendu intégral des séances de l'assemblée*) (p. 4491) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (modalités d'utilisation des langues polynésiennes dans les interventions de l'assemblée de la Polynésie française).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5914, 5916). Votera les crédits de cette mission.

**LE CAM (Gérard)**  
*sénateur (Côtes-d'Armor)*  
CRC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (11 janvier 2007) - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 173) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1427, 1429).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires** [n° 415 (2006-2007)] - (18 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3188, 3190) : registre international français. Conditions de travail des personnels navigants. Jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Conventions internationales sur le droit de la mer. Pavillons de complaisance. Colloque international sur le pavillon. Savoir-faire maritime français. Votera contre ce texte. - **Intitulé du Chapitre Ier** (*Dispositions relatives au critère de nationalité des équipages de navires*) (p. 3193, 3194) : son amendement n° 13 : suppression ; rejeté. - **Article 1er** (art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français) (p. 3195) : son amendement n° 14 : suppression ; rejeté. (p. 3199) : le groupe communiste s'abstient sur l'amendement n° 10 de M. Henri de Richemont (nationalité commune au capitaine et à l'officier chargé de sa suppléance). - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français) : son amendement n° 15 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 221 du code des douanes - Abrogation de l'article 221 du code des douanes réservant aux Français les fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance) (p. 3204) : son amendement n° 16 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3205, 3206) : son amendement n° 17 : encadrement des entreprises de travail maritime ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3207) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 442 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3318, 3319) : augmentation inéluctable de la circulation de poids lourds dans le tunnel routier de Tende. Interrogation quant à la volonté du Gouvernement de financer le tunnel ferroviaire du col de Tende. Fermeture de 262 gares au trafic fret en wagon isolé à compter du 30 novembre prochain. Ecart entre les actes et les déclarations politiques sur le fret. Urgence d'une priorité à l'intermodalité. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi, contraire à sa conception d'un transport en adéquation avec le développement durable.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4094, 4095) : simplification de la grille de lecture du consommateur. Protection du savoir-faire. Impartialité des contrôles. Dénonciation des dérives liées à la simplification. S'abstiendra sur ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Christian Gaudin sur la recherche en milieu polaire** - (21 novembre 2007) : son intervention (p. 5051, 5052).

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché**

**vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5061, 5062) : graves atteintes de la politique libérale communautaire contre la cause du vin. Dogme de la compétitivité. Approbation par le groupe CRC de la proposition de résolution de la commission des affaires économiques. Souhaite l'intransigeance du Gouvernement sur les propositions communautaires de libéraliser les droits de plantation et de supprimer des outils de gestion du marché. Nécessité de conserver un dispositif obligatoire de crise. Révision à la baisse des exigences en matière de pratiques œnologiques. Interdiction de la chaptalisation. Opposition du groupe CRC au transfert de compétence du Conseil vers la commission, s'agissant de la détermination des pratiques œnologiques et de l'étiquetage. Satisfait du consensus au Sénat sur la nécessaire résistance à la politique communautaire dévastatrice pour les vignobles et les vignerons français.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5986, 5987).

**LECERF (Jean-René)**  
*sénateur (Nord)*  
*UMP*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la prévention de la délinquance [n° 252 (2006-2007)] (20 février 2007) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - Énergie.*

*Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Justice-Administration pénitentiaire [n° 96 tome 4 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Budget - Justice.*

*Proposition de loi tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Collectivités territoriales.*

*Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Collectivités territoriales - Sécurité sociale.*

## INTERVENTIONS

**- Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 7, 8) : évolution du projet de loi. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption du projet de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements. - Exception d'irrecevabilité (p. 30) : s'oppose à la motion n° 45 de Mme Éliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - Question préalable (p. 33) : s'oppose à la motion n° 35 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à opposer la question préalable. - Article additionnel avant l'article 1er (p. 39) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 1er (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire) (p. 42, 43) : ses amendements n° 1 : amélioration de l'information du maire ; adopté ; et n° 2 : caractère obligatoire de la création d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance dans les EPCI compétents en matière de prévention ; adopté après modification par le sous-amendement n° 192 de M. Jean-Patrick Courtois. (p. 44) : son amendement n° 3 : cohérence ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 49 de Mme Éliane Assassi, n° 139 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 122 de Mme Alima Boumediene-Thiery et sur le sous-amendement n° 192 de M. Jean-Patrick Courtois déposé sur son amendement n° 2 précité. - Article 1er bis (art. L. 121-1-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Présence de travailleurs sociaux dans les commissariats et les groupements de gendarmerie) (p. 45, 46) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de Mme Éliane Assassi. - Article 2 (art. L. 121-2 et L. 121-6 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5214-16, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Délégation de compétences du département aux communes en matière d'action sociale) (p. 47) : position de la commission sur les amendements n° 50 de Mme Éliane Assassi, n° 140 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 194 de M. Jean-Patrick Courtois. - Article 2 bis A (art. L. 2212-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes) (p. 49) : ses amendements n° 4 : réduction du nombre d'agents de police municipale recrutés obligatoirement par les petites communes ; et n° 5 : non-interférence de la mise à disposition actuelle auprès des communes d'agents de police municipale recrutés par les EPCI avec le nouveau dispositif de mise en commun ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 51 de Mme Éliane Assassi et n° 141 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 2 bis (Création d'un Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance) (p. 50) : position de la commission sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 3 (art. 13-3 nouveau et 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 ; art. 1er de l'ordonnance**

n° 59-151 du 7 janvier 1959 - Participation des autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs à la prévention de la délinquance) (p. 52) : son amendement n° 6 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 52 de Mme Éliane Assassi et de M. Roger Karoutchi n° 195 et n° 196. - Article 4 bis (art. 40-2 du code de procédure pénale - Information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés) (p. 53) : son amendement n° 7 : suppression ; adopté. (p. 54) : position de la commission sur les amendements n° 53 de Mme Éliane Assassi et n° 143 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 5 (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 56) : ses amendements n° 8 : suppression des dispositions restreignant le partage de l'information entre institutions ; adopté ; et n° 9 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 222 du Gouvernement. (p. 57) : position de la commission sur les amendements n° 54 de Mme Éliane Assassi et n° 144 de M. Jean-Claude Peyronnet. A titre personnel, position sur le sous-amendement n° 222 du Gouvernement déposé sur son amendement n° 9 précité. - Article additionnel avant l'article 6 (p. 57) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de Mme Éliane Assassi. - Article 6 (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire) (p. 59, 60) : ses amendements n° 10 : amélioration de la coordination entre le conseil pour les droits et devoirs des familles et l'autorité judiciaire ; et n° 11 : amélioration des relations entre maire et président du Conseil général ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 56 de Mme Éliane Assassi, n° 145 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 197 de Mme Isabelle Debré. - Article 7 (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales) (p. 62) : position de la commission sur les amendements n° 57 de Mme Éliane Assassi et n° 146 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 8 (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires) (p. 63, 64) : son amendement n° 12 : suppression du formalisme entourant la procédure de rappel à l'ordre ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 47 de M. Yves Détraigne, n° 116 de Mme Éliane Assassi et n° 147 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 9 (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance) (p. 67) : position de la commission sur les amendements n° 58 de Mme Éliane Assassi et n° 148 de M. Jean-Claude Peyronnet. Ses amendements de rédaction n° 13 et n° 14 ; adoptés.

**- Suite de la discussion (10 janvier 2007) - Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9 (p. 88) : position de la commission sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 70, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69 et sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 124, 123, 132, 128, 125, 133, 131, 127, 126 et 134. (p. 90, 91) : intervient sur les amendements n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - Article 9 bis (art. 706-73 du code de procédure pénale - Extension au délit d'escroquerie des procédures spécifiques applicables à la délinquance organisée) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté - Article additionnel avant le chapitre III (p. 92) : position de la commission sur l'amendement n° 129 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - Article 10 (art. L. 111-3-1 et L. 160-1 du code de l'urbanisme - Etudes de sécurité publique) (p. 93) : son amendement n° 16 : rédaction ; adopté. - Article 11 bis (art. L. 127-1 du code de la construction et de l'habitation - Participation facultative des communes aux dépenses de gardiennage des immeubles) (p. 94) : position de la commission sur les amendements n° 72 de Mme Éliane Assassi et n° 150 de M. Jean-Claude Peyronnet. - Article 11 ter (art. L. 129-4-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation - Pouvoirs du maire en matière d'application des règles de sécurité des locaux contenant des matières explosives ou inflammables) (p. 95) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de Mme Éliane Assassi. - Article 11**

**quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur) (p. 96) : position de la commission sur les amendements n° 74 de Mme Éliane Assassi, n° 151 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 46 de M. Yves Détraigne. - **Article 11 quinquies** (art. L. 750-1 du code de commerce - Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation) (p. 99) : position de la commission sur les amendements n° 110 de Mme Éliane Assassi, n° 152 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 198 de M. Pierre André. - **Article 11 sexies** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 495 du code de procédure pénale - Incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles) (p. 100) : position de la commission sur les amendements n° 153 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 75 de Mme Éliane Assassi. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - Répression des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières) (p. 103) : son amendement n° 18 : distinction entre particuliers et professionnels dans l'application des sanctions en matière de mise en circulation de véhicules à moteur débridé ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 76 de Mme Éliane Assassi et n° 154 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 12 bis A** (art. 707-1 et 707-4 du code de procédure pénale - Transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires) (p. 104) : position de la commission sur l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi. - **Article 12 bis C** (art. L. 321-1-1 nouveau du code de la route - Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 105) : position de la commission sur les amendements n° 78 de Mme Éliane Assassi et n° 200 de M. Christian Cambon. - **Article 12 bis** (art. L. 211-11, L. 211-14, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-2-1 nouveau et L. 215-3 du code rural ; art. 131-10, 131-16, 131-21-1 et 131-21-2 nouveaux, 131-39, 131-43, 222-44 et 434-41 du code pénal - Durcissement de la législation relative aux chiens dangereux) (p. 109, 110) : position de la commission sur les amendements n° 79 de Mme Éliane Assassi et de M. René Beaumont n° 38, n° 39, n° 40, n° 41 et n° 42. - **Article 12 ter A** (art. L. 211-14-1 du code rural - Subordination de la détention de chiens dangereux à l'évaluation comportementale du chien) (p. 112, 113) : son amendement n° 19 : précisions concernant l'obligation d'évaluation comportementale des chiens dangereux ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 80 de Mme Éliane Assassi et le sous-amendement n° 155 de M. Jean-Claude Peyronnet sur son amendement précité n° 19. - **Article 12 ter** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - Evacuation forcée en cas de violation des règles sur le stationnement des gens du voyage) (p. 115, 116) : position de la commission sur les amendements n° 81 de Mme Éliane Assassi et n° 156 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 12 quinquies** (art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 117) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 157 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 82 de Mme Éliane Assassi. - **Article additionnel après l'article 12 quinquies** (p. 118) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Philippe Goujon. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 120) : position de la commission sur les amendements n° 83 de Mme Éliane Assassi et n° 158 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 13 bis** (art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 122) : position de la commission sur les amendements n° 159 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 201 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public) (p. 123) : position de la commission sur les amendements n° 84 de Mme Éliane Assassi et n° 160 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel avant l'article 15** (p. 124) : position de la commission sur l'amendement n° 85 de Mme Éliane Assassi. - **Article 16** (art. 226-14 du code pénal ; art. 48-5 de la loi du 29 juillet 1881

sur la liberté de la presse - Levée du secret médical - délit de provocation aux violences) (p. 125) : ses amendements n° 21 : faculté offerte aux associations de lutte contre certaines formes de violence et de discrimination de se constituer partie civile à raison de leur objet ; et n° 22 : extension aux cas de diffamation de la faculté offerte aux maires de se constituer partie civile ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 119 de Mme Éliane Assassi. - **Article 17** (art. 32 à 39 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998, art. 227-22-1 nouveau du code pénal, art. 60-3, 77-1-3 nouveaux et 99-4 du code de procédure pénale - Protection des mineurs vis-à-vis des représentations pornographiques ou violentes - Lutte contre la pédophilie sur Internet) (p. 127) : ses amendements n° 23 : rédaction ; et, portant sur le même objet, n° 212, 213, 214 et 215 : aménagements nécessaires à l'alignement de la lutte contre la traite des êtres humains sur celle contre la pédopornographie sur Internet ; adoptés. (p. 128) : position de la commission sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 17 bis E** (art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 - Obligations pour les fournisseurs d'accès de signaler à leurs abonnés les sites de jeux d'argent illégaux) (p. 130) : position de la commission sur les amendements n° 224 du Gouvernement et n° 204 de M. Pierre Hérisson. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques) (p. 132) : position de la commission sur les amendements n° 86 de Mme Éliane Assassi, n° 161 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 216 du Gouvernement. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 nouveau du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) (p. 134) : position de la commission sur les amendements n° 87 de Mme Éliane Assassi, n° 162 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 220 du Gouvernement. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) (p. 135) : position de la commission sur les amendements n° 88 de Mme Éliane Assassi, n° 163 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 217 du Gouvernement. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : position de la commission sur les amendements n° 89 de Mme Éliane Assassi, n° 164 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 218 du Gouvernement. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) (p. 136) : son amendement n° 25 : interdiction de l'hospitalisation d'office avant soixante-douze heures ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 90 de Mme Éliane Assassi et n° 165 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 23** (art. L. 3215-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'État dans le département d'ordonner une expertise médicale) : position de la commission sur les amendements n° 91 de Mme Éliane Assassi, n° 166 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 219 du Gouvernement. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - Procédure applicable au classement sans suite) (p. 137) : position de la commission sur les amendements n° 167 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 221 du Gouvernement. - **Article 25** (art. 706-53-5, 706-53-10 et 706-56 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 138) : position de la commission sur les amendements n° 92 de Mme Éliane Assassi et n° 168 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal ; art. 706-53-10, 769, 775, 798, 798-1 et 799 du code de procédure pénale - Allongement du délai de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 142) : position de la commission sur les amendements n° 93 de Mme Éliane Assassi et n° 169 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 144, 145) : ses amendements n° 26 : peine d'amende en cas de violences volontaires commises contre les dépositaires de

l'autorité publique ; et n° 27 : incrimination du "happy slapping" ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 94 de Mme Éliane Assassi et n° 170 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 148) : réponse à M. Jean-Pierre Sueur sur son amendement précité n° 27. - **Article 26 bis B** (art. 322-11-1 nouveau du code pénal, art. L. 2339-5 du code de la défense - Délit de détention ou transport de substances incendiaires) (p. 150) : position de la commission sur les amendements n° 95 de Mme Éliane Assassi, n° 171 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 223 du Gouvernement. - **Article 27** (Chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique) (p. 151) : position de la commission sur l'amendement n° 96 de Mme Éliane Assassi. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 152, 153) : position de la commission sur les amendements n° 97 de Mme Éliane Assassi et n° 135 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargés d'une mission de service public) (p. 157) : position de la commission sur les amendements n° 98 de Mme Éliane Assassi, n° 136 de Mme Alima Boumediene-Thiery et de M. Jean-Claude Peyronnet n° 175, n° 172, n° 173 et n° 174. - **Article 29** (Chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique) (p. 158) : position de la commission sur l'amendement n° 99 de Mme Éliane Assassi. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 160) : position de la commission sur les amendements n° 100 de Mme Éliane Assassi et n° 176 de M. Jean-Claude Peyronnet.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste) (p. 173) : position de la commission sur les amendements n° 101 de Mme Éliane Assassi et n° 177 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Division et articles additionnels avant le chapitre VII ou avant l'article 35** (p. 174) : position de la commission sur les amendements de Mme Éliane Assassi n° 102, n° 103, n° 104, n° 105, n° 106 et n° 107. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - Application de la composition pénale aux mineurs) (p. 177) : position de la commission sur les amendements n° 108 de Mme Éliane Assassi et n° 178 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 37** (art. 10-2, 11-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 179) : position de la commission sur les amendements n° 109 de Mme Éliane Assassi et n° 179 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 181) : position de la commission sur les amendements n° 111 de Mme Éliane Assassi et n° 180 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 39 bis** (art. 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 182) : position de la commission sur les amendements n° 112 de Mme Éliane Assassi et n° 181 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 43** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale) (p. 184) : son amendement n° 28 : fusion des dispositifs de sanction-restauration et sanction-réparation ; adopté. (p. 185) : position de la commission sur les amendements n° 113 de Mme Éliane Assassi et n° 182 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 43 bis** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale) (p. 186) : son amendement n° 29 : suppression ; adopté. - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal,

art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - Stage de responsabilité parentale) (p. 187) : position de la commission sur l'amendement n° 114 de Mme Éliane Assassi. - **Article 44 bis** (art. 131-21, 227-32 nouveau et 442-16 nouveau du code pénal - Généralisation de la mesure de confiscation) : ses amendements n° 30 : confiscation de l'objet de l'infraction ; et n° 31 : rédaction ; adoptés. - **Article 45 bis A** (art. 132-24 du code pénal - Motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive) (p. 188) : position de la commission sur les amendements n° 120 de Mme Éliane Assassi et n° 183 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 45 bis B** (art. 60-1, 71-1-1 et 99-3 du code de procédure pénale - Possibilité de transmission de documents sous forme numérique à la suite d'une réquisition judiciaire) (p. 189) : son amendement n° 32 : transmission sous forme numérique de la demande de réquisition et faculté de procéder à des réquisitions dans le cadre d'enquête de flagrance ; adopté. - **Article 45 bis D** (art. 712-17 et 716-4 du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 190) : son amendement n° 33 : élargissement de la faculté offerte au procureur de la République de délivrer un mandat d'amener en cas de manquement à l'une de ses obligations d'une personne exécutant sa condamnation en milieu ouvert ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 121 de Mme Éliane Assassi et n° 184 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 45 ter** (p. 191) : position de la commission sur l'amendement n° 185 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23, 23-1 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 193, 194) : position de la commission sur les amendements n° 115 de Mme Éliane Assassi, n° 186 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 137 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 46 bis** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 197) : position de la commission sur les amendements n° 187 de M. Jean-Claude Peyronnet et de M. Jean-Patrick Courtois n° 207, n° 208, n° 209 et n° 210. - **Article 46 ter** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 198) : position de la commission sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois. - **Article 46 quater** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 199) : position de la commission sur l'amendement n° 189 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 46 quater** (p. 200) : position de la commission sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Goujon. - **Article 46 quinquies** (art. 101 et 106 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Report du délai accordé aux agents de sécurité privée en activité pour respecter la condition d'aptitude professionnelle) : position de la commission sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 50** (art. L. 2573-1, L. 5832-13 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1 nouveaux, L. 132-2 et L. 132-3 du code des communes de la Nouvelle Calédonie ; art. L. 131-1-1, L. 131-2-1, L. 132-2-1 nouveaux et L. 132-2 du code des communes applicable à la Polynésie française - Application des dispositions relatives aux pouvoirs de police du maire aux communes de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française) (p. 202) : à titre personnel, position sur l'amendement n° 225 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 1120, 1122) : responsabilisation des magistrats. Question de l'effectivité de l'action récursoire contre les magistrats. Ouverture de la saisine du Conseil supérieur de la magistrature. Rôle du Médiateur de la République. Formation des magistrats. Détention provisoire. Pôle d'instruction. - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi

*organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat* (p. 1152) : sur l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats), son sous-amendement n° 44 : ajout d'une personnalité qualifiée désignée par le Médiateur de la République à la composition de la commission ; retiré. Son amendement n° 43 : suppression du filtre parlementaire pour la saisine du Médiateur de la République par un justiciable ; devenu sans objet. - **Article 8 ter** (art. 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - *Extension des possibilités de détachement judiciaire*) (p. 1163) : soutient l'amendement n° 49 de M. Jean-Marc Juilhard (possibilité de détachement judiciaire des personnels recrutés par la voie de l'Ecole nationale supérieure de sécurité sociale) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8 ter** (p. 1164, 1165) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Juilhard n° 47 (motivation obligatoire en cas d'avis défavorable de la commission d'avancement sur une demande de détachement) ; adopté ; et n° 48 (élargissement des possibilités de détachement aux postes les plus élevés de la hiérarchie judiciaire) ; retiré.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1222, 1223) : équilibre des institutions. Procédure de destitution. Accès au Conseil constitutionnel d'un président déchu. Votera contre ce projet de loi. - **Article unique** (p. 1233, 1239) : ses amendements n° 4 et 5 : rédaction ; n° 1 : procédure de destitution ; n° 3 : présidence de la Haute Cour ; retirés. Son amendement n° 2 : impossibilité pour un Président destitué de siéger au Conseil constitutionnel ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1772, 1773) : points restant en discussion. Recommande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale - Commission mixte paritaire [n° 249 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1872) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2087, 2088) : données chiffrées sur la récidive des délinquants majeurs et mineurs. Vertus dissuasives de la sanction. Objections au texte non fondées. Risque d'augmentation du nombre de détenus. Attente unanime du texte sur la mise en place d'un contrôle général des prisons et d'une grande loi pénitentiaire. Entier soutien du groupe UMP au projet de loi. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de l'excuse de minorité pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2141, 2142) : bien-fondé des dérogations à l'excuse de minorité prévues par l'article. Intérêt des centres éducatifs fermés.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3023) : attente d'une réforme des conditions de détention en France et d'une grande réforme de la justice. Mode de nomination, rôle et pouvoirs du contrôleur général des lieux de privation de liberté. Dévolution des compétences du contrôleur général au Médiateur de la République. - **Article 1er** (*Statut et compétence*) (p. 3036) : son amendement n° 18 : transfert des fonctions de contrôleur général des lieux de privation de liberté au Médiateur de la République ; retiré. - **Article 2** (*Nomination et incompatibilités*) (p. 3043) : son amendement n° 19 : association du Parlement à la

désignation du contrôleur général ; devenu sans objet. - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3060) : son amendement n° 20 : droit de visite du contrôleur général ; retiré. (p. 3062) : son amendement n° 21 : suppression partielle ; devenu sans objet. (p. 3066) : son amendement n° 45 : information du contrôleur général ; adopté. (p. 3070) : son amendement n° 22 : opposabilité du secret au contrôleur général ; rejeté. - **Article 7** (*Suite donnée aux inspections*) (p. 3078) : son amendement n° 23 : réponse du ministre intéressé aux observations du contrôleur général ; adopté. (p. 3079) : son amendement n° 24 : pouvoir d'injonction du contrôleur général à l'égard des autorités pénitentiaires ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3575) : mise au point sur la position de la commission sur l'article 4. Souhaite l'adoption de l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3971, 3972) : respect des droits fondamentaux des personnes détenues. Exemple de Fresnes. Souhait d'une entrée en vigueur rapide de cette réforme. Importance attachée à la personnalité choisie. Prochaine loi pénitentiaire. Le groupe UMP adoptera le projet de loi avec enthousiasme.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4129, 4131) : Complexité du droit français. Poursuite de l'effort de simplification. Caractère législatif du droit funéraire. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4135, 4140) : ses amendements n° 47 : limitation du recours à la procédure administrative aux amendes préalablement notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception ; et n° 46 : coût de la lettre recommandée à la charge du redevable ; retirés ; n° 26 (simplification du remboursement de la consignation en cas de classement sans suite de la contravention) ; retiré puis repris par M. Jean-Pierre Sueur ; n° 22 : compétences des juridictions civiles s'agissant des litiges en matière de consommation ; et n° 23 : mise en application d'office des dispositions d'ordre public du droit de la consommation dans les litiges nés de l'application du code de la consommation ; retirés. - **Division additionnelle après l'article 10** (p. 4163) : son amendement n° 15 : insertion d'une division relative à la législation funéraire ; retiré.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Article 1er** (art. L. 132-9-3 nouveau du code des assurances - *Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels de l'assurance et de la prévoyance - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés*) (p. 4316) : sur l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour les assureurs de consulter le répertoire de l'INSEE des personnes décédées), son sous-amendement n° 11 ; retiré. - **Article 2** (art. L. 223-10-2 nouveau du code de la mutualité - *Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels représentatifs des mutuelles et de leurs unions - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés*) (p. 4318) : sur l'amendement n° 5 de la commission (extension de l'obligation d'information sur l'éventuel décès de l'assuré aux mutuelles et limitation à ces dernières de la consultation du répertoire), son sous-amendement n° 12 ; retiré. - **Articles additionnels après**

**l'article 4** (p. 4327) : son amendement n° 9 : dispositif transitoire afin de résorber le stock des avoirs de l'assurance vie non réclamés ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Justice**

**LECLERC (Dominique)**  
*sénateur (Indre-et-Loire)*  
*UMP*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées jusqu'au 19 mai 2007.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse ; nouvelle nomination le 29 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

(30 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 5669, 5670). Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits du programme "Administration pénitentiaire".

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : **Transparence, équité, solidarité** : les trois objectifs d'une réforme de la réversion [n° 314 (2006-2007)] (22 mai 2007) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Assurance vieillesse [n° 72 tome 4 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 95 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les dispositions relatives à l'assurance vieillesse du projet de loi de financement de la sécurité sociale (p. 3457, 3458) : réformes envisageables. Alignement sur la fonction publique. Redressement des comptes. Contreparties. Adossement des régimes spéciaux aux caisses de retraite du secteur privé.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 4526, 4527) : volonté de mettre fin au recours massif aux préretraites. Déficit grandissant de la branche vieillesse. Coût de la mesure concernant les carrières longues. Emploi des seniors. Négociations sur la pénibilité. Mesures d'économies. Dossier des pensions. Régimes spéciaux. Souhait de l'ouverture d'une réflexion dans la perspective du rendez-vous de 2012. (p. 4552, 4553) : fixation de l'ONDAM. Progression des dépenses en matière de soins de ville. Responsabilisation des patients. Outil "Infosoins". Installation des médecins. Avenir des pharmacies.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques) (p. 4652, 4653) : son amendement n° 258 : suppression de la clause de sauvegarde applicable aux spécialités inscrites sur la liste rétrocession ; retiré. - **Article 10 bis** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile) (p. 4766, 4767) : ne votera pas les amendements de suppression n° 144 de M. Claude Domeizel, n° 287 de M. Michel Billout et n° 462 du Gouvernement.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4783) : favorable à l'amendement n° 98 de M. Jean Bizet (avis du Conseil national de l'ordre des médecins). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4785) : son amendement n° 260 : passation d'accords et de contrats entre l'assurance maladie et les pharmaciens ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 4940, 4942) : ses amendements n° 59 : transmission régulière au Parlement par les principaux régimes de retraite de base d'une évaluation prospective de leurs équilibres financiers ; retiré ; n° 58 : consultation du conseil d'administration de la CNAV sur les opérations d'adossement ; n° 57 : possibilité pour la CNAV de demander une clause de revoyure pour les opérations d'adossement ; adoptés ; et n° 60 : promotion du dispositif de la retraite progressive ; adopté après modification par le sous-amendement n° 472 du Gouvernement. (p. 4944) : son amendement n° 456 : extension du champ d'application du dispositif relatif au rachat de trimestres de cotisations ; adopté.

(p. 4942, 4943) : position de la commission sur le sous-amendement n° 472 du Gouvernement à son amendement n° 60 précité et sur l'amendement n° 411 de M. Nicolas About (pénalisation financière des entreprises qui n'emploient pas une proportion minimale de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 4945) : position de la commission sur l'amendement n° 223 de M. Claude Domeizel (prolongation de deux ans du délai de validation de service pour les fonctionnaires).

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 5843) : la commission des affaires sociales approuve les crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite". - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5853) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6749, 6750) : crédits insuffisants pour l'AME et la compensation des exonérations ciblées. Question du déficit cumulé du FFIPSA. Vigilance quant à la reconstitution d'une dette de l'Etat envers la sécurité sociale. Mesures positives du collectif budgétaire. Souci du Gouvernement d'améliorer les relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Amendements de la commission des affaires sociales.

**LEGENDRE (Jacques)**  
sénateur (Nord)  
UMP

**NOMINATIONS**

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive jusqu'au 28 juin 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Aide publique au développement - Francophonie - Le blues de la francophonie [n° 92 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance [n° 211 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1464, 1465) : initiative pertinente. Nouveau statut de CulturesFrance. Rayonnement culturel de la France. Champ d'action de CulturesFrance. Le groupe UMP votera les conclusions de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2187, 2190) : attractivité des universités françaises. Autonomie. Gouvernance. Recrutement. Gestion du parc immobilier. Sources de financement. Mission d'orientation professionnelle. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - *Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs*) (p. 2322) : intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs). - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - *Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers*) (p. 2327) : intervient sur l'amendement n° 150 de

M. Serge Lagauche (possibilité pour les régions de se voir transférer le patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics d'enseignement supérieur).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3805, 3807) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des États étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 5595, 5596). Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6067, 6068). Votera les crédits de cette mission.

**LE GRAND (Jean-François)**  
*sénateur (Manche)*  
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, du développement et de l'aménagement durables le 28 août 2007 ; fin de mission le 30 novembre 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : EADS : conforter le champion européen [n° 351 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Entreprises - Transports - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Ecologie, développement et aménagement durables. Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 93 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial :**

**Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6186, 6187).

**LEJEUNE (André)**  
*sénateur (Creuse)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5990, 5991).

**LE PENSEC (Louis)**  
*sénateur (Finistère)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

**LEROY (Philippe)**  
*sénateur (Moselle)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution** [n° 121 (2006-2007)] - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 256, 258) : rétablissement d'une interprétation conforme à l'accord de Nouméa pour la définition du corps électoral de la Nouvelle-Calédonie. Origine de l'accord de Nouméa. Accords de Matignon de 1988. Principes retenus. Définition de la citoyenneté calédonienne et limitation du corps électoral. Nécessité d'une rectification constitutionnelle. Le groupe socialiste votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution - Congrès du Parlement** [n° 121 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12, 13) : le groupe socialiste votera le projet de loi constitutionnelle.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers jusqu'au 21 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers le 26 juin 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

---

**LESBROS (Marcel)**  
*sénateur (Hautes-Alpes)*  
UMP

Décédé le 25 janvier 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 25 janvier 2007.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

---

**LÉTARD (Valérie)**  
*sénateur (Nord)*  
UC-UDF

*(jusqu'au 19 juillet 2007)*  
*secrétaire d'Etat chargée de la solidarité*  
*(à partir du 19 juin 2007)*

Devenue membre du Gouvernement le 19 juin 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles du 4 juillet 2007 au 19 juillet 2007.

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 4 juillet 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 425 (2005-2006)] portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 406, 408) : son rapport d'information de 2005. Groupe de travail. Concertation. Principes retenus : équité ; réinsertion professionnelle ; accompagnement social. Dispositions récemment votées. Absence de coopération ministérielle. Expérimentation. Propose l'adoption de cette proposition de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er ou après l'article 18** (p. 420, 421) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Desessard n° 7, n° 4 et n° 1. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 426, 428) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Desessard n° 2, n° 3, n° 5 et n° 6. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 430) : remerciements.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Article additionnel avant le titre Ier** (p. 444, 445) : son amendement n° 9 : statut des médecins inspecteurs de santé publique ; retiré.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 665, 666) : association des Enfants de Don Quichotte. Effort de construction. Le groupe UC-UDF est favorable a priori au principe du droit opposable au logement. Calendrier des mesures. Droit opposable à l'hébergement. Construction de logements très sociaux. Accompagnement social. Rôle des collectivités territoriales. Procédure d'urgence. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 701, 703) : sur l'amendement n° 20 de la commission (réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement), ses sous-amendements n° 228 ; adopté ; et n° 278 ; et n° 279 ; rejetés. (p. 707, 709) : ses amendements n° 231 : mesures d'accompagnement ; n° 229 : assistance des demandeurs de logements par des associations agréées ; et n° 237 : introduction en Ile-de-France d'une possibilité de régulation des demandes de logement par le préfet de région ; devenus sans objet. (p. 715) : intervient sur son sous-amendement n° 278, déposé sur l'amendement n° 20 de la commission.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 731) : son amendement n° 230 : assistance ou représentation des requérants par des associations agréées au cours de la procédure devant le tribunal administratif ; rejeté. (p. 750) : son amendement n° 232 : prescription par le juge de mesures d'accompagnement social, d'insertion ou de suivi ; retiré. (p. 752) : le groupe UC-UDF s'abstiendra lors du vote de cet article. Accompagnement social. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 761) : son amendement n° 233 : modification des objectifs de construction des logements fixés dans le plan de cohésion sociale ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 785) : son amendement n° 238 : suppression du mois de carence précédant le premier versement des aides au logement ; retiré. (p. 787) : son amendement n° 234 : indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3923) : présentation du texte. (p. 3926) : cellules embryonnaires. Réponses aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3927) : son amendement n° 1 : habilitation à légiférer par ordonnances ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3928, 3930) : ses amendements n° 2 (rectification) et n° 3 (transfert à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du rôle d'autorité compétente en matière de recherches biomédicales) ; adoptés.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4515, 4518) : emploi des seniors. Revalorisation des pensions de retraite. Mesures en faveur des modes de garde des enfants. Renforcement de l'efficacité des prestations. Simplification des démarches. Fond d'indemnisation des victimes de l'amiante. Plan Alzheimer. Solidarité renforcée pour les personnes handicapées. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA. Défi de la solidarité à relever. (p. 4561, 4564) : réforme des retraites. Prise en charge de la dépendance. Emploi des seniors. Négociations sur la pénibilité. Régimes spéciaux. Réforme structurelle. Indemnisation des victimes de l'amiante. Conférence sur les conditions de travail. Enfants handicapés. Garde d'enfant. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA. Plan de lutte contre la maladie d'Alzheimer.

### Quatrième partie :

- (16 novembre 2007) - **Article 45** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-9, L. 313-4, L. 313-12 et L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, art. 5 et 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales - *Financement des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 4915, 4917) : son amendement n° 467 : modalités de conservation du forfait global pour les logements foyers non tenus de conventionner ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 53, n° 54, n° 55 et n° 56 de la commission. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 4919) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 409 de Mme Muguette Dini (bénéfice de l'agrément "services à la personne" étendu au groupement de coopération sociale et médico-sociale). - **Articles additionnels avant l'article 53** (p. 4942) : sur l'amendement n° 60 de la commission (promotion du dispositif de la retraite progressive), son sous-amendement n° 472 ; adopté. (p. 4940, 4944) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 59 (transmission régulière au Parlement par les principaux régimes de retraite de base d'une évaluation prospective de leurs équilibres financiers), n° 58 (consultation du conseil d'administration de la CNAV sur les opérations d'adossment), n° 57 (possibilité pour la CNAV de demander une clause de revoyure pour les opérations d'adossment), n° 60 (promotion du dispositif de la retraite progressive), n° 456 (extension du champ d'application du dispositif relatif au rachat de trimestres de cotisations) et n° 411 de M. Nicolas About (pénalisation financière des entreprises qui n'emploient pas une proportion minimale de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans). - **Article additionnel après l'article 53** (p. 4945) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 223 de M. Claude Domeizel (prolongation de deux ans du délai de validation de service pour les fonctionnaires). - **Articles additionnels avant l'article 54** (p. 4950) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 367 (création d'un volet spécialement destiné à la santé au travail dans le dossier médical personnel), n° 361 (représentation des assurés sociaux au sein de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles), n° 362 (obligation d'information de l'employeur sur les accidents du travail, les maladies professionnelles et les risques auxquels le salarié est exposé), n° 365 (cas des entreprises de moins de cinquante salariés), n° 363, 364 et 366 (modalités de création d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT), de M. Guy Fischer n° 368 et n° 369 (cohérence). -

**Article 54** (art. L. 434-2 du code de la sécurité sociale - *Plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs*) (p. 4953) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 371 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 55 ou après l'article 57** (p. 4954) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 397 de Mme Annie David (alignement des règles du contentieux des victimes du régime agricole sur celles applicables aux victimes du régime général). - **Article 56** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 4955) : mise en place prochaine du groupe de travail sur la réforme du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA. (p. 4956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 375 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 56** (p. 4956) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 381 de M. Guy Fischer (responsabilisation financière des entreprises ayant effectivement exposé leurs salariés à l'amiante). - **Article 57** (art. L. 176-1 du code de la sécurité sociale - *Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 4958) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de Mme Annie David. - **Article 59** (art. L. 543-1 du code de la sécurité sociale - *Modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire selon l'âge de l'enfant*) (p. 4959) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 386 de Mme Annie David. - **Article 60** (art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - *Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap*) (p. 4961, 4963) : ses amendements n° 471 (clarification rédactionnelle) ; et n° 468 (coordination) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 203 et n° 204 de M. Yves Détraigne. - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 4965) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de la commission (possibilité donnée aux caisses d'allocations familiales de centraliser les informations sur les disponibilités de garde). Sur cet amendement, son sous-amendement n° 475 (extension du dispositif à un mode unifié d'inscription) ;

adopté. - **Division et article additionnels après l'article 62** (p. 4966) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 63 (insertion d'une division intitulée "Dispositions relatives à l'information et au contrôle du Parlement") et n° 64 (transmission des référés de la Cour des comptes aux commissions des affaires sociales des deux assemblées). - **Article 63** (art. L. 153-1, L. 224-5-1, L. 224-5-2, L. 224-5-5, L. 224-5-6, et L. 224-10 du code de la sécurité sociale - *Mise en place d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et l'union des caisses nationales de sécurité sociale*) (p. 4966) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de la commission. - **Article 64** (art. L. 124-4, L. 153-3, L. 224-5, L. 224-12, L. 227-1 et L. 723-11 du code rural - *Amélioration de la performance de la gestion des organismes de sécurité sociale*) (p. 4967, 4968) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 66, 68 et 67. - **Article 65** (art. L. 723-4-1 nouveau, L. 723-11 et L. 723-13 du code rural - *Renforcement des moyens de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole*) (p. 4969) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 393 de M. Gérard Le Cam.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5739, 5741). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5742, 5745) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-48 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et sur ceux de la commission n° II-4 et n° II-3.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7047, 7048). (p. 7053) : remerciements. - **Article 2** (*Modifications de l'ordonnance*) (p. 7054) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Godefroy.

**LE TEXIER (Raymonde)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 18, 19) : défaut de publication des textes d'application des lois sur la sécurité. Réforme de l'ordonnance de 1945. Vision déterministe de la société. Problématique du secret professionnel partagé. Querelles de compétences entre maire et conseil général. Défaut de moyens. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire*) (p. 58, 59) : difficulté d'articulation entre le "contrat de responsabilité parentale" relevant du président du Conseil général et "l'accompagnement parental" ressortissant au maire. Dénonciation de la culpabilisation des parents. Favorable à la

suppression de l'article. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales*) (p. 61) : question du mode de désignation par le juge des enfants des délégués à la tutelle. Favorable à la suppression de l'article.

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social** [n° 117 (2006-2007)] - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 303, 305) : crise du CPE. Manque de confiance en ce texte. Faiblesse des taux de syndicalisation. Propositions du groupe socialiste. Risque de substitution du contrat à la loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 311, 312) : son amendement n° 6 : organisation d'élections de représentativité ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 318) : son amendement n° 9 : rétablissement du principe de faveur en droit du travail ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 339, 340) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 863) : sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia (mise en place d'une procédure d'expulsion rapide de l'occupant illégal du domicile d'autrui), soutient le sous-amendement n° 289 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article 8** (art. 199 *sexdecies* du code général des impôts - *Crédit d'impôt "services à la personne"*) (p. 893) : votera cet article. Limites de cette disposition. Précarisation des contrats de travail.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2668, 2670) : ampleur du déficit du régime général de la sécurité sociale en dépit de la promesse d'un retour à l'équilibre des comptes pour 2007. Dépassement de l'ONDAM en dépit des remboursements de médicaments. Augmentation inéluctable des prestations de retraite. Stratégie de sous-estimation des besoins par le Gouvernement en 2006. Intervention du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de santé dès le 29 mai 2007. Echec de la réforme de 2004. Réduction de la politique de maîtrise médicalisée des dépenses à la sanction des assurés sociaux. Inquiétude de la Cour des comptes quant à l'amortissement de la dette par la CADES. Nécessité d'un nouveau mode de financement du déficit rendant inéluctable la mise en place de la TVA sociale. Nécessité d'appréhender le domaine de la santé sous l'angle d'activité dynamique pour l'économie et non pas seulement en terme de charges et de culpabilisation des assurés sociaux.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2711, 2712) : discours du ministre des finances devant l'Assemblée nationale. Valorisation du travail. Multiplication des suicides dans les entreprises. Transmission du patrimoine. Heures supplémentaires. Opposée à ce texte.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2806) : son amendement n° 104 : possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires ; rejeté. (p. 2812, 2813) : ses amendements n° 169 : présentation au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail par l'employeur du volume d'heures supplémentaires effectuées ; et n° 170 : compensation intégrale des réductions des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale ; rejetés. (p. 2814, 2815) : son amendement n° 171 : proposition en priorité aux salariés à temps partiel d'effectuer des heures supplémentaires ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)] - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4549, 4552) : caractère irréaliste des hypothèses économiques. Recettes. Franchises médicales. Déficit de l'assurance maladie. Responsabilisation des acteurs. Démographie médicale. Industrie pharmaceutique. Fixation de l'ONDAM. Bilan de cinq années de gestion par la droite.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9** (art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques) (p. 4647, 4648) : met en cause la pratique médicale et la promotion du médicament par les laboratoires dans la surconsommation de médicaments constatée en France.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4726, 4727) : dépassements d'honoraires. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4752, 4753) : son amendement n° 147 : saisine pour avis de l'UNOCAM sur les valeurs et tarifs des actes ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4810, 4811) : soutient l'amendement n° 126 de M. Bernard Cazeau (introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital) ; rejeté. - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4818) : instauration d'une taxe sur la maladie. Démarche grave, inefficace et aberrante. Le groupe socialiste demande la suppression de cet article. (p. 4832) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 199 de M. Yves Détraigne (exclusion du champ de la franchise des frais relatifs aux affections de longue durée). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 4858) : soutient l'amendement n° 130 de

M. Bernard Cazeau (encadrement et contrôle des publicités destinées aux professionnels de santé et au grand public) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 4893) : favorable au principe de la tarification à l'activité, T2A, sous réserve du respect des spécificités de l'hôpital public. Refus de la mise en place arbitraire d'une convergence public-privé. - **Article 44** (art. L. 6122-15 du code de la santé publique - Groupements de coopération sanitaire) (p. 4911) : soutient l'amendement n° 131 de M. Bernard Cazeau (concertation préalable à la création de groupements de coopération sanitaire de territoire) ; rejeté. - **Article 66** (Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail) (p. 4969) : injustice du dispositif. Absurdité des conséquences. Soutient l'amendement n° 109 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté. - **Article 68 bis** (art. L. 114-15 du code de la sécurité sociale - Généralisation de l'obligation de signalement de travail dissimulé aux organismes sociaux) (p. 4980) : soutient l'amendement n° 110 de M. Bernard Cazeau (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5701, 5702).

**LE VERN (Alain)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
*NI, puis SOC*

Devenu sénateur le 29 juin 2007 (remplace Mme Sandrine Hurel, élue députée).

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 25 juillet 2007.

Membre de la commission des affaires économiques du 5 juillet 2007 au 25 juillet 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**LISE (Claude)**  
*sénateur (Martinique)*  
SOC-A

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer; nouvelle nomination le 14 novembre 2007.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales :** son intervention (p. 5386, 5388).

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Outre-mer [n° 93 tome 4 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Budget - Outre-mer.*

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 5888, 5889). Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de l'outre-mer. A titre personnel, son intervention (p. 5896, 5898).

**LONGUET (Gérard)**  
*sénateur (Meuse)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 11 octobre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Enseignement scolaire [n° 91 tome 3 annexe 13 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 1505, 1506) : son amendement n° 1 : clarification ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel** [n° 466 (2006-2007)] - (1er octobre 2007) - **Article 1er** (*Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation*) (p. 3427, 3428) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Xavier Pintat (réversibilité pour le consommateur bénéficiant des tarifs bleus).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (3 octobre

2007) - **Article 4 (priorité)** (*art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3575) : favorable à l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 3** (*art. L. 311-9-1 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Création d'un contrat d'accueil et d'intégration à destination des familles*) (p. 3631, 3632) : défavorable au sous-amendement n° 69 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remplacement de l'expression "obligation scolaire" par les mots "obligation d'instruction") sur l'amendement n° 6 de la commission (ajout du respect de l'obligation scolaire à l'obligation de formation sur les droits et les devoirs des parents).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4428) : TVA sociale. Niveau des prélèvements obligatoires. Equilibre budgétaire. Protection sociale. Mondialisation. Compétitivité fiscale internationale. Bas salaires. Niches sociales et niches fiscales. Stock-options. Dépendance.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5473, 5474) : son intervention en tant que président de l'Agence de financement des infrastructures des transports de France, AFITF.

*Deuxième partie :*

#### **Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6048, 6051). Sous réserve de l'approbation de ses amendements, la commission des finances proposera l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et État B** (*Crédits du budget général*) (p. 6079, 6082) : position de la commission sur l'amendement n° II-131 du Gouvernement. Ses amendements n° II-22 : abattement de 24 millions d'euros sur les crédits de rémunération concernant les vacances inscrits dans le programme "Enseignement scolaire public du second degré" ; retiré ; n° II-20 : suppression des crédits du programme "Vie de l'élève" compte tenu des compétences des collectivités territoriales en matière d'hébergement et de restauration scolaire depuis la loi du 13 août 2004 relative aux reponsabilités locales ; et n° II-21 : ventilation de la provision destinée à la revalorisation de la fonction enseignante, entre le programme "Enseignement public du second degré" et le programme "Enseignement public du premier degré" ; adoptés.

#### **Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6389, 6390) : intervient sur l'amendement n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Article 4** (*Art. L. 441-6 du code de commerce - Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente*) (p. 6644) : intervient sur l'amendement n° 168 de Mme Odette Terrade (suppression). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6650) : favorable à l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 21** (*Actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire "de minimis"*) (p. 6852, 6853) : son amendement n° 44 : élargissement de l'assiette du crédit d'impôt création en faveur des petites entreprises exerçant dans les métiers d'art ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits*

*énergétiques et de l'électricité*) (p. 6921) : demande de précision sur l'amendement n° 105 de M. Marcel Deneux (abaissement du tarif de TIPP applicable au superéthanol E85). - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6929, 6930) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Marcel Deneux (abattement de 50 % sur le taux d'émission de dioxyde de carbone pour les véhicules fonctionnant au superéthanol E85).

**LOOS (François)**  
*ministre délégué à l'industrie*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*

### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : sa réponse (p. 1429, 1433).

**LOUECKHOTE (Simon)**  
*sénateur (Nouvelle-Calédonie)*  
*UMP*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 18 janvier 2007.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 17 janvier 2007.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 266, 269) : accord de Nouméa de 1998. Définition du corps électoral. Difficulté d'interprétation. Position du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. Principe d'un électoral glissant. Projet de loi opposé à ce principe. Demande une nouvelle consultation des Calédoniens. Risque de fracture dans la société calédonienne. Perspectives d'avenir pour la Nouvelle-Calédonie. Valeurs fondamentales mélanésiennes. Privation du droit de vote pour les personnes arrivées après 1998. Compatibilité entre le retour au suffrage universel et le maintien de l'équilibre. Rappel de la parole des "Vieux". - **Question préalable** (p. 271, 272) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Texte juridiquement condamnable et politiquement critiquable. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 275) : son amendement n° 2 : statut de collectivité territoriale de la République de la Nouvelle-Calédonie ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5912, 5914).

**du LUART (Roland)**  
*sénateur (Sarthe)*  
*UMP*

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 11, 18, 25, 31 janvier, 1er, 7, 13, 20 février, 17, 23, 27 juillet, 19 septembre, 4, 11, 23, 31 octobre, 14, 15, 22, 29 novembre, 1er, 5, 13 et 20 décembre 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de financement et de restructuration jusqu'au 3 novembre 2007.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : L'aide juridictionnelle : réformer un système à bout de souffle [n° 23 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Justice.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Justice [n° 91 tome 3 annexe 16 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Kenya** - (31 janvier 2007) (p. 754).

- **Souhaits de bienvenue à Mme la Présidente de la Chambre des lords du Royaume-Uni** - (1er février 2007) (p. 841).

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4157) : son amendement n° 36 : conditions de perception de la taxe d'électricité par les départements ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Justice**

- (30 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 5666, 5668). Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5684) : son amendement n° II-51 : augmentation des crédits de l'action "Accueil et accompagnement des personnes placées sous main de justice" ; adopté.

**Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (5 décembre 2007) (p. 6101) : interroge le rapporteur en sa qualité de président de séance.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7087).

**LUC (Hélène)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
CRC

Démissionnaire le 18 septembre 2007.

### NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 18 septembre 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 153 (2006-2007)] autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [n° 164 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport [n° 153 (2006-**

**2007)]** - (25 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 590, 592) : historique du dopage. Législation française. Agence mondiale antidopage. Objet de la convention. Difficulté de la lutte contre le dopage. La commission des affaires étrangères recommande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 784) : soutient l'amendement n° 125 de Mme Michelle Demessine (suppression du mois de carence précédant le premier versement des aides au logement) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 786) : soutient l'amendement n° 126 de Mme Michelle Demessine (indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale [n° 150 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1763, 1764) : intitulé du texte. Amalgame inacceptable. Tournant sécuritaire de la politique d'immigration européenne. Cadre inapproprié de la coopération intergouvernementale. Question de la compatibilité avec le droit de l'Union européenne. Problématique de la transmission de données à caractère personnel au regard des droits et libertés fondamentaux. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1972, 1973) : avancée du texte. Exigence du groupe CRC d'une meilleure prise en compte des enjeux du renseignement et de leurs implications sur le plan démocratique. Souhait d'une réflexion sur le projet de création d'un service unique du renseignement et de la centralisation des lieux de décision. Timidité de ce projet de contrôle parlementaire et des amendements des deux commissions. Le vote du groupe CRC dépendra du sort qui sera réservé à ses amendements. - **Article unique** (p. 1983) : le groupe CRC votera l'amendement n° 26 de M. Jean-Claude Peyronnet (réécriture de l'article unique tendant à la création d'une délégation dans chacune des deux assemblées et à l'élargissement de leurs possibilités d'audition et d'interpellation). (p. 1984, 1986) : son amendement n° 24 : détermination par chaque assemblée du nombre de ses représentants à la délégation en garantissant la représentation de tous les groupes qui la composent ; devenu sans objet. Intervient sur le sous-amendement n° 28 de M. Jean-Claude Peyronnet (précision selon laquelle la délégation est composée de membres de droit et d'un membre désigné par chacun des groupes politiques) déposé sur l'amendement n° 1 de la commission (augmentation de trois à quatre du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation). (p. 1992) : son amendement n° 25 : élargissement de la possibilité d'audition de la délégation à des personnalités qualifiées extérieures aux services de renseignement ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1996, 1997) : rejet des amendements tendant à assurer le pluralisme par la représentation de tous les groupes politiques. Exclusion du groupe CRC de cette délégation, abstention sur ce texte.

**MADEC (Roger)**  
sénateur (Paris)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 307, 309) : texte décevant et flou. Question soulevée par la procédure d'urgence. Représentativité et financement des organisations syndicales. Nécessité d'organiser le dialogue social. S'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 614, 615) : importance primordiale de la prévention. Inadaptation du texte. Bilan de la mise en place de détecteurs de fumée. Coût du dispositif. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 677, 679) : mal-logés. Prix de l'immobilier. Enjeu de cohésion sociale. Historique du droit au logement. Nombre et structures des logements locatifs sociaux. Loi SRU. Exigence de mixité. Mobilisation du parc privé. Expérience menée en Grande-Bretagne. Rôle des collectivités territoriales. Désengagement relatif de l'Etat. Amortissement "Robien". Aides à la personne. Effort nécessaire de solidarité.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4340, 4342) : médiatisation des accidents dus à des chiens. Statistiques. Connaissance nécessaire des comportements canins. Formation des propriétaires. Proposition de mesures de prévention complémentaires. Définition des éleveurs professionnels. Trafics de chiens. Dépôt précipité de ce texte. Absence de consultation de la Société centrale canine. Le groupe socialiste ne pourra pas voter ce texte en l'état. - **Article 1er (art. L. 211-11 du code rural - Formation des détenteurs de chiens dangereux)** (p. 4358) : sur l'amendement n° 1 de la commission (pouvoir de substitution du préfet et amélioration du lien entre la réalisation de l'évaluation comportementale du chien et celle de la formation de son maître), son sous-amendement n° 44 ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4360) : son amendement n° 45 : mise en place d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 4363, 4364) : son amendement n° 46 : soumission de la délivrance du récépissé de déclaration de détention d'un chien de première ou de deuxième catégorie à la transmission de documents prouvant que le propriétaire est majeur et libre de tout antécédent judiciaire ; retiré. - **Article 4 (art. L. 211-14-2 nouveau du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs" et de leurs propriétaires ou détenteurs)** (p. 4366) : sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 19 (lien entre les obligations de formation des détenteurs de chiens et les résultats de l'évaluation comportementale de l'animal et concomitance de cette évaluation et de la surveillance vétérinaire imposée par le code rural), son sous-amendement n° 49 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4368) : son amendement n° 50 : pour les chiens circulant en liberté dans une propriété

privée, obligation de prévoir un périmètre sécurisé ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 211-15 du code rural - Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000) (p. 4370) : son amendement n° 51 : suppression ; adopté. - **Article 6** (art. L. 214-8 du code rural - Encadrement de la vente et de la cession de chiens) (p. 4373) : son amendement n° 53 : interdiction de vendre un chiot âgé de moins de dix semaines et ayant été séparé précocement de sa mère ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4378) : défavorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une

agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire) ainsi qu'au sous-amendement n° 59 de la commission qui le modifie. - **Article 12** (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires) (p. 4381) : son amendement n° 54 : extension des mesures dérogatoires aux refuges et aux fourrières ; devenu sans objet.

**MADRELLE (Philippe)**  
sénateur (Gironde)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6093). Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

**MAHÉAS (Jacques)**  
sénateur (Seine-Saint-Denis)  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance ; nouvelle nomination le 12 novembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2093, 2094) : inutilité du texte. Affichage. Inflation carcérale. Absence d'évaluation des mesures précédentes. Stigmatisation des mineurs délinquants. Priorité donnée au carcéral au détriment des mesures en milieu ouvert. Intérêt du travail d'intérêt général, TIG, mis en place dans sa commune de Neuilly-sur-Marne depuis 1984. - **Rappel au règlement** (p. 2099) : demande à M. Christian Demuynck le retrait de ses propos sur les magistrats de la Seine-Saint-Denis qui constituent une insulte à la magistrature. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2114) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur (rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires). Manque d'information du Parlement sur l'évolution de la récidive. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2123) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de M. Robert Badinter et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2144) : soutient l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter (obligation pour le procureur de la République de diligenter des enquêtes de personnalités sous peine de nullité de la procédure) ; retiré. - **Article 6** (art. 132-45-1 nouveau du code pénal - Application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve) (p. 2152, 2153) : soutient l'amendement n° 44 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Article 8** (art. 721-1 du code de procédure pénale - Interdiction des réductions de peine pour certains condamnés refusant les soins en détention) (p. 2155, 2156) : soutient l'amendement n° 46 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. Le groupe socialiste votera les amendements n° 7 (rétablissement du pouvoir d'appréciation du juge de l'application des peines sur la suppression, motivée par un refus de soins, des réductions de peines dont peuvent bénéficier les personnes détenues) et n° 8 de la commission (précision). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2162, 2163) : déception attendue de l'application de ce texte d'affichage. Intérêt d'un examen des véritables causes de la délinquance et d'une coordination entre la justice et la police.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3597, 3598) : intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la

mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois). Texte peu glorieux pour le pays des droits de l'homme, inacceptable pour les gens de gauche et les républicains.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5492, 5493).

*Deuxième partie :*

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des**

**organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5830, 5831). Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6323, 6325). Son département de Seine-Saint-Denis.

**MALOVRY (Lucienne)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
UMP

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**INTERVENTIONS**

**- Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 22 (2005-2006)]** - (25 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 619) : le groupe UMP votera la proposition de loi.

**MARC (François)**  
*sénateur (Finistère)*  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre : une nécessaire rationalisation [n° 244 (2006-2007)] (15 février 2007) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La réforme de l'Etat au quotidien : les exemples de la commission d'équivalence et de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre [n° 2 (2007-2008)] (2 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Fonction publique - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 91 tome 3 annexe 10 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828) : reprend l'amendement retiré de M. Serge Dassault n° 256 : augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés ; rejeté. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2849) : soutient l'amendement n° 115 de M. Thierry Repentin (bénéfice du crédit d'impôt réservé aux seuls primo-accédants) ; rejeté. - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2869) : demande la suppression de cet article. Dispositif en faveur des familles les plus riches. Réduction de l'ISF.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 5** (p. 2892, 2893) : soutient les amendements n° 124 de Mme Nicole Bricq (suppression du bouclier fiscal) ; rejeté ; et n° 125 de M. Michel Charasse (limitation à un an de la possibilité de demander le remboursement d'un trop-payé au Trésor public) ; retiré. - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2895, 2896) : dispositif destiné à un très petit nombre de contribuables. Tromperie sur les effets attendus. (p. 2899) : son amendement n° 127 : exonération des collectivités territoriales du financement du bouclier fiscal ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 39 de la commission. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2956) : souhait du groupe socialiste d'une amélioration de la transparence des rémunérations et des indemnités de départ. Insuffisance du dispositif. Définition de la performance en matière de gouvernance d'entreprise. (p. 2957, 2958) : soutient l'amendement n° 232 de M. Michel Charasse (définition des conditions de validité des éléments de rémunérations, avantages et indemnités dans une convention autorisée par le conseil d'administration) ; rejeté. Ses amendements n° 185 : modification rédactionnelle ; n° 181 : précision de la notion d'avantages ; et n° 180 : rédaction ; rejetés. (p. 2959, 2960) : ses amendements n° 179 : introduction du critère de bonne gestion de l'entreprise pour l'attribution des rémunérations différées ; n° 178 : extension de la conditionnalité de performance aux rémunérations différées ; n° 176 : renforcement de l'encadrement des conventions réglementant les rémunérations différées ; n° 177 : précision des

critères d'évaluation de la gestion de l'entreprise conditionnant la rémunération du président du conseil d'administration ; n° 182 : diffusion de l'information sur la rémunération du président du directoire à l'ensemble des actionnaires et à l'Autorité des marchés financiers ; et n° 175 : diffusion de l'information sur la rémunération du président du conseil d'administration à l'ensemble des actionnaires et à l'Autorité des marchés financiers ; rejetés. (p. 2961) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 188, 174, 189, 187, 183 et 184 : transposition aux sociétés dotées d'un conseil de surveillance des dispositions proposées pour les sociétés ayant un conseil d'administration ; rejetés. (p. 2965) : favorable à l'amendement de suppression n° 87 de Mme Marie-France Beaufils. (p. 2967) : votera contre cet article.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3947) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte).

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 4208, 4211) : urgence d'une réforme d'ensemble pragmatique et réaliste de la fiscalité locale. Insatisfaction générale des élus locaux. Constat et objectifs unanimement partagés. Nécessité d'un renforcement de la péréquation et de l'autonomie financière des collectivités locales. - **Article 1er (Renforcement de la péréquation)** (p. 4228, 4231) : son amendement n° 1 : amélioration du mécanisme de péréquation entre les collectivités territoriales ; rejeté. - **Article 2 (Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe d'habitation)** (p. 4233) : le groupe socialiste votera cet article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions)** (p. 4629) : amendements du groupe socialiste visant à donner un véritable sens politique au dispositif en répondant à l'attente des Français dans le domaine de l'éthique. (p. 4635, 4637) : ses amendements n° 226 : exonération de la contribution patronale lorsque les options de souscription ou d'achat, une fois levées, et les actions gratuites sont affectées à un plan d'épargne entreprise ; n° 227 : exonération des PME de croissance du paiement de la contribution patronale ; n° 228 : relèvement de 2,5 % à 11 % du taux de la contribution salariale ; et n° 229 : exonération des PME de croissance du paiement de la contribution salariale ; rejetés. (p. 4640) : le groupe socialiste souhaite appliquer aux stock-options les taux de droit commun et maintient donc ses amendements.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5096, 5098) : affaiblissement de notre appareil productif. Dette publique. Défi écologique. Modèle social malmené. Stagnation du pouvoir d'achat. Manque de sincérité du budget. Réforme des droits de succession. Bouclier fiscal. Défavorable à ce texte.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007)** (p. 5177) : intervient sur l'amendement n° I-180 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais professionnels sur les salaires). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5183, 5184) : son amendement n° I-125 : pour les anciens combattants d'AFN, abaissement de l'âge permettant de bénéficier d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial ; rejeté.

Soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-124 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour un emploi à domicile) ; et de M. Jean-Pierre Demerliat n° I-126 (extension aux associations de défense des consommateurs du bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux fondations et associations reconnues d'utilité publique) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5203) : son amendement n° I-130 : information systématique des commissions des finances et des autres commissions parlementaires concernées avant la délivrance aux entreprises de l'agrément ministériel ouvrant droit au régime du bénéfice mondial consolidé ; retiré. - **Article 6 (Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)** (p. 5207, 5211) : soutient l'amendement n° I-131 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5350) : favorable à l'amendement n° I-87 de M. Marc Massion (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 11** (p. 5395) : soutient l'amendement n° I-64 de M. Marc Massion (répartition du produit de la taxe sur les spectacles) ; adopté. - **Article 12 (Institution du contrat de stabilité)** (p. 5406, 5412) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-67 (suppression) ; n° I-68 (suppression des dotations nouvellement intégrées au titre de variables d'ajustement) ; et portant sur le même objet n° I-70 et I-69 (indexation du contrat sur le produit intérieur brut) ; devenus sans objet. Le groupe socialiste votera contre l'article 12 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5416) : soutient l'amendement n° I-97 de M. Gérard Collomb (indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement des communautés urbaines) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5419, 5421) : soutient les amendements n° I-93 de M. Marc Massion (bénéfice d'une attribution du fonds de compensation pour la TVA pour les investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers et assimilés réalisées par les communes et leurs groupements) ; rejeté ; et n° I-102 de M. Gérard Collomb (éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5426, 5428) : son amendement n° I-84 : mécanismes de péréquation ; rejeté. Soutient l'amendement n° I-101 de M. Gérard Collomb (assouplissement des conditions de création des locaux de référence pour le calcul de la valeur locative des immeubles) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5430) : soutient l'amendement n° I-90 de M. Marc Massion (prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, la région et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 15 (Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008)** (p. 5460 et 5462) : soutient l'amendement n° I-77 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. - **Article 17 (Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, et de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES)** (p. 5480) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° I-259 de la commission (conséquence). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5484, 5485) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-73 (diminution de moitié de la contribution pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'Etat sur les impôts locaux) ; et n° I-74 (suppression de la contribution pour frais d'assiette représentant 0,4 % des impositions locales) ; rejetés.

*Deuxième partie :*

**Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5619). Au nom de la commission des finances, propose l'adoption avec

modification des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5624, 5626) : ses amendements n° II-28 : création et dotation du programme "Défense et protection des droits et des libertés fondamentales"; n° II-26 : suppression des crédits du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ; adoptés ; et n° II-27 : transfert des crédits du Secrétariat général des affaires européennes, SGAE, vers le programme "Présidence française de l'Union européenne" ; retiré.

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Article 40 octies (Prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique au titre des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle lors de transferts d'entreprises)** (p. 6426) : favorable à l'amendement n° II-176 de M. Georges Mouly (neutralisation des conséquences dommageables en terme de recettes fiscales des transferts d'établissements à l'intérieur d'un même EPCI à taxe professionnelle unique). - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6430) : soutient l'amendement n° II-224 de M. Marc Massion (prise en compte du taux de 2005 pour le calcul du montant du dégrèvement à la charge de l'Etat) ; rejeté. (p. 6432) : soutient l'amendement n° II-225 de M. Marc Massion (compensation par la DGF de la différence entre le montant du dégrèvement accordé à l'entreprise et celui pris en charge par l'Etat) ; rejeté. (p. 6456, 6457) : soutient les amendements n° II-223 de M. Marc Massion (plafonnement sous condition de ressources du revenu fiscal de référence de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour les personnes de plus de soixante-dix ans devenues veuves) ; rejeté ; n° II-230 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales) ; retiré ; et n° II-232 de M. Thierry Repentin (extension du dispositif fiscal "Borloo ancien" aux logements loués à des associations afin de les sous-louer à des personnes défavorisées ou de les y héberger) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 19 bis (Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus)** (p. 6816, 6817) : soutient l'amendement n° 94 de M. Serge Lagache (pérennisation du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6826, 6827) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 157 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant) ; et n° 158 (assujettissement des ventes de terrains ou de logements consenties à des bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi que les travaux, au taux réduit de TVA) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 22 quater (Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins)** (p. 6905) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 6948, 6950) : le groupe socialiste apportera son soutien à l'amendement n° 16 de la commission (réforme des trois taxes communales sur la publicité). Son amendement n° 155 : réintroduction d'un dispositif adopté par le Sénat relatif à la répartition de la taxe sur les spectacles ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28 ter ou après l'article 43** (p. 6953) : son amendement n° 78 : précision selon laquelle le transfert, à un département, d'un collège appartenant à une commune ou un groupement de communes ne donne lieu à aucun versement de salaire pour le conservateur des hypothèques ; adopté. - **Article 46 (Amélioration du rapport sur l'effort financier de l'Etat en faveur des collectivités territoriales)** (p. 6982) : son amendement n° 76 : rédaction ; rejeté.

**MARINI (Philippe)**  
sénateur (Oise)  
UMP

#### NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 26 (2006-2007)] au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de directive concernant les services de paiement dans le marché intérieur (n° E 3028) [n° 196 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Entreprises - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 169 (2006-2007)] portant diverses dispositions intéressant la Banque [n° 217 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Maîtriser le "droit mou" communautaire : les principaux dossiers en cours de la Commission européenne en matière de législation financière et fiscale [n° 302 (2006-2007)] (4 mai 2007) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)] - exposé général et examen des articles [n° 393 tome 1 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 393 tome 2 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Budget.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : DOB 2008 : les chemins de l'équilibre [n° 400 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 390 (2006-2007)] en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 404 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 425 (2006-2007)] (31 juillet 2007) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 443 (2006-2007)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 11 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quels changements d'assiette pour les prélèvements fiscaux et sociaux ? (rapport) [n° 60 tome 1 (2007-2008)] (25 octobre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Quels changements d'assiette pour les prélèvements fiscaux et sociaux ? (annexe - prélèvements obligatoires, un état des lieux) [n° 60 tome 2 (2007-2008)] (25 octobre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Le budget de 2008 : en attendant la révision générale des politiques publiques [n° 91 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 91 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 91 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport général*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Deuxième partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 91 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 97 (2007-2008)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 112 (2007-2008)] (5 décembre 2007) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)] - (rapport, volume 1, articles 1er à 21 decies) [n° 127 tome 1 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)] - (tableau comparatif) [n° 127 tome 2 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 139 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Budget.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 148 (2007-2008)] (19 décembre 2007) - **Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 1495, 1496) : aboutissement d'un long processus. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Transposition de la directive européenne "marchés d'instruments financiers". Avis favorable de la commission des finances à l'adoption sans aucune modification de cette proposition de loi. - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 1500) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Vera. - **Article 8** (*Prolongation de l'habilitation à transposer la directive sur les marchés d'instruments financiers*) (p. 1501) : favorable à cet article sous réserve de la validation par le Gouvernement du cadre d'habilitation introduit par le Sénat en vue de transposer par ordonnance cette directive communautaire. (p. 1502) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera. - **Article 9** (*Ratification et modification de l'ordonnance*) (p. 1504, 1505) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 1506) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Gérard Longuet.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2544, 2546) : application de la LOLF. Amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi. Appréciations de la Cour des comptes. Comptabilité patrimoniale. Indicateurs et rapports annuels de performance. Équilibre du solde primaire. Facteurs de préoccupation. Maîtrise des prélèvements obligatoires. - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2591, 2592) : rapport au Parlement sur le patrimoine monumental. Tableau de Nicolas Poussin, La Fuite en Egypte. (p. 2608) : demande de précision sur la répartition des recettes dont bénéficiera l'agence France-muséums. - **Article 9** (*Annexe au projet de loi de finances initiale sur les opérateurs de l'État*) (p. 2615) : amendement n° 3 : précision sur le contenu d'une annexe au projet de loi de finances à propos des opérateurs de l'État ; retiré. Souci de veiller à un contrôle homogène de la masse salariale et des décisions de recrutement de la main-d'œuvre. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2616) : son amendement n° 4 : extension des compétences de la société de valorisation foncière et immobilière, SOVAFIM ; retiré. -

**Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 1 : nouvel intitulé du projet de loi - Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2006 ; retiré.

**- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2633, 2635) : nécessité de renforcer l'acquis de la précédente législature. Propose l'inclusion des dépenses fiscales dans la norme de dépenses sur l'ensemble de la législature. Favorable à l'application de la norme de dépenses aux collectivités territoriales sous réserve d'imaginer un nouveau cycle contractuel entre elles et l'Etat. Hypothèses retenues par la commission des finances pour l'orientation des finances publiques et les économies à réaliser. Vertu d'un débat sur la TVA sociale. Recommandations de la commission en termes de pilotage global de la dépense publique et des dépenses de l'Etat stricto sensu : mise en œuvre d'un comité d'alerte des finances publiques ; interdiction de financer par l'emprunt les dépenses de fonctionnement ; application de la norme de dépenses à la sécurité sociale. Enjeux de cohérence et de crédibilité de l'ensemble des politiques publiques. (p. 2661, 2663) : intervient en son nom et au nom de M. Jean-Pierre Cantegrit sur la problématique de l'attractivité fiscale. Accélération des délocalisations des redevables de l'ISF. Sous-estimation par les services de l'Etat du montant des patrimoines expatriés. Insuffisance des mesures d'incitation au retour contenues dans le "bouclier fiscal". Propositions de M. Jean-Pierre Cantegrit visant à créer un "choc de confiance" pour inciter au retour en France des patrimoines expatriés pour des raisons fiscales : plafonnement temporaire du taux de l'impôt sur le revenu au niveau du taux appliqué dans le pays d'expatriation ; prélèvement libérateur unique sur les avoirs rapatriés de l'étranger. Expérience réussie en Italie d'une "amende libératoire".

**- Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2691, 2695) : revalorisation du travail. Défiscalisation des heures supplémentaires et réduction des charges sociales : exemple d'une entreprise de la région de Compiègne. Revenu de solidarité active, RSA. Encouragement à l'accession à la propriété. Allègement des droits de mutation à titre gratuit. Financement de PME ou d'œuvres d'intérêt général. Dispositions relatives à l'image de l'entreprise. Débats parlementaires à venir. - **Question préalable** (p. 2727, 2728) : position de la commission sur la motion n° 58 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2730, 2731) : position de la commission sur les amendements n° 59 de Mme Annie David, n° 162 de Mme Raymonde Le Texier et n° 154 de M. Jean Desessard. (p. 2732, 2734) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 165, n° 163, n° 164 et n° 166. - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2743) : position de la commission sur les amendements n° 60 de Mme Annie David et n° 102 de Mme Nicole Bricq. (p. 2745, 2747) : position de la commission sur les amendements n° 69, n° 61 et n° 62 de Mme Annie David. (p. 2748, 2750) : position de la commission sur les amendements n° 63, n° 64, n° 65 et n° 66 de Mme Annie David.

**- Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2776) : position de la commission sur les amendements n° 8 de la commission saisie pour avis, n° 7 et n° 5 de M. Aymeri de Montesquiou. (p. 2778, 2779) : position de la commission sur les amendements n° 167 de Mme Raymonde Le Texier, n° 9 de la commission saisie pour avis et n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou. (p. 2781) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de Mme Raymonde Le Texier. Son amendement n° 26 : rédaction ; adopté. (p. 2782, 2785) : position de la commission sur les amendements n° 152 de M. Michel Charasse, n° 245 de M. Joël Bourdin et n° 200 de M. Jean-Jacques Jégou. (p. 2786) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 276 du Gouvernement. (p. 2788) : son amendement n° 27 : rédaction ; adopté. (p. 2789) : position de la commission sur les

amendements n° 67 de Mme Annie David et n° 10 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 28 : précision ; adopté. (p. 2790) : position de la commission sur les amendements n° 11 de la commission saisie pour avis et n° 68 de Mme Annie David. (p. 2792) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de Mme Christiane Demontès. (p. 2797) : son amendement n° 140 : qualification d'"heures supplémentaires" attribuée aux heures effectuées dans le cadre d'un régime dit "d'équivalence" ; retiré. (p. 2798) : position de la commission sur l'amendement n° 153 de M. Jean Desessard. Son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. (p. 2800, 2801) : position de la commission sur les amendements n° 98 de M. Rémy Pointereau et n° 55 de M. Gérard César. (p. 2801, 2802) : position de la commission sur les amendements n° 143 de Mme Bernadette Dupont et n° 53 de M. Gérard César. (p. 2803) : position de la commission sur l'amendement n° 277 du Gouvernement. (p. 2804) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. (p. 2805) : position de la commission sur les amendements n° 54 de M. Gérard César et n° 244 de M. Joël Bourdin. (p. 2806) : position de la commission sur les amendements n° 12 de la commission saisie pour avis et n° 104 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 2810) : son amendement n° 31 : coordination ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis. (p. 2811, 2813) : position de la commission sur les amendements n° 105 de Mme Nicole Bricq, n° 169 et n° 170 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 2815) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2819) : position de la commission sur l'amendement n° 151 de Mme Esther Sittler. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 13** (p. 2821) : position de la commission sur les amendements n° 161 de M. Jean Desessard et n° 236 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2822, 2826) : position de la commission sur les amendements n° 237 de M. Thierry Repentin et n° 256 de M. François Marc. - **Article 2 (Elargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)** (p. 2832) : position de la commission sur les amendements n° 70 et n° 71 de Mme Marie-France Beaufilet et n° 201 de M. Claude Biwer. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2833, 2834) : position de la commission sur l'amendement n° 155 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2836) : position de la commission sur les amendements n° 108 de M. Thierry Repentin et n° 137 de M. Dominique Braye. (p. 2839) : position de la commission sur les amendements n° 92 de M. Hubert Haenel et n° 112 et n° 107 de M. Thierry Repentin. (p. 2841, 2842) : position de la commission sur les amendements n° 111 et n° 106 de M. Thierry Repentin. - **Article 3 (Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 2851) : son amendement n° 32 : augmentation du montant du crédit d'impôt pour les personnes handicapées ; adopté. (p. 2853) : position de la commission sur les amendements n° 72 et n° 73 de Mme Marie-France Beaufilet, n° 114, n° 115, n° 116, n° 117, n° 118 et n° 250 de M. Thierry Repentin, n° 228 de M. Aymeri de Montesquiou, n° 193 de M. Alain Vassel, n° 136 de M. Yves Fréville et n° 202 de M. Michel Mercier. - **Article 3 bis (Rapport sur l'impact de la déductibilité des intérêts d'emprunt)** (p. 2857) : son amendement n° 33 : rapport sur les incidences économiques et sociales du crédit d'impôt ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 75 de Mme Marie-France Beaufilet et n° 119 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2859, 2860) : position de la commission sur les amendements n° 97 de Mme Marie-France Beaufilet et n° 146 de M. Jean-Pierre Bel. (p. 2864) : position de la commission sur l'amendement n° 120 de Mme Patricia Schillinger. - **Articles additionnels après l'article 3 bis ou avant l'article 5 ou après l'article 12** (p. 2865) : position de la commission sur l'amendement n° 144 de M. Alain Milon. - **Article 4 (Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options)** (p. 2870, 2871) : ses amendements n° 34 : relèvement de l'abattement au profit des neveux et nièces en matière de droit de mutation à titre gratuit ; et n° 224 : application des droits de mutation par décès aux reversions d'usufruit au profit du conjoint survivant ; adoptés. (p. 2872) : position de la commission sur les amendements n° 76 et n° 77

de Mme Marie-France Beaufile, n° 121 de Mme Nicole Bricq, n° 227 de M. Aymeri de Montesquiou, n° 253 de M. Philippe Richert et n° 246 et n° 248 de M. Joël Bourdin. (p. 2874, 2875) : mesures destinées à la plus grande partie des successions.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2884, 2885) : ses amendements n° 37 : actualisation automatique des tranches de barème et des abattements des droits de mutation à titre gratuit ; adopté ; et n° 36 : relèvement de l'abattement pour la perception des droits de mutation à titre gratuit applicable aux héritiers en ligne collatérale ou aux non-parents en cas d'absence d'héritier en ligne directe ; retiré. (p. 2886, 2889) : position de la commission sur les amendements n° 56 et n° 57 de M. Gérard César et n° 122 de M. Michel Charasse. - **Article 4 bis** (*Suppression sous certaines conditions des droits de successions des frères et sœurs habitant sous le même toit*) (p. 2892) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels avant l'article 5** : Position de la commission sur les amendements n° 124 de Mme Nicole Bricq et n° 125 de M. Michel Charasse. - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2899) : ses amendements n° 38 : lissage des revenus exceptionnels pour leur prise en compte dans le bouclier fiscal ; retiré ; et n° 39 : exonération des collectivités territoriales du financement du bouclier fiscal ; adopté. (p. 2900, 2902) : position du Gouvernement sur les amendements n° 79, n° 80 et n° 81 de Mme Marie-France Beaufile, n° 126 et n° 239 de Mme Nicole Bricq, n° 128 de Mme Raymonde Le Texier, n° 205 et n° 206 de M. Michel Mercier et n° 127 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2907) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Charles Guené. (p. 2909, 2910) : son amendement n° 40 : autoliquidation du bouclier fiscal ; adopté. (p. 2913) : ses amendements portant sur le même objet n° 265 et 266 : coordination ; retirés ; et n° 41 : réduction du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale applicable aux droits d'enregistrement ; adopté. (p. 2914, 2916) : position de la commission sur les amendements n° 83 et n° 82 de Mme Marie-France Beaufile et n° 240 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5 bis** (*Augmentation de l'abattement sur la résidence principale pour l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 2918) : position de la commission sur les amendements n° 84 de Mme Marie-France Beaufile, n° 129 de Mme Nicole Bricq, n° 223 de M. Alain Lambert et n° 207 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 2921) : position de la commission sur les amendements n° 109 et n° 113 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 5 ter** (p. 2922) : son amendement n° 42 : introduction d'un régime de résident fiscal temporaire sur agrément ; retiré. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 2926, 2927) : position de la commission sur les amendements n° 85 et n° 86 de Mme Marie-France Beaufile et n° 215 de M. Denis Badré. (p. 2930, 2931) : position de la commission sur l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot et sur le sous-amendement n° 278 du Gouvernement qui le modifie. (p. 2936, 2937) : ses amendements n° 43 : éligibilité au dispositif de réduction d'ISF des titres participatifs de sociétés coopératives ; et n° 44 : élargissement du champ d'application des dispositifs de réduction d'ISF aux parts de groupements fonciers agricoles exploitants ; adoptés. (p. 2938, 2939) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Michel Mercier, n° 213 de M. Denis Badré et n° 234 de M. Philippe Adnot. Son amendement n° 264 : encouragement à la création de cercles d'investisseurs ; adopté. (p. 2940) : ses amendements n° 263 : coordination rédactionnelle ; et n° 45 : exclusion de ce dispositif des fonds communs de placement à risque, des fonds d'investissement de proximité et des fonds communs de placement dans l'innovation ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 252 de M. Thierry Repentin et n° 99 de M. Georges Othily. (p. 2941, 2943) : position de la commission sur les amendements n° 25 de M. Michel Houel, n° 216 de Mme Jacqueline Gourault, n° 209 et n° 208 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 210 de M. Michel Mercier. (p. 2944, 2945) : ses amendements n° 46 : réduction d'ISF pour les dons en pleine propriété de titres de sociétés cotées ; et n° 47

: coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 211 de M. Michel Mercier et n° 257 de M. Thierry Repentin. (p. 2946) : ses amendements n° 48 : réduction d'ISF pour les fondations ou associations assurant la réhabilitation de monuments historiques ; retiré ; et n° 49 : réduction d'ISF pour les dons aux entreprises adaptées visant à l'insertion des personnes handicapées ; adopté. (p. 2947, 2948) : position de la commission sur les amendements n° 214 et n° 260 de M. Denis Badré, n° 247 de M. Paul Blanc, n° 2 et n° 3 de M. Michel Mercier, n° 196 de M. François-Noël Buffet et n° 130 de M. Gérard Collomb. (p. 2949, 2952) : position de la commission sur les amendements n° 131 de M. Gérard Collomb, n° 212 de M. Michel Mercier, n° 251 et n° 249 de M. Thierry Repentin, n° 230 de M. Georges Mouly, n° 100 de M. Georges Othily et n° 217 de M. Denis Badré. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2953) : position de la commission sur l'amendement n° 191 de M. Laurent Béteille. - **Article 6 bis** (*Non-déductibilité du bénéfice net des indemnités de départ et de licenciement supérieures à un million d'euros*) (p. 2953) : son amendement n° 50 : suppression ; adopté. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2960, 2961) : son amendement n° 262 : exclusion des régimes de retraite complémentaire collectifs et obligatoires du champ d'application de cet article ; adopté. (p. 2962) : son amendement n° 261 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 87 et n° 88 de Mme Marie-France Beaufile, n° 232 de M. Michel Charasse, n° 157 de M. Jean Desessard, n° 219 et n° 218 de M. Michel Mercier ainsi que sur les amendements n° 185, n° 181, n° 180, n° 179, n° 178, n° 176, n° 177, n° 182, n° 175, n° 188, n° 174, n° 189, n° 187, n° 183 et n° 184 de M. François Marc. (p. 2966) : caractère raisonnable des dispositions de cet article. Mécénat d'entreprise. (p. 2967, 2968) : partenariat fructueux avec les services du ministre. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2969, 2971) : position de la commission sur les amendements n° 95 de M. Guy Fischer, n° 133 de M. Michel Charasse et n° 158 de M. Jean Desessard. - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2977) : position de la commission sur les amendements n° 93 de M. Guy Fischer, n° 194 de M. Bernard Seillier et n° 17 de la commission saisie pour avis ainsi que, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 269 du Gouvernement. - **Article 9** (*Expérimentation du revenu de solidarité active en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans le cadre des départements*) (p. 2981) : position de la commission sur l'amendement n° 271 du Gouvernement. (p. 2982, 2983) : position de la commission sur les amendements n° 172 de M. Bernard Cazeau, n° 18 et n° 19 de la commission saisie pour avis et n° 270 du Gouvernement. - **Article 10** (*Expérimentation du revenu de solidarité active pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé*) (p. 2985, 2986) : son amendement n° 51 : élaboration par le représentant de l'Etat dans le département du rapport d'évaluation sur la mise en œuvre des expérimentations ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 90 de M. Guy Fischer, n° 272, n° 267 et n° 273 du Gouvernement et n° 20 de la commission saisie pour avis. - **Article 11** (*Choix des départements qui pourront mettre en œuvre l'expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2987) : son amendement n° 52 : report de la date limite de dépôt des dossiers de candidature des départements souhaitant participer à l'expérimentation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 268 du Gouvernement. Position de la commission sur ce dernier ainsi que sur les amendements n° 275 et n° 274 du Gouvernement et n° 173 de M. Bernard Cazeau. - **Article 12** (*Demande de rapport sur l'expérimentation du RSA*) (p. 2989, 2990) : position de la commission sur les amendements n° 134 de M. Michel Charasse et n° 23 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2991) : position de la commission sur l'amendement n° 190 de M. Jean-Pierre Vial. - **Article 13** (*Demande de rapport sur la prime pour l'emploi*) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2992) : position de la commission sur l'amendement n° 142 de Mme Bernadette Dupont. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2993) : position de la commission sur les amendements n° 91 de Mme Marie-France Beaufile et n° 101 de Mme Nicole Bricq. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2994) : bilan de ce débat. Relations constructives entre les

commissions des finances des deux assemblées. Dialogue fructueux avec le Gouvernement. Remerciements.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 3853) : réponse à M. Thierry Foucaud sur la constitution d'une commission d'enquête et les auditions dans l'affaire EADS.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier [n° 443 (2006-2007)]** - (11 octobre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3856, 3858) : rôle de la commission des finances dans l'évolution du droit. Procédure des ordonnances. Portée de l'habilitation. Aspects financiers du texte. Compétitivité et attractivité du territoire. Réflexion sur l'évolution de l'architecture du système de régulation. Agences de notation. Crise financière de l'été dernier. - **Article 1er** (*Transposition de la directive communautaire du 11 mai 2005 sur l'assurance de responsabilité civile des véhicules*) (p. 3863) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 2** (*Habilitation à transposer la directive "réassurance" et à moderniser le régime des fonds communs de créances*) (p. 3864, 3865) : son amendement n° 2 : encadrement de l'habilitation ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 9 de M. Thierry Foucaud et n° 12 de Mme Nicole Bricq. - **Article 5** (*Habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*) (p. 3870) : son amendement n° 3 : encadrement et allongement du délai d'habilitation donné au Gouvernement ; adopté. - **Article 7** (*Ratification de quatre ordonnances de transposition de directives*) (p. 3871, 3872) : impact des nouvelles procédures sur la clientèle. Compétition entre les plateformes unilatérales et les systèmes internalisés de négociation. (p. 3872, 3873) : ses amendements n° 4 : coordination ; adopté ; n° 5 : conditions de reconnaissance par la Commission bancaire des organismes externes d'évaluation de crédit, les OEEC ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Thierry Foucaud. - **Article 8** (*Harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs de valeurs mobilières*) (p. 3874, 3875) : rappel de sa question écrite restée sans réponse au sujet de l'offre publique déposée par le groupe Mittal Steel NV en vue de contrôler le capital d'Arcelor SA. - **Article additionnel après l'article 8** : son amendement n° 6 : procédure de récusation d'un membre de la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers ; adopté. - **Article 10** (*Pouvoirs de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le domaine de la consommation*) (p. 3877) : position de la commission sur l'amendement n° 13 du Gouvernement. - **Article 11** (*Application à l'outre-mer par voie d'ordonnance*) : son amendement n° 7 : précision ; adopté.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4307, 4308) : contrats non réclamés. Transposition en 2005 d'une directive européenne sur les assurances. Application. Affectation des sommes relevant des contrats en déshérence. Souhait d'un rapport d'évaluation. Avis favorable de la commission des finances sous réserve de l'adoption de ses amendements et de ceux de la commission des lois. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4317) : son amendement n° 21 : rapport sur le processus de désignation des bénéficiaires des contrats d'assurance vie et sur la recherche de ceux-ci dans le cas de contrats non réclamés et en déshérence ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 4416) : politiques publiques. Compétitivité fiscale.

Financement de la protection sociale. TVA sociale. CSG. Eco-fiscalité. Niches fiscales et sociales.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 9 D** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon"*) (p. 4627) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 77 (suppression). - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4630, 4631) : raisons pour lesquelles l'article 9 E lui paraît mauvais.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5080, 5084) : budget établi dans un contexte délicat. Maîtrise de la dépense. Equilibre et performance budgétaires. Ressources des collectivités territoriales. Décisions courageuses en matière d'effectifs publics. Sincérité budgétaire. Dynamique de l'économie et des recettes fiscales. Gouvernance budgétaire. Niches fiscales. Comptabilité patrimoniale. Compétitivité. Rigueur. - **Question préalable** (p. 5119) : position de la commission sur la motion n° I-246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5172, 5174) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion, portant sur le même objet, n° I-117 et n° I-118 (suppression du dispositif du bouclier fiscal), n° I-119 (exclusion des redevables de l'ISF du bénéfice du bouclier fiscal), n° I-120 (limitation des effets du bouclier fiscal pour les redevables de l'ISF) et n° I-121 (suppression de l'exonération partielle d'ISF sur les titres détenus par les salariés actionnaires de leur entreprise) ainsi que sur l'amendement n° I-190 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007*) (p. 5176, 5179) : position de la commission sur les amendements n° I-180, n° I-181 et n° I-182 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5180, 5187) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion n° I-122 (plafonnement des réductions de revenu imposable), n° I-123 (plafonnement des réductions d'impôt), n° I-124 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour un emploi à domicile) ainsi que sur les amendements n° I-125 de M. François Marc (pour les anciens combattants d'AFN, abaissement de l'âge permettant de bénéficier d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial), n° I-186 de Mme Marie-France Beaufile (réintégration dans le revenu imposable des produits et plus-values tirés de placements réalisés dans le cadre des PEA), n° I-126 de M. Jean-Pierre Demerliat (extension aux associations de défense des consommateurs du bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux fondations et associations reconnues d'utilité publique), n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain) et de M. Thierry Foucaud n° I-183 (allongement de la durée des frais de garde d'enfants ouvrant droit à un crédit d'impôt) et n° I-184 (plafonnement des réductions et crédits d'impôt). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 6** (p. 5188) : position de la commission sur les amendements n° I-187 de M. Thierry Foucaud (relèvement du montant de la taxation des

plus-values de cessions d'actifs des particuliers) et n° I-192 de Mme Marie-France Beaufile (modification du régime fiscal des PEA). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5189) : position de la commission sur l'amendement n° I-185 de Mme Marie-France Beaufile (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires). - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 5190) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion n° I-127 et I-128 (obligation pour les organisations et les associations de gestion agréées de télétransmettre les déclarations de résultats de leurs clients aux services fiscaux). - **Article 2 ter** (*Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé*) (p. 5191, 5193) : son amendement n° I-1 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 5194) : position sur l'amendement n° I-154 de M. Jean-Jacques Jégou (fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5195, 5197) : son amendement n° I-2 : versement optionnel de la prime pour l'emploi sous forme d'acomptes mensuels à partir de 2009 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5198, 5199) : son amendement n° I-3 : déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance versées sur un contrat d'épargne retraite ; retiré. (p. 5200) : position de la commission sur l'amendement n° I-30 de M. Gérard César (institution d'un régime fiscal spécifique tendant à favoriser le portage du foncier par des investisseurs extérieurs). - **Article 5** (*Obligations des époux et des partenaires liés par un pacte civil de solidarité*) (p. 5202) : ses amendements n° I-5 : possibilité pour les personnes en situation de gêne ou d'indigence de bénéficier d'une remise gracieuse de leurs dettes fiscales issues de la communauté de vie avec l'ancien conjoint ou partenaire ; et n° I-4 : exclusion du bénéfice de cet article des personnes coupables de fraude, de tentative de fraude ou d'obstacle au paiement de leurs impositions ; adoptés. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5203, 5204) : position de la commission sur les amendements n° I-188 de Mme Marie-France Beaufile (taxation différente des dividendes des entreprises en fonction de la localisation de leur siège) et n° I-130 de M. François Marc (information systématique des commissions des finances et des autres commissions parlementaires concernées avant la délivrance aux entreprises de l'agrément ministériel ouvrant droit au régime du bénéfice mondial consolidé). - **Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5209, 5210) : ses amendements n° I-6 : exclusion de la possibilité d'imposition forfaitaire pour les seuls actionnaires détenant une participation substantielle dans la société distributrice et exerçant une activité ou une fonction rémunérée dans cette société ; n° I-8 : relèvement du taux d'imposition des plus-values mobilières et du seuil annuel de cession ; n° I-9 : possibilité pour les PME de reporter, pour la première année d'application, le paiement du prélèvement libératoire et des contributions sociales jusqu'au 15 septembre 2008 ; adoptés ; et n° I-7 : possibilité pour les contribuables au moment de leur déclaration d'impôt sur le revenu de révoquer l'option prise en faveur du prélèvement libératoire ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° I-131 de M. Marc Massion, n° I-189 de M. Thierry Foucaud et n° I-191 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5213, 5216) : ses amendements n° I-11 : institution d'un régime de "résident fiscal temporaire" ; retiré ; et n° I-10 : suppression au 1er janvier 2008 de l'impôt sur les opérations de bourse ; adopté. - **Article 6 bis** (*Réduction d'impôt sur les intérêts de l'épargne solidaire*) : son amendement n° I-12 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 5229, 5237) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° I-137 (suppression du dispositif Robien), n° I-132 (suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de la résidence principale créé par la loi TEPA du 21 août 2007), n° I-133 (subordination du bénéfice de la déductibilité des intérêts d'emprunt instituée par la loi TEPA à un plafond de ressources), n° I-134 (interdiction pour un même contribuable d'accéder une nouvelle fois au dispositif du crédit d'impôt immobilier institué

par la loi TEPA s'il en a déjà bénéficié une première fois), n° I-135 (relèvement de 20 % à 50 % du plafond de l'avance remboursable sans intérêt), n° I-136 (diminution des plafonds de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et relèvement du montant de l'avance remboursable sans intérêt), n° I-138 (extension du champ des logements mobilisables par le préfet dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable, aux logements privés conventionnés, en renforçant l'avantage fiscal des propriétaires) et n° I-139 (relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros). - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5241, 5242) : son amendement n° I-248 : possibilité, en cas de construction ou d'acquisition en état de futur achèvement, de décaler le bénéfice du crédit d'impôt jusqu'à la date de l'achèvement ou de la livraison du logement, date de déblocage intégral des fonds ; adopté après rectification suggérée par le Gouvernement. Position de la commission sur les amendements n° I-41 de M. Michel Mercier, n° I-140 et n° I-141 de M. Thierry Repentin, n° I-193 de M. Thierry Foucaud, n° I-142 de Mme Gisèle Printz et n° I-227 de M. Eric Doligé. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5245, 5247) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Arthuis n° I-42 (exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés civiles immobilières constituées par des personnes handicapées afin de se doter des hébergements spécifiques dont elles avaient besoin) et de M. Jean-Pierre Demerliat n° I-145 (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance), n° I-143 (majoration des taux du crédit d'impôt accordé pour les dépenses réalisées dans le cadre des travaux d'économie d'énergie de l'habitation principale) et n° I-144 (attribution d'un même crédit d'impôt aux personnes célibataires et aux personnes mariées pour les travaux d'économie d'énergie). - **Articles additionnels avant l'article 8 ou après l'article 8 ou après l'article 11** (p. 5250, 5251) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-63 de M. Marc Massion et n° I-111 de M. Daniel Reiner (modulation de la taxe prélevée sur les bénéfices des sociétés pétrolières en fonction des investissements qu'elles auront réalisés au titre des économies d'énergie et des énergies renouvelables), et de M. Thierry Foucaud n° I-194 (majoration de l'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés pétrolières), n° I-195 (diminution plafonnée de l'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés pétrolières qui auront réalisés des investissements dans la recherche pour les énergies renouvelables ou contribué au financement des axes alternatifs au transport routier) et n° I-199 (taxation des bénéfices supplémentaires des compagnies pétrolières résultant de l'augmentation du prix du baril). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 5253) : position de la commission sur l'amendement n° I-196 de M. Thierry Foucaud (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante). - **Article 8** (*Aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société*) (p. 5254, 5255) : position de la commission sur l'amendement n° I-197 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5256) : position de la commission sur l'amendement n° I-198 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du taux de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et maintien de cette contribution dans le périmètre des recettes fiscales de l'Etat). Position de la commission sur l'amendement n° I-230 de M. Michel Houel (reconduction du crédit d'impôt au profit des entreprises éligibles à ce dispositif dans la limite de trois exercices). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 5257, 5258) : position de la commission sur les amendements n° I-200 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-146 de M. Jean-Pierre Demerliat (réduction de 152.500 euros à 100.000 euros par bénéficiaire du montant de l'assurance vie légué en franchise de droit). - **Article 9** (*Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises*) (p. 5260, 5263) : ses amendements n° I-13 : possibilité de bénéficier du dispositif fiscal en apportant à la holding de reprise les titres faisant l'objet d'engagements de conservation pris sur plusieurs sociétés du même groupe

exerçant une activité similaire ; adopté ; n° I-249 : extension aux cessions ou donations entre actionnaires des sociétés interposées, du dispositif fiscal bénéficiant aux cessions ou donations entre actionnaires directs ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° I-148 et n° I-147 de M. Marc Massion, n° I-201 de M. Thierry Foucaud et n° I-48 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5263, 5281) : ses amendements n° I-16 : coordination ; adopté ; n° I-15 : alignement du régime fiscal des réversions d'usufruit quels qu'en soient les bénéficiaires ; et n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation) ; retirés. Position de la commission sur les amendements de M. Philippe Adnot n° I-47 (élargissement des cas dans lesquels une plus-value professionnelle, dans le cadre d'une société de personnes, peut être exonérée dès lors que l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans) et n° I-45 (clarification des dispositions fiscales relatives aux réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant), de M. Alain Lambert n° I-160 (harmonisation des analyses fiscale et civile en matière de partages familiaux en exonérant ceux-ci de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement), n° I-162 (exonération du versement d'une prestation compensatoire sous forme d'un capital de l'impôt de plus-value), n° I-166 (alignement du traitement des testaments-partages sur celui des donations-partages impliquant le paiement du droit de partage de 1,1 % lors du partage et non pas au moment de l'ouverture de la succession), n° I-163 (exonération des partages et des licitations portant sur des biens dépendant d'une indivision familiale de toute taxation au titre des plus-values), n° I-167 (évaluation des meubles meublants et des objets mobiliers d'après la valeur cadastrale locative brute des immeubles occupés par le défunt), n° I-168 (déductibilité de l'actif de la succession de la rémunération du mandataire à titre posthume), n° I-165 (non-remise en cause de l'avantage fiscal en cas de donation des parts ou actions d'une entreprise sous réserve de l'engagement individuel jusqu'à son terme par le ou les donataires), n° I-164 (possibilité, pour l'acquéreur en nue-propiété, d'apporter la preuve que le démembrement de propriété qu'il réalise avec l'usufruitier est bien réel) et, portant sur le même objet que son amendement n° I-15 précité, n° I-161, n° I-221 de M. Gérard Delfau (instauration d'un abattement de 7 500 euros, en cas de succession ou de donation, au bénéfice du conjoint d'un enfant décédé et avec lequel ont subsisté des liens affectifs), n° I-157 de M. Michel Mercier (extension du dispositif de réduction de l'ISF pour investissement dans les PME aux fonds communs de proximité proposant des prêts aux entreprises individuelles), n° I-202 de M. Thierry Foucaud (réduction de 30 % à 20 % de l'abattement sur la valeur de la résidence principale pour le calcul de l'ISF), et n° I-228 de M. Michel Houel (réduction de six ans à trois ans du délai de reprise de l'administration pour l'ISF). Position de la commission sur le sous-amendement n° I-263 de M. Yves Fréville (exonération des valeurs mobilières, des titres assimilés et des droits sociaux, dans le cadre des partages familiaux, de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement) sur l'amendement précité n° I-160 de M. Alain Lambert et sur le sous-amendement n° I-270 du Gouvernement (précision selon laquelle la possibilité d'apporter cette preuve est limitée à l'hypothèse où l'acquisition de l'usufruit par l'usufruitier et de la nue-propiété par l'héritier présomptif est réalisée plus de trois mois avant le décès) sur l'amendement précité n° I-164 de M. Alain Lambert. - **Article 9 bis** (*Diverses adaptations de la réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 5283, 5286) : ses amendements n° I-17 : éligibilité à l'avantage fiscal des titres reçus en contrepartie d'obligations converties, en plus des capitaux propres, afin de favoriser l'essor de capital investissement régional dans le cadre des fonds d'investissement de proximité ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement ; et n° I-18 : éligibilité à l'avantage fiscal des dons destinés à la réhabilitation de monuments historiques ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° I-149 de M. Marc Massion, n° I-203 de M. Thierry Foucaud, et n° I-44 de M. Jean Arthuis. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5287, 5294) : position de la commission sur les amendements de M. Pierre Laffitte n° I-223 (instauration d'un

abattement sur l'imposition de la plus-value retirée de la cession à titre onéreux de stock-options par le contribuable investissant dans les jeunes entreprises innovantes) et n° I-220 (réduction de l'ISF pour investissement dans les incubateurs et les entreprises innovantes), de M. Philippe Adnot n° I-37 (maintien des avantages fiscaux pour les titres libérés à l'occasion de la rupture du pacte d'actionnaires sous réserve de leur réinvestissement dans des sociétés entrant dans la même cible), n° I-39 (alignement de l'avantage fiscal lié à l'investissement intermédiaire sur celui de l'investissement direct) et n° I-38 (exclusion des fonds d'investissement de proximité du règlement communautaire de minimis limitant le plafond des aides publiques par entreprise) et de M. Alain Lambert n° I-171 (instauration d'un abattement de 1.000.000 euros sur la valeur de la résidence principale située à Paris pour le calcul de l'ISF) et n° I-170 (instauration d'un abattement de 500.000 euros sur la valeur de la résidence principale située en province pour le calcul de l'ISF). - **Article 10 bis** (*Passage en charge des petits matériels de bureau*) (p. 5295) : son amendement n° I-19 : suppression ; adopté. - **Article 10 ter** (*Non-déductibilité du bénéfice net de la fraction des indemnités de départ d'un dirigeant supérieure à un million d'euros*) (p. 5296) : son amendement n° I-20 : suppression ; adopté. - **Article 10 quater** (*Régime juridique des revenus agricoles issus de la biomasse*) (p. 5297) : position de la commission sur l'amendement n° I-265 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 5298, 5299) : position de la commission sur les amendements n° I-29 de M. Gérard César (rattachement au régime simplifié agricole de TVA, des produits des activités de production d'électricité photovoltaïque ou éolienne réalisées par un exploitant agricole sur son exploitation) et n° I-232 de M. Éric Doligé (modification des seuils et des taux de la TACA). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5300) : position de la commission sur l'amendement n° I-204 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008). - **Article 11** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés*) - (*Article additionnel après l'article 11*) (p. 5301, 5304) : ses amendements n° I-251 : relèvement de 15 % à 16,5 % du taux d'imposition à l'impôt sur les sociétés des plus-values de cession de titre de SPI cotées ; adopté ; et n° I-250 : report de la date d'application de l'article 11 au 31 décembre 2007 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5305, 5306) : ses amendements n° I-255 : possibilité d'imposer les actionnaires non-résidents de sociétés à prépondérance immobilière dans des conditions équivalentes à celles des actionnaires résidents ; adopté ; n° I-252 : aménagement du régime fiscal des dividendes en cas de fusion d'une société d'investissement immobilier cotée, SIIC, de droit français et d'une société analogue de droit étranger ; adopté ; n° I-253 : extension de l'application du taux réduit de 16,50 % d'impôt sur les sociétés aux plus-values de cession réalisées sur les titres de sociétés à prépondérance immobilière ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement ; n° I-254 : prorogation du dispositif dit de "libre réévaluation" des actifs des SIIC jusqu'au 31 décembre 2009 ; adopté ; et n° I-256 : exonération du droit d'enregistrement de 5 % des rachats de parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, OPCV, effectués par un fonds ou une personne morale ; retiré. (p. 5309, 5321) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion n° I-56 (extension des mécanismes de crédit d'impôt et de taux réduit de TVA aux installations de panneaux photovoltaïques), n° I-62 (relèvement de 6,86 euros à 9,20 euros du montant de la taxe due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes), n° I-58 (extension de l'application de la taxe sur les véhicules de société aux groupements d'intérêt économique), n° I-153 (augmentation de l'abattement spécifique dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires), portant sur le même objet n° I-51 et n° I-52 (suppression de l'exonération de TIPP sur les produits pétroliers destinés à être utilisés comme carburateurs), n° I-59 (prise en compte de la population touristique pour le calcul du seuil d'éligibilité au versement transport), n° I-60 (élargissement du bénéfice du versement transport aux communes de plus de 5000 habitants) et n° I-91 (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierge, de la contribution environnementale sur les imprimés

non sollicités), n° I-151 (imposition des produits gras et sucrés au taux normal de TVA) et n° I-150 de M. Jean-Pierre Demerliat (application du taux réduit de TVA de 2,10 % à la commercialisation de fruits et légumes), n° I-152 de M. Jean-Pierre Sueur (imposition des prestations et fournitures funéraires au taux réduit de TVA), n° I-55 (application du taux de TVA à 5,5 % aux huiles végétales pures utilisées comme biocarburants), n° I-53 (assouplissement du processus d'utilisation à la carburation des huiles végétales pures) et n° I-54 de M. Gérard Miquel (exonération de TIPP pour les huiles végétales pures utilisées comme biocarburants), n° I-35 de M. Francis Grignon (extension de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit pour les dons de sommes d'argent consentis à un neveu ou une nièce décédé, à leur descendance), n° I-112 de M. Daniel Reiner (instauration d'une taxe additionnelle sur les certificats d'immatriculation des véhicules au profit des autorités organisatrices de transports urbains) et n° I-110 de M. Thierry Repentin (modification de la valeur forfaitaire servant au calcul de la taxe locale d'équipement afin de rendre moins attractive la construction des garages et places de stationnement viabilisés). - **Article 11 bis** (*Exonération de taxe intérieure sur le charbon, les houilles et les lignites en faveur des entreprises de valorisation de la biomasse*) (p. 5322, 5323) : son amendement n° I-21 : limitation de l'exonération de taxe intérieure aux entreprises qui sont soumises au régime des quotas d'émission de gaz à effet de serre ou qui appliquent des accords volontaires de réduction de gaz à effet de serre et suppression de la condition liée à la part des achats de houilles dans le chiffre d'affaires ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5324) : position de la commission sur les amendements n° I-235 (soumission des lubrifiants à usage perdu à la taxe générale sur les activités polluantes) et n° I-236 de M. Charles Revet (exonération des lubrifiants biodégradables de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 5325) : position de la commission sur les amendements n° I-31 de M. Gérard César (extension aux associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu, du mécanisme d'abattement pour durée de détention de titres réservé aux seuls associés de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés) et n° I-205 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des opérations menées par les sociétés d'investissements immobiliers cotées). - **Article 11 quater (réserve)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5327) : position de la commission sur les amendements n° I-159 de M. Michel Mercier, n° I-50 de M. Marc Massion et n° I-116 de M. Louis de Broissia. (p. 5330, 5332) : enjeu financier de la délibération sur la question du déneigement. Anticipation du débat prévu le lendemain sur les recettes des collectivités territoriales. Suggère en conséquence de réserver le vote sur l'article 11 quater et sur les amendements s'y rapportant jusqu'après le débat du lendemain sur les recettes des collectivités territoriales. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5332, 5336) : son amendement n° I-257 : prorogation du remboursement partiel de la TIPP et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, TICGN, dont bénéficient les exploitants agricoles et révision du barème de l'exonération fiscale dont bénéficient les différentes filières de biocarburants ; adopté après modification demandée par le Gouvernement. Position de la commission sur l'amendement n° I-229 de M. Michel Houel (déductibilité de la taxe annuelle sur les véhicules de société pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés), ainsi que sur les sous-amendements respectivement identiques de M. Paul Girod n° I-266 et n° I-267 et de M. Marcel Deneux n° I-268 et n° I-269 (harmonisation des pourcentages de réduction de la défiscalisation entre le biogazole et le bioéthanol) déposés sur son amendement précité n° I-257.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 20** (*Répartition du produit de la taxe de l'aviation civile, TAC, entre le budget général et le budget annexe "Contrôle et exploitation aériens"*) (p. 5348) : son amendement n° I-25 : affectation pour moitié du produit de la taxe de l'aviation civile au budget annexe "Contrôle et exploitation aériens" ; adopté. - **Article 21** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 5349) : position de la

commission sur l'amendement n° I-272 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5350) : position de la commission sur l'amendement n° I-87 de M. Marc Massion (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée). - **Article 22** (*Simplification du financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME*) (p. 5351) : son amendement n° I-26 : limitation à 2008 de l'affectation à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie d'une fraction du produit de la taxe générale sur les activités polluantes ; adopté. - **Article 24** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 5352) : position de la commission sur l'amendement n° I-212 de M. Jean-François Voguet. Secteur des jeux. - **Article 25** (*Modification des modalités de financement du Centre des monuments nationaux, CMN*) (p. 5354, 5355) : son amendement n° I-27 : coordination ; adopté. - **Article 26** (*Extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière, SOVAFIM*) (p. 5356) : son amendement n° I-28 : portage des biens immobiliers de l'Etat par la SOVAFIM ; adopté. - **Article 28** (*Compensation aux organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant des réductions de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires*) (p. 5358) : position de la commission sur les amendements n° I-214 de M. Guy Fischer et n° I-215 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5359) : position de la commission sur l'amendement n° I-226 de M. Pierre Hérisson (affectation et modalités de versement des licences UMTS). - **Article 29** (*Financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale*) (p. 5360, 5361) : position de la commission sur les amendements n° I-217 de M. Thierry Foucaud et n° I-216 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 30** (*Reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France, CdF*) (p. 5361, 5362) : son amendement n° I-260 : suppression ; adopté. - **Article 30 bis** (*Attribution du reliquat de la dotation de l'Etat versée à l'Agence de l'innovation industrielle, AII, à OSEO et OSEO Innovation*) (p. 5363, 5364) : son amendement n° I-261 : affectation de 40 millions d'euros à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France ; retiré. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5365) : position de la commission sur l'amendement n° I-240 de la commission (relèvement de la redevance audiovisuelle). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5367, 5369). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5395, 5396) : position de la commission sur les amendements n° I-64 de M. Marc Massion (répartition du produit de la taxe sur les spectacles) et n° I-89 de M. Bernard Angels (possibilité de fiscaliser la contribution d'un EPCI adhérent à un syndicat mixte). - **Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** (p. 5397) : position de la commission sur les amendements analogues n° I-92 de M. Marc Massion et n° I-234 de M. Dominique Braye (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 5399, 5401) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° I-206 (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle) et n° I-207 (nouvelle réforme de la taxe professionnelle) ainsi que sur l'amendement n° I-66 de M. Marc Massion (possibilité pour les collectivités locales d'augmenter librement leur taux de taxe professionnelle). - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5403, 5410) : son amendement n° I-258 : aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008 ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-279 de M. Jacques Blanc. Position de la commission sur les amendements n° I-67, n° I-68, n° I-71, n° I-72, n° I-70, n° I-69 de M. Marc Massion, n° I-208 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-219 de M. Jean Puech et n° I-215 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5415, 5417) : position de la commission sur les amendements identiques n° I-97 de M. Gérard Collomb et n° I-173 de M. Alain Lambert (indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement des communautés urbaines) ainsi que sur les amendements n° I-209 de Mme Marie-France Beaufile (majoration de la dotation globale de fonctionnement), n° I-32 de M. Yves Fréville (majoration de la dotation globale de fonctionnement en compensation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) et n° I-98 de M. Gérard

Collomb (majoration de la dotation globale de fonctionnement). - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5418, 5422) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion n° I-65 (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales), n° I-93 (bénéfice d'une attribution du fonds de compensation pour la TVA pour les investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers et assimilés réalisés par les communes et leurs groupements) et n° I-83 (extension aux communautés urbaines de la prise en compte immédiate de leurs dépenses pour les remboursements en provenance du fonds de compensation pour la TVA), n° I-210 de Mme Marie-France Beauvils (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales), n° I-233 de M. Dominique Braye (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des investissements relatifs aux installations de traitement de déchets ménagers et assimilés réalisés par les communes et leurs groupements) et sur les amendements analogues n° I-102 de M. Gérard Collomb, n° I-177 de M. Alain Lambert et n° I-243 de M. Charles Guené (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des baux emphytéotiques administratifs). - **Articles additionnels après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5423) : position de la commission sur les amendements analogues n° I-100 de M. Gérard Collomb et n° I-175 de M. Alain Lambert (modalités de liquidation de la taxe locale d'équipement). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5427, 5428) : position de la commission sur les amendements n° I-84 de M. François Marc (mécanismes de péréquation) et n° I-101 de M. Gérard Collomb (assouplissement des conditions de création des locaux de référence pour le calcul de la valeur locative des immeubles). - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 5429) : position de la commission sur l'amendement n° I-273 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5430) : position de la commission sur l'amendement n° I-90 de M. Marc Massion (prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, la région et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5438, 5440). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 14** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 5459) : position de la commission sur l'amendement n° I-274 du Gouvernement. - **Article 15** (*Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008*) (p. 5461, 5462) : position de la commission sur les amendements n° I-77 de M. Marc Massion, n° I-275 du Gouvernement, et n° I-211 de Mme Marie-France Beauvils. - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5465, 5467) : ses amendements n° I-22 : minoration de la part du produit des amendes des radars automatiques affectée au compte d'affectation spéciale "Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"; adopté; et n° I-23 : substitution de la seule longueur de la voirie routière appartenant aux collectivités territoriales concernées aux critères de répartition du produit des amendes des radars automatiques; adopté après modification par le sous-amendement n° I-264 de M. Louis de Broissia. (p. 5469, 5475) : position de la commission sur les amendements n° I-78, n° I-80, n° I-81, n° I-79 de M. Marc Massion, n° I-82 de M. Jacques Gillot, n° I-113 et n° I-114 de M. Louis de Broissia, et sur les sous-amendements n° I-264 de M. Louis de Broissia et n° I-271 de M. Marc Massion à son amendement n° I-23 précité. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 5476) : son amendement n° I-24 : incitation pour les communes à accueillir des activités d'extraction sur leur territoire; retiré. Position de la commission sur le sous-amendement n° I-278 de Mme Nathalie Goulet à son amendement n° I-24 précité. - **Article 17** (*Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, et de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES*) (p. 5478) : son amendement n° I-259 : conséquence; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5480) : son amendement n° I-178 : extension aux établissements publics

de coopération intercommunale de l'exonération sur les plus-values applicables aux ventes d'immeubles appelés à être rétrocédés à des organismes HLM; adopté. (p. 5482) : position de la commission sur l'amendement n° I-244 de M. Charles Guené (amélioration de la phase de lissage des taux lors de la création d'un groupement en TPU, taxe professionnelle unique). - **Article 18** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 5483) : position de la commission sur l'amendement n° I-281 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5485) : position de la commission sur les amendements de M. Marc Massion n° I-73 (diminution de moitié de la contribution pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'Etat sur les impôts locaux) et n° I-74 (suppression de la contribution pour frais d'assiette représentant 0,4 % des impositions locales). - **Article 11 quater (précédemment réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5487) : son amendement n° I-276 : suppression; adopté. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5488, 5490). - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5500, 5502). - **Article 32 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5525, 5526) : son amendement n° I-262 : majoration du plafond des ressources des comptes d'affectations spéciales pour 2008; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° I-282 du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5528) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Article 30** (*Reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France, CdF*) (p. 5529) : position de la commission sur l'amendement n° A-2 du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5529, 5530) : bilan de la discussion. Remerciements.

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5610) : intervient sur l'amendement n° II-64 de M. Robert del Picchia (création et dotation du programme "Prise en compte de la dette aux ressortissants français dans l'aide au développement").

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6074).

**Articles de récapitulation des crédits**

- (10 décembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 37** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 6373) : position de la commission sur l'amendement n° II-272 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 37** : position de la commission sur l'amendement n° II-207 de M. Michel Charasse (fixation d'un plafond des emplois des opérateurs de l'Etat à partir du 1er janvier 2009). - **Article 38** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 6375) : sur l'amendement du Gouvernement qu'il accepte n° II-273 (intégration de deux programmes supplémentaires dans la liste de ceux pour lesquels les plafonds de reports de crédits de paiement sont majorés), son sous-amendement n° II-162; adopté.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 39 A** (*Aménagement du dispositif d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) :

son amendement n° II-163 : suppression de la prorogation de 2010 à 2015 de l'application du dispositif spécifique d'encouragement fiscal à l'investissement forestier dit "DEFI forêt" ; adopté. - **Article additionnel après l'article 39 A** (p. 6376) : position de la commission sur l'amendement n° II-261 de M. Jean-François Le Grand (exclusion des chaudières à basse température du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale). - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6379, 6384) : son amendement n° II-164 : limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-253 de M. Thierry Foucaud (suppression de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6386, 6388) : soutient l'amendement n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier) ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A). - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6391) : son amendement n° II-165 : récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse qu'il accepte. (p. 6394, 6395) : position de la commission sur les amendements n° II-257 (suppression de l'abattement sur les plus-values de cessions d'actifs) et n° II-256 de M. Thierry Foucaud (plafonnement des réductions d'impôt). - **Article 39 (Réforme du crédit d'impôt recherche)** (p. 6401, 6404) : ses amendements n° II-166 : rédaction ; et n° II-167 : relèvement du plafond des dépenses sous-traitées confiées à des organismes de recherche publique ou à des universités ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° II-249 de M. Thierry Foucaud, n° II-237 de Mme Nicole Bricq, n° II-204, n° II-195, n° II-203, n° II-201, n° II-200 et n° II-202 de M. Philippe Adnot, n° II-239, n° II-240, et n° II-238 de M. Marc Massion. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6406, 6407) : son amendement n° II-259 : élargissement de la gamme des dépenses prises en compte en matière de brevets et de certificats ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-263 de M. Michel Houel (précision des modalités de contestation de l'évaluation d'une entreprise par l'administration fiscale lors d'une transmission à titre gratuit ou onéreux). - **Article 40 (Exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires)** (p. 6409) : position de la commission sur l'amendement n° II-254 de M. Thierry Foucaud. Ses amendements portant sur le même objet n° II-168 ; retiré ; et n° II-262 : assouplissement des critères d'obtention du statut de jeunes entreprises innovantes, JEI ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6410, 6414) : avis de la commission sur les amendements de n° II-241 de M. Michel Charasse (versement à la DGF des communes des sommes excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal non réclamées par les contribuables au bout de deux ans), n° II-266 de M. Michel Houel (exonération de TEOM pour les entreprises ayant recours à un service privé d'enlèvement de leurs déchets), n° II-151 de M. Yves Détraigne (modification de l'assiette de la TEOM), n° II-196 de M. Philippe Adnot (prise en compte pour la restitution des impositions excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal des sommes effectivement payées par les contribuables ou de celles qu'ils auraient acquittées en l'absence de ces avantages fiscaux), ainsi que de M. Thierry Foucaud n° II-255 (suppression du bouclier fiscal) et n° II-252 (abattement fiscal en faveur des commerçants de détail en fruits et légumes s'approvisionnant auprès des producteurs locaux). - **Article 40 bis (Taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage ou d'incinération des déchets ménagers)** : son amendement n° II-169 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 bis** (p. 6415, 6417) : position de la commission sur les amendements n° II-260 de M. Pierre Hérisson (compensation de ressources pour les communes accueillant sur leur territoire des installations de traitement des eaux usées), de M. Alain Vasselie n° II-212 (limitation de l'impact de la création d'un syndicat mixte de transports collectifs sur les finances des employeurs publics et privés faisant partie du périmètre de ce syndicat) et n° II-235 (repli). - **Article additionnel avant l'article 40 ter** (p. 6418) :

position de la commission sur l'amendement n° II-267 de M. Michel Houel (non-application d'une majoration des revenus pour les entreprises recourant à des professionnels, comptables ou experts comptables, non salariés de l'entreprise pour contrôler leurs obligations comptables). - **Article 40 ter (Exonération de taxe sur les salaires des régies locales personnalisées)** (p. 6419) : son amendement n° II-170 : limitation aux seuls services publics à caractère administratif du bénéfice de l'exonération de taxe sur les salaires prévue pour les régies personnalisées des collectivités territoriales ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 6419, 6420) : position de la commission sur les amendements n° II-234 de M. Alain Lambert (création d'un circuit de communication des informations entre les différents acteurs pour le recouvrement et l'utilisation de la taxe locale d'équipement) et n° II-251 de M. Thierry Foucaud (application d'un taux réduit de TVA à l'ensemble des prestations de services funéraires). - **Article 40 quinquies (Suppression de l'impôt sur les opérations de bourse et imposition à 18 % des plus-values de cessions de valeurs mobilières)** (p. 6421) : position de la commission sur l'amendement n° II-250 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° II-171 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 40 quinquies** : son amendement n° II-172 : relèvement du seuil au-delà duquel les cessions de valeurs mobilières font l'objet d'une taxation au régime des plus-values ; adopté. - **Article 40 sexies (Exonération de taxe professionnelle des établissements de cinéma d'art et d'essai)** (p. 6422) : position de la commission sur l'amendement n° II-216 de M. Serge Lagauche. - **Articles additionnels après l'article 40 septies** (p. 6423) : position de la commission sur les amendements n° II-53 de M. Christian Gaudin (relèvement du plafond du taux de la taxe départementale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE) et n° II-269 de M. Michel Houel (augmentation de la redevance communale des mines applicable aux gisements de pétrole brut exploités depuis le 1er janvier 1992 et diminution de la redevance départementale correspondante). - **Article additionnel avant l'article 40 octies** (p. 6425) : position de la commission sur l'amendement n° II-236 de M. Charles Guené (partage entre départements et régions limitrophes gérant une même zone d'activité économique du produit de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur cette zone). - **Article 40 octies (Prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique au titre des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle lors de transferts d'entreprises)** : position de la commission sur l'amendement n° II-176 de M. Georges Mouly. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6427, 6431) : position de la commission sur les amendements n° II-226 de M. Claude Domeizel (précision de la notion de département limitrophe pour la répartition des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle), n° II-113 de Mme Fabienne Keller (dématérialisation du chèque-transport), n° II-116 de Mme Catherine Morin-Desailly (possibilité pour les collectivités territoriales ou les EPCI d'exonérer totalement ou partiellement de taxe professionnelle les industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel), n° II-224 de M. Marc Massion (prise en compte du taux de 2005 pour le calcul du montant du dégrèvement à la charge de l'Etat) et, portant sur le même objet, n° II-146 de Mme Jacqueline Gourault et n° II-231 de M. Jean-Paul Amoudry (neutralisation des conséquences d'une rétrocession de compétences d'un EPCI à l'une de ses communes membres pour le calcul du ticket modérateur applicable à la taxe professionnelle). (p. 6432, 6437) : son amendement n° II-275 : possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission communautaire des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° II-233 de M. Alain Lambert. Position de la commission sur les amendements n° II-225 de M. Marc Massion (compensation par la DGF de la différence entre le montant du dégrèvement accordé à l'entreprise et celui pris en charge par l'Etat), n° II-264 de M. Charles Guené (modification des règles de calcul du potentiel fiscal des intercommunalités) et de Mme Jacqueline Gourault n° II-211 (non-application du ticket modérateur aux collectivités territoriales et EPCI ayant des bases et des taux de taxe professionnelle faibles), n° II-208 (institution d'un dispositif

permettant aux communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSUCS, ou de la première fraction de la dotation de solidarité rurale de ne pas subir une baisse des trois dotations de compensation supérieure de 50 % au montant de la hausse 2008 de la DSUCS ou de la DSR qu'elles percevoient) et n° II-210 (repli). (p. 6441) : son amendement n° II-173 : simplification et élargissement du régime de la contribution sur les imprimés non sollicités ; adopté. (p. 6441, 6446) : son amendement n° II-174 : affectation aux communes disposant d'une police municipale du produit des contraventions encaissées par leurs agents ; retiré. Position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-222 (assujettissement des EPCI à taxe professionnelle unique à un prélèvement au bénéfice du Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) et n° II-215 (simplification et élargissement du régime de la contribution sur les imprimés non sollicités), n° II-150 de M. Yves Détraigne (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierges de la contribution environnementale sur les imprimés non sollicités), n° II-248 de M. Marc Massion (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'ameublement) et de M. Gérard Miquel n° II-270 (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets dangereux) et n° II-271 (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets de soins). (p. 6447, 6451) : position de la commission sur les amendements n° II-119 de Mme Anne-Marie Payet (fixation du prix de détail des tabacs à rouler par les conseils généraux ultramarins), n° II-133 de M. Denis Detcheverry (alignement des DGF des collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon sur l'évolution réelle des coûts supportés par elles), n° II-179 de Mme Odette Terrade (limitation du dépôt de garantie demandé aux locataires à un mois de loyer principal), n° II-209 de Mme Jacqueline Gourault (rapport sur les coûts de gestion de la fiscalité locale comparés aux produits perçus par l'Etat au titre des frais d'assiette et de recouvrement et abaissement du taux de ces derniers) et sur les amendements identiques n° II-122 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° II-227 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de l'obligation de participation d'une commune au financement des dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association d'une autre commune accueillant un enfant domicilié dans la première commune). (p. 6452, 6458) : position de la commission sur les amendements n° II-213 de M. Marcel Deneux (prorogation de deux ans de l'amortissement des équipements privilégiant les énergies renouvelables), n° II-214 de M. Roland du Luart (réforme des modalités de financement du Haut Conseil du commissariat aux comptes), de M. Marc Massion n° II-219 (prorogation de deux ans des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, la région et l'AFPA), n° II-221 (limitation de la prise en charge de l'APA par les départements) et n° II-223 (plafonnement sous condition de ressources du revenu fiscal de référence de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour les personnes de plus de soixante-dix ans devenues veuves), n° II-230 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales) et de M. Thierry Repentin n° II-232 (extension du dispositif fiscal "Borloo ancien" aux logements loués à des associations afin de les sous-louer à des personnes défavorisées ou de les y héberger) et n° II-245 (faculté pour les départements de relever le plafond des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière sur les transactions portant sur des surfaces supérieures à 700 mètres carrés). - **Seconde délibération - Article 32 (pour coordination)** (p. 6469) : position de la commission sur l'ensemble des amendements déposés par le Gouvernement sur les articles faisant l'objet d'une seconde délibération.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6477, 6479) : ajout de cinquante-huit articles au texte initial dans le respect du solde du projet de loi de finances. Améliorations apportées par le Sénat. Traitement de la question de l'autonomie des personnes âgées et de leur dépendance ainsi que du problème de la récupération sur succession.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 6746, 6749) : incertitudes sur les plus-values de recettes provoquées par la crise des subprimes aux Etats-Unis. Ses remarques sur la sincérité budgétaire. Annonce du dépôt d'une proposition de loi organique réformant la LOLF sur la comptabilité patrimoniale. Propositions de la commission : comité consultatif de répression des abus de droit et taxes communales sur la publicité. Adoption de vingt-deux amendements. Enoncé des quelques points appelant débat. - **Article 1er** (*Affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 6762) : position de la commission sur l'amendement n° 159 du Gouvernement. - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA*) (p. 6765) : position de la commission sur l'amendement n° 160 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6766) : position de la commission sur l'amendement n° 126 de M. Bertrand Auban (extension du taux réduit de TVA aux opérations de déneigement). - **Article 4** (*Autorisation de la perception de la redevance de gestion des fréquences radioélectriques*) : position de la commission sur l'amendement n° 29 de M. Philippe Adnot et sur le sous-amendement n° 192 du Gouvernement s'y rapportant. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6768) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Michel Houel (suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale). - **Article 7 et état A** (*Equilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 6774) : position de la commission sur l'amendement n° 193 du Gouvernement. - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 6776) : position de la commission sur les amendements n° 163 et n° 166 du Gouvernement. - **Article 9 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 6780, 6783) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 161, 162, 174, 164, 165, 167, 168 et 169. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6786) : position de la commission sur les amendements identiques n° 77 de M. Thierry Repentin et n° 107 de M. Michel Mercier (suppression du doublement de la cotisation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs au Fonds national d'aide au logement). - **Article 14** (*Aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration*) (p. 6787, 6788) : position de la commission sur les amendements n° 54 de M. Thierry Foucaud et n° 131 de M. Simon Sutour. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6789) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Michel Houel (mesures tendant à favoriser la création et le développement d'entreprises sous une forme individuelle). - **Article 15** (*Création d'une procédure de flagrance fiscale*) (p. 6792) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 6793, 6794) : son amendement n° 2 : réforme de la composition et des compétences du comité consultatif pour la répression des abus de droit, CCRAD ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 6795) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Alain Fouché (application du taux super-réduit de TVA aux éditeurs de presse de jeux et de loisirs). - **Article 16** (*Création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires*) (p. 6796) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 6797) : son amendement n° 175 : possibilité, pour les commissions départementales des impôts, de recourir à des expertises extérieures en matière d'évaluation des entreprises ; adopté. - **Article 16 bis** (*Instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des collectivités territoriales d'implantation des hippodromes*) (p. 6798) : position de la commission sur l'amendement n° 114 de M. Ambroise Dupont. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6802) : son amendement n° 3 : instauration d'un dispositif de neutralisation fiscale des opérations de restructuration réalisées au moyen d'apports de

titres au profit des entreprises relevant de l'impôt sur le revenu ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 6803, 6804) : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Jean Arthuis (extension aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété, SACICAP, du régime particulier applicable aux groupes bancaires mutualistes). - **Article 17 ter** (*Levée du secret fiscal au profit des services de renseignements spécialisés*) (p. 6805) : position de la commission sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 18** (*Avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels*) (p. 6807) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 6808, 6811) : position de la commission sur les amendements de M. Yann Gaillard n° 36 (conditions d'accès des monuments historiques privés au mécénat) et n° 37 (possibilité pour la fondation du patrimoine de conclure des conventions avec les propriétaires d'immeubles non bâtis, tels les parcs et jardins) et n° 147 de M. Philippe Richert (octroi d'un crédit d'impôt pour l'installation d'une chaudière à condensation dans un logement neuf). - **Article 18 bis** (*Extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable*) (p. 6812, 6813) : position de la commission sur les amendements n° 112 de M. Thierry Repentin et n° 113 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 6814) : reprend l'amendement de M. Pierre André n° 140 : décalage de deux mois des références des dates d'offres de prêt à taux zéro ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 79 de M. Thierry Repentin (relèvement du taux de la taxe de publicité foncière sur les mutations portant sur une surface utile ou habitable supérieure à 700 mètres carrés). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6815) : son amendement n° 189 : report d'une année de l'entrée en vigueur des dispositions fiscales harmonisant, dans le domaine de l'assurance maladie, la situation des entreprises d'assurance, des mutuelles et des institutions de prévoyance ; adopté. - **Article 19 bis** (*Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 6816, 6817) : position de la commission sur les amendements n° 57 de M. Thierry Foucaud et n° 94 de M. Serge Lagauche. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 6818, 6822) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° 98 (exclusion des transferts de biens réalisés au titre de la prestation compensatoire de toute taxation au titre des plus-values), n° 100 (mise en place d'un inventaire fiscal pour l'évaluation du forfait mobilier applicable pour le calcul des droits de mutation par décès), n° 101 (déductibilité de la rémunération du mandataire à titre postume de l'actif de la succession), n° 102 (possibilité, pour favoriser la transmission en donation-partage d'une entreprise familiale, de transférer ses titres à une société holding avec prise en charge par cette dernière du montant de l'emprunt), n° 99 (maintien de l'exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit au profit du conjoint survivant qui transmet à ses descendants les titres reçus de l'époux prédécédé, sous réserve que les donataires poursuivent l'engagement pris par le conjoint survivant jusqu'à son terme) et n° 97 (imputation des droits payés lors d'une première donation sur ceux dus à l'occasion d'une seconde donation, en cas de retour du bien dans le patrimoine du donateur). - **Article 20 (réserve)** (*Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier"*) (p. 6823, 6824) : son amendement n° 4 : conditionnement des avantages fiscaux à l'application du taux réduit de TVA et limitation de la durée de cet avantage à deux années ; réservé avec le vote de l'article 20. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6825, 6827) : ses amendements n° 5 : exonération du droit d'enregistrement des rachats de parts ou actions d'un organisme de placement collectif immobilier, OPCIL, effectués par un autre OPCIL ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement ; n° 181 : transformation, moyennant le paiement d'une "exit tax" au taux de 16,5 %, des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés en société de placement à prépondérance immobilière à capital variable, SPPICAV, par transposition de l'actuel régime de transformation en société d'investissement immobilier coté, SIIC ; et n° 191 : abrogation des dispositions spécifiques applicables en matière de taxe spéciale d'équipement à l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes, EPORA ; adoptés. Position de la

commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 157 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant) et n° 158 (assujettissement des ventes de terrains ou de logements consenties à des bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi que les travaux, au taux réduit de TVA). - **Article 20 bis** (*Régime fiscal des fondations universitaires et des structures de partenariat créées par la loi sur les universités*) (p. 6828) : son amendement n° 6 : maintien de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit en faveur des associations d'enseignement reconnues d'utilité publique et des sociétés d'éducation populaire gratuites ; adopté. - **Article 20 ter** (*Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI*) (p. 6829, 6838) : ses amendements n° 7 : suppression ; n° 26 : éligibilité de toutes les entreprises en expansion au sens économique du capital risque et du capital investissement, au dispositif visant les PME en expansion, selon la terminologie communautaire ; retirés ; et n° 194 : maintien de la réduction d'impôt pour investissement dans toutes les PME et modification du quota d'investissement fixé par les députés pour le nouveau régime intermédiaire en le faisant passer de 25.000 euros à 15.000 euros ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 58 de M. Thierry Foucaud, n° 25 et n° 24 de M. Philippe Adnot, n° 170 de M. Aymeri de Montesquiou et sur le sous-amendement s'y rapportant n° 173 de M. Pierre Laffitte. - **Article 20 quater** (*Allongement du délai laissé à une holding pour réinvestir dans une PME les sommes ouvrant droit à une réduction d'ISF*) (p. 6839) : son amendement n° 179 : précision ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 59 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6840, 6843) : position de la commission sur les amendements identiques n° 90 de Mme Nicole Bricq et n° 143 de M. Charles Guené (possibilité pour les redevables de l'ISF de bénéficier d'une réduction d'impôt pour investissement en titres participatifs dans des sociétés coopératives), de M. Philippe Adnot portant sur le même objet, n° 28 et n° 27 (clarification) et n° 40 (relèvement, de 10.000 euros à 15.000 euros, du plafond de la réduction d'ISF applicable immédiatement aux investissements dans les FIP) et n° 120 de M. Pierre Laffitte (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises). Ses amendements n° 8 : mise en œuvre de l'exonération partielle d'ISF dans les cas de cessions et de donations entre actionnaires des sociétés interposées, ou sociétés holding ; n° 178 : exclusion, pour le calcul de l'ISF, de la valeur de capitalisation des rentes ou des indemnités perçues en réparation de dommages corporels liés à un accident ou à une maladie, du patrimoine des personnes bénéficiaires ou, en cas de transmission à titre gratuit par décès, du patrimoine du conjoint survivant ; n° 9 : ajout de la nouvelle contribution salariale sur les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et sur les attributions d'actions gratuites, aux différents impôts à prendre en compte pour la détermination du droit à restitution ; n° 176 : extension de l'exonération de l'imposition de la plus-value applicable au cédant des parts d'une société de personnes, qui poursuit son activité après transmission pendant au moins cinq ans, aux plus-values en report du fait du changement de régime fiscal de la société de personnes en société soumise à l'impôt sur les sociétés ; et n° 177 : exonération de droits de mutation pour les dons de sommes d'argent au profit des petits neveux et petites nièces ; adoptés. - **Article 21** (*Actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire "de minimis"*) (p. 6852) : son amendement n° 180 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 60 de M. Thierry Foucaud et n° 44 de M. Gérard Longuet. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6853) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de M. Philippe Adnot (assouplissement des critères permettant à une entreprise de bénéficier du statut de jeune entreprise innovante). - **Article 21 bis** (*Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement*) (p. 6854) : son amendement n° 10 : limitation de la durée de cette prorogation ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 61 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 21 bis** (p. 6855) : reprend l'amendement de M. Alain Lambert n° 103 : allègement de l'imposition due au titre de la taxe professionnelle par les associés de certaines sociétés de personnes exerçant leur activité

hors de France ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21 ter** (p. 6856) : position de la commission sur l'amendement n° 144 de M. Louis de Broissia (augmentation des plafonds de la déduction pour aléas des bénéficiaires des agriculteurs). - **Article 21 quater** (*Régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif*) (p. 6857) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 21 quinquies** (p. 6859, 6860) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Yann Gaillard (instauration d'un crédit d'impôt au profit du producteur d'œuvres cinématographiques établi en France et qui concourt à la production d'œuvres étrangères non éligibles au soutien financier géré par le Centre national de la cinématographie). - **Article 21 quinquies** (*Renforcement du crédit d'impôt en faveur des entreprises de production phonographique prévu à l'article 220 octies du CGI*) (p. 6861) : ses amendements n° 182 : précision selon laquelle le bénéfice du crédit d'impôt serait réservé aux albums de nouveaux talents comportant au moins pour moitié des œuvres exprimées en français ou dans une langue régionale en usage en France ; et n° 183 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels avant l'article 21 septies** (p. 6863) : position de la commission sur l'amendement n° 109 de M. Daniel Dubois (modification de l'assiette et du mode de calcul de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA). - **Article 21 octies** (*Prorogation au 1er janvier 2009 du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 6864, 6865) : son amendement n° 12 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 20 (précédemment réservé)** (*Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier"*) (p. 6896) : son amendement n° 4 : conditionnement des avantages fiscaux à l'application du taux réduit de TVA et limitation de la durée de cet avantage à deux années ; adopté. - **Article 21 nonies** (*Extension du crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale aux dépenses de conseil*) : position de la commission sur l'amendement n° 63 de M. Thierry Foucaud. - **Article 21 decies** (*Prorogation du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 6897) : position de la commission sur l'amendement n° 64 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6899) : position de la commission sur l'amendement n° 95 de Mme Patricia Schillinger (application du taux réduit de 5,5 % de TVA à l'ensemble des prestations funéraires). - **Article 22 bis** (*Exonération de la TVA pour les professionnels exerçant l'ostéopathie à titre exclusif*) (p. 6900) : position de la commission sur les amendements n° 92 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 138 de M. André Trillard. - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6903) : position de la commission sur les amendements n° 41 de M. Philippe Adnot et n° 146 de M. Josselin de Rohan. - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6906, 6912) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard César n° 46 (légalisation du régime fiscal des produits de la location des droits à paiement unique créés en application du règlement de l'Union européenne du 29 septembre 2003 relatif à la PAC), n° 83 (limitation de l'imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR" à partir d'un plafond de chiffre d'affaires en valeur absolue) et n° 45 (instauration d'une réduction d'impôt égale à 70 % des cotisations versées dans la limite de 500 euros par foyer fiscal, au profit des sylviculteurs regroupés en associations syndicales autorisées pour la défense des forêts contre l'incendie), sur les amendements identiques n° 110 de Mme Jacqueline Gourault, n° 121 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 130 de Mme Patricia Schillinger (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"), et sur les amendements identiques n° 80 de M. Jacques Blanc et n° 129 de M. Roland Courteau (exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"). - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité*) (p. 6919, 6925) : position de la commission sur les amendements n° 33 de M. Bernard Murat, n° 105 et n° 106 de M. Marcel Deneux, n° 148 de M. Philippe Richert et n° 139 de M. Eric Dolige. Ses amendements n° 188 : exonération de taxe intérieure de

consommation pour le gaz naturel utilisé comme carburant, en particulier par les flottes de véhicules des exploitants de transports publics et par les bennes de ramassage des déchets ménagers ; n° 186 : abaissement du tarif de TIPP applicable au superéthanol E85 ; n° 187 : inclusion des réseaux de chaleur dans le champ de l'exonération de TICGN ; n° 195 : exonération de TICGN pour les livraisons de gaz aux autorités régionales et locales et les organismes de droit public pendant un an ; adoptés ; et n° 184 : instauration d'un taux réduit de TICGN de 0,60 euro par mégawattheure au profit des livraisons annuelles inférieures à 5 millions de kilowattheures ; retiré. - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6928, 6930) : son amendement n° 185 : abattement de 50 % du montant du malus pour les véhicules fonctionnant au superéthanol E85 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 65 de M. Thierry Foucaud, n° 104 de M. Marcel Deneux et n° 141 de M. Philippe Dallier. - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 6931, 6932) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 71 (harmonisation des taux de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion avec ceux du malus applicable aux véhicules neufs les plus polluants dans le cadre du dispositif de l'écopastille verte), n° 72 (affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion à l'AFITF) et n° 73 (affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6933, 6934) : son amendement n° 13 : augmentation de 90.000 à 108.000 hectolitres d'alcool pur de la quantité de rhum en provenance des départements d'outre-mer pouvant être soumise à une réduction du droit de consommation, du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2012 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 150 de M. Aymeri de Montesquiou (abaissement de 2 kilogrammes à 400 grammes du seuil de détention des tabacs manufacturés par un particulier non achetés dans le réseau officiel des buralistes français). - **Article 25 bis** (*Création d'un fonds social pour le chauffage des ménages abondé par une taxe exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix des sociétés pétrolières*) (p. 6936) : son amendement n° 14 : possibilité d'imputer la taxe sur les deux exercices suivant celui de la reprise de la provision pour hausse des prix, si cette imputation n'a pas pu être effectuée en totalité l'année de la réintégration ; retiré. - **Article 26** (*Transfert du recouvrement de la cotisation minimale de taxe professionnelle à la direction générale des impôts*) (p. 6938) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud. - **Article 26 bis** (*Précision relative au calcul du ticket modérateur des EPCI à fiscalité additionnelle*) (p. 6939) : position de la commission sur l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud. - **Article 26 ter** (*Exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution de presse*) (p. 6940) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de M. Michel Mercier. - **Article 26 quater** (*Exonération de taxe professionnelle en faveur des "librairies indépendantes de référence"*) (p. 6942) : son amendement n° 15 : précision selon laquelle l'exonération de taxe professionnelle doit être décidée par les collectivités territoriales ou leurs groupements et être non compensée par l'Etat ; adopté après modification suggérée par le Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 6943, 6945) : position de la commission sur les amendements n° 152 de M. Marc Laménie (précision quant à l'assiette du prélèvement opéré sur les EPCI au titre du partage du coût du dégrèvement accordé aux entreprises suite au plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle) et n° 134 de M. François Trucy (correction d'erreurs matérielles). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 6946, 6950) : son amendement n° 16 : réforme des trois taxes communales sur la publicité ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 155 de M. François Marc (réintroduction d'un dispositif adopté par le Sénat relatif à la répartition de la taxe sur les spectacles) et n° 154 de Mme Nicole Bricq (réintroduction d'un article adopté par le Sénat dans le projet de loi de finances pour 2008 relatif au prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique en cas de transfert d'établissements dans leur périmètre) ainsi que sur le

sous-amendement s'y rapportant n° 171 de M. Georges Mouly (modification du champ d'application du dispositif d'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle d'un établissement). - **Article 27 bis** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 6951, 6952) : son amendement n° 17 : abrogation de l'article 1595 quater du code général des impôts instaurant une taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud. - **Article 28** (*Mise en œuvre au niveau national d'un télé-service de gestion des documents d'accompagnement des produits soumis à accises*) (p. 6953) : son amendement n° 18 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 28 ter ou après l'article 43** : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 78 de M. François Marc et n° 108 de M. Michel Mercier (précision selon laquelle le transfert, à un département, d'un collège appartenant à une commune ou un groupement de communes ne donne lieu à aucun versement de salaire pour le conservateur des hypothèques). - **Article 31** (*Modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés*) (p. 6955) : son amendement n° 19 : amélioration de l'information du Parlement sur les annulations de dettes au titre de l'aide publique au développement et sur l'activité de l'Agence française de développement ; adopté. - **Article 33** (*Validation de la garantie accordée à la Compagnie financière et industrielle des autoroutes (Cofiroute) dans le cadre de son contrat de concession*) (p. 6956) : problématique d'une garantie d'Etat incluse dans un cahier des charges validé par décret alors qu'elle relève de la compétence du législateur. - **Article 33 ter** (*Garantie de l'Etat pour la mise en place d'une facilité de trésorerie au profit de la Société anonyme de la raffinerie des Antilles*) (p. 6957) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté. - **Article 34 bis** (*Création d'une taxe de 2 % sur les ressources publicitaires et de parrainage encaissées par les services de vidéo à la demande*) (p. 6958) : son amendement n° 21 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Yann Gaillard. - **Article additionnel après l'article 34 ter** (p. 6960, 6961) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Jacques Valade (modification du dispositif de crédit d'impôt pour dépenses dans la création de jeux vidéo, conformément aux recommandations de la Commission européenne). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 6963, 6965) : son amendement n° 22 : application de la règle du quotient prévue par le code général des impôts aux revenus différés encaissés en une seule fois ; retiré. Reprend l'amendement de M. Jean-René Lecerf n° 111 : harmonisation du régime du quotient familial des veufs, que l'enfant soit issu ou non du mariage ou du PACS avec le défunt ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 136 de M. François Trucy (modification du régime des cotisations dues à la caisse de garantie du logement locatif social). - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 6966) : position de la commission sur les amendements n° 1 de M. Alain Lambert (création d'une commission consultative d'évaluation des normes chargée d'évaluer préalablement l'impact de la production réglementaire de l'Etat sur les collectivités territoriales) et n° 75 de M. Michel Charasse (création d'une commission consultative d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales au sein du comité des finances locales). - **Article 39** (*Régime de plafonnement des aides aux entreprises implantées dans les bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 6968) : son amendement n° 190 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud. - **Article 40**

(*Modification du champ d'intervention de la commission interministérielle de coordination des contrôles*) (p. 6969) : position de la commission sur l'amendement n° 172 du Gouvernement. - **Article 41** (*Régime de la pénalité que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche versent au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, FIPHPP*) (p. 6970, 6974) : position de la commission sur les amendements n° 142 de M. Paul Blanc et n° 91 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 43** (*Amélioration des rapports relatifs à la fonction publique et aux régimes des pensions civiles et militaires*) (p. 6975) : question de la situation des administrateurs civils et sous-préfets hors classe ayant pris leur retraite avant la réforme statutaire de novembre 1999 et de janvier 2000. Son amendement n° 23 : simplification ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 6979, 6981) : ses amendements n° 119 : modalités de calcul des dotations destinées au financement des charges transférées aux collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ; et n° 84 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales n° 34 (réduction du taux de prélèvement au titre de la gestion en faveur des organismes de sécurité sociale), n° 35 (transmission au Parlement d'un rapport annuel récapitulatif et évaluant l'ensemble des dépenses concourant à la politique de la famille) et n° 151 de M. Charles Josselin (pérennisation de la compensation versée pour 2007 aux collectivités territoriales dont les pertes de produits issus de France Télécom seraient supérieures à 6 % en produit fiscal brut). - **Article 46** (*Amélioration du rapport sur l'effort financier de l'Etat en faveur des collectivités territoriales*) (p. 6982) : position de la commission sur l'amendement n° 76 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6984) : position de la commission sur les amendements n° 85 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros) et n° 115 de M. Rémy Pointereau (instauration d'une échéance annuelle unique de paiement des droits d'accises sur les boissons alcooliques dus par les opérateurs qui ont un faible volume d'activité). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6985, 6986) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 139 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (18 décembre 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire : son intervention (p. 6988, 6989). - **Article 9 bis B** (p. 7029) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 9 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 11 bis A** : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 21** : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. - **Article 32 et état A** : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement. - **Article 33 et état B** (p. 7031) : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement. - **Article 35 et état D** : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 37** : position de la commission sur l'amendement n° 9 du Gouvernement. - **Article 40 quater (pour coordination)** : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement.

**MARLEIX (Alain)**  
*secrétaire d'Etat à la Défense, chargé  
des anciens combattants  
(à partir du 19 juin 2007)*

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

##### **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5814, 5818). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5820, 5827) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-101, n° II-102, n° II-99 et n° II-100 de M. Guy Fischer, n° II-70, n° II-97, n° II-68, n° II-71 et n° II-69 de Mme Gisèle Printz, n° II-106 et n° II-105 de M. Claude Biwer et n° II-56 de Mme Esther Sittler.

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5831, 5833). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5834) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-19 de la commission.

**MARSIN (Daniel)**  
*sénateur (Guadeloupe)  
RDSE-R*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

##### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

##### **Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5901, 5902). Votera les crédits de l'outre-mer.

**MARTIN (Pierre)**  
*sénateur (Somme)  
UMP*

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; nouvelle nomination le 26 juillet 2007.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur le 8 novembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Faut-il avoir peur des supporters ? [n° 467 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Société - Sports**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 92 tome 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Sports**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 3 (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail)** (p. 3366) : son amendement n° 44 : application du droit constant pour la représentation du personnel ; adopté. (p. 3374) : son amendement n° 43 : précision sur la participation des employés au financement des transports publics urbains ; adopté. (p. 3376) : son amendement n° 45 : rectification d'une erreur ; adopté.

##### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

##### **Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6265, 6266).

**MASSERET (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Moselle)*  
*SOC*

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 91 tome 3 annexe 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - Budget - Environnement.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6177).

**MASSION (Marc)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2006 [n° 318 (2006-2007)] (29 mai 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Pilotage de l'économie française [n° 91 tome 3 annexe 19 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2551, 2553) : réserves quant à l'exécution du budget 2006. Rapport de la Cour des comptes. Dette publique. Prélèvements obligatoires. Recettes exceptionnelles du budget de 2006 non reconductibles. Détournement de l'utilisation des décrets d'avances. Manque de sincérité budgétaire. Le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi de règlement du budget de 2006.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4426) : prélèvements obligatoires. Transferts de fiscalité. Loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, TEPA. Bouclier fiscal. Justice fiscale. TVA sociale.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5087, 5089) : choix idéologique et économique du Gouvernement. Faible progression des rentrées fiscales. Fiscalité allégée pour les ménages les plus aisés. Rigueur budgétaire. Crise financière du pays. Dégradation des finances publiques. Budget incohérent, inconséquent et inconsistant. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 5171, 5174) : ses amendements, portant sur le même objet,

n° I-117 et n° I-118 (suppression du dispositif du bouclier fiscal) ; n° I-119 : exclusion des redevables de l'ISF du bénéfice du bouclier fiscal ; n° I-120 : limitation des effets du bouclier fiscal pour les redevables de l'ISF ; et n° I-121 : suppression de l'exonération partielle d'ISF sur les titres détenus par les salariés actionnaires de leur entreprise ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 5190) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-127 et I-128 : obligation pour les organisations et les associations de gestion agréées de télétransmettre les déclarations de résultats de leurs clients aux services fiscaux ; adoptés. - **Article 2 ter** (*Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé*) (p. 5193) : défavorable à l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Article 9** (*Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises*) (p. 5259) : ses amendements n° I-148 : suppression ; et n° I-147 : abrogation du mécanisme dit du "pacte d'actionnaires" ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5350) : son amendement n° I-87 : réévaluation du barème de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Pilotage de l'économie française**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6169, 6170).

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6387, 6388) : soutient l'amendement n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A) ; rejeté. - **Article 40 sexies** (*Exonération de taxe professionnelle des établissements de cinéma d'art et d'essai*) (p. 6422) : soutient l'amendement n° II-216 de M. Serge Lagache (limitation de l'exonération totale ou partielle de taxe professionnelle au seul cinéma d'art et d'essai bénéficiant du label "recherche") ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6479, 6481) : aggravation des inégalités. Rupture de la politique à l'égard des collectivités territoriales. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget.

**MASSION (Jean Louis)**  
*sénateur (Moselle)*  
 NI

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à instaurer des sanctions pénales à l'encontre des personnes exerçant des pressions ou des représailles a posteriori sur les élus habilités à parrainer des candidats aux élections présidentielles [n° 149 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à préciser certaines modalités de contrôle des financements politiques et des campagnes électorales [n° 173 (2006-2007)] (23 janvier 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux personnes handicapées ou retraitées le bénéfice du crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile [n° 360 (2006-2007)] (3 juillet 2007) - **Famille - Questions sociales et santé - Travail.**

*Proposition de loi organique* tendant à ce que les élections législatives soient organisées en même temps que l'élection présidentielle [n° 407 (2006-2007)] (23 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à permettre l'organisation des élections présidentielle et législatives aux mêmes dates [n° 408 (2006-2007)] (23 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à limiter le recours abusif aux numéros de téléphone en 08 par la diffusion de numéros non surtaxés [n° 440 (2006-2007)] (12 septembre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi organique* tendant à remédier à l'absentéisme parlementaire par une interdiction stricte de cumul avec toute fonction exécutive locale [n° 31 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* instaurant une dotation de solidarité rurale majorée au profit des communes de moins de 5 000 habitants dont une partie du territoire est située en zone urbaine sensible [n° 64 (2007-2008)] (30 octobre 2007) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier - Deuxième lecture** [n° 97 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 6563, 6564) : ses amendements n° 1 : diffusion des numéros non surtaxés des personnes morales prestataires de biens et services ; rejeté ; n° 2 : gratuité du temps d'attente et du temps de réponse par des automates pour toutes les communications téléphoniques surtaxées ; et n° 3 : inclusion des travailleurs frontaliers imposables en France dans le dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires ; retirés.

MATHON-POINAT (Josiane)  
sénateur (Loire)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Article 1er bis** (art. L. 121-1-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Présence de travailleurs sociaux dans les commissariats et les groupements de gendarmerie*) (p. 45) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 2 bis A** (art. L. 2212-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Recrutement d'agents de police municipale communs à plusieurs communes*) (p. 48) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 4 bis** (art. 40-2 du code de procédure pénale - *Information des autorités sur la teneur de la décision de justice rendue à l'occasion des faits signalés*) (p. 53, 54) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 57) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Éliane Assassi (suppression des articles 48 et 49 de la loi pour l'égalité des chances instaurant un contrat de responsabilité parentale) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales*) (p. 61, 62) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 66) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Éliane Assassi (suppression des dispositions associant l'éducation nationale à la mission répressive du maire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 85, 86) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 66 (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale) ; et n° 67 (transformation de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés en autorité administrative indépendante afin de garantir son indépendance) ; rejetés. (p. 87) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 68 (transformation du service central de prévention de la corruption en autorité administrative indépendante à même de procéder à des enquêtes préliminaires) ; et n° 69 (rétablissement de la commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises) ; rejetés. - **Article 11 bis** (art. L. 127-1 du code de la construction et de l'habitation - *Participation facultative des communes aux dépenses de gardiennage des immeubles*) (p. 94) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - *Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur*) (p. 96) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 11 sexies** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 495 du code de procédure pénale - *Incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles*) (p. 100) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Éliane Assassi (abrogation de l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation définissant le délit d'attroupement dans les parties communes d'immeubles) ; rejeté. - **Article 12 bis A** (art. 707-1 et 707-4 du code de

*procédure pénale - Transposition de la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires* (p. 104) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 12 bis C** (art. L. 321-1-1 nouveau du code de la route - Interdiction de circuler sur la voie publique avec un véhicule non réceptionné) (p. 105) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 13** (art. 4, 6-1 nouveau et 7 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Création du service volontaire citoyen de la police nationale) (p. 119, 120) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public) (p. 123) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; retiré. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques) (p. 131) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 nouveau du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) : soutient l'amendement n° 87 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 3215-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) : soutient l'amendement n° 91 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 25** (art. 706-53-5, 706-53-10 et 706-56 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAIS) (p. 137, 138) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal ; art. 706-53-10, 769, 775, 798, 798-1 et 799 du code de procédure pénale - Allongement du délai de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 141, 142) : soutient l'amendement n° 93 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 27** (Chapitre III du titre Ier du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Réforme de l'injonction thérapeutique) (p. 151) : soutient l'amendement n° 96 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 152) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Éliane Assassi (instauration d'un dispositif préventif alliant formation et médecine du travail pour sensibiliser les salariés des entreprises de transport aux problèmes de santé et de sécurité) ; rejeté. - **Article 29** (Chapitres III et IV du titre II du livre IV de la troisième partie du code de la santé publique - Extension de l'injonction thérapeutique) (p. 158) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 159) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Division et articles additionnels avant le chapitre VII ou avant l'article 35** (p. 174) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 102 (nouvelle division - Diverses dispositions de procédure pénale) ; n° 103 (suppression de la comparution immédiate) ; n° 104 (modification du régime de la détention provisoire des majeurs) ; n° 105 (suppression de l'abaissement à dix ans de la responsabilité pénale) ; n° 106 (suppression de la garde à vue pour les mineurs) ; et n° 107 (suppression de la détention provisoire des mineurs en matière correctionnelle) ; rejetés. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites applicables aux

mineurs - Application de la composition pénale aux mineurs) (p. 176) : soutient l'amendement n° 108 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 37** (art. 10-2, 11-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 178, 179) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 180) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 39 bis** (art. 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes) (p. 181, 182) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 43** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale) (p. 183, 184) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 43 bis** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale) (p. 186) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; adopté. - **Article 44** (art. 41-1 du code de procédure pénale, art. 131-16, 131-35-1, 222-45, 223-18, 224-9, 225-20, 227-29, 321-9 du code pénal, art. L. 3353-4, L. 3355-3 et L. 3819-11 du code de la santé publique - Stage de responsabilité parentale) : soutient l'amendement n° 114 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 462, 463) : rôle de l'assurance de protection juridique. Objectifs du texte. Recommandations de la Commission des clauses abusives. Aide juridictionnelle. Le groupe CRC s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1140) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (introduction d'une épreuve de criminologie aux concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature) ; rejeté. - **Article 5 A** (art. 43 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Faute disciplinaire) (p. 1141, 1142) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 34 (suppression) ; rejeté ; et n° 35 (repli) ; devenu sans objet. - **Article 6 quater** (art. 48-1 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Passerelle entre la responsabilité civile de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service public de la justice et la responsabilité disciplinaire des magistrats) (p. 1148) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rédaction) ; rejeté. - **Article 6 quinquièmes** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1151) : sur l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats), soutient le sous-amendement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 61 (institution auprès du Conseil supérieur de la magistrature d'une commission d'examen des réclamations des justiciables) ; rejeté. (p. 1152, 1153) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 39 (rédaction) ; et n° 40 (cohérence) ; devenus sans objet.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 2** (art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - Cosaisine des juges d'instruction) (p. 1276) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (obligation de cosignature pour les actes les plus importants de l'instruction) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2**

(p. 1278) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rattachement aux juridictions de quelques officiers de police judiciaire) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1279, 1280) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 57 (suppression de l'article 137-4 du code de procédure pénale relatif à la détention provisoire) ; et n° 58 (conditions d'une peine encourue de cinq ans d'emprisonnement préalable au placement en détention provisoire en matière correctionnelle) ; rejetés. - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - *Critères de placement en détention provisoire*) (p. 1282, 1283) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 59 (nouvelle rédaction de l'article 144 du code de procédure pénale relatif à la détention provisoire) ; n° 60 (repli) ; et n° 61 (suppression partielle) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1288, 1290) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 63 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière correctionnelle) ; n° 64 (réduction de la durée maximale de la détention provisoire en matière criminelle) ; n° 65 (justification des décisions ordonnant la prolongation ou le rejet des demandes de mise en liberté en cas de prolongation de la détention provisoire au-delà de six mois) ; n° 66 (suppression des articles 148-1-1 et 147-3 du code de procédure pénale relatif à la procédure de référé détention) ; et n° 67 (suppression de la possibilité de prolonger la durée de détention provisoire au-delà d'un an) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1295) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (remplacement dans le cadre d'une enquête de flagrance de la notion "raison plausible de soupçonner" par celle d'"indices graves et concordants") ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1515, 1517) : réforme attendue. Droits de la personne protégée. Tutelles et curatelles. Procédure judiciaire préalable. Mandat de protection future. Mesure d'accompagnement social personnalisé. Abstention fort probable du groupe CRC sur ce texte. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1547) : son amendement n° 185 : restriction de la portée de l'interdit fixé par cet article ; retiré. (p. 1550) : ses amendements n° 186 : extension de la consultation préalable du médecin à toutes les situations possibles ; et n° 187 : possibilité pour les mandataires judiciaires à la protection des majeurs d'ouvrir un compte de dépôt auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public ; rejetés. (p. 1555) : son amendement n° 189 : prise en charge par l'aide juridictionnelle du certificat médical demandant l'ouverture d'une mesure de protection ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1560) : son amendement n° 190 : suppression de la restriction permettant au juge d'écartier l'audition du majeur vulnérable s'il est hors d'état d'exprimer sa volonté ; adopté. (p. 1563, 1569) : ses amendements n° 191 : introduction d'un nouveau cas d'ouverture d'une mesure de sauvegarde de justice ; rejeté ; n° 192 : possibilité pour les personnes en charge d'un majeur de demander la modification de la mesure de protection ; retiré ; n° 193 : maintien de la mesure de protection pour les personnes hébergées dans un établissement situé en dehors du territoire national ; devenu sans objet ; et n° 194 : impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatélaire à l'égard de leurs usagers ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1590) : son amendement n° 195 : possibilité de nommer plusieurs tuteurs ou curateurs ; rejeté. (p. 1591) : son amendement n° 196 : possibilité pour le mandataire de requérir son dessaisissement ; rejeté. (p. 1594, 1595) : son amendement n° 199 : possibilité, en cas de danger immédiat, pour le curateur ou tuteur de prendre toute mesure nécessaire à la protection du majeur sous le contrôle du juge des tutelles ; adopté après modification par le sous-amendement n° 35 de la commission. (p. 1596) : favorable à l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Michel (autorisation du divorce par consentement mutuel d'un majeur sous tutelle). (1603, 1604) : son amendement n° 200 : garantie par décret des conditions de validité du mandat de protection future ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1615) :

son amendement n° 188 : inclusion d'un médecin inscrit sur la liste établie par le procureur de la République au sein de l'équipe pluridisciplinaire des maisons départementales des personnes handicapées ; rejeté. - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - *Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle*) (p. 1619) : son amendement n° 203 : précision ; rejeté. (p. 1621) : son amendement n° 204 : caractère obligatoire du contrôle par l'Etat des comptes remis annuellement par les tuteurs au juge ; rejeté. (p. 1622) : son amendement n° 205 : suppression de l'exception à l'obligation de remise annuelle des comptes au juge par le tuteur en cas de modicité du patrimoine ; rejeté. (p. 1623) : son amendement n° 206 : possibilité pour le juge des tutelles de recourir à l'expertise dans sa mission de vérification des comptes remis par les tuteurs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1627) : défavorable à l'amendement n° 183 de M. Nicolas About (conditions d'exercice du droit de vote des majeurs protégés). - **Article 8** (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1629) : son amendement n° 218 : limitation de la mesure d'accompagnement social personnalisé à la gestion des prestations sociales ; devenu sans objet. (p. 1639, 1641) : ses amendements n° 207 : suppression de la contribution pouvant être exigée du demandeur d'une mesure d'accompagnement social personnalisé ; et n° 208 : obligation de recueil auprès de la personne à qui elle est proposée du refus motivé d'une mesure d'accompagnement social personnalisé ; rejetés. (p. 1642, 1643) : son amendement n° 209 : compensation financière de l'extension des compétences des départements ; rejeté. - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - *Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1646) : son amendement n° 211 : fixation par décret des conditions d'exercice de la profession de mandataire judiciaire ; rejeté. (p. 1655) : son amendement n° 212 : dérogation au principe de la participation au financement de la mesure de protection juridique pour les personnes protégées handicapées ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1660) : sur l'amendement rédactionnel n° 79 de la commission, son sous-amendement n° 215 ; adopté. - **Article 16 ter** (titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - *Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel*) (p. 1668) : son amendement n° 217 : soutien aux tuteurs familiaux dans l'accomplissement de leur mission ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 1670) : défavorable à l'amendement n° 95 de la commission (coordination). - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1678) : s'élève contre les cavaliers législatifs déposés par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1680, 1681) : réforme nécessaire. Distinction des régimes de tutelle et de curatelle. Dangerosité de la fiducie et du recours sur successions. Problème du transfert de charges aux départements. Manque de moyens de la justice. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2102, 2105) : soutient la motion n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2762, 2764) : accroissement prévisible des majeurs et des mineurs détenus ainsi que de l'allongement des durées de détention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 2** (*Nomination et incompatibilités*) (p. 3042) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Éliane Assassi (nomination du contrôleur général par décret du Président de la République après avis des commissions compétentes du Parlement) ; devenu sans objet. (p. 3045) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Éliane Assassi (immunité pénale du contrôleur général dans l'exercice de ses fonctions) ; adopté. - **Article 6** (*Pouvoirs*)

*d'investigation*) (p. 3055) : compétence territoriale du contrôleur général. (p. 3057) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Éliane Assassi (périmètre d'action du contrôleur général) ; rejeté. (p. 3061) : soutient l'amendement n° 91 de Mme Éliane Assassi (conditions d'exercice de sa mission pour le contrôleur général) ; devenu sans objet. (p. 3062) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Éliane Assassi (suppression partielle) ; devenu sans objet. P. 3069) : soutient l'amendement n° 93 de Mme Éliane Assassi (opposabilité du secret au contrôleur général) ; rejeté. - **Article 9 (Rapport public)** (p. 3087) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Éliane Assassi (communication sur le rapport annuel du contrôleur général devant les assemblées) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial*) (p. 3615, 3616) : en appelle à la sagesse du Sénat exprimée en 2003 et 2006 pour refuser la logique de l'article 2. Soutient l'amendement n° 83 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. (p. 3618) : soutient l'amendement n° 84 de Mme Éliane Assassi (inopposabilité des conditions de ressources aux demandes de regroupement familial motivées par des considérations humanitaires ou justifiées au regard de motifs exceptionnels) ; devenu sans objet. - **Article 2 bis** (art. L. 313-11-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial*) (p. 3622) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales*) (p. 3624) : sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 86 de Mme Éliane Assassi (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) ; rejeté. (p. 3626) : le groupe socialiste veillera à ce que la circulaire promise par le ministre à l'attention des préfets ne laisse place à aucune ambiguïté.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4131, 4132) : inflation législative. Enjeu majeur de la simplification du droit. Déception devant le texte proposé. Cavaliers législatifs. Le groupe CRC s'abstiendra. - **Article 3** (art. L. 533-1 du code de la sécurité sociale - *Suppression du contrôle par les caisses d'allocations familiales de la réalisation d'examens médicaux postnataux*) (p. 4142) : son amendement n° 42 : réaffirmation de la nécessité d'une protection médico-

sociale de l'enfance ; retiré. - **Article 4** (art. 63 et 169 du code civil, art. L. 2112-2, L. 2112-7, L. 2411-7 et chapitre 1er du titre II du livre 1er de la deuxième partie du code de la santé publique, art. 321-1 du code de la sécurité sociale et art. 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - *Suppression du certificat médical prénuptial*) (p. 4143) : son amendement n° 43 : précision du cadre des consultations prénuptiales ; rejeté. - **Article 7** (*Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales*) (p. 4149) : son amendement n° 44 : référence expresse aux marchés passés selon la procédure adaptée ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4152) : favorable à l'amendement n° 48 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions obligeant les communes à participer au financement de la scolarisation des enfants dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire). - **Article 11** (art. L. 111-12 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. 823-1 nouveau du code de procédure pénale - *Recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires*) (p. 4163, 4164) : son amendement n° 45 : suppression ; rejeté. - **Division et article additionnels après l'article 13** (p. 4171) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 56 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance à droit constant le code de la recherche et le code de l'éducation) et s'abstiendra sur la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4247, 4249) : approbation de l'objectif. Désaccord sur la réserve formulée par la France concernant le trafic d'influence. Moyens financiers et humains. Le groupe CRC s'abstiendra si les amendements présentés ne sont pas adoptés.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5495, 5496).

*Deuxième partie :*

#### **Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6105).

#### **Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6115). Le groupe CRC s'opposera aux crédits de cette mission.

**MAUROY (Pierre)**  
sénateur (Nord)  
SOC

#### **NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

#### **DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5378, 5380).

**MÉKACHÉRA (Hamlaoui)**  
*ministre délégué aux anciens combattants*  
*(jusqu'au 15 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense [n° 219 (2006-2007)]** - (20

février 2007) - **Discussion générale** (p. 1724) : harmonisation du code de justice militaire avec le droit commun. Ordonnance du 1er juin 2006. Tribunal aux armées de Paris. Renforcement des droits de la défense en temps de guerre. Protection et contrôle des matières nucléaires.

- **Projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal [n° 218 (6-7)]** - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1729) : politique européenne de sécurité et de défense, PESD. Règlement de sécurité du 19 mars 2001. Protection pénale des informations classifiées. Accords de sécurité.

**MÉLENCHON (Jean-Luc)**  
*sénateur (Essonne)*  
*SOC*

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

Secrétaire du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution** [n° 121 (2006-2007)] - (16 janvier 2007) - **Question préalable** (p. 272, 274) : défavorable à la motion n° 1 de M. Simon Loueckhote tendant à opposer la question préalable. Responsabilité devant la Nouvelle-Calédonie. Accord de Nouméa. Reconnaissance de l'existence d'un peuple kanak. Principe d'un corps électoral restreint. Citoyenneté calédonienne. Fait colonial. Libre détermination du peuple à choisir la République française.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2210, 2211) : introduction de la concurrence entre les universités. Classement de Shanghai. Qualité du système universitaire français. Défavorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2250, 2252) : favorable à l'amendement n° 125 de M. Serge Lagache (maintien des équilibres entre les différents membres de la communauté universitaire). - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2271) : favorable aux amendements n° 166 de M. Ivan Renar (renforcement de la légitimité du président d'université) et n° 122 de M. Serge Lagache (élection du président d'université par les membres du conseil d'administration, du conseil des études et de la vie universitaire, et du conseil scientifique). - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2297) : défavorable à cet article. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2323) : défavorable à cet article.

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) (p. 2420, 2421) : s'associe aux déclarations de MM. Michel Billout et François Fortassin au sujet de l'annonce dans les médias par le Premier ministre, reprise ce matin-même par le ministre du travail, de l'extension du service minimum à l'éducation nationale. Transformation d'une victoire politique en une revanche sociale.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 1er** (Champ d'application de la loi) (p. 2425) : conteste que la grève soit le principal élément perturbateur de la continuité du service public. - **Article 2** (Accord de prévention des conflits) (p. 2432) : échec des expériences étrangères de réglementation du droit de grève. Non-respect prévisible de la loi en France.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 9** (Non-paiement des jours de grève) (p. 2507, 2509) : forte opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2512, 2514) : intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs) et sur le sous-amendement n° 78 de M. Michel Billout (précision selon laquelle le rapport préconisera l'abrogation de la loi si le bilan n'est pas concluant) déposé sur celui-ci. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2523, 2524) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (26 juillet 2007) - **Article 1er** (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires) (p. 2794, 2796) : favorable à l'amendement n° 103 de Mme Christiane Demontès (suppression de la mesure prenant en compte les heures supplémentaires dans le calcul de la prime pour l'emploi). (p. 2807, 2808) : intervient sur l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires). (p. 2810) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission saisie pour avis (rédaction).

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel** [n° 466 (2006-2007)] - (1er octobre 2007) - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3414, 3415) : favorable aux amendements analogues n° 3 de M. Daniel Raoul et n° 15 de M. Michel Billout (réversibilité du choix du consommateur final domestique d'électricité).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (3 octobre

2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3555, 3556) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. Article instaurant une muraille de papier sans réelle signification. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3573, 3574) : infirme les arguments de M. Bruno Retailleau présentés à l'appui de l'article 4. Tracasseries administratives inévitables en dépit de la simplification apportée par l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3583, 3584) : obstination du Gouvernement et du Sénat à maintenir les tests ADN en dépit des réponses données par le

droit positif à l'établissement de la filiation. Transformation de l'amendement Mariani au Sénat en une mesure inapplicable mais en en conservant néanmoins le principe. Au nom des valeurs républicaines, invite à repousser ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2007) - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4932, 4933) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6068, 6069).

**MÉLOT (Colette)**  
sénateur (Seine-et-Marne)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence le 25 octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des Etats-unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1676) : sur l'amendement n° 272 du Gouvernement (amélioration de la gestion du registre du commerce et des sociétés), soutient le sous-amendement n° 319 de M. Michel Houel ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Commission mixte paritaire [n° 227 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1798, 1799) : enjeu économique et culturel. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2249) : soutient l'amendement n° 28 de M. Hugues Portelli (représentation des enseignants-chercheurs conforme au but des établissements d'enseignement et de recherche) ; retiré. Son amendement n° 87 : représentation des instituts et écoles extérieurs aux universités au sein du conseil d'administration ; retiré. (p. 2250) : soutient l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités) ; rejeté. (p. 2257) : sur l'amendement n° 47 de la commission (renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration), son sous-amendement n° 212 ; retiré. (p. 2258) : son amendement n° 85 : renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration ; retiré. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2273 et 2277) : soutient l'amendement n° 27 de M. Hugues Portelli (rôle des organes émanant de disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5257) : retire l'amendement n° I-230 de M. Michel Houel (reconduction du crédit d'impôt au profit des entreprises éligibles à ce dispositif dans la limite de trois exercices). - **Article 9** (*Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en*

*faveur des entreprises*) (p. 5261, 5263) : soutient l'amendement n° I-48 de M. Michel Houel (extension du dispositif de réduction de l'ISF pour investissement dans les PME aux fonds communs de proximité proposant des prêts aux entreprises individuelles) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5314) : soutient l'amendement n° I-35 de M. Francis Grignon (extension de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit pour les dons de sommes d'argent consentis à un neveu ou une nièce décédé, à leur descendance) ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6069, 6070). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 39 A** (p. 6376) : soutient l'amendement n° II-261 de M. Jean-François Le Grand (exclusion des chaudières à basse température du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6407) : soutient l'amendement n° II-263 de M. Michel Houel (précision des modalités de contestation de l'évaluation d'une entreprise par l'administration fiscale lors d'une transmission à titre gratuit ou onéreux) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6410) : soutient l'amendement n° II-266 de M. Michel Houel (exonération de TEOM pour les entreprises ayant recours à un service privé d'enlèvement de leurs déchets) ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 40 ter** (p. 6417) : soutient l'amendement n° II-267 de M. Michel Houel (non-application d'une majoration des revenus pour les entreprises recourant à des professionnels, comptables ou experts comptables, non salariés de l'entreprise pour contrôler leurs obligations comptables) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 septies** (p. 6423) : soutient l'amendement n° II-269 de M. Michel Houel (augmentation de la redevance communale des mines applicable aux gisements de pétrole brut exploités depuis le 1er janvier 1992 et diminution de la redevance départementale correspondante) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7121) : le groupe UMP votera ce texte.

MERCERON (Jean-Claude)  
sénateur (Vendée)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Irlande : quel avenir pour le tigre celtique ? [n° 204 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

**MERCIER (Michel)**  
*sénateur (Rhône)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Financement du RMI : sortir de l'impasse par une plus grande responsabilité sur les dépenses [n° 206 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 17 (2007-2008)] d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 59 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le compte d'avances aux collectivités territoriales [n° 82 (2007-2008)] (13 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 91 tome 3 annexe 25 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 259, 260) : évolution de la Nouvelle-Calédonie depuis les accords de Matignon de 1988. Création d'un corps électoral spécifique. Accord de Nouméa de 1998. Le groupe UC-UDF votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Article additionnel**

**avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 797) : retire l'amendement n° 227 de Mme Valérie Létard au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). (p. 799) : favorable à la rectification de l'amendement précité n° 133 de M. Jean-Paul Alduy. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 804) : souhaite le retrait de l'amendement n° 203 de M. Thierry Repentin (autorisation sous condition de construire ou de réhabiliter des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (7 février 2007) : au nom de M. Nicolas About (p. 1225).

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : le groupe UC-UDF votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7, 8) : les sénateurs UC-UDF voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2036, 2038) : modifications institutionnelles envisagées par le Gouvernement. Renouveau du Parlement. Relance de l'Europe. Collectivités territoriales. Dette publique. Le groupe UC-UDF approuvera la déclaration de politique générale du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (12 juillet 2007) - **Article 6 (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration)** (p. 2253) : intervient sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). - **Article 5 (précédemment réservé) (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Election et compétences du président)** (p. 2274) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Catherine Morin-Desailly (rôle du conseil d'administration en formation restreinte dans le recrutement d'enseignants-chercheurs) ; retiré. Favorable à l'amendement n° 27 de M. Hugues Portelli (rôle des organes émanant de disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs). (p. 2276, 2277) : retire l'amendement précité n° 95 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 9 (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Nouvelles dispositions relatives au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire)** (p. 2285, 2286) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Catherine Morin-Desailly (représentation équilibrée de tous les secteurs de formation au sein du conseil d'administration) ; retiré. - **Article 10 (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils)** (p. 2288) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Catherine Morin-Desailly (représentation des communautés scientifiques au sein du conseil d'administration) ; retiré. - **Article 12 (art. L. 713-4 du code de l'éducation - Unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie)** (p. 2291) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly (affectation directe des emplois hospitalo-universitaires par les ministres compétents) ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 26 ou après l'article 32** (p. 2336) : son amendement n° 111 : possibilité pour les écoles normales supérieures et les grands établissements de bénéficier des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines conférées aux universités ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2355, 2356) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2450, 2451) : interrogation sur les modalités de mise en

œuvre de l'article. Problème de l'équité entre les usagers. Risque de contentieux.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2577, 2578) : question sur l'efficacité des adjoints de sécurité. (p. 2581) : interopérabilité des réseaux de transmission.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2702, 2704) : interrogation sur l'efficacité de ces mesures. Coût du dispositif. Revenu de solidarité active, RSA : exemple du département du Rhône ; expérimentation.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (*art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3584, 3585) : approuve le vote négatif de la commission des lois sur l'amendement Mariani. Avec un certain nombre de membres du groupe UC-UDF, proposera, par l'entremise de M. Pierre Fauchon, d'appliquer aux familles immigrées les trois modes de preuves de filiation et d'identification ouverts par le droit civil aux familles françaises.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (*art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficiaire de la procédure de regroupement familial*) (p. 3620, 3621) : intervient sur le sous-amendement n° 68 de Mme Alima Boumediene-Thiery (inopposabilité des conditions de ressources aux personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées) déposé sur l'amendement n° 2 de la commission (modulation jusqu'à 1,2 SMIC pour les seules familles de six personnes ou plus). Opposé à l'idée d'écarter les personnes âgées du regroupement familial.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4063, 4064) : votera ce projet de loi sans problème, la même règle sur les tests ADN s'appliquant aux familles françaises et aux familles immigrées.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4211, 4213) : situation financière difficile des collectivités locales. Nécessité d'un renforcement de la péréquation. Disparité entre les moyens de financement et les actions politiques à mener. Exemple du département de la Creuse. Position de la commission des finances favorable à l'article 2 et défavorable à l'article 1er. - **Article 1er** (*Renforcement de la péréquation*) (p. 4229, 4230) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. François Marc. - **Article 2** (*Rapport sur la substitution d'une part additionnelle de contribution sociale généralisée à la part départementale de la taxe d'habitation*) (p. 4233) : au nom du groupe UC-UDF, défavorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5326, 5329) : son amendement n° I-159 : extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer ; réservé avec

l'article 11 quater. (p. 5330) : intervient sur les propos du rapporteur général sur l'enjeu du déneigement et demande le renvoi de l'examen de l'article 11 quater au débat du lendemain sur les recettes des collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5377, 5378). - **Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** : intervient sur les amendements analogues n° I-92 de M. Marc Massion et n° I-234 de M. Dominique Braye (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5411, 5412) : votera l'amendement n° I-258 de la commission (aménagement des nouvelles règles d'indexation des dotations de l'enveloppe normée proposées pour l'année 2008).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5471, 5472) : intervient sur l'amendement n° I-78 de M. Marc Massion (minoration de l'augmentation des crédits de paiement affectés au compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route").

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6108, 6109). Sous le bénéfice de ses observations, la commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission et du compte "Avances aux collectivités territoriales" ainsi que les articles rattachés. - **Article 33 et Etat B et article additionnel après l'article 48 septies** (p. 6123, 6124) : ses amendements n° II-38 (transfert de crédits de la sous-action "créations et industries culturelles" vers l'action "coordination de l'action diplomatique") ; et n° II-37 (précision) ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° II-132 du Gouvernement. - **Article 48** (*Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles*) (p. 6126, 6128) : son amendement n° II-12 : éligibilité des régions au dispositif de la compensation des dégâts causés au patrimoine des collectivités publiques par les catastrophes naturelles ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-123 de M. Marc Massion et n° II-120 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 48 septies** (*Remise d'un rapport sur la DGF de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6129) : position de la commission sur l'amendement n° II-134 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6130, 6138) : position de la commission sur les amendements n° II-142 de M. Thierry Repentin (augmentation du montant de la dotation globale de fonctionnement des communes de 30 millions d'euros) et, portant sur le même objet, de ce dernier auteur n° II-143 et n° II-140 de M. Pierre André (prolongation à 2010 de la disposition adoptée dans le cadre du plan de cohésion sociale prévoyant de faire progresser la DSU de 600 millions d'euros à 1,2 milliards d'euros), n° II-125 de Mme Gisèle Printz (extension du bénéfice de la DSU à seize communes qui comptent moins de 5000 habitants), n° II-135 de M. Philippe Dallier (garantie de progression minimale de la DSU en 2008 à égalité avec la prévision d'inflation, soit 1,6 % au lieu de 5 %), n° II-117 de M. Philippe Leroy (modification des conditions de répartition de la DGF au profit de certaines communes), n° II-121 de Mme Marie-France Beaufile (extension aux syndicats de communes sans fiscalité propre du bénéfice de fonds de concours des communes membres) et n° II-52 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation des collectivités territoriales et des établissements publics à placer leurs provisions et à déroger à l'obligation de déposer leurs fonds auprès du Trésor public).

MERMAZ (Louis)  
sénateur (Isère)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Question préalable** (p. 2106, 2109) : sa motion n° 50 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Rappel au règlement** (p. 2107) : respect des droits du Parlement. Écoute distraite de la ministre. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2113, 2114) : favorable à l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur (rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3030) : soutient la motion n° 59 de M. Charles Gautier tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er (Statut et compétence)** (p. 3036) : étendue de la mission du contrôleur général des lieux de privation de liberté. - **Article 2 (Nomination et incompatibilités)** (p. 3041) : procédure de nomination du contrôleur général des lieux de privation de liberté. (p. 3044) : défavorable aux amendements n° 2 (nomination du contrôleur général par décret du Président de la République) et n° 3 de la commission (nomination du contrôleur général après avis des commissions compétentes de chaque Assemblée). - **Article 3 (Équipe de contrôleurs)** (p. 3048) : rôle des contrôleurs assistant le contrôleur général. Favorable à l'amendement n° 62 de M. Charles Gautier (détermination du nombre, du statut et des conditions de nomination des contrôleurs assistant le contrôleur général par décret en Conseil d'Etat). - **Article 6 (Pouvoirs d'investigation)** (p. 3054) : conditions d'exercice des missions du contrôleur général. (p. 3068) : intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (étendue de l'information du contrôleur général). - **Article 8 (Avis et recommandations)** (p. 3080) : avis et recommandations du contrôleur général. (p. 3081) : octroi d'un pouvoir d'injonction au contrôleur général.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Question préalable** (p. 3524, 3526) : sa motion n° 31 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Article 1er (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine)** (p. 3533) : parcours kafkaïen. Question du contenu du décret en Conseil d'Etat.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) (p. 3548) : soutient l'amendement n° 127 de Mme Michèle André (exemption des mineurs étrangers de 16 à 18 ans de l'obligation de formation préalable à la langue française et à la connaissance des valeurs de la République) ; rejeté. - **Article 4 (priorité) (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine)** (p. 3561, 3562) : le groupe socialiste attend avec intérêt les explications du rapporteur sur l'article. (p. 3574) : en

appelle à l'honneur des parlementaires afin de suivre la position unanime de la commission sur l'article 4, défendue par son rapporteur. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3579, 3580) : partage les propos de M. Hugues Portelli sur l'article. Manifestations d'émotion en Afrique. Nécessité de préserver la grandeur française et l'amitié séculaire avec les pays d'Afrique. (p. 3601) : en appelle à la liberté et au courage de ses collègues pour voter contre l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois), véritable insulte faite aux Africains.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3614, 3615) : s'interroge sur le changement de position de la commission par rapport à ses analyses de 2003 et 2006 s'agissant des conditions de ressources exigées des familles étrangères. - **Article 2 quater** (art. L. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Maintien du titre de séjour malgré la rupture de la vie commune en cas de violences conjugales) (p. 3625) : favorable au vote du sous-amendement n° 67 de Mme Alima Boumediene-Thiery (renouvellement automatique du titre de séjour de l'étranger admis au séjour au titre du regroupement familial en cas de violences subies de la part du conjoint) déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (rédaction). - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3697) : instauration a minima du recours suspensif dans la procédure d'asile à la frontière. Nécessité de revenir à une bonne conception du droit. (p. 3701) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Michèle André (suppression du recours aux audiences délocalisées et audiovisuelles) ; rejeté. (p. 3705) : le groupe socialiste votera contre l'article 6 en dépit du progrès apporté par l'amendement n° 15 de la commission (allongement de 24 heures à 48 heures du délai pour déposer un recours suspensif contre une décision de refus d'entrer sur le territoire français au titre de l'asile). - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile) (p. 3709, 3710) : changement de tutelle de l'OFPPRA. Crainte pour la perte de spécificité de l'asile et pour le renom international de la France. - **Article 9 bis** (art. L. 531-2, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-1, L. 733-1, L. 742-1, L. 742-3, L. 742-4 et L. 751-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 348-2 du code de l'action sociale et des familles ; art. 16 et 23 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 - Rebaptiser la commission des recours des réfugiés "Cour nationale du droit d'asile") (p. 3713) : soutient l'amendement n° 156 de Mme Michèle André (transformation de la dénomination de la commission des recours des réfugiés en "Cour administrative du droit d'asile") ; rejeté. - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) (p. 3714, 3715) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Michèle André (rétablissement à un mois du délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) ; adopté. - **Article 10 ter** (art. L. 551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Exercice des droits pendant le transfert vers le lieu de rétention) (p. 3718) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 12 bis** (art. L. 222-6 et L. 552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 3727, 3728) : accord avec la commission pour

demander la suppression de l'article 12 bis. Soutient l'amendement n° 168 de Mme Michèle André (suppression) ; adopté. - **Article 12 quater** (art. L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 3729) : favorable à la suppression de l'article 12 quater. - **Article 13** (art. L. 552-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conditions du recours à la visio-conférence devant le juge des libertés et de la détention) (p. 3731) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Effet non suspensif du recours contre une obligation de quitter le territoire français en Guyane et dans la commune de Saint-Martin) (p. 3738) : soutient l'amendement n° 173 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Article 20** (art. 8 et 25 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - Traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité) (p. 3742) : demande au Gouvernement de supprimer l'article 20 et ses dispositions nocives. - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3749) : confusion et émotion autour de l'article 21. Plaide pour sa suppression. (p. 3752) : le groupe socialiste rejettera l'amendement n° 218 de la commission et votera contre l'article 21. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3753) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 38 de Mme Catherine Procaccia (instauration d'un droit à congé non rémunéré au profit des personnes acquérant la nationalité française pour pouvoir assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française).

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté - Deuxième lecture [n° 471 (2006-2007)]** - (18 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3969, 3970) : favorable à une nomination par décret du Président de la République pris après avis de la commission compétente de l'Assemblée nationale et du Sénat. Restrictions indûment apportées à l'action du contrôleur général. Le groupe socialiste présentera des amendements afin de lever les inquiétudes légitimes qu'il éprouve. - **Article 1er** (Statut et mission) (p. 3975) : soutient l'amendement n° 7 de M. Robert Badinter (précision du champ de compétences du contrôleur général) ; rejeté. - **Article 2** (Nomination et incompatibilité) (p. 3976, 3977) : souhait d'un avis des commissions compétentes des assemblées pris à la majorité qualifiée. - **Article 3** (Equipe de contrôleurs) (p. 3978) : soutient l'amendement n° 9 de M. Robert Badinter (définition par décret du nombre, du statut et des conditions de nomination des contrôleurs) ; rejeté. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3980, 3981) : extension des compétences du contrôleur général. Conclusions de la commission Canivet. (p. 3982, 3984) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 12 (suppression des restrictions au principe du libre accès au lieu privatif de liberté) ; et n° 14 (suppression de toute restriction apportée au principe de la libre communication des pièces et des informations) ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3989) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile - Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4042, 4044) : suppression, par des sénateurs siégeant à la commission mixte paritaire, de quelques dispositions excessives et nuisibles. Suppression de l'article 21 par le rapporteur de l'Assemblée Nationale. Texte restant néanmoins porteur de lourdes atteintes aux droits de l'homme et aux exigences internationales. En appelle à l'honneur du Gouvernement pour supprimer l'article 5 bis relatif aux tests ADN. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi et invite ses collègues, au-delà des clivages politiques, à refuser cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme et aux intérêts de la France.

**MICHAUX-CHEVRY (Lucette)**  
*sénateur (Guadeloupe)*  
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre de l'outre-mer le 13 février 2007 ; fin de mission le 15 avril 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre suppléant du Conseil national du tourisme jusqu'au 21 novembre 2007.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer ; nouvelle nomination le 12 novembre 2007.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134) : défavorable à l'amendement n° 5 de la commission (obligation

pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord modifiant l'accord de partenariat, signé à Cotonou le 23 juin 2000, entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres [n° 41 (2007-2008)]** - (6 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 42 (2007-2008)** (p. 4289, 4292) : révision de l'accord de Cotonou. Position de la France. Devenir de la Caraïbe. L'absence de consultation des départements d'outre-mer. Fiscalité dans les Etats de la Caraïbe. Création d'une zone franche. Ne votera pas la ratification de cet accord. - **Article unique** (p. 4297) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE [n° 42 (2007-2008)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 41 (2007-2008)**. - (6 novembre 2007) - **Article unique** (p. 4298) : demande écrite à l'UMP pour l'ouverture d'un débat sur cette question.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5898, 5900). Votera les crédits de l'outre-mer.

**MICHEL (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Haute-Saône)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 364) : lutte contre la discrimination de l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé. Rôle attendu des banques et des établissements de crédit. S'oppose à l'instauration de sanctions dans la convention. Commission des études et des recherches. Suivi parlementaire de l'application de la convention.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 518, 519) : dispositions contestables : utilisation du sang issu de prélèvements rémunérés ; transposition par ordonnance des directives relatives aux produits sanguins et aux produits dérivés du corps humain ; programmes d'accompagnement des patients par les laboratoires pharmaceutiques ; collecte et redistribution des médicaments inutilisés ; psychothérapeutes. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 527,

528) : votera l'amendement n° 21 de Mme Patricia Schillinger (suppression du monopole pharmaceutique pour la vente des autotests de grossesse). - **Article 5** (art. L. 5121-8 du code de la santé publique - *Modification du régime d'autorisation de mise sur le marché des médicaments*) (p. 533) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 25 de M. François Autain (obligation, pour le demandeur d'une AMM, de produire des essais cliniques comparatifs). - **Article 9 bis** (art. L. 5121-11 du code de la santé publique - *Autorisation de mise sur le marché d'un médicament dérivé du sang*) (p. 542, 545) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 559) : son amendement n° 15 : suppression ; rejeté. - **Article 29** (*Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des dispositions dans le domaine du médicament*) (p. 573) : ses amendements n° 18 : exclusion du champ de l'article de la directive relative à la qualité et à la sécurité du sang et des composants sanguins ; n° 19 : exclusion du champ de l'article de la directive relative aux normes de qualité et de sécurité pour les produits d'origine humaine ; rejetés ; et n° 20 : retrait de l'habilitation par ordonnance des programmes d'observance des patients ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 576, 577) : débat constructif. Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture** [n° 154 (2006-2007)] - (12 février 2007) - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1380) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (conditions de saisine du juge par le président du conseil général). - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 1383) : favorable à l'amendement n° 55 de M. Claude Domeizel (impossibilité d'inscrire au fichier judiciaire national automatisé les auteurs mineurs d'infractions sexuelles ou violentes dans certains cas). - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 1390) : favorable à l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer (droit des familles à bénéficier d'un accompagnement lors de la consultation du rapport annuel de l'aide sociale à l'enfance). - **Article 22** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - *Limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile à leurs enfants*) (p. 1405) : favorable à l'amendement n° 6 de la commission (limitation de l'instruction à domicile aux enfants issus d'une seule et même famille) et défavorable au sous-amendement n° 10 de M. Bernard Seillier s'y rapportant.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (15 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1598, 1602) : reprend l'amendement retiré par la commission saisi pour avis n° 120 : rétablissement de l'autorisation du juge des tutelles pour la révocation du testament ; rejeté. - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - *Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle*) (p. 1619) : intervient sur son amendement n° 289 : non-application de l'immunité familiale lorsque le curateur ou le tuteur appartient à la famille de la personne protégée, soutenu par M. Charles Gautier. - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1648, 1649) : conditions d'examen du texte en urgence. Critique de l'organisation du travail des commissions. (p. 1653) : favorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)** [n° 293 (2006-2007)] - (26 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3341, 3343) : dépôt auprès du Conseil d'Etat d'un recours en annulation de l'ordonnance. Dépôt par le Gouvernement d'un grand nombre d'amendements de forme et

de fond. Réécriture totale du code. Lisibilité du droit et sécurité juridique. Le groupe socialiste votera contre le projet de loi. - **Article 2** (art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie) (p. 3351) : favorable à l'amendement n° 48 de Mme Christiane Demontès (report de l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du code du travail au 1er janvier 2009). - **Article 3** (Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail) (p. 3366) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission (prise en compte de l'attitude patriotique pendant l'Occupation pour les critères de représentativité syndicale).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3925, 3926) : procédure d'ordonnance. Vente de médicaments sur Internet. Conseil stratégique des industries de santé. Le groupe socialiste votera ce projet de loi. - **Article 1er** (art. 39 de la loi n° 2007-248 du 26 février 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire - Ratification de l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament) (p. 3929) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 1er de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3927) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (habilitation à légiférer par ordonnances). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3929, 3930) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (transfert à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé du rôle d'autorité compétente en matière de recherches biomédicales). Son amendement n° 4 : prorogation du délai pour l'entrée en vigueur de l'interdiction

d'utilisation à des fins humanitaires des médicaments non utilisés ; adopté après modification par le sous-amendement n° 5 de la commission, auquel il est favorable. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3931) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Santé

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6255, 6256).

#### Sport, jeunesse et vie associative

- (7 décembre 2007) - **Rappel au règlement** (p. 6263) : demande la suspension de la séance.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) : son intervention (p. 6541, 6542).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Article 2** (Modifications de l'ordonnance) (p. 7054, 7055) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Godefroy (report de la date d'entrée en application du nouveau code du travail). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7063, 7064) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

**MILON (Alain)**  
sénateur (Vaucluse)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil national du bruit jusqu'au 13 mai 2007.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 26 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Santé [n° 95 tome 4 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

**MIQUEL (Gérard)**  
*sénateur (Lot)*  
*SOC*

Questeur du Sénat.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur [n° 159 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 440, 441) : risque de pandémie de grippe. Création d'un corps de réserve sanitaire et d'un établissement public administratif. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3598) : votera l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois) tout en s'inquiétant du sort de cette disposition lors de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue [n° 10 (2007-2008)]** - (24 octobre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4083, 4084) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Santé

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 6250, 6251).

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 91 tome 3 annexe 11 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Environnement.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale** [n° 17 (2007-2008)] - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4221, 4223) : compétences et situation financière des départements. Décalage structurel entre décentralisation institutionnelle et décentralisation financière. Caractère obsolète et injuste de la fiscalité locale. Favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5312, 5313) : son amendement n° I-55 : application du taux de TVA à 5,5 % aux huiles végétales pures utilisées comme biocarburants ; retiré. Soutient l'amendement n° I-62 de M. Marc Massion (relèvement de 6,86 euros à 9,20 euros du montant de

la taxe due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) ; rejeté. (p. 5318, 5322) : ses amendements n° I-53 : assouplissement du processus d'utilisation à la carburation des huiles végétales pures ; retiré ; et n° I-54 : exonération de TIPP pour les huiles végétales pures utilisées comme biocarburants ; rejeté. Soutient l'amendement n° I-91 de M. Marc Massion (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierge, de la contribution environnementale sur les imprimés non sollicités) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5383, 5385). Son département du Lot. - **Article 12** (*Institution du contrat de stabilité*) (p. 5406, 5407) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-71 (exclusion du contrat de stabilité des dotations de compensation de la suppression de la part départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) ; et n° I-72 (repli) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5466) : soutient l'amendement n° I-78 de M. Marc Massion (minoration de l'augmentation des crédits de paiement affectés au compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route") ; devenu sans objet. (p. 5468) : soutient l'amendement n° I-82 de M. Jacques Gillot (applicabilité de l'article dans les régions et territoires d'outre-mer ainsi que dans la collectivité territoriale de Corse) ; devenu sans objet. Soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-80 (certification) ; n° I-81 (simplification) ; n° I-79 (indexation de la part du produit des amendes retirées des radars et attribuée aux départements sur l'ensemble du produit total de ces amendes) ; devenus sans objet.

*Deuxième partie :*

**Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6177, 6179). - **Article 35 et Etat D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 6220) : son amendement n° II-33 : coordination ; adopté.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6441) : soutient l'amendement n° II-215 de Mme Nicole Bricq (simplification et élargissement du régime de la contribution sur les imprimés non sollicités) ; adopté. (p. 6443, 6445) : ses amendements n° II-270 : extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets dangereux ; et n° II-271 : extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets de soins ; rejetés. (p. 6447, 6448) : soutient l'amendement n° II-227 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de l'obligation de participation d'une commune au financement des dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association d'une autre commune accueillant un enfant domicilié dans la première commune) ; rejeté.

**MIRAUX (Jean-Luc)**  
*sénateur (Eure)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur ; nouvelle nomination le 8 novembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

**de MONTESQUIOU (Aymeri)**  
*sénateur (Gers)*  
RDSE

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme jusqu'au 21 novembre 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* portant simplification du code du travail [n° 210 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sécurité [n° 91 tome 3 annexe 28 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Police et sécurité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 16, 18) : notion de prévention. Réforme d'ensemble de l'ordonnance de 1945. Jurisprudence du Conseil constitutionnel. Rôle du maire. Question du transfert de responsabilités. Toxicomanie. La majorité du groupe RDSE soutient le texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1427).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Son intervention (p. 1744, 1745).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2063, 2064) : relance de l'Europe. Mise en œuvre des réformes indispensable. Prise en compte des oppositions. Préservation de l'essentiel des acquis de la convention. Coopération entre les Etats membres. Accord sur le traité simplifié. Renouveau de l'esprit européen. Rôle du Président de la République.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2375, 2376) : dénaturation du droit de grève dans les transports publics. Convergence d'intérêts différents. Prévention des conflits par le dialogue dans l'entreprise. Garantie d'un service minimum en cas de grève. Obligation pour l'Etat d'assurer la continuité du service public. Modalités du droit de grève dans les pays européens. Regrette l'absence d'application du texte aux transports aériens et

maritimes. La majorité des sénateurs du groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2548, 2549) : limites de la réforme budgétaire annoncée. Dette publique. Périmètre de la norme des dépenses de l'Etat. Dette sociale. Coût du "paquet fiscal". Prévisions de croissance. - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2569, 2570) : Demande les conditions d'attribution de la prime au mérite et le bilan de ce dispositif. Police technique et scientifique. Sa mission de contrôle, en tant que rapporteur spécial, sur la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. (p. 2574) : interroge le ministre sur la coopération internationale. - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2600) : relations entre élus et architectes des bâtiments de France.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2655, 2657) : nombreux défis à relever. Etroitesse des marges de manœuvre. Ambiguïté de la stratégie économique du Gouvernement. Question du report à 2012 de la stabilisation de la dette. Crédibilité de la France. Croissance hypothétique. Nécessité d'exploiter le gisement d'économies existant. Exemples de la Suède, du Canada et de la Nouvelle-Zélande. Couverture impérative des dépenses supplémentaires par l'élimination des dépenses superflues. Question de la pertinence de la fiscalité pour la dynamisation de l'économie française, notamment l'ISF. Inopérance du bouclier fiscal et complexité du système fiscal. Absence de rupture avec les gouvernements précédents s'agissant de renforcer la croissance par une politique de relance du pouvoir d'achat. Mesures de court terme. Favorable à une TVA sociale ou anti-délocalisation. Exemple de l'Allemagne. La majorité du groupe RDSE invite le Gouvernement à faire preuve de courage et d'audace.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2707, 2708) : réhabilitation du travail. Déficit budgétaire. Coût de la défiscalisation des heures supplémentaires. Droits de succession. Avantage fiscal lié à l'investissement dans les PME. Bouclier fiscal. Soutien de la majorité du groupe RDSE.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Article 1er (Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)** (p. 2775, 2776) : ses amendements n° 7 : ouverture limitée du bénéfice de cette mesure aux heures effectuées au-delà de la durée légale hebdomadaire de travail par les salariés dont le temps de travail est annualisé ; n° 5 : pour le calcul des heures supplémentaires exonérées, remplacement du plafond de 218 jours de travail par an par celui retenu par les conventions ou accords collectifs ; retirés. (p. 2778, 2779) : son amendement n° 6 : extension du dispositif des heures supplémentaires exonérées aux salariés dont l'horaire de travail est inférieur à 35 heures ; rejeté. (p. 2786) : son amendement n° 4 : précision ; retiré. - **Article 3 (Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 2850) : son amendement n° 228 : suppression de la rétroactivité de cette disposition ; rejeté. - **Article 4 (Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options)** (p. 2870) : son amendement n° 227 : modification du taux maximal applicable aux droits de mutation à titre gratuit ; retiré.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture [n° 422 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3286, 3287) : demande ancienne du Parlement. Avancée réelle du texte. Diffusion nécessaire de l'information face aux menaces terroristes. Bien-fondé des modifications apportées par le Sénat en première lecture. Dynamisation du rôle de la

délégation. Importance de la publication du rapport de la délégation pour l'opinion publique et son rapport aux services de renseignement. La majorité du groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3468, 3470) : historique des régimes spéciaux. Principaux régimes. Impératif d'équité. Réforme du régime général. Stock-options. Le groupe RDSE soutiendra le Gouvernement.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3811, 3812) : avec la majorité des membres du groupe RDSE, votera ce texte.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 octobre 2007) : au nom de Mme Nathalie Goulet (p. 4074).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4087, 4088) : préservation du patrimoine alimentaire français. Interrogation sur certains aspects de cette réforme. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4218, 4219) : dégradation constante des ressources des communes rurales. Conséquences des réformes successives. Double handicap de la taxe professionnelle. Problème de la prérequalification des ressources.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5101, 5102) : déficit public. Réforme des dépenses. Compétitivité. Fiscalité. Poids de l'administration.

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5381, 5382).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5443, 5444). Le groupe RDSE votera cet article. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article additionnel après l'article 16** (p. 5476) : sur l'amendement n° I-24 de la commission (incitation pour les communes à accueillir des activités d'extraction sur leur territoire), soutient le sous-amendement n° I-278 de Mme Nathalie Goulet ; devenu sans objet.

*Deuxième partie :*

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances : son intervention (p. 6083, 6084). La commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission "sécurité" et de chacun de ses programmes. - **Article 48 octies (Prolongation d'un an du délai ouvert aux collectivités territoriales pour contracter des baux emphytéotiques administratifs afin de construire des bâtiments au profit de la gendarmerie nationale)** (p. 6100) : position de la commission sur l'amendement n° II-161 du Gouvernement.

**Pilotage de l'économie française**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6172, 6173).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6487, 6488) : poids de la fonction publique. Réponse partielle du budget aux fortes attentes des Français. La majorité du groupe RDSE votera le projet de loi de finances pour 2008.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6505, 6506) : choix du pragmatisme institutionnel. Ratification par voie parlementaire du traité de Lisbonne. Le groupe RDSE souhaite un approfondissement du processus d'intégration et soutient le droit d'initiative citoyenne.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6753, 6755) : regrette les mesures conjoncturelles et non reconductibles de réduction du déficit public. Utilisation du produit de la cession par l'Etat de sa participation dans le capital d'EDF et de la soule du service annexe d'amortissement de la dette de la SNCF. Mesures fiscales en faveur de l'environnement. Son amendement sur le financement des PME innovantes. Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles. La majorité du groupe RDSE votera ce projet de loi de finances rectificative. - **Article 20 ter (Aménagement de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune pour les investissements effectués par l'intermédiaire de FCPR et FCPI)** (p. 6831, 6838) : son amendement n° 170 : alignement du dispositif de réduction de l'ISF des FCPI sur celui des FPI, sous

réserve d'un actif constitué au moins à hauteur de 20 % de titres de PME ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6910) : son amendement n° 121 : suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR" ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6934) : son amendement n° 150 : abaissement de 2 kilogrammes à 400 grammes du seuil de détention des tabacs manufacturés par un particulier non achetés dans le réseau officiel des buralistes français ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 6950) : sur l'amendement n° 154 de Mme Nicole Briq (réintroduction d'un article adopté par le Sénat dans le projet de loi de finances pour 2008 relatif au prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique en cas de transfert d'établissements dans leur périmètre), soutient le sous-amendement n° 171 de M. Georges Mouly (modification du champ d'application du dispositif d'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle d'un établissement) ; adopté.

**MOREIGNE (Michel)**  
*sénateur (Creuse)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Les commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre : une nécessaire rationalisation [n° 244 (2006-2007)] (15 février 2007) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : La réforme de l'Etat au quotidien : les exemples de la commission d'équivalence et de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre [n° 2 (2007-2008)] (2 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Fonction publique - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des finances : Le nouvel "âge d'or" des fonds souverains au Moyen-Orient [n° 33 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 91 tome 3 annexe 10 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2659, 2661) : financement des collectivités territoriales. Fin du contrat de croissance et de solidarité annoncée par le Premier ministre. Suppression de la composante PIB de l'indexation. Inquiétude quant à l'inclusion éventuelle des compensations pour allègement de fiscalité locale dans la norme "zéro volume". Estimation du manque à percevoir au titre de la DGF pour 2008. Financement du "second volet" du transfert des personnels TOS aux départements et aux régions. Problème de la compensation de ces transferts à la CNRACL et du sous-financement structurel du RMI. Autres questions en suspens : financement des dispositifs d'accompagnement des majeurs sous tutelle ; clé de répartition de la prise en charge du revenu de solidarité active ; problématique de la charge résiduelle de l'APA et de la prestation de fidélisation et de reconnaissance versée aux SDIS pour les départements les plus pauvres. Stratégie d'encadrement des recettes et des dépenses des collectivités territoriales visant à cristalliser l'attention sur la "mauvaise gestion locale" de la gauche, qui y est majoritaire.

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale** [n° 17 (2007-2008)] - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4224, 4226) : rappel historique. Situation financière de la Creuse. Aspiration des zones rurales à un aménagement du

territoire équilibré. Nécessité de proposer à nouveau des mesures péréquatrices.

### - **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5309, 5311) : soutient l'amendement n° I-56 de M. Marc Massion (extension des mécanismes de crédit d'impôt et de taux réduit de TVA aux installations de panneaux photovoltaïques) ; retiré. Soutient les amendements de M. Jean-Pierre Demerliat n° I-151 (imposition des produits gras et sucrés au taux normal de TVA) ; retiré ; et n° I-150 (application du taux réduit de TVA de 2,10 % à la commercialisation de fruits et légumes) ; retiré. (p. 5315, 5316) : soutient l'amendement n° I-110 de M. Thierry Repentin (modification de la valeur forfaitaire servant au calcul de la taxe locale d'équipement afin de rendre moins attractive la construction des garages et places de stationnement viabilisés) ; retiré. - **Article 11 quater (réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5326, 5327) : soutient l'amendement de M. Marc Massion n° I-50 (extension aux départements de l'application du taux réduit de TVA pour les opérations de déneigement qu'ils font effectuer) ; réservé avec l'article 11 quater. (p. 5331) : intervient sur le dispositif proposé par le rapporteur général. Ne retirera néanmoins pas l'amendement précité n° I-50 de M. Marc Massion.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** (p. 5396, 5397) : soutient l'amendement n° I-92 de M. Marc Massion (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5418) : soutient l'amendement n° I-65 de M. Marc Massion (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales) ; rejeté.

*Deuxième partie :*

### **Direction de l'action du Gouvernement**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5618, 5619).

### **Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6442, 6443) : soutient l'amendement n° II-248 de M. Marc Massion (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'ameublement) ; retiré. (p. 6455) : son amendement n° II-221 : limitation de la prise en charge de l'APA par les départements ; rejeté.

**MORIN (Hervé)**  
*ministre de la défense*  
 (à partir du 18 mai 2007)

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif au régime d'autorisation des opérations d'intermédiation et d'achat pour revendre et modifiant le code de la défense [n° 323 (2006-2007)] (5 juin 2007) - **Défense**.

*Projet de loi* relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)] (5 juin 2007) - **Défense**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives** [n° 205 (2005-2006)] - (10 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3827) : rétorsion pacifique. Extension du champ d'application de l'embargo. Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Création d'une nouvelle incrimination pénale. Maintien des procédures judiciaires postérieurement aux levées d'embargo. Demande l'adoption de ce projet de loi. - **Article 1er** (*Incrimination de la violation*

**MORIN-DESAILLY (Catherine)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*d'embargo*) (p. 3831) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. Renforcement du rôle du Parlement dans le contrôle des opérations extérieures. Exclusion du champ de l'incrimination pénale de violation de l'embargo, des actions de formation, de conseil et d'assistance technique à finalité humanitaire, médicale, sociale ou culturelle. Situation des expatriés français frappés par les décisions d'embargo.

### - **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

#### Défense

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 1950, 1956). Demande l'adoption des crédits de la défense. - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5927, 5958) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-108 de M. Yves Pozzo di Borgo et n° II-29 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 5959, 5960) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-30 (rapport au Parlement sur les résultats des expérimentations menées pour la mise en œuvre du nouveau régime dérogatoire d'avance de trésorerie dite avance "activité des forces") et n° II-31 de la commission (rapport au Parlement sur les besoins de financement dans le domaine des équipements de la défense) et n° II-62 de Mme Janine Rozier (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du crédit d'impôt en faveur des entreprises favorisant la participation de leurs salariés à des activités de réserve opérationnelle).

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 471 (2005-2006)] relatif aux archives [n° 147 (2007-2008)] (19 décembre 2007) - **Culture**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance** [n° 211 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1468, 1469) : historique de CulturesFrance, acteur majeur du rayonnement culturel de la France. Réforme opportune et pertinente. Renforcement des missions et de la légitimité de CulturesFrance. Le groupe UC-UDF ne peut que se féliciter de l'adoption de cette réforme.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire* [n° 227 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1796, 1797) : protection du consommateur. Réforme du compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIS. Opposition à l'attribution de chaîne bonus aux opérateurs privés. Le groupe UC-UDF votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2185, 2187) : conditions d'examen du texte. Situation des universités. Apports du projet de loi. Autonomie. Procédures de recrutement. Orientation et insertion professionnelles. Moyens financiers. Valorisation de la recherche. - **Article 1er** (*art. L. 123-3 du code de l'éducation - Insertion d'une double mission supplémentaire : l'orientation et l'insertion professionnelle*) (p. 2231) : son amendement n° 98 : participation à la construction de l'espace européen de

l'enseignement supérieur et de la recherche ; adopté. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Administration de l'université) (p. 2234, 2235) : son amendement n° 88 : maintien de la capacité de proposition du conseil scientifique ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2249, 2250) : son amendement n° 100 : augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités ; rejeté. (p. 2253) : intervient sur son amendement n° 100 précité. (p. 2258) : son amendement n° 99 : renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration ; adopté. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2267) : son amendement n° 97 : élection du président d'université par l'ensemble des membres du conseil d'administration ; adopté. (p. 2268) : son amendement n° 91 : élection du président d'université parmi les enseignants-chercheurs ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2598) : politique de soutien à l'emploi culturel. (p. 2603) : bilan de l'application de la loi relative aux droits d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, loi DADVSI.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités - Commission mixte paritaire [n° 367 (2006-2007)]** - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3109, 3110) : importance de l'orientation des étudiants. Question des moyens accordés aux universités. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3302, 3304) : regrette de débattre a posteriori sur des accords déjà conclus. Importance du projet. Changement d'échelle de la politique de coopération internationale des musées. Inquiétudes légitimes des acteurs du

monde de l'art. Intérêt du projet pour le rayonnement culturel de la France et pour le musée du Louvre. Contribution des contreparties financières au financement des musées français participants. Questions sur la localisation choisie pour le musée universel et sur la mise en œuvre d'une politique d'éducation des publics. Crainte de dépossession des musées français d'œuvres majeures de leurs collections. Question sur l'élaboration d'une charte déontologique sur les pratiques admises en matière de gestion et d'entretien des collections, évoquée par la commission des affaires culturelles. Le groupe UC-UDF souhaite l'adoption du projet de loi, qui confirme l'ouverture de la politique culturelle française sur le monde.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3600) : hostilité du groupe UC-UDF à l'introduction des tests ADN dans ce projet de loi, qui s'abstiendra sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6026, 6028). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6043) : son amendement n° II-110 : éligibilité au régime prévu à l'article 238 bis du code général des impôts des opérations de mécénat gérées ou organisées par les sociétés d'économie mixte ; retiré.

**MORTEMOSQUE (Dominique)**  
sénateur (Dordogne)  
UMP

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]* - Politique des territoires [n° 93 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche le 28 février 2007.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer [n° 179 (2006-2007)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4093, 4094) : clarification du système des signes de qualité. Encadrement des labels. Ses amendements sur ce texte. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4099) : favorable aux amendements identiques n° 3 de la commission et n° 11 de Mme Françoise Férat (possibilité de coupler les labels rouges avec les indications géographiques protégées). (p. 4100) : efforts importants des producteurs sous label rouge pour s'insérer dans une politique de développement durable.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4133, 4134) : intervient sur l'amendement

n° 3 de la commission (élargissement de la saisine du médiateur de la République). Attente des conclusions du comité de réflexion mis en place. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 4144) : soutient l'amendement n° 41 de M. Henri de Richemont (mention de l'existence de l'acte de notoriété en marge de l'acte de décès) ; adopté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole et modifiant certains règlements (E 3587) [n° 68 (2007-2008)]** - (21 novembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5068, 5069) : consensus. Qualité du rapport de M. Gérard César. Confiance au Gouvernement pour retourner la position de la commission européenne. Le groupe UMP soutiendra cette proposition de résolution avec beaucoup d'enthousiasme.

**MOULY (Georges)**  
*sénateur (Corrèze)*  
RDSE

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Proposition de loi* visant à modifier le dispositif de l'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle dans le cadre de l'intercommunalité à fiscalité propre [n° 296 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* visant à favoriser la création de pharmacies en zones rurales et périurbaines [n° 321 (2006-2007)] (31 mai 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5980, 5982). Spécialisation ovine en Corrèze.

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6060, 6061). Atout de l'enseignement agricole dans son département de la Corrèze. Approuvera sans hésitation les crédits de cette mission.

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6157, 6158).

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Article 40 octies (Prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique au titre des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle lors de transferts d'entreprises)** (p. 6425) : son amendement n° II-176 : neutralisation des conséquences dommageables en terme de recettes fiscales des transferts d'établissements à l'intérieur d'un même EPCI à taxe professionnelle unique ; adopté.

**MULLER (Jacques)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
*NI, puis SOC-R*

Devenu sénateur le 20 juillet 2007 (remplace M. J.M Bockel, devenu membre du Gouvernement).

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 25 juillet 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 13** (p. 2820) : soutient l'amendement n° 161 de M. Jean Desessard (obligation pour les employeurs de financer le chèque-transport collectif) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Article 5 (Renforcement du bouclier fiscal)** (p. 2904, 2906) : votera contre cet article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3686) : OGM. Contamination des cultures. Haute autorité sur les biotechnologies. Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés adopté par le Sénat le 23 mars 2006.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3942, 3943) : son amendement n° 3 : exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3955) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile - Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4046, 4048) : mobilisation du Sénat pour rééquilibrer ce projet de loi. Texte de multiples ruptures, en dépit de rares acquis. Sceptique quant à la mise en œuvre concrète du test ADN. Association dangereuse dans un même texte du fichage ADN et du fichier ethnique. Suppression par la commission mixte paritaire de l'amendement de Mme Alima Boumediene-Thiery dispensant les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées du revenu minimum fixé par le projet de loi. Aboutissement à un texte de faux compromis et devenu inapplicable. Avec les sénatrices et sénateurs Verts, votera contre ce projet de loi, nouvel instrument de la politique spectacle.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4349, 4351) : phénomène sociétal du chien de compagnie. Lacunes de la loi du 6 janvier 1999. Absence d'organisme national centralisant les cas de morsures. Catégorisation. Risque d'abandon des chiens de première et deuxième catégories. Non-prise en compte de la chaîne de responsabilité et d'interaction dans la vie du chien. Souhait d'une campagne de sensibilisation et d'information nationale. Volet répressif. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4357) : son amendement n° 43 : création d'un Observatoire interdisciplinaire national du comportement canin ; adopté. - **Article 4 (art. L. 211-14-2 nouveau du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs" et de leurs propriétaires ou détenteurs)** (p. 4364, 4365) : comportementaliste non vétérinaire. Sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 19 (lien entre les obligations de formation des détenteurs de chiens et les résultats de l'évaluation comportementale de l'animal et concomitance de cette évaluation et de la surveillance vétérinaire imposée par le code rural), son sous-amendement n° 47 ; rejeté. - **Article 5 (art. L. 211-15 du code rural - Interdiction de détenir un chien de première catégorie né après le 7 janvier 2000)** (p. 4369) : application de l'article 40 de la Constitution à son amendement sur l'instauration de campagnes de sensibilisation et de formation aux relations de l'homme et du chien, empêchant sa discussion en séance publique. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 4379) : défavorable à l'amendement n° 58 du Gouvernement (alignement des peines encourues par le propriétaire d'un chien ayant commis une agression mortelle sur celles prévues pour un conducteur auteur d'un homicide involontaire). - **Article 12 (art. L. 5144-3 du code de santé publique - Modalités d'acquisition et de détention de médicaments vétérinaires)** (p. 4381) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4385, 4386) : s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

**MURAT (Bernard)**  
sénateur (Corrèze)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à modifier le dispositif de l'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle dans le cadre de l'intercommunalité à fiscalité propre [n° 296 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à favoriser la création de pharmacies en zones rurales et périurbaines [n° 321 (2006-2007)] (31 mai 2007) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Faut-il avoir peur des supporters ? [n° 467 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Société - Sports.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 92 tome 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Sports.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2670, 2671) : réduction impérative du poids de la dette. Objectif fixé par le Président de la République à l'horizon 2012. Réflexions quant aux incidences financières pour les collectivités territoriales de l'application de la norme "zéro volume" aux concours de l'Etat. Nécessité d'une clarification financière entre l'Etat et les collectivités territoriales et d'une réforme de fond de la fiscalité locale. Satisfait de l'annonce par le Premier ministre d'une négociation pour un nouveau contrat pluriannuel. Se réjouit de la perspective de révision des prélèvements obligatoires et d'une nouvelle réforme de la taxe professionnelle pour 2009.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 octobre 2007) (p. 3838).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4602, 4604) : accentuation des inégalités territoriales en matière d'offre de soins. Inefficacité des dispositifs incitatifs à l'installation. Inquiétude des élus ruraux. Question de l'adoption de mesures plus coercitives pour un égal accès aux soins. Se réjouit de l'association des maires aux États généraux de l'organisation de la santé. En tant qu' élu d'un territoire rural, convaincu de la nécessité de mieux préparer les étudiants en médecine à une installation en zone rurale. Soutien à l'initiative de la commission visant à favoriser l'exercice regroupé des professionnels de santé. Souhaite des décisions rapides qui favoriseraient l'installation de nouveaux médecins en Corrèze.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5388, 5389). Son département de la Corrèze.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5448, 5449). Visite prochaine du ministre de l'agriculture et de la pêche en Corrèze.

*Deuxième partie :*

**Santé**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6251, 6252). Sa commune de Brive-la-Gaillarde.

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6264, 6265). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6282) : son amendement n° II-184 : revalorisation des crédits alloués à l'Agence française de lutte contre le dopage ; adopté.

**MUZEAU (Roland)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
CRC

Élu député le 28 juin 2007.

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 28 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable) (p. 691, 692) : revirement du Gouvernement. Pression des associations. Débat précipité. Prudence du groupe CRC.

Approche différente des commissions saisies au fond et pour avis. Recours juridictionnel. Situation dans les Hauts-de-Seine.

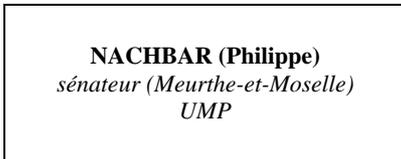
- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative) (p. 736) : votera contre l'amendement n° 49 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Délégation de la responsabilité du droit au logement) (p. 753) : contingent préfectoral. Situation dans les Hauts-de-Seine. Ségrégation territoriale. Désengagement de l'Etat. Démolition de logements. (p. 756) : intervient sur les amendements de suppression n° 27 de la commission, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 75 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 768) : votera les amendements identiques n° 8 de Mme Michelle Demessine et n° 208 de M. Thierry Repentin (renforcement des obligations de réalisation de places d'hébergement par les communes). (p. 775, 776) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Michelle Demessine (suppression de la commission chargée d'examiner les obligations de réalisation de logements sociaux des communes) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 777, 779) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 4 (suppression des dispositions incitatives à la spéculation immobilière) ; et de Mme Michelle Demessine n° 5 (limitation de l'exonération de la contribution sur les revenus locatifs aux seuls logements privés loués à des niveaux équivalents à ceux pratiqués pour les logements locatifs sociaux du voisinage) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 788) : le groupe CRC votera l'amendement n° 19 de la commission (intégration de la promotion du droit au logement dans le champ de compétences des travailleurs sociaux). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 805, 806) : intervient sur l'amendement n° 204 de M. Thierry Repentin (limite à un tiers des logements financés avec un prêt locatif social dans les nouveaux programmes de construction des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 809, 810) : favorable à l'amendement n° 134 de M. Jean-Paul Alduy (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux). Exemple des Hauts-de-Seine. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 816, 817) : intervient sur l'amendement n° 141 de M. Thierry Repentin (libre usage du droit de préemption pour les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de la loi SRU et souhaitant réaliser des logements sociaux). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 824) : intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (augmentation des crédits consacrés au programme national de rénovation urbaine).

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) (p. 847) : son amendement n° 107 : suspension temporaire des ventes de logements sociaux dans certaines zones ; rejeté. Exemple des Hauts-de-Seine. (p. 848, 849) : son amendement n° 109 : inéligibilité des maires ne respectant pas les objectifs de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 865, 866) : ses amendements n° 111 : abrogation du CNE ; n° 113 : requalification des contrats de travail à temps partiel en contrats à temps plein en cas d'abus ; n° 115 : limitation des recours aux emplois précaires ; n° 112 : obligation pour les grilles de salaire de commencer au SMIC ; et n° 114 : limitation de l'usage des stages ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 6 ou avant l'article 9** (p. 871) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 284 du Gouvernement (expérimentation d'un contrat unique d'insertion conjointement par l'Etat et les départements volontaires). - **Article 6** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale - Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires) (p. 873) : son amendement n° 14 : suppression ; rejeté. (p. 875) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 876, 877) : défavorable à l'amendement n° 267 du Gouvernement (prolongation de douze mois de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) -

**Articles additionnels avant l'article 7** (p. 877) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission n° 224 (possibilité de moduler la dotation "soins" des établissements pour personnes âgées dépendantes). (p. 879) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 192 de M. René Beaumont (création d'un statut d'accueillant familial). - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants) (p. 881, 882) : volet "fourre-tout" de ce texte. Introduction de nouvelles inégalités. Déclarations du Gouvernement et réalité des faits. Minimum vieillesse. Mesures pour les seuls migrants vivant en foyer. Le groupe CRC déterminera son vote en fonction des réponses apportées à ces questions. Maintien des droits à l'assurance maladie. - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** (p. 884) : favorable à l'amendement n° 290 du Gouvernement (garantie de l'accès aux soins lors de leur séjour en France pour les bénéficiaires de l'allocation de réinsertion sociale et familiale des anciens migrants). - **Article 8** (art. 199 sexdecies du code général des impôts - Crédit d'impôt "services à la personne") (p. 893) : soutient l'amendement n° 15 de M. Bernard Vera (exclusion du champ de cette mesure des services proposés par une entreprise ou un organisme) ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 262-9-1 du code

de l'action sociale et des familles, L. 380-3 et L. 512-1 du code de la sécurité sociale - Accès aux prestations sociales non contributives des ressortissants de l'Union européenne) (p. 896, 898) : son amendement n° 16 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 902, 903) : adoption de certains amendements du groupe CRC. Inéligibilité des maires se refusant à appliquer la loi SRU. Difficulté d'application de ce texte. Satisfait de l'adoption des amendements relatifs aux vieux travailleurs migrants. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 261 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1877, 1880) : examen accompli dans la précipitation. Crise du logement. Pratiques des agences immobilières. Importance des logements vides. Effectivité du droit au logement opposable. Souhait d'une intervention publique différente en matière d'emploi et de formation. Le groupe CRC s'abstiendra sur l'ensemble du projet de loi. - **Article 6 MF** (p. 1897) : s'abstiendra sur l'amendement de coordination n° 1 du Gouvernement transmis trop tardivement.



## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 436 (2006-2007)] autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 455 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Culture [n° 92 tome 3 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Culture.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3300, 3302) : dimension culturelle et ampleur exceptionnelle du projet de loi. Craintes excessives quant au nombre d'œuvres d'art qui seront prêtées au musée d'Abou Dabi. Modalités des prêts consentis par la France. Inquiétude non justifiée à propos de la sécurité des œuvres prêtées et de l'abandon du principe de gratuité des prêts. Encadrement juridique du nom "Louvre". Intérêt du projet pour le rayonnement culturel de la France et le prestige du Louvre à l'étranger. Importance des retombées financières pour les musées français. Confirmation de la vocation universelle du musée d'Abou Dabi, projet exemplaire du développement du dialogue entre l'Orient et l'Occident. *Avis favorable* de la commission des affaires culturelles à l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6023, 6024).

**NOGRIX (Philippe)**  
*sénateur (Ille-et-Vilaine)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité consultatif du Fonds national des abattoirs jusqu'au 23 juillet 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer jusqu'au 23 juillet 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 264 (2006-2007)] autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002 [n° 396 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense - Préparation et emploi des forces [n° 94 tome 5 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 457 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 122 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 298, 299) : texte décevant. Crise du CPE. Représentativité et financement des organisations syndicales. Retard de la France en la matière.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1359, 1361) : amélioration de la procédure de signalement. Prévention systématique dès la grossesse et suivi. Diversification des modes d'accueil. Création d'une mesure administrative d'accompagnement en économie sociale et familiale. Compensation financière du transfert de compétence au département. Financement par la branche famille de la sécurité sociale. Modulation du congé de maternité. Lutte contre les mouvements sectaires. Instruction à domicile. Enseignement à distance. Requalification en délit du défaut de vaccination. Question de la formation des professionnels. - **Article 5** (art. L. 226-2-1, L. 226-3 et L. 226-4 du code de l'action sociale et des familles - *Recueil des informations préoccupantes sur les mineurs en danger et procédure de signalement à l'autorité judiciaire*) (p. 1380) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (conditions de saisine du juge par le président du conseil général). - **Article 6** (art. 375 du code civil - *Coordination entre protection administrative et protection judiciaire des mineurs en danger*) (p. 1386) : défavorable à l'amendement n° 44 de Mme Marie-Thérèse Hermange (évaluation de la situation de l'enfant placé par le service d'accueil ou à défaut par le juge). - **Article 10** (art. L. 221-4 et L. 223-5 du code de l'action sociale et des familles - *Information réciproque du président du conseil général et de l'autorité judiciaire sur la situation des mineurs faisant l'objet d'une mesure de protection*) (p. 1390) : défavorable à l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer (droit des familles à bénéficier d'un accompagnement lors de la consultation du rapport annuel de l'aide sociale à l'enfance). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1392) : défavorable à l'amendement n° 17 de Mme Claire-Lise Campion (suppression du dispositif de suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire). - **Article 27** (art. L. 3116-4 du code de la santé publique - *Sanctions applicables en cas de non-respect des obligations vaccinales*) (p. 1408, 1409) : défavorable aux amendements n° 23 de Mme Claire-Lise Campion et n° 52 de M. Jean Desessard (suppression), et favorable à l'amendement n° 9 de la commission (exception à l'obligation de vaccination en cas de contre-indication médicale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1411, 1412) : satisfaction devant la concertation menée en vue de la rédaction de ce texte. Respect de la décentralisation. Absence de lien entre ce projet de loi et celui sur la prévention de la délinquance.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2390, 2391) : utilisation de la grève en France. Bien fondé du recours à l'urgence. Réhabilitation de l'usager au centre du service public des transports. Dialogue social. Souhaite l'extension du projet de loi à l'ensemble du secteur des transports.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2427, 2428) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de M. Bruno Retailleau et n° 64 de M. Nicolas Alfonsi (extension du champ d'application de l'article au transport maritime régulier de passagers). Urgence d'une concertation avec les compagnies de transport maritime. - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2451, 2452) : critiques non pertinentes de l'opposition. Nécessité d'aider les autorités organisatrices de

transport à mettre en œuvre le service minimum. (p. 2464) : soutien à l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions).

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (*Consultation des salariés sur la poursuite de la grève*) (p. 2487) : sur l'amendement n° 11 de la commission (possibilité de désigner un médiateur dès le début de la grève et précision selon laquelle la consultation des salariés peut être décidée tant par l'employeur que par une organisation syndicale représentative ou le médiateur), soutient le sous-amendement n° 86 de M. Nicolas About (contribution du médiateur à la mise en œuvre du plan de transport adapté) ; retiré. - **Article 8** (*Indemnisation des usagers*) (p. 2497, 2498) : son amendement n° 25 : dédommagement des prestataires de service ayant subi un préjudice en cas de défaut d'exécution des plans ; retiré. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2502) : sur l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève), son sous-amendement n° 26 : possibilité d'étaler dans le temps la retenue appliquée à la rémunération selon des modalités déterminées par accord d'entreprise ; rejeté. (p. 2504) : maintient son sous-amendement précité n° 26 sur l'amendement n° 14 précité de la commission. Persistance d'un trouble entre les travaux de la commission spéciale et les arguments du ministre. (p. 2507) : après réflexion, votera l'amendement n° 14 précité de la commission. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2518, 2519) : son amendement n° 24 : nouvel intitulé - Projet de loi relatif au dialogue social et à la continuité du service public dans les transports terrestres avant extension aux autres moyens de transport ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2524, 2525) : remercie par avance les députés qui pourront combler les lacunes de ce projet de loi, que le groupe UC-UDF votera.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (30 novembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5685) : position du groupe UC-UDF sur ce budget.

#### Outre-mer

- (3 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5925) : favorable à l'amendement n° II-94 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole).

#### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (préparation et emploi des forces) : son intervention (p. 5930, 5931).

#### Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5982, 5983).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6578, 6580) : baisse du pouvoir d'achat des Français. Avancées du texte. Sujets d'inquiétude. Ouverture dominicale du commerce de détail. Services de communication électronique. Relations entre les banques et leurs clients. Le groupe UC-UDF, dans sa très grande majorité, votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 6 ter** (*art. L. 121-84-2-2 du code de la consommation - Accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits*) (p. 6677) : son amendement n° 130 : limitation de l'obligation de recueillir le consentement express du client au seul cas de la fourniture à titre onéreux de services optionnels initialement souscrits à titre gratuit ; adopté. - **Article 7** (*art. L. 121-84-3 du code de la consommation - Gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6683) : son amendement n° 127 : obligation pour les fournisseurs de service de communications électroniques de proposer au consommateur final un choix entre hotline surtaxée et forfait d'assistance ; retiré. - **Article 7 ter** (*art. L. 121-84-6 du code de la consommation et L. 34-8-2 du code des postes et des communications électroniques - Gratuité des appels depuis les téléphones mobiles des numéros présentés comme gratuits*) (p. 6691, 6694) : favorable à l'amendement n° 32 de la commission (précision). Ses amendements n° 128 : extension de la gratuité aux services accessibles par un numéro vert ; et n° 129 : limitation des numéros gratuits à des services autres que des services de communications électroniques ; retirés. - **Article 7 quater** (*art. L. 121-84-7 du code de la consommation - Application du tarif d'une communication nationale aux appels émis depuis un mobile vers les services de renseignements téléphoniques*) (p. 6695, 6696) : son amendement n° 131 : interdiction de la surtaxation d'une prestation de mise en relation fournie par un service de renseignements téléphoniques ; devenu sans objet. - **Article 8** (*art. L. 121-85 du code de la consommation - Recherche et constatations des infractions*) (p. 6698) : son amendement n° 126 : suppression ; retiré. - **Article 10** (*art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier - Création du relevé annuel des frais bancaires*) (p. 6711) : défavorable aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 101 (contenu du récapitulatif annuel des frais bancaires et transmission au conseil de la concurrence d'un récapitulatif des frais perçus par produit et par service), n° 99 (modalités de transfert de compte) et n° 100 (interdiction de la pratique des dates de valeurs). - **Article 10 bis** (*art. L. 312-8 du code de la consommation - Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable*) (p. 6716) : défavorable à l'amendement n° 177 de M. Bernard Vera (modification du calcul du taux de l'usure). - **Articles additionnels après l'article 10 bis** (p. 6717) : soutient l'amendement n° 120 de M. Claude Biwer (conditions d'octroi d'un prêt) ; retiré.

**NOVELLI (Hervé)**  
secrétaire d'Etat chargé des entreprises  
et du commerce extérieur  
(à partir du 19 juin 2007)

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article 2** (*Elargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études*) (p. 2832) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-Claude Beaufils n° 70 et n° 71 et n° 201 de M. Claude Biwer. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2834) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 155 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2836) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de M. Thierry Repentin et n° 137 de M. Dominique Braye. (p. 2838, 2840) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. Hubert Haenel et n° 112 et n° 107 de M. Thierry Repentin. (p. 2841, 2842) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 et n° 106 de M. Thierry Repentin.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3237, 3239) : rôle de la propriété intellectuelle. Innovation. Propositions de la commission. Coopération internationale. Réponses aux orateurs. - **Demande de réserve** (p. 3239) : accepte la demande de réserve de la commission tendant à examiner l'amendement n° 1 et l'article 2 après l'examen de l'amendement n° 48. - **Article 3** (art. L. 521-1 à L. 521-9 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux) (p. 3242, 3244) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 2, n° 3, n° 4, 5, 6, 7 et 8. - **Article 4** (art. L. 521-11 et L. 521-12 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Mesures pénales complémentaires en matière de dessins et modèles) (p. 3245) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article 5** (chapitre II nouveau du titre II du livre V et art. L. 522-1 et L. 522-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Contentieux des dessins ou modèles communautaires) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 9** (art. L. 615-1 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon de brevets à l'échelle commerciale) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 10** (art. L. 615-3 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets) (p. 3246) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 11** (art. L. 615-5 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de brevets) (p. 3247) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de la commission. - **Article 12** (art. L. 615-5-2 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Droit d'information en matière de brevets) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 13** (art. L. 615-7 du code de la propriété intellectuelle - Indemnisation du préjudice né de la contrefaçon de brevets) (p. 3248) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article 14** (art. L. 615-7-1 du code de la propriété intellectuelle - Mesures complémentaires de réparation du préjudice prononcées en matière de contrefaçon de brevets) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article 17** (art. L. 622-5 du code de la propriété intellectuelle - Régime de responsabilité applicable en matière de contrefaçon de produits semi-conducteurs) (p. 3249) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 19** (art. L. 623-25 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon d'obtentions végétales à l'échelle commerciale) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article 20** (art. L. 623-27-1 à L. 623-27-3 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires, saisie-contrefaçon et droit

d'information en matière de contrefaçon d'obtentions végétales) (p. 3250, 3251) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20 et 21 de la commission. - **Article 21** (art. L. 623-28-1 et L. 623-28-2 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Indemnisation du préjudice né de la contrefaçon d'obtentions végétales et mesures complémentaires de réparation civile du préjudice) : Avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de la commission. - **Article 23** (art. L. 716-1 du code de la propriété intellectuelle - Définition de la contrefaçon de marques à l'échelle commerciale) (p. 3252) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 24** (art. L. 716-6 du code de la propriété intellectuelle - Mesures provisoires et conservatoires en matière de contrefaçon de marques) (p. 3253) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission. - **Article 25** (art. L. 716-7 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la saisie-contrefaçon en matière de marques) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission. - **Article 26** (art. L. 716-7-1 nouveau du code de la propriété intellectuelle - Droit d'information en matière de marques) (p. 3254) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission. - **Article 27** (art. L. 716-13 à L. 716-16 du code de la propriété intellectuelle - Mesures complémentaires civiles et pénales, indemnisation du préjudice né de la contrefaçon) : Avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 29 de la commission. - **Intitulé du Chapitre VI** (*Dispositions relatives aux dénominations géographiques*) (p. 3255) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article 28** (titre II et chapitre premier et II nouveaux du livre VII, art. L. 722-1 à 722-7 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Transposition complète de la directive en matière d'indications géographiques) (p. 3256, 3258) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 31, 32, 33, 34, 35 et 36 de la commission. - **Article 31** (art. L. 331-1-1 à L. 331-1-4 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Transposition de la saisie conservatoire, du droit d'information, des nouvelles mesures d'indemnisation et mesures complémentaires de réparation) (p. 3259) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 37, 38, 39, 40 et 41. - **Article 33** (art. L. 332-1 du code de la propriété intellectuelle - Compléments à la procédure actuelle de saisie-contrefaçon) (p. 3260) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission. - **Article 36** (art. L. 332-4 du code de la propriété intellectuelle - Procédure spécifique à la contrefaçon de logiciels et de bases de données) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de la commission. - **Article 39** (art. L. 343-5 et L. 343-6 nouveaux du code de la propriété intellectuelle - Saisie-contrefaçon et mesures pénales complémentaires applicables à toute atteinte aux droits des producteurs de bases de données) (p. 3261) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3262, 3266) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45, n° 46, n° 47 et n° 48 de la commission ainsi que sur l'amendement n° 50 de M. Richard Yung. Nécessité de réviser le régime des frais de recouvrement et d'encaissement pour les procédures civiles. - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Création d'un chapitre premier au titre II du livre V intitulé "Contentieux des dessins et modèles nationaux"*) (p. 3267) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3269, 3272) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49, n° 55 et n° 56 de la commission, n° 51 et n° 52 de M. Christian Cambon ainsi que sur le sous-amendement n° 54 de M. Ladislav Poniatowski portant sur l'amendement précité n° 49 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3274, 3275) : remerciements.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3792, 3793) : accord de Londres. Ambition du Gouvernement pour l'innovation.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : sa réponse (p. 3848, 3852).

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** - *Deuxième lecture* [n° 9 (2007-2008)] - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3932) : apports du Parlement. Retard dans la transposition de la directive du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle. - **Article 10** (art. L. 615-3 du code de la propriété intellectuelle - *Mesures provisoires et conservatoires en matière de brevets*) (p. 3941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Jean Bizet (présomption de contrefaçon pour les médicaments génériques). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3944, 3945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Bernard Seillier, n° 3 de M. Jacques Muller et n° 4 de Mme Jacqueline Gourault. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3956) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

#### Développement et régulation économiques

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6164, 6166). - **Article 42** (*Taux maximum d'augmentation de la taxe pour frais de chambres de commerce, concernant les chambres de commerce et d'industrie, CCI, ayant délibéré favorablement pour mettre en œuvre un schéma directeur régional*) (p. 6169) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-25 de la commission. - **Article additionnel après l'article 43** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-63 de M. Michel Houel

(revalorisation des plafonds du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers et de l'artisanat).

#### Pilotage de l'économie française

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6173, 6174).

#### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Article 39** (*Réforme du crédit d'impôt recherche*) (p. 6402, 6404) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-249 de M. Thierry Foucaud, n° II-204, n° II-195, n° II-203, n° II-201, n° II-200 et n° II-202 de M. Philippe Adnot, n° II-166 et n° II-167 de la commission, n° II-237 de Mme Nicole Bricq, n° II-239, n° II-240 et n° II-238 de M. Marc Massion. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 6406, 6408) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-259 de la commission (élargissement de la gamme des dépenses prises en compte en matière de brevets et de certificats) et n° II-263 de M. Michel Houel (précision des modalités de contestation de l'évaluation d'une entreprise par l'administration fiscale lors d'une transmission à titre gratuit ou onéreux). - **Article 40** (*Exonération de fiscalité professionnelle en faveur des jeunes entreprises universitaires*) (p. 6409) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-254 de M. Thierry Foucaud et n° II-262 de la commission.

**OLIN (Nelly)**  
*ministre de l'écologie et du  
développement durable  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

#### DÉPÔTS

##### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif à la responsabilité environnementale [n° 288 (2006-2007)] (5 avril 2007) - **Environnement - Union européenne.**

**OTHILY (Georges)**  
*sénateur (Guyane)  
RDSE*

#### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 3 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Article 1er** (art. L. 127-2-1 à L. 127-2-3 nouveaux du code des assurances - Point de départ de la déclaration du sinistre - Obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - Obligation de recourir à un avocat) (p. 464, 465) : ses amendements n° 3 : définition du sinistre ; et n° 4 : intervention facultative d'un avocat ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 127-5-1 nouveau du code des assurances - Libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client) (p. 466) : son amendement n° 5 : possibilité d'accord sur le montant des honoraires entre l'assureur et l'avocat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 470) : s'abstient sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 930) : conclusions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'affaire d'Outreau. Réforme de la justice et de la procédure pénale. Commissions Delmas-Marty et Viout. Réforme de la garde à vue et de la détention provisoire. Droits de la défense. Séparation statutaire du Parquet et du siège.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007)**. - (8 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1341) : une partie des membres du groupe RDSE votera le projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 121 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9, 10) : les sénateurs du groupe RDSE voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2201, 2203) : situation des universités françaises. Spécificité des Antilles et de la Guyane. Ses propositions. Rôle des présidents d'université. Gouvernance. Favorable à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 29** (Application des dispositions à l'outre-mer) (p. 2344) : favorable à l'amendement n° 215 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation des dispositions relatives à la gouvernance des universités pour leur application dans les départements et régions d'outre-mer).

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement

*et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2574, 2575) : sécurité des fleuves et des rivières en Guyane. Interroge le ministre sur les moyens matériels et humains mis à disposition.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (27 juillet 2007) - **Article 6** (Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général) (p. 2940) : son amendement n° 99 : ouverture de ce dispositif aux fonds communs de placement à risque du programme France Investissement ; devenu sans objet. (p. 2950, 2951) : soutient l'amendement n° 230 de M. Georges Mouly (réduction d'ISF pour les dons aux réseaux associatifs de financement de la création d'entreprises) ; retiré. Son amendement n° 100 : ouverture du dispositif de réduction d'ISF aux dons à l'Agence nationale de la recherche, ANR ; adopté.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 3017) : rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires français. Conditions de détention et surpopulation carcérale. Rapport Gil-Robles sur le respect des droits de l'homme dans notre pays. Attente d'une grande loi de modernisation pénitentiaire. Solutions alternatives à la privation de liberté. Pathologies psychiatriques en milieu carcéral. Rôle des délégués du Médiateur de la République dans les établissements pénitentiaires.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3495, 3496) : réponse aux attentes des Français. Difficultés de l'immigration en Guyane. Importance des mesures prises pour l'intégration. Salue la création du livret d'épargne pour le codéveloppement après le compte épargne codéveloppement créé à l'initiative de M. Jacques Pelletier. Hommage à l'action du ministre en faveur du codéveloppement : signature d'une convention de partenariat entre l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations et l'association Entreprendre et réussir en Afrique. Défavorable au raccourcissement du délai de recours devant la commission des recours des réfugiés. Avec la majorité de ses collègues du RDSE, espère que la Haute Assemblée saura améliorer ce projet de loi afin que la devise de la République prenne tout son sens.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4433) : création d'un ministère du budget et des comptes publics de la fonction publique. Niveau des prélèvements obligatoires et optimisation du système fiscal : exemples internationaux. Mondialisation. Niches fiscales et sociales. Outre-mer. Classes moyennes.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4548, 4549) : élaboration du plan Alzheimer. Hommage à l'ASQUAL, association Guyane Alzheimer.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4595, 4596) : son mécontentement concernant le rapport d'enquête établi en juin 2007 sur la situation sanitaire en Guyane à la demande de MM. Jean-François Copé et Xavier Bertrand. Idées préconçues et manipulations, notamment à l'encontre de la médecine libérale. Etat des lieux. Création nécessaire d'une zone franche sanitaire, parallèlement au projet de zone franche globale d'activité.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5092, 5094) : environnement. Ressources énergétiques. Circulation maritime. Vulnérabilité de la France et de l'Europe. Mondialisation. Importance stratégique des espaces maritimes.

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5601, 5602). Les membres du RDSE, dans leur majorité, voteront les crédits de cette mission.

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5698, 5699). La majorité du groupe RDSE votera les crédits de cette mission.

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5765, 5766).

**Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5877, 5879). Avis favorable du groupe RDSE à l'adoption des crédits de cette mission.

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5907, 5909). Votera les crédits de cette mission.

**Défense**

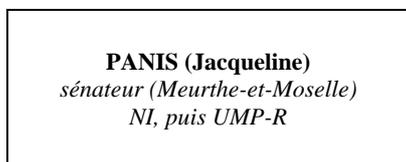
- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5943, 5944). Une large majorité du groupe RDSE votera les crédits de cette mission.

**Sécurité civile**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6141, 6142). La majorité du groupe du RDSE votera les crédits de cette mission.

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6302, 6303). Sa région de Guyane.



Devenue sénateur le 22 juin 2007 (remplace M. Jacques Baudot, décédé).

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 11 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accèsion à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6007).

**PAPON (Monique)**  
*sénateur (Loire-Atlantique)*  
UMP

Secrétaire du Sénat.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Haut Conseil de l'évaluation de l'école jusqu'au 8 avril 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1507) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (12 juillet 2007) - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - *Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs*) (p. 2319) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Colette Mélot (modalités de recrutement des enseignants-chercheurs par l'université dans laquelle le postulant a étudié) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4777) : soutient l'amendement n° 421 de Mme Catherine Procaccia (dérogation du paiement à l'acte limité aux actes de préventions) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6062, 6063).

**PASQUA (Charles)**  
sénateur (Hauts-de-Seine)  
UMP-A

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité jusqu'au 14 septembre 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**PASTOR (Jean-Marc)**  
sénateur (Tarn)  
SOC

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Article unique** (p. 276) : atteinte aux droits constitutionnels fondamentaux. Ne votera pas ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 442 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3316, 3317) : nouvelle infrastructure du tunnel de Tende. Sécurisation des usagers. Gestion unifiée. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3571) : votera l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an).

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver : Approvisionnement électrique : l'Europe sous tension (rapport) [n° 357 tome 1 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver : Approvisionnement électrique : l'Europe sous tension (auditions et déplacements) [n° 357 tome 2 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 93 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Agriculture et pêche - Budget.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel** [n° 466 (2006-2007)] - (1er octobre 2007) - vice-président de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (*Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation*) (p. 3429) : procédure de vote. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3436, 3437) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de loi.

**PAYET (Anne-Marie)**  
*sénateur (La Réunion)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) - rapporteur de la mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France : son intervention (p. 4184, 4185).

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction** [n° 463 (2006-2007)] - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4199, 4201) : causes des accidents. Absence de réglementation européenne. Préconisations de la Commission de sécurité des consommateurs. Souhaite rendre obligatoire la norme NF EN 13814. Formation des opérateurs, prévention et information du public. - **Article 1er** (*Définition du champ d'application de la loi*) (p. 4204, 4205) : son amendement n° 3 : soumission des machines de levage ou de portage à une obligation de sécurité ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 4207, 4208) : son amendement n° 2 : publication obligatoire des certificats de conformité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4208) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 5970, 5971). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6010) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-141 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à soutenir le plan de modernisation des bâtiments d'élevage).

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6137, 6138) : son amendement n° II-52 : autorisation des collectivités territoriales et des établissements publics à placer leurs provisions et à déroger à l'obligation de déposer leurs fonds auprès du Trésor public ; retiré.

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6196, 6197).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 25 septembre 2007.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Outre-mer [n° 95 tome 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Outre-mer.**

## INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 janvier 2007) (p. 355).

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 363) : importance sociale du crédit. Loi du 12 juillet 1990. Encadrement de la sélection assurantielle. Conventions Belorgey et AERAS. Recours à la voie réglementaire en cas de carence des parties conventionnelles. Absence de définition du risque aggravé de santé. Cas des emprunteurs dont le revenu excède le plafond de la sécurité sociale. Proposition de création d'un fonds de garantie. Absence de sanction dans le dispositif. Importance du contrôle parlementaire.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur** [n° 159 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 439, 440) : épidémie de chikungunya. Enseignements de cette crise. Mesures proposées. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 519, 520) : défavorable à l'inclusion des programmes d'observance des patients dans le champ d'habilitation des ordonnances. Statut des psychothérapeutes. Interrogation au sujet des médicaments non utilisés. Le groupe UC-UDF votera en fonction des réponses apportées à ses inquiétudes.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (15 février 2007) - **Article 9** (*titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1655) : soutient l'amendement n° 234 de M. Yves Détraigne (dérogation au principe de la participation au financement de la mesure de protection juridique pour les personnes protégées handicapées) ; rejeté. - **Article 12** (*art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1660) : sur l'amendement rédactionnel n° 79 de la commission, soutient le sous-amendement n° 225 de M. Yves Détraigne ; adopté. - **Article 16 ter** (*titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel*) (p. 1668) : soutient l'amendement n° 226 de M. Yves Détraigne (soutien aux tuteurs familiaux dans l'accomplissement de leur mission) ; devenu sans objet. - **Article 26** (*Entrée en vigueur*) (p. 1380) : soutient l'amendement n° 236 de M. Yves Détraigne (entrée en vigueur immédiate de certaines dispositions du code civil) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4828, 4831) : soutient les amendements de M. Yves Détraigne n° 200 (exclusion des médicaments homéopathique du champ d'application de la franchise) ; et n° 199 (exclusion du champ de la franchise des frais relatifs aux affections de longue durée) ; rejetés. (p. 4836) : soutient l'amendement n° 189 de Mme Muguette Dini (remboursement de la franchise annuelle par les contrats d'assurance dits "responsables") ; rejeté. - **Article 39** (*art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - Restructuration du réseau des officines de pharmacie*) (p. 4861, 4862) : ses amendements n° 196 : non-application des nouvelles dispositions aux dossiers de création d'officine déposés avant le 1er janvier 2008 ; et n° 197 : modalités d'application des nouvelles dispositions pour les dossiers déposés avant le 1er janvier 2008 ; retirés. (p. 4864) : sur l'amendement n° 463 du Gouvernement (modalités de création d'officine sur la base du droit au moment du dépôt de la demande), son sous-amendement n° 474 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article additionnel après l'article 45** (p. 4918) : soutient l'amendement n° 409 de Mme Muguette Dini (bénéfice de l'agrément "services à la personne" étendu au groupement de coopération sociale et médico-sociale) ; adopté. - **Article 46** (*art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale*) (p. 4932) : favorable aux amendements de suppression n° 92 de M. André Lardeux, n° 97 de M. Bruno Sido et n° 230 de M. Bernard Seillier. - **Article 60** (*art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap*) (p. 4961, 4962) : soutient les amendements de M. Yves Détraigne n° 203 (possibilité de cumuler la prestation de compensation du handicap et l'allocation journalière de présence parentale) ; et n° 204 (possibilité pour un enfant mineur d'utiliser la PCH pour rémunérer un parent) ; retirés. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 4981, 4982) : soutient les amendements de M. Michel Mercier portant sur le même objet n° 206 et 207 (possibilité pour les conseils généraux d'accéder au système d'information et aux données des maisons départementales des personnes handicapées) ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4985, 4986) : la majorité du groupe UC-UDF votera le projet de loi de finances pour 2008.

- **Commission mixte paritaire** [n° 87 (2007-2008)] - (23 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5138, 5139) : avancées contenues dans ce texte. Démographie médicale : exemple de la Réunion. Avantages et financement des maisons de santé. Taxe sur les boissons sucrées. Restructuration du réseau des officines. Emploi des personnes de plus de 55 ans. Son amendement sur l'interdiction de vendre des produits du tabac en distributeur dans les collectivités d'outre-mer. Dossier médical personnel. La majorité du groupe UC-UDF votera ce texte. S'abstiendra en raison de son opposition à l'article 46.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5852, 5853) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 5889). Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de la mission "Outre-mer". - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5924, 5925) : son amendement n° II-94 : extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole ; adopté.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - Restitution des avances et préavis de résiliation) (p. 6662) : soutient l'amendement n° 125 de M. Philippe Nogrix (définition du délai de restitution des sommes dues) ; retiré.

**PÉCRESE (Valérie)**  
*ministre de l'enseignement supérieur et  
de la recherche*  
(à partir du 18 mai 2007)

## DÉPÔTS

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p.2173, 2176) : réforme urgente et indispensable. Etudiants en situation d'échec. Attractivité des universités françaises. Réorganisation de l'architecture institutionnelle. Recrutement du personnel. Autonomie budgétaire. Rôle de l'Etat. Evaluation de la réforme. Missions d'orientation et d'insertion professionnelle. Ambition de l'excellence. (p. 2213, 2222) : recherche. Moyens financiers. Composition du conseil d'administration. Autonomie. Procédure de recrutement des enseignants-chercheurs. Droit de veto du président d'université. Classement de Shanghai. Attractivité à l'égard de l'étranger. Pôles de recherche et d'enseignement supérieur, PRES. Concertation. Election du président. Réformes futures. Situation de la Réunion, de la Guyane et des Antilles. Orientation. Rôle de l'Etat. Liens de l'université avec les grandes écoles, le secteur médical. Droits d'inscription. Sélection à l'entrée. - **Question préalable** (p. 2225) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Ivan Renar tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2227) : avis du Gouvernement sur la motion n° 36 de M. Yannick Bodin tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du titre Ier** (*Les missions des universités*) (p. 2228) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. David Assouline. - **Article 1er** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - *Insertion d'une double mission supplémentaire : l'orientation et l'insertion professionnelle*) (p. 2230, 2231) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 38 et n° 39, sur les amendements n° 118 de M. Serge Lagache, n° 178 de M. Ivan Renar et n° 98 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 173 de M. Ivan Renar. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2232) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 et n° 15 de M. André Lardeux. - **Article 2** (art. L. 711-7 du code de l'éducation - *Modalités d'adoption des décisions statutaires au sein du conseil d'administration*) (p. 2233) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de M. David Assouline et n° 180 de M. Ivan Renar. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - *Administration de l'université*)

(p. 2235) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 120 de M. Serge Lagache, n° 163 de M. Ivan Renar, n° 88 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 121 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Demande de réserve** (p. 2235) : accepte la demande de réserve de la commission portant sur l'article 5 du projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - *Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration*) (p. 2250) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Serge Lagache n° 124 et n° 125 ainsi que sur les amendements n° 28 de M. Hugues Portelli, n° 185 de M. Ivan Renar, n° 87 de Mme Colette Mélot, n° 4 de M. Pierre Laffitte et n° 100 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2251) : réponse à M. Jean-Luc Mélenchon sur le classement de Shanghai. (p. 2252, 2253) : réponses à MM. Jean-Luc Mélenchon, David Assouline et Hugues Portelli au sujet des indicateurs de performance européens, du modèle australien et de la place des étudiants dans le conseil d'administration des universités. (p. 2254) : réponse à M. Michel Mercier sur la représentation des étudiants au conseil d'administration des universités. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli. (p. 2255) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de M. Hugues Portelli et n° 44 de la commission. (p. 2258, 2260) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de Mme Colette Mélot, n° 99 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 179 de M. Ivan Renar et de M. Hugues Portelli n° 29 et n° 213 ainsi que sur les amendements de la commission n° 44, n° 45, n° 46, n° 47 et sur les sous-amendements n° 212 de Mme Colette Mélot et n° 114 de M. Pierre Laffitte s'y rapportant. (p. 2261, 2264) : réponse à M. Patrice Gélard sur la représentation des entreprises de référence dans un bassin d'emploi au sein du conseil d'administration des universités. Intervient sur les amendements de la commission n° 45 et n° 46 précités. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission. (p. 2265) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 126 de M. Serge Lagache, n° 175 de M. Ivan Renar et n° 209 de Mme Lucette Michaux-Chevry. (p. 2266) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 170 de M. Ivan Renar. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Élection et compétences du président*) (p. 2269) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 122 de M. Serge Lagache, n° 123 de M. David Assouline, n° 40 de la commission ainsi que sur ceux de M. Ivan Renar n° 166 et n° 167 et ceux de Mme Catherine Morin-Desailly n° 91 et n° 97. (p. 2271) : réponses à MM. Jean-Pierre Sueur et Jean-Luc Mélenchon au sujet de l'élection du président de l'université. (p. 2272) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Pierre Laffitte. (p. 2273, 2274) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 et n° 42 de la commission ainsi que sur les n° 27 de M. Hugues Portelli, n° 161 de M. Ivan Renar et n° 95 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2276, 2277) : intervient sur les amendements précités n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar. (p. 2278, 2280) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de la commission et n° 187 de M. Gérard Delfau. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 2281) : avis du gouvernement sur l'amendement n° 182 de M. Ivan Renar. - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - *Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique*) (p. 2282, 2283) : avis du gouvernement sur les amendements n° 49 de la commission, n° 127 de M. Serge Lagache, n° 181 de M. Ivan Renar, n° 128 de Mme Marie-Christine Blandin ainsi

que sur les n° 6 et n° 7 de M. Pierre Laffitte. (p. 2284) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 208 de M. Pierre Laffitte. - **Article 8** (art. L. 712-6 du code de l'éducation - Révision des compétences du conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2285) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 de M. Serge Lagache, n° 183 de M. Ivan Renar et n° 8 de M. Pierre Laffitte. - **Article 9** (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Nouvelles dispositions relatives au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire) (p. 2287, 2288) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 89 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) (p. 2287, 2289) : son amendement n° 216 : prise en compte de la diversité des secteurs de formation lors de l'élection des membres du conseil d'administration ; devenu sans objet. Avis du gouvernement sur les amendements n° 131 et n° 132 de M. David Assouline ainsi que sur les n° 9 de M. Pierre Laffitte, n° 35 de M. Hugues Portelli, n° 165 de M. Ivan Renar, n° 51 de la commission et n° 90 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2290) : avis du gouvernement sur l'amendement n° 52 de la commission. - **Article 11** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Évolution des modalités de création des composantes des universités) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Pierre Laffitte et n° 53 de la commission. - **Article 12** (art. L. 713-4 du code de l'éducation - Unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie) (p. 2291, 2292) : avis du gouvernement sur les amendements n° 54 et n° 55 de la commission ainsi que sur les n° 11 de M. Pierre Laffitte et n° 101 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2292) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Hugues Portelli. (p. 2293) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 13** (art. L. 951-1 du code de l'éducation - Élargissement des responsabilités et compétences) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 56 et n° 57. - **Article 14** (art. L. 711-1 du code de l'éducation - Renforcement de la contractualisation) (p. 2294) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de la commission. (p. 2295) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 et n° 135 de M. Serge Lagache. - **Article additionnel après l'article 14** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de la commission. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2297, 2298) : réponse à M. Philippe Adnot sur la mise en place d'une dotation globale et sur l'autonomie des universités en matière de gestion des ressources humaines. (p. 2299) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 169 de M. Ivan Renar. (p. 2300, 2302) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini et sur le sous-amendement n° 217 de la commission s'y rapportant. (p. 2304) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de M. Pierre Laffitte et n° 59 de la commission précité. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 2305) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 188 de M. Gérard Delfau. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2308, 2309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de M. Henri Revol, n° 171 et n° 172 de M. Ivan Renar, n° 61 et n° 62 de la commission, n° 30 et n° 31 de M. Hugues Portelli, n° 140 de M. David Assouline, n° 136 de M. Jean-Marc Todeschini, n° 138 et n° 139 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 17** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation pour l'accès au premier cycle universitaire) (p. 2311) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 162 de M. Ivan Renar, n° 13 de M. Pierre Laffitte et n° 141 de M. Serge Lagache. (p. 2312) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2313, 2314) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 142 de M. David Assouline et n° 143 de M. Serge Lagache. - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants) : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de la commission. (p. 2315) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 144 de M. Serge Lagache. - **Article 19** (art. L. 811-3-1 du code de l'éducation - Information et formation au bénéfice des élus étudiants) (p. 2316) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 168 de M. Ivan Renar. - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs) (p. 2318) : son amendement n° 190 : avis du conseil scientifique sur la composition du comité de sélection et lutte contre la pratique du "localisme" ; adopté. (p. 2319, 2322) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 65, n° 66 et n° 67 de la commission, n° 32, n° 33 et n° 34 de M. Hugues Portelli, n° 145, n° 146, n° 147 et n° 148 de M. Jean-Pierre Sueur, et n° 86 de Mme Colette Mélot. Intervient sur son amendement n° 190 précité. - **Demande de réserve** : Favorable à la demande de réserve de l'article 23 et des articles additionnels qui lui succèdent. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2325) : son amendement n° 214 : rédaction ; adopté. (p. 2325, 2327) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152 et n° 153 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 150 de M. Serge Lagache, n° 68 de la commission, n° 176 de M. Ivan Renar, ainsi que sur l'amendement n° 107 de la commission saisie pour avis, et sur le sous-amendement n° 219 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant. (p. 2328) : réponse à Mme Marie-Christine Blandin sur l'initiative parlementaire et l'application de l'article 40 de la Constitution. - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2329, 2332) : ses amendements n° 220 (nouvel intitulé pour les fondations prévu par cet article - Fondations universitaires) ; n° 202 (possibilité pour les centres de recherche de créer des fondations universitaires) ; n° 203 (autonomie financière des fondations) ; et n° 204 (place pour le collège des fondateurs dans le conseil de gestion) ; adoptés. Intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 104. - **Articles additionnels après l'article 23 (précédemment réservés)** (p. 2333, 2334) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 et n° 106 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 24** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 155 de M. Serge Lagache. - **Article 25** (art. L. 719-4 du code de l'éducation - Possibilité de vendre des biens) (p. 2355) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de M. Ivan Renar. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2336) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Henri Revol et n° 112 de Mme Jacqueline Gourault. - **Article additionnel avant l'article 26 ou après l'article 32** (p. 2337) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 de la commission, n° 109 de la commission saisie pour avis et n° 111 de M. Michel Mercier. - **Article 26** (art. L. 711-8 du code de l'éducation - Contrôle de la légalité des actes des universités) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de M. Henri Revol, n° 156 de M. Serge Lagache. - **Article 27** (art. L. 233-1 du code de l'éducation - Autonomie des conférences représentant les établissements) (p. 2339) : sur l'amendement n° 70 de la commission (autonomie de la Conférence des présidents d'université et de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs), son sous-amendement n° 205 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de M. Henri Revol, n° 69 et n° 70 de la commission. - **Article 28** (art. 200 et 238 bis du code général des impôts - Encouragement du mécénat en direction des universités) (p. 2340) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 108 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 28** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de la commission. - **Article 29** (Application des dispositions à l'outre-mer) (p. 2341, 2342) : réponse à M. Robert Laufoaulu sur l'application de ce texte au territoire de Wallis-et-Futuna, ainsi que sur la question des conseils d'administration des deux universités du Pacifique. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 157 de M. Claude Lise, n° 73 et n° 74 de la commission. Son amendement n° 218 : possibilité pour le Gouvernement de modifier par ordonnance les dispositions du code de l'éducation relatives à l'application dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions portant sur l'enseignement supérieur ; adopté. (p. 2343, 2344) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75 et n° 76 de la commission. Son amendement n° 215 : habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures d'adaptation des dispositions relatives à la gouvernance des universités pour leur application dans les départements et régions d'outre-mer ; adopté. - **Article 30** (Dispositions

*transitoires applicables aux conseils d'administration en exercice*) (p. 2345) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77, n° 78 et n° 79 de la commission. - **Article additionnel après l'article 31** : son amendement n° 206 : prolongation des commissions de spécialistes en exercice à la date de publication du texte jusqu'à la mise en place, dans toutes les universités, des comités de sélection ; adopté. - **Article 32** (*Délai d'application des dispositions du chapitre 1er du Titre III*) (p. 2346) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 80 de la commission. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2347) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 158 de M. Jean-Marc Todeschini, et sur le sous-amendement n° 221 de la commission s'y rapportant. - **Article 33** (*Création d'un comité de suivi*) (p. 2348) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 184 de M. Ivan Renar, n° 82 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 159 de M. Jean-Marc Todeschini s'y rapportant. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2349) : accepte l'examen par priorité de l'amendement n° 83 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé - *Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités*). (p. 2350) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de la commission, n° 160 de M. David Assouline et n° 164 de M. Ivan Renar. - **Seconde délibération** : Demande au Sénat de procéder à une seconde délibération de l'article 16 ; seconde délibération ordonnée. - **Article 16** (*art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines*) (p. 2351, 2352) : son amendement n° A-1 : avis consultatif du comité de sélection dans la procédure de recrutement des agents contractuels pour exercer des fonctions d'enseignement et de recherche ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2357, 2358) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire* [n° 367 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3105, 3106) : recherche permanente du compromis. Echo favorable rencontré par l'idée de l'autonomie des universités. Texte équilibré portant fortement la marque du Sénat. Question des moyens accordés aux

universités. Remerciements. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3124) : souhait de plus de la moitié des universités d'opter d'ores et déjà pour le statut d'autonomie.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens** [n° 474 (2006-2007)] - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3793, 3796) : consécration de la langue française. Renforcement de la recherche. Rayonnement culturel.

- **Question orale avec débat de M. Christian Gaudin sur la recherche en milieu polaire** - (21 novembre 2007) : sa réponse (p. 5052, 5054).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

#### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6292, 6296). Son intervention (p. 6308). - **Rappel au règlement** (p. 6308, 6309) : intervient sur le rappel au règlement de M. David Assouline. - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6310, 6315) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-13 et n° II-14 ainsi que sur les amendements n° II-192 de M. Jean Bizet et n° II-194 de M. Christian Gaudin.

- **Proposition de loi relative aux personnels enseignants de médecine générale** [n° 70 (2007-2008)] - (12 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6517, 6519) : historique des réformes des études de médecine générale. Nécessité de la création de nouveaux corps de personnels enseignants en médecine générale. Au nom du Gouvernement émet un avis très favorable sur ce texte. (p. 6523) : réponse aux intervenants.

**PELLETIER (Jacques)**  
*sénateur (Aisne)*  
RDSE

Décédé le 3 septembre 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques du 26 juin 2007 au 3 septembre 2007.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 26 juin 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le co-développement à l'essai [n° 417 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 668, 669) : hommage à l'abbé Pierre. Causes du "mal-logement". Historique du droit au logement. Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées. Effort de construction. Accompagnement social. Avec un bon nombre de ses collègues du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort** [n° 192 (2006-2007)] - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1190, 1191) : historique. Révision constitutionnelle. Le groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (15 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1681, 1682) : réforme attendue. Instauration d'un dispositif d'intervention graduée. Subsidiarité. Question du financement. La majorité du groupe RDSE votera le projet de loi, les autres membres du groupe s'abstiendront.

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme** [n° 221 (2007-2008)] - (21 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1758) : consécration de l'existence législative de la commission. Accréditation indispensable auprès des Nations unies. Avec l'ensemble de ses collègues du RDSE, votera ce projet de loi.

**PÉPIN (Jean)**  
*sénateur (Ain)*  
UMP

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

## NOMINATIONS

---

**PERCHERON (Daniel)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**PEYRAT (Jacques)**  
*sénateur (Alpes-Maritimes)*  
UMP

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 442 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 454 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 205 (2005-2006)] relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives [n° 6 (2007-2008)] (3 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs** [n° 333 (2006-2007)] - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2099, 2100) : son expérience du télescopage des réalités dans sa ville de Nice. Justification d'une coercition ferme. Problématique récurrente de la dégradation de l'univers carcéral. Construction urgente de nouvelles prisons. Soutien total au projet de loi.

**PEYRONNET (Jean-Claude)**  
*sénateur (Haute-Vienne)*  
SOC

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'expérience des parlements nationaux au sein de l'Union européenne : une source d'inspiration pour la modernisation du Sénat. Les exemples luxembourgeois, belge, portugais, grec, tchèque, autrichien et slovaque [n° 418 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 11, 13) : absence d'évaluation des lois votées précédemment. Manque de moyens d'instruction de la justice. Remise en cause complète de l'esprit de l'ordonnance de 1945. Dénonciation d'une "législation de faits divers". Interrogation sur le maintien des articles traitant de santé mentale. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 39) : son amendement n° 138 : création d'un Conseil interministériel de prévention de la délinquance ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 2211-1, L. 2211-3, L. 2215-2, L. 2512-15, L. 3214-1 du code général des

*collectivités territoriales et art. L. 2211-4, L. 2211-5, L. 2512-13-1, L. 5211-59 et L. 5211-60 nouveaux du même code - Animation et coordination de la politique de prévention de la délinquance par le maire*) (p. 41, 42) : son amendement n° 139 : suppression ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. L. 121-1-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Présence de travailleurs sociaux dans les commissariats et les groupements de gendarmerie*) (p. 46) : favorable à l'amendement n° 118 de Mme Éliane Assassi (suppression). - **Article 2 bis** (*Création d'un Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 51) : intervient sur son amendement n° 142 : abondement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance via une taxe sur la grande distribution, les compagnies d'assurance et les sociétés de gardiennage, soutenu par M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire*) (p. 56) : son amendement n° 144 : suppression ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire*) (p. 59) : son amendement n° 145 : suppression ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 552-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Saisine du juge des enfants par le maire en matière de tutelle aux prestations familiales*) (p. 62) : son amendement n° 146 : suppression ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Rappel à l'ordre par les maires*) : son amendement n° 147 : suppression ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 121-1, L. 131-6, L. 131-8, L. 131-10 et L. 214-13 du code de l'éducation - *Lutte contre l'absentéisme scolaire - Concours de l'éducation nationale à la prévention de la délinquance*) (p. 66, 67) : son amendement n° 148 : suppression de la disposition offrant la possibilité au maire de mettre en place un fichier contenant des données à caractère personnel sur les enfants scolarisés dans sa commune ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 90) : favorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale). - **Article 11 bis** (art. L. 127-1 du code de la construction et de l'habitation - *Participation facultative des communes aux dépenses de gardiennage des immeubles*) (p. 94) : favorable à l'amendement n° 72 de Mme Éliane Assassi (suppression). Intervient sur son amendement de suppression n° 150 soutenu par M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 11 quater** (art. 1384 et 1729 du code civil ; art. 4 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 ; art. L. 2212-2 et L. 2214-4 du code général des collectivités territoriales - *Responsabilité du propriétaire en cas de trouble de voisinage du fait de son preneur*) (p. 96) : son amendement n° 151 : suppression ; rejeté. - **Article 11 quinquies** (art. L. 750-1 du code de commerce - *Obligation pour les propriétaires d'un ensemble commercial de procéder à sa réhabilitation*) (p. 98) : son amendement n° 152 : suppression ; rejeté. - **Article 11 sexies** (art. L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. 495 du code de procédure pénale - *Incrimination des attroupements dans les parties communes d'immeubles*) (p. 99, 100) : son amendement n° 153 : suppression ; rejeté. (p. 101) : favorable à l'amendement n° 75 de Mme Éliane Assassi (abrogation de l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation définissant le délit d'attroupement dans les parties communes d'immeubles). Intervient sur son amendement précité n° 153. - **Article 12** (art. L. 121-4-1 nouveau, L. 325-7, L. 325-8, L. 325-10 et L. 330-2 du code de la route - *Répressement des conducteurs étrangers pour excès de vitesse - Fonctionnement des fourrières*) (p. 102) : son amendement n° 154 : suppression ; rejeté. - **Article 12 ter A** (art. L. 211-14-1 du code rural - *Subordination de la détention de chiens dangereux à l'évaluation comportementale du chien*) (p. 112) : sur l'amendement n° 19 de la commission (précisions concernant l'obligation d'évaluation comportementale des chiens dangereux), son sous-amendement n° 155 : généralisation de cette obligation pour tous les chiens auteurs d'une morsure ; adopté. - **Article 12 ter** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 - *Evacuation forcée en cas de*

violation des règles sur le stationnement des gens du voyage) (p. 115) : son amendement n° 156 : suppression ; rejeté. - **Article 12 quinquies** (art. L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales - Conditions du pouvoir de réquisition du préfet) (p. 116) : son amendement n° 157 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12 quinquies** (p. 118) : s'abstiendra sur l'amendement n° 36 de M. Philippe Goujon (prévention des actes de hooliganisme). - **Article 13 bis** (art. 4 de la loi n° 2000-494 du 6 juin 2000 - Saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 121) : son amendement n° 159 : suppression de la disposition attribuant un siège à un commissaire du Gouvernement au sein de la CNDS ; rejeté. (p. 122, 123) : votera contre l'article. - **Article 14** (art. L. 121-20 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Prise en compte du service civil volontaire pour accéder à un emploi public) (p. 123) : son amendement n° 160 : suppression ; retiré. - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques) (p. 131) : son amendement n° 161 : suppression ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 3213-9-1 nouveau du code de la santé publique - Mise en place d'un traitement national des données en matière d'hospitalisation d'office) : son amendement n° 162 : suppression ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 3212-1 du code de la santé publique - Application exclusive de l'hospitalisation d'office en cas d'atteintes à la sûreté des personnes ou à l'ordre public) : son amendement n° 163 : suppression ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : son amendement n° 164 : suppression ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique - Compétence de principe du maire en matière d'hospitalisation d'office) : son amendement n° 165 : suppression ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 3215-5-1 nouveau du code de la santé publique - Possibilité pour le représentant de l'Etat dans le département d'ordonner une expertise médicale) : son amendement n° 166 : suppression ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 3212-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique - Procédure applicable au classement sans suite) : son amendement n° 167 : suppression ; rejeté. - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 146) : votera l'amendement n° 27 de la commission (incrimination du "happy slapping"). (p. 149) : intervient sur l'amendement précité n° 27 de la commission.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - Application de la composition pénale aux mineurs) (p. 177, 178) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Catherine Tasca, n° 178 : suppression. - **Article 37** (art. 10-2, 11-2 et 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Contrôle judiciaire) (p. 179) : son amendement n° 179 : suppression ; rejeté. - **Article 39** (art. 15, 15-1, 16, 16 bis de l'ordonnance du 2 février 1945 précitée - Création de nouvelles sanctions éducatives) (p. 180) : son amendement n° 180 : suppression ; rejeté. (p. 181) : intervient sur l'article 39. - **Article 45 bis D** (art. 712-17 et 716-4 du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République de délivrer un mandat d'arrêt en cas de manquement à une obligation liée au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 190) : son amendement n° 184 : suppression ; rejeté. - **Article 45 ter** (p. 191) : son amendement n° 185 : suppression ; rejeté. - **Article 46** (art. L. 2213-18, L. 2213-19 et L. 2512-16 du code général des collectivités territoriales ; art. 21, 23, 23-1 et 23-2 de la loi du 15 juillet 1845 ; art. 21, 44-1 et 529-4 du code de procédure pénale - Pouvoirs des gardes champêtres et des agents de la ville de Paris - Police des transports) (p. 193) : son amendement n° 186 : suppression des dispositions étendant les prérogatives des agents de chemin de fer et des gardes

champêtres ; rejeté. (p. 194, 195) : complément sur le cas des gardes champêtres. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 204, 205) : absence du ministre de l'Intérieur lors des débats sur le texte. Texte d'affichage électoraliste. Remise en cause des statistiques de la délinquance. Obsession sécuritaire et répressive. Discrimination et amalgame entre certaines populations et délinquance. Confusion institutionnelle.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 326 (2006-2007)]** - (27 juin 2007) - **Article unique** (p. 1980, 1983) : son amendement n° 26 : réécriture de l'article unique tendant à la création d'une délégation dans chacune des deux assemblées et à l'élargissement de leurs possibilités d'audition et d'interpellation ; rejeté. Opportunité pour le groupe socialiste d'intégrer le contrôle des fonds spéciaux dans la mission de la délégation. (p. 1987, 1988) : sur l'amendement n° 2 de la commission (précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées respectivement des affaires de sécurité intérieure et de défense, membres de droit), son sous-amendement n° 32 : élargissement de la composition de la délégation aux présidents des commissions permanentes de l'Assemblée Nationale et du Sénat chargés des finances ; rejeté. Son amendement n° 31 portant sur le même objet que son sous-amendement n° 32 précité ; devenu sans objet ; et son amendement n° 33 : précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par un député ou un sénateur, membre de droit ; devenu sans objet. (p. 1989) : sur l'amendement n° 4 de la commission (précision selon laquelle la délégation a pour mission de suivre l'activité générale et les moyens des services de renseignement), son sous-amendement n° 37 : extension des pouvoirs d'investigation de la délégation aux services placés sous l'autorité du ministre des finances ; rejeté ; son amendement n° 36, portant sur le même objet que son sous-amendement n° 37 précité ; devenu sans objet. (p. 1990) : son amendement n° 38 : extension du pouvoir d'investigation de la délégation aux activités passées des services de renseignement ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1995, 1996) : son amendement n° 43 : désignation de la délégation parlementaire au renseignement dès la promulgation de la présente loi ; retiré.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2576, 2577) : absence de cohérence de logiciels entre le ministère de la justice et le ministère de l'intérieur. Taux d'éducation. Evolution des escadrons de gendarmerie mobile et CRS. Formation. (p. 2582, 2583) : tableau d'honneur des préfets et des commissaires centraux dans les départements et les grandes villes. Distinction entre les différentes formes de délinquance. Système d'évaluation mis en place pour les CRS dans le département de la Seine-Saint-Denis.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement - Deuxième lecture [n° 422 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3287, 3289) : timidité du texte en dépit du progrès démocratique. Primauté à la protection du secret au détriment de l'instauration de réels pouvoirs de contrôle de la délégation. Souhait d'une délégation efficace. Importance d'une relation de confiance entre les membres de la délégation et les services de renseignement. Suivi souhaitable de l'action des sociétés de renseignement privé. Nécessaire prise en compte de l'espace européen du renseignement. Souhait d'une information du Parlement sur le projet visant à rationaliser le renseignement français. Dans l'attente de la discussion de ses amendements, le groupe socialiste réservera sa décision quant au vote final sur ce projet de loi. - **Article unique** (p. 3292, 3294) : ses amendements n° 1 : augmentation de quatre à cinq du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation ; n° 2 : précision selon laquelle la délégation recueille les informations utiles à l'accomplissement de sa mission ; n° 4 : restriction du

droit au secret aux seules activités opérationnelles en cours et à venir ; et n° 3 : suppression de toute restriction quant aux personnes susceptibles d'être entendues par la délégation ; rejetés. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 3295, 3296) : son amendement n° 5 : transmission à la délégation du rapport de la commission de vérification des fonds spéciaux ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3559, 3560) : souscrit aux propos de M. Michel Charasse sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3934, 3935) : généralisation de la contrefaçon. Avancées du texte. Semence de ferme. Favorable à ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Sécurité civile

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6142, 6143).

**PICHERAL (Jean-François)**  
*sénateur (Bouches-du-Rhône)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance le 11 juillet 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

---

**PIERRE (Jackie)**  
*sénateur (Vosges)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

---

**PILLET (François)**  
*sénateur (Cher)*  
NI

Devenu sénateur le 17 décembre 2007 (remplace M. Serge Vinçon, décédé).

---

**PINTAT (Xavier)**  
*sénateur (Gironde)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 199 (2006-2007)] autorisant l'approbation du protocole à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique (ensemble neuf annexes) [n° 233 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Environnement - Traités et conventions**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 273 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif à l'Ensemble de lancement Soyouz (ÉLS) au Centre spatial guyanais (CSG) et lié à la mise en œuvre du programme facultatif de l'Agence spatiale européenne intitulé "Soyouz au CSG" et à l'exploitation de Soyouz à partir du CSG [n° 412 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie**.

**PINTON (Louis)**  
*sénateur (Indre)*  
NI, puis UMP

Devenu sénateur le 22 novembre 2007 (remplace M. Daniel Bernardet, décédé).

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 3 décembre 2007.

*Proposition de loi* tendant à encadrer la vente par livraison à domicile de boissons alcooliques et la présentation de produits alcooliques sur internet [n° 34 (2007-2008)] (17 octobre 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense - Equipement des forces [n° 94 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3402, 3404) : conditions d'exercice de l'éligibilité. Stagnation du marché. Réversibilité de l'éligibilité. Champ d'application du dispositif. Date butoir. - **Article 1er (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation)** (p. 3422, 3426) : son amendement n° 1 : extension du dispositif au consommateur final non domestique souscrivant une puissance électrique égale ou inférieure à 36 kilovolts-ampères ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 19 de M. Ladislas Poniatowski ; et son amendement n° 2 : réversibilité pour le consommateur bénéficiant des tarifs bleus ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (équipement des forces) : son intervention (p. 5931, 5933). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits du programme "Equipement des forces" et de la mission "Défense".

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

**PIRAS (Bernard)**  
sénateur (Drôme)  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 93 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 5844, 5845) : la commission des affaires économiques émet un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission "Régimes sociaux et de retraite". - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5851) : intervient sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5983, 5984).

**PLANCADE (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Vice-président de la Délégation pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 243 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble une annexe) [n° 411 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 222 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et au transit des voyageurs et des marchandises [n° 413 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 77 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [n° 123 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

POINTEREAU (Rémy)  
sénateur (Cher)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Hongrie : un partenaire stratégique pour l'économie française [n° 52 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Emorine sur les pôles de compétitivité et pôles d'excellence rurale** - (13 février 2007) : son intervention (p. 1423, 1425).

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (15 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1605) : ses amendements n° 173 : coordination ; et n° 174 : signification au mandant de la mise en œuvre de la protection par le mandataire ; retirés. (p. 1607) : son amendement n° 175 : établissement de l'inventaire du mandant par un commissaire-priseur judiciaire, un huissier de justice ou un notaire ; retiré.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2718, 2720) : thèmes de la campagne présidentielle. Revenu de solidarité active, RSA. Réhabilitation du travail. Heures supplémentaires. Baisse des charges pour les PME. Bouclier fiscal. Travail des étudiants. Intérêts d'emprunt immobilier. Investissement dans les PME.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2799, 2801) : son amendement n° 98 : compensation intégrale du surcoût de la rémunération des heures supplémentaires pour les entreprises de moins de vingt salariés ; retiré. Soutient l'amendement n° 55 de M. Gérard César (ouverture d'une déduction forfaitaire majorée des cotisations patronales pour les entreprises agricoles) ; retiré. (p. 2802) : soutient l'amendement n° 53 de M. Gérard César (indépendance du dispositif des heures supplémentaires exonérées et de ceux, préexistants dans le secteur agricole, d'exonération de cotisations patronales ou salariales) ; retiré.

**PONCELET (Christian)**  
*sénateur (Vosges)*  
*UMP*

Président du Sénat ; a présidé les séances des 11, 16, 30 janvier, 7, 8, 13, 15, 20, 22 février, 26 juin, 3, 4, 11, 17, 24, 31 juillet, 1er août, 18 septembre, 1er, 2, 4, 9, 18, 23, 31 octobre, 8, 13, 15, 22, 27, 29 novembre, 4, 11, 12 et 13 décembre 2007.

### INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du parlement estonien** - (30 janvier 2007) (p. 647).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation d'Argentine** - (7 février 2007) (p. 1190).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (8 février 2007) (p. 1262) : rôle du Parlement en matière de contrôle.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1267) : remerciements au Garde des sceaux. Calendrier des travaux.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1445) : persévérance du Sénat dans le souci de rechercher une bonne législation.

- **Éloge funèbre de Marcel Lesbros, sénateur des Hautes-Alpes** - (20 février 2007) (p. 1714, 1716).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (26 juin 2007) (p. 1913, 1915) : première séance de la treizième législature de la Ve République. Félicitations aux sénateurs élus députés ainsi qu'aux sénateurs nommés au Gouvernement. Salue la présence des membres du Gouvernement. Travaux des commissions permanentes du Sénat, de ses missions d'information et de ses délégations et offices depuis la dernière séance du mois de février. Souhait d'une prise en considération par le Gouvernement des réflexions et des propositions du Sénat. Vœu d'un travail dans le meilleur esprit de compréhension mutuelle. Innovation au 1er juillet prochain du contrôle préalable par la commission des finances de la recevabilité financière des amendements.

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 2006-2007** - (3 juillet 2007) (p. 2007).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2025) : débat qui marque la considération institutionnelle du Gouvernement vis-à-vis du Sénat. Volonté de travailler conjointement dans l'intérêt du pays.

- **Allocution du Président du Sénat** - (11 juillet 2007) (p. 2172, 2173) : modalités de l'examen du projet de loi de règlement du budget pour 2006.

- **Éloge funèbre de Daniel Goulet, sénateur de l'Orne** - (24 juillet 2007) (p. 2648, 2650).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (31 juillet 2007) (p. 3032) : bilan de l'action du Sénat lors de cette première session extraordinaire de la treizième législature. Importance des travaux des commissions, des délégations et des offices. Rôle du Sénat dans l'équilibre des institutions et dans la modernisation du travail parlementaire.

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 2006-2007** - (18 septembre 2007) (p. 3175, 3176).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2007-2008** - (1<sup>er</sup> octobre 2007) (p. 3394).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (1er octobre 2007) (p. 3395, 3396) : organisation du travail législatif. Ordre du jour réservé.

- **Rappel au règlement** - (2 octobre 2007) (p. 3452) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer. Organisation du travail législatif.

- **Éloge funèbre de Jacques Baudot, sénateur de Meurthe-et-Moselle** - (9 octobre 2007) (p. 3787, 3788).

- **Éloge funèbre de Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne** - (23 octobre 2007) (p. 4030, 4031).

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2007) (p. 4605) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Réponse à M. Jean-Pierre Bel sur sa demande de réunir la commission des finances. Rappelle la décision de la conférence des présidents d'appliquer, à compter du 1er juillet 2007, un dispositif de contrôle préalable de la recevabilité financière des amendements.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Bénin** - (15 novembre 2007) (p. 4809, 4810).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5073, 5074) : troisième budget "lofien". Organisation de quatre débats thématiques dans le cadre de l'examen des articles de la première partie.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Haut Conseil des collectivités du Mali et à une délégation de parlementaires membres du groupe d'amitié du Sénat du Burundi** - (29 novembre 2007) (p. 5593).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] (suite)** - (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6475, 6476) : remerciements au Gouvernement. Félicitations aux "hommes-orchestres" de la discussion budgétaire. Sérénité et richesse des débats.

**PONIATOWSKI (Ladislas)**  
*sénateur (Eure)*  
*UMP*

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)] (28 février 2007) - **Environnement - Sports**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 369 (2006-2007)] relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 904, 905) : politique des gouvernements Raffarin et Villepin en faveur du logement. Programme de construction. Calendrier des mesures. Distinction entre hébergement d'urgence et logement. Suivi de ce dispositif. Mesures de cohésion sociale. Hommage au travail des trois rapporteurs. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2713, 2714) : favorable à ce texte. Accession à la propriété ; situation en Europe. Développement du parc locatif social et du parc privé. Pénurie de ressources foncières. Insuffisance de la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Ouverture à la concurrence du marché de l'énergie. Son amendement garantissant la liberté de choisir son tarif jusqu'en 2010. Réflexion en cours des commissaires européens.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3267, 3270) : sur l'amendement n° 49 de la commission (circonstances aggravantes pour les marchandises dangereuses pour la santé et la sécurité humaine), son sous-amendement n° 54 ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3397, 3398) : décision du Conseil constitutionnel du 30 novembre 2006. Consommateurs professionnels. Contentieux avec la Commission européenne. Date butoir pour le dispositif proposé. Tarifs du gaz naturel. Possibilité d'aller et retour entre tarifs réglementés et concurrentiels. Fusion d'EDF et GDF. Contrats de service public. Régulation du marché. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3413, 3416) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Daniel Raoul et n° 15 de M. Michel Billout. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 3417) : position de la commission sur les amendements n° 4 de M. Daniel Raoul et n° 16 de M. Michel Billout. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3418, 3421) : position de la commission sur les amendements n° 17 de M. Michel Billout, n° 20, n° 21 et n° 22 de M. Jean Desessard. - **Article 1er (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation)** (p. 3422, 3429) : position de la commission sur les amendements n° 5, n° 6, n° 7 de M. Daniel Raoul, n° 1 et n° 2 de M. Xavier Pintat. Son amendement n° 19 : extension du dispositif au consommateur final non domestique souscrivant une puissance électrique égale ou inférieure à 36 kilovolts-ampères ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3430) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3432, 3435) : sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (accès aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les consommateurs domestiques sur les sites raccordés après le 1er juillet 2007), son sous-amendement n° 23 ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Michel Billout, n° 11, n° 10 et n° 13 de M. Daniel Raoul.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4156) : son amendement n° 21 : répartition des compétences entre les communes et leurs groupements dans le domaine de l'éclairage public ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4168, 4173) : le groupe UMP votera ce texte.

**PORTELLI (Hugues)**  
*sénateur (Val-d'Oise)*  
 UMP

**INTERVENTIONS**

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

**DÉPÔTS**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Pour un droit de la prescription moderne et cohérent [n° 338 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Justice**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 28 (2007-2008)] relatif à la lutte contre la corruption [n° 51 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Justice**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 898) : votera contre l'amendement n° 83 de M. Claude Domeizel (neutralisation pour la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales de l'impact financier des transferts de personnel).

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1217, 1219) : historique. Comité Avril. Réponse aux objections à la réforme proposée. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 1230) : défavorable à l'amendement n° 7 de M. Robert Badinter (suppression de la qualité de membre de droit à vie du Conseil constitutionnel pour les anciens Présidents de la République). - **Article unique** (p. 1238) : défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Bel (procédure de destitution).

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - **Article 7** (art. 116-1 du code de procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction) (p. 1323) : favorable à l'amendement n° 102 de M. Robert Badinter (suppression). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1334) : intervient sur l'amendement n° 86 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nécessité pour les jurés de ne tenir la culpabilité que si la preuve est rapportée par l'accusation).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort - Congrès du Parlement [n° 192 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 34, 35) : le groupe UMP votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2094, 2095) : texte équilibré et proportionné. Respect des principes constitutionnels. Evolution de la délinquance des mineurs. Efficacité de la certitude de la peine. Question des moyens pour la justice. Interrogation sur le sens de la prison. Problématique de la réinsertion et du suivi socio-judiciaire. Importance de la prévention sociale. Approbation sans réserve du texte par le groupe UMP.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2195, 2197) : échec universitaire. Apports du texte. Composition du conseil d'administration. Représentation des grands secteurs scientifiques. Procédures de recrutement et d'affectation des enseignants-chercheurs.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2253, 2255) : intervient sur son amendement n° 102 : augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2386, 2387) : droit à des transports publics dignes de ce nom. Equilibre entre droit de grève et libertés constitutionnelles. Jurisprudence du Conseil constitutionnel depuis 1979. Avancées du texte. Décalage entre l'optimisme du texte et l'état des relations sociales en France. Proposera l'enrichissement du texte pour dépasser le stade de "service minimum législatif".

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Explications de vote sur**

**l'ensemble** (p. 2770) : aurait souhaité le maintien de l'article 2 bis introduit par le Sénat relatif au enquêtes de personnalité. Fait confiance au garde des sceaux pour l'application de sa politique pénale et votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3514, 3516) : assentiment du groupe UMP sur les objectifs et les dispositions du texte. Nécessité d'appréhender l'immigration dans sa diversité et l'universelle dignité de la personne humaine. Surenchère contestable de l'Assemblée nationale sur le texte du Gouvernement, favorisée par la succession de lois partielles sur le droit de l'immigration. Inutilité d'élaborer des lois inapplicables. Approuvera les corrections apportées par la commission en matière de ressources, de formation linguistique exigée du conjoint étranger et des délais de recours ouverts aux étrangers. Problématique du recours aux tests ADN : contradiction avec la loi bioéthique ; dispositif discriminatoire à l'égard des étrangers et de "certains Etats" ; coût des dépenses pour l'Etat. Partage la suggestion de la commission des lois de renoncer à cette procédure. Légalisation du recours aux tests ADN dans le seul Royaume-Uni. Devoir exemplaire pour la France de rendre compatible une politique d'immigration choisie avec les principes d'un Etat de droit républicain.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3571, 3572) : favorable à l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an). Solution honnête étant donné le dispositif inacceptable de l'article 4, immoral et rédigé de façon incompréhensible. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3579) : multiples contestations sur l'ensemble des travées autour de l'amendement Mariani sur les tests génétiques introduit à l'Assemblée Nationale. Au nom de la clarté, préfère s'en tenir au droit de la filiation plutôt que d'amender un texte qui est en lui-même une erreur.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial) (p. 3618) : son amendement n° 33 : inopposabilité des conditions de ressources aux titulaires d'une pension de retraite ; devenu sans objet. (p. 3621) : partisan de voter un texte généreux en misant sur la sagesse de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la corruption [n° 28 (2007-2008)]** - (31 octobre 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 4245, 4247) : transcription dans le droit français des engagements internationaux. Recrudescence actuelle de la corruption. Etat du droit en vigueur au niveau français, européen et international. Dispositions du texte. La commission des lois émet un avis favorable à

l'adoption sans modification de ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 4254) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Robert Badinter (possibilité pour la justice française de poursuivre un délit commis à l'étranger même en l'absence de décision de la juridiction étrangère), et de Mme Bariza Khiari n° 6 (conditions du refus de déclassification opposé par la commission consultative du secret de la défense nationale) et n° 7 (motivation à l'absence de déclassification). - **Article 2** (art. 435-1 à 435-6, art. 435-7 à 435-15 nouveaux du code pénal - Renforcement de la répression des faits de corruption d'agents publics étrangers ou relevant d'une organisation internationale publique) (p. 4258) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Robert Badinter.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Article 3** (art. 105, 107 et 116 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ; art. L.O. 406-1 du code électoral - Mode d'élection et inéligibilités des représentants à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4469) : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 5** (art. 156 et 156-1 nouveau de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Motion de défiance constructive et motion de renvoi budgétaire) (p. 4474) : interprétations divergentes de la "motion de défiance constructive".

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5032, 5033) : modification attendue du droit de la prescription civile. Avant-projet de réforme du droit des obligations et du droit de la prescription établi sous l'autorité du professeur Catala. Mission d'information sénatoriale sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Nombreuses critiques des règles relatives à la prescription civile. Longueur des délais préjudiciable aux transactions commerciales. Réduction du délai de droit commun dans le sens de l'harmonisation des droits nationaux des Etats européens. Régime des délais préfix, de forclusion et de garantie. Délai butoir. Aménagement contractuel des délais de prescription. Soutien sans réserve du groupe UMP à la proposition de loi. Souhaite un droit français innovant, capable de fédérer le droit des autres Etats comme en 1804.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 novembre 2007) : au nom de M. Gaston Flosse (p. 5666).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### **Justice**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5672, 5673). Le groupe UMP votera ce budget.

#### **Sécurité**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6087, 6088). Le groupe UMP votera avec détermination les crédits de cette mission.

**POZZO di BORGO (Yves)**  
*sénateur (Paris)*  
 UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Union européenne - Russie : quelles relations ? [n° 307 (2006-2007)] (10 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 319 (2006-2007)] autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages [n° 345 (2006-2007)] (21 juin 2007) - **Famille - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 800, 801) : son amendement n° 119 : suivi de la mise en œuvre du droit opposable au logement par le Haut comité pour le logement des personnes défavorisées ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Article additionnel avant l'article 6 ou avant l'article 9** (p. 869) : soutient l'amendement n° 239 de M. Michel Mercier (expérimentation du contrat unique d'insertion par les départements volontaires) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 907) : intérêt de ce texte. Construction de logements. Relation entre droit au logement opposable et responsabilité des communes. Mixité sociale. Le groupe UC-UDF, dans sa grande majorité, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages** [n° 319 (2006-2007)] - (26 juin 2007) - rapporteur de la commission des

affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1926) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement** [n° 326 (2006-2007)] - (27 juin 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1997) : en dépit de ses remarques, le groupe UC-UDF votera ce projet de loi qui constitue une avancée importante.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (27 juillet 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2994, 2995) : volonté de changement du Président de la République. Souhait d'un accompagnement de ce dispositif par des réformes structurelles. Modalités de financement du programme présidentiel. La majorité des membres du groupe UC-UDF votera ce texte, l'autre partie s'abstiendra.

- *Commission mixte paritaire* [n° 425 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3130, 3132) : réforme du bouclier fiscal ; exonération des collectivités territoriales de son financement. Emigrés fiscaux : exemple du 7e arrondissement de Paris. Assainissement des finances publiques : exemple du Canada. Avec la majorité du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (4 octobre 2007) - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés*) (p. 3715) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Muguette Dini (rétablissement à un mois du délai de recours devant la Commission des recours des réfugiés) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3716) : remercie le Gouvernement d'avoir repris l'amendement n° 208 déposé par M. Michel Mercier et Mme Muguette Dini, qui avait été frappé d'irrecevabilité sur le fondement de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008** [n° 67 (2007-2008)]

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 9 E** (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - *Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4635, 4636) : son amendement n° 222 : exonération de la contribution patronale des plans qui ne bénéficient pas aux mandataires sociaux de la société émettrice des actions ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) - en remplacement de M. Jean-Guy Branger, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères : son intervention (p. 5762, 5763). A titre personnel, son intervention (p. 5766, 5768).

**Défense**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5939, 5941). Le groupe UC-UDF votera les crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5956, 5957) : son amendement n° II-108 : réduction des crédits destinés à financer le transfert de l'état-major de l'armée de terre à l'Ecole militaire de Paris ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - *Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6626) : son amendement n° 119 : exclusion du dispositif des produits surgelés ; adopté. - **Article 6 A** (art. L. 113-5 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les*

numéros surtaxés) (p. 6655) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6658) : son amendement n° 135 : transparence

tarifaire des offres des opérateurs de communications électroniques ; retiré.

**PRINTZ (Gisèle)**  
sénateur (Moselle)  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 25 septembre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 306, 307) : texte incomplet et insuffisant. Démarche d'affichage. Intentions vagues. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 320, 321) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 10 (protection des salariés membres de commissions paritaires locales) ; et n° 11 (abrogation de l'article L. 432-4-3 du code du travail) ; rejetés.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires" [n° 184 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1437) : hommage aux médaillés militaires. Bien-fondé de l'objet du texte. Dérogation contestable au code de la mutualité. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1455, 1456) : loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et charte des stages étudiants en entreprises. Sécurisation insuffisante des stages. Le groupe socialiste regrette le rejet de cette proposition de loi par la majorité sénatoriale.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2393, 2395) : affichage. Diminution des jours de grève depuis quinze ans. Absence de réponse aux préoccupations des usagers. Désagréments des usagers du TGV Est-européen. Atteintes au droit de grève. Jurisprudence de la Cour de cassation. Rôle des organisations syndicales. Abrogation de l'article 9 posant le principe de non paiement des jours de grève.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 3** (*Interdiction des "préavis glissants"*) (p. 2444) : soutient l'amendement n° 28 de M. Yves Krattinger (suppression) ; rejeté. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2466) : soutient l'amendement n° 29 de M. Yves Krattinger (suppression de la référence à la date butoir du 1er janvier 2008 fixée pour la signature de l'accord collectif de prévisibilité) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (*Consultation des salariés sur la poursuite de la grève*) (p. 2487) : soutient l'amendement n° 34 de M. Yves Krattinger (désignation du médiateur par l'inspection du travail) ; devenu sans objet. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2501) : soutient l'amendement n° 38 de M. Yves Krattinger (suppression) ; rejeté. Opposée à l'amendement n° 14 de la commission (interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève).

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2742, 2743) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Nicole Bricq (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - **Article 2** (*art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie*) (p. 3349) : droit local d'Alsace-Moselle. (p. 3350, 3351) : ses amendements n° 63 : rédaction ; et n° 64 : coordination ; retirés. - **Article 3** (*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3360) : son amendement n° 53 : dispositions du droit local alsacien-mosellan relatives au maintien du salaire en cas de suspension du contrat de travail ; rejeté. (p. 3361) : ses amendements n° 54 : remplacement du mot "accident" par "événement malheureux" ; rejeté ; et n° 55 : définition du commis commercial ; adopté. (p. 3363) : son amendement n° 56 : application du droit local alsacien-mosellan ; rejeté. (p. 3368, 3370) : ses amendements n° 57 : suppression de l'extension du

champ des dérogations à la règle du repos dominical à certains établissements d'Alsace-Moselle ; et n° 59 : rétablissement de la notion d'exploitations commerciales ; adoptés ; et n° 58 : reprise de l'énumération figurant à l'article 105 B alinéa 1 du code local des professions ; n° 60 : maintien des dispositions relatives au registre des salariés dans la partie législative ; et n° 61 : codification d'une disposition du code local des professions relative aux sanctions pénales en cas de violation des règles locales régissant le repos dominical ; rejetés. (p. 7376) : son amendement n° 62 : réintégration des dispositions relatives à la clause de non-concurrence ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3888, 3889) : transposition de deux directives relatives à l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne et à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur. Affaiblissement du droit national. Comités d'entreprise européens. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Troisième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 21** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 4714, 4715) : situation du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles, FFIPSA.

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 28** (*art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires*) (p. 4731, 4732) : soutient l'amendement n° 123 de M. Bernard Cazeau (sanction des dépassements d'honoraires indus) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) - **Article 54** (*Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption*) (p. 5716) : votera l'amendement n° II-85 de Mme Gisèle Gautier (maintien du dispositif d'aide financière aux entreprises de moins de cinquante salariés pour le remplacement de leurs salariés partis en congé de maternité ou d'adoption). - **Article 55** (*Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles"*) (p. 5716, 5717) : soutient l'amendement n° II-80 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; adopté. - **Article 58** (*Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU*) (p. 5722) : soutient l'amendement n° II-83 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; adopté.

**Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5736, 5737). Ne votera pas ces crédits.

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5806, 5807). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5820, 5826) : ses amendements n° II-70 : extension de l'indemnisation des victimes d'actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale ; n° II-97 : revalorisation de la retraite des anciens combattants ; n° II-68 : augmentation de l'indice de référence de la rente mutualiste ; n° II-71 : augmentation de la valeur du point d'indice de la retraite du combattant ; et n° II-69 :

augmentation de l'allocation différentielle spécifique aux veuves d'anciens combattants ; rejetés.

**PROCACCIA (Catherine)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 117 (2006-2007)] de modernisation du dialogue social [n° 152 (2006-2007)] (11 janvier 2007) - **Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport*, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 363 (2006-2007)] sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 385 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Transports**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

*Rapport*, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 431 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Transports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 293 (2006-2007)] ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 459 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 129 (2007-2008)] ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 130 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social [n° 117 (2006-2007)]** - (17 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 294, 296) : crise du CPE. Dialogue entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. Triptyque de ce texte : concertation, consultation et information. Question de la légitimité ou de la représentativité des acteurs du dialogue social. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 315) : position de la commission sur les amendements de M. Roland Muzeau n° 15, n° 16 et n° 17, ainsi que sur les amendements n° 6 de Mme Raymonde Le Texier et n° 30 de M. Jean Desessard. (p. 317) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 7 et n° 8. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 319) : position de la commission sur les amendements n° 18 et 23 de M. Roland Muzeau et n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 321) : position de la commission sur les amendements n° 10 et n° 11 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 1er** (p. 322) : position de la commission sur les amendements n° 12 de Mme Raymonde Le Texier et n° 22 de M. Roland Muzeau. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 323, 325) : position de la commission sur les amendements n° 31, n° 32 et n° 36 de M. Jean Desessard. - **Article 1er (art. L. 101-1 à L. 101-3 du code du travail - Institution de nouvelles procédures de dialogue social)** (p. 327, 328) : position de la commission sur les amendements n° 33 et n° 34 de M. Jean Desessard ainsi que sur l'amendement n° 4 de M. Michel Mercier. (p. 329, 330) : position de la commission sur les amendements n° 19 et n° 20 de M. Roland Muzeau. (p. 331) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Mercier n° 1 et n° 2 et sur l'amendement n° 27 de M. Roland Muzeau. (p. 333) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Michel Mercier et n° 13 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 334, 335) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Roland Muzeau et n° 35 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 1er** : position de la commission sur l'amendement n° 21 de M. Roland Muzeau. (p. 336, 337) : position de la commission sur les amendements n° 24 et n° 25 de M. Roland Muzeau. (p. 338) : position de la commission sur

les amendements n° 26 de M. Roland Muzeau et n° 29 de M. Serge Dassault.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique** [n° 160 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Article 1er** (art. L. 127-2-1 à L. 127-2-3 nouveaux du code des assurances - Point de départ de la déclaration du sinistre - Obligations réciproques de l'assureur et de l'assuré avant la déclaration du sinistre - Obligation de recourir à un avocat) (p. 464) : soutient l'amendement n° 9 de M. Christian Cambon (définition du sinistre); rejeté. - **Article 3** (art. L. 127-5-1 nouveau du code des assurances - Libre détermination des honoraires entre l'avocat et son client) (p. 466, 467) : soutient l'amendement n° 10 de M. Christian Cambon (possibilité d'accord sur le montant des honoraires entre l'assureur et l'avocat); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 470) : s'abstient sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 674, 676) : textes sur le logement. Sédentarisation des locataires dans les logements sociaux. Occupation des logements sans titre. Bouclier social des travailleurs indépendants. Réinsertion familiale et sociale des vieux travailleurs migrants. Crédit d'impôt au titre des services à la personne. Accès à certaines prestations pour les citoyens de l'Union européenne à la recherche d'un emploi.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 850) : défavorable à l'amendement n° 109 de M. Roland Muzeau (inéligibilité des maires ne respectant pas les objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 862) : son amendement n° 84 : mise en place d'une procédure d'expulsion rapide de l'occupant illégal du domicile d'autrui; adopté après modification par le sous-amendement n° 289 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 879) : soutient l'amendement n° 192 de M. René Beaumont (création d'un statut d'accueillant familial); adopté. - **Article 8** (art. 199 *sexdecies* du code général des impôts - *Crédit d'impôt "services à la personne"*) (p. 894, 895) : ses amendements n° 220 : extension de ce dispositif aux dépenses de services à la personne exposées au domicile d'un ascendant ayant droit à l'allocation personnalisée d'autonomie; retiré; et n° 221 : suppression de la limitation de ce dispositif aux seuls services payés par chèque emploi-service universel; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 899) : soutient l'amendement n° 223 de M. Xavier Pintat (mise en œuvre au profit des personnes en grande difficulté de la tarification spéciale "produit de première nécessité" pour l'électricité); adopté.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - rapporteur de la commission spéciale sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - **Discussion générale** (p. 2367, 2370) : approche pragmatique. Prévention des conflits. Garantie d'un service réduit et prévisible en cas de grève. Attente des Français et de l'ensemble des acteurs économiques. Conciliation des principes constitutionnels. Service minimum dans les pays européens. Singularité française. Souci prioritaire des usagers pour la commission. Ses propositions d'amélioration du texte. Bilan d'application de la loi dès 2008 en vue de son extension à d'autres types de services publics. Avis favorable de la commission à l'adoption du projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2408) : position de la commission sur la motion n° 43 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2411) : position de la commission sur la motion n° 39 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2426) : position de la commission sur les amendements n° 62 de M. Bruno Retailleau et n° 64 de M. Nicolas Alfonsi. (p. 2429) : position de la commission sur les amendements n° 65 de M. Yves Krattinger et n° 16 de

M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2430) : position de la commission sur l'amendement n° 75 de M. Michel Billout. - **Article 2** (*Accord de prévention des conflits*) (p. 2434, 2436) : ses amendements n° 1 : précision selon laquelle la négociation préalable au dépôt d'un préavis de grève se déroule entre l'employeur et les seuls syndicats qui envisagent le dépôt du préavis; et n° 2 : signature d'un accord de branche organisant une procédure de prévention des conflits et tendant à développer le dialogue social avant le 1er janvier 2008; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 27 de M. Yves Krattinger, n° 68 de M. Michel Billout et n° 17 de M. Hugues Portelli. (p. 2437, 2440) : ses amendements n° 3 : coordination; et n° 4 : obligation pour les entreprises de transport public disposant déjà d'un accord de prévention des conflits de signer un nouvel accord conforme aux dispositions du projet de loi avant le 1er janvier 2009; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 74 de M. Michel Billout et n° 18 de M. Hugues Portelli. (p. 2443) : position de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Michel Billout. - **Article 3** (*Interdiction des "préavis glissants"*) (p. 2444) : position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Yves Krattinger et n° 77 de M. Michel Billout. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2446) : position de la commission sur les amendements n° 55 et n° 56 de M. Jean Desessard. - **Intitulé du titre III** (*Organisation de la continuité du service public en cas de grève ou autre perturbation prévisible du trafic*) (p. 2447, 2448) : son amendement n° 5 : nouvel intitulé du projet de loi - Organisation de la continuité du service public en cas de perturbation prévisible du trafic ou de grève; adopté. - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2457) : son amendement n° 6 : réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions; adopté après modification par les sous-amendements n° 88 et n° 89 du Gouvernement, n° 22 de M. Hugues Portelli, n° 53 de M. Charles Revet et n° 85 de M. Pierre Hérisson. (p. 2460) : position de la commission sur les amendements n° 40 et n° 41 de M. Yves Krattinger, n° 69 de M. Michel Billout, n° 63 de M. Roland Ries et n° 19 de M. Hugues Portelli. Sur son amendement précité n° 6, position de la commission sur les sous-amendements n° 22 de M. Hugues Portelli, n° 44 et n° 45 de M. Hubert Haenel, n° 51 et n° 52 de M. René Beaumont, n° 53 de M. Charles Revet, n° 85 de M. Pierre Hérisson, n° 66 de M. Yves Krattinger et n° 83 de M. Jacques Gillot. (p. 2462) : position de la commission sur les sous-amendements du Gouvernement n° 88 et n° 89 sur son amendement n° 6 précité. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2466, 2468) : ses amendements n° 7 : simplification rédactionnelle; adopté; et n° 8 : clarification; adopté après modification par le sous-amendement n° 46 de M. Hubert Haenel; et n° 9 : extension de la possibilité de réaffecter des personnels disponibles à l'ensemble des cas de perturbation prévisible; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 29, n° 30 et n° 31 de M. Yves Krattinger, n° 70 de M. Michel Billout ainsi que sur le sous-amendement n° 46 de M. Hubert Haenel déposé sur son amendement n° 8 précité. (p. 2470) : son amendement n° 10 : précision selon laquelle les salariés informent l'employeur, au plus tard 48 heures avant le début d'une grève, de leur intention d'y participer; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Yves Krattinger et n° 71 de M. Michel Billout.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (*Consultation des salariés sur la poursuite de la grève*) (p. 2486, 2487) : son amendement n° 11 : possibilité de désigner un médiateur dès le début de la grève et précision selon laquelle la consultation des salariés peut être décidée tant par l'employeur que par une organisation syndicale représentative ou le médiateur; adopté. (p. 2489) : position de la commission sur les amendements n° 33, n° 34, n° 36 et n° 37 de M. Yves Krattinger, n° 72 de M. Michel Billout, n° 21 et n° 23 de M. Hugues Portelli ainsi que sur les sous-amendements n° 35 de M. Yves Krattinger, n° 86 de M. Nicolas About et n° 20 de M. Hugues Portelli déposés sur son amendement n° 11 précité. - **Article 7** (*Droit de l'usager à l'information*) (p. 2493) : son amendement n° 12 : obligation pour l'entreprise de transport d'informer sans délai l'autorité organisatrice de toute perturbation ou risque de perturbation; adopté. Position de la

commission sur le sous-amendement n° 50 de M. René Beaumont déposé sur son amendement n° 12 précité. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2495, 2496) : position de la commission sur les amendements de M. Hubert Haenel n° 47, n° 48 et n° 49. - **Article 8** (*Indemnisation des usagers*) (p. 2497, 2498) : son amendement n° 13 : réécriture de l'article afin de conditionner le remboursement des usagers au défaut d'exécution du plan de transport adapté ou du plan d'information, de rendre obligatoire un remboursement total à l'usager en fonction de la durée d'inexécution de ces plans et d'exonérer l'entreprise de transport de l'obligation de remboursement des usagers sauf cas de force majeure ; adopté après modification par les sous-amendements n° 87 de M. Pierre Hérisson (précision selon laquelle le remboursement total des titres de transport aux usagers incombe à l'entreprise de transport quand celle-ci est directement responsable du défaut d'exécution des plans) et n° 54 de M. Charles Revet (obligation pour l'entreprise de prolonger, échanger ou rembourser le titre de transport non utilisé par l'usager correspondant strictement à la période d'utilisation dont il a été privé). Position de la commission sur les amendements n° 42 de M. Yves Krattinger et n° 25 de M. Philippe Nogrix ainsi que sur les sous-amendements n° 87 de M. Pierre Hérisson et n° 54 de M. Charles Revet déposés sur son amendement n° 13 précité. - **Article 9** (*Non-paiement des jours de grève*) (p. 2502, 2505) : son amendement n° 14 : interdiction du paiement d'heures non travaillées pour cause de grève ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Yves Krattinger, n° 73 de M. Michel Billout et n° 57 de M. Jean Desessard ainsi que sur le sous-amendement n° 26 de M. Philippe Nogrix déposé sur son amendement n° 14 précité. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2510) : son amendement n° 15 : remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 78 de M. Michel Billout déposé sur son amendement n° 15 précité. (p. 2511, 2512) : rectifie son amendement n° 15 précité en maintenant l'élargissement de son objet aux autres modes de transport public contrairement à la position du Gouvernement. - **Division et articles additionnels après l'article 9** (p. 2517) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Billout n° 81, n° 79, n° 80 et n° 82. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2519) : position de la commission sur les amendements n° 67 de M. Michel Billout et n° 24 de M. Philippe Nogrix.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2819) : soutient l'amendement n° 151 de Mme Esther Sittler (rétablissement d'une disposition relative aux établissements publics locaux) ; adopté. - **Article 2** (*Élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études*) (p. 2833) : risque de fraudes.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2889) : votera contre l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)]** - (2 août 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3159, 3160) : accord de la commission mixte paritaire sur l'ensemble des dispositions. Importance des apports du Sénat. Ajouts de l'Assemblée nationale. Amélioration attendue pour les déplacements quotidiens. Vigilance des sénateurs de la majorité à la mise en œuvre de ce projet de loi au cours des tout prochains mois.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) [n° 293 (2006-2007)]** - (26 septembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3335, 3337) : travaux préparatoires. Amélioration de la lisibilité du code. La commission est favorable au projet de loi

sous réserve de l'adoption de ses amendements. Appel à la responsabilité du législateur pour maintenir la cohérence et la simplicité du nouveau code. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3347) : position de la commission sur la motion n° 25 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 2** (*art. L. 433-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Codification des dispositions relatives aux permanents des lieux de vie*) (p. 3349, 3351) : ses amendements n° 1 : rédaction ; n° 2 : rectification d'une erreur matérielle ; adoptés ; et n° 3 : report de la date d'entrée en vigueur de la partie réglementaire du nouveau code du travail ; retiré au profit de l'amendement n° 79 du Gouvernement (report au 1er mai 2008 de l'entrée en vigueur de la partie réglementaire du nouveau code du travail). Position de la commission sur les amendements n° 42 de Mme Christiane Kammermann, n° 26 de M. Hubert Haenel, n° 63 et n° 64 de Mme Gisèle Printz, n° 48 de Mme Christiane Demontès et n° 79 du Gouvernement. - **Article 3** (*Corrections apportées à la partie législative du nouveau code du travail*) (p. 3355) : son amendement n° 4 : reclassement des dispositions relatives au dialogue social en tête du nouveau code ; adopté. (p. 5357, 5358) : ses amendements n° 5 et 6 : dispositions relatives au congé maternité ; adoptés. (p. 3359) : son amendement n° 7 : conséquence ; adopté. (p. 3363, 3365) : son amendement n° 9 : intégration de dispositions de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 relatives à la mise à la retraite d'office ; adopté. (p. 3364, 3365) : ses amendements n° 10 : intégration d'une disposition de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 relative à l'indemnité de mise à la retraite ; et n° 11 : intégration d'une disposition de la loi de financement de sécurité sociale pour 2007 relative au tutorat ; adoptés. (p. 3366) : son amendement n° 12 : prise en compte de l'attitude patriotique pendant l'Occupation pour les critères de représentativité syndicale ; adopté. (p. 3367) : son amendement n° 13 : remplacement de l'expression "veuves de guerre" par "conjoints survivants" ; adopté. (p. 3371) : ses amendements n° 14 : correction d'une erreur de codification ; et n° 80 : introduction d'un renvoi aux dispositions du code général des collectivités territoriales ; adoptés. (p. 3376) : son amendement n° 15 : réintroduction des dispositions relatives à la participation et à l'actionnariat salarié ; adopté. (p. 3377, 3382) : ses amendements n° 16 : mise en cohérence avec la terminologie employée dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; n° 17 : suppression du terme "assermentés" ; n° 18 : intégration d'une disposition de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ; n° 19 : intégration des actions relatives à la lutte contre l'illettrisme ; n° 20 : introduction d'une disposition de la loi relative au travail, à l'emploi et au pouvoir d'achat ; n° 21 : autorisation préfectorale obligatoire pour l'embauche de tout enfant de moins de seize ans pour participer à un tournage cinématographique ou un spectacle ; n° 22 et 23 : tarification ; et n° 24 : articulation des dispositions relatives aux gérants non-salariés ; adoptés. (p. 3356, 3382) : position de la commission sur les amendements n° 65 et n° 68 de Mme Annie David, n° 32, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 et n° 37 de M. Alain Milon, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56, n° 57, n° 58, n° 59, n° 60, n° 61 et n° 62 de Mme Gisèle Printz, n° 27, n° 28 et n° 29 de M. Hubert Haenel, n° 51, n° 50, n° 49, et n° 52 de Mme Christiane Demontès, n° 78, n° 77, n° 75, n° 74, n° 76 et n° 73 du Gouvernement, n° 44, n° 43 et n° 45 de M. Pierre Martin, n° 30 de M. Francis Giraud, n° 70, n° 71, n° 72 et n° 69 de Mme Adeline Gousseau, n° 31, n° 47 et n° 46 de M. Paul Blanc et n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 de Mme Christiane Kammermann. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3382) : son amendement n° 81 : autorisation d'absence pour les salariés membres d'un conseil de prud'hommes ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 3753) : son amendement n° 38 : instauration d'un droit à congé non rémunéré au profit des personnes acquérant la nationalité française pour pouvoir assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française ; adopté.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-**

2008]] - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4310, 4312) : proposition de loi équilibrée. Transposition d'une directive européenne sur les assurances en 2005. Création de l'Association pour la gestion des informations relatives aux risques en assurance, AGIRA. Insuffisance des mesures proposées. Ses amendements. Risques inhérents à l'acceptation du contrat. - **Article 4** (art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant) (p. 4319, 4320) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réintroduction du dispositif de protection au profit du majeur protégé et limitation de l'application du délai de latence de trente jours pour l'acceptation du contrat aux seuls cas où la désignation du bénéficiaire intervient à titre gratuit), ses sous-amendements n° 14 ; retiré ; et n° 18 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4326, 4328) : ses amendements n° 23 : suppression des polices d'assurance sur la vie à ordre ; adopté ; n° 17 : détermination du bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie par son nom, prénom, date et lieu de naissance et adresse ; retiré ; et n° 16 : communication tous les dix ans de la valeur du contrat d'assurance vie par la mutuelle ou la compagnie d'assurance aux souscripteurs et mise à jour de la clause désignant le bénéficiaire ; rejeté. (p. 4330, 4331) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (création d'un site Internet constituant un registre des contrats d'assurance vie non réclamés).

**- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires) (p. 4723, 4725) : ses amendements n° 419 : cohérence ; et n° 420 : non-application des mesures de suspension de revalorisation des honoraires pour les professions au taux d'évolution de dépenses inférieur au taux d'évolution de l'ONDAM ; retirés. Son amendement n° 418 : cohérence ; adopté. - **Article 26 (précédemment réservé)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable) (p. 4737) : son amendement n° 416 : extension du principe de l'accord préalable à tous les professionnels de santé ; adopté. - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé) (p. 4745) : son amendement n° 415 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4753) : son amendement n° 413 : saisine pour avis de l'UNOCAM sur les valeurs et tarifs des actes ; adopté. - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés) (p. 4755) : son amendement n° 417 : cohérence ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4828) : soutient l'amendement n° 250 de M. Paul Blanc (exonération de franchise des médicaments dont le prix est inférieur à un seuil fixé par décret) ; retiré. (p. 4831) : soutient l'amendement n° 426 de M. Jean-Claude Etienne (remise au Parlement d'une évaluation de la franchise annuelle un an après la promulgation de la loi) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4908) : son amendement

n° 414 : participation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, aux travaux de l'Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée ; adopté. - **Article 44 bis** (art. L. 6146-10 du code de la santé publique - Possibilité reconnue aux centres hospitaliers régionaux de faire appel à des praticiens libéraux) (p. 4912) : soutient l'amendement n° 427 de M. Jean-Claude Etienne (suppression) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 4934) : soutient l'amendement n° 428 de M. Jean-Claude Etienne (renforcement de l'obligation annuelle d'évaluation des programmes de santé publique) ; retiré.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5199) : favorable à l'amendement n° I-3 de la commission (déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance versées sur un contrat d'épargne retraite).

*Deuxième partie :*

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5689, 5691). Le groupe UMP votera les crédits de cette mission. - **Article 58** (Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU) (p. 5723) : soutient l'amendement n° II-60 de M. Jacques Blanc (modalités d'application de la dégressivité des exonérations de charges sociales applicables aux organismes d'intérêt général situés dans les zones de revitalisation rurale) ; devenu sans objet.

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5807, 5808).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6620) : intervient sur l'amendement n° 147 de Mme Odette Terrade (introduction dans le droit français de l'action de groupe). - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6652) : favorable à l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 10 ter** (art. L. 119-9 [nouveau] du code des assurances - Protection du consommateur souscrivant un contrat d'assurance commercialisé par voie de démarchage à domicile) (p. 6718) : intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (précision). - **Articles additionnels après l'article 10 quinquies** (p. 6722) : favorable à l'amendement n° 185 de M. Philippe Dominati (conditions de dénonciation des comptes collectifs). - **Article 12 bis** (art. L. 120-1 [nouveau], L. 121-1 à L. 121-3, L. 121-5 à L. 121-7, L. 121-15-2, L. 122-6, L. 122-11 à L. 122-15 [nouveaux], L. 141-1 et L. 141-2 du code de la consommation, et art. 19 et 20 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique - Pratiques commerciales déloyales) (p. 6730, 6731) : soutient l'amendement n° 54 de M. Jean-Jacques Hyst (nouvelle rédaction de l'article) ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative) - Deuxième lecture [n° 129 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** : son intervention (p. 7048, 7049). Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption de ce texte. (p. 7053) : réponse aux orateurs. - **Article 2** (Modifications de l'ordonnance) (p. 7054) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Godefroy.

**PUECH (Jean)**  
*sénateur (Aveyron)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Etre élu local aujourd'hui : adapter notre gouvernance locale au défi de la Décentralisation [n° 256 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Rapport d'information*, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Une démocratie locale émancipée. Des élus disponibles, légitimes et respectés [n° 74 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - président de l'Observatoire de la décentralisation : Son intervention (p. 6110, 6112).

**RAFFARIN (Jean-Pierre)**  
*sénateur (Vienne)*  
UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**RAINAUD (Marcel)**  
*sénateur (Aude)*  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* visant à inscrire d'office l'ensemble des citoyens français sur les listes électorales [n° 53 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [n° 54 (2007-2008)] (24 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

de RAINCOURT (Henri)  
sénateur (Yonne)  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 91 tome 3 annexe 2 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

#### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux** [n° 158 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 429) : le groupe UMP s'abstiendra sur cette proposition de loi.

**- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2653, 2655) : soutien du groupe UMP à la stratégie du Gouvernement d'assainissement des finances publiques. Priorité à la mise en œuvre des engagements pris devant les Français et approuvés par eux à une large majorité. Revalorisation du travail. Suppression des contraintes pesant sur l'économie. Enjeu d'une révision des prélèvements obligatoires face aux défis de la mondialisation. Question des recettes de la protection sociale et de leur assiette. Création du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique. Lancement d'une révision générale des politiques publiques. Apurement de la dette de l'Etat envers la sécurité sociale. Souhait d'une révision générale des compétences transférées aux collectivités publiques.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (22 novembre 2007) (p. 5089, 5091) : qualités de ce projet de loi de finances. Réformes courageuses engagées par le Gouvernement. Position du groupe UMP. Efforts de l'Etat pour maîtriser les dépenses. Concertation avec les acteurs concernés. Réforme de la fiscalité locale.

**RALITE (Jack)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
CRC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Deuxième partie :*

**Sécurité**

- (5 décembre 2007) - **Article 48 octies** (*Prolongation d'un an du délai ouvert aux collectivités territoriales pour contracter des baux emphytéotiques administratifs afin de construire des bâtiments au profit de la gendarmerie nationale*) (p. 6100) : intervient sur l'amendement n° II-161 du Gouvernement (extension à la police nationale du dispositif des baux emphytéotiques administratifs prévu dans la première LOPSI pour la gendarmerie).

**Administration générale et territoriale de l'Etat**

- (5 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6101). La commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission et de chacun de ses programmes.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

**INTERVENTIONS**

**- Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Article 1er** (*art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable*) (p. 693, 694) : amendements du groupe CRC précédemment rejetés sur le droit au logement opposable. Mal-logement. Situation à Aubervilliers. Légitimité de ce droit opposable. Engagements nationaux et internationaux de la France. Parallèle

avec les lois sur l'école de Jules Ferry. Haut comité pour le logement des personnes défavorisées. Votera l'article 1er.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 727) : confusion entre droit à l'hébergement et droit au logement. "Référé logement". Evidement d'une partie du texte initial. - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 757) : intervient sur les amendements de suppression n° 27 de la commission, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 75 de la commission des lois saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 779, 780) : soutient l'amendement n° 3 de M. Bernard Vera (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 905, 907) : Haut comité pour le logement des personnes défavorisées ; ses remarques sur ce projet de loi. Avancées de ce texte. Rejet d'un certain nombre d'amendements du groupe CRC. S'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire [n° 227 (2006-2007)]* - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1799, 1800) : persistance des problèmes soulevés lors de la première lecture. Régularisation des intérêts présents et futurs des affaires. Conflit sur la fixation d'un prix de référence des cartes d'abonnement illimité. Rapport au Gouvernement sur l'économie de l'immatériel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1814, 1815) : maillage des financements internationaux. Pluralisme menacé. Sa défense de la création artistique.

**RAOUL (Daniel)**  
*sénateur (Maine-et-Loire)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3305, 3307) : absence de concertation dans l'élaboration du projet du "Louvre Abou Dabi". Mobilisation du monde de l'art autour de l'appel intitulé "les musées ne sont pas à vendre". Rapport Lévy-Jouyet. "Chosification" et transformation des œuvres d'art en produits. Introduction du payant dans le rapport de l'Etat et de la société au patrimoine public et à sa gestion. Refus d'adouber un projet gouvernemental emprunt d'une logique commerciale. Brèche ouverte à un désengagement du Gouvernement de la culture sous couvert de démocratisation.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : son intervention (p. 3845, 3847).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5644, 5646). - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5656) : votera l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6031, 6033).

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2205, 2206) : organisation de la recherche. Rôle de l'université dans l'économie. Pôles de recherche et d'enseignement supérieur. Déterminera son vote en fonction des modifications apportées à ce projet de loi. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Administration de l'université) (p. 2234) : soutient l'amendement n° 120 de M. Serge Lagauche (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2264) : intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (renforcement de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration). - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2274, 2275) : favorable aux amendements identiques n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs). - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils) (p. 2289) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (représentation des grands secteurs de formation au sein du conseil d'administration). - **Article 11** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Évolution des modalités de création des composantes des universités) (p. 2290) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Pierre Laffitte (simplification des subdivisions introduites en France au sein des universités). - **Article 12** (art. L. 713-4 du code de l'éducation - Unités de formation et de recherche de médecine, pharmacie et odontologie) (p. 2292) : favorable aux amendements n° 54 (respect des orientations stratégiques du projet d'établissement par la convention hospitalo-universitaire

négociée par le doyen de l'UFR) et n° 55 de la commission (affectation des emplois hospitalo-universitaires dans le respect des dispositions de l'article L. 952-21 du code de l'éducation). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 2293) : soutient l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Sueur (rattachement des IUFM à un groupement d'universités lorsque l'académie compte plusieurs universités) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2300, 2301) : favorable à l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels). - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2307) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 138 (suppression de la possibilité de recruter des agents contractuels pour assurer des fonctions administratives de catégorie A ou des emplois d'enseignants-chercheurs en CDI) ; rejeté ; et n° 139 (avis conforme des représentants de la discipline concernée pour le recrutement d'un enseignant ou chercheur contractuel) ; adopté. (p. 2310) : intervient sur les amendements n° 138 et n° 139 précités. Votera l'amendement n° 31 de M. Hugues Portelli (avis conforme des représentants de la discipline concernée pour le recrutement d'un enseignant ou chercheur contractuel). Le groupe socialiste s'abstient sur cet article. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2313, 2314) : favorable à l'amendement n° 143 de M. Serge Lagauche (accès prioritaire aux filières qualifiantes courtes pour les bacheliers issus des filières technologiques et professionnelles). - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants) (p. 2315) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Serge Lagauche (validation par les étudiants tuteurs des activités de soutien et d'encadrement). - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs) (p. 2317, 2322) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 145 (principe constitutionnel d'indépendance des professeurs) ; n° 146 (création d'un comité de spécialistes par discipline) ; n° 147 (coordination) ; n° 148 (majorité qualifiée des spécialistes au sein du comité de sélection) ; et n° 149 de M. David Assouline (obligation de mobilité pour être recruté dans le corps des enseignants) ; retirés. Défavorable à l'amendement n° 67 de la commission (obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs). - **Seconde délibération - Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2351) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (avis consultatif du comité de sélection dans la procédure de recrutement des agents contractuels pour exercer des fonctions d'enseignement et de recherche). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2353) : votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (1er octobre 2007) (p. 3396) : article 32 du Règlement du Sénat. Délai de réflexion insuffisant sur les régimes spéciaux de retraite. Mépris du Parlement.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3400, 3402) : ouverture du marché du gaz et de l'électricité. Disparition programmée des tarifs réglementés. Contentieux avec la Commission européenne. Conclusions de la mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France. Evolution des tarifs non réglementés. Privatisation de GDF. Réversibilité du choix entre marché réglementé et concurrentiel. - **Article 1er** (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation) (p. 3421, 3428) : ses amendements n° 5 : possibilité pour un consommateur final domestique d'électricité de bénéficier d'un tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché ; et n° 6 : suppression de la date butoir ; rejetés. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 19 de M. Ladislav Poniatowski (extension du dispositif au consommateur final non domestique souscrivant une puissance électrique égale ou inférieure à 36 kilovolts-ampères) et l'amendement n° 2 de M. Xavier Pintat (réversibilité pour le consommateur bénéficiant

des tarifs bleus). - **Article 2** (*Autorisation de retour au tarif réglementé de gaz naturel des consommateurs particuliers*) (p. 3430, 3431) : son amendement n° 7 : suppression de la date butoir ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3434, 3435) : son amendement n° 13 : contrats d'obligation de service public entre l'Etat et les producteurs d'électricité exploitant des installations d'une puissance supérieure à 2000 mégawatts ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3435, 3436) : avancées et lacunes du texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 340 (2006-2007)]** - (17 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3931) : favorable à l'amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Michel (prorogation du délai pour l'entrée en vigueur de l'interdiction d'utilisation à des fins humanitaires des médicaments non utilisés).

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3947) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3956) : le groupe socialiste votera pour ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) : son intervention (p. 4183, 4191).

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)]** - (30 octobre 2007) - **Article 2** (*Obligation de contrôle technique*) (p. 4207) : soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Marc Pastor (mise à jour d'un carnet de vie du manège recensant les incidents techniques, interventions et accidents) ; retiré.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6583, 6584) : texte intermédiaire. Prolifération de la grande distribution. Panne du pouvoir d'achat des consommateurs. Votera la motion tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (*art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6625) : soutient l'amendement n° 87 de M. Bernard Dussaut (rétablissement de la rédaction initiale du

projet de loi) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6630, 6631) : soutient l'amendement n° 84 de M. Bernard Dussaut (rapport public sur les marges de la distribution remis chaque année au Premier ministre par la commission d'examen des pratiques commerciales) ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation du résultat de la négociation commerciale*) (p. 6634) : soutient l'amendement n° 88 de M. Bernard Dussaut (substitution du terme "contrat" à ceux "convention écrite") ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6640) : son amendement n° 91 : exercice du droit d'ester en justice par les organisations professionnelles ; rejeté. - **Article 4** (*art. L. 441-6 du code de commerce - Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente*) (p. 6642) : soutient l'amendement n° 93 de M. Bernard Dussaut (suppression des dérogations en matière de délai de paiement) ; rejeté. - **Article 5** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Possibilité de demander réparation de certains préjudices*) (p. 6644) : soutient l'amendement n° 95 de M. Bernard Dussaut (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 6646) : soutient l'amendement n° 97 de M. Bernard Dussaut (interdiction du retour des invendus) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6652) : défavorable à l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche). - **Article 6 A** (*art. L. 113-5 du code de la consommation - Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés*) (p. 6654) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 6 ter** (*art. L. 121-84-2-2 du code de la consommation - Accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits*) (p. 6678) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission (confirmation au consommateur par le fournisseur de la poursuite à titre onéreux des services souscrits initialement à titre gratuit). - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 6681) : favorable à l'amendement n° 105 de M. Michel Teston (élargissement du champ du service universel à la téléphonie mobile et à l'Internet à haut et très haut débit).

- **Commission mixte paritaire [n° 142 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7127, 7128).

RAOUL (Paul)  
sénateur (Nord)  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme jusqu'au 21 novembre 2007.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de résolution* sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil définissant un cadre pour la protection des sols et modifiant la directive 2004/35/CE (N° E-3251) [n° 284 (2006-2007)] (29 mars 2007) - **Agriculture et pêche - Environnement - Union européenne.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 284 (2006-2007)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil définissant un cadre pour la protection des sols et modifiant la directive 2004/35/CE (N° E-3251) [n° 290 (2006-2007)] (17 avril 2007) - **Agriculture et pêche - Environnement - Union européenne.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens** [n° 31 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 1er** (*Gestion de programmes relevant de l'objectif de coopération territoriale européenne ou de l'instrument de voisinage et de partenariat*) (p. 504) : intervient sur les amendements identiques n° 9 de M. François

Fortassin et n° 10 de Mme Michèle André (possibilité pour l'Etat de confier la gestion des crédits du FSE aux conseils généraux lorsque les actions relèvent de ce fonds, dans le cadre des objectifs "compétitivité régionale et emploi" et "convergence"). Illogisme du zonage des départements français. - **Article 2** (*Transfert à la région Alsace, à titre expérimental, des fonctions d'autorité de gestion et d'autorité de certification de programmes relevant de la politique de cohésion au cours de la période 2007-2013*) (p. 508, 509) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (possibilité pour d'autres régions que l'Alsace et pour la collectivité territoriale de Corse d'exercer les fonctions d'autorité de gestion et de certification des programmes relevant de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" pour la période 2007-2013 sous des conditions de délai et de fond) et sur les sous-amendements du Gouvernement s'y rapportant n° 4 (exigence d'un accord exprès des départements concernés à la candidature de la région), n° 5 (exigence d'un engagement de la région sur les moyens à mettre en œuvre et sur les modalités d'association de l'Etat et des autres collectivités) et n° 6 (publication, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la loi, d'un décret comprenant la liste des régions dont la candidature est retenue au regard des engagements pris par elles). Question de l'efficacité de la gestion des crédits européens en France.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) - rapporteur du groupe de suivi de la commission des affaires économiques pour le Grenelle de l'environnement (p. 3660) : synthèses des groupes de travail. Gouvernance écologique. Rôle du Parlement, des collectivités territoriales et de la société civile dans la défense de l'environnement. Aide à la décision publique. Formation. PME. Biodiversité. Gestion des ressources en eaux. Fiscalité écologique. Education. Certification des exploitations agricoles. Agriculture biologique. Pollutions diffuses. Réhabilitation énergétique du parc immobilier. Énergie nucléaire. OGM.

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue** [n° 10 (2007-2008)] - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4079, 4080) : satisfaction de tous les présidents de parcs. Patrimoine naturel et activités économiques de ce territoire. Approbation de ce texte par le groupe socialiste.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer** [n° 179 (2006-2007)] - (24 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4090, 4093) : intervient en son nom propre et en celui de M. Jean-Marc Pastor. Renforcement de la confiance des consommateurs. Simplification des signes au contenu peu clair. Modes de valorisation prévus par la loi. Situation actuelle de l'agriculture biologique. Votera ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4104) : texte essentiel pour l'agriculture et la commercialisation de sa production.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5997, 5998).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6188, 6189).

**REINER (Daniel)**  
*sénateur (Meurthe-et-Moselle)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports ; nouvelle nomination le 15 novembre 2007.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande ; nouvelle nomination le 9 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire jusqu'au 26 octobre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Irlande : quel avenir pour le tigre celtique ? [n° 204 (2006-2007)] (1er février 2007) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6203, 6205).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (12 décembre 2007) : sa question (p. 6524, 6526).

**RENAR (Ivan)**  
sénateur (Nord)  
CRC

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des États-unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Éducation nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance** [n° 211 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p.1465, 1466) : atout de CulturesFrance dans le rayonnement international de la France. Importance de la diversité culturelle. Mauvais procès intenté à l'encontre de CulturesFrance. Adhère sans réserve au changement de statut. Problématique des moyens financiers. Le groupe CRC votera les conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2191, 2193) : inversion des priorités. Echec universitaire. Sources de financement. Rôle de l'Etat. Recrutement et statut des enseignants-chercheurs. Gouvernance. Carte universitaire. Le groupe CRC déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p.2229) : le groupe CRC votera l'amendement n° 117 de M. David Assouline (loi de programmation quinquennale). - **Article 2** (art. L. 711-7 du code de l'éducation - Modalités d'adoption des décisions statutaires au sein du conseil d'administration) (p. 2233) : son amendement n° 180 : représentation des grands secteurs de formation ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Administration de l'université) (p. 2234) : son amendement n° 163 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2248) : son amendement n° 185 : maintien des équilibres entre les différents membres de la communauté universitaire ; rejeté. (p. 2254) : intervient sur l'amendement n° 102 de M. Hugues Portelli (augmentation du nombre de représentants étudiants au sein du conseil d'administration des universités). (p. 2261) : retire son amendement n° 179 au profit de l'amendement n° 45 de la commission (possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration). (p. 2262, 2263) : intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (présence de trois représentants du monde économique et social, dont deux chefs d'entreprise, au sein du conseil d'administration). (p. 2265) : son amendement n° 175 : présentation du rapport annuel d'activité au conseil scientifique et au conseil des études et de la vie universitaire ; adopté. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2267) : son amendement n° 166 : renforcement de la légitimité du président d'université ; rejeté. (p. 2269, 2270) : intervient sur son amendement n° 166 précité. (p. 2279) : favorable à l'amendement n° 187 de M. Gérard Delfau (création d'un bureau chargé d'assister le président dans ses fonctions). - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique) (p. 2282) : son amendement n° 181 : possibilité pour le conseil scientifique de conserver un rôle propositionnel ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 712-6 du code de l'éducation - Révision des compétences du conseil des études et de la vie

*universitaire*) (p. 2284) : son amendement n° 183 : maintien du rôle propositionnel du conseil des études et de la vie universitaire ; devenu sans objet. (p. 2285) : le groupe CRC votera l'amendement n° 129 de M. Serge Lagache. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - *Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines*) (p. 2298, 2299) : son amendement n° 169 : caractère opposable du contrat pluriannuel d'établissement ; rejeté. (p. 2303) : intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels). - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - *Gestion des ressources humaines*) (p. 2306, 2307) : son amendement n° 172 : recrutement d'agents contractuels, pour une durée déterminée, en réponse à des besoins de service ; rejeté. (p. 2310) : le groupe CRC s'abstient sur cet article. - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - *Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs*) (p. 2316) : son amendement n° 174 : suppression ; rejeté. (p. 2322) : intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs). - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - *Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers*) (p. 2324) : son amendement n° 176 : absence de transfert de propriété pour le patrimoine historique ; adopté. (p. 2326) : intervient sur l'amendement n° 150 de M. Serge Lagache (possibilité pour les régions de se voir transférer le patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics d'enseignement supérieur). - **Article 25** (art. L. 719-4 du code de l'éducation - *Possibilité de vendre des biens*) (p. 2334, 2335) : son amendement n° 177 : encadrement par l'Etat de la dévolution du patrimoine des universités et prévention contre tout risque de déclassement abusif ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2349, 2350) : son amendement n° 164 : nouvelle rédaction de l'intitulé - **Projet de loi portant organisation du service public des universités** ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2354, 2355) : demande un vote par scrutin public sur ce texte auquel il est défavorable.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2596) : place des enseignements artistiques. (p. 2600, 2601) : statut des intermittents. - **Article 9** (*Annexe au projet de loi de finances initiale sur les opérateurs de l'Etat*) (p. 2616) : abstention du groupe CRC sur l'article 9.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** - *Commission mixte paritaire* [n° 367 (2006-

2007)] - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3106, 3108) : problème du financement pérenne des universités par l'Etat. Fragilisation des statuts des personnels de l'université. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens** [n° 474 (2006-2007)] - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3808, 3811) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5654) : le groupe CRC votera l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance). - **Article 62** (*Exonération de redevance audiovisuelle des personnes handicapées*) (p. 5657) : le groupe CRC votera contre cet article.

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6034, 6035). - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6042) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-1 de la commission (transmission au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'expérimentation de la gratuité des musées et monuments historiques).

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6063, 6064). Le groupe CRC n'approuvera pas les crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6079) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° II-131 du Gouvernement (compensation des transferts des personnels TOS aux régions et aux départements par une annulation de crédits sur les programmes "Vie de l'élève", "Soutien de la politique de l'éducation nationale" et "Enseignement technique agricole").

**Recherche et enseignement supérieur**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6300, 6302). - **Rappel au règlement** (p. 6308) : organisation du débat. Absence de réponse de la ministre aux orateurs des groupes, notamment de l'opposition.

**REPENTIN (Thierry)**  
*sénateur (Savoie)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 juillet 2007.

Membre de la commission des affaires sociales du 23 janvier 2007 au 4 juillet 2007.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 22 janvier 2007.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Ville et logement [n° 93 tome 10 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Logement et urbanisme - Transports.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**

[n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 662, 665) : débats sur le logement. Opposabilité. 1 % logement. Décalage entre les besoins et les offres de logements. Versement de l'astreinte. Droit au logement et droit à l'hébergement. Amendements du groupe socialiste : mobilisation du parc privé conventionné ; renforcement de la loi SRU ; octroi sous condition du permis de construire ; maintien dans le logement. Volonté du groupe socialiste d'insérer l'opposabilité du droit au logement dans le droit français. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - Création d'un droit au logement opposable) (p. 695) : sur l'amendement n° 17 de la commission (codification et clarification), son sous-amendement n° 156 ; rejeté. (p. 697) : son amendement n° 191 : suppression de l'exigence de stabilité du séjour pour les demandeurs de logement ; retiré. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation) (p. 703) : sur l'amendement n° 20 de la commission (réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement), ses sous-amendements n° 157 et n° 271 ; retirés ; et n° 277, n° 158, n° 276, n° 275, n° 273, n° 274, n° 160, n° 159 et n° 272 ; rejetés. (p. 704, 705) : ses amendements n° 173 : création d'une commission de médiation dans chaque département ; n° 174 : attribution de moyens aux commissions de médiation ; n° 175 : assistance des demandeurs de logement par des associations agréées ; n° 176 : suppression de l'exigence d'être de bonne foi pour le demandeur de logement ; n° 189 : intégration dans la liste des personnes prioritaires de celles vivant dans des résidences mobiles soumises à la taxe de séjour ; n° 190 : prise en compte de toutes les personnes à charge ; et n° 177 : diversification des sources d'information des commissions de médiation ; devenus sans objet. (p. 706) : ses amendements n° 178 : fixation à trois mois du délai de réponse de la commission de médiation ; n° 180 : motivation par écrit des refus de la commission de médiation ; n° 181 : composition unique de la commission de médiation ; et n° 182 : information de la commission de médiation de la liste des logements sociaux ou très sociaux conventionnés ; devenus sans objet. (p. 708, 710) : ses amendements n° 185 : mobilisation des logements privés conventionnés par l'ANAH ; n° 186 et 184 : conséquence ; n° 183 : exclusion de ce dispositif des communes ayant déjà 50 % de logements sociaux ; n° 187 : extension du champ d'application de cet article à l'ensemble des logements sociaux et à ceux du patrimoine des HLM et des sociétés d'économie mixte ; devenus sans objet. (p. 714, 715) : intervient sur ses sous-amendements n° 158, n° 271 et n° 272, déposés sur l'amendement précité n° 20 de la commission. (p. 716) : votera contre l'amendement précité n° 20 de la commission.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative) (p. 730) : son amendement n° 164 : assistance des requérants par des associations agréées au cours de la procédure devant le tribunal administratif ; rejeté. (p. 739) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). Débat précipité. (p. 741) : son amendement n° 165 : possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation ; devenu sans objet. (p. 745, 746) : son amendement n° 168 : systématisation des astreintes ; rejeté. (p. 747) : son amendement n° 171 : repli ; rejeté. (p. 750, 751) : son amendement n° 172 : obligation pour les communes ne respectant pas l'article 55 de la loi SRU de mettre en œuvre le droit au logement opposable ; rejeté. (p. 751, 752) : rejet des amendements du groupe socialiste. Votera contre l'article 3. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 766) : son amendement n° 208 : renforcement des obligations de réalisation de places d'hébergement par les communes ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 770) : son amendement n° 145 : application d'une décote aux terrains cédés par l'Etat à des fins de construction de logements sociaux ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 6**

(**précédemment réservé**) (p. 782) : son amendement n° 139 : possibilité pour le bénéficiaire des aides au logement de demander en cours d'année un réexamen de ses ressources ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 783, 784) : son amendement n° 138 : suppression du mois de carence précédant le premier versement des aides au logement ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 788) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 19 de la commission (intégration de la promotion du droit au logement dans le champ de compétences des travailleurs sociaux). - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 789) : son amendement n° 194 : élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes ; devenu sans objet. (p. 790) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 78 (élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 792, 794) : ses amendements n° 195 : élargissement du champ d'application de l'article 55 de la loi SRU à un certain nombre de communes ; n° 196 : possibilité de relèvement du taux minimal de logements sociaux par le préfet ; n° 197 : suppression de la requalification des logements déconventionnés en logements sociaux ; et n° 198 : inventaire des logements locatifs ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 2 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 794) : son amendement n° 199 : introduction dans la comptabilisation des logements sociaux d'une pondération selon leur catégorie ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 797) : favorable à l'amendement n° 133 de M. Jean-Paul Alduy (autorisation sous condition de construire des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 804) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Pierre-Yves Collombat, n° 203 : autorisation sous condition de construire ou de réhabiliter des programmes de logements dans les communes n'ayant pas satisfait aux objectifs de l'article 55 de la loi SRU. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 811) : son amendement n° 210 : subordination de la sortie d'un conventionnement ou du non-renouvellement d'une convention à l'accord du préfet et à l'engagement du bailleur de participer au financement de logements sociaux ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 814) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Bariza Khiari, n° 140 : transfert, à titre expérimental, de la responsabilité du droit opposable au logement aux EPCI délégataires des aides à la pierre. (p. 818) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Claude Domeizel, n° 142 : transfert de compétence du droit de préemption urbain aux EPCI. Ses amendements n° 143 : délégation au maire du droit de priorité sur les terrains de l'Etat ; réservé ; et n° 149 : association des EPCI compétents en matière d'habitat à la définition et à la mise en œuvre des plans départementaux d'aide au logement des personnes défavorisées ; retiré. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 819) : son amendement n° 147 : possibilité pour des organismes d'HLM intervenant dans le redressement des copropriétés en difficulté de programmer des opérations d'amélioration de l'habitat dans les copropriétés dégradées ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 820) : son amendement n° 148 : faculté pour les maires des communes de plus de 1500 habitants d'augmenter le coefficient d'occupation des sols pour réaliser des programmes de construction comprenant au moins 50 % de logements sociaux ; adopté.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 843) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Pierre-Yves Collombat, n° 150 : extension des avantages fiscaux et des avantages financiers dont bénéficie le logement social à toutes les structures adaptées et extension du champ de la délégation de compétence des aides à la pierre à l'ensemble de ces mêmes structures.

- **Commission mixte paritaire [n° 261 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1876, 1877) : améliorations du texte initial. Apport des sénateurs socialistes. Action restant à accomplir. Objectif du droit au logement. Système de garantie des risques locatifs, GRL. Le groupe socialiste ne rejettera pas le projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1898, 1899) : interrogation sur le caractère universel du fonds de garantie des risques locatifs.

- **Proposition de loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur - Deuxième lecture [n° 263 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1903) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2821, 2823) : son amendement n° 237 : versement sur la fiche de paie du salarié de la part contributive de l'employeur au chèque-transport ; rejeté. - **Article 2 (Elargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)** (p. 2833) : activité sportive professionnelle des étudiants. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2835, 2836) : son amendement n° 108 : prorogation jusqu'au 31 décembre 2009 de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les plus-values réalisées en cas de cession d'un bien à un organisme d'HLM ou à une collectivité territoriale en vue de réaliser des logements sociaux ; retiré. (p. 2838, 2840) : son amendement n° 107 : abaissement du plafond des ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant ; rejeté. (p. 2841, 2842) : son amendement n° 106 : modification de l'encadrement du dispositif de TVA à taux réduit pour certaines opérations d'accession à la propriété ; rejeté. - **Article 3 (Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 2845, 2847) : conception du logement exprimée par le ministre. Rétroactivité et permanence de cette disposition. Renforcement de l'inégalité sociale. Contre-productivité de cette mesure. (p. 2847, 2848) : son amendement n° 114 : suppression ; rejeté. (p. 2851) : son amendement n° 118 : bénéfice de ce crédit d'impôt accordé aux seuls logements à "haute qualité environnementale" ; rejeté. (p. 2852) : son amendement n° 250 : limite de ce crédit d'impôt à une seule acquisition ; rejeté. (p. 2855) : votera l'amendement n° 228 de M. Aymeri de Montesquiou (suppression de la rétroactivité de cette disposition). - **Article 3 bis (Rapport sur l'impact de la déductibilité des intérêts d'emprunt)** (p. 2857, 5858) : son amendement n° 119 : rapport sur les incidences économiques et sociales du crédit d'impôt ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 33 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 2858, 2861) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Bel (possibilité de bénéficier de tarifs réglementés pour le gaz en cas d'acquisition d'un logement neuf) ; rejeté. (p. 2862) : soutient l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Bel (maintien du tarif réglementé de vente d'électricité pour toute personne emménageant dans un logement où l'éligibilité a déjà été exercée) ; rejeté. (p. 2864) : soutient l'amendement n° 148 de M. Jean-Pierre Bel (maintien du bénéfice du tarif réglementé de vente de gaz pour toute personne emménageant dans un logement où l'éligibilité a déjà été exercée) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5 bis** (p. 2921) : ses amendements n° 109 : suppression du dispositif dit de l'amortissement "Robien" ; rejeté ; et n° 113 : exigence d'un permis de mise en copropriété pour toute opération de division par lots d'immeuble d'au moins cinq logements ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3407, 3409) : position de la Commission européenne. Evolution des tarifs. Informations des consommateurs. Opacité du marché. Réversibilité de l'éligibilité. Facture énergétique des ménages. Marché immobilier. Service public de l'électricité et du gaz. - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3415, 3416) : favorable aux amendements analogues n° 3 de M. Daniel

Raoul et n° 15 de M. Michel Billout (réversibilité du choix du consommateur final domestique d'électricité). - **Article 1er** (*Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation*) (p. 3429) : intervient sur l'article 1er. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3431, 3433) : soutient l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (accès aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les consommateurs domestiques sur les sites raccordés après le 1er juillet 2007) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 23 de M. Ladislav Poniowski. Soutient l'amendement n° 11 de M. Daniel Raoul (accès aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les consommateurs non domestiques sur les sites raccordés après le 1er juillet 2007) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3681) : financement des investissements nécessaires dans les domaines du transport et du logement. Plans climats territoriaux. Rôle des collectivités territoriales.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 5228, 5237) : ses amendements n° I-137 : suppression du dispositif Robien ; n° I-132 : suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de la résidence principale créé par la loi TEPA du 21 août 2007 ; n° I-133 : subordination du bénéfice de la déductibilité des intérêts d'emprunt instituée par la loi TEPA à un plafond de ressources ; n° I-134 : interdiction pour un même contribuable d'accéder une nouvelle fois au dispositif du crédit d'impôt immobilier institué par la loi TEPA s'il en a déjà bénéficié une première fois ; n° I-135 : relèvement de 20 % à 50 % du plafond de l'avance remboursable sans intérêt ; n° I-136 : diminution des plafonds de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et relèvement du montant de l'avance remboursable sans intérêt ; n° I-138 : extension du champ des logements mobilisables par le préfet dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable, aux logements privés conventionnés, en renforçant l'avantage fiscal des propriétaires ; et n° I-139 : relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros ; rejetés. - **Article 7** (*Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 5239, 5240) : ses amendements n° I-140 : suppression ; n° I-141 : réservation du bénéfice du crédit d'impôt aux seuls primo-accédants ; rejetés. (p. 5243, 5244) : partage les propos de MM. Jean Arthuis et Denis Badré pour demander la suppression de l'article 7. - **Articles additionnels avant l'article 8 ou après l'article 8 ou après l'article 11** (p. 5248, 5249) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° I-63 de M. Marc Massion et n° I-111 de M. Daniel Reiner (modulation de la taxe prélevée sur les bénéfices des sociétés pétrolières en fonction des investissements qu'elles auront réalisés au titre des économies d'énergie et des énergies renouvelables) ; rejetés. (p. 5251) :

intervient sur l'amendement précité n° I-63 de M. Marc Massion. Recherche problématique de financements pour l'AFITF.

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6119, 6120). - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6130, 6133) : ses amendements n° II-142 : augmentation du montant de la dotation globale de fonctionnement des communes de 30 millions d'euros ; et n° II-143 : prolongation jusqu'en 2010 de la disposition adoptée dans le cadre du plan de cohésion sociale prévoyant de faire progresser la DSU de 600 millions d'euros à 1,2 milliards d'euros ; rejetés. (p. 6134, 6135) : votera contre l'amendement n° II-135 de M. Philippe Dallier (garantie de progression minimale de la DSU en 2008 à égalité avec la prévision d'inflation, soit 1,6 % au lieu de 5 %).

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6319, 6320). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6337, 6339) : à titre personnel, ses amendements n° II-188 : suppression du seuil de non-versement des allocations au logement ; et n° II-191 : augmentation des dotations consacrées à l'hébergement d'urgence et aux opérations de résorption de l'habitat insalubre ; rejetés. - **Article 60** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) (p. 6348, 6349) : son amendement, au nom de la commission des affaires économiques, n° II-65 : suppression du doublement de la cotisation pesant sur la masse salariale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics visant à financer le fonds national d'aide au logement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6350, 6353) : le groupe socialiste votera les amendements de la commission des affaires sociales saisis pour avis n° II-156 (rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements) et n° II-180 de Mme Odette Terrade (régulation de la hausse des loyers). - **Articles additionnels après l'article 61** (p. 6355) : votera l'amendement n° II-45 de la commission (simplification).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 21 octies** (*Prorogation au 1er janvier 2009 du régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 6865) : se rallie au contenu du rapport de M. Philippe Marini et se déclare favorable au maintien du dispositif de l'article 21 octies.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6983, 6984) : son amendement n° 85 : relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros ; rejeté.

**RETAILLEAU (Bruno)**  
*sénateur (Vendée)*  
 NI

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.  
 Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 9 octobre 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.  
 Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).  
 Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Dix ans après, la régulation à l'ère numérique [n° 350 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Entreprises - Recherche, sciences et techniques**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution** [n° 121 (2006-2007)] - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 262, 263) : questions soulevées. Principe de l'universalité du suffrage. Violation du principe républicain d'égalité. Consécration du communautarisme en tant que principe politique. Ne votera pas le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire* [n° 227 (2006-2007)] - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1795, 1796) : couverture du territoire. Dividende numérique. Télévision mobile personnelle. Texte important pour la communication, la culture et l'économie française.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2030, 2031) : nombreux défis à relever. Redressement économique de la France. Conflit entre les générations. Nécessité de retrouver le sens du collectif et de l'intérêt général. Soutien au Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2055) : perplexité face au traité simplifié. Interrogation sur la prise en compte du message émis par les Français le 29 mai 2005. Continuation de la logique fédérale. Souhait d'un référendum.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2425, 2429) : son amendement n° 62 : extension du champ d'application de l'article au transport maritime régulier de passagers ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile** [n° 461 (2006-2007)] - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (*art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine*) (p. 3571) : cohérence et légitimité de l'article 4. Nombreux mariages frauduleux. Regrette la position de la commission sur l'article 4. (p. 3574) : précise sa position sur l'article 4.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : sa question (p. 3839, 3841).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - au nom de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5306, 5307) : soutient l'amendement de la commission des affaires économiques n° I-158 (possibilité pour les entreprises de donner à leurs salariés, à titre gratuit, le matériel et les logiciels qu'elles ont amortis) ; adopté après rectification demandée par le Gouvernement.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Article 1er** (*art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6622, 6623) : son amendement n° 80 : prise en compte des frais d'acheminement au point de vente dans le calcul du seuil de revente à perte ; retiré.

**REVET (Charles)**  
*sénateur (Seine-Maritime)*  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution jusqu'au 26 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (31 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* relative au troisième paquet de sécurité maritime (E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091, E 3092) [n° 306 (2006-2007)] (10 mai 2007) - **Transports - Union européenne**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 306 (2006-2007)] relative au troisième paquet de sécurité maritime (E 3067, E 3074, E 3080, E 3081, E 3086, E 3091, E 3092) [n° 313 (2006-2007)] (22 mai 2007) - **Transports - Union européenne**.

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 415 (2006-2007)] relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 439 (2006-2007)] (12 septembre 2007) - **Agriculture et pêche - Transports - Travail.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 93 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 372) : votera ce texte.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 810) : votera contre l'amendement n° 209 de M. Thierry Repentin (subordination de la vente de logements sociaux à l'engagement du vendeur de participer au financement d'un nombre équivalent de logements sociaux). - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 821) : intervient sur l'amendement n° 148 de M. Thierry Repentin (faculté pour les maires des communes de plus de 1500 habitants d'augmenter le coefficient d'occupation des sols pour réaliser des programmes de construction comprenant au moins 50 % de logements sociaux).

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 847, 848) : défavorable à l'amendement n° 107 de M. Roland Muzeau (suspension temporaire des ventes de logements sociaux dans certaines zones).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - président de la commission spéciale sur le dialogue social et la continuité

du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - **Discussion générale** (p. 2370, 2371) : promesse du Président de la République au Havre le 29 mai 2007. Attente des Français. Favorable à l'inscription dans la Constitution d'un droit à un véritable service minimum. Absence d'atteinte au droit de grève. Problème du financement des infrastructures de transport. Bilan d'application de la loi dès 2008. Souhait d'une loi rendant effectif le service minimum en cas de bilan décevant. Soutien au Gouvernement mais assorti d'une obligation de résultat.

- **Rappel au règlement** - (18 juillet 2007) - président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs (p. 2422, 2423) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Michel Billout, François Fortassin, Paul Blanc, Dominique Braye, Jean-Luc Mélenchon et Jean-Pierre Godefroy. Rappelle la limitation du champ d'application du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public aux seuls transports terrestres.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] (suite) - (18 juillet 2007) - **Article 4 (Plan de transport adapté et plan d'information des usagers)** (p. 2458, 2460) : sur l'amendement n° 6 de la commission (réécriture de l'article visant à simplifier le dispositif et à en préciser les définitions), son sous-amendement n° 53 : mise en œuvre de la consultation des usagers sous réserve de l'existence d'une association représentative des usagers ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - **Article 7 (Droit de l'usager à l'information)** (p. 2492) : réponse à M. Jean Desessard. (p. 2494) : intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. René Beaumont (précision selon laquelle, s'agissant des transports scolaires, l'information est délivrée au plus tard avant l'horaire de passage) déposé sur l'amendement n° 12 de la commission (obligation pour l'entreprise de transport d'informer sans délai l'autorité organisatrice de toute perturbation ou risque de perturbation). Réflexion en commission mixte paritaire. - **Article 8 (Indemnisation des usagers)** (p. 2497) : sur l'amendement n° 13 de la commission (réécriture de l'article afin de conditionner le remboursement des usagers au défaut d'exécution du plan de transport adapté ou du plan d'information, de rendre obligatoire un remboursement total à l'usager en fonction de la durée d'inexécution de ces plans et d'exonérer l'entreprise de transport de l'obligation de remboursement des usagers sauf cas de force majeure), son sous-amendement n° 54 : obligation pour l'entreprise de prolonger, échanger ou rembourser le titre de transport non utilisé par l'usager correspondant strictement à la période d'utilisation dont il a été privé ; adopté. - **Rappel au règlement** (p. 2499, 2500) : réponse aux sénateurs de l'opposition contestant la régularité de la procédure des délégations de pouvoir employée par la commission spéciale saisie du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2511) : à la demande du Gouvernement, accepte de rectifier l'amendement n° 15 de la commission (remise au Parlement, au plus tard le 1er octobre 2008, d'un rapport d'évaluation de la loi dans lequel sera examinée l'opportunité d'étendre le dispositif aux autres modes de transport public de voyageurs) tout en maintenant l'élargissement de son objet aux autres modes de transport public contrairement à la position du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2526) : sa satisfaction face au déroulement du débat sur un sujet aussi sensible. Remerciements.

- **Commission mixte paritaire** [n° 431 (2006-2007)] - (2 août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3169) : choix judicieux de la création d'une commission spéciale. Conduite des travaux dans un esprit constructif. Souhaite la réussite des mesures adoptées et leur adaptation à d'autres types de services. Remerciements.

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires** [n° 415 (2006-2007)] - (18 septembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3185, 3186) : réserve de nationalité du capitaine. Evolution juridique. Pénurie d'officiers français. Pérennisation des obligations des armateurs en matière de formation. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, avis favorable de la commission à l'adoption de ce projet de loi. - **Intitulé du Chapitre Ier** (*Dispositions relatives au critère de nationalité des équipages de navires*) (p. 3194) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Gérard Le Cam. - **Article 1er** (*art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français*) (p. 3195, 3197) : ses amendements n° 1 : rédaction ; n° 2 : exigence de connaissances juridiques dans les conditions requises pour être capitaine ; et n° 3 : obligation pour les capitaines de suivre une formation avant de pouvoir exercer à bord de navires français ; adoptés. (p. 3196, 3199) : position de la commission sur les amendements n° 14 de M. Gérard Le Cam et n° 10 de M. Henri de Richemont. - **Article 2** (*art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français*) (p. 3200) : ses amendements n° 4 : coordination ; n° 5 : rédaction ; n° 6 : exigence de connaissances juridiques dans les conditions requises pour être capitaine ; et n° 7 : obligation pour les capitaines de suivre une formation avant de pouvoir exercer à bord de navires français ; adoptés. (p. 3201) : son amendement n° 8 : pérennisation des obligations des armateurs en matière de formation embarquée des élèves officiers ; adopté. (p. 3199, 3203) : position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Gérard Le Cam et n° 12 de M. Henri de Richemont. - **Article 3** (*art. 221 du code des douanes - Abrogation de l'article 221 du code des douanes réservant aux Français les fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance*) (p. 3204) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Gérard Le Cam. - **Article 4** (*art. 28 à 30 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande - Encadrement des prérogatives du capitaine en matière pénale et de sécurité*

*des navires*) (p. 3205) : son amendement n° 9 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3206) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3208) : efforts en matière de formation et de défense du pavillon français.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** - *Deuxième lecture* [n° 9 (2007-2008)] - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3947) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3955, 3956) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-1547 du 7 décembre 2006 relative à la valorisation des produits agricoles, forestiers ou alimentaires et des produits de la mer** [n° 179 (2006-2007)] - (24 octobre 2007) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4098) : son amendement n° 13 : clarification de l'appellation "fermier" ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 6005). Production sucrière en Seine-Maritime. Zone de pêche de Fécamp.

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6186). Son intervention à titre personnel (p. 6202, 6203). - **Article 44** (*Aménagement du régime de la taxe d'aéroport*) (p. 6222) : soutient l'amendement n° II-92 de la commission (prise en compte de l'aménagement du territoire pour l'affectation du produit de la majoration de la taxe d'aéroport) ; retiré.

**REVOL (Henri)**  
sénateur (Côte-d'Or)  
UMP-A

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie (ex Conseil supérieur de l'électricité et du gaz).

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Compte-rendu de l'audition publique du 7 novembre 2006, sur les nanotechnologies : risques potentiels, enjeux éthiques [n° 208 (2006-2007)] (6 février 2007) - **Recherche, sciences et techniques**.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Politique spatiale : l'audace ou le déclin - Comment faire de l'Europe le leader mondial de l'espace [n° 223 (2006-2007)] (8 février 2007) - **Recherche, sciences et techniques**.

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Actes du colloque du 1er mars 2007 organisé par M. Christian Gaudin relatif à l'ouverture de l'année polaire internationale "Les pôles, témoins pour les hommes" [n° 362 (2006-2007)] (3 juillet 2007) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 93 tome 6 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament** [n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 28 ter**

de RICHEMONT (Henri)  
sénateur (Charente)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 172 (2006-2007)] portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 212 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

(art. L. 4211-3 du code de la santé publique - *Collecte des médicaments inutilisés*) (p. 563) : s'abstiendra sur les amendements précités n° 9 et n° 15.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2209, 2210) : gouvernance des universités. Rôle du président. Orientation. Gestion du parc immobilier. Partenariats avec le privé. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - *Gestion des ressources humaines*) (p. 2305) : son amendement n° 17 : conséquence ; retiré. - **Article 18** (art. L. 811-2 du code de l'éducation - *Possibilité pour le président de confier certains emplois à des étudiants*) (p. 2314) : son amendement n° 18 : coordination ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 2336) : son amendement n° 16 : extension des dispositions de ce texte en matière d'autonomie au bénéfice de l'ensemble des établissements publics de l'enseignement supérieur ; retiré. - **Article 26** (art. L. 711-8 du code de l'éducation - *Contrôle de la légalité des actes des universités*) (p. 2337) : son amendement n° 19 : cohérence ; adopté. - **Article 27** (art. L. 233-1 du code de l'éducation - *Autonomie des conférences représentant les établissements*) (p. 2338) : son amendement n° 20 : composition de la conférence d'établissements de l'enseignement supérieur et fonctionnement de la Conférence des présidents d'université et de la Conférence des responsables d'établissements d'enseignement supérieur ; retiré.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 253 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 40 (2007-2008)] permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 63 (2007-2008)] (30 octobre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 510 (2004-2005)] ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 145 (2007-2008)] (19 décembre 2007) - **Famille - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages** [n° 364 (2006-2007)] - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1459, 1460) : confusion entre les statuts de

stagiaire et de salarié. S'associera au vote de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1511, 1513) : droits de la personne protégée. Mesures d'accompagnement social. Gérants de tutelle. Mandat de protection future. - **Article 1er** (art. 427, 476 à 487, 413-5 et titre XII du code civil - *Déplacement et renumérotation d'articles*) (p. 1528) : son amendement n° 1 : suppression de dispositions redondantes ; adopté. - **Article 2** (art. 427, 476 à 487, 413-5 et titre XII du code civil - *Déplacement et renumérotation d'articles*) (p. 1529) : son amendement n° 2 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** : intervient sur l'amendement n° 177 de M. Nicolas About (coordination). - **Article 3** (art. 388-3 nouveau du code civil - *Surveillance des administrations légales et des tutelles par le juge des tutelles et le procureur de la République*) (p. 1530) : son amendement n° 3 : coordination ; adopté. - **Article 3 bis** (art. 391-1 nouveau du code civil - *Fin de la tutelle du mineur*) : son amendement n° 4 : coordination ; adopté. - **Article 4** (art. 394 à 413 du code civil - *Organisation et fonctionnement de la tutelle des mineurs*) (p. 1532) : ses amendements n° 5 : coordination ; n° 6 : rédaction ; et n° 7 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 250 de M. Alain Vasselle. (p. 1533, 1535) : ses amendements n° 8 et 9 : précision ; n° 10 : coordination ; et n° 11 : possibilité de désigner plusieurs tuteurs exerçant la mesure de protection en commun ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 166 de M. Christian Cointat, n° 251 de M. Alain Vasselle et n° 263 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1547, 1553) : ses amendements n° 16 : possibilité pour les associations tutélaires de continuer à bénéficier d'aides des collectivités territoriales au titre de leur fonctionnement général ; n° 315 : maintien du principe d'interdiction pour un mandataire judiciaire à la protection des majeurs de délivrer un mandat de recherche des héritiers ; n° 17 : interdiction pour la personne chargée de la protection d'un majeur d'ouvrir ou de modifier ses comptes ou livrets ouverts auprès d'un établissement habilité à recevoir des fonds du public ; n° 18 et 20 : précision ; et n° 19 : rédaction ; adoptés. (p. 1552, 1568) : position de la commission sur les amendements n° 267, n° 269, n° 270, n° 271, n° 273, n° 274, n° 275 de M. Jean-Pierre Michel, n° 106, n° 107, n° 109, n° 111 de la commission saisie pour avis, n° 178, n° 179, n° 181 de M. Nicolas About, n° 219, n° 220, n° 221, n° 222, n° 230 de M. Yves Détraigne, n° 187, n° 189, n° 190, n° 191, n° 192, n° 193, n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 254 de M. Alain Vasselle, n° 168 de M. Jacques Blanc, n° 171 de M. Philippe Leroy et n° 167 de M. Christian Cointat. (p. 1558, 1568) : ses amendements n° 21 : possibilité pour le majeur d'être accompagné par un avocat ou par toute autre personne de son choix, avec l'accord du juge ; n° 22 : coordination ; n° 23 : précision ; n° 24 : possibilité pour le procureur de la République de faire cesser une mesure de sauvegarde ouverte par déclaration médicale faite devant lui ; n° 25 : suppression de dispositions redondantes ; et n° 26 : fondement juridique de la décision de mainlevée d'une mesure de protection lorsque la personne quitte le territoire national pour s'établir à l'étranger ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (15 février 2007) (p. 1592) : ses amendements n° 316 : possibilité pour le juge des tutelles de confier la protection juridique d'un majeur accueilli dans un établissement social ou médico-social à un préposé de cet établissement si son intérêt le justifie ; et n° 29 : coordination ; adoptés. (p. 1594) : ses amendements n° 30 : coordination ; n° 31 : précision ; n° 33 : rédaction ; n° 34 : précision ; adoptés. (p. 1593, 1595) : position de la commission sur les amendements n° 232 de M. Yves Détraigne, n° 279 de M. Jean-Pierre Michel, n° 116 de la commission saisie pour avis et n° 199 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Sur ce dernier, son sous-amendement n° 35 ; adopté. Ses amendements de précision n° 36 et 37 ; adoptés. (p. 1596) : ses amendements de coordination n° 38 et 39 ; et n° 40 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 118 de la commission

saisie pour avis. (p. 1597, 1602) : position de la commission sur les amendements n° 244 et 245 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 119, n° 120 de la commission saisie pour avis. (p. 1603) : ses amendements n° 41 : interdiction des mandats multiples ; et n° 42 : précision ; adoptés. (p. 1604) : position de la commission sur les amendements n° 180 de M. Nicolas About, n° 280 de M. Jean-Pierre Michel, n° 200 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 121 de la commission saisie pour avis. (p. 1605) : position de la commission sur les amendements n° 173 et 174 de M. Rémy Pointereau. Ses amendements n° 44 : précision ; et n° 45 : rôle du greffier ; adoptés. (p. 1606) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Michel n° 281 et 283. Son amendement n° 46 : rédaction ; adopté. (p. 1607, 1608) : position de la commission sur les amendements n° 175 de M. Rémy Pointereau et de la commission saisie pour avis n° 123, n° 124 et n° 128. Ses amendements n° 47 : impossibilité d'annuler les actes passés et les engagements contractés par une personne faisant l'objet d'un mandat de protection future mis à exécution au motif qu'ils entrent dans le champ du mandat ; n° 48 : suppression de l'obligation de réception d'un mandat établi sous forme authentique par deux notaires ; n° 49 : précision et coordination ; adoptés. (p. 1609, 1610) : ses amendements n° 50 : coordination ; et n° 51 : validité du mandat sous seing privé conditionnée par le contresing d'un avocat ou le recours à un mandat type défini par décret en Conseil d'Etat ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 129, n° 131 de la commission saisie pour avis et n° 284 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1611) : son amendement n° 52 : compétence du juge des tutelles pour ordonner la mesure d'accompagnement judiciaire ; adopté. (p. 1612) : position de la commission sur les amendements n° 133 de la commission saisie pour avis et n° 223 de M. Yves Détraigne. Son amendement n° 53 : rédaction ; adopté. (p. 1613) : ses amendements n° 54 et 55 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 139 de la commission saisie pour avis se rapportant à son amendement n° 54 précité, et sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1614) : position de la commission sur les amendements n° 233 de M. Yves Détraigne et de M. Jean-Pierre Michel n° 286 et 287. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1615) : position de la commission sur les amendements n° 188 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 298 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - *Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle*) (p. 1618) : position de la commission sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 1620) : position de la commission sur les amendements n° 203 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 290 de M. Jean-Pierre Michel. Son amendement n° 56 : possibilité pour le tuteur de souscrire un contrat de fiducie pour la gestion du patrimoine du majeur protégé avec l'autorisation du juge ; adopté. (p. 1621, 1622) : position de la commission sur les amendements n° 291, n° 295, n° 294 de M. Jean-Pierre Michel, de n° 204, n° 205 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 260 de M. Alain Vasselle. Ses amendements n° 57 : rédaction ; et n° 58 : possibilité pour le tuteur ayant recueilli l'autorisation du juge ou du conseil de famille de renoncer de manière anticipée à exercer une action en réduction ; adoptés. (p. 1623) : position de la commission sur les amendements n° 206 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 293 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 7 bis** (art. 249, 249-2, 249-4, 1399, 2409 et 2410 du code civil - *Coordinations au sein du code civil*) (p. 1624) : son amendement n° 60 : coordination ; adopté. - **Article 7 ter** (art. 1397 du code civil - *Modification du régime matrimonial d'une personne protégée*) : son amendement n° 317 : procédure de modification du régime matrimonial en cas de protection juridique d'un des époux ; adopté. - **Article 8** (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1628) : son amendement n° 61 : rédaction ; adopté. (p. 1629) : position de la commission sur les amendements n° 255 de M. Alain Vasselle, n° 218 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 306 de M. Jean-Pierre Michel, ainsi que sur les sous-amendements n° 144 de la commission saisie pour avis et n° 313 de M. Louis de Broissia se rapportant à son amendement n° 61 précité. (p. 1638) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 62 : cohérence ; adopté. (p. 1639) : son amendement n° 64 : durée du

contrat d'accompagnement social personnalisé ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 148 de la commission saisie pour avis. (p. 1640) : son amendement n° 65 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 207 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 299 de M. Jean-Pierre Michel, ainsi que sur le sous-amendement n° 149 de la commission saisie pour avis déposé sur son amendement n° 65 précité. (p. 1641) : position de la commission sur l'amendement n° 208 de Mme Josiane Mathon-Poinat. Son amendement n° 66 : saisine du procureur de la République par le président du conseil général en cas d'inefficacité d'une mesure d'accompagnement social personnalisé ; adopté après modification par le sous-amendement n° 314 de M. Louis de Broissia. (p. 1642) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Vasselle n° 257 et 258 ainsi que sur le sous-amendement n° 314 de M. Louis de Broissia déposé sur son amendement n° 66 précité. Son amendement n° 67 : rédaction ; adopté. (p. 1643) : position de la commission sur l'amendement n° 209 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1645, 1646) : position de la commission sur les amendements n° 301 de M. Jean-Pierre Michel et n° 152 de la commission saisie pour avis. (p. 1647, 1650) : ses amendements n° 68 : certification professionnelle des mandataires judiciaires ; et n° 69 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 211 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 224 de M. Yves Détraigne et n° 300 de M. Jean-Pierre Michel, ainsi que sur les amendements n° 169 de M. Jacques Blanc et n° 259 de M. Alain Vasselle. (p. 1651, 1653) : son amendement n° 70 : faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle ; adopté. (p. 1655) : position de la commission sur les amendements n° 212 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 305 de M. Jean-Pierre Michel et n° 234 de M. Yves Détraigne. (p. 1656) : ses amendements n° 71 : priorité accordée à un membre du conseil de famille pour la désignation du "tiers de confiance" ; de coordination n° 72 et 73 ; et n° 74 : rédaction ; adoptés. (p. 1657) : position de la commission sur l'amendement n° 154 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 75 : précision ; adopté. - **Article 10** (art. L. 312-1, L. 312-5 et L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles - Place des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs dans l'organisation de l'action sociale et médico-sociale) : son amendement n° 76 : cohérence ; adopté. - **Article 12** (art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs) (p. 1659) : son amendement n° 77 : rédaction ; adopté. (p. 1659) : ses amendements rédactionnels n° 78 et n° 79 ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 155 de la commission saisie pour avis déposé sur son amendement n° 78 précité. (p. 1660) : sur son amendement n° 79 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 312 de la commission saisie pour avis, n° 215 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 225 de M. Yves Détraigne et n° 302 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article 14** (chapitre II du titre VI du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes physiques mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1661) : son amendement n° 80 : rémunération des mandataires judiciaires ; adopté. (p. 1662) : ses amendements n° 81 : précision ; et n° 82 : désignation d'un mandataire judiciaire parmi les agents d'un établissement social ou médico-social conditionnée par la garantie de son indépendance réelle dans l'exercice des mesures de protection ; adoptés. (p. 1663, 1664) : ses amendements n° 83 : possibilité d'opposition du préfet à la désignation d'un agent d'un établissement social ou médico-social en qualité de mandataire judiciaire ; n° 84 : coordination ; et n° 85 : régime des sanctions administratives en cas d'ineffectivité de l'indépendance du préposé d'un établissement social ou médico-social désigné comme mandataire judiciaire ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 303 de M. Jean-Pierre Michel déposé sur son amendement n° 85 précité. - **Article 15** (chapitre III du titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Sanctions pénales applicables en cas de défaut d'agrément ou de déclaration des mandataires judiciaires à la protection des majeurs) : son amendement n° 87 : rédaction ; adopté. (p. 1665) : ses amendements n° 88 :

incrimination pénale de tous les établissements sociaux et médico-sociaux ne respectant pas les obligations de déclaration ; n° 89 : extension des peines complémentaires prononcées par le juge à tous les établissements sociaux ou médico-sociaux en cas d'infraction ; et n° 90 : application aux personnes morales de la peine complémentaire portant interdiction d'exercer une fonction de mandataire judiciaire ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 15** : son amendement n° 86 : régime social applicable aux gérants de tutelle ; adopté. - **Article 16** (art. L. 3211-6 et L. 6111-4 nouveau du code de la santé publique - Application aux établissements relevant du code de la santé publique des dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs - Sauvegarde de justice par déclaration au procureur de la République) (p. 1666) : ses amendements n° 91 : établissements de santé auxquels s'appliqueront les dispositions relatives aux préposés désignés comme mandataires judiciaires ; et n° 92 : coordination ; adoptés. - **Article 16 bis** (titre VII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Conditions d'exercice et financement de l'activité de délégué aux prestations familiales) (p. 1667) : son amendement n° 93 : régime applicable aux délégués aux prestations familiales ; adopté. - **Article 16 ter** (titre VIII nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Personnes exerçant une mesure de protection juridique à titre non professionnel) (p. 1668) : son amendement n° 94 : suppression ; adopté. Position de la commission sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 161 et 162 ainsi que sur les n° 217 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 226 de M. Yves Détraigne et n° 304 de M. Jean-Pierre Michel. - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 1670) : son amendement n° 95 : coordination ; adopté. - **Article 21** (art. L. 132-3-1 nouveau et art. L. 132-9 du code des assurances - Effet des mesures de protection sur les contrats d'assurance sur la vie) (p. 1671) : ses amendements n° 96 : introduction de la notion d'opposition d'intérêts avec la personne protégée en cas de désignation comme bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie du tuteur ou curateur ; et n° 97 : harmonisation des codes des assurances et de la mutualité ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1672) : position de la commission sur l'amendement n° 318 du Gouvernement. - **Article 21 bis** (art. L. 1122-2 du code de la santé publique - Compétence du juge des tutelles pour autoriser une recherche biomédicale sur une personne majeure non protégée hors d'état de manifester sa volonté) : son amendement n° 98 : suppression ; adopté. - **Article 23** (article 17 de la loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance - Prorogation de l'expérimentation de la dotation globale de financement) (p. 1673) : son amendement n° 99 : suppression de l'obligation pour le Gouvernement de déposer au Parlement un bilan de la prolongation de l'expérimentation de la dotation globale de fonctionnement ; adopté. - **Article 23 quater** (titre XXVII nouveau du livre IV et art. 706-112 à 706-118 nouveaux du code de procédure pénale - De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions commises par des majeurs protégés) (p. 1674) : son amendement n° 100 : cohérence ; adopté. - **Article 23 sexies** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation) (p. 1675) : son amendement n° 101 : rectification d'erreur ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1676) : position de la commission sur l'amendement n° 272 du Gouvernement et le sous-amendement n° 319 de M. Michel Houel s'y rapportant. (p. 1677) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 307, 308 et 309. - **Article 25** (Mise en conformité des personnes exerçant des mesures de protection avec les dispositions relatives à l'agrément ou à l'autorisation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1679) : son amendement n° 102 : affiliation temporaire au régime des travailleurs indépendants des personnes exerçant des mesures de protection à titre individuel ; adopté. - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 1680) : son amendement n° 103 : entrée en vigueur de la loi dès sa publication ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 236 de M. Yves Détraigne. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1682, 1683) : débat constructif. Amélioration du texte. Regret de l'abstention de l'opposition pour des questions financières.

- Commission mixte paritaire [n° 253 (2006-2007)] - (22 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte

paritaire - **Discussion générale** (p. 1828, 1829) : la commission mixte paritaire ayant suivi la position du Gouvernement, le Sénat ne se retrouve pas intégralement dans le texte qui a été retenu.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 2** (*Nomination et incompatibilités*) (p. 3045) : intervient sur les amendements de la commission n° 2 (nomination du contrôleur général par décret du Président de la République) et n° 3 (nomination du contrôleur général après avis des commissions compétentes de chaque Assemblée). - **Article 6** (*Pouvoirs d'investigation*) (p. 3074) : votera en faveur de l'amendement n° 22 de M. Jean-René Lecerf (opposabilité du secret au contrôleur général).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 415 (2006-2007)]** - (18 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3186, 3188) : registre international français. Jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Nombre insuffisant de marins français. "Dépavillonnement". Son amendement dérogeant au principe de la nationalité française du capitaine. - **Article 1er** (*art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français*) (p. 3195) : écoles européennes de la marine marchande. (p. 3196, 3199) : son amendement n° 10 : nationalité commune au capitaine et à l'officier chargé de sa suppléance ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (exigence de connaissances juridiques dans les conditions requises pour être capitaine). - **Article 2** (*art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français*) (p. 3199, 3202) : son amendement n° 12 : maintien du principe de la nationalité française du capitaine et de son suppléant lorsqu'ils sont responsables de la sûreté et de la sécurité à bord des navires battant pavillon français ; retiré. (p. 3203) : favorable à l'amendement n° 8 de la commission (pérennisation des obligations des armateurs en matière de formation embarquée des élèves officiers). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3206) : intervient sur l'amendement n° 17 de M. Gérard Le Cam (encadrement des entreprises de travail maritime). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3208) : s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (*art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3586, 3587) : se réjouit du vote de la commission contre l'article 5 bis. Satisfait de la suggestion de M. Pierre Fauchon permettant d'établir la filiation par la possession d'état, et de l'amendement de M. Jean-Jacques Hyst qu'il votera sous réserve de l'adoption de son sous-amendement. (p. 3594) : sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyst (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois), son sous-amendement n° 206 : saisine du tribunal de grande instance de Nantes, et non pas de son président, et précision selon laquelle ce tribunal rendra sa décision après un débat contradictoire ; retiré.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non**

**réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 4306, 4307) : recherche des bénéficiaires des contrats non réclamés. Possibilité d'interrogation du Répertoire national d'identification des personnes physiques par les assureurs. Clarification de la clause d'acceptation des contrats. Obligation pour la compagnie d'assurance de se renseigner sur la situation de l'assuré. Protection du majeur sous curatelle. - **Article 1er A** (*art. L. 132-5 du code des assurances et L. 223-19 du code de la mutualité - Revalorisation du capital garanti en cas de décès de l'assuré*) (p. 4314, 4315) : ses amendements n° 1 : coordination ; n° 2 : report de l'entrée en vigueur de cet article ; adoptés. - **Article 1er B** (*art. L. 132-23 du code des assurances et L. 223-22 du code de la mutualité - Délai de versement de la rente ou du capital au bénéficiaire - Suppression de la possibilité de refuser le rachat en cas de paiement d'un pourcentage limité de primes*) : son amendement n° 3 : pour les assureurs, suppression de la faculté de refuser le rachat d'un contrat, obligation de prévoir dans le contrat les conditions de son rachat, de son transfert ou de sa réduction et interdiction d'imposer une pénalité lors de ces opérations ; adopté. - **Article 1er** (*art. L. 132-9-3 nouveau du code des assurances - Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels de l'assurance et de la prévoyance - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés*) (p. 4316) : son amendement n° 4 : obligation pour les assureurs de consulter le répertoire de l'INSEE des personnes décédées ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur le sous-amendement n° 11 de M. Jean-René Lecerf. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4317) : position de la commission sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 21 (rapport sur le processus de désignation des bénéficiaires des contrats d'assurance vie et sur la recherche de ceux-ci dans le cas de contrats non réclamés et en déshérence). - **Article 2** (*art. L. 223-10-2 nouveau du code de la mutualité - Consultation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes professionnels représentatifs des mutuelles et de leurs unions - Création de traitements de données ayant pour objet la recherche des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie décédés*) (p. 4318) : son amendement n° 5 : extension de l'obligation d'information sur l'éventuel décès de l'assuré aux mutuelles et limitation à ces dernières de la consultation du répertoire ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur le sous-amendement n° 12 de M. Jean-René Lecerf. - **Article 4** (*art. L. 132-9, L. 132-10, L. 132-24, L. 141-7 et L. 331-2 du code des assurances ; art. L. 223-11 et L. 223-23 du code de la mutualité - Encadrement des conditions et des effets de l'acceptation du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie - Situation du bénéficiaire ayant donné la mort à l'assuré ou au stipulant*) (p. 4319) : son amendement n° 6 : réintroduction du dispositif de protection au profit du majeur protégé et limitation de l'application du délai de latence de trente jours pour l'acceptation du contrat aux seuls cas où la désignation du bénéficiaire intervient à titre gratuit ; adopté. (p. 4320) : sur son amendement n° 6 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 14 et n° 18 de Mme Catherine Procaccia. (p. 4323) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4325) : son amendement n° 8 : encadrement des conditions de l'acceptation du bénéfice de l'assurance sur la vie ; adopté. (p. 4331) : son amendement n° 22 : coordination avec les dispositions de l'ordonnance du 23 mars 2006 relative aux sûretés ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Pierre Hérisson (application aux gens du voyage du droit commun en matière d'accès aux assurances), de Mme Catherine Procaccia n° 23 (suppression des polices d'assurance sur la vie à ordre), n° 17 (détermination du bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie par son nom, prénom, date et lieu de naissance et adresse) et n° 16 (communication tous les dix ans de la valeur du contrat d'assurance vie par la mutuelle ou la compagnie d'assurance aux souscripteurs et mise à jour de la clause désignant le bénéficiaire), n° 9 de M. Jean-René Lecerf (dispositif transitoire afin de résorber le stock des avoirs de l'assurance vie non réclamés), n° 20 de M. Bernard Vera

(modification du délai d'affectation au Fonds de réserve pour les retraites des montants des assurances vie non réclamés) et n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (création d'un site Internet constituant un registre des contrats d'assurance vie non réclamés).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 22 quater**

**RICHERT (Philippe)**  
*sénateur (Bas-Rhin)*  
**UMP**

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 24, 25, 30 janvier, 7, 15, 22 février, 5, 11, 12, 19, 23 juillet, 2 août, 25 septembre, 1er, 2, 10, 24, 25 octobre, 8, 15, 16, 23, 27, 28, 30 novembre, 1er, 3, 4, 5, 13, 14 et 17 décembre 2007.

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France ; nouvelle nomination le 1er octobre 2007.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi organique* relative aux modalités de candidature aux élections municipales des citoyens de l'Union européenne résidant en France [n° 171 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Collectivités territoriales - Union européenne.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*(Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins)* (p. 6904) : favorable à l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail).

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Enseignement scolaire [n° 92 tome 5 (2007-2008)]* (22 novembre 2007) - **Budget - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 31 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Intitulé du projet de loi** (p. 511, 512) : confirme la consultation pour avis des présidents des conseils généraux sur l'expérimentation réalisée en Alsace.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de la République de Corée** - (25 janvier 2007) (p. 609).

- **Rappel au règlement** - (25 janvier 2007) (p. 609) : prise en compte de la protestation du groupe socialiste contre la réponse de M. Brice Hortefeux à la question de M. Jean-Luc Mélenchon sur l'étanchéité entre le travail des services des renseignements généraux et la campagne du candidat de l'UMP.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (15 février 2007) - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs) (p. 1650, 1651) : réponse à M. Jean-Pierre Michel sur l'organisation du travail des commissions.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2074) : première application de la nouvelle procédure de contrôle de la recevabilité financière des amendements au regard de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (19 juillet 2007) - **Article 7 (Droit de l'usager à l'information)** (p. 2490, 2491) : relayera la protestation de M. Alain Gournac contre les conditions de travail difficiles imposées aux sénateurs. - **Rappel au règlement** (p. 2499) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Desessard. Estime ne pas devoir être remise en cause la régularité des délégations de pouvoir intervenues au sein de la commission spéciale saisie du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2589, 2591) : crédits du patrimoine architectural. Mission d'information sur l'entretien et la gestion du patrimoine architectural. Crise de 2006. Données chiffrées. Dette du ministère. Recommandations de la mission en ce qui concerne les propriétés privées. Réflexion à mener en concertation.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs - Commission mixte paritaire [n° 431 (2006-2007)]** - (2 août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3170) : remerciements.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Québec** - (25 septembre 2007) (p. 3283).

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Article 1er (Retour des consommateurs particuliers au tarif réglementé en cas de changement de site de consommation)** (p. 3428, 3429) : modalités du vote à l'occasion des scrutins publics.

- **Rappel au règlement** - (10 octobre 2007) (p. 3825) : intervient sur le rappel au règlement de M. Thierry Foucaud. Caractère approfondi des investigations de la commission des finances. Nécessité d'obtenir des clarifications au sujet de la vente des actions du groupe EADS.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires tibétains** - (24 octobre 2007) (p. 4082).

- **Rappel au règlement** - (23 novembre 2007) (p. 5170) : intervient sur le rappel au règlement de M. Thierry Foucaud.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles : son intervention (p. 6051, 6052). Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (14 décembre 2007) - **Article 7 bis (art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile)** (p. 6690, 6691) : ne votera pas l'amendement n° 107 de M. Michel Teston (limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à la souscription des contrats de communications électroniques).

**RIES (Roland)**  
*sénateur (Bas-Rhin)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 31 juillet 2007.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : L'Union européenne et les services de santé [n° 186 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les instruments de défense commerciale de l'Europe [n° 272 (2006-2007)] (2 mars 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : EADS : conforter le champion européen [n° 351 (2006-2007)] (27 juin 2007) - **Entreprises - Transports - Union européenne.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Son intervention (p. 1742, 1744).

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (17 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2402, 2404) : méthode et moyens utilisés pour promouvoir le dialogue social et la concertation. Réduction du nombre des conflits au fil des ans. Encadrement nuisible à la sérénité du dialogue social. Inquiétude prévisible dans les entreprises de transport. Devenir du "plan de transport adapté" dans un service comptant 100 % de grévistes. Difficulté de définition des priorités de desserte. Texte créateur de davantage de problèmes que de solutions. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi en l'état.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2007) - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2459, 2460) : son amendement n° 63 : précision selon laquelle les niveaux de service du plan de transport adapté seront fonction du nombre de grévistes ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p.6206, 6207).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, préalable au Conseil européen du 14 décembre 2007** - (12 décembre 2007) (p. 6509, 6511) : adoption de la charte des droits fondamentaux à Strasbourg. Avancées du traité de Lisbonne. Perspectives de ratification. Questions en suspens.

**RISPAT (Yves)**  
*sénateur (Gers)*  
**UMP**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

## DÉPÔTS

**de ROBIEN (Gilles)**  
*ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la  
recherche  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

### En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi* relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)] (25 avril 2007) - **Recherche, sciences et techniques - Transports.**

**ROGER-COUPIN (Maryse)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)  
NI*

Démissionnaire le 3 janvier 2007.

Devenue sénateur le 2 janvier 2007 (remplace M. Yves Coquelle, démissionnaire).

**de ROHAN (Josselin)**  
*sénateur (Morbihan)  
UMP*

de M. Nicolas Alfonsi (extension du champ d'application de l'article au transport maritime régulier de passagers). Recapitalisation de la SNCM par l'Etat. Obligations de service public.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2828, 2829) : intervient sur l'amendement n° 256 de M. François Marc (augmentation du pourcentage des bénéfices de l'entreprise dévolu aux salariés).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 415 (2006-2007)]** - (18 septembre 2007) - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français) (p. 3202) : intervient sur l'amendement n° 12 de M. Henri de Richemont (maintien du principe de la nationalité française du capitaine et de son suppléant lorsqu'ils sont responsables de la sûreté et de la sécurité à bord des navires battant pavillon français).

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]** - (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6481, 6484) : poids des incertitudes sur l'exécution du budget. Projet de budget responsable et porteur d'avenir. Réduction des effectifs de l'Etat. Valorisation du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, de l'innovation et de la recherche. Soutien à la revue générale des prélèvements obligatoires. Réforme nécessaire du système de financement des collectivités territoriales. Souhait d'une refondation de l'administration territoriale. Conférence nationale des exécutifs. Le groupe UMP votera ce budget sans réticence et avec confiance.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6902, 6905) : son amendement n° 146 : réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail ; adopté.

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 10 octobre 2007.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Article unique** (p. 277) : respect des engagements pris. La plus grande partie du groupe UMP votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (4 juillet 2007) (p. 2038, 2040) : élection présidentielle. Réhabilitation du travail. Développement de l'emploi. Amélioration du pouvoir d'achat. Réduction des déficits publics. Réforme de l'Etat. Autonomie des universités. Collectivités locales. Construction européenne. Le groupe de l'UMP votera sans hésitation la confiance au Gouvernement.

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [n° 363 (2006-2007)]** - (18 juillet 2007) - **Article 1er** (*Champ d'application de la loi*) (p. 2427) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de M. Bruno Retailleau et n° 64

**ROMANI (Roger)**  
*sénateur (Paris)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

**ROUJAS (Gérard)**  
*sénateur (Haute-Garonne)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 1er octobre 2007.

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 143 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée [n° 209 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Traités et conventions**.

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 456 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de

Corée [n° 121 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

**ROUVIÈRE (André)**  
*sénateur (Gard)*  
SOC

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 268 (2006-2007)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 380 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Les enjeux de l'évolution de l'OTAN [n° 405 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Défense - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 178 (2006-2007)] autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme [n° 453 (2006-2007)] (19 septembre 2007) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 79 (2007-2008)] autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 125 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Police et sécurité - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption [n° 450 (2004-2005)]** - (25 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées -

**Discussion générale** (p. 587, 588) : portée de la convention pénale sur la corruption de 1999. Protocole additionnel de 2003. Corruption des arbitres et des jurés. Calendrier de ratification. Relations et coopération entre Conseil de l'Europe et Union européenne. Demande la transmission d'un bilan d'application annuel. La commission des affaires étrangères recommande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi portant modifications du code de justice militaire et du code de la défense [n° 219 (2006-2007)]** - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1725) : protection des communications téléphoniques des parlementaires. Définition de l'état de paix et de l'état de guerre. Rôle du Parlement pour la participation des militaires français à des opérations extérieures. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi modifiant les articles 414-8 et 414-9 du code pénal [n° 218 (6-7)]** - (20 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1730) : coopération entre l'OTAN et l'Union européenne dans le domaine du renseignement. Protection pénale des informations classifiées. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 4 (Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement) - Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "sécurité"** (p. 2580) : bilan d'étape sur le fonctionnement des communautés de brigades. (p. 2584) : conséquences sur la gendarmerie des mesures visant à rationaliser l'ensemble des forces de sécurité.

**ROZIER (Janine)**  
sénateur (Loiret)  
UMP

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 184 (2006-2007)] relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires" [n° 216 (2006-2007)] (7 février 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme [n° 178 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3320) : lutte contre le terrorisme. Respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. Dépolitisation des actes de terrorisme. Accepte cet amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Action extérieure de l'Etat

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5777, 5778).

### Sécurité

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6087). Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 79 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** : son intervention (p. 7044, 7045). Avis favorable de la commission des affaires étrangères à la ratification de cette convention.

*Proposition de loi* visant à interdire l'utilisation des machines à voter pour tous les scrutins régis par le code électoral [n° 336 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 95 tome 1 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Anciens combattants - Budget.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 416, 417) : réformes réalisées en 2006. Expérimentation et évaluation des dispositifs. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dissolution de la mutuelle dénommée Société nationale "Les médaillés militaires" [n° 184 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1434, 1435) : consultation obligatoire du Parlement sur la transformation de la mutuelle en association. Dérogation au code de la mutualité. Motivations du texte. Hommage public aux médaillés militaires. Proposera l'adoption du texte sans modification. (p. 1437) : regrette l'absence d'unanimité sur ce texte.

**SANTINI (André)**  
*secrétaire d'Etat chargé de la fonction  
publique  
(à partir du 19 juin 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Discussion générale**

**SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)  
SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque le 5 décembre 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 5805).

**Défense**

- (3 décembre 2007) - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 5959, 5960) : son amendement n° II-62 : prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du crédit d'impôt en faveur des entreprises favorisant la participation de leurs salariés à des activités de réserve opérationnelle ; adopté.

(p. 6744, 6746) : amélioration du solde budgétaire. Transparence des relations financières de l'Etat avec ses partenaires. Apurement de la dette de l'Etat envers la sécurité sociale. Reprise de la dette du BAPSA et de la SNCF. Modernisation de la fiscalité. (p. 6758, 6760) : réponse aux intervenants.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]* (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]* (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)]* (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)]* (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)]* (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]* (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)]* (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 455, 4557) : franchises médicales. Personnes handicapées. Le groupe socialiste ne votera pas le projet de loi de financement de la sécurité sociale.

**SAUGEY (Bernard)**  
*sénateur (Isère)*  
**UMP**

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

*Deuxième partie :*

- (12 novembre 2007) - **Article 3** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2007*) (p. 4573, 4574) : dérapage des dépenses d'assurance maladie. Protection sociale agricole. Le groupe socialiste ne votera pas l'article.

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 35** (*art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4833) : son amendement n° 157 : exonération des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et de l'allocation supplémentaire d'invalidité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 60** (*art. L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles - Extension aux enfants handicapés de la prestation de compensation du handicap*) (p. 4962, 4963) : souhaite la "suppression des barrières d'âge" et l'affirmation du droit universel à compensation. - **Articles additionnels après l'article 67** (p. 4976) : son amendement n° 173 : modalités de récupération des sommes indûment versées par les organismes d'assurance complémentaire ; rejeté. - **Article 70** (*art. L. 315-1, L. 315-2 et L. 315-2-1 du code de la sécurité sociale - Extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat et des soins urgents*) (p. 4983) : son amendement n° 174 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Solidarité, insertion et égalité des chances**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5734, 5736). Ne votera pas ces crédits. - **Article 49** (*Modification des règles de prise en compte des aides personnelles au logement dans les ressources des demandeurs de la couverture maladie universelle complémentaire, CMU-C*) (p. 5748) : son amendement n° II-59 : suppression ; rejeté.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)]* (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 20 (2007-2008)] relative à la simplification du droit [n° 36 (2007-2008)]* (17 octobre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)]* (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 96 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit** [n° 20 (2007-2008)] - (25 octobre 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4125, 4126) : attente des concitoyens. Travaux antérieurs. Texte adopté par l'Assemblée nationale. Propositions de la commission. La commission recommande l'adoption de la proposition de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 1er** (art. 16-1 nouveau de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 - *Obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux ou sans objet*) (p. 4132) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 2** (art. 4 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, art. 83 de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990, art. L. 144-3 du code de la sécurité sociale - *Possibilité d'être assisté ou représenté par son concubin ou son partenaire d'un PACS devant diverses juridictions*) (p. 4133) : son amendement n° 2 : limitation du champ des dérogations au monopole des avocats ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4133, 4136) : ses amendements n° 3 : élargissement de la saisine du médiateur de la République ; retiré ; n° 4 : notification au redevable du fondement de la procédure d'opposition administrative engagée à son encontre ; n° 5 : égalité des droits des créanciers et des débiteurs d'aliments dans l'accès à l'information fiscale ; et n° 6 : clarification ; adoptés (p. 4133, 4142) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-René Lecerf n° 47 (limitation du recours à la procédure administrative aux amendes préalablement notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception), n° 46 (coût de la lettre recommandée à la charge du redevable), n° 22 (compétences des juridictions civiles s'agissant des litiges en matière de consommation) et n° 23 (mise en application d'office des dispositions d'ordre public du droit de la consommation dans les litiges nés de l'application du code de la consommation), de M. Jean-Pierre Sueur n° 26 (simplification du remboursement de la consignation en cas de classement sans suite de la contravention), et de M. Laurent Béteille n° 27 (amélioration de l'information préalable des consommateurs en matière de vente par Internet), n° 28 (non-opposabilité à d'autres consommateurs d'une clause déclarée abusive ou illicite dans le cadre d'une action individuelle), n° 30 (mise en application d'office des dispositions du code de la consommation dans les litiges opposant un consommateur et un professionnel), n° 29 (encouragement de l'exécution spontanée des décisions de justice par les professionnels condamnés), n° 31 (simplification de la procédure de surendettement), et n° 32 (renforcement de l'action des associations de consommateurs). - **Article 3** (art. L. 533-1 du code de la sécurité sociale - *Suppression du contrôle par les caisses d'allocations familiales de la réalisation d'examen médicaux postnataux*) (p. 4142) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 4** (art. 63 et 169 du code civil, art. L. 2112-2, L. 2112-7, L. 2411-7 et chapitre Ier du titre II du livre Ier de la deuxième partie du code de la santé publique, art. 321-1 du code de la sécurité sociale et art. 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - *Suppression du certificat médical pré-nuptial*) (p. 4143) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 4144) :

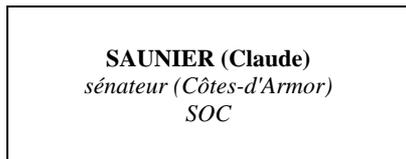
position de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Henri de Richemont (mention de l'existence de l'acte de notoriété en marge de l'acte de décès). - **Articles additionnels après l'article 5** : son amendement n° 7 : inscription automatique des mentions relatives à la nationalité sur les extraits avec filiation des actes de naissance ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur (intégration d'une formation aux premiers secours dans la formation professionnelle des conducteurs de transport routier de personnes). - **Article 6** (art. 229, 229 A, 229 B, 230 D, 1599 quinquies A et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 931-20-1, L. 952-4, L. 951-12, L. 932-1-1, L. 952-3, L. 991-3 du code du travail, art. L. 6331-7, L. 6331-32, L. 6362-1 du code du travail dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail - *Suppression de la déclaration de taxe d'apprentissage, de la déclaration de contribution au développement de l'apprentissage et, pour les entreprises de moins de dix salariés, de la déclaration relative à la participation au développement de la formation professionnelle continue*) (p. 4147) : son amendement n° 8 : précision ; adopté. - **Article 7** (*Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales*) (p. 4150) : son amendement n° 9 : suppression des dispositions relatives au droit funéraire ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 19 et n° 17 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 44 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 39 de M. Yves Krattinger. - **Article 7 quater** (art. L. 423-1 du code de l'urbanisme - *Instruction des demandes d'autorisation et des déclarations d'utilisation des sols*) (p. 4154) : son amendement n° 10 : validation des décisions relatives à des demandes d'autorisation ou à des déclarations d'utilisation des sols ; adopté. - **Article 8** (art. L. 151-2 du code de la voirie routière - *Décentralisation de la procédure de reconnaissance du caractère de route express*) (p. 4155) : son amendement n° 11 : entrée en vigueur du nouveau régime de classement en route express trois mois après l'entrée en vigueur de la loi ; adopté. - **Article 10** (art. 8 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 - *Simplification des règles applicables aux avenants aux marchés publics*) : son amendement n° 49 : absence de soumission à la commission d'appel d'offres des avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis à la consultation de cette commission ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4156, 4158) : position de la commission sur les amendements n° 21 de M. Ladislav Poniatowski (répartition des compétences entre les communes et leurs groupements dans le domaine de l'éclairage public), n° 37 de M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour le Conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie sous certaines conditions), n° 36 de M. Roland du Luart (conditions de perception de la taxe d'électricité par les départements), n° 34 de M. Christian Cambon (harmonisation) et n° 40 de M. Pierre-Yves Collombat (simplification du régime des transferts de débits de boissons à consommer sur place). - **Article 11** (art. L. 111-12 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. 823-1 nouveau du code de procédure pénale - *Recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires*) (p. 4164) : ses amendements n° 12 et 13 : précision ; et n° 50 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 12** (art. L. 512-1 à L. 512-4, L. 513-11, L. 532-17 du code de l'organisation judiciaire - *Suppléance du procureur de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon et du président du tribunal de première instance de Mata-Utu*) (p. 4165) : son amendement n° 51 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 12** : son amendement n° 14 : abrogation de l'ancien code de procédure civile ; adopté. - **Article 13** (*Abrogation de dispositions devenues désuètes ou sans objet*) (p. 4169) : ses amendements n° 53 : suppression de la loi du 8 juillet 1941 de la liste des abrogations ; et n° 52 : insertion de huit lois supplémentaires dans la liste des dispositions législatives obsolètes à abroger ; adoptés. - **Division et article additionnels après l'article 13** (p. 4170) : position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 55 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code des transports) et n° 56 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance à droit constant le code de la recherche et le code de l'éducation). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4172) : son amendement

n° 54 : applicabilité des dispositions de la proposition de loi aux collectivités d'outre-mer ; adopté.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5369, 5371).



**SAUNIER (Claude)**  
sénateur (Côtes-d'Armor)  
SOC

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République jusqu'au 1er octobre 2007.

Secrétaire de la Délégation pour la planification.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Deuxième partie :*

**Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales**

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 6109, 6110).

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Rapport de l'OPECST*, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les apports de la science et de la technologie au développement durable, Tome II : La biodiversité : l'autre choc ? l'autre chance ? [n° 131 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

**INTERVENTIONS**

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Son intervention (p. 1745, 1748).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3666) :

développement durable. Son rapport sur le changement climatique et la transition énergétique rédigé avec MM. Kergueris et Laffitte. Première rencontre parlementaire sur le changement climatique. Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC. Nécessité d'un vaste débat public environnemental. Organisation du Grenelle de l'environnement.

Conséquences sociales de la crise environnementale. Rôle des collectivités territoriales et du Parlement dans la défense de l'environnement. Action internationale de la France.

**SCHILLINGER (Patricia)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Article 5** (art. L. 121-6-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Partage de l'information entre les professionnels de l'action sociale et le maire) (p. 55) : prise de parole sur l'article : confusion des rôles et missions dévolus respectivement au maire et au président du Conseil général. Favorable à la suppression de l'article.

- **Projet de loi relatif à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé** [n° 108 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 362) : lutte contre les discriminations à l'accès au crédit. Carence de la convention AERAS. Droit à l'information. Formation du personnel des banques, des assurances et des mutuelles sur le nouveau dispositif. Absence de définition du risque aggravé de santé. Contrôle parlementaire de l'application de la convention.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament**

[n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 526, 529) : son amendement n° 21 : suppression du monopole pharmaceutique pour la vente des autotests de grossesse ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2732, 2733) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier, portant sur le même objet, n° 163 et 164 (garantie d'une durée de repos pour les salariés soumis au forfait annuel) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 13** (p. 2820, 2821) : soutient l'amendement n° 236 de M. Thierry Repentin (élargissement à l'ensemble de la France de l'obligation de prise en charge par les employeurs des frais de transports publics de leurs salariés) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3602) : intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et

d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois). Regrette l'absence d'intervenant au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (15 novembre 2007) - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - *Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux*) (p. 4817, 4818) : atteinte au principe de solidarité. Favorable à une politique de prévention. Opposée au système des franchises. (p. 4840) : son amendement n° 158 : rapport au Parlement sur l'affectation des crédits issus des franchises dans un délai d'un an après la promulgation de la loi ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 4858) : soutient l'amendement n° 162 de M. Bernard Cazeau (publicité en faveur des dispositifs médicaux remboursables) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (18 décembre 2007) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6898, 6899) : son amendement n° 95 : application du taux réduit de 5,5 % de TVA à l'ensemble des prestations funéraires ; rejeté.

**SÉGUIN (Philippe)**  
*Premier président de la Cour des comptes*

### INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (8 février 2007) - Premier président de la Cour des comptes

(p. 1262, 1265) : historique du rapport annuel de la Cour des comptes. Mission d'assistance de la Cour des comptes. Documents supplémentaires depuis 2002. Nouvelles compétences. Certification. Application de la LOLF. Réactivité et concertation. Contenu du rapport 2007. Examen des suites données au précédent contrôle. Rapport d'activité de la Cour de discipline budgétaire et financière, CDBF.

**SEILLIER (Bernard)**  
*sénateur (Aveyron)*  
*RDSE*

### NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes le 31 juillet 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 170 (2006-2007)] instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 181 (2006-2007)] (25 janvier 2007) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 261 (2006-2007)] (22 février 2007) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle : Formation professionnelle : le droit de savoir (rapport) [n° 365 tome 1 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Entreprises - Travail - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle : Formation professionnelle : le droit de savoir (annexes) [n° 365 tome 2 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Entreprises - Travail - Éducation**.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Inde : quelles règles sociales dans une économie émergente ? [n° 416 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Travail**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation du dialogue social** [n° 117 (2006-2007)] - (17 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 299, 301) : propositions du rapport de Dominique-Jean Chertier. Grands axes de ce texte. Faiblesses de la représentativité syndicale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 340) : position du groupe du RDSE sur ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux** [n° 158 (2006-2007)] - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 417, 418) : rôle des minima sociaux. Objectifs du texte. Expérimentation. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (30 janvier 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 651, 653) : particularité de ce texte. Soutien de la commission aux objectifs de ce projet de loi. Difficultés de mise en œuvre. Transfert de compétences. Recours juridictionnel. Adaptation du calendrier. Rapport d'évaluation. Programmes de construction. Crédit d'impôt au titre des services à la personne. Prestations sociales pour les ressortissants de l'Union européenne, chercheurs d'emploi. Réinsertion familiale et sociale des anciens travailleurs migrants. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 690, 691) : s'oppose à la motion n° 89 de M. Jean-Pierre Sueur tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement - *Création d'un droit au logement opposable*) (p. 695) : son amendement n° 17 : codification et clarification ; adopté. (p. 697, 698) : position de la commission sur le sous-amendement n° 156 de M. Thierry Repentin déposé sur son amendement n° 17 précité, et sur les amendements n° 2 et n° 96 de M. Jack Ralite, n° 217 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 191 de M. Thierry Repentin et n° 86 de M. André Lardeux. - **Article 2** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Elargissement des conditions du recours gracieux devant la commission départementale de médiation*) (p. 699, 700) : son amendement n° 20 : réécriture de cet article en clarifiant la distinction entre le droit à l'hébergement et le droit au logement et en supprimant le transfert aux communes et aux EPCI de la responsabilité de la mise en œuvre du droit au logement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 228 de Mme Valérie Létard. (p. 710, 712) : sur son

amendement n° 20 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 157, n° 277, n° 158, n° 271, n° 270, n° 276, n° 275, n° 273, n° 274, n° 269, n° 159, n° 160 et n° 272 de M. Thierry Repentin, n° 228, n° 278 et n° 279 de Mme Valérie Létard. Position de la commission sur les amendements n° 97, n° 98, n° 99, n° 100 et n° 101 de Mme Michelle Demessine, n° 173, n° 174, n° 175, n° 176, n° 189, n° 190, n° 177, n° 178, n° 179, n° 180, n° 181, n° 182, n° 185, n° 186, n° 183, n° 184, n° 187 et n° 188 de M. Thierry Repentin. Position de la commission sur les amendements n° 244, n° 250, n° 245, n° 248, n° 249, n° 246, n° 256 et n° 243 de M. Jean Desessard et le sous-amendement n° 268 du même auteur, déposé sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Repentin. Position de la commission sur les amendements n° 231, n° 229, n° 237 de Mme Valérie Létard et n° 211 de M. Jean-Léonce Dupont. (p. 715) : intervient sur le sous-amendement n° 278 de Mme Valérie Létard déposé sur son amendement n° 20 précité.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 729) : son amendement n° 21 : remplacement de l'expression "une structure adaptée" par une formule plus précise ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 102 de Mme Michelle Demessine, n° 252 et n° 253 de M. Jean Desessard. (p. 730, 731) : position de la commission sur les amendements n° 163 et n° 164 de M. Thierry Repentin, n° 230 de Mme Valérie Létard et n° 247 de M. Jean Desessard. (p. 734) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. (p. 735) : position de la commission sur les amendements n° 49 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 69 et n° 70 de la commission des lois saisie pour avis et n° 105 de Mme Michelle Demessine. (p. 738, 739) : création d'une dynamique. (p. 740) : son amendement n° 23 : possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation ; adopté. (p. 741) : position de la commission sur le sous-amendement n° 161 de M. Thierry Repentin déposé sur son amendement précité n° 23 et sur l'amendement n° 165 du même auteur. (p. 742) : son amendement n° 24 : suppression de la possibilité d'une application anticipée du droit opposable au logement, dans le cadre d'une expérimentation, par les communes ou EPCI déléguataires du contingent préfectoral ; adopté. (p. 743) : position de la commission sur les amendements n° 129 et n° 130 de M. Jean-Paul Alduy et n° 166 de M. Thierry Repentin. (p. 744) : son amendement n° 25 : appel des décisions du juge administratif ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 255 de M. Jean Desessard. (p. 745) : position de la commission sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Léonce Dupont. Son amendement n° 26 : coordination ; adopté. (p. 746) : position de la commission sur les amendements n° 168 et n° 169 de M. Thierry Repentin et n° 253 de M. Jean Desessard. (p. 748) : position de la commission sur les amendements n° 170 et n° 171 de M. Thierry Repentin, n° 254 de M. Jean Desessard et n° 118 de Mme Michelle Demessine. (p. 750, 751) : position de la commission sur les amendements n° 232 de Mme Valérie Létard et n° 172 de M. Thierry Repentin. - **Article 4** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Délégation de la responsabilité du droit au logement*) (p. 754) : son amendement n° 27 : suppression ; adopté. (p. 755) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de Mme Michelle Demessine. - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Caducité des conventions de délégation*) (p. 758) : son amendement n° 28 : suppression ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 283 du Gouvernement. - **Division additionnelle avant le chapitre 1er (précédemment réservée)** (p. 760) : position de la commission sur l'amendement n° 120 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 762, 763) : son amendement n° 30 : modification des objectifs de construction des logements fixés dans le plan de cohésion sociale ; adopté après modification par le sous-amendement n° 162 de M. Thierry Repentin. Position de la commission sur les amendements n° 1 de Mme Michelle Demessine, n° 233 de Mme Valérie Létard et n° 136 de M. Thierry Repentin ainsi que sur le sous-amendement n° 162 du même auteur déposé sur son amendement n° 30 précité. - **Article additionnel avant l'article**

**1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 766, 768) : position de la commission sur les amendements identiques n° 8 de Mme Michelle Demessine et n° 208 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 771) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. Jack Ralite et n° 145 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 773) : position de la commission sur les amendements n° 10 de Mme Michelle Demessine, n° 200 et n° 201 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 775) : position de la commission sur l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2 (précédemment réservé)** (p. 776) : position de la commission sur les amendements n° 12 de Mme Michelle Demessine et n° 207 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 777, 779) : position de la commission sur les amendements n° 13 et n° 5 de Mme Michelle Demessine et n° 4 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 780) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Bernard Vera et n° 259 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** : son amendement n° 36 : possibilité pour le bénéficiaire des aides au logement de demander en cours d'année un réexamen de ses ressources ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 782) : position de la commission sur l'amendement n° 139 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservés)** (p. 783) : son amendement n° 37 : suppression du mois de carence précédant le premier versement des aides au logement ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 785) : position de la commission sur les amendements n° 138 de M. Thierry Repentin, n° 125 de Mme Michelle Demessine et n° 238 de Mme Valérie Létard. (p. 786) : son amendement n° 38 : indexation du barème des aides au logement sur l'indice de référence des loyers ; adopté. (p. 787) : position de la commission sur les amendements n° 137 de M. Thierry Repentin, n° 126 de Mme Michelle Demessine, n° 212 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 234 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 788) : ses amendements n° 18 : organisation par le préfet de la diffusion des informations relatives aux modalités d'accès à un logement ; et n° 19 : intégration de la promotion du droit au logement dans le champ de compétences des travailleurs sociaux ; adoptés. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 789) : position de la commission sur les amendements n° 78 de la commission des lois saisie pour avis et n° 194 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 792, 794) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 195, n° 196, n° 197 et n° 198. - **Article additionnel avant l'article 2 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 795) : position de la commission sur les amendements n° 199 de M. Thierry Repentin et n° 226 de Mme Valérie Létard. - **Article additionnel avant l'article 2 ou après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 796) : position de la commission sur les amendements n° 133 de M. Jean-Paul Alduy, n° 202 de M. Thierry Repentin et n° 227 de Mme Valérie Létard. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 800) : son amendement n° 29 : rédaction par le Conseil économique et social d'un rapport d'étape évaluant la mise en œuvre du droit opposable au logement ; adopté. (p. 802) : position de la commission sur les amendements n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 119 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 146 de M. Thierry Repentin et n° 257 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 803) : position de la commission sur l'amendement n° 203 de M. Thierry Repentin. (p. 805, 807) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 204, n° 206 et n° 205. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 808) : position de la commission sur les amendements n° 134 de M. Jean-Paul Alduy et n° 209 de M. Thierry Repentin. (p. 811) : position de la

commission sur les amendements n° 135 de M. Jean-Paul Alduy et n° 210 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 814) : position de la commission sur les amendements n° 77 de la commission des lois saisie pour avis et n° 140 de M. Thierry Repentin. (p. 816) : position de la commission sur l'amendement n° 141 de M. Thierry Repentin. (p. 817, 819) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 142, n° 143 et n° 149. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 820) : position de la commission sur l'amendement n° 147 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 821, 822) : position de la commission sur les amendements n° 148 de M. Thierry Repentin, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 258 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 5 ou avant l'article 6 (précédemment réservé)** (p. 823) : son amendement n° 34 : création d'un fonds de garantie des risques locatifs ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 124 de Mme Michelle Demessine. (p. 824) : rappel du débat sur la loi de 1998 dont il était rapporteur. - **Articles additionnels après l'article 5** : Position de la commission sur l'amendement n° 219 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 842) : position de la commission sur l'amendement n° 143 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 843) : position de la commission sur les amendements n° 150 et n° 222 de M. Thierry Repentin. (p. 844) : position de la commission sur l'amendement n° 260 de M. Jean Desessard. - **Division additionnelle après l'article 5** (p. 845) : position de la commission sur l'amendement n° 121 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 846, 847) : position de la commission sur les amendements n° 6 de Mme Michelle Demessine, n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 107 de M. Roland Muzeau. (p. 848, 849) : position de la commission sur les amendements n° 108 de M. Bernard Vera et n° 109 de M. Roland Muzeau. (p. 850, 851) : position de la commission sur les amendements n° 116 et n° 123 de Mme Michelle Demessine. (p. 852) : position de la commission sur l'amendement n° 127 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 853, 854) : son amendement n° 35 : encadrement du dispositif de prévention des expulsions dans le parc locatif social ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 62 et n° 61 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. Son amendement n° 33 : aménagement du dispositif d'incitation fiscale "Borloo dans l'ancien" ; rejeté. (p. 855) : son amendement n° 32 : location à des personnes morales des logements bénéficiant du dispositif fiscal "Borloo dans l'ancien" ; adopté après modification par le sous-amendement n° 285 du Gouvernement. (p. 856) : son amendement n° 31 : prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles ; adopté. (p. 859) : position de la commission sur l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. (p. 860, 861) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 152, n° 153 et n° 154 ainsi que sur l'amendement n° 82 de la commission des lois saisie pour avis. (p. 863) : position de la commission sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia et sur les sous-amendements n° 286 de M. Jean Desessard et n° 289 de M. Thierry Repentin déposés sur ce dernier. (p. 865) : position de la commission sur l'amendement n° 90 de M. Thierry Repentin. (p. 866) : position de la commission sur les amendements de M. Roland Muzeau n° 111, n° 113, n° 115, n° 112 et n° 114. (p. 868) : son amendement n° 288 : domiciliation juridique des personnes sans domicile stable ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 6 ou avant l'article 9** (p. 871) : position de la commission sur les amendements n° 239 de M. Michel Mercier et n° 284 du Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale - *Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires*) (p. 874, 875) : position de la commission des affaires économiques saisie pour avis sur les amendements n° 14 de M. Roland Muzeau, n° 64 et n° 65 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, et n° 88 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 6**

(p. 876) : position de la commission sur l'amendement n° 267 du Gouvernement. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 877) : son amendement n° 224 : possibilité de moduler la dotation "soins" des établissements pour personnes âgées dépendantes ; adopté. (p. 879) : position de la commission sur l'amendement n° 192 de M. René Beaumont. - **Article additionnel après l'article 7 (priorité)** (p. 884) : position de la commission sur l'amendement n° 290 du Gouvernement. - **Article 7** (art. L. 117-2 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide à la réinsertion familiale et sociale des vieux migrants) (p. 886, 887) : son amendement n° 39 : prise en charge de cette aide par l'Etat ; adopté. Ses amendements n° 40 : rapport d'évaluation du dispositif ; n° 41 : attribution de cette aide aux seuls locataires des grands bailleurs sociaux agréés par l'Etat ; adoptés ; n° 42 : définition des conditions de résidence dans le pays d'origine et en France ; retiré ; et n° 280 : non-soumission de cette allocation à l'impôt sur le revenu ; adopté. (p. 889) : ses amendements n° 43 : non-intégration de cette aide parmi les prestations de sécurité sociale ; adopté ; et n° 44 : modalités de contrôle des services de l'Etat ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 110 de Mme Annie David, n° 263, n° 264 et n° 262 de M. Jean Desessard, n° 91 et n° 93 de Mme Bariza Khiari. (p. 892) : intervient sur son amendement n° 44 précité. - **Article 8** (art. 199 *sexdecies* du code général des impôts - Crédit d'impôt "services à la personne") (p. 894) : son amendement n° 281 : clarification rédactionnelle ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 15 de M. Bernard Vera, n° 220, n° 221 de Mme Catherine Procaccia et n° 218 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 895) : position de la commission sur l'amendement n° 122 de Mme Annie David. - **Article 9** (art. L. 262-9-1 du code de l'action sociale et des familles, L. 380-3 et L. 512-1 du code de la sécurité sociale - Accès aux prestations sociales non contributives des ressortissants de l'Union européenne) (p. 897) : position de la commission sur les amendements de suppression n° 16 de M. Roland Muzeau et n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 898, 900) : position de la commission sur les amendements n° 83 de M. Claude Domeizel, n° 223 de M. Xavier Pintat et n° 287 du Gouvernement. - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 45 : modification de l'intitulé du texte - projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 909, 910) : renforcement du programme de construction des logements sociaux et très sociaux. Remerciements.

- **Projet de loi réformant la protection de l'enfance - Deuxième lecture [n° 154 (2006-2007)]** - (12 février 2007) - **Article 3 quater** (article 1er de la loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants - Modalités de la saisine du Défenseur des enfants) (p. 1375) : défavorable à l'amendement n° 62 de M. Claude Domeizel (indemnisation des correspondants territoriaux du Défenseur des enfants). - **Article 22** (art. L. 131-10 du code de l'éducation - Limitation du nombre de familles autorisées à donner en commun une instruction à domicile à leurs enfants) (p. 1403, 1405) : sur l'amendement n° 6 de la commission (limitation de l'instruction à domicile aux enfants issus d'une seule et même famille), son sous-amendement n° 10 : exception pour les zones rurales et montagnardes ; retiré.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1459) : caractère insolite des travaux du Sénat. Ne votera pas le texte en l'état.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Commission mixte paritaire [n° 261 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1874, 1875) : apports du Sénat. Recommande l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire. - **Article 5 sexies** (p. 1897) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 6 MF** : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 6 MG**

(p. 1898) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 21** (art. 4 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Droit à l'hébergement des étrangers) (p. 3748) : problématique de l'article 21, tant dans son maintien en l'état que dans sa suppression. Son amendement visant à rassurer les directeurs des centres d'hébergement d'urgence. (p. 3751) : son amendement n° 30 : précision selon laquelle les structures d'hébergement ne sont pas contraintes d'apprécier ou de contrôler la régularité de la situation des personnes qu'elles accueillent ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 3942, 3945) : son amendement n° 1 : exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte ; retiré. (p. 3947) : s'abstiendra sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller (exclusion de la reproduction de semences de ferme du champ d'application du texte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3956) : la majorité du groupe du RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2007) - **Article 14** (art. L. 131-4-2, L. 161-1-2, L. 161-24, L. 241-5, L. 241-10, L. 241-12, L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, L. 322-4-7 et L. 832-2 du code du travail, L. 5134-31 et L. 5522-18 du nouveau code du travail, L. 741-27, L. 751-17, L. 751-17-1 et L. 751-17-2 du code rural, art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles) (p. 4696, 4698) : son amendement n° 175 : exonération spécifique au profit des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ; adopté.

Quatrième partie :

- (15 novembre 2007) - **Article 31** (Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé) (p. 4776) : favorable à l'amendement n° 459 de la commission (définition des maisons de santé). - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4833) : soutient l'amendement n° 271 de M. Georges Mouly (exonération des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés) ; retiré. - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - Restructuration du réseau des officines de pharmacie) (p. 4861) : soutient l'amendement n° 215 de M. Georges Mouly (consultation des maires des départements concernés lors de regroupements ou de transferts d'officines) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4925, 4926) : son amendement n° 230 : suppression ; rejeté.

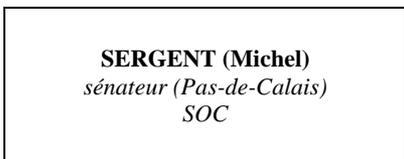
**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

Deuxième partie :

**Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5693, 5694). La majorité du groupe du RDSE votera les crédits de cette mission. - **Article 54** (*Suppression des aides au remplacement*

*de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption*) (p. 5714, 5715) : son amendement n° II-74 : exclusion du champ d'application de l'article des entreprises de moins de 20 salariés ; retiré.



**NOMINATIONS**

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 (11 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 91 tome 3 annexe 32 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Sports.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**INTERVENTIONS**

**- Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Article 9** (*Annexe au projet de loi de finances initiale sur les opérateurs de l'État*) : abstention du groupe socialiste sur l'article 9. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2617) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi de règlement. Regret du retrait de l'ensemble des amendements présentés sur ce texte.

**- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2645, 2648) : dissociation regrettable de la discussion des orientations du budget de 2008 et de celles du projet de loi en faveur du travail,

de l'emploi et du pouvoir d'achat, dit "TEPA", en raison du prétendu "choc fiscal" d'un coût de 15 milliards d'euros en année pleine. Programme idéologique. Creusement de la dette publique et de l'écart entre la France et ses partenaires européens, notamment l'Allemagne. Détérioration de l'ensemble des finances publiques depuis le début de l'année 2007. Projet fiscal annonceur de déficits budgétaires, de dette et de futurs prélèvements. Crainte de détérioration des politiques publiques et d'encadrement financier des collectivités territoriales. Rupture avec l'idéal républicain de partage et de redistribution. Avis négatif du parti socialiste sur l'orientation proposée, injuste socialement et inefficace économiquement.

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Article additionnel avant ou après l'article 1er** (p. 3412) : soutient l'amendement n° 3 de M. Daniel Raoul (réversibilité du choix du consommateur final domestique d'électricité) ; rejeté. (p. 3414) : favorable aux amendements analogues n° 3 de M. Daniel Raoul et n° 15 de M. Michel Billout (réversibilité du choix du consommateur final domestique d'électricité). - **Article additionnel avant l'article 1er ou après l'article 2** (p. 3416) : soutient l'amendement n° 4 de M. Daniel Raoul (réversibilité du choix du consommateur final domestique de gaz naturel) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (26 novembre 2007) - **Article 9 bis** (*Diverses adaptations de la réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 5282) : soutient l'amendement n° I-149 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5321) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° I-59 (prise en compte de la population touristique pour le calcul du seuil d'éligibilité au versement transport) ; rejeté ; et n° I-60

(élargissement du bénéfice du versement transport aux communes de plus de 5000 habitants) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article 24** (*Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 5352) : favorable à l'amendement n° I-212 de M. Jean-François Voguet (majoration des recettes du Centre national de développement du sport).

*Deuxième partie :*

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 6263, 6264). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6280, 6283) : son amendement n° II-2 : diminution des crédits alloués à l'indemnisation du consortium gérant le stade de France en raison de l'absence de club résident ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-184 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Article 51 ter** (*Extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 6285) : position de la commission sur l'amendement n° II-268 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 18 bis** (*Extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable*) (p. 6811, 6813) : soutient l'amendement n° 112 de M. Thierry Repentin (renforcement de l'avantage fiscal du dispositif "Borloo" au profit des bailleurs privés qui loueront leur bien à des ménages prioritaires au sens de la loi DALO) ; rejeté.

**SIDO (Bruno)**  
*sénateur (Haute-Marne)*  
 UMP

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer**.

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* portant création d'un réseau technique des collectivités territoriales [n° 86 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (10 janvier 2007) - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 147, 148) : intervient sur cet article.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament**

[n° 155 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - **Article 28 ter** (art. L. 4211-3 du code de la santé publique - Collecte des médicaments inutilisés) (p. 562) : intervient sur les amendements de suppression n° 9 de M. André Lardeux et n° 15 de M. Jean-Pierre Michel. (p. 563) : s'abstiendra sur les amendements n° 9 et n° 15 précités.

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 415 (2006-2007)]** - (18 septembre 2007) - **Article 1er** (art. 3 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires battant pavillon français) (p. 3198, 3199) : intervient sur l'amendement n° 10 de M. Henri de Richemont (nationalité commune au capitaine et à l'officier chargé de sa suppléance). - **Article 2** (art. 5 de la loi n° 2005-412 du 3 mai 2005 relative à la création du registre international français - Ouverture des fonctions de capitaine et d'officier chargé de sa suppléance aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse à bord des navires immatriculés au registre international français) (p. 3203) : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (pérennisation des obligations des armateurs en matière de formation embarquée des élèves officiers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3206, 3207) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) - président du groupe de suivi de la commission des affaires économiques pour le Grenelle de l'environnement (p. 3658) : implication historique du Sénat dans la préservation de l'environnement. Travaux du groupe de suivi du Grenelle de l'environnement au sein de la commission des affaires économiques. Synthèses des groupes de travail. Charte de l'environnement. Principe de précaution. Energie nucléaire. Biotechnologies. Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés adopté par le Sénat le 23 mars 2006.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) - président de la mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France : sa question (p. 4181, 4193).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]**

*Quatrième partie :*

- (16 novembre 2007) - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4924, 4925) : son amendement n° 97 : suppression ; rejeté.

**SIFFRE (Jacques)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**SIGNÉ (René-Pierre)**  
*sénateur (Nièvre)*  
*SOC*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

**SITTLER (Esther)**  
*sénateur (Bas-Rhin)*  
*UMP*

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (20 février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

**SOULAGE (Daniel)**  
*sénateur (Lot-et-Garonne)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 3 octobre 2007 ; membre de la commission jusqu'au 3 octobre 2007.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 538, 539) : soutient l'amendement de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 22 (sanction à l'encontre des laboratoires n'ayant pas procédé, ou avec retard, aux études "post-AMM") ; retiré puis repris par M. François Autain.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1551) : soutient l'amendement n° 171 de M. Philippe Leroy (création d'un compte mutualisé) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3889, 3890) : transposition de deux directives relatives à l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne et à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur. Présentation du texte. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : son amendement n° 43 : suppression de la présomption de salariat pesant sur les artistes établis dans un autre Etat membre de la communauté européenne ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5827) : son amendement n° II-56 : participation de l'Etat à l'indemnisation des incorporés de force ; retiré.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques : Inde : un géant en apprentissage [n° 146 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Sécurité sanitaire [n° 93 tome 8 (2007-2008)]** (22 novembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]***Deuxième partie :***Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5992, 5994). - **Article additionnel après l'article 41 ter** (p. 6021) : soutient l'amendement n° II-109 de M. Claude Biwer (simplification administrative) ; adopté.

**SOUVET (Louis)**  
*sénateur (Doubs)*  
UMP

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité**.

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 437 (2006-2007)] relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 22 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Travail et emploi [n° 95 tome 7 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Travail**.

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Son intervention (p. 1740, 1742).

- **Projet de loi relatif à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur [n° 437 (2006-2007)]** - (16 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3886, 3887) : transposition de deux directives relatives à l'implication des travailleurs dans la société coopérative européenne et à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur. Objectif et contenu du statut de la société coopérative européenne. Réserves de la commission. Garantie des créances des salariés. Accepte ce texte. - **Article 1er** (art. L. 439-51 à L. 439-75 nouveaux du code du travail - *L'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3897, 3905) : position de la commission sur les amendements n° 46, n° 47, n° 44, n° 45 et n° 48 de Mme Annie David, n° 37 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 39 de M. Jean Desessard. Ses amendements n° 1 : prise en charge des frais occasionnés par l'assistance d'experts ; retiré ; n° 2 et 7 : rectification ; n° 3, 5, 8, 9 et 10 : rédaction ; n° 4 et 6 : précision ; et n° 11 : restriction du champ des dispositions prises par décret en Conseil d'Etat ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 2** : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. - **Article 3** (art. L. 143-11-10 à L. 143-11-15 nouveaux du code du travail - *Garantie des créances salariales en cas de faillite transfrontalière*) (p. 3907) : ses amendements n° 13 : versement direct des salaires ; n° 49 : rédaction ; n° 14 : obligation de transmission des relevés des créances impayées ; et n° 15 : obligations de l'association pour la gestion du régime des garanties des créances des salariés en matière d'échanges d'informations ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3908) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de Mme Esther Sittler. - **Article 6** (art. L. 2361-1 à L. 2364-6 du nouveau code du travail - *Transposition dans le nouveau code du travail des règles relatives à l'implication des salariés dans la société coopérative européenne*) (p. 3912, 3914) : ses amendements n° 16, 21, 50, 24 et 26 : rectification ; n° 17, 18, 22 et 28 : précision ; n° 20, 25 et 27 : coordination ; et n° 23 : rédaction ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3914, 3915) : ses amendements n° 29 : coordination ; et n° 30 : précision ; adoptés. - **Article 7** (art. L. 3253-18-1 à L. 3253-18-9 nouveaux du nouveau code du travail - *Garantie des créances salariales en cas de faillite transfrontalière - Insertion des dispositions dans le nouveau code du travail*) (p. 3916) : ses amendements n° 31, 32, 33 et 35 : coordination ; et n° 34 : rectification ; adoptés. - **Article 8** (*Date d'entrée en vigueur des articles 6 et 7*) : son amendement n° 36 : suppression ; retiré.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]***Deuxième partie :***Travail et emploi**

- (30 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 5688, 5689). Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis

à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 53** (*Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation*) (p. 5711, 5712) : son amendement n° II-57 : suppression ; retiré. - **Article 55** (*Réforme des aides aux prestataires de services à la personne intervenant auprès de publics "non fragiles"*) (p. 5716) : son amendement n° II-58 : suppression ;

adopté. - **Article 57** (*Suppression de l'allocation équivalent retraite, AER*) (p. 5721) : son amendement n° II-50 : suppression de l'allocation équivalent retraite au 1er janvier 2008 ; retiré.

**SUEUR (Jean-Pierre)**  
sénateur (Loiret)  
SOC

### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance (14 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs (15 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) - **Question préalable** (p. 31, 33) : sa motion n° 35 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Article 2 bis** (*Création d'un Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance*) (p. 50) : soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Peyronnet (abondement du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance via une taxe sur la grande distribution, les compagnies d'assurance et les sociétés de gardiennage) ; rejeté. - **Article 8** (*art. L. 2212-2-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Rappel à l'ordre par les maires*) (p. 64, 65) : favorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression).

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2007) - **Division additionnelle et articles additionnels après l'article 9** (p. 89, 90): favorable aux amendements identiques n° 66 de Mme Éliane Assassi et n° 131 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions du livre des procédures fiscales instituant la commission des infractions chargée d'apprécier l'opportunité des poursuites en matière de fraude fiscale). - **Article 18** (art. L. 3211-11 du code de la santé publique - Renforcement du dispositif de contrôle des sorties d'essai des personnes placées en établissements psychiatriques) (p. 132, 133): intervient sur cet article. - **Article 25** (art. 706-53-5, 706-53-10 et 706-56 du code de procédure pénale - Renforcement des obligations des personnes inscrites au FIJAS) (p. 138): soutient l'amendement n° 168 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. (p. 139, 140): favorable à l'amendement de suppression n° 92 de Mme Éliane Assassi. - **Article 26** (art. 133-13, 133-14 et 133-16 du code pénal; art. 706-53-10, 769, 775, 798, 798-1 et 799 du code de procédure pénale - Allongement du délai de réhabilitation pour les récidivistes) (p. 142): soutient l'amendement n° 169 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Article 26 bis A** (art. 132-71-1 nouveau, 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13, 222-14-1 nouveau, 222-15, 222-15-1 nouveau, 433-7, 433-8 et 433-10 du code pénal - Circonstances aggravantes de guet-apens - incrimination spécifique des violences volontaires commises contre les forces de l'ordre et d'autres catégories de personnes - incrimination du délit d'embuscade - aggravation de la répression de la rébellion) (p. 144): soutient l'amendement n° 170 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 148): articles 32 et suivants du règlement du Sénat. Proteste contre l'attitude et les propos du Garde des Sceaux. - **Article 26 bis B** (art. 322-11-1 nouveau du code pénal, art. L. 2339-5 du code de la défense - Délit de détention ou transport de substances incendiaires) (p. 149): soutient l'amendement n° 171 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Article 28** (art. L. 3421-1, art. L. 3421-4, art. L. 3421-6 du code de la santé publique - Provocation à l'usage et au trafic de stupéfiants à l'égard des mineurs - Prévention des conduites addictives en matière de transport et par des personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public) (p. 156, 157): soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 175 (suppression), n° 172 (sanctions pénales en matière d'usage de cannabis), n° 173 (gratuité du stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de stupéfiants), et n° 174 (gratuité du stage de sensibilisation à la sécurité routière); rejetés. - **Article 30** (art. 41-2 du code de procédure pénale - Extension des mesures de composition pénale) (p. 159, 160): soutient l'amendement n° 176 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression des dispositions étendant aux mineurs de plus de treize ans le recours à la composition pénale); rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 46 bis** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 195, 196): soutient l'amendement n° 187 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Article 46 ter** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 198): soutient l'amendement n° 188 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Article 46 quater** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée) (p. 199): soutient l'amendement n° 189 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté. - **Article 46 quinquies** (art. 101 et 106 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Report du délai accordé aux agents de sécurité privée en activité pour respecter la condition d'aptitude professionnelle) (p. 200): soutient l'amendement n° 190 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression); rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 155 (2006-2007)]** - (24 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 521, 523): articles 28 sexies et 28 septies du texte issus des amendements Accoyer traitant des psychothérapeutes. Avant-projet de décret contradictoire. Aggravation des contradictions

internes à l'article 52 de la loi de 2004 relative à la politique de santé publique. Traitement incohérent de la profession de psychothérapeute. - **Article 28 sexies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Usage du titre de psychothérapeute) (p. 565, 566): question au Gouvernement sur les contradictions de l'avant-projet de décret d'application de l'article 52 de la loi du 9 août 2004. (p. 567, 568): son amendement n° 16: suppression; adopté. (p. 570): le groupe socialiste votera l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Article 28 septies** (article 52 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique - Caractéristiques de la formation ouvrant l'accès au titre de psychothérapeute) (p. 571): son amendement n° 17: suppression; adopté.

- **Rappel au règlement** - (30 janvier 2007) (p. 647, 648): insertion du dispositif de soins psychiatriques sans consentement dans un texte sur la délinquance. Sanction du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (30 janvier 2007) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 689, 690): sa motion n° 89 tendant au renvoi à la commission; rejetée.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 856, 857): soutient l'amendement n° 144 de M. Thierry Repentin (prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles); adopté.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (6 février 2007) - **Article 5** (art. 45 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Élargissement de la liste des sanctions disciplinaires applicables aux magistrats) (p. 1144, 1145): intervient sur les amendements identiques n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 54 de M. Robert Badinter (suppression). - **Article 6 quinquies** (art. 48-2 nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Examen par le Médiateur de la République des réclamations portant sur le comportement d'un magistrat) (p. 1156, 1157): favorable aux sous-amendements de M. Robert Badinter n° 58 (institution auprès du Conseil supérieur de la magistrature d'une commission d'examen des réclamations des justiciables), n° 62 (dénomination de la commission d'examen des réclamations) déposés sur l'amendement n° 21 de la commission (création d'une commission de transparence de la justice placée auprès du Garde des Sceaux et recevant les doléances des particuliers quant aux agissements des magistrats), ainsi qu'à l'amendement du même auteur n° 57 (institution auprès du Conseil supérieur de la magistrature d'une commission d'examen des réclamations des justiciables).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1199): le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Commission mixte paritaire [n° 155 (2006-2007)]** - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1483, 1485): abstention du groupe socialiste sur ce texte en cas de maintien des dispositions relatives à la profession de psychothérapeute. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1491, 1492): le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Commission mixte paritaire [n° 252 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1789): le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2113): son

amendement n° 28 : rapport annuel au Parlement sur la situation dans les établissements pénitentiaires ; rejeté. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2115, 2116) : études scientifiques concluant à l'inefficacité des peines planchers dans la baisse de la récidive. (p. 2122, 2123) : intervient sur les amendements identiques n° 29 de M. Robert Badinter et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2126) : question du groupe socialiste sur la surpopulation carcérale attendue des peines planchers en matière de délits. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans) (p. 2140) : favorable à l'amendement n° 40 de M. Robert Badinter (suppression). - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire) (p. 2146, 2147) : accord du groupe socialiste sur l'injonction de soins dans les conditions prévues par la loi actuelle. Question à la ministre sur le fondement de la soumission automatique du juge à l'appréciation de l'expert. Question des moyens en matière d'expertise et de psychiatrie. Soutient l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. (p. 2149, 2150) : faiblesse des arguments de la ministre en faveur de la modification de la loi existante. - **Article 10** (Entrée en vigueur) (p. 2160) : soutient l'amendement n° 48 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Article 11** (Application du dispositif de la présente loi aux collectivités d'outre-mer) (p. 2160) : soutient l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2161) : le groupe socialiste n'approuvera pas ce texte d'affichage.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [n° 367 (2006-2007)]** - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2203, 2204) : moyens financiers. Liens entre grandes écoles et universités. Pouvoirs des présidents d'université. Procédures de recrutements et d'affectation des enseignants-chercheurs. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2270, 2271) : favorable aux amendements n° 166 de M. Ivan Renar (renforcement de la légitimité du président d'université) et n° 122 de M. Serge Lagauche (élection du président d'université par les membres du conseil d'administration, du conseil des études et de la vie universitaire, et du conseil scientifique). (p. 2275, 2276) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs).

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs - Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]** - (26 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2764, 2765) : regrette la suppression de l'article 2 bis introduit par le Sénat relatif aux enquêtes de personnalité. Loi d'affichage. Absence de réponses concrètes pour lutter efficacement contre la récidive.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 1er** (Statut et compétence) (p. 3039) : favorable à l'amendement n° 60 de M. Charles Gautier (précision du champ des compétences du contrôleur général). - **Article 2** (Nomination et incompatibilités) (p. 3044) : favorable aux amendements de la commission n° 2 (nomination du contrôleur général par décret du Président de la République) et n° 3 (nomination du contrôleur général après avis des commissions compétentes de chaque Assemblée). - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3061) : soutient les amendements de M. Charles Gautier n° 64 (droit de visite du contrôleur général et des contrôleurs assistant le contrôleur général) ; n° 66 (précision) ; n° 65 (droit de visite du contrôleur général) ; devenus sans objet.

- **Rappel au règlement** - (31 juillet 2007) (p. 3064) : conteste l'interprétation faite par le Gouvernement du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Demande une nouvelle délibération sur le troisième alinéa de l'article 6 ou sur l'amendement de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur le droit de visite impromptue du contrôleur général.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)] (suite)** - (31 juillet 2007) - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3072) : conditions d'opposabilité du secret au contrôleur général et de restriction à son droit de visite dans les établissements. - **Article 8** (Avis et recommandations) (p. 3081) : soutient l'amendement n° 76 de M. Charles Gautier (octroi d'un pouvoir d'injonction au contrôleur général en cas d'atteinte flagrante aux droits fondamentaux) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine) (p. 3556, 3557) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. Méconnaissance de la convention européenne protégeant le droit à la famille. Question de la réciprocité. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine) (p. 3565) : mesure vexatoire à l'égard des conjoints étrangers de Français. Suppression incohérente de l'acquis de la loi du 24 juillet 2006 obtenu par Jacques Pelletier et dispensant les conjoints étrangers de Français du retour dans leur pays d'origine pour la délivrance du visa. - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 3593) : profond malaise autour de l'amendement Mariani. Obstination du Gouvernement et du Sénat à inscrire les trois lettres ADN dans le projet de loi. Problème éthique majeur du fondement génétique de la famille. (p. 3602) : ne votera pas l'amendement n° 203 de M. Jean-Jacques Hyest (réécriture de l'article visant à respecter la compétence judiciaire prévue par les autres procédures civiles acceptant le test ADN, en conformité avec l'article 16-11 du code civil, à n'effectuer ce test que sur la demande et avec le consentement de l'intéressé, à ne permettre d'établir la filiation qu'à l'égard de la mère et d'expérimenter ce dispositif sur une période de dix-huit mois). Absurdité et inapplicabilité du dispositif.

- **Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4051, 4053) : suppression pertinente de la restriction relative à l'accès des sans-papiers aux centres d'hébergement d'urgence. Satisfait du maintien de l'amendement Pelletier. Persistance de nombreux points préoccupants. Interroge le ministre sur son acharnement à faire voter le recours aux tests ADN, dispositif inapplicable. Conception inquiétante du déterminisme génétique en matière de criminalité.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4128, 4129) : souhaite des méthodes plus énergiques de simplification du droit. Exemple du droit funéraire. Extension du recours à la visioconférence. Le groupe socialiste s'abstiendra si le Sénat maintient ces dispositions dans le texte. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4133) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 3 de la commission (élargissement de la saisine du médiateur de la République). (p. 4137) : reprend l'amendement de M. Jean-René Lecerf n° 26 : simplification du remboursement de la consignation en cas de classement sans suite de la contravention ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4145) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 7 de la commission (inscription automatique des mentions relatives à la nationalité sur les extraits avec filiation des actes de naissance). Son amendement n° 20 : intégration d'une

formation aux premiers secours dans la formation professionnelle des conducteurs de transport routier de personnes ; retiré. - **Article 7** (*Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales*) (p. 4149, 4150) : ses amendements n° 19 : voix consultative donnée aux représentants de l'Etat au sein du comité des finances locales ; rejeté ; et n° 17 : suppression des dispositions relatives au droit funéraire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4151, 4152) : soutient l'amendement n° 48 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression des dispositions obligeant les communes à participer au financement de la scolarisation des enfants dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4156, 4157) : intervient sur l'amendement n° 21 de M. Ladislas Poniatowski (répartition des compétences entre les communes et leurs groupements dans le domaine de l'éclairage public). Son amendement n° 37 : possibilité pour le Conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie sous certaines conditions ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 10** (p. 4162, 4163) : son amendement n° 16 : insertion d'une division relative à la législation funéraire ; retiré. - **Article 11** (*art. L. 111-12 nouveau du code de l'organisation judiciaire, art. 823-1 nouveau du code de procédure pénale - Recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires*) : son amendement n° 18 : suppression ; rejeté. - **Division et article additionnels après l'article 13** (p. 4170, 4171) : le groupe socialiste votera contre les amendements du Gouvernement n° 55 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance à l'adoption de la partie législative du code des transports) et n° 56 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance à droit constant le code de la recherche et le code de l'éducation). - **Division additionnelle après l'article 13** (p. 4172) : favorable à l'amendement n° 54 de la commission (applicabilité des dispositions de la proposition de loi aux collectivités d'outre-mer).

- **Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17**

**(2007-2008)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4226, 4228) : valeurs locatives. Prise en compte des revenus dans la fiscalité locale. Péréquation. Favorable à cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Justice

- (30 novembre 2007) : son intervention (p. 5671, 5672). Remplacement des tribunaux d'instance dans le département du Loiret par des Maisons de la justice et du droit. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget. - **Article 33 et État B** (*Crédits du budget général*) (p. 5685) : le groupe socialiste votera contre ce budget.

#### Administration générale et territoriale de l'Etat

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6103, 6104).

#### Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6115, 6117). - **Article 48** (*Création d'un fonds de solidarité en faveur des départements, communes et groupements de communes de métropole touchés par des catastrophes naturelles*) (p. 6126) : soutient l'amendement n° II-123 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. (p. 6128) : intervient sur l'amendement n° II-123 précité de M. Marc Massion. - **Articles additionnels après l'article 48 septies** (p. 6133) : soutient l'amendement n° II-125 de Mme Gisèle Printz (extension du bénéfice de la DSU à seize communes qui comptent moins de 5000 habitants) ; retiré.

SUTOUR (Simon)  
sénateur (Gard)  
SOC

Secrétaire du Sénat.

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice ; nouvelle nomination le 12 juillet 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et du projet de loi portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (25 janvier 2007).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Vers une réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole [n° 203 (2006-2007)] (31 janvier 2007) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Justice et accès au droit [n° 96 tome 3 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Justice.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités** - (4 juillet 2007) (p. 2057, 2059) : contenu de l'accord des vingt-sept pays de l'Union européenne. Signature d'un mandat pour une nouvelle conférence intergouvernementale. Adoption d'un nouveau traité réformateur à la fin de 2007. Attitude de la Pologne. Accord médiocre et insatisfaisant. Absence de dimension sociale et écologique. Retour de la France en Europe. Méthode de négociation. Recul de l'esprit européen.

- **Proposition de loi relative à la simplification du droit [n° 20 (2007-2008)]** - (25 octobre 2007) - **Article 7 (Allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales)** (p. 4151) : son amendement n° 39 : maintien de l'avis du conseil général sur la création ou la dissolution des syndicats de communes et des communautés de communes ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Conseil et contrôle de l'Etat

- (29 novembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois : son intervention (p. 5628, 5629). Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives".

**TASCA (Catherine)**  
*sénateur (Yvelines)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Le co-développement à l'essai [n° 417 (2006-2007)] (25 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)]* (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)]* (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)]* (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)]* (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)]* (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)]* (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)]* (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)]* (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)]* (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]* (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)]* (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (11 janvier 2007) - **Article 34** (art. 222-12 à 222-14, 222-24, 222-28, 222-30 et 227-26 du code pénal - *Circonstance aggravante pour certaines infractions commises sous l'emprise manifeste d'un produit stupéfiant ou en état d'ivresse manifeste*) (p. 173) : soutient l'amendement n° 177 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 35** (art. 5, 7-1 et 7-2 nouveaux de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 - *Aménagements de certaines mesures alternatives aux poursuites applicables aux mineurs - Application de la composition pénale aux mineurs*) (p. 175, 176) : dénonciation d'une remise en cause totale de l'esprit de l'ordonnance de 1945 avec le glissement du régime pénal des mineurs vers le dispositif pénal de droit commun. (p. 177) : soutient l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 39 bis** (art. 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de la portée de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs récidivistes*) (p. 182) : soutient l'amendement n° 181 de M. Jean-

Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Article 43** (art. 131-3 et 131-8-1 nouveau du code pénal - *Sanction-réparation et sanction-restauration - art. 131-14-1 nouveau, 131-12, 131-16, 131-40, 131-42, 131-43 et 132-28 du code pénal ; art. 41-3 et 708 du code de procédure pénale*) (p. 185) : soutient l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Peyronnet (caractère alternatif et non cumulatif de la sanction-réparation vis-à-vis de l'emprisonnement) ; devenu sans objet. - **Article 45 bis A** (art. 132-24 du code pénal - *Motivation spéciale des peines prononcées en cas de récidive*) (p. 188) : soutient l'amendement n° 183 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Article unique** (p. 275, 276) : fait colonial. Chronologie du processus législatif et constitutionnel. Spécificité culturelle. Rééquilibrage économique entre les provinces. Respect de l'esprit de la lettre des accords longuement négociés. Le groupe socialiste votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Commission mixte paritaire [n° 227 (2006-2007)]** - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1797, 1798) : avancées du texte. Dispositions néfastes. Regret de la non-prise en compte des amendements socialistes. Les sénateurs du groupe socialiste voteront contre ce texte et déposeront un recours devant le Conseil constitutionnel en cas d'adoption. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1812, 1813) : inquiétude relative à l'exigence de pluralisme.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3304, 3305) : occasion d'ouvrir un débat sur le sens et l'avenir des politiques culturelles publiques, notamment muséales. Opacité de la négociation des accords passés avec les autorités émiriennes. Concession de la France à l'argenteur derrière l'alibi du "dialogue des cultures". Marché culturellement injuste pour les musées français. Échéancier de l'accord. Contradiction entre l'opération d'Abou Dabi et la politique d'autonomisation des musées. Implication autoritaire des principaux musées nationaux dans l'Agence France Muséums. Question du statut et des rémunérations des fonctionnaires qui prêteront leur concours au musée d'Abou Dabi. Avec ses collègues, et avec M. Louis Mermaz, s'abstiendra sur ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3315) : financement important de l'opération par un État étranger. Interrogation quant à sa mise en place et sa conciliation avec la politique des musées nationaux.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (2 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3509, 3511) : grave atteinte au crédit de la France dans le monde. Difficultés réelles des territoires d'outre-mer ne justifiant cependant pas ce texte général. Obsession irréaliste de maîtriser les flux migratoires à l'ère de la mondialisation. Rôle des problèmes structurels de la société dans les difficultés économiques et sociales des Français. Texte axé sur la mise en œuvre d'obstacles à l'immigration légale. Le groupe socialiste demandera la suppression des articles 1er et 2. Image de fermeture de la France. Blocage du projet de Maison de la francophonie à Paris. Désapprobation de l'article 4 rendant suspects les mariages entre Français et étrangers, et des articles 6 à 10 relatifs à l'asile et instaurant des conditions restrictives de délai et d'appel. Absurdité des objectifs chiffrés d'expulsion d'étrangers. Nécessité d'axer la politique étrangère de la France sur l'aide au développement, en coordination avec l'Union européenne. Les sénateurs socialistes porteront la discussion dans la voie d'une politique d'immigration responsable, juste, digne et efficace.

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2007) - **Article 1er** (art. L. 411-8 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Préparation à l'intégration des bénéficiaires du regroupement familial dans leur pays d'origine*) (p. 3559) : intervient sur les amendements de suppression n° 79 de Mme Éliane Assassi et n° 125 de Mme Michèle André. - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du

*séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine* (p. 3573) : refus de l'article 4 par le groupe socialiste, conformément à la position unanime prise par la commission. Dénonce le téléguidage par le Gouvernement de l'amendement n° 191 de M. Robert del Picchia et le coup de force contre la position de la commission (réécriture partielle de l'article tendant à assouplir le principe de la formation et de l'évaluation à l'étranger, à prévoir les cas dans lesquels le conjoint étranger peut être dispensé de commencer son parcours d'intégration dans son pays d'origine, et à considérer que le visa de long séjour qui lui est accordé vaut titre de séjour pendant un an). - **Article 5 bis (priorité)** (art. L. 111-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. L. 226-28 du code pénal - *Recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial*) (p. 3589) : nombreuses interventions sur les travées de la majorité donnant la mesure de son impossibilité à justifier véritablement le recours aux tests ADN.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 2** (art. L. 411-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Modulation en fonction de la taille de la famille des conditions de ressources exigées pour bénéficier de la procédure de regroupement familial*) (p. 3616) : soutient l'amendement n° 128 de Mme Michèle André (suppression du principe de modulation des ressources exigibles en fonction de la taille de la famille) ; rejeté. (p. 3621) : nécessaire dignité envers les étrangers en dépit de la jurisprudence constante du Conseil constitutionnel reconnaissant le caractère objectif de la différence entre les Français et les étrangers.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) -

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4505, 4506) : désapprobation et inquiétude.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (28 novembre 2007) - **Participation de la France au budget des Communautés européennes** : Son intervention (p. 5449, 5451).

*Deuxième partie :*

**Aide publique au développement - Compte spécial : Prêts à des États étrangers - Compte spécial : Accords monétaires internationaux**

- (29 novembre 2007) : son intervention (p. 5597, 5598). Le groupe socialiste votera contre l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5613, 5617) : défavorable aux amendements de la commission n° II-35 (réduction des autorisations d'engagement au titre de la solidarité à l'égard des pays en développement) et n° II-36 (suppression des crédits du Haut Conseil de la coopération internationale, HCCI).

**Action extérieure de l'Etat**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5768, 5770).

**Immigration, asile et intégration**

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5873, 5874) : le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

**TERRADE (Odette)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
CRC

Devenue sénateur le 19 septembre 2007 (remplace Mme Luc, démissionnaire).

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 25 septembre 2007.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 3 octobre 2007.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Pilotage de l'économie française [n° 93 tome 9 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget**.

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

### INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 466 (2006-2007)]** - (1er octobre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3418, 3419) : le groupe CRC votera l'amendement n° 17 de M. Michel Billout (moratoire sur les directives européennes relatives au secteur de l'énergie). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3431) : soutient l'amendement n° 14 de M. Michel

Billout (accès aux tarifs réglementés de gaz pour les sites de consommation créés après le 1er juillet 2007) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (4 octobre 2007) - **Article 7** (art. L. 222-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Prorogation d'office du maintien en zone d'attente en cas de demande tardive de référé à l'encontre d'un refus d'entrée en France au titre de l'asile) (p. 3706, 3707) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 522-4 [nouveau] du code de justice administrative - Codification dans le code de justice administrative des dispositions procédurales spécifiques aux demandes de référé liberté à l'encontre d'un refus d'asile à la frontière) (p. 3708) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Éliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Article 9 ter** (art. L. 731-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) (p. 3715) : soutient l'amendement n° 110 de Mme Éliane Assassi (rétablissement à un mois du délai de recours devant la commission des recours des réfugiés) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 3717) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Éliane Assassi (instauration d'une audition systématique du demandeur dans la procédure de demande d'asile) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 14 quater** (p. 3734, 3735) : soutient l'amendement n° 119 de Mme Éliane Assassi (rapport annuel au Parlement relatif au codéveloppement et à l'aide publique en faveur des pays en développement) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 quinquies** (p. 3737, 3738) : soutient les amendements de Mme Éliane Assassi n° 120 et 121 (octroi du bénéfice de l'assignation à résidence contre un arrêté d'expulsion pour tous les étrangers protégés) ; rejetés.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon - Deuxième lecture [n° 9 (2007-2008)]** - (17 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3933, 3934) : procédures d'urgence. Semence de ferme. Causes de la contrefaçon. Information des consommateurs. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3956) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)]** - (30 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4202, 4203) : nécessité d'élaborer une réglementation nationale unique compte tenu de la proposition de loi. Faiblesse de la norme NF EN 13814. Question de la compétence de l'autorité de contrôle. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5979, 5980).

**Pilotage de l'économie française**

- (6 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques : son intervention (p. 6170, 6171).

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6328, 6329). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6335, 6336) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-189 de M. Thierry Repentin (suppression du délai de carence précédent le versement des allocations au logement). (p. 6339) : favorable à l'amendement n° II-191 de M. Thierry Repentin (augmentation des dotations consacrées à l'hébergement d'urgence et aux opérations de résorption de l'habitat insalubre). (p. 6342, 6343) : le groupe CRC est défavorable aux amendements n° II-115 de M. Philippe Dallier (hausse des crédits du programme "équité sociale et territoriale et soutien"), n° II-47 de la commission (transfert des crédits de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain vers l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) et n° II-129 du Gouvernement (conséquence). (p. 6345) : le groupe CRC votera

l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-158 (transfert de crédits du Fonds national d'aide au logement vers la lutte contre l'habitat indigne). (p. 6346) : le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 60 (Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL)** (p. 6348) : son amendement n° II-177 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6350, 6354) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-156 (rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements). Ses amendements n° II-178 : aménagement du prêt à taux zéro ; n° II-180 : régulation de la hausse des loyers ; et n° II-181 : revalorisation des crédits d'impôts accordés aux propriétaires immobiliers participant au système mutuel de garantie des risques locatifs ; rejetés.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6576, 6578) : doute sur l'efficacité des mesures proposées. Déséquilibre au profit de la rémunération du capital. Propositions alternatives du groupe CRC. Le groupe CRC ne votera pas le texte. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 6603) : son amendement n° 146 : insertion d'une division additionnelle intitulée "Mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages" ; rejeté. - **Articles additionnels avant le titre Ier** (p. 6604, 6616) : ses amendements n° 154 : taxation des entreprises de transformation et de distribution des hydrocarbures ; n° 156 : consultation obligatoire du conseil de la concurrence pour toute concession de service public relative à la fourniture d'eau et au service d'assainissement ; n° 158 : encadrement de l'augmentation des loyers ; n° 159 : raccourcissement du délai de remboursement du dépôt de garantie ; n° 160 : renforcement du pouvoir d'achat des ménages ; n° 162 : paiement de la redevance audiovisuelle par les retraités ; et n° 164 : interdiction de toute coupure de fourniture en énergie ; rejetés. Soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 180 (prise en compte fiscale des frais de garde) ; et n° 183 (revalorisation des salaires) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6619) : son amendement n° 147 : introduction dans le droit français de l'action de groupe ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 6624) : son amendement n° 155 : mention dans la facture d'achat des accords de coopération commerciale consentis par le vendeur ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6631, 6632) : son amendement n° 149 : établissement par décret annuel de la liste des prix minimum pour l'ensemble des productions animales et végétales ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 441-7 du code de commerce - Formalisation du résultat de la négociation commerciale) (p. 6633) : absence de changements significatifs apportés par cet article. - **Article 4** (Art. L. 441-6 du code de commerce - Dépénalisation du refus de communication des conditions générales de vente) (p. 6641, 6642) : ses amendements n° 168 : suppression ; n° 165 : preuve de la non-conformité des marchandises à la charge du réceptionnaire et délai de règlement pour les produits agricoles et périssables ramené à sept jours ; et n° 167 : suppression des dérogations en matière de délai de paiement ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 5 quater** (p. 6651, 6652) : le groupe CRC est défavorable à l'amendement n° 66 de Mme Isabelle Debré (autorisation pour les établissements de commerce de détail d'ameublement d'ouvrir le dimanche). - **Article additionnel après l'article 6 A** (p. 6657) : son amendement n° 138 : extension de la gratuité des appels téléphoniques ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - Restitution des avances et préavis de résiliation) (p. 6660, 6663) : ses amendements portant sur le même objet n° 141 et 140 : réduction de dix à trois jours du délai de restitution de sommes versées d'avance par un consommateur ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) (p. 6675, 6676) : son amendement n° 139 : durée minimum de validité d'une offre commerciale modifiant les conditions contractuelles de fourniture d'un service de communications électroniques ; adopté. - **Article 7** (art. L. 121-84-3 du code de la consommation - Gratuité des temps d'attente "on-net" et services

*après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6681, 6684) : ses amendements n° 144 : extension du champ d'application à l'ensemble des fournisseurs de biens et services ; et n° 145 : suppression de l'obligation d'appel depuis le réseau téléphonique de l'opérateur pour bénéficiaire de la gratuité du délai d'attente ; rejetés. - **Article 7 bis** (art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - *Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile*) (p. 6688, 6689) : son amendement n° 166 : réduction du délai de résiliation et des pénalités de sortie ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6700) : le groupe CRC votera l'amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Godefroy (centres de relais téléphoniques pour sourds et malentendants). - **Article 9** (art. L. 312-1-3 du code monétaire et financier - *Extension du champ de la médiation bancaire*) (p. 6706) : son amendement n° 173 : extension du champ d'application de la médiation bancaire ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 312-1-1 du code monétaire et financier - *Création du relevé annuel des frais bancaires*) (p. 6707, 6708) : son amendement n° 172 : précision ; retiré au profit de l'amendement n° 38 de la commission (précision et extension du bénéfice du récapitulatif annuel des frais bancaires à toutes les personnes physiques titulaires d'un compte). - **Article 10 bis** (art. L. 312-8 du code de la consommation - *Amélioration de l'information du consommateur sur le crédit immobilier à taux variable*) (p. 6715) : soutient l'amendement n° 177 de M. Bernard Vera (modification du calcul du taux de l'usure) ; rejeté. - **Articles**

**additionnels après l'article 10** quinquies (p. 6724) : son amendement n° 148 : possibilité pour le juge de soulever d'office tout moyen dans les litiges relevant du code de la consommation ; devenu sans objet. - **Article 11** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour procéder à une nouvelle codification du code de la consommation*) (p. 6725) : son amendement n° 171 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (*Habilitation à légiférer par ordonnance en matière de contrôle des produits importés et de sécurité générale des produits*) (p. 6727) : le groupe CRC votera l'amendement n° 117 de M. Bernard Dussaut (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6732) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7087, 7088). Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs - Commission mixte paritaire [n° 142 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7128, 7130). Défavorable à ce texte.

TESTON (Michel)  
sénateur (Ardèche)  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif au service minimum le 5 juillet 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

Membre de la Mission commune d'information "centre de décision économique et attractivité du territoire national".

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs** [n° 363 (2006-2007)] - (18 juillet 2007) - **Article 4** (*Plan de transport adapté et plan d'information des usagers*) (p. 2448, 2449) : refus du dispositif par le groupe socialiste. Disproportion entre les limites imposées au droit de grève et la préservation de l'intérêt public. Incidences majeures du dispositif sur les autorités organisatrices de transport. - **Article 5** (*Prévisibilité du service en cas de grève*) (p. 2464, 2465) : déclaration préalable d'intention. Atteinte disproportionnée au droit de grève. Inefficacité du dispositif. Grèves dites "émotionnelles". (p. 2467, 2468) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 30 et 31 (suppression partielle) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2007) - **Article 6** (*Consultation des salariés sur la poursuite de la grève*) (p. 2484, 2485) : risque de pressions sur les salariés en dépit de la consultation à bulletin secret sur la poursuite de la grève. (p. 2487, 2488) : sur l'amendement n° 11 de la commission (possibilité de désigner un médiateur dès le début de la grève et précision selon laquelle la consultation des salariés peut être décidée tant par l'employeur que par une organisation syndicale représentative ou le médiateur), soutient le sous-amendement n° 35 de M. Yves Krattinger (report de l'intervention du médiateur au-delà du huitième jour de grève et organisation de la consultation sur décision conjointe de l'employeur, des organisations syndicales représentatives et du médiateur) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 36 de M. Yves Krattinger (organisation de la consultation des salariés sur décision conjointe de l'ensemble des parties) ; devenu sans objet. - **Article 8** (*Indemnisation des usagers*) (p. 2496, 2497) : soutient l'amendement n° 42 de M. Yves Krattinger (suppression) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 2499) : conteste la méthode employée par la commission spéciale saisie du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs, puisque seuls quelques-uns de ses membres appartenant à la majorité sénatoriale ont pu procéder à une délégation de pouvoir pour l'examen d'un nouvel amendement déposé par son rapporteur.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction** [n° 463 (2006-2007)] - (30 octobre 2007) - **Article 1er** (*Définition du champ d'application de la loi*) (p. 4205, 4206) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Pastor (application de la norme NF EN 13814 aux machines et installations pour fêtes foraines ou pour parcs d'attraction) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4206) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Marc Pastor (fixation d'un objectif de sécurité pendant la durée de l'existence prévisible du manège ou de la machine) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Développement et régulation économiques**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6164).

**Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route**

- (6 décembre 2007) : son intervention (p. 6208, 6209).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Discussion générale** (p. 6580, 6581) : volet relatif aux communications électroniques. Améliorations apportées par l'Assemblée nationale. Amendements du groupe socialiste du Sénat. Risques entraînés par les amendements de la commission des affaires économiques. - **Article 6 A** (*art. L. 113-5 du code de la consommation - Gratuité des temps d'attente et de relation avec des automates pour tous les numéros surtaxés*) (p. 6654) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 6 A ou après l'article 6** (p. 6656) : son amendement n° 102 : obligation d'information détaillée des profils de consommation des clients par les opérateurs de téléphonie mobile ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 6658, 6659) : ses amendements n° 108 : amélioration de l'information du consommateur et de la transparence tarifaire ; et n° 110 : mention obligatoire dans les contrats des sommes forfaitaires dues à l'occasion de leur résiliation ; rejetés. - **Article 6** (*art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - Restitution des avances et préavis de résiliation*) (p. 6663) : son amendement n° 103 : limitation de la clause dérogatoire à la prise d'effet de la résiliation ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 6 quater** (*art. L. 35-2 du code des postes et des communications électroniques - Possibilité de désignation d'opérateurs de service universel distincts pour fournir le service d'annuaire ou celui des renseignements*) (p. 6678) : son amendement n° 104 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 6680) : son amendement n° 105 : élargissement du champ du service universel à la téléphonie mobile et à l'Internet à haut et très haut débit ; rejeté. - **Article 7** (*art. L. 121-84-3 du code de la consommation - Gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6685) : son amendement n° 106 : non-surtaxation des appels téléphoniques vers les services publics de l'État, des collectivités territoriales et de la santé ; rejeté. - **Article 7 bis** (*art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile*) (p. 6686, 6691) : son amendement n° 107 : limitation à douze mois de la durée minimale d'engagement associée à la souscription des contrats de communications électroniques ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 166 de Mme Odette Terrade (réduction du délai de résiliation et des pénalités de sortie) ainsi que sur les amendements de la commission n° 191 (limitation à vingt-quatre mois de la durée minimale d'engagement associée à la souscription des contrats de service de communications électroniques) ; et n° 192 (réduction des pénalités de sortie au quart des mensualités restant dues). - **Article 7 ter** (*art. L. 121-84-6 du code de la consommation et L. 34-8-2 du code des postes et des communications électroniques - Gratuité des appels depuis les téléphones mobiles des numéros présentés comme gratuits*) (p. 6694) : son amendement n° 109 : rédaction ; rejeté. - **Article 7 quinquies** (*Obligation pour les opérateurs mobiles de proposer une offre commerciale familiale*) (p. 6697) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 35 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6699, 6700) : soutient l'amendement n° 111 de M. Jean-Pierre Godefroy (centres de relais téléphoniques pour sourds et malentendants) ; rejeté.

**TEXIER (Yannick)**  
*sénateur (Ille-et-Vilaine)*  
 UMP

### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées".

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (14 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'Etat dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture** [n° 102 (2006-2007)] - (9 janvier 2007) -

**Article 6** (art. L. 141-1 et L. 141-2 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création du conseil pour les droits et devoirs des familles - Accompagnement parental proposé par le maire*) (p. 60) : soutient l'amendement n° 197 de Mme Isabelle Debré (rédaction) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 janvier 2007) - **Article 46 bis** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée*) (p. 196, 197) : soutient les amendements de M. Jean-Patrick Courtois n° 207 et 209 (rédaction) ; et n° 210 (coordination) ; adoptés ; et n° 208 (information de l'employeur par l'administration en cas de retrait ou de non-renouvellement de la carte professionnelle d'un employé) ; retiré. - **Article 46 ter** (art. 6, 6-1, 6-2, 9, 9-1, 14, 14-1, 18, 19 et 34 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - *Création d'une carte professionnelle pour les agents de sécurité privée*) (p. 198) : soutient l'amendement n° 211 de M. Jean-Patrick Courtois (coordination) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 205, 206) : texte de rupture. Proximité du fait du rôle central du maire. Partenariat du fait d'un meilleur partage de l'information entre les différents acteurs. Le groupe UMP votera le texte.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon** [n° 226 (2006-2007)] - (19 septembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3273, 3274) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Sido sur l'approvisionnement électrique de la France** - (30 octobre 2007) : son intervention (p. 4185).

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs** [n° 109 (2007-2008)] - (13 décembre 2007) - **Article 1er** (art. L. 442-2 du code de commerce - *Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 6622) : son amendement n° 67 : prise en compte des frais d'acheminement au point de vente dans le calcul du seuil de revente à perte ; retiré. - **Article 2** (art. L. 441-7 du code de commerce - *Formalisation du résultat de la négociation commerciale*) (p. 6635) : son amendement n° 60 : possibilité, limitée au fournisseur, de proposer des avenants à la convention annuelle ; retiré. - **Article 6** (art. L. 121-84-1 et L. 121-82-2 du code de la consommation - *Restitution des avances et préavis de résiliation*) (p. 6661, 6662) : ses amendements n° 64 : définition du délai de restitution des sommes dues ; devenu sans objet ; et n° 62 : alignement sur le droit commun du régime des sanctions de la non-restitution des sommes restant dues dans le domaine de la communication électronique ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 décembre 2007) - **Article 6 ter** (art. L. 121-84-2-2 du code de la consommation - *Accord exprès du consommateur pour la poursuite payante de services initialement gratuits*) (p. 6677) : soutient l'amendement n° 72 de M. Pierre Hérisson (limitation de l'obligation de recueillir le consentement exprès du client au seul cas de la poursuite de la fourniture à titre onéreux de services optionnels initialement souscrits à titre gratuit) ; adopté. - **Article 7** (art. L. 121-84-3 du code de la consommation - *Gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés*) (p. 6682) : soutient l'amendement n° 76 de M. Pierre Hérisson (obligation pour les fournisseurs de service de communications électroniques de proposer au consommateur final un choix entre hotline surtaxée et forfait d'assistance) ; retiré. - **Article 7 bis** (art. L. 121-84-4 et L. 121-84-5 du code de la consommation - *Durée d'exécution et conditions de sortie des contrats de téléphonie mobile*) (p. 6689) : soutient l'amendement n° 134 de M. Pierre Hérisson (impossibilité de conditionner l'utilisation de points de fidélité à l'acceptation par le consommateur d'un nouvel engagement) ; adopté. - **Article 7 ter** (art. L. 121-84-6 du code de la consommation et L. 34-8-2 du code des postes et des communications électroniques - *Gratuité des appels depuis les téléphones mobiles des numéros présentés comme gratuits*) (p. 6691, 6694) : soutient les amendements de M. Pierre Hérisson n° 75 (extension de la gratuité aux services accessibles par numéro vert) ; n° 74 (limitation de la gratuité) ; et n° 77 (détermination du prix d'interconnexion par l'opérateur de réseau) ; retirés. Ses

amendements n° 63 : exceptions à la gratuité ; et n° 61 : clarification ; retirés. - **Article 7 quater** (art. L. 121-84-7 du code de la consommation - Application du tarif d'une communication nationale aux appels émis depuis un mobile vers les services de renseignements téléphoniques) (p. 6695) : soutient l'amendement n° 73 de M. Pierre Hérisson (information sur le coût des communications résultant d'une mise en relation par un fournisseur de renseignements téléphoniques) ; adopté. (p. 6697) : sur l'amendement n° 34 de la commission

(rédaction), soutient le sous-amendement n° 133 de M. Pierre Hérisson ; adopté. - **Article 8** (art. L. 121-85 du code de la consommation - Recherche et constatations des infractions) (p. 6697, 6698) : son amendement n° 65 : suppression ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6732) : le groupe UMP votera ce texte.

**THIOLLIÈRE (Michel)**  
*sénateur (Loire)*  
RDSE

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé jusqu'au 19 mai 2007.

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

**TODESCHINI (Jean-Marc)**  
*sénateur (Moselle)*  
SOC

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

## NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur jusqu'au 26 octobre 2007.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2183, 2185) : précipitation. Non respect du Parlement. Texte édulcoré. Urgence budgétaire. Rôle des présidents d'université. Recrutement du personnel. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 6** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil d'administration) (p. 2249) : soutient l'amendement n° 125 de M. Serge Lagauche (maintien des équilibres entre les différents membres de la communauté universitaire) ; rejeté. (p. 2261, 2262) : intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (possibilité pour les personnalités extérieures de participer à l'élection du nouveau président du conseil d'administration) que votera le groupe socialiste. - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Élection et compétences du président) (p. 2267, 2268) : soutient l'amendement n° 122 de M. Serge Lagauche (élection du président d'université par les membres du conseil d'administration, du conseil des études et de la vie universitaire, et du conseil scientifique) ; rejeté. (p. 2270) : intervient sur l'amendement n° 122 de M. Serge Lagauche précité. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 166 de M. Ivan Renar (renforcement de la légitimité du président d'université). - **Article 7** (art. L. 712-5 du code de l'éducation - Révision de la composition et des compétences du conseil scientifique) (p. 2282) : soutient l'amendement n° 127 de M. Serge Lagauche (maintien des pouvoirs du conseil scientifique) ; rejeté. - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines) (p. 2299, 2300) : son amendement n° 137 : fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels ; adopté après modification par le sous-amendement n° 217 de la commission. (p. 2303, 2304) : défavorable au sous-amendement n° 217 précité. - **Article 16** (art. L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation - Gestion des ressources humaines) (p. 2307) : son amendement n° 136 : cohérence ; adopté. - **Article 21** (art. L. 952-6 du code de l'éducation - Nouvelle modalités de nomination des nouveaux enseignants-chercheurs) (p. 2322) : intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (obligation de mobilité pour être promu dans le corps des professeurs). -

**Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers) (p. 2326) : favorable à l'amendement n° 150 de M. Serge Lagauche (possibilité pour les régions de se voir transférer le patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics d'enseignement supérieur). - **Article 23 (précédemment réservé)** (art. L. 719-11 du code de l'éducation - Possibilité de créer des fondations) (p. 2331, 2333) : intervient sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 104 (possibilité pour les fondations d'établissement de contracter avec des tiers et de bénéficier des mesures fiscales attachées aux fondations dotées de la personnalité morale), et du Gouvernement n° 202 (possibilité pour les centres de recherche de créer des fondations universitaires), n° 203 (autonomie financière des fondations), n° 204 (place pour le collège des fondateurs dans le conseil de gestion) et n° 220 (nouvel intitulé pour les fondations prévu par cet article - Fondations universitaires). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 2334) : soutient l'amendement n° 155 de M. Serge Lagauche (présentation obligatoire au Parlement, par le Gouvernement, d'un rapport sur l'état du patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 2346, 2347) : son amendement n° 158 : rapport du Gouvernement sur les modalités de remise à plat du système de calcul de la dotation globale de fonctionnement ; adopté après modification par le sous-amendement n° 221 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2353, 2354) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - **Article 4** (*Budget général - Dispositions relatives aux autorisations d'engagement et aux crédits de paiement*) - **Débat de contrôle de l'exécution des crédits de la mission "culture"** (p. 2602, 2603) : illustration de la grande misère du patrimoine français.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** - *Commission mixte paritaire* [n° 367 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Discussion générale** (p. 3108, 3109) : texte se résumant à un simple traité de la gouvernance des universités. Opposition constructive des sénateurs du groupe socialiste.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6061, 6062). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6079) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° II-131 du Gouvernement (compensation des transferts des personnels TOS aux régions et aux départements par une annulation de crédits sur les programmes "Vie de l'élève", "Soutien de la politique de l'éducation nationale" et "Enseignement technique agricole").

### Sport, jeunesse et vie associative

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6273, 6274). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6281, 6283) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-2 de la commission (diminution des crédits alloués à l'indemnisation du consortium gérant le stade de France en raison de l'absence de club résident) et s'abstiendra sur l'amendement n° II-184 (revalorisation des crédits alloués à l'Agence française de lutte contre le dopage) de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6307, 6308). - **Rappel au règlement** (p. 6309) : intervient sur le rappel au règlement de M. David Assouline.

**TORRE (Henri)**  
*sénateur (Ardèche)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Outre-mer [n° 91 tome 3 annexe 18 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Outre-mer.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

##### Outre-mer

- (3 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5886, 5888). Propose, au nom de la commission des finances, l'adoption des crédits de cette mission.

**TRILLARD (André)**  
*sénateur (Loire-Atlantique)*  
UMP

#### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 3 octobre 2007 ; membre de la commission jusqu'au 3 octobre 2007.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 198 (2006-2007)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest [n° 232 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 298 (2006-2007)] autorisant l'adhésion à la convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe [n° 378 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

*Proposition de loi* tendant à autoriser la réversibilité de l'exercice des droits relatifs à l'éligibilité pour l'achat d'énergie électrique [n° 427 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la violation des embargos et autres mesures restrictives** [n° 205 (2005-2006)] - (10 octobre 2007) - en remplacement de M. Jacques Peyrat, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3827, 2828) : renforcement de l'efficacité des mesures d'embargo ou de restriction. Nouvelle incrimination pénale. Clarification du fondement juridique des embargos. Propose l'adoption de ce projet de loi. - **Article 1er**

(*Incrimination de la violation d'embargo*) (p. 3831) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007** [n° 119 (2007-2008)] - (18 décembre 2007) - **Article 22 bis** (*Exonération de la TVA pour les professionnels exerçant l'ostéopathie à titre exclusif*) (p. 6900, 6901) : son amendement n° 138 : application de l'exonération de TVA à partir du 25 mars 2007 ; retiré. - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6904) : favorable à l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail).

**TROENDLE (Catherine)**  
*sénateur (Haut-Rhin)*  
**UMP**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 25 octobre 2007.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [n° 19 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accession à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

*Avis*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - **Sécurité civile** [n° 96 tome 9 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 31 (2006-2007)] relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens [n° 161 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Union européenne.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens** [n° 31 (2006-2007)] - (24 janvier 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 494, 496) : objectifs 2007-2013. Exclusion de la politique de développement rural et de la politique communautaire de la pêche. Gestion étatique des crédits de la politique de cohésion. Expérimentation de gestion déconcentrée des programmes INTERREG et URBAN. Expérimentation alsacienne. Subvention globale. Approbation par la commission des lois de la prorogation de l'expérimentation autorisée par la loi du 13 août 2004. Rationalisation des instruments de coopération décentralisée. Sous réserve de ces observations et de ses amendements, avis favorable de la commission des lois à l'adoption du projet de loi. - **Article 1er** (*Gestion de*

*programmes relevant de l'objectif de coopération territoriale européenne ou de l'instrument de voisinage et de partenariat* (p. 503) : position de la commission sur les amendements n° 9 de M. François Fortassin et n° 10 de Mme Michèle André. - **Article 2** (*Transfert à la région Alsace, à titre expérimental, des fonctions d'autorité de gestion et d'autorité de certification de programmes relevant de la politique de cohésion au cours de la période 2007-2013*) (p. 505, 506) : son amendement n° 2 : possibilité pour d'autres régions que l'Alsace et pour la collectivité territoriale de Corse d'exercer les fonctions d'autorité de gestion et de certification des programmes relevant de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" pour la période 2007-2013 sous des conditions de délai et de fond ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 4 (exigence d'un accord exprès des départements concernés à la candidature de la région), n° 5 (exigence d'un engagement de la région sur les moyens à mettre en œuvre et sur les modalités d'association de l'Etat et des autres collectivités) et n° 6 (publication, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la loi, d'un décret comprenant la liste des régions dont la candidature est retenue au regard des engagements pris par elles). (p. 507) : position de la commission sur les sous-amendements n° 11 de Mme Michèle André, n° 4, n° 5 et n° 6 du Gouvernement sur son amendement n° 2 précité. (p. 509) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de Mme Michèle André. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 510) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de Mme Michèle André. Son amendement n° 3 : rénovation des instruments de la coopération décentralisée ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 511) : son amendement n° 1 : nouvel intitulé du projet de loi - **Projet de loi relatif à l'expérimentation du transfert de la gestion des fonds structurels européens et à la coopération décentralisée ; adopté.**

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1188, 1189) : hommage à Victor Hugo

et à M. Robert Badinter. Arguments contre la peine de mort. Objectifs de la révision constitutionnelle. Progrès de l'abolition dans le monde.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile - Commission mixte paritaire [n° 30 (2006-2007)]** - (23 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 4056) : concrétisation des engagements pris par le Président de la République. Texte équilibré, pragmatique et courageux. Se réjouit du rétablissement à deux mois de la durée maximale de la formation dispensée aux conjoints de Français dans leur pays d'origine, ainsi que de la condition d'un minimum de ressources. Garantie d'une utilisation encadrée des tests ADN. Le groupe UMP votera sans réserve ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 29 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4353, 4354) : pouvoir de police des maires. Pertinence de ce texte. Détention de chiens de première catégorie nés après janvier 2000. Conditions d'élevage des chiots. Formation des propriétaires. Information du public. Evaluation comportementale des chiens. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

#### Sécurité civile

- (5 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 6139, 6140). Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission.

**TROPEANO (Robert)**  
*sénateur (Hérault)*  
SOC

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

**TRUCY (François)**  
*sénateur (Var)*  
*UMP*

### NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 150 (2007-2008)] (20 décembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation**

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5811, 5813).

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6269, 6270). Son département de l'Hérault.

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Défense [n° 91 tome 3 annexe 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Défense.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Outre-mer**

- (3 décembre 2007) - en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5925) : position de la commission sur l'amendement n° II-94 de Mme Anne-Marie

Payet (extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole).

#### Défense

- (3 décembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 5927, 5929). Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de la mission "Défense". - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 5958) : son amendement n° II-29 : redéploiement des crédits au sein des différents programmes de cette mission afin d'améliorer le financement des opérations intérieures, OPINT ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 5960) : position de la commission sur l'amendement n° II-62 de Mme Janine Rozier (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 du crédit d'impôt en faveur des entreprises favorisant la participation de leurs salariés à des activités de réserve opérationnelle).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 6795) : soutient l'amendement n° 51 de M. Alain Fouché (application du taux super-réduit de TVA aux éditeurs de presse de jeux et de loisirs) ; retiré. - **Article 16 bis (Instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des collectivités territoriales d'implantation des hippodromes)** (p. 6798, 6800) : soutient l'amendement n° 114 de M. Ambroise Dupont (suppression) ; adopté. - **Articles additionnels après**

**l'article 18** (p. 6810, 6811) : soutient l'amendement n° 147 de M. Philippe Richert (octroi d'un crédit d'impôt pour l'installation d'une chaudière à condensation dans un logement neuf) ; retiré. - **Article 18 bis (Extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable)** (p. 6812, 6813) : soutient l'amendement n° 113 de M. Dominique Braye (exonération totale d'imposition des revenus locatifs au profit des bailleurs privés ayant conclu une convention à loyers sociaux avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, et qui louent leur logement à des ménages prioritaires au sens de la loi DALO) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20 quater** (p. 6840) : soutient l'amendement n° 143 de M. Charles Guené (possibilité pour les redevables de l'ISF de bénéficier d'une réduction d'impôt pour investissement en titres participatifs dans des sociétés coopératives) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 23 (Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité)** (p. 6921) : soutient l'amendement n° 148 de M. Philippe Richert (inclusion des réseaux de chaleur dans le champ de l'exonération de TICGN) ; retiré au profit de l'amendement identique n° 187 de la commission.

**TÜRK (Alex)**  
sénateur (Nord)  
NI

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société**.

**VALADE (Jacques)**  
sénateur (Gironde)  
UMP

#### NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur (1er février 2007).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités (26 juillet 2007).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des Etats-unis : l'autonomie au service de la diversité [n° 239 (2006-2007)] (14 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Médias et enseignement supérieur au Japon et en Corée du sud : entre traditions et modernité [n° 402 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La galaxie Gutenberg face au "big bang" du numérique [n° 468 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Culture - Entreprises.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*l'éducation - Responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion de ressources humaines* (p. 2301) : défavorable à l'amendement n° 137 de M. Jean-Marc Todeschini (fixation par décret en Conseil d'Etat du pourcentage maximum de la masse salariale consacré au recrutement d'enseignants-chercheurs contractuels). - **Demande de réserve** (p. 2322) : demande la réserve de l'article 23 et des articles additionnels qui lui succèdent ; réserve ordonnée. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2349) : demande l'examen prioritaire de l'amendement n° 83 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé - Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités), en application de l'article 44, alinéa 6 du règlement du Sénat ; priorité ordonnée. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2357) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire* [n° 367 (2006-2007)] - (1er août 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3122, 3123) : vote de la commission, dans sa majorité, en faveur de ce texte. Suivi attentif de l'application de cette loi.

- **Question orale avec débat de M. Bruno Retailleau sur la politique numérique** - (11 octobre 2007) : son intervention (p. 3843, 3845).

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

**Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel public**

- (29 novembre 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Article additionnel avant l'article 62** (p. 5656) : souhaite l'adoption de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-54 (réévaluation annuelle du montant de la redevance).

**Culture - Compte spécial : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale**

- (4 décembre 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Articles additionnels après l'article 41 quater** (p. 6043) : intervient sur l'amendement n° II-1 de la commission (transmission au Parlement d'un rapport gouvernemental sur l'expérimentation de la gratuité des musées et monuments historiques).

**Sport, jeunesse et vie associative**

- (7 décembre 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6281, 6284) : favorable aux amendements n° II-2 de la commission (diminution des crédits alloués à l'indemnisation du consortium gérant le stade de France en raison de l'absence de club résident) et n° II-184 (revalorisation des crédits alloués à l'Agence française de lutte contre le dopage) de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création de l'établissement public CulturesFrance** [n° 211 (2006-2007)] - (13 février 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 1470, 1471) : réactivité pertinente aux critiques formulées à l'encontre de CulturesFrance. Economie du texte. Importance des "années croisées" pour promouvoir la diversité culturelle. Précision sur le champ d'application de l'article 2. Problème des moyens financiers.

- **Projet de loi relatif à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur** - *Commission mixte paritaire* [n° 227 (2006-2007)] - (22 février 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 1800, 1802) : culture et communication. Place de l'individu dans la société. Travail des commissions. Compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels, COSIP. La majorité de la commission des affaires culturelles soutient ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (11 juillet 2007) - président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 2180, 2182) : échec universitaire. Enjeux de cette réforme. Avancées du texte. Chantiers ouverts. Pôles de compétitivité. Recherche. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2227) : position de la commission sur la motion n° 36 de M. Yannick Bodin tendant au renvoi à la commission. - **Demande de réserve** (p. 2235) : demande la réserve de l'article 5 jusqu'après l'examen de l'article 6 du projet de loi ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2007) - **Article 5 (précédemment réservé)** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Élection et compétences du président*) (p. 2276) : intervient sur les amendements identiques n° 27 de M. Hugues Portelli et n° 161 de M. Ivan Renar (rôle des organes émanant des disciplines scientifiques dans le recrutement des enseignants-chercheurs). - **Article 15** (art. L. 712-8 et L. 712-9 du code de

**VALLET (André)**  
sénateur (Bouches-du-Rhône)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence jusqu'au 25 octobre 2007.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

**VANLERENBERGHE (Jean-Marie)**  
*sénateur (Pas-de-Calais)*  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 19 septembre 2007 ; membre de la commission jusqu'au 19 septembre 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 31 juillet 2007.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer.**

**VANTOMME (André)**  
*sénateur (Oise)*  
SOC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6054, 6055). Le groupe UC-UDF approuvera les crédits de cette mission.

*Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Ville et logement [n° 95 tome 8 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Logement et urbanisme.***

## INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) (p. 3470, 3472) : déséquilibre financier. Avantages acquis. Conditions d'alignements sur la fonction publique. Objectifs comptables. Proposition de l'UDF. Contrôle parlementaire.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

**Ville et logement**

- (7 décembre 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 6317, 6319). - **Article 33 et Etat B (Crédits du budget général)** (p. 6344, 6345) : son amendement n° II-158 : transfert de crédits du Fonds national d'aide au logement vers la lutte contre l'habitat indigne ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 6349, 6351) : ses amendements n° II-156 : rapport au Parlement évaluant l'efficacité des dépenses fiscales en faveur du développement et de l'amélioration de l'offre de logements ; et n° II-157 : indemnisation de l'Etat par des propriétaires défaillants lors du relogement de personnes bénéficiaires du droit au logement opposable ; adoptés.

## DÉPÔTS

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 87 (2006-2007)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à une coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie [n° 144 (2006-2007)] (10 janvier 2007) - **Traités et conventions.***

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 246 (2006-2007)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont ferroviaire sur le Rhin à Kehl [n° 251 (2006-2007)] (20 février 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale**.

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 257 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur la coopération sanitaire transfrontalière [n° 394 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Traités et conventions**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 267 (2006-2007)] autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les États-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto [n° 398 (2006-2007)] (18 juillet 2007) - **Affaires étrangères et coopération**.

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie**.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

**VASSELLE (Alain)**  
*sénateur (Oise)*  
**UMP**

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale ; nouvelle nomination le 29 novembre 2007.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 17 janvier 2007.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament (25 janvier 2007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (27 juillet 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 (16 novembre 2007).

Président de droit de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le système de protection sociale en Argentine : reconstruire après la crise [n° 305 (2006-2007)] (9 mai 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Réformer la protection sociale : les leçons du modèle suédois [n° 377 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales : Finances sociales : après la rechute, la guérison ? [n° 403 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Sécurité sociale.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 390 (2006-2007)] en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 406 (2006-2007)] (19 juillet 2007) - **Entreprises - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à instaurer dans le code de la route le principe d'un examen de la vue préalable à la délivrance du permis de conduire des véhicules à moteur [n° 21 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Questions sociales et santé - Société - Transports.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Protection sociale : trouver la ressource juste, promouvoir les bons usages [n° 66 (2007-2008)] (31 octobre 2007) - **Budget - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* relative aux personnels enseignants de médecine générale [n° 70 (2007-2008)] (6 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 67 (2007-2008)] de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 72 tome 1 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Assurance maladie [n° 72 tome 2 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Examen des articles [n° 72 tome 6 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)] - Tableau comparatif [n° 72 tome 7 (2007-2008)] (7 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire et de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 87 (2007-2008)] (20 novembre 2007) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 99 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale.**

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 119 (2007-2008)] pour 2007 [n° 128 (2007-2008)] (12 décembre 2007) - **Budget.**

*Proposition de loi organique* tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)] (14 décembre 2007) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 170 (2006-2007)] - (31 janvier 2007) - **Article 3** (art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 738) : votera l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). Société anonyme d'HLM de l'Oise. Intervient sur les amendements identiques n° 23 de la commission, n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et de la commission des lois saisie pour avis n° 71 (possibilité de recours contentieux devant le tribunal administratif en l'absence de commission de médiation). - **Article 5** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Caducité des conventions de délégation*) (p. 759) : intervient sur l'amendement n° 283 du Gouvernement (mise en conformité des conventions existantes avec les dispositions de la présente loi).

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 857, 858) : intervient sur les amendements identiques n° 31 de la commission, n° 58 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 80 de la commission des lois saisie pour avis et n° 144 de M. Thierry Repentin (prorogation de l'abattement relatif à la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux situés en zones urbaines sensibles).

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs** [n° 172 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1523, 1526) : demande d'éclaircissements de la part du Gouvernement. Question du droit de vote des personnes protégées. Principe de priorité familiale. Conditions d'ouverture de la mesure de protection judiciaire. Accompagnement social des familles. Financement du dispositif. Le groupe UMP votera ce projet de loi sous réserve de l'adoption de certains amendements. - **Article 4** (art. 394 à 413 du code civil - *Organisation et fonctionnement de la tutelle des mineurs*) (p. 1532, 1533) : son amendement n° 250 : maintien du conseil de famille même en cas de vacance de la charge tutélaire ; retiré. (p. 1535) : son amendement n° 251 : maintien d'un conseil de famille même en cas de vacance de la tutelle ; retiré. - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1546) : son amendement n° 252 : précision ; rejeté. (p. 1548) : favorable à l'amendement n° 315 de la commission (maintien du principe d'interdiction pour un mandataire judiciaire à la protection des majeurs de délivrer un mandat de

recherche des héritiers). (p. 1557) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 107 (obligation pour le médecin expert, établissant un certificat médical demandant une mesure de protection, de solliciter l'avis du médecin de la famille). (p. 1562) : favorable à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Michel (désignation d'un membre de la famille ou d'un proche lorsque le juge ne peut pas procéder à l'audition de la personne faisant l'objet d'une demande de protection). (p. 1568) : son amendement n° 254 : allongement de la liste des personnes ne pouvant pas exercer de charges curatélaires ou tutélaires ; retiré. Soutient l'amendement de M. Jacques Blanc, portant sur le même objet, n° 168 ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1570) : intervient sur l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements identiques n° 194 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 222 de M. Yves Détraigne (impossibilité pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux d'exercer une charge tutélaire ou curatélaire à l'égard de leurs usagers) ainsi qu'à l'amendement précité n° 168.

- **Rappel au règlement** - (15 février 2007) (p. 1580) : contestation de l'application de l'article 40 de la Constitution à l'un de ses amendements déposé à l'article 5 du projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs.

- **Projet de loi portant réforme de la protection juridique des majeurs [n° 172 (2006-2007)] (suite)** - (15 février 2007) - **Article 5** (art. 414 à 495-9 du code civil - *De la majorité et des majeurs protégés par la loi*) (p. 1599) : favorable à l'amendement n° 120 de M. Jean-Pierre Michel (rétablissement de l'autorisation du juge des tutelles pour la révocation du testament). - **Article 6** (art. 496 à 515 du code civil - *Gestion du patrimoine des mineurs et des majeurs en tutelle*) (p. 1622) : son amendement n° 260 : suppression de l'exception à l'obligation de remise annuelle des comptes au juge par le tuteur en cas de modicité du patrimoine ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 7 ter** (p. 1626) : favorable à l'amendement n° 183 de M. Nicolas About (conditions d'exercice du droit de vote des majeurs protégés). - **Article 8** (titre VII nouveau du code de l'action sociale et des familles - *Accompagnement social et budgétaire personnalisé*) (p. 1629, 1630) : son amendement n° 255 : protection de l'entourage des majeurs protégés à l'encontre des risques que le comportement de ceux-ci pourrait faire courir ; retiré. (p. 1641) : ses amendements n° 257 : extension à d'autres ressources que les prestations sociales ; et n° 258 : protection de l'entourage des majeurs protégés à l'encontre des risques que le comportement de ceux-ci pourrait faire courir ; devenus sans objet. (p. 1642) : intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (saisine du procureur de la République par le président du conseil général en cas d'inefficacité d'une mesure d'accompagnement social personnalisé). - **Article 9** (titre VI nouveau du livre IV du code de l'action sociale et des familles - *Dispositions communes concernant les mandataires judiciaires à la protection des majeurs*) (p. 1646, 1647) : soutient l'amendement n° 169 de M. Jacques Blanc (création d'un diplôme d'Etat de mandataire à la protection juridique des majeurs) ; retiré. (p. 1648, 1650) : son amendement n° 259 : précision ; retiré. (p. 1653, 1654) : défavorable à l'amendement n° 70 de la commission (faculté offerte aux départements et aux organismes versant des prestations de récupérer sur la succession les sommes avancées pour le financement de la tutelle). - **Article 12** (art. L. 361-1, L. 361-2 et L. 361-3 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Financement des mesures de protection judiciaire des majeurs*) (p. 1659) : favorable à l'amendement rédactionnel n° 78 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 23 sexies** (p. 1678) : défavorable à l'amendement n° 309 du Gouvernement (exécution par voie d'huissiers de justice de certains actes relevant des propriétaires ou des syndicats de copropriété).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales chargé des équilibres financiers généraux de la sécurité sociale (p. 2635, 2640) : absence d'opposition entre les commissions des finances et des affaires sociales. Exemple du comité d'alerte. Dérapage des comptes. Remise en cause de la sincérité de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007. Causes du déficit prévisible de

l'ONDAM, de la branche maladie et des dépenses de retraite. Manque à gagner sur la compensation des allègements de cotisations sociales en dépit des engagements pris par le ministre d'alors délégué au budget. Questions de la prise en charge de la dette du FSV, de l'apurement de la dette de l'Etat envers l'ACOSS et du problème de l'accumulation des déficits du FFIPSA. Interroge le ministre sur l'opportunité d'une réouverture de la CADES et d'une augmentation de 0,2 point de la CRDS. Pistes de réflexion : bouclier sanitaire pour la prise en charge des affections de longue durée ; participation forfaitaire des assurés sur les médicaments ; tarification à l'acte à l'hôpital. Nécessité de revenir sur la réforme des retraites de 2003 et de revoir tout le système à l'instar du dispositif adopté en Suède. Complexité de la mise en place d'une TVA sociale. Position favorable de la commission à la création de nouvelles taxes sur certains produits posant problème sur le plan sanitaire. Financement de la dépendance selon des modalités de type assurantiel.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [n° 390 (2006-2007)]** - (25 juillet 2007) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2695, 2698) : travaux du Sénat. Développement des heures supplémentaires. Compensation des exonérations de cotisations sociales. Revenu de solidarité active, RSA ; expérimentation et financement ; recommandations de l'Agence nouvelle des solidarités actives, ANSA ; rapport d'évaluation. Préparation d'une réforme du système de solidarité nationale. Avis favorable de la commission des affaires sociales sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2773) : son amendement n° 8 : précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées pour les salariés couverts par un accord de modulation ; adopté. (p. 2776, 2777) : position de la commission saisie pour avis sur les amendements n° 7 et n° 5 de M. Aymeri de Montesquiou. (p. 2778) : son amendement n° 9 : précision des seuils de déclenchement des heures supplémentaires exonérées dans les entreprises de moins de 20 salariés ; adopté. (p. 2779, 2780) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Aymeri de Montesquiou (extension du dispositif des heures supplémentaires exonérées aux salariés dont l'horaire de travail est inférieur à 35 heures). (p. 2789) : son amendement n° 10 : retour au dispositif initial destiné à prévenir les abus en matière d'heures complémentaires ; adopté. (p. 2790) : son amendement n° 11 : conséquence ; adopté. (p. 2798) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. (p. 2804) : position de la commission saisie pour avis sur l'amendement n° 277 du Gouvernement. (p. 2804) : son amendement n° 14 : rédaction ; adopté. (p. 2806) : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. (p. 2809, 2810) : ses amendements n° 15 : coordination ; et n° 16 : rédaction ; adoptés. (p. 2814) : intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Raymonde Le Texier (compensation intégrale des réductions des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale). - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 2837) : soutient l'amendement n° 92 de M. Hubert Haenel (non-imputation sur l'assiette du crédit d'impôt de l'aide accordée par une collectivité territoriale pour les dépenses d'installation d'équipements en faveur de l'économie d'énergie) ; retiré. - **Article 3** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale*) (p. 2851) : son amendement n° 193 : déductibilité totale des intérêts d'emprunt ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2888) : défavorable à l'amendement n° 122 de M. Michel Charasse (récupération sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA). - **Article 5** (*Renforcement du bouclier fiscal*) (p. 2906) : réflexion sur le poids des prélèvements obligatoires. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2907) : soutient l'amendement n° 145 de M. Charles Guené (modification de l'appellation de l'ISF) ; retiré. - **Article 6** (*Réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes*)

*d'intérêt général*) (p. 2934) : favorable à l'amendement n° 235 de M. Philippe Adnot (extension du bénéfice de ce dispositif aux parts de fonds d'investissement de proximité, FIP). (p. 2938) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (élargissement du champ d'application des dispositifs de réduction d'ISF aux parts de groupements fonciers agricoles exploitants). - **Article 8** (*Expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2975, 2978) : son amendement n° 17 : prise en compte dans le calcul du RSA des aides et prestations locales ou extralégales ; adopté après modification par le sous-amendement n° 269 du Gouvernement. - **Article 9** (*Expérimentation du revenu de solidarité active en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans le cadre des départements*) (p. 2982, 2983) : ses amendements n° 18 : précision ; et n° 19 : rédaction ; adoptés. - **Article 10** (*Expérimentation du revenu de solidarité active pour les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé*) (p. 2985) : ses amendements n° 20 : mise en place d'une action en faveur de l'insertion et de la formation des bénéficiaires de l'API ; adopté ; et n° 21 : élaboration par le représentant de l'Etat dans le département du rapport d'évaluation sur la mise en œuvre des expérimentations ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 51 de la commission. - **Article 11** (*Choix des départements qui pourront mettre en œuvre l'expérimentation du revenu de solidarité active*) (p. 2987, 2989) : son amendement n° 22 : report de la date limite de dépôt des dossiers de candidature des départements souhaitant participer à l'expérimentation ; adopté. Position de la commission pour avis sur l'amendement n° 274 du Gouvernement. - **Article 12** (*Demande de rapport sur l'expérimentation du RSA*) (p. 2989) : son amendement n° 23 : correction d'une erreur de référence et avis du comité d'évaluation sur l'expérimentation du RSA ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les régimes spéciaux de retraite** - (2 octobre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux du projet de loi de financement de la sécurité sociale (p. 3458, 3460) : coût des régimes spéciaux. Transparence sur leurs modalités de financement. Mécanismes de compensation démographique.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux de la loi de financement de la sécurité sociale (p. 4418) : approche globale des finances publiques. Respect des périmètres respectifs de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale. Rapport Pébereau et rapport Carrez. Dépenses sociales. Réforme des retraites et MECCS. TVA sociale. Niches sociales. Taxation des stock-options. Taxes nutritionnelles. Fiscalité écologique. CSG.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie - **Discussion générale** (p. 4518, 4524) : amélioration de la présentation du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Déficit. Recettes. Amélioration des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale. Règlement des déficits et des dettes. Réflexion nécessaire sur les dépenses. Financement de la dépendance. Amendements de la commission. Niches sociales. Contrôles et lutte contre la fraude. Suppression des dispositions de l'article 16. Volet "Assurance maladie". Réduction du déficit. Franchises médicales. Démographie médicale. Tarification à l'activité, T2A. Agences régionales de l'hospitalisation, ARH.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2007) - **Débat sur la démographie médicale** (p. 4588, 4591) : problème de la répartition des professionnels de santé sur le territoire national. Politique fondée sur l'incitation financière depuis 2004. Diffusion insuffisante de l'information sur les aides financières auprès des étudiants et des jeunes médecins. Salue les actions créatives engagées par les seules collectivités territoriales. Regrette l'applicabilité de l'article 40 de la Constitution à des propositions relatives aux maisons de santé. Nécessité de défendre le développement de la télémédecine. Propositions de la commission pour favoriser un meilleur accès aux soins.

Travaux de recensement effectués par les missions régionales de santé, MRS.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 8 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 4621) : position de la commission sur les amendements n° 142 de Mme Christiane Demontès et n° 275 de M. Guy Fischer. Progrès indéniables du Gouvernement dans le contenu des annexes. Prévisions suffisamment réalistes. - **Article additionnel avant l'article 9 D** (p. 4623, 4624) : son amendement n° 460 : compensation automatique à l'euro près par l'Etat à la sécurité sociale des pertes de recettes résultant des exonérations de cotisations patronales ; retiré. - **Article 9 D** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon"*) (p. 4625, 4626) : son amendement n° 1 : suppression ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 209 de Mme Muguette Dini. - **Article 9 E** (*art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions*) (p. 4631) : position de la commission sur les amendements n° 224 et n° 225 de M. François Marc (p. 4638, 4639) : position de la commission sur les amendements n° 269 et n° 268 de M. Bernard Murat, n° 406 et n° 407 de M. Jean-Marc Juillard, n° 222 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 78 de la commission des finances saisie pour avis, n° 225, n° 226, n° 227, n° 228 et n° 229 de M. François Marc. - **Article additionnel après l'article 9 E** (p. 4641, 4642) : son amendement n° 2 : instauration, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution sur les revenus exonérés ou flat tax ; retiré. Appel au Gouvernement pour mesurer l'impact des niches sociales sur les plans économique et social. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 4644, 4646) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 277 (inclusion, dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale, des avantages résultant de l'attribution gratuite d'actions), n° 276 (modulation des cotisations sociales en fonction du ratio emploi-valeur ajoutée) et n° 278 (assujettissement des stock-options à une taxation de 10 %). - **Article 9** (*art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques*) (p. 4649, 4652) : son amendement n° 3 : maintien, jusqu'au 31 décembre 2007, du dispositif actuel d'aide fiscale à la recherche ; rejeté. Position de la commission sur les amendements de n° 280 et n° 281 de M. François Autain et n° 258 de M. Dominique Leclerc. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4653, 4656) : son amendement n° 4 : création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les boissons sucrées ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Godefroy (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les éléments sucrés et salés dont la liste est établie par décret après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments) et sur les amendements identiques n° 143 de Mme Christiane Demontès et n° 282 de M. François Autain (régulation du marché du médicament au travers du seul mécanisme de baisse des prix). - **Article 9 bis** (*Instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac*) (p. 4655) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 198 de Mme Anne-Marie Payet (interdiction de la vente de produits du tabac en distributeurs automatiques). - **Article 10** (*art. L. 135-3, L. 136-2, L. 136-8, L. 137-10, L. 137-12 nouveau, et L. 241-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-14-13, L. 320-4 nouveau, art. L. 1221-18 nouveau, art. L. 992-9 nouveau du code du travail et art. 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - Prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite*) (p. 4660, 4663) : ses amendements n° 6 et 7 : extension du champ d'application de la contribution sur les préretraites aux cas de simple suspension du contrat de travail ainsi qu'aux cessations d'activité de travailleurs salariés relevant des dispositifs ASFNE et CATS ; retirés ; n° 8 : déclaration annuelle, par les employeurs, des départs de

personnels mis à la retraite d'office avant 65 ans ; adopté après modification par le sous-amendement n° 455 du Gouvernement (regroupement dans une même déclaration des informations relatives aux préretraites, aux mises à la retraite d'office et aux licenciements de salariés âgés de 60 ans et plus) ; n° 9 : aggravation des pénalités applicables en cas de non-respect par l'employeur de l'obligation de déclarer chaque année le nombre de salariés partis en préretraite ou placés en cessation précoce d'activité ; et n° 11 : information des comités d'entreprise de la politique de l'employeur à l'égard des seniors ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 111 de M. Bernard Cazeau, n° 283, n° 284, n° 285 et n° 286 de M. Guy Fischer et sur le sous-amendement n° 455 du Gouvernement sur son amendement n° 8 précité. - **Article 10 bis** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile) (p. 4766) : position de la commission sur les amendements n° 144 de M. Claude Domeizel, n° 287 de M. Michel Billout et n° 462 du Gouvernement. - **Article 11** (art. L. 136-4 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette forfaitaire de contribution sociale généralisée des non-salariés agricoles) (p. 4668) : position de la commission sur l'amendement n° 247 de M. Gérard César.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale) (p. 4691, 4694) : position de la commission sur les amendements n° 112 de M. Bernard Cazeau et n° 398 de Mme Annie David. - **Article 13** (art. L. 311-2 du code de la sécurité sociale - Dispositif expérimental d'affiliation au régime général pour les personnes exerçant une activité procurant de faibles revenus) (p. 4694) : position de la commission sur l'amendement n° 115 de M. Michel Houel. Son amendement n° 13 : durée d'expérimentation de trois ans ; adopté. - **Article 13 bis** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels de l'Agence française de lutte contre le dopage) (p. 4695) : son amendement n° 14 : suppression partielle ; adopté. - **Article 14** (art. L. 131-4-2, L. 161-1-2, L. 161-24, L. 241-5, L. 241-10, L. 241-12, L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, L. 322-4-7 et L. 832-2 du code du travail, L. 5134-31 et L. 5522-18 du nouveau code du travail, L. 741-27, L. 751-17, L. 751-17-1 et L. 751-17-2 du code rural, art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - Suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles) (p. 8697) : position de la commission sur les amendements n° 288 de M. Michel Billout et n° 175 de M. Bernard Seillier. A titre personnel, favorable à l'amendement n° 175 précité. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4699) : position de la commission sur les amendements de Mme Annie David n° 290 (bénéfice des exonérations de cotisations sociales conditionné au strict respect des dispositions prévues par le code de la sécurité sociale), n° 291 (renforcement des obligations des employeurs en matière de contrôle et de sécurité) et n° 292 (sanction de la contestation systématique par un employeur du caractère professionnel d'une maladie). - **Article 15** (art. L. 651-1 et L. 651-3 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 4700, 4701) : position de la commission sur l'amendement n° 116 de M. Michel Houel. - **Article additionnel après l'article 15** : position de la commission sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Léon Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité pour les sociétés d'économie mixte réalisant des opérations dans le cadre d'une concession d'aménagement). - **Article 16** (art. L. 241-16, L. 242-1 et L. 712-10-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 722-24-1 et L. 741-10 du code rural, art. L. 129-13, L. 441-1 et L. 444-12 du code du travail - Non-compensation de dispositifs d'exonération de cotisations sociales) (p. 4702, 4705) : son amendement n° 15 : suppression ; devenu sans objet. Position de la commission sur l'amendement n° 465 du

Gouvernement. - **Article 16 ter** (Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale) (p. 4707) : position de la commission sur les amendements n° 114 de M. Bernard Cazeau, n° 295 de M. Guy Fischer et n° 408 de M. Gérard César. - **Article 17** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 4709, 4710) : position de la commission sur l'amendement n° 82 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4711) : position de la commission sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Cantegrit (suspension du droit d'entrée pour les personnes adhérant à la Caisse des Français de l'étranger entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2008). - **Article 21** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 4715, 4716) : position de la commission sur l'amendement n° 296 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (art. L. 114-6-1 et L. 114-8 du code de la sécurité sociale - Certification des comptes des organismes et régimes de sécurité sociale) (p. 4717) : son amendement n° 16 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4718) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Claude Domeizel (possibilité pour le Fonds de solidarité vieillesse de recourir à l'emprunt). - **Article 24** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 4720) : position de la commission sur l'amendement n° 297 de M. François Autain.

Quatrième partie :

- (14 novembre 2007) - **Article 25** (art. L. 162-14-1-1 nouveau et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Modifications de la procédure d'alerte et des modalités d'entrée en vigueur des accords conventionnels prévoyant des revalorisations tarifaires) (p. 4721, 4724) : position de la commission sur les amendements n° 430 et n° 431 de M. Paul Blanc, n° 419, n° 418 et n° 420 de Mme Catherine Procaccia, n° 298 de M. François Autain et n° 146 de M. Bernard Cazeau. - **Article 27** (art. L. 332-5 du code de la sécurité sociale - Renforcement de l'encadrement des transports des assurés en taxi) (p. 4725) : position de la commission sur l'amendement n° 454 du Gouvernement. - **Article 28** (art. L. 1111-3 du code de la santé publique - Amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires) (p. 4730, 4733) : ses amendements n° 19 : suppression de l'obligation de communiquer à la caisse primaire d'assurance maladie un état semestriel des dépassements réalisés ; et n° 457 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 434 de M. Paul Blanc, n° 124 et n° 123 de M. Bernard Cazeau et n° 300, n° 299 et n° 301 de M. François Autain. (p. 4733, 4735) : position de la commission sur les amendements n° 302, n° 303 et n° 304 de M. François Autain. Son amendement n° 20 : suppression partielle ; adopté. - **Article 26 (précédemment réservé)** (art. L. 162-1-14 et L. 162-1-15 du code de la sécurité sociale - Extension du champ de la procédure de mise sous accord préalable) (p. 4736, 4739) : ses amendements n° 17 : extension du principe de l'accord préalable à tous les professionnels de santé ; retiré ; et n° 18 : extension de la mise sous entente préalable aux établissements de santé ayant anormalement facturé certaines prestations d'hospitalisation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 464 du Gouvernement. Position de la commission sur les amendements n° 416 de Mme Catherine Procaccia et n° 432 de M. Paul Blanc. - **Articles additionnels avant l'article 29** (p. 4740, 4742) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 305 (délai de mise à disposition du public des documents produits par la Haute Autorité de santé), n° 309 (amélioration des logiciels d'aide à la prescription), n° 306 (encadrement des études pharmaco-épidémiologiques) et n° 307 (étude comparative effectuée sur tous les médicaments nouveaux). - **Article 29** (art. L. 161-37 et L. 161-38 du code de la sécurité sociale - Prise en compte du critère médico-économique dans les avis et recommandations de la Haute Autorité de santé) (p. 4743, 4752) : position de la commission sur les amendements n° 267 et n° 185 de M. Jean Bizet, n° 310 de M. François Autain, n° 415 de Mme Catherine Procaccia, n° 160 de M. Bernard Cazeau et n° 449 du Gouvernement. Ses amendements n° 21 :

mise au point d'une banque de données administratives et scientifiques sur les médicaments ; et n° 22 : mise au point d'une banque de données administratives et scientifiques sur les dispositifs médicaux ; adoptés. Son amendement n° 23 : interdiction de la prise en charge des médicaments en cas de dépassement de la posologie maximale ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4753) : position de la commission sur les amendements identiques n° 147 de Mme Raymonde Le Texier, n° 311 de M. François Autain et n° 413 de Mme Catherine Procaccia (saisine pour avis de l'UNOCAM sur les valeurs et tarifs des actes) ainsi que sur l'amendement n° 308 de M. François Autain (garantie de financement des études pharmaco-épidémiologique assorties à une autorisation de mise sur le marché). - **Article 29 bis** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM) (p. 4754) : position de la commission sur l'amendement n° 450 du Gouvernement. - **Article 30** (art. L. 162-12-21 nouveau, L. 162-5 et L. 162-5-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés) (p. 4756, 4757) : position de la commission sur les amendements n° 241 de Mme Muguet Dini, n° 417 de Mme Catherine Procaccia, n° 266 de M. Paul Blanc, n° 83, n° 84 de la commission des finances saisie pour avis, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 317 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4758) : position de la commission sur l'amendement n° 318 de M. François Autain (représentation des associations d'usagers au sein de l'UNOCAM).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2007) - **Article 31** (*Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins par les missions régionales de santé*) (p. 4772) : son amendement n° 459 : définition des maisons de santé ; adopté. (p. 4778) : ses amendements n° 25 : précision ; adopté ; et n° 28 : personnalité juridique accordée aux missions régionales de santé, MRS ; retiré. (p. 4781) : son amendement n° 85 : transmission au Parlement des évaluations des expérimentations ; adopté. (p. 4782) : son amendement n° 26 : obligation pour les missions régionales de santé de suivre un cahier des charges ; retiré. (p. 4769, 4785) : son amendement n° 458 : établissement d'une évaluation annuelle de l'expérimentation par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ; adopté. (p. 4769, 4785) : position de la commission sur les amendements n° 424, n° 425 de M. Jean-Claude Etienne, n° 320, n° 321, n° 326, n° 328, n° 322, n° 327, n° 325 et n° 329 de M. François Autain, n° 421 de Mme Catherine Procaccia, n° 451, n° 453 du Gouvernement, n° 400 de M. Paul Blanc, n° 149 de M. Bernard Cazeau et n° 98 de M. Jean Bizet. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 4786) : position de la commission sur les amendements n° 260 de M. Dominique Leclerc (passation d'accords et de contrats entre l'assurance maladie et les pharmaciens) et n° 150 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (plan personnalisé de prévention de soins pour chaque personne touchée par une pathologie chronique). - **Article 31 bis** (art. L. 161-35 du code de la sécurité sociale - Contribution forfaitaire des professionnels n'assurant pas une transmission électronique de leurs actes) (p. 4787) : son amendement n° 30 : suppression ; adopté. - **Article 32** (art. L. 162-12-2, L. 162-9, L. 162-12-9 et L. 162-47 du code de la sécurité sociale, L. 312-5-1 du code de l'action sociale et des familles - Répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire) (p. 4788, 4789) : ses amendements n° 31 : consultation des collectivités territoriales sur les recensements effectués par les missions régionales de santé ; et n° 32 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 331 de M. François Autain. - **Article 33** (art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale - Répartition géographique des médecins libéraux sur l'ensemble du territoire) (p. 4789, 4790) : son amendement n° 33 : statut des médecins collaborateurs salariés ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 452 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4790, 4811) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Charasse n° 151 (rapport au Parlement sur la répartition du personnel de santé), de M. François Autain n° 324

(suppression du comité de la démographie médicale), n° 333 (introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital), de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 127 (cas de dispense des épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France), n° 128 (attribution de la qualité de faisant fonction d'interne, FFI, aux citoyens français résidents permanents à l'étranger), n° 221 (suppression de la limitation du nombre d'autorisations accordées au titulaire d'un diplôme européen), de M. Guy Fischer n° 330 (extension des dérogations aux épreuves de vérification des connaissances permettant l'exercice de la médecine en France) et de M. Bernard Cazeau n° 126 (introduction d'une clause de non-concurrence au profit de l'hôpital). - **Article additionnel après l'article 33 ou après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4813) : position de la commission sur les amendements n° 163 de M. Bernard Cazeau (obligation d'un devis normalisé pour les audioprothèses), n° 187 de M. Gérard Dériot (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses) et n° 192 de M. Marcel Deneux (établissement d'un devis normalisé pour les audioprothèses). - **Article 34** (art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - Élargissement du dispositif de pénalité financière aux transporteurs sanitaires et aux entreprises de taxis) (p. 4814) : son amendement n° 34 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 34** (p. 4815) : position de la commission sur l'amendement n° 422 de Mme Catherine Procaccia (applicabilité aux centres de santé des mêmes dispositions concernant les professionnels de santé libéraux). - **Article 35** (art. L. 242-1, L. 322-2, L. 322-4, L. 325-1, L. 432-1, L. 711-7, L. 863-6, et L. 871-1 du code de la sécurité sociale, art. 83 et 995 du code général des impôts - Création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux) (p. 4824, 4840) : position de la commission sur les amendements n° 152 de M. Bernard Cazeau, n° 334, n° 337 et n° 338 de M. Guy Fischer, n° 199 et n° 200 de M. Yves Détraigne, n° 410 de M. Nicolas About, n° 153, n° 154 et n° 443 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 250 de M. Paul Blanc, n° 86 de la commission saisie pour avis, n° 426 de M. Jean-Claude Etienne, n° 271 de M. Georges Mouly, n° 157 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin, n° 189 de Mme Muguet Dini, n° 138 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 335 et n° 336 de Mme Annie David, n° 337 et n° 338 de M. Guy Fischer et n° 158 de Mme Patricia Schillinger. - **Article 35 bis** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Conditionnement des médicaments) (p. 4842) : son amendement n° 469 : précision ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 423 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 35 ter** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4843) : son amendement n° 251 : précision ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 342 de M. François Autain. - **Article 36** (art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale - Application aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire des règles relatives au parcours de soins coordonnés) (p. 4846, 4849) : position de la commission sur l'amendement n° 470 du Gouvernement. Son amendement n° 36 : suppression des dispositions relatives au "masquage du masquage" du DMP ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36** : position de la commission sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Cazeau (réalisation d'un répertoire des équivalents thérapeutiques). - **Article 37** (art. L. 172 nouveau et L. 322-3 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-10 et L. 732-12 du code rural - Dispositions diverses visant à l'harmonisation des prestations de maladie et de maternité entre les différents régimes de sécurité sociale) (p. 4854) : position de la commission sur l'amendement n° 345 de M. Guy Fischer et n° 346 de M. François Autain. - **Article 38** (art. L. 165-5 du code de la sécurité sociale - Déclaration des produits et prestations remboursables) (p. 4856) : position de la commission sur l'amendement n° 210 de M. Gérard Dériot et n° 466 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 38 ou après l'article 39** (p. 4857) : position de la commission sur l'amendement n° 261 de M. Dominique Leclerc (limitation des ventes aux officines de pharmacie). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 4858) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Cazeau n° 130 (encadrement et contrôle des publicités destinées aux professionnels de santé et au grand

public) et n° 162 (publicité en faveur des dispositifs médicaux remboursables). - **Article 39** (art. L. 5125-3 à L. 5125-8, art. L. 5125-10 à L. 5125-15 et art. L. 5511-5 du code de la santé publique - Restructuration du réseau des officines de pharmacie) (p. 4861) : ses amendements n° 37 : rétablissement des dispositions relatives à l'ordre dans lequel sont satisfaites les demandes de création d'officine ; et n° 38 : clarification ; adoptés. (p. 4863) : son amendement n° 42 : coordination ; adopté. (p. 4866) : ses amendements n° 39 : clarification ; et n° 41 : rédaction ; adoptés. (p. 4867) : position de la commission sur les amendements n° 215 de M. Georges Mouly, n° 196 et n° 197 de Mme Anne-Marie Payet, n° 181 de M. Jacques Blanc, n° 463 du Gouvernement et sur ce dernier sur les sous-amendements n° 473 de M. Jacques Blanc et n° 474 de Mme Anne-Marie Payet, sur les amendements n° 211 de M. Gérard Dériot, n° 194 de M. Nicolas About et n° 263 de M. Dominique Leclerc. - **Article additionnel après l'article 39** : Position de la commission sur l'amendement n° 262 de M. Dominique Leclerc (possibilité pour les pharmaciens d'officines de proposer à titre gratuit ou onéreux des services d'aide à la personne). - **Article 40** (art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Montant pour 2008 de la participation des régimes obligatoires d'assurance maladie au financement du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés) (p. 4869) : position de la commission sur l'amendement n° 88 de la commission saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2007) - **Article 42** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 4896, 4902) : ses amendements n° 43, 45 et 48 : organisation de la convergence tarifaire ; retirés ; et n° 46 : rédaction ; adopté. (p. 4903, 4904) : ses amendements n° 47 : rédaction ; adopté ; et n° 44 : mise en place d'un coefficient correcteur pour compenser l'écart entre les tarifs des établissements publics de santé et ceux des établissements privés à but non lucratif ; retiré. (p. 4906, 4907) : ses amendements n° 49 : modalités d'externalisation à des entreprises privées de certaines fonctions logistiques ; et n° 50 : modalités de rétablissement de la situation financière des établissements publics de santé en difficulté ; adoptés. (p. 4895, 4907) : position de la commission sur les amendements n° 347 de M. Guy Fischer, n° 164, n° 165 de M. Bernard Cazeau, n° 349 et n° 348 de M. François Autain. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 4909) : position de la commission sur les amendements identiques n° 166 de M. Bernard Cazeau et n° 414 de Mme Catherine Procaccia (participation de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, aux travaux de l'Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée) et n° 351 de M. François Autain (annulation de la suppression de la procédure d'agrément des conventions collectives de travail). - **Article 43** (Expérimentation d'une enveloppe hospitalière pour les transports sanitaires) (p. 4909, 4910) : son amendement n° 51 : détermination par les missions régionales de santé de la liste des établissements qui participent à l'expérimentation ; adopté. - **Article 43 bis** (art. L. 162-5-16 nouveau du code de la sécurité sociale - Pénalités financières en cas de non-respect de l'obligation d'identification individuelle des médecins hospitaliers et des médecins salariés des centres de santé) (p. 4910) : Son amendement, identique à l'amendement n° 213 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 52 : précision ; adopté. - **Article 44** (art. L. 6122-15 du code de la santé publique - Groupements de coopération sanitaire) (p. 4911) : position de la commission sur l'amendement n° 131 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 44** (p. 4911, 4912) : position de la commission sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Cazeau (représentation de l'Etat et de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés au conseil d'administration et à l'assemblée générale du groupement pour la modernisation du système d'information). - **Article 44 bis** (art. L. 6146-10 du code de la santé publique - Possibilité reconnue aux centres hospitaliers régionaux de faire appel à des praticiens libéraux) (p. 4912) : position de la commission sur l'amendement n° 427 de M. Jean-Claude Etienne. - **Article 45** (art. L. 14-10-1, L. 14-10-9, L. 313-4, L. 313-12 et L. 314-3 du

code de l'action sociale et des familles, art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, art. 5 et 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales - Financement des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 4914, 4916) : ses amendements n° 53 : précision ; n° 54 : rédaction ; n° 55 : clarification ; et n° 56 : clarification ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 467 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 45** (p. 4918, 4919) : position de la commission sur l'amendement n° 409 de Mme Muguette Dini (bénéfice de l'agrément "services à la personne" étendu au groupement de coopération sociale et médico-sociale). - **Article 46** (art. L. 2112-2, L. 2212-2 et L. 2311-3 du code de la santé publique - Interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse en centre de planification ou d'éducation familiale) (p. 4926, 4927) : position de la commission sur les amendements n° 92 de M. André Lardeux, n° 97 de M. Bruno Sido, n° 230 de M. Bernard Seillier, n° 133 de Mme Claire-Lise Campion et n° 353 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 4934) : son amendement n° 461 : encadrement de la publicité télévisée radiodiffusée en dehors des campagnes institutionnelles en faveur des vaccins ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 428 de M. Jean-Claude Etienne (renforcement de l'obligation annuelle d'évaluation des programmes de santé publique). - **Article 48** (art. L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale - Fixation du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins) (p. 4936) : position de la commission sur les amendements n° 135 de M. Bernard Cazeau et n° 354 de M. François Autain. - **Article 50** (Fixation du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 4937, 4938) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de M. Bernard Cazeau. - **Articles additionnels après l'article 52 bis** (p. 4939) : position de la commission sur les amendements n° 357 de M. Guy Fischer (délivrance de la carte électronique individuelle inter-régimes pour les bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat) et de M. Gérard Dériot n° 93 (suppression de l'incompatibilité entre la qualité de membre du conseil d'administration des établissements publics de santé et celle de membre de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation ou exerçant un pouvoir de tarification sur l'établissement) et n° 94 (levée de l'incompatibilité lorsque la part de tarification fixée par le président du conseil général représente une part minoritaire du budget de l'établissement). - **Division et article additionnels après l'article 62** (p. 4965, 4966) : ses amendements n° 63 : insertion d'une division intitulée "Dispositions relatives à l'information et au contrôle du Parlement" ; et n° 64 : transmission des référés de la Cour des comptes aux commissions des affaires sociales des deux assemblées ; adoptés. - **Article 63** (art. L. 153-1, L. 224-5-1, L. 224-5-2, L. 224-5-5, L. 224-5-6, et L. 224-10 du code de la sécurité sociale - Mise en place d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et l'union des caisses nationales de sécurité sociale) (p. 4966) : son amendement n° 65 : précision ; adopté. - **Article 64** (art. L. 124-4, L. 153-3, L. 224-5, L. 224-12, L. 227-1 et L. 723-11 du code rural - Amélioration de la performance de la gestion des organismes de sécurité sociale) (p. 4967) : ses amendements n° 66, 68 et 67 : rédaction ; adoptés. - **Article 65** (art. L. 723-4-1 nouveau, L. 723-11 et L. 723-13 du code rural - Renforcement des moyens de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 4969) : position de la commission sur l'amendement n° 393 de M. Gérard Le Cam. - **Article 66** (Expérimentation de nouvelles procédures de contrôle des arrêts de travail) (p. 4971) : position de la commission sur l'amendement n° 109 de M. Bernard Cazeau et n° 394 de M. Guy Fischer. - **Article 66 ter** (art. L. 114-9 du code de la sécurité sociale - Renforcement des pouvoirs des caisses nationales dans la lutte contre la fraude) (p. 4974) : son amendement n° 69 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 67** : son amendement n° 70 : récupération d'un indu auprès d'un professionnel de santé ou d'un établissement de santé ; adopté. (p. 4976) : position de la commission sur les amendements n° 173 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin (modalités de récupération des sommes indûment versées par les organismes d'assurance complémentaire) et de la commission

saisie pour avis n° 89 (harmonisation de la législation fiscale et sociale en matière d'abus de droit). - **Article 67 ter** (*Expérimentation d'un dispositif de suspension des prestations en cas de fraude*) (p. 4977) : son amendement n° 71 : rapport d'évaluation au Parlement sur la mise en œuvre du dispositif de suspension des prestations aux assurés en cas de fraude ; adopté. - **Article 67 quater** (*Documents à fournir pour une demande d'aide au logement*) : son amendement n° 72 : suppression ; adopté. - **Article 67 quinquies** (*art. L. 542-6 et L. 831-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 351-12 du code de la construction et de l'habitation - Justifications à fournir pour une demande d'aide au logement*) : son amendement n° 73 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 67 quinquies** (p. 4978) : position de la commission sur l'amendement n° 412 de M. Nicolas About (accès au répertoire national commun des organismes de sécurité sociale pour les centres communaux et intercommunaux d'action sociale). - **Article 68** (*art. L. 133-4-2 et L. 242-1-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-10-2 du code rural, art. L. 324-12-1 du code du travail et art. L. 8271-8-1 du nouveau code du travail - Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé*) (p. 4979) : son amendement n° 74 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 68** : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 90 (obligation pour les donneurs d'ordre de s'assurer que leurs sous-traitants règlent leurs cotisations sociales). - **Article 68 bis** (*art. L. 114-15 du code de la sécurité sociale - Généralisation de l'obligation de signalement de travail dissimulé aux organismes sociaux*) (p. 4980) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Cazeau. - **Article 69** (*art. L. 114-19 à L. 114-21 du code de la sécurité sociale - Droit de communication*) (p. 4981) : position de la commission sur l'amendement n° 395 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 4982) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Mercier portant sur le même objet n° 206 et 207 (possibilité pour les conseils généraux d'accéder au système d'information et aux données des maisons départementales des personnes handicapées). - **Article 70** (*art. L. 315-1, L. 315-2 et L. 315-2-1 du code de la sécurité sociale - Extension du contrôle médical aux bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat et des soins urgents*) (p. 4983) : position de la commission sur l'amendement n° 174 de Mme Michèle San Vicente-Baudrin. - **Article 71** (*art. L. 433-1*

*et L. 442-5 du code de la sécurité sociale - Harmonisation du contrôle des arrêts de travail pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle avec les dispositions applicables en assurance maladie*) (p. 4983) : son amendement n° 75 : précision ; adopté. - **Article 73** (*Rapport au Parlement sur le taux de cotisation des employeurs publics*) (p. 4984) : son amendement n° 76 : suppression ; adopté.

**- Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Première partie :*

- (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5389, 5390). Son département de l'Oise.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5472, 5473) : favorable aux amendements de M. Louis de Broissia n° I-113 (indexation de la part du montant total du produit des amendes des radars automatiques revenant aux conseils généraux) et n° I-114 (indexation du montant affecté aux départements en fonction de l'évolution moyenne de la formation brute de capital fixe des administrations publiques). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5485, 5486) : intervient sur l'amendement n° I-73 de M. Marc Massion (diminution de moitié de la contribution pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'État sur les impôts locaux). Son amendement n° I-225 : modalités d'application d'une taxe pour les transports ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte spécial : Développement agricole et rural**

- (4 décembre 2007) : son intervention (p. 5991, 5992).

**Enseignement scolaire**

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6072, 6073).

**VAUTRIN (Catherine)**  
*ministre déléguée à la cohésion sociale  
et à la parité  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

**INTERVENTIONS**

- **Proposition de loi portant réforme des minima sociaux [n° 158 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 408, 411) : mobilisation du Sénat. Réformes accomplies. Objectifs du texte : équité ; réinsertion professionnelle ; accompagnement social. Coût financier. S'en remet à la sagesse du Sénat sur cette proposition de loi. - **Articles additionnels après l'article 1er ou après l'article 18** (p. 420, 422) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean Desessard n° 7, n° 4 et n° 1. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 426, 428) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean Desessard n° 2, n° 3, n° 5 et n° 6.

- **Question orale avec débat de Mme Gisèle Gautier sur le bilan d'application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre des mineurs** - (23 janvier 2007) : Sa réponse (p. 480, 484).

- **Projet de loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 170 (2006-2007)]** - (31 janvier 2007) - **Article 3** (*art. L. 441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un recours contentieux devant la juridiction administrative*) (p. 729, 730) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de Mme Michelle Demessine, n° 252 de M. Jean Desessard et n° 21 de la commission. (p. 731) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 163 et n° 164 de M. Thierry Repentin, n° 230 de Mme Valérie Létard et n° 247 de M. Jean Desessard. (p. 735, 736) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 69 et n° 70 de la commission des lois saisie pour avis, n° 22 de la commission et n° 105 de Mme Michelle Demessine. (p. 740) : engagements du Gouvernement. Calendrier des mesures. (p. 741) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 71 de la commission des lois saisie pour avis, n° 23 de la commission, et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 161 de M. Thierry Repentin ainsi que sur l'amendement n° 165 du même auteur. (p. 743) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de la commission, n° 51 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 72 de la commission des lois saisie pour avis ainsi que sur les amendements n° 129 et n° 130 de M. Jean-Paul Alduy et n° 166 de M. Thierry Repentin. (p. 744) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de la commission, n° 52 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 73 de la commission des lois saisie pour avis, n° 167 de M. Thierry Repentin et n° 255 de M. Jean Desessard. (p. 745) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 214 de M. Jean-

Léonce Dupont, n° 26 de la commission, n° 53 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 74 de la commission des lois saisie pour avis. (p. 746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 et n° 169 de M. Thierry Repentin et n° 253 de M. Jean Desessard. (p. 748) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 170 et n° 171 de M. Thierry Repentin, n° 254 de M. Jean Desessard et n° 118 de Mme Michelle Demessine.

- **Suite de la discussion** (1er février 2007) - **Article additionnel après l'article 5 (précédemment réservé)** (p. 841) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 143 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 842, 843) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 150 et n° 222 de M. Thierry Repentin. (p. 844) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 260 de M. Jean Desessard. - **Division additionnelle après l'article 5** (p. 845) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 846, 847) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de Mme Michelle Demessine, n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 107 de M. Roland Muzeau. (p. 848, 850) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de M. Bernard Vera et n° 109 de M. Roland Muzeau. (p. 850, 851) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 et n° 123 de Mme Michelle Demessine. (p. 852) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 127 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 853) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de la commission et n° 62 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. (p. 854) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 33 de la commission. (p. 855, 856) : sur l'amendement n° 32 de la commission (location à des personnes morales des logements bénéficiant du dispositif fiscal "Borloo dans l'ancien"), son sous-amendement n° 285 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de la commission, n° 59 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 81 de la commission des lois saisie pour avis et n° 151 de M. Thierry Repentin. (p. 857, 858) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 de la commission, n° 58 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 80 de la commission des lois saisie pour avis et n° 144 de M. Thierry Repentin. (p. 859) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour

avis. (p. 860, 861) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 152, n° 153 et n° 154 ainsi que sur l'amendement n° 82 de la commission des lois saisie pour avis. (p. 863) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de Mme Catherine Procaccia sur les sous-amendements n° 286 de M. Jean Desessard et n° 289 de M. Thierry Repentin déposés sur ce dernier. (p. 865) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Thierry Repentin. (p. 866) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Muzeau n° 111, n° 113, n° 115, n° 112 et n° 114. (p. 868) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 288 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 6 ou avant l'article 9** (p. 871) : son amendement n° 284 : expérimentation d'un contrat unique d'insertion conjointement par l'Etat et les départements volontaires ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 239 de M. Michel Mercier. - **Article 6** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 136-3 du code de la sécurité sociale - Cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires) (p. 875) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de M. Roland Muzeau, n° 64 et n° 65 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, et n° 88 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 876) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 87 de la commission. Son amendement n° 267 : prolongation de douze mois de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 877) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 224 de la commission. (p. 879) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 192 de M. René Beaumont.

- *Commission mixte paritaire [n° 261 (2006-2007)]* - (22 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1874, 1875) : remerciements. Effort réalisé par le Gouvernement en matière de logement. Caractère exceptionnel du projet de loi. Responsabilité assumée vis-à-vis de l'ensemble des concitoyens. - **Article 5 sexies** (p. 1897) : son amendement n° 3 : rédaction ; adopté. - **Article 6 MF** : son amendement n° 1 : coordination ; adopté. - **Article 6 MG** (p. 1898) : son amendement n° 2 : compatibilité de l'article 6 MG avec le droit communautaire en matière de TVA ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1899) : précision sur la portée de la garantie des risques locatifs.

---

**VENDASI (François)**  
*sénateur (Haute-Corse)*  
 RDSE

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

---

**VERA (Bernard)**  
sénateur (Essonne)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 (18 décembre 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Rapport spécial*, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)] - Budget annexe - Publications officielles et information administrative [n° 91 tome 3 annexe 35 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant création d'un établissement public de gestion des équipements publics du quartier d'affaires dit de " La Défense "** [n° 147 (2006-2007)] - (18 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 378) : complexité des règles d'urbanisme. Schéma directeur de la région Ile-de-France, SDRIF. Création d'un nouvel EPIC. Exemple de Nanterre. Statut dérogatoire du plan de réhabilitation du quartier de La Défense. Exonération de la redevance sur la création de bureaux. Aggravation du déséquilibre Est-Ouest de la région francilienne.

- **Proposition de loi portant diverses dispositions intéressant la Banque de France - Deuxième lecture** [n° 169 (2006-2007)] - (14 février 2007) - **Article 5** (*Application du droit du travail à la Banque de France*) (p. 1499, 1500) : son amendement n° 2 : suppression ; rejeté. - **Article 8** (*Prolongation de l'habilitation à transposer la directive sur les marchés d'instruments financiers*) (p. 1502) : son amendement n° 3 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1507) : le groupe CRC vote contre ce texte.

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006** [n° 389 (2006-2007)] - (23 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2549, 2551) : propos de Thierry Foucaud sur la justice fiscale. Ressources fiscales. Dépenses publiques et modification de leur structure. Faiblesse de la croissance. Financiarisation de l'économie. Dette publique. Dégradation accélérée des comptes sociaux. Le groupe CRC ne votera pas le projet de loi.

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (25 juillet 2007) - **Question préalable** (p. 2728, 2729) : favorable à la motion n° 58 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Article 1er** (*Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*) (p. 2746, 2747) : soutient l'amendement n° 61 de Mme Annie David (clarification du régime des astreintes) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2007) (p. 2788) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Annie David (octroi de l'exonération fiscale sous condition de respect par l'employeur de ses obligations annuelles de négociation sur les salaires) ; rejeté. (p. 2816, 2817) : diversité des situations des salariés. Productivité du travail. Défavorable à cet article. - **Article 4** (*Réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock options*) (p. 2868) : exemption de droit d'un grand nombre de successions. Mesure destinée aux familles fortunées. Réduction du montant de l'ISF. (p. 2869, 2870) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 76 (suppression) ; et n° 77 (maintien des seuls paragraphes de cet article portant sur l'alourdissement de la fiscalité sur les stock-options) ; rejetés. (p. 2872, 2873) : intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Marie-France Beaufils (suppression).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2007) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2911) : votera contre les amendements identiques n° 40 de la commission et n° 225 de M. Alain Lambert (autoliquidation du bouclier fiscal). (p. 2914) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 83 (exclusion de la taxe d'habitation du périmètre du bouclier fiscal) ; et n° 82 (exclusion de la taxe foncière sur les

propriétés bâties du périmètre du bouclier fiscal); rejetés. - **Article 7** (*Encadrement des rémunérations différées des dirigeants de sociétés cotées*) (p. 2955, 2956): indemnités de départ du directeur général d'EADS. Lien entre les indemnités de départ et la performance de l'entreprise. Augmentation de la rémunération moyenne des dirigeants. Défavorable à cet article. (p. 2957): soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 87 (suppression); et n° 88 (intégration de la fixation des revenus des dirigeants dans la négociations salariale globale avec les organisations syndicales); rejetés. (p. 2966, 2967): ne votera pas cet article. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2992, 2993): soutient l'amendement n° 91 de Mme Marie-France Beaufile (modification de l'intitulé de ce texte - Projet de loi en faveur de la rentabilité financière, de la spéculation immobilière et de la restauration des privilèges); rejeté.

- **Proposition de loi permettant la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance sur la vie non réclamés et garantissant les droits des assurés [n° 40 (2007-2008)]** - (7 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4312, 4313): contrats d'assurance vie non réclamés. Opposition du groupe CRC au principe de l'assurance vie. Rappel des améliorations du dispositif d'information des bénéficiaires de ces contrats. Obligation pour les assureurs de consulter les fichiers INSEE des personnes disparues et limite de cet accès aux seules mutuelles et unions. Affectation des capitaux non réclamés au Fonds de réserve pour les retraites, FRR. Le groupe CRC approuve ce texte. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 4328): son amendement n° 20: modification du délai d'affectation au Fonds de réserve pour les retraites des montants des assurances vie non réclamés; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]** - (22 novembre 2007) - **Question préalable** (p. 5117, 5119): soutient la motion n° I-246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

*Première partie :*

- (23 novembre 2007) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007*) (p. 5176, 5178): soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-180 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais professionnels sur les salaires); et n° I-181 (renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu); rejetés. - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 6** (p. 5188): soutient les amendements n° I-187 de M. Thierry Foucaud (relèvement du montant de la taxation des plus-values de cessions d'actifs des particuliers); et n° I-192 de Mme Marie-France Beaufile (modification du régime fiscal des PEA); rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 8 ou après l'article 8 ou après l'article 11** (p. 5249, 5250): soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-194 (majoration de l'impôt perçu sur les bénéficiaires des sociétés pétrolières); n° I-195 (diminution plafonnée de l'impôt perçu sur les bénéficiaires des sociétés pétrolières qui auront réalisé des investissements dans la recherche pour les énergies renouvelables ou contribué au financement des axes alternatifs au transport routier); et n° I-199 (taxation des bénéficiaires supplémentaires des compagnies pétrolières résultant de l'augmentation du prix du baril); rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 5257): soutient l'amendement n° I-200 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune); rejeté. - **Article 9** (*Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises*) (p. 5260): soutient l'amendement n° I-201 de M. Thierry Foucaud (inclusion des investissements en œuvres d'art dans la base d'imposition de l'ISF); rejeté. - **Article 9 bis** (*Diverses adaptations de la réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 5282): soutient l'amendement n° I-203 de M. Thierry Foucaud (abrogation du versement libératoire de l'ISF dans le capital de PME); rejeté.

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 12** (p. 5398, 5399): soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° I-206 (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle); et n° I-207 (nouvelle réforme de la taxe professionnelle); rejetés. - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5418): soutient l'amendement n° I-210 de Mme Marie-France Beaufile (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales); rejeté. - **Article 13** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*): son intervention (p. 5429).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Débat sur l'évolution de la dette**: Son intervention (p. 5509, 5510). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5532, 5533): le groupe CRC votera contre la première partie du projet de loi de finances.

*Deuxième partie :*

**Pouvoirs publics**

- (29 novembre 2007): son intervention (p. 5634, 5635). Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

**Budget annexe des publications officielles et information administrative**

- (29 novembre 2007) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation: son intervention (p. 5636, 5637). La majorité des membres de la commission des finances propose l'adoption sans modification des crédits de cette mission. (p. 5638): le groupe CRC s'abstiendra lors du vote des crédits de cette mission.

**Articles non rattachés**

- (10 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6381, 6382): le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° II-164 de la commission (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6389): le groupe CRC votera contre l'amendement n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier). - **Article 39** (*Réforme du crédit d'impôt recherche*) (p. 6397): soutient l'amendement n° II-249 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté.

- **Projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [n° 109 (2007-2008)]** - (14 décembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 6701, 6705): ses amendements n° 179: réduction du plafond de pénalités applicables aux émissions de chèques litigieuses; n° 176: institution d'un service public bancaire de base; et portant sur le même objet n° 175 et 178: réglementation des services bancaires; rejetés. Soutient l'amendement n° 174 de M. Thierry Foucaud (coûts du service bancaire universel); rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 13** (*Ratification de trois décrets portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance*) (p. 6784): le groupe CRC rejettera l'article 13. - **Article 14** (*Aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration*) (p. 6787, 6788): soutient l'amendement n° 54 de M. Thierry Foucaud (doublement des délais de péremption des procédures de contrôle sur place); rejeté. - **Article 16** (*Création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires*) (p. 6796): soutient l'amendement n° 56 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 6797): le groupe CRC votera contre l'amendement n° 175 de la commission (possibilité, pour les commissions départementales des impôts, de recourir à des expertises extérieures en matière d'évaluation des entreprises). - **Article 19 bis** (*Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour*

*les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 6816) : soutient l'amendement n° 57 de M. Thierry Foucaud (rétablissement en 2008 du dégrèvement intégral de la redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus); rejeté. - **Article 21** (*Actualisation des dispositifs fiscaux au regard de la nouvelle réglementation communautaire "de minimis"*) (p. 6851) : soutient l'amendement n° 60 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 21 nonies** (*Extension du crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale aux dépenses de conseil*) (p. 6896) : soutient l'amendement n° 63 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Article 21 decies** (*Prorogation du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 6897) : soutient l'amendement n° 64 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6904) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 146 de M. Josselin de Rohan (réécriture de l'article visant à remplacer la taxe sur les livraisons par une taxe sur les ventes au détail). - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6927) : soutient l'amendement n° 65 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Article 26** (*Transfert du recouvrement de la cotisation minimale de taxe professionnelle à la direction générale des impôts*) (p. 6938) : soutient l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud (affectation du produit de la cotisation minimale aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle); rejeté. - **Article 26 bis** (*Précision relative au calcul du ticket modérateur des EPCI à fiscalité additionnelle*) (p. 6939) : soutient l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud

(abrogation de l'article 85 de la loi de finances pour 2006 portant réforme de la taxe professionnelle); rejeté. - **Article 27 bis** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 6952) : soutient l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud (abrogation de l'article 1595 quater du code général des impôts instaurant une taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres); rejeté. - **Article 39** (*Régime de plafonnement des aides aux entreprises implantées dans les bassins d'emploi à redynamiser*) (p. 6968, 6969) : soutient l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif visant à exonérer les entreprises de toutes contributions fiscales et sociales pour aider la revitalisation d'un bassin d'emploi en difficulté); devenu sans objet. - **Article 43** (*Amélioration des rapports relatifs à la fonction publique et aux régimes des pensions civiles et militaires*) (p. 6975) : le groupe CRC ne votera ni l'amendement n° 23 de la commission (simplification) ni l'article 43. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6987) : confirmation par le groupe CRC de son rejet du projet de loi de finances rectificative pour 2007.

- **Projet de loi de finances pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 139 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (18 décembre 2007) : son intervention (p. 6989, 6990). Le groupe CRC ne votera pas les conclusions de la commission mixte paritaire.

**VÉZINHET (André)**  
sénateur (Hérault)  
SOC

Élu député le 28 juin 2007.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques du 23 janvier 2007 au 28 juin 2007.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 22 janvier 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques dans l'accès à la publicité [n° 317 (2006-2007)] (28 mai 2007) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

**VIAL (Jean-Pierre)**  
sénateur (Savoie)  
UMP

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 26 juin 2007.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

#### NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 26 juin 2007.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à l'instruction des dossiers d'inscription d'immeubles à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques [n° 295 (2006-2007)] (23 avril 2007) - **Collectivités territoriales - Culture - Logement et urbanisme.**

*Proposition de loi* mettant fin à l'indemnité temporaire majorant la retraite des fonctionnaires de l'État dans certains territoires d'outre-mer [n° 366 (2006-2007)] (4 juillet 2007) - **Fonction publique - Outre-mer.**

*Proposition de loi* relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 369 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Énergie.**

*Proposition de loi* relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 463 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Police et sécurité.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat** [n° 390 (2006-2007)] - (27 juillet 2007) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2991) : son amendement n° 190 : report de la date limite de candidature des départements à l'expérimentation des contrats aidés ; adopté.

de **VILLEPIN (Dominique)**

*Premier ministre  
(jusqu'au 15 mai 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution** - *Congrès du Parlement* [n° 121 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Discussion générale** (p. 5, 6) : corps électoral spécial de la Nouvelle-Calédonie. Historique de la cohabitation de ses communautés différentes. Accords de Matignon de 1988. Accords de Nouméa de 1998.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution** - *Congrès du Parlement* [n° 121 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Discussion générale** (p. 21, 22) : statut pénal du chef de l'Etat. Ambiguïté de l'article 68 de la Constitution. Pouvoir du Parlement de destituer le chef de l'Etat en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat. Recommande l'adoption du projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort** - *Congrès du Parlement* [n° 192 (2006-2007)] - (19 février 2007) - **Discussion générale** (p. 2930) : point final à la longue histoire de l'engagement français en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort.

**VINÇON (Serge)**

*sénateur (Cher)  
UMP*

Décédé le 16 décembre 2007.

## NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 16 décembre 2007.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement le 10 octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 1er octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale le 2 août 2007.

## DÉPÔTS

*Avis*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 326 (2006-2007)] portant création d'une délégation parlementaire au renseignement [n° 339 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Défense - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Equipements militaires : le souhaitable et le possible [n° 370 (2006-2007)] (11 juillet 2007) - **Défense.**

*Proposition de loi* relative à l'urbanisme, au logement locatif social et à l'accès à la propriété [n° 46 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Logement et urbanisme.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement** [n° 326 (2006-2007)] - (27 juin 2007) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur pour avis - **Article unique** (p. 1984) : son amendement n° 14 :

augmentation de trois à quatre du nombre de sénateurs et de députés membres de la délégation ; adopté. (p. 1987) : son amendement n° 15 : précision selon laquelle la fonction de président de la délégation est assurée alternativement, pour un an, par les présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées respectivement des affaires de sécurité intérieure et de défense, membres de droit ; devenu sans objet. (p. 1989) : son amendement n° 16 : précision selon laquelle la délégation a pour mission de suivre l'activité générale et les moyens des services de renseignement ; adopté. (p. 1990) : son amendement n° 17 : extension du pouvoir d'information et d'appréciation de la délégation ; devenu sans objet. (p. 1991) : son amendement n° 18 : élargissement de la possibilité d'audition de la délégation au Premier ministre ainsi

qu'aux personnes ne relevant pas des services de renseignement ; adopté. (p. 1993) : ses amendements n° 19 : coordination ; n° 20 : remise par la délégation chaque année d'un rapport public sur le bilan de son activité ; et n° 21 : coordination ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1994, 1995) : son amendement n° 22 : remise à la délégation du rapport non public de la commission de vérification des fonds spéciaux ; retiré. - **Intitulé du projet de loi** (p. 1996) : son amendement n° 23 : nouvel intitulé du projet de loi - projet de loi portant création d'une délégation parlementaire au renseignement ; adopté.

**VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)**  
sénateur (La Réunion)  
UMP

## INTERVENTIONS

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 26 octobre 2007.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à la reconnaissance de l'Etat et à l'instauration de mesures de réparation en faveur des pupilles de la Nation et des orphelins de guerre ou du devoir [n° 157 (2006-2007)] (16 janvier 2007) - **Anciens combattants - Société.**

*Proposition de loi* tendant au renforcement du contrôle parlementaire de la dépense publique [n° 279 (2006-2007)] (20 mars 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* insérant un article 6 nonies à l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et portant création d'une délégation parlementaire à l'environnement et au développement durable [n° 316 (2006-2007)] (24 mai 2007) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* tendant à imposer la gratuité du temps d'attente pour les numéros de téléphone surtaxés en "08" ou assimilés [n° 32 (2007-2008)] (16 octobre 2007) - **Société.**

*Proposition de loi* tendant à modifier le régime des candidatures pour les élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [n° 98 (2007-2008)] (22 novembre 2007) - **Collectivités territoriales.**

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 260, 261) : témoignage personnel sur le drame calédonien. Accords de Matignon de 1988. Accord de Nouméa de 1998. Renforcement de l'autonomie. Le groupe UMP votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Paul Virapoullé sur la création d'un Observatoire des pratiques du commerce international et de la mondialisation** - (21 février 2007) : Sa question (p. 1737, 1740).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2666, 2668) : son sentiment sur les causes des déséquilibres budgétaires. Problématique de l'égal respect par tous les compétiteurs des règles fixées par l'OMC. Convaincu de la nécessité de créer un observatoire de la mondialisation. Bien-fondé du rôle d'une TVA sociale dans le mécanisme de régulation du commerce international. Nécessité de rétablir une mondialisation loyale qui respecte l'homme.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4555, 4556) : prix des médicaments outre-mer. Franchise médicale.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Outre-mer

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5906, 5907). Votera les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 45 bis** (p. 5925) : favorable à l'amendement n° II-94 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer du monopole de vente au détail des tabacs applicable en métropole).

### Enseignement scolaire

- (5 décembre 2007) : son intervention (p. 6070, 6071).

**VOGUET (Jean-François)**  
sénateur (Val-de-Marne)  
CRC

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sur le délai de présomption d'imputabilité applicable aux maladies radio-induites [n° 168 (2006-2007)] (17 janvier 2007) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à créer un fonds d'indemnisation des préjudices causés par les essais nucléaires pratiqués en Algérie et en Polynésie française [n° 225 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences du plan de licenciements annoncé par la société ALCATEL-LUCENT [n° 301 (2006-2007)] (3 mai 2007) - **Entreprises - Travail.**

*Proposition de loi organique* visant à garantir l'indépendance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir économique et à la transparence de leur patrimoine [n° 330 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de loi* visant à garantir l'indépendance du Président de la République et des membres du Gouvernement vis-à-vis du pouvoir économique [n° 331 (2006-2007)] (12 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les causes et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15ème arrondissement [n° 368 (2006-2007)] (5 juillet 2007) - **Fonction publique - Justice.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'investiguer sur le scandale de délit d'initié au sein d'EADS mis en évidence par l'Autorité des marchés financiers, et de proposer des mesures de nature à clarifier et assainir de telles pratiques [n° 16 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à créer au sein de l'Education nationale un service de la psychologie pour l'éducation et l'orientation des élèves [n° 44 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Éducation.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai une journée nationale de la Résistance [n° 45 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

*Proposition de loi* tendant à créer une action de groupe [n° 118 (2007-2008)] (7 décembre 2007) - **Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 138 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale contre le dopage dans le sport** [n° 153 (2006-2007)] - (25 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 594, 595) : rôle de la France en matière de lutte contre le dopage. Hommage à Mme Marie-George Buffet. Poursuite de l'action. Favorable à l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités** [n° 367 (2006-2007)] - (12 juillet 2007) - **Article 10** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - *Nouvelles modalités de désignation des membres élus des trois conseils*) (p. 2286) : soutient l'amendement n° 165 de M. Ivan Renar (représentation équilibrée des enseignants-chercheurs au sein du conseil d'administration); rejeté. - **Article 17** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Orientation pour l'accès au premier cycle universitaire*) (p. 2311) : soutient l'amendement n° 162 de M. Ivan Renar (garantie du droit d'accès à l'enseignement supérieur sans aucune condition d'inscription préalable); rejeté. - **Article 19** (art. L. 811-3-1 du code de l'éducation - *Information et formation au bénéfice des élus étudiants*) (p. 2315, 2316) : soutient l'amendement n° 168 de M. Ivan Renar (mesures en faveur de la participation des élus étudiants aux diverses réunions des conseils d'université); rejeté. - **Article 24** (art. L. 719-13 du code de l'éducation - *Faculté de demander le transfert de la propriété des biens mobiliers et immobiliers*) (p. 2327) : intervient sur l'amendement n° 150 de M. Serge Lagauche (possibilité pour les régions de se voir transférer le patrimoine mobilier et immobilier des établissements publics d'enseignement supérieur). - **Article 33** (*Création d'un comité de suivi*) (p. 2347, 2348) : soutient l'amendement n° 184 de M. Ivan Renar (information complète des parlementaires en vue de faciliter leur mission de contrôle); devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2008** [n° 90 (2007-2008)]

*Deuxième partie :*

### Sport, jeunesse et vie associative

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6266, 6268). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 6281) : le groupe CRC votera l'amendement n° II-2 de la commission (diminution des crédits alloués à l'indemnisation du consortium gérant le stade de France en raison de l'absence de club résident) et s'abstiendra sur l'amendement n° II-184 (revalorisation des crédits alloués à l'Agence française de lutte contre le dopage) de la commission des affaires culturelles saisies pour avis. - **Article 51 ter** (*Extension aux fournisseurs de communications électroniques de la contribution sur la cession des droits de diffusion des manifestations ou compétitions sportives en faveur du Centre national de développement du sport, CNDS*) (p. 6285) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° II-268 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de l'extension de l'assiette de la taxe sur les droits de diffusion des événements sportifs).

### Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2007) : son intervention (p. 6305, 6306).

**VOYNET (Dominique)**  
*sénateur (Seine-Saint-Denis)*  
 SOC-R

## NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver le 10 janvier 2007.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* relative à la promotion d'une culture de non-violence et de paix et au service civil volontaire [n° 224 (2006-2007)] (12 février 2007) - **Société - Éducation.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation.**

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice.**

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants.**

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

**WAUQUIEZ (Laurent)**  
*secrétaire d'Etat, porte-parole du*  
*Gouvernement*  
 (à partir du 19 juin 2007)

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au parc naturel régional de Camargue [n° 10 (2007-2008)]** - (24 octobre 2007) - **Discussion générale**

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 77 de la Constitution [n° 121 (2006-2007)]** - (16 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 265, 266) : les Verts voteront le projet de loi constitutionnelle. Favorable à une citoyenneté de résidence. Respect de l'esprit de la lettre de l'accord de Nouméa. Rappel historique de la Nouvelle-Calédonie. Situation actuelle de l'activité minière. Défis à relever pour la Nouvelle-Calédonie.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'environnement"** - (4 octobre 2007) (p. 3678) : financement des mesures environnementales nécessaires. Action des lobbies. Cohérence des politiques publiques. Gouvernance écologique. Organisation de l'Etat. Bilan et perspectives du Grenelle de l'environnement. Outre-mer.

- **Projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 61 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 62 (2007-2008)** (p. 4456, 4457) : non-respect du Parlement et des élus de Polynésie. Caractère choquant de la dissolution de l'assemblée de la Polynésie française. Contenu du texte. Sous couvert de réforme, recul de l'autonomie de la Polynésie.

- **Projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française [n° 62 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 61 (2007-2008).**

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4553, 4555) : inefficacité des réformes successives. Manque de crédibilité du Gouvernement. Absence de mesures structurelles. Laboratoires médicaux.

- **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

*Deuxième partie :*

### Défense

- (3 décembre 2007) : son intervention (p. 5947, 5949).

(p. 4074, 4076) : extrême fragilité du parc. Situation juridique inextricable. Nécessité de recourir à la loi. (p. 4082, 4083) : remerciements. Réponses aux orateurs. - **Article 2 (Confirmation du syndicat mixte de gestion du PNR de Camargue et modification de sa composition)** : Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

**WOERTH (Eric)**  
*ministre du budget, des comptes publics  
 et de la fonction publique  
 (à partir du 18 mai 2007)*

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de règlement du budget de l'année 2006 [n° 389 (2006-2007)]** - (23 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2541, 2544) : application de la LOLF. Passage d'un exercice comptable à un exercice d'évaluation des résultats. Révolution comptable. Rapports annuels de performance. Bilan de l'exercice. Fongibilité asymétrique des crédits. Perspectives. (p. 2555, 2557) : amélioration de l'information et du contrôle du Parlement. Création d'un ministère "du budget, des comptes publics et de la fonction publique". Rapports entre l'Etat et la sécurité sociale. Elargissement de la norme de dépenses. Engagements hors bilan. Maîtrise des opérateurs. Maîtrise de la dépense publique. Réformes culturelles. Gestion de la dette. Réformes structurelles. Révision générale des politiques publiques. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 9 (Annexe au projet de loi de finances initiale sur les opérateurs de l'Etat)** (p. 2615) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 2616) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Intitulé du projet de loi** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire** - (24 juillet 2007) (p. 2623, 2629) : objectif de réduction du déficit et de la dette publique. Crédibilité de la France. Présentation inédite de l'ensemble des comptes publics par un seul ministre responsable de l'ensemble des finances publiques. Clarification des relations entre l'Etat, la sécurité sociale et les collectivités territoriales. Apurement de l'Etat envers la sécurité sociale dès la rentrée de 2007. Règles de gouvernance à l'intention des responsables de programmes. Confirmation de l'objectif fixé par le Président de la République devant l'Eurogroupe d'un déficit de 2,4 points de PIB pour l'ensemble des administrations publiques. Dégradation financière du régime général de la sécurité sociale en 2007. Impératif absolu d'un retour à l'équilibre. Objectif du Gouvernement d'un retour à une dette inférieure à 60 % de PIB avant 2012. Mesures fiscales ambitieuses. Maîtrise de la dépense publique : norme "zéro volume" des dépenses de l'Etat ; objectif pour l'ONDAM ; franchises ; emploi des seniors et réforme des régimes spéciaux. Obligation pour les collectivités territoriales de maîtriser la dépense et réforme des règles relatives à l'évolution de leurs dotations. Efficacité attendue de la révision générale de l'ensemble des politiques publiques lancée par le Premier ministre. Priorité à la lutte contre la fraude fiscale et sociale. (p. 2640, 2643) : réponse aux intervenants. (p. 2671, 2677) : réponse aux orateurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (8 novembre 2007) (p. 4413) : cotisations sociales. TVA sociale. Taxes "comportementales". Niches sociales. Maîtrise de la dépense sociale : exemple suédois. Lutte contre la fraude sociale et fiscale. Pilotage coordonné des finances publiques.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 [n° 67 (2007-2008)]** - (12 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 4512, 4515) : enjeux de la discussion. Concertation. Principes de solidarité et de responsabilité du remboursement de la dette de l'Etat. Compensation de l'impact des mesures relatives aux heures supplémentaires. Maîtrise des dépenses.

Mise en place d'une franchise. Financement intégral des hôpitaux par la tarification à l'activité. Médecine de ville. Extension des missions de la Haute autorité de santé. Prolongement de l'activité des seniors. Plan de lutte contre la fraude fiscale sociale. Objectif de redressement définitif des comptes sociaux. (p. 4531, 4533) : clarification des rapports entre l'Etat et la sécurité sociale. Taxe sur les niches sociales. Assiette de la protection sociale. Etablissements hospitaliers. Ressources pérennes du FFIPSA. Emploi des seniors. Remboursement de la dette de l'Etat. (p. 4564) : dette gérée par l'ACOSS. Définition du taux K. Taxation des stock-options. Lutte contre la fraude.

*Deuxième partie :*

- (12 novembre 2007) - **Article 5 (article 94 de la loi n° 2006-1040 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville)** (p. 4575) : dossier médical personnel, DMP.

*Troisième partie :*

- (13 novembre 2007) - **Article 8 et annexe B (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)** (p. 4621) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 142 de Mme Christiane Demontès et n° 275 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel avant l'article 9 D** (p. 4623, 4624) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 460 de la commission (compensation automatique à l'euro près par l'Etat à la sécurité sociale des pertes de recettes résultant des exonérations de cotisations patronales). - **Article 9 D (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Définition de l'assiette retenue pour le calcul des allègements "Fillon")** (p. 4626, 4627) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission, n° 77 de la commission des finances saisie pour avis et n° 209 de Mme Muguette Dini. - **Article 9 E (art. L. 137-13 et L. 137-14 du code de la sécurité sociale - Contributions patronale et salariale sur les stock options et les attributions gratuites d'actions)** (p. 4631) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 224 et n° 225 de M. François Marc. (p. 4639, 4640) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 269 et n° 268 de M. Bernard Murat, n° 406 et n° 407 de M. Jean-Marc Juillard, n° 222 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 78 de la commission des finances saisie pour avis, n° 225, n° 226, n° 227, n° 228 et n° 229 de M. François Marc. - **Article additionnel après l'article 9 E** (p. 4642) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (instauration, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution sur les revenus exonérés ou flat tax). Rapport attendu sur la "révision générale des prélèvements obligatoires". S'engage à y intégrer un chapitre consacré aux niches sociales et aux niches fiscales. - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 4644, 4646) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 277 (inclusion, dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale, des avantages résultant de l'attribution gratuite d'actions), n° 276 (modulation des cotisations sociales en fonction du ratio emploi-valeur ajoutée) et n° 278 (assujettissement des stock-options à une taxation de 10 %). - **Article 9 (art. L. 162-16-5-1, L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-7, L. 162-18, L. 245-1, L. 245-2, L. 245-4, L. 245-5-2, L. 245-5-3, L. 245-6 et L. 245-6-1 du code de la sécurité sociale - Diverses dispositions relatives aux contributions pharmaceutiques)** (p. 4649, 4652) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 280 et n° 281 de M. François Autain, n° 3 de la commission, n° 79 de la commission des finances saisie pour avis et n° 258 de M. Dominique Leclerc. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4655, 4656) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 143 de Mme Christiane Demontès et n° 282 de M. François Autain (régulation du marché du médicament au travers du seul mécanisme de baisse des prix) ainsi que sur les amendements n° 4 de la commission (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution

financière sur les boissons sucrées) et n° 122 de M. Jean-Pierre Godefroy (création, au profit des régimes obligatoires d'assurance maladie, d'une contribution financière sur les éléments sucrés et salés dont la liste est établie par décret après avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments). S'engage à la remise d'un rapport, en coordination avec le ministre de la santé, avant la fin juin 2008, sur les coûts résultant de la consommation excessive de produits nocifs pour la santé. - **Article 9 bis** (*Instauration d'une taxe sur le chiffre d'affaires des fabricants de tabac*) (p. 4657) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression de la commission n° 5 et de la commission des finances saisie pour avis n° 80. - **Article additionnel après l'article 9 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 198 de Mme Anne-Marie Payet (interdiction de la vente de produits du tabac en distributeurs automatiques). - **Article 10** (art. L. 135-3, L. 136-2, L. 136-8, L. 137-10, L. 137-12 nouveau, et L. 241-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-14-13, L. 320-4 nouveau, art. L. 1221-18 nouveau, art. L. 992-9 nouveau du code du travail et art. 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites - *Prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite*) (p. 4660, 4663) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 de M. Bernard Cazeau, n° 283, n° 284, n° 285 et n° 286 de M. Guy Fischer et n° 6, n° 7, n° 8, n° 9 et n° 11 de la commission. Sur l'amendement n° 8 précité de la commission, son sous-amendement n° 455 (regroupement dans une même déclaration des informations relatives aux préretraites, aux mises à la retraite d'office et aux licenciements de salariés âgés de 60 ans et plus) ; adopté. - **Article 10 bis** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la limite d'âge fixée à cinquante-cinq ans pour les personnels navigants commerciaux de l'aviation civile*) (p. 4665, 4667) : son amendement n° 462 : suppression ; adopté. - **Article 11** (art. L. 136-4 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de l'assiette forfaitaire de contribution sociale généralisée des non-salariés agricoles*) (p. 4668) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 247 de M. Gérard César.

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2007) - **Article 12** (art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux - *Suppression des exonérations pour les organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale*) (p. 4691, 4694) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 112 de M. Bernard Cazeau et n° 398 de Mme Annie David. - **Article 13** (art. L. 311-2 du code de la sécurité sociale - *Dispositif expérimental d'affiliation au régime général pour les personnes exerçant une activité procurant de faibles revenus*) (p. 4694) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 de M. Michel Houel et n° 13 de la commission. - **Article 13 bis** (art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - *Affiliation au régime général des collaborateurs occasionnels de l'Agence française de lutte contre le dopage*) (p. 4695) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 14** (art. L. 131-4-2, L. 161-1-2, L. 161-24, L. 241-5, L. 241-10, L. 241-12, L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, L. 322-4-7 et L. 832-2 du code du travail, L. 5134-31 et L. 5522-18 du nouveau code du travail, L. 741-27, L. 751-17, L. 751-17-1 et L. 751-17-2 du code rural, art. 12 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, art. 131 de la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 - *Suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles*) (p. 4697, 4698) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 288 de M. Michel Billout et n° 175 de M. Bernard Seillier. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4699) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 290 (bénéfice des exonérations de cotisations sociales conditionné au strict respect des dispositions prévues par le code de la sécurité sociale), n° 291 (renforcement des obligations des employeurs en matière de contrôle et de sécurité) et n° 292 (sanction de la contestation systématique par un employeur du caractère professionnel d'une maladie). - **Article 15** (art. L. 651-1 et L. 651-3 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de*

*solidarité des sociétés*) (p. 4700, 4701) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 116 de M. Michel Houel. - **Article additionnel après l'article 15** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 195 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération de la contribution sociale de solidarité pour les sociétés d'économie mixte réalisant des opérations dans le cadre d'une concession d'aménagement). - **Article 16** (art. L. 241-16, L. 242-1 et L. 712-10-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 722-24-1 et L. 741-10 du code rural, art. L. 129-13, L. 441-1 et L. 444-12 du code du travail - *Non-compensation de dispositifs d'exonération de cotisations sociales*) (p. 4703, 4704) : son amendement n° 465 : rétablissement ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de la commission, n° 113 de M. Bernard Cazeau et n° 294 de M. Guy Fischer. - **Article 16 ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 4708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 114 de M. Bernard Cazeau, n° 295 de M. Guy Fischer et n° 408 de M. Gérard César. - **Article 17** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 4709, 4710) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4711) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Pierre Cantegrit (suspension du droit d'entrée pour les personnes adhérant à la Caisse des Français de l'étranger entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2008). - **Article 21** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 4716) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 296 de M. Guy Fischer. - **Article 23** (art. L. 114-6-1 et L. 114-8 du code de la sécurité sociale - *Certification des comptes des organismes et régimes de sécurité sociale*) (p. 4717) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4718) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 145 de M. Claude Domeizel (possibilité pour le Fonds de solidarité vieillesse de recourir à l'emprunt). - **Article 24** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 4720, 4721) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 297 de M. François Autain.

#### - **Projet de loi de finances pour 2008 [n° 90 (2007-2008)]**

##### *Discussion générale :*

(22 novembre 2007) (p. 5074, 5077) : lutte contre les déficits. Investissements en faveur de la croissance. Valorisation du travail. Pouvoir d'achat. Recherche et innovation. Consolidation du tissu des entreprises. Effort de sincérité et de clarté budgétaires. Budget de la sécurité sociale. Maîtrise raisonnée de la dépense. Effort de rationalisation de la dépense publique. (p. 5109, 5114) : réponses aux orateurs. - **Question préalable** (p. 5119) : avis du Gouvernement sur la motion n° I-246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

##### *Première partie :*

(23 novembre 2007) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2007*) (p. 5176, 5179) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-180, n° I-181 et n° I-182 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5181, 5187) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Massion n° I-122 (plafonnement des réductions du revenu imposable), n° I-123 (plafonnement des réductions d'impôt), n° I-124 (plafonnement des dépenses prises en compte au titre de la réduction d'impôt pour un emploi à domicile) ainsi que sur les amendements n° I-125 de M. François Marc (pour les anciens combattants d'AFN, abaissement de l'âge permettant de bénéficier d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial), n° I-186 de Mme Marie-France Beaufile (réintégration dans le revenu imposable des produits et plus-values tirés de placements réalisés dans le cadre des PEA), n° I-126 de M. Jean-Pierre Demerliat (extension aux associations de défense des consommateurs du bénéfice de la réduction d'impôt accordée au titre des dons aux fondations et associations reconnues d'utilité publique), n° I-224 de M. Adrien Gouteyron (extension du régime du mécénat des particuliers aux versements au profit

d'organismes présentant des spectacles vivants ou organisant des expositions d'art contemporain) et de M. Thierry Foucaud n° I-183 (allongement de la durée des frais de garde d'enfants ouvrant droit à un crédit d'impôt) et n° I-184 (plafonnement des réductions et crédits d'impôt). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 6** (p. 5188) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-187 de M. Thierry Foucaud (relèvement du montant de la taxation des plus-values de cessions d'actifs des particuliers) et n° I-192 de Mme Marie-France Beaufile (modification du régime fiscal des PEA). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5189) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-185 de Mme Marie-France Beaufile (suppression du dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires). - **Articles additionnels avant l'article 2 bis** (p. 5191) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Massion n° I-127 et I-128 (obligation pour les organisations et les associations de gestion agréées de télétransmettre les déclarations de résultats de leurs clients aux services fiscaux). - **Article 2 ter (Aménagement exceptionnel du délai d'adhésion à un organisme de gestion agréé)** (p. 5191, 5193) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-1 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 5194) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-154 de M. Jean-Jacques Jégou (fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 5196, 5197) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-2 de la commission (versement optionnel de la prime pour l'emploi sous forme d'acomptes mensuels à partir de 2009). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5199, 5201) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-3 de la commission (déductibilité fiscale des cotisations complémentaires dépendance versées sur un contrat d'épargne retraite) et n° I-30 de M. Gérard César (institution d'un régime fiscal spécifique tendant à favoriser le portage du foncier par des investisseurs extérieurs). - **Article 5 (Obligations des époux et des partenaires liés par un pacte civil de solidarité)** (p. 5202) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-5 et n° I-4 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5203, 5204) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-188 de Mme Marie-France Beaufile (taxation différenciée des dividendes des entreprises en fonction de la localisation de leur siège) et n° I-130 de M. François Marc (information systématique des commissions des finances et des autres commissions parlementaires concernées avant la délivrance aux entreprises de l'agrément ministériel ouvrant droit au régime du bénéfice mondial consolidé).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2007) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 5229, 5237) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° I-137 (suppression du dispositif Robien), n° I-132 (suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de la résidence principale créé par la loi TEPA du 21 août 2007), n° I-133 (subordination du bénéfice de la déductibilité des intérêts d'emprunt instituée par la loi TEPA à un plafond de ressources), n° I-134 (interdiction pour un même contribuable d'accéder une nouvelle fois au dispositif du crédit d'impôt immobilier institué par la loi TEPA s'il en a déjà bénéficié une première fois), n° I-135 (relèvement de 20 % à 50 % du plafond de l'avance remboursable sans intérêt), n° I-136 (diminution des plafonds de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et relèvement du montant de l'avance remboursable sans intérêt), n° I-138 (extension du champ des logements mobilisables par le préfet dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable, aux logements privés conventionnés, en renforçant l'avantage fiscal des propriétaires) et n° I-139 (relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros). - **Article 7 (Crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)** (p. 5241, 5242) : avis du Gouvernement sur les amendements de n° I-41 de M. Michel Mercier, n° I-140 et n° I-141 de M. Thierry Repentin, n° I-193 de M. Thierry Foucaud, n° I-142 de Mme Gisèle Printz, n° I-227 de M. Éric Doligé et n° I-248 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 5245, 5247) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean Arthuis n° I-42 (exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés civiles immobilières constituées par des personnes handicapées afin de

se doter des hébergements spécifiques dont elles avaient besoin) et de M. Jean-Pierre Demerliat n° I-145 (transformation en crédit d'impôt de l'actuelle réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à la dépendance), n° I-143 (majoration des taux du crédit d'impôt accordé pour les dépenses réalisées dans le cadre des travaux d'économie d'énergie de l'habitation principale) et n° I-144 (attribution d'un même crédit d'impôt aux personnes célibataires et aux personnes mariées pour les travaux d'économie d'énergie). - **Articles additionnels avant l'article 8 ou après l'article 8 ou après l'article 11** (p. 5251) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° I-63 de M. Marc Massion et n° I-111 de M. Daniel Reiner (modulation de la taxe prélevée sur les bénéfices des sociétés pétrolières en fonction des investissements qu'elles auront réalisés au titre des économies d'énergie et des énergies renouvelables), et de M. Thierry Foucaud n° I-194 (majoration de l'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés pétrolières), n° I-195 (diminution plafonnée de l'impôt perçu sur les bénéfices des sociétés pétrolières qui auront réalisé des investissements dans la recherche pour les énergies renouvelables ou contribué au financement des axes alternatifs au transport routier) et n° I-199 (taxation des bénéfices supplémentaires des compagnies pétrolières résultant de l'augmentation du prix du baril). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 5253) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-196 de M. Thierry Foucaud (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante). - **Article 8 (Aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société)** (p. 5255) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-197 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5256) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-198 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du taux de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et maintien de cette contribution dans le périmètre des recettes fiscales de l'Etat). Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-230 de M. Michel Houel (reconstitution du crédit d'impôt au profit des entreprises éligibles à ce dispositif dans la limite de trois exercices). - **Articles additionnels avant l'article 9** (p. 5257, 5258) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-200 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-146 de M. Jean-Pierre Demerliat (réduction de 152.500 euros à 100.000 euros par bénéficiaire du montant de l'assurance vie légué en franchise de droit). - **Article 9 (Assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)** (p. 5262, 5263) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-148 et n° I-147 de M. Marc Massion, n° I-201 de M. Thierry Foucaud, n° I-13 et n° I-249 de la commission, et n° I-48 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5264, 5281) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Adnot n° I-47 (élargissement des cas dans lesquels une plus-value professionnelle, dans le cadre d'une société de personnes, peut être exonérée dès lors que l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans) et n° I-45 (clarification des dispositions fiscales relatives aux réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant), de M. Alain Lambert n° I-160 (harmonisation des analyses fiscale et civile en matière de partages familiaux en exonérant ceux-ci de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement), n° I-162 (exonération du versement d'une prestation compensatoire sous forme d'un capital de l'impôt de plus-value), n° I-166 (alignement du traitement des testaments-partages sur celui des donations-partages impliquant le paiement du droit de partage de 1,1 % lors du partage et non pas au moment de l'ouverture de la succession), n° I-163 (exonération des partages et des licitations portant sur des biens dépendant d'une indivision familiale de toute taxation au titre des plus-values), n° I-164 (possibilité, pour l'acquéreur en nue-propriété, d'apporter la preuve que le démembrement de propriété qu'il réalise avec l'usufruitier est bien réel), n° I-167 (évaluation des meubles meublants et des objets mobiliers d'après la valeur cadastrale locative brute des immeubles occupés par le défunt), n° I-168 (déductibilité de l'actif de la succession de la rémunération du mandataire à titre posthume), n° I-165 (non-remise en cause de l'avantage fiscal en cas de donation des parts ou actions d'une entreprise sous réserve de l'engagement individuel jusqu'à son terme par le ou

les donataires) et n° I-161 (alignement du régime fiscal des réversions d'usufruit quels qu'en soient les bénéficiaires), n° I-221 de M. Gérard Delfau (instauration d'un abattement de 7 500 euros, en cas de succession ou de donation, au bénéfice du conjoint d'un enfant décédé et avec lequel ont subsisté des liens affectifs), n° I-157 de M. Michel Mercier (extension du dispositif de réduction de l'ISF pour investissement dans les PME aux fonds communs de proximité proposant des prêts aux entreprises individuelles), n° I-202 de M. Thierry Foucaud (réduction de 30 % à 20 % de l'abattement sur la valeur de la résidence principale pour le calcul de l'ISF), n° I-228 de M. Michel Houel (réduction de six ans à trois ans du délai de reprise de l'administration pour l'ISF), de la commission n° I-16 (coordination), portant sur le même objet que l'amendement précité n° I-161 de M. Alain Lambert, n° I-15 et n° I-14 (possibilité pour le contribuable souhaitant bénéficier du bouclier fiscal, d'imputer sa créance née du droit à restitution sur l'ISF, la taxe foncière et la taxe d'habitation), retiré puis repris par M. Paul Girod. Sur l'amendement précité n° I-164 de M. Alain Lambert, son sous-amendement n° I-270 (précision selon laquelle la possibilité d'apporter cette preuve est limitée à l'hypothèse où l'acquisition de l'usufruit par l'usufruitier et de la nue-propriété par l'héritier présomptif est réalisée plus de trois mois avant le décès); adopté. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° I-263 de M. Yves Fréville (exonération des valeurs mobilières, des titres assimilés et des droits sociaux, dans le cadre des partages familiaux, de la fiscalité des plus-values et des droits d'enregistrement) sur l'amendement précité n° I-160 de M. Alain Lambert. - **Article 9 bis** (*Diverses adaptations de la réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général*) (p. 5284, 5286) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-149 de M. Marc Massion, n° I-203 de M. Thierry Foucaud, n° I-44 de M. Jean Arthuis, n° I-17 et n° I-18 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 5287, 5295) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Pierre Laffitte n° I-223 (instauration d'un abattement sur l'imposition de la plus-value retirée de la cession à titre onéreux de stock-options par le contribuable investissant dans les jeunes entreprises innovantes) et n° I-220 (réduction de l'ISF pour investissement dans les incubateurs et les entreprises innovantes), de M. Philippe Adnot n° I-37 (maintien des avantages fiscaux pour les titres libérés à l'occasion de la rupture du pacte d'actionnaires sous réserve de leur réinvestissement dans des sociétés entrant dans la même cible), n° I-39 (alignement de l'avantage fiscal lié à l'investissement intermédiaire sur celui de l'investissement direct) et n° I-38 (exclusion des fonds d'investissement de proximité du régime communautaire de minimis limitant le plafond des aides publiques par entreprise) et de M. Alain Lambert n° I-171 (instauration d'un abattement de 1.000.000 euros sur la valeur de la résidence principale située à Paris pour le calcul de l'ISF) et n° I-170 (instauration d'un abattement de 500.000 euros sur la valeur de la résidence principale située en province pour le calcul de l'ISF). - **Article 10 bis** (*Passage en charge des petits matériels de bureau*) (p. 5296) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-19 de la commission. - **Article 10 ter** (*Non-déductibilité du bénéfice net de la fraction des indemnités de départ d'un dirigeant supérieure à un million d'euros*) (p. 5296) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-20 de la commission. - **Article 10 quater** (*Régime juridique des revenus agricoles issus de la biomasse*) (p. 5297) : son amendement n° I-265 : exclusion des activités de production d'électricité photovoltaïque ou éolienne, réalisées par un exploitant agricole sur son exploitation, des avantages fiscaux propres aux activités agricoles; adopté. - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 5298, 5299) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-29 de M. Gérard César (rattachement au régime simplifié agricole de TVA, des produits des activités de production d'électricité photovoltaïque ou éolienne réalisées par un exploitant agricole sur son exploitation) et n° I-232 de M. Éric Doligé (modification des seuils et des taux de la TACA). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 5300) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-204 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008). - **Article 11** (*Aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de*

*sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés*) - (*Article additionnel après l'article 11*) (p. 5305, 5306) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° I-251 (relèvement de 15 % à 16,5 % du taux d'imposition à l'impôt sur les sociétés des plus-values de cession de titre de SPI cotées), n° I-250 (report de la date d'application de l'article 11 au 31 décembre 2007), n° I-255 (possibilité d'imposer les actionnaires non-résidents de sociétés à prépondérance immobilière dans des conditions équivalentes à celles des actionnaires résidents), n° I-252 (aménagement du régime fiscal des dividendes en cas de fusion d'une société d'investissement immobilier cotée, SIIC, de droit français et d'une société analogue de droit étranger), n° I-253 (extension de l'application du taux réduit de 16,50 % d'impôt sur les sociétés aux plus-values de cession réalisées sur les titres de sociétés à prépondérance immobilière), n° I-254 (prorogation du dispositif dit de "libre réévaluation" des actifs des SIIC jusqu'au 31 décembre 2009) et n° I-256 (exonération du droit d'enregistrement de 5 % des rachats de parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, OPCVI, effectués par un fonds ou une personne morale). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5307, 5322) : avis du Gouvernement sur les amendements de Marc Massion n° I-56 (extension des mécanismes de crédit d'impôt et de taux réduit de TVA aux installations de panneaux photovoltaïques), n° I-62 (relèvement de 6,86 euros à 9,20 euros du montant de la taxe due par les sociétés concessionnaires d'autoroutes), n° I-58 (extension de l'application de la taxe sur les véhicules de société aux groupements d'intérêt économique), n° I-153 (augmentation de l'abattement spécifique dont bénéficient les associations en matière de taxe sur les salaires), portant sur le même objet n° I-51 et n° I-52 (suppression de l'exonération de TIPP sur les produits pétroliers destinés à être utilisés comme carburateurs), n° I-59 (prise en compte de la population touristique pour le calcul du seuil d'éligibilité au versement transport), n° I-60 (élargissement du bénéfice du versement transport aux communes de plus de 5000 habitants) et n° I-91 (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierge, de la contribution environnementale sur les imprimés non sollicités), de la commission des affaires économiques n° I-158 (possibilité pour les entreprises de donner à leurs salariés, à titre gratuit, le matériel et les logiciels qu'elles ont amortis), n° I-172 de M. Alain Lambert (modification du traitement fiscal de l'amortissement du capital d'une société), n° I-151 (imposition des produits gras et sucrés au taux normal de TVA) et n° I-150 de M. Jean-Pierre Demerliat (application du taux réduit de TVA de 2,10 % à la commercialisation de fruits et légumes), n° I-152 de M. Jean-Pierre Sueur (imposition des prestations et fournitures funéraires au taux réduit de TVA), n° I-55 (application du taux de TVA à 5,5 % aux huiles végétales pures utilisées comme biocarburants), n° I-53 (assouplissement du processus d'utilisation à la carburation des huiles végétales pures) et n° I-54 de M. Gérard Miquel (exonération de TIPP pour les huiles végétales pures utilisées comme biocarburants), n° I-35 de M. Francis Grignon (extension de l'exonération de droits de mutation à titre gratuit pour les dons de sommes d'argent consentis à un neveu ou une nièce décédé, à leur descendance), n° I-110 de M. Thierry Repentin (modification de la valeur forfaitaire servant au calcul de la taxe locale d'équipement afin de rendre moins attractive la construction des garages et places de stationnement viabilisés), n° I-112 de M. Daniel Reiner (instauration d'une taxe additionnelle sur les certificats d'immatriculation des véhicules au profit des autorités organisatrices de transports urbains) et de la commission n° I-255 (possibilité d'imposer les actionnaires non-résidents de sociétés à prépondérance immobilière dans des conditions équivalentes à celles des actionnaires résidents), n° I-252 (aménagement du régime fiscal des dividendes en cas de fusion d'une société d'investissement immobilier cotée, SIIC, de droit français et d'une société analogue de droit étranger), n° I-253 (extension de l'application du taux réduit de 16,50 % d'impôt sur les sociétés aux plus-values de cession réalisées sur les titres de sociétés à prépondérance immobilière), n° I-254 (prorogation du dispositif dit de "libre réévaluation" des actifs des SIIC jusqu'au 31 décembre 2009) et n° I-256 (exonération du droit d'enregistrement de 5 % des rachats de parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, OPCVI, effectués par un fonds ou une personne morale). - **Article 11 bis**

(Exonération de taxe intérieure sur le charbon, les houilles et les lignites en faveur des entreprises de valorisation de la biomasse) (p. 5323) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-21 de la commission. - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 5324) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Revet n° I-235 (soumission des lubrifiants à usage perdu à la taxe générale sur les activités polluantes) et n° I-236 (exonération des lubrifiants biodégradables de la taxe générale sur les activités polluantes). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 5325, 5326) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-31 de M. Gérard César (extension aux associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu, du mécanisme d'abattement pour durée de détention de titres réservé aux seuls associés de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés) et n° I-205 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des opérations menées par les sociétés d'investissements immobiliers cotées). - **Article 11 quater (réserve)** (Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie) (p. 5328) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-159 de M. Michel Mercier, n° I-50 de M. Marc Massion et n° I-116 de M. Louis de Broissia. (p. 5330) : approuve la remise en perspective par le rapporteur général des éléments et de l'enjeu du débat sur la question du déneigement. - **Articles additionnels après l'article 11 quater** (p. 5332, 5336) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-229 de M. Michel Houel (déductibilité de la taxe annuelle sur les véhicules de société pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés) et n° I-257 de la commission (prorogation du remboursement partiel de la TIPP et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, TICGN, dont bénéficient les exploitants agricoles et révision du barème de l'exonération fiscale dont bénéficient les différentes filières de biocarburants) ainsi que, sur ce dernier, les sous-amendements respectivement identiques de M. Paul Girod n° I-266 et n° I-267 et de M. Marcel Deneux n° I-268 et n° I-269 (harmonisation des pourcentages de réduction de la défiscalisation entre le biogazole et le bioéthanol).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2007) - **Article 20** (Répartition du produit de la taxe de l'aviation civile, TAC, entre le budget général et le budget annexe "Contrôle et exploitation aériens") (p.5348) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-25 de la commission. - **Article 21** (Ressources des organismes de l'audiovisuel public) (p. 5349) : son amendement n° I-272 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 5350) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-87 de M. Marc Massion (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité radiodiffusée et télévisée). - **Article 22** (Simplification du financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME) (p. 5351) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-26 de la commission. - **Article 24** (Majoration des recettes du Centre national de développement du sport, CNDS) (p. 5352, 5354) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-212 de M. Jean-François Voguet. Secteur des jeux. - **Article 25** (Modification des modalités de financement du Centre des monuments nationaux, CMN) (p. 5355) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-27 de la commission. - **Article 26** (Extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière, SOVAFIM) (p. 5356, 5357) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-28 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 28** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-213 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction des cotisations sociales portant sur les bas salaires). - **Article 28** (Compensation aux organismes de sécurité sociale des pertes de recettes résultant des réductions de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires) (p. 5358) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-214 de M. Guy Fischer et n° I-215 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5359) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-226 de M. Pierre Hérisson (affectation et modalités de versement des licences UMTS). - **Article 29** (Financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale) (p. 5360, 5361) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-217 de M. Thierry Foucaud et n° I-216 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 30** (Reprise par l'Etat de la dette de Charbonnages de France, CdF) (p. 5361, 5362) :

avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-260 de la commission. - **Article 30 bis** (Attribution du reliquat de la dotation de l'Etat versée à l'Agence de l'innovation industrielle, AII, à OSEO et OSEO Innovation) (p. 5363, 5364) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-261 de la commission. - **Article additionnel après l'article 31** (p. 5365) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-240 de la commission (relèvement de la redevance audiovisuelle). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** : son intervention (p. 5390, 5394). - **Demande de réserve** : accepte la demande de réserve de la commission tendant à reporter l'examen de l'article 11 après les articles additionnels après l'article 18. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5395, 5396) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-64 de M. Marc Massion (répartition du produit de la taxe sur les spectacles) et n° I-89 de M. Bernard Angels (possibilité de fiscaliser la contribution d'un EPCI adhérent à un syndicat mixte). - **Article additionnel après l'article 11 ou après l'article 17** (p. 5397) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-92 et n° I-234 de M. Dominique Braye (réduction des prélèvements des services fiscaux sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères). - **Articles additionnels avant l'article 12** (p. 5400, 5401) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° I-206 (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle) et n° I-207 (nouvelle réforme de la taxe professionnelle) ainsi que sur l'amendement n° I-66 de M. Marc Massion (possibilité pour les collectivités locales d'augmenter librement leur taux de taxe professionnelle). - **Article 12** (Institution du contrat de stabilité) (p. 5410, 5411) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-67, n° I-68, n° I-71, n° I-72, n° I-70 et n° I-69 de M. Marc Massion ainsi que sur les amendements n° I-208 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-219 de M. Jean Puech, n° I-115 de M. Louis de Broissia, n° I-258 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° I-279 de M. Jacques Blanc. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 5415, 5417) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° I-97 de M. Gérard Collomb et n° I-173 de M. Alain Lambert (indexation sur les prix de la dotation globale de fonctionnement des communautés urbaines) ainsi que sur les amendements n° I-209 de Mme Marie-France Beaufile (majoration de la dotation globale de fonctionnement), n° I-32 de M. Yves Fréville (majoration de la dotation globale de fonctionnement en compensation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) et n° I-98 de M. Gérard Collomb (majoration de la dotation globale de fonctionnement). - **Articles additionnels après l'article 11 ou avant l'article 12 ou après l'article 12 ou après l'article 17** (p. 5418, 5422) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Massion n° I-65 (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales), n° I-93 (bénéfice d'une attribution du fonds de compensation pour la TVA pour les investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers et assimilés réalisées par les communes et leurs groupements) et n° I-83 (extension aux communautés urbaines de la prise en compte immédiate de leurs dépenses pour les remboursements en provenance du fonds de compensation pour la TVA), n° I-210 de Mme Marie-France Beaufile (taux de compensation de la TVA aux collectivités locales), n° I-233 de M. Dominique Braye (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des investissements relatifs aux installations de traitement de déchets ménagers et assimilés réalisées par les communes et leurs groupements) et sur les amendements analogues n° I-102 de M. Gérard Collomb, n° I-177 de M. Alain Lambert et n° I-243 de M. Charles Guené (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des baux emphytéotiques administratifs). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5427, 5428) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-84 de M. François Marc (mécanismes de péréquation) et n° I-101 de M. Gérard Collomb (assouplissement des conditions de création des locaux de référence pour le calcul de la valeur locative des immeubles). - **Article 13** (Compensation des transferts de compétences aux régions) (p. 5429, 5430) : son amendement n° I-273 : financement des transferts liés aux personnels techniciens, ouvriers ou de service ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5430) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-90 de M. Marc Massion (prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant

de l'Etat en région, la région et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2007) - **Article 14** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 5458, 5459) : son amendement n° I-274 : relèvement de l'évaluation initiale et instauration d'un mode de financement complémentaire ; adopté. - **Article 15** (*Affectation du reliquat comptable de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI, au financement de la DSI de 2008*) (p. 5461) : son amendement n° I-275 : ajustement du reliquat comptable affecté à la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, DSI ; adopté. (p. 5462) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-77 de M. Marc Massion et n° I-211 de Mme Marie-France Beauvils. - **Article 16** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 5469, 5475) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-22 et n° I-23 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° I-264 de M. Louis de Broissia et n° I-271 de M. Marc Massion, sur les amendements n° I-82 de M. Jacques Gillot, n° I-80, n° I-81, n° I-79 de M. Marc Massion, n° I-113, n° I-114 de M. Louis de Broissia. - **Article additionnel après l'article 16** (p. 5476) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-24 de la commission (incitation pour les communes à accueillir des activités d'extraction sur leur territoire) et sur ce dernier sur le sous-amendement n° I-278 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 17** (*Réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, et de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES*) (p. 5479) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-259 de la commission et n° I-33, n° I-34 de M. Yves Fréville. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5482) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-178 de la commission (extension aux établissements publics de coopération intercommunale de l'exonération sur les plus-values applicables aux ventes d'immeubles appelés à être rétrocédés à des organismes HLM) et n° I-244 de M. Charles Guené (amélioration de la phase de lissage des taux lors de la création d'un groupement en TPU, taxe professionnelle unique). - **Article 18** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 5483) : son amendement n° I-281 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5485, 5486) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Marc Massion n° I-73 (diminution de moitié de la contribution pour frais d'assiette et de recouvrement perçue par l'Etat sur les impôts locaux) et n° I-74 (suppression de la contribution pour frais d'assiette représentant 0,4 % des impositions locales). - **Article 11 quater (précédemment réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 5487) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-276 de la commission. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** : Son intervention (p. 5496, 5498). - **Débat sur l'évolution de la dette** : Son intervention (p. 5512, 5513). - **Article 32 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 5524) : son amendement n° I-282 : coordination ; adopté. - **Seconde délibération - Article 6** (*Aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers*) (p. 5528) : son amendement n° A-1 : suppression de dispositions devant figurer dans la deuxième partie du projet de loi de finances ; adopté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5535) : remerciements.

Deuxième partie :

### Remboursements et dégrèvements

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5837, 5838). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5840) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-8, n° II-7 et n° II-9 de la commission

### Provisions

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5841).

### Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5846, 5847). - **Article 33 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 5848) : son amendement n° II-104 : inscription d'une contribution exceptionnelle sur le programme "Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers" ; adopté. (p. 5849) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-10 de la commission. - **Article additionnel après l'article 47 bis** (p. 5851) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-11 de la commission (limitation de l'indemnité temporaire de retraite applicable aux retraités de la fonction publique d'Etat s'installant dans certaines collectivités d'outre-mer).

### Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestions du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (1er décembre 2007) : son intervention (p. 5859, 5860). - **Article 35 et Etat D** (*Crédit des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 5861) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-32 de la commission.

### Articles de récapitulation des crédits

- (10 décembre 2007) - **Article 37** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 6372) : son amendement n° II-272 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 37** (p. 6373) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-207 de M. Michel Charasse (fixation d'un plafond des emplois des opérateurs de l'Etat à partir du 1er janvier 2009). - **Article 38** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 6374, 6375) : son amendement n° II-273 (intégration de deux programmes supplémentaires dans la liste de ceux pour lesquels les plafonds de reports de crédits de paiement sont majorés) ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-162 de la commission qu'il accepte.

### Articles non rattachés

- (10 décembre 2007) - **Article 39 A** (*Aménagement du dispositif d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-163 de la commission. - **Article additionnel après l'article 39 A** (p. 6376) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-261 de M. Jean-François Le Grand (exclusion des chaudières à basse température du crédit d'impôt pour dépenses d'équipement de l'habitation principale). - **Articles additionnels avant l'article 39 B** (p. 6380, 6384) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-164 (limitation au 31 décembre 2010 de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés) et de M. Thierry Foucaud n° II-253 (suppression de certaines dispositions dérogatoires en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés). - **Article additionnel après l'article 39 B ou après l'article 40** (p. 6388) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-186 de M. Jean Arthuis (fiscalisation des intérêts du livret A au-delà du plafond de dépôt et relèvement de ce dernier) et n° II-242 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond de dépôt du livret A). - **Articles additionnels avant l'article 39** (p. 6393, 6395) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-165 de la commission (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA en cas d'actif successoral supérieur à 100.000 euros) et sur le sous-amendement n° II-276 de M. Michel Charasse qui le modifie ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-257 (suppression de l'abattement sur les plus-values de cessions d'actifs) et n° II-256 (plafonnement des réductions d'impôt). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 6410, 6414) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-241 de M. Michel Charasse (versement à la DGF des communes des sommes excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal non réclamées par les contribuables au bout de deux ans), n° II-266 de M. Michel Houel (exonération de TEOM pour les entreprises ayant recours à un service privé d'enlèvement de leurs déchets), n° II-151 de M. Yves Détraigne, n° II-196 de M. Philippe Adnot (prise en compte pour la restitution des impositions excédant le seuil prévu par le bouclier fiscal des sommes effectivement payées par les contribuables ou de celles qu'ils auraient acquittées en l'absence de ces avantages fiscaux), et de M. Thierry Foucaud n° II-255 (suppression du bouclier fiscal) et n° II-252

(abattement fiscal en faveur des commerçants de détail en fruits et légumes s'approvisionnant auprès des producteurs locaux). - **Article 40 bis** (*Taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage ou d'incinération des déchets ménagers*): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-169 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 40 bis** (p. 6416, 6417): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-260 de M. Pierre Hérisson (compensation de ressources pour les communes accueillant sur leur territoire des installations de traitement des eaux usées), de M. Alain Vasselle n° II-212 (limitation de l'impact de la création d'un syndicat mixte de transports collectifs sur les finances des employeurs publics et privés faisant partie du périmètre de ce syndicat) et n° II-235 (repli). - **Article additionnel avant l'article 40 ter** (p. 6418): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-267 de M. Michel Houel (non-application d'une majoration des revenus pour les entreprises recourant à des professionnels, comptables ou experts comptables, non salariés de l'entreprise pour contrôler leurs obligations comptables). - **Article 40 ter** (*Exonération de taxe sur les salaires des régies locales personnalisées*) (p. 6419): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-170 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 40 ter** (p. 6419, 6420): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-234 de M. Alain Lambert (création d'un circuit de communication des informations entre les différents acteurs pour le recouvrement et l'utilisation de la taxe locale d'équipement) et n° II-251 de M. Thierry Foucaud (application d'un taux réduit de TVA à l'ensemble des prestations de services funéraires). - **Article 40 quinquies** (*Suppression de l'impôt sur les opérations de bourse et imposition à 18 % des plus-values de cessions de valeurs mobilières*) (p. 6421): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-250 de M. Thierry Foucaud et n° II-171 de la commission. - **Article additionnel après l'article 40 quinquies**: avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-172 de la commission (relèvement du seuil au-delà duquel les cessions de valeurs mobilières font l'objet d'une taxation au régime des plus-values). - **Article 40 sexies** (*Exonération de taxe professionnelle des établissements de cinéma d'art et d'essai*) (p. 6422): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-216 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 40 septies** (p. 6423, 6424): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-53 de M. Christian Gaudin (relèvement du plafond du taux de la taxe départementale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE) et n° II-269 de M. Michel Houel (augmentation de la redevance communale des mines applicable aux gisements de pétrole brut exploités depuis le 1er janvier 1992 et diminution de la redevance départementale correspondante). - **Article additionnel avant l'article 40 octies** (p. 6425): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-236 de M. Charles Guené (partage entre départements et régions limitrophes gérant une même zone d'activité économique du produit de la taxe professionnelle acquittée par les entreprises implantées sur cette zone). - **Article 40 octies** (*Prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique au titre des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle lors de transferts d'entreprises*) (p. 6426): avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-176 de M. Georges Mouly. - **Articles additionnels après l'article 40 nonies** (p. 6427, 6431): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-226 de M. Claude Domeizel (précision de la notion de département limitrophe pour la répartition des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle), n° II-113 de Mme Fabienne Keller (dématérialisation du chèque-transport), n° II-116 de Mme Catherine Morin-Desailly (possibilité pour les collectivités territoriales ou les EPCI d'exonérer totalement ou partiellement de taxe professionnelle les industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel), n° II-224 de M. Marc Massion (prise en compte du taux de 2005 pour le calcul du montant du dégrèvement à la charge de l'Etat) et, portant sur le même objet, n° II-146 de Mme Jacqueline Gourault et n° II-231 de M. Jean-Paul Amoudry (neutralisation des conséquences d'une rétrocession de compétences d'un EPCI à l'une de ses communes membres pour le calcul du ticket modérateur applicable à la taxe professionnelle). (p. 6433, 6438): avis du gouvernement sur les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° II-208 (institution d'un dispositif permettant aux communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion

sociale, DSUCS, ou de la première fraction de la dotation de solidarité rurale de ne pas subir une baisse des trois dotations de compensation supérieure de 50 % au montant de la hausse 2008 de la DSUCS ou de la DSR qu'elles perçoivent) et n° II-210 (repli) ainsi que sur les amendements n° II-225 de M. Marc Massion (compensation par la DGF de la différence entre le montant du dégrèvement accordé à l'entreprise et celui pris en charge par l'Etat), n° II-264 de M. Charles Guené (modification des règles de calcul du potentiel fiscal des intercommunalités) et des amendements portant sur le même objet n° II-233 de M. Alain Lambert et n° II-275 de la commission (possibilité pour les EPCI à taxe professionnelle unique de se doter d'une commission communautaire des impôts directs chargée à titre consultatif de l'évaluation des bases d'imposition des locaux commerciaux). (p. 6439, 6446): avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-173 de la commission et n° II-215 de Mme Nicole Bricq (simplification et élargissement du régime de la contribution sur les imprimés non sollicités), n° II-222 (assujettissement des EPCI à taxe professionnelle unique à un prélèvement au bénéfice du Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France) de cette dernière, n° II-150 de M. Yves Détraigne (élargissement aux publicités adressées et supports d'impression vierges de la contribution environnementale sur les imprimés non sollicités), n° II-248 de M. Marc Massion (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets d'ameublement), n° II-174 de la commission (affectation aux communes disposant d'une police municipale du produit des contraventions encaissées par leurs agents) et de M. Gérard Miquel n° II-270 (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets dangereux) et n° II-271 (extension du principe de la responsabilité élargie du producteur aux déchets de soins). (p. 6447, 6451): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-119 de Mme Anne-Marie Payet (fixation du prix de détail des tabacs à rouler par les conseils généraux ultramarins), n° II-133 de M. Denis Detcheverry (alignement des DGF des collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon sur l'évolution réelle des coûts supportés par elles), n° II-179 de Mme Odette Terrade (limitation du dépôt de garantie demandé aux locataires à un mois de loyer principal), n° II-209 de Mme Jacqueline Gourault (rapport sur les coûts de gestion de la fiscalité locale comparés aux produits perçus par l'Etat au titre des frais d'assiette et de recouvrement et abaissement du taux de ces derniers) et sur les amendements identiques n° II-122 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° II-227 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de l'obligation de participation d'une commune au financement des dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association d'une autre commune accueillant un enfant domicilié dans la première commune). (p. 6453, 6458): avis du Gouvernement sur les amendements n° II-230 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales), n° II-214 de M. Roland du Luart (réforme des modalités de financement du Haut Conseil du commissariat aux comptes), de M. Marc Massion n° II-219 (prorogation de deux ans des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, la région et l'AFPA), n° II-221 (limitation de la prise en charge de l'APA par les départements) et n° II-223 (plafonnement sous condition de ressources du revenu fiscal de référence de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour les personnes de plus de soixante-dix ans devenues veuves), n° II-230 de M. Michel Charasse (création d'une commission d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales) et de M. Thierry Repentin n° II-232 (extension du dispositif fiscal "Borloo ancien" aux logements loués à des associations afin de les sous-louer à des personnes défavorisées ou de les y héberger) et n° II-245 (faculté pour les départements de relever le plafond des droits d'enregistrement ou de la taxe de publicité foncière sur les transactions portant sur des surfaces supérieures à 700 mètres carrés). - **Seconde délibération**: en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, demande une seconde délibération sur les articles 33 et état B, 37, 54, 58, 60 et sur l'article d'équilibre 32; seconde délibération ordonnée. - **Article 33 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 6459): ses amendements n° B-1 (abondement des crédits de la mission "Défense" relatifs aux opérations extérieures et de ceux de la mission "Action extérieure de l'Etat" relatifs aux opérations de maintien de la paix au Darfour); n° B-2

(majoration des crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat"); n° B-3 (majoration des crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales"); n° B-4 (majoration des crédits de la mission "Aide publique au développement"); n° B-5 (majoration des crédits de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation"); n° B-6 (majoration des crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat"); n° B-7 (majoration des crédits de la mission "Culture"); n° B-8 (majoration des crédits de la mission "Défense" afin de financer les opérations extérieures); n° B-9 (majoration des crédits de la mission "Développement et régulation économiques"); n° B-10 (majoration des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement"); n° B-11 (majoration des crédits de la mission "Ecologie, développement et aménagement durables" et minoration du programme "Passifs financiers ferroviaires"); n° B-12 (majoration des crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" afin de prendre en compte la reprise par l'Etat de la dette du service annexe d'amortissement de la dette, SAAD, de la SNCF); n° B-13 (majoration des crédits de la mission "Enseignement scolaire"); n° B-14 (majoration des crédits de la mission "Justice"); n° B-15 (majoration des crédits de la mission "Outre-mer"); n° B-16 (majoration des crédits de la mission "Pilotage de l'économie française"); n° B-17 (majoration des crédits de la mission "Politique des territoires"); n° B-18 (minoration des crédits de la mission "Provisions"); n° B-19 (majoration des crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur"); adoptés par vote unique. (p. 6459) : ses amendements n° B-20 (rectification d'une erreur matérielle); n° B-21 (majoration des crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales"); n° B-22 (majoration des crédits de la mission "Remboursements et dégrèvements"); n° B-23 (majoration des crédits de la mission "Santé"); n° B-24 (rectification d'une erreur matérielle); n° B-25 (majoration des crédits de la mission "Sécurité sanitaire"); n° B-26 (majoration des crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances"); n° B-27 (majoration des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative"); n° B-28 (majoration des crédits de la mission "Travail et emploi"); n° B-29 (suppression du transfert de crédits du programme "Aide à l'accès au logement" au programme "Développement et amélioration de l'offre de logements"); adoptés par vote unique. - **Article 37** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 6466) : son amendement n° B-30 (conséquence); adopté par vote unique. - **Article 54** (*Suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption*) (p. 6467) : son amendement n° B-31 (rétablissement de l'article 54 relatif à la suppression des aides au remplacement de salariés partis en formation ou en congé maternité ou d'adoption); adopté par vote unique. - **Article 58** (*Modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurales, ZRR, et des zones de redynamisation urbaines, ZRU*) : son amendement n° B-32 (rétablissement de l'article 58 relatif à la modification du régime des exonérations en faveur des zones de revitalisation rurale, ZRR, et des zones de redynamisation urbaine, ZRU); adopté par vote unique. - **Article 60** (*Harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL*) : son amendement n° B-33 (rétablissement de l'article 60 relatif à l'harmonisation des taux de cotisations employeurs au Fonds national d'aide au logement, FNAL); adopté par vote unique. - **Article 32 (pour coordination)** (p. 6468, 6469) : son amendement n° B-34 (prise en compte par anticipation des conséquences de l'adoption de l'article 29 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 relatif à la reprise de la dette du SAAD de la SNCF); adopté par vote unique.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6489, 6491) : qualité technique et humaine des débats. Enrichissement du projet de loi de finances par le Sénat. Remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 [n° 119 (2007-2008)]** - (17 décembre 2007) - **Article 1er** (*Affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 6762) : son amendement n° 159 : ajustement technique des montants; adopté. - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance,*

*TSCA*) (p. 6765) : son amendement n° 160 : ajustement technique des montants; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6766) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de M. Bertrand Auban (extension du taux réduit de TVA aux opérations de déneigement). - **Article 4** (*Autorisation de la redevance de gestion des fréquences radioélectriques*) : sur l'amendement n° 29 de M. Philippe Adnot, son sous-amendement n° 192 (précision); adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 précité. - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 6768, 6770) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Michel Houel (suppression de la soumission de l'assiette de l'impôt à une surévaluation de 25 % pour les entrepreneurs ne faisant pas appel à un centre de gestion agréé pour le contrôle de leurs obligations comptables, mais qui font appel aux services d'un expert ou comptable indépendant agréé par l'administration fiscale). - **Article 7 et état A** (*Equilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 6774) : son amendement n° 193 : traduction des modifications intervenues au cours de la discussion de la première partie du projet de loi de finances rectificative; adopté. - **Article 8 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 6776) : ses amendements n° 163 (ouverture d'un crédit de 19.915 euros sur le programme "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture" de la mission "Culture"); et n° 166 (ouverture d'un crédit de 1.331.915 euros sur la mission "Relations avec les collectivités territoriales" au titre des transferts de compétences aux départements et régions d'outre-mer); adoptés. - **Article 9 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 6780, 6783) : ses amendements n° 161, 162, 174, 164, 165, 167, 168 et 169 (ajustement de crédits); adoptés. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6786) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 77 de M. Thierry Repentin et n° 107 de M. Michel Mercier (suppression du doublement de la cotisation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics administratifs au Fonds national d'aide au logement). - **Article 14** (*Aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration*) (p. 6788) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de M. Thierry Foucaud et n° 131 de M. Simon Soutour. - **Article additionnel après l'article 14** (p. 6789) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Michel Houel (mesures tendant à favoriser la création et le développement d'entreprises sous une forme individuelle). - **Article 15** (*Création d'une procédure de franchise fiscale*) (p. 6792) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 15** (p. 6794) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (réforme de la composition et des compétences du comité consultatif pour la répression des abus de droit, CCRAD). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 6795) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de M. Alain Fouché (application du taux super-réduit de TVA aux éditeurs de presse de jeux et de loisirs). - **Article 16** (*Création d'une commission nationale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires*) (p. 6797) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 56 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 16** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 175 de la commission (possibilité, pour les commissions départementales des impôts, de recourir à des expertises extérieures en matière d'évaluation des entreprises). - **Article 16 bis** (*Instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des collectivités territoriales d'implantation des hippodromes*) (p. 6798, 6799) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 114 de M. Ambroise Dupont. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6802) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission (instauration d'un dispositif de neutralisation fiscale des opérations de restructuration réalisées au moyen d'apports de titres au profit des entreprises relevant de l'impôt sur le revenu). - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 6803, 6804) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Jean Arthuis (extension aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété, SACICAP, du régime particulier applicable aux groupes bancaires mutualistes). - **Article 17 ter** (*Levée du secret fiscal au profit des services de renseignements spécialisés*) (p. 6805, 6806) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 18** (*Avantages fiscaux en faveur*

des activités et du patrimoine culturels) (p. 6807) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de M. Michel Houel. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 6808, 6811) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yann Gaillard n° 36 (conditions d'accès des monuments historiques privés au mécénat) et n° 37 (possibilité pour la fondation du patrimoine de conclure des conventions avec les propriétaires d'immeubles non bâtis, tels les parcs et jardins) et n° 147 de M. Philippe Richert (octroi d'un crédit d'impôt pour l'installation d'une chaudière à condensation dans un logement neuf). - **Article 18 bis** (*Extension du dispositif "Borloo dans l'ancien" aux locations de logements locatifs privés conventionnés de niveau intermédiaire dans le cadre du droit au logement opposable*) (p. 6813) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 112 de M. Thierry Repentin et n° 113 de M. Dominique Braye. - **Articles additionnels après l'article 18 bis** (p. 6814) : avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Pierre André n° 140 (décalage de deux mois des références des dates d'offres de prêt à taux zéro), repris par la commission et sur l'amendement n° 79 de M. Thierry Repentin (relèvement du taux de la taxe de publicité foncière sur les mutations portant sur une surface utile ou habitable supérieure à 700 mètres carrés). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 6815) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 189 de la commission (report d'une année de l'entrée en vigueur des dispositions fiscales harmonisant, dans le domaine de l'assurance maladie, la situation des entreprises d'assurance, des mutuelles et des institutions de prévoyance). - **Article 19 bis** (*Dégrèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 6817) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 de M. Thierry Foucaud et n° 94 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 6818, 6822) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° 98 (exclusion des transferts de biens réalisés au titre de la prestation compensatoire de toute taxation au titre des plus-values), n° 100 (mise en place d'un inventaire fiscal pour l'évaluation du forfait mobilier applicable pour le calcul des droits de mutation par décès), n° 101 (déductibilité de la rémunération du mandataire à titre postume de l'actif de la succession), n° 102 (possibilité, pour favoriser la transmission en donation-partage d'une entreprise familiale, de transférer ses titres à une société holding avec prise en charge par cette dernière du montant de l'emprunt), n° 99 (maintien de l'exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit au profit du conjoint survivant qui transmet à ses descendants les titres reçus de l'époux prédécédé, sous réserve que les donataires poursuivent l'engagement pris par le conjoint survivant jusqu'à son terme) et n° 97 (imputation des droits payés lors d'une première donation sur ceux dus à l'occasion d'une seconde donation, en cas de retour du bien dans le patrimoine du donateur). - **Article 20 (réserve)** (*Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier"*) (p. 6824) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 6826, 6827) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 5 (exonération du droit d'enregistrement des rachats de parts ou actions d'un organisme de placement collectif immobilier, OPCI, effectués par un autre OPCI), n° 181 (transformation, moyennant le paiement d'une "exit tax" au taux de 16,5 %, des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés en société de placement à prépondérance immobilière à capital variable, SPPICAV, par transposition de l'actuel régime de transformation en société d'investissement immobilier coté, SIIC) et n° 191 (abrogation des dispositions spécifiques applicables en matière de taxe spéciale d'équipement à l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes, EPORA) et sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 157 (diminution des conditions de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro et augmentation de son montant) et n° 158 (assujettissement des ventes de terrains ou de logements consenties à des bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi que les travaux, au taux réduit de TVA). - **Article 20 bis** (*Régime fiscal des fondations universitaires et des structures de partenariat créées par la loi sur les universités*) (p. 6828) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission.

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2007) - **Article 20 (précédemment réservé)** (*Régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un "Pass-Foncier"*) (p. 6896) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. - **Article 21 nonies** (*Extension du crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale aux dépenses de conseil*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 63 de M. Thierry Foucaud. - **Article 21 decies** (*Prorogation du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 6897) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 64 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 6899) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 95 de Mme Patricia Schillinger (application du taux réduit de 5,5 % de TVA à l'ensemble des prestations funéraires). - **Article 22 bis** (*Exonération de la TVA pour les professionnels exerçant l'ostéopathie à titre exclusif*) (p. 6901) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 138 de M. André Trillard. - **Article 22 quater** (*Institution d'une taxe sur les livraisons de poissons, crustacés et mollusques marins*) (p. 6903, 6905) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 de M. Philippe Adnot et n° 146 de M. Josselin de Rohan. - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 6907, 6912) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard César n° 46 (légalisation du régime fiscal des produits de la location des droits à paiement unique créés en application du règlement de l'Union européenne du 29 septembre 2003 relatif à la PAC), n° 83 (limitation de l'imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR" à partir d'un plafond de chiffre d'affaires en valeur absolue) et n° 45 (instauration d'une réduction d'impôt égale à 70 % des cotisations versées dans la limite de 500 euros par foyer fiscal, au profit des sylviculteurs regroupés en associations syndicales autorisées pour la défense des forêts contre l'incendie), sur les amendements identiques n° 110 de Mme Jacqueline Gourault, n° 121 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 130 de Mme Patricia Schillinger (suppression de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"), et sur les amendements identiques n° 80 de M. Jacques Blanc et n° 129 de M. Roland Courteau (exclusion de la viticulture du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles, dite taxe "ADAR"). - **Article 23** (*Transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité*) (p. 6920, 6925) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de M. Bernard Murat, n° 105 et n° 106 de M. Marcel Deneux, n° 148 de M. Philippe Richert, n° 139 de M. Éric Doligé et de la commission n° 188, n° 186, n° 187, n° 184 et n° 195. - **Article 23 bis** (*"Écopastille verte" applicable à la première immatriculation des véhicules particuliers*) (p. 6928, 6930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 65 de M. Thierry Foucaud, n° 104 de M. Marcel Deneux, n° 185 de la commission et n° 141 de M. Philippe Dallier. - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 6931, 6932) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° 71 (harmonisation des taux de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion avec ceux du malus applicable aux véhicules neufs les plus polluants dans le cadre du dispositif de l'écopastille verte), n° 72 (affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion à l'AFITF) et n° 73 (affectation du produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 6933, 6934) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de la commission (augmentation de 90.000 à 108.000 hectolitres d'alcool pur de la quantité de rhum en provenance des départements d'outre-mer pouvant être soumise à une réduction du droit de consommation, du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2012) et n° 150 de M. Aymeri de Montesquiou (abaissement de 2 kilogrammes à 400 grammes du seuil de détention des tabacs manufacturés par un particulier non achetés dans le réseau officiel des buralistes français). - **Article 25** (*Simplification du régime de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux stocks de carburants et aux opérations de remboursement pour les transporteurs routiers*) (p. 6935) : réponse à M. Adrien Gouteyron sur la question de l'écotaxe sur les sacs en plastique non biodégradables. - **Article 25 bis** (*Création d'un fonds social pour le chauffage des ménages abondé par une taxe exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix des sociétés*

*pétrolières*) (p. 6936) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 26** (*Transfert du recouvrement de la cotisation minimale de taxe professionnelle à la direction générale des impôts*) (p. 6938) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud. - **Article 26 bis** (*Précision relative au calcul du ticket modérateur des EPCI à fiscalité additionnelle*) (p. 6939) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud. - **Article 26 ter** (*Exonération de taxe professionnelle pour les activités de groupage et de distribution de presse*) (p. 6940) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de M. Michel Mercier. - **Article 26 quater** (*Exonération de taxe professionnelle en faveur des "librairies indépendantes de référence"*) (p. 6942, 6943) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 26 quater** (p. 6944, 6945) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152 de M. Marc Laménie (précision quant à l'assiette du prélèvement opéré sur les EPCI au titre du partage du coût du dégrèvement accordé aux entreprises suite au plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle) et n° 134 de M. François Trucy (correction d'erreurs matérielles). - **Articles additionnels après l'article 26 quinquies** (p. 6947, 6950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission (réforme des trois taxes communales sur la publicité), n° 155 de M. François Marc (réintroduction d'un dispositif adopté par le Sénat relatif à la répartition de la taxe sur les spectacles), n° 154 de Mme Nicole Bricq (réintroduction d'un article adopté par le Sénat dans le projet de loi de finances pour 2008 relatif au prélèvement des EPCI à taxe professionnelle unique en cas de transfert d'établissements dans leur périmètre) ainsi que sur le sous-amendement s'y rapportant n° 171 de M. Georges Mouly (modification du champ d'application du dispositif d'écrêtement de la part communale des bases de taxe professionnelle d'un établissement). - **Article 27 bis** (*Report de l'entrée en vigueur de la taxe d'habitation sur les résidences mobiles terrestres*) (p. 6951, 6952) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de la commission et n° 69 de M. Thierry Foucaud. - **Article 28** (*Mise en œuvre au niveau national d'un télé-service de gestion des documents d'accompagnement des produits soumis à accises*) (p. 6953) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article additionnel après l'article 28 ter ou après l'article 43** : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 78 de M. François Marc et n° 108 de M. Michel Mercier (précision selon laquelle le transfert, à un département, d'un collège appartenant à une commune ou un groupement de communes ne donne lieu à aucun versement de salaire pour le conservateur des hypothèques). - **Article 30** (*Prise en charge par l'Etat de dettes vis-à-vis du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA*) (p. 6954) : réponse à M. Jean Arthuis sur les perspectives d'apurement de la dette du FFIPSA. - **Article 31** (*Modification du plafond autorisé des remises de dettes consenties aux pays pauvres très endettés*) (p. 6955) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Article 33** (*Validation de la garantie accordée à la Compagnie financière et industrielle des autoroutes (Cofiroute) dans le cadre de son contrat de concession*) (p. 6956) : réponse à M. Philippe Marini sur les garanties attribuées par l'Etat par l'intermédiaire du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. - **Article 33 ter** (*Garantie de l'Etat pour la mise en place d'une facilité de trésorerie au profit de la Société anonyme de la raffinerie des Antilles*) (p. 6957) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission. - **Article 34 bis** (*Création d'une taxe de 2 % sur les ressources publicitaires et de parrainage encaissées par les services de vidéo à la demande*) (p. 6958) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de la commission et n° 31 de M. Yann Gaillard. - **Article additionnel après l'article 34 ter** (p. 6961) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 145 de M. Jacques Valade (modification du dispositif de crédit d'impôt pour dépenses dans la création de jeux vidéo, conformément aux recommandations de la Commission européenne). - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 6963, 6965) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de la commission

(application de la règle du quotient prévue par le code général des impôts aux revenus différés encaissés en une seule fois), de M. Jean-René Lecerf repris par la commission n° 111 (harmonisation du régime du quotient familial des veufs, que l'enfant soit issu ou non du mariage ou du PACS avec le défunt) et n° 136 de M. François Trucy (modification du régime des cotisations dues à la caisse de garantie du logement locatif social). - **Articles additionnels avant l'article 38** (p. 6966, 6967) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Alain Lambert (création d'une commission consultative d'évaluation des normes chargée d'évaluer préalablement l'impact de la production réglementaire de l'Etat sur les collectivités territoriales) et n° 75 de M. Michel Charasse (création d'une commission consultative d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales au sein du comité des finances locales). - **Article 39** (*Régime de plafonnement des aides aux entreprises implantées dans les bassins d'emploi à redynamiser*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 190 de la commission et n° 70 de M. Thierry Foucaud. - **Article 40** (*Modification du champ d'intervention de la commission interministérielle de coordination des contrôles*) (p. 6969) : son amendement n° 172 : rédaction ; adopté. - **Article 41** (*Régime de la pénalité que les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche versent au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, FIPHPP*) (p. 6971, 6972) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 142 de M. Paul Blanc et n° 91 de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 43** (*Amélioration des rapports relatifs à la fonction publique et aux régimes des pensions civiles et militaires*) (p. 6975) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 6979, 6981) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 119 (modalités de calcul des dotations destinées au financement des charges transférées aux collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy), n° 84 (précision), et de la commission des affaires sociales n° 34 (réduction du taux de prélèvement au titre de la gestion en faveur des organismes de sécurité sociale), n° 35 (transmission au Parlement d'un rapport annuel récapitulatif et évaluant l'ensemble des dépenses concourant à la politique de la famille) et n° 151 de M. Charles Josselin (pérennisation de la compensation versée pour 2007 aux collectivités territoriales dont les pertes de produits issus de France Télécom seraient supérieures à 6 % en produit fiscal brut). - **Article 46** (*Amélioration du rapport sur l'effort financier de l'Etat en faveur des collectivités territoriales*) (p. 6982) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. François Marc. - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 6984) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A de 15.300 euros à 20.000 euros) et n° 115 de M. Rémy Pointereau (instauration d'une échéance annuelle unique de paiement des droits d'accises sur les boissons alcooliques dus par les opérateurs qui ont un faible volume d'activité). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6986) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 139 (2007-2008)]**

*Discussion générale :*

- (18 décembre 2007) : son intervention (p. 6989). - **Article 9 bis B** (p. 7028) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 9 bis** (p. 7029) : son amendement n° 2 : suppression de gage ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2007 - Commission mixte paritaire [n° 148 (2007-2008)]** - (20 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7085). - **Article 22 quater** (p. 7120) : ses amendements n° 1 (précision) ; et n° 2 (inclusion de la contribution sur les produits de la mer dans l'assiette de la TVA) ; adoptés. - **Article 23 bis** : son amendement n° 3 : précision ; adopté.

**YADE (Rama)**  
*secrétaire d'Etat chargée des affaires  
étrangères et des droits de l'homme  
(à partir du 19 juin 2007)*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances [n° 277 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 278 (2006-2007)** (p. 1918, 1919) : révision constitutionnelle du 19 février 2007 : caractère irréversible de l'abolition de la peine de mort. Demande la ratification des deux protocoles parachevant le processus d'exclusion de la peine de mort.
- **Projet de loi autorisant l'adhésion au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort [n° 278 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 277 (2006-2007)**.
- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants [n° 299 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1922) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur l'exercice des droits des enfants [n° 315 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1923, 1925) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages [n° 319 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion générale** (p. 1925, 1926) : demande l'adoption de ce projet de loi.
- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains [n° 303 (2006-2007)]** - (26 juin 2007) - **Discussion**

**YUNG (Richard)**  
*sénateur (Français établis hors de  
France (Série C 2))  
SOC*

## NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

**générale** (p. 1926, 1927) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi [n° 436 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3297, 3298) : accord de coopération signé le 6 mars 2007 entre la France et les Emirats Arabes Unis. Projet inédit en France comme à l'étranger. Création d'un musée dénommé "Louvre Abou Dabi". Conditions posées par la France. Création de l'Agence France Muséums dédiée au financement du projet. Prêt d'œuvres issues des collections de musées français participant au projet. Aide de la France à la gestion du musée, à la formation de ses cadres et à la stratégie d'acquisition de la collection émirienne. Nombreuses interrogations en France autour du "Louvre Abou Dabi". Attachement du ministère de la culture à cette coopération et au défi qu'elle représente pour la France, au nom de la diversité culturelle et du rapprochement des civilisations.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne relatif au tunnel routier de Tende [n° 442 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3315, 3316) : reconstruction du tunnel de Tende. Mise en place d'une gestion unifiée. Amélioration de la sécurité des usagers. Substitution du conseil général des Alpes Maritimes à l'Etat le 1er janvier 2008. (p. 3319) : réponse aux intervenants.

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement à la convention européenne pour la répression du terrorisme [n° 178 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3319) : extradition. Dépolitisation des actes de terrorisme. Droit d'asile. (p. 3322) : définition de la notion de terrorisme et d'actes terroristes.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention destinée à adapter et à approfondir la coopération administrative entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 327 (2006-2007)]** - (25 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3322, 3323) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 79 (2007-2008)]** - (19 décembre 2007) - **Discussion générale** : son intervention (p. 7043, 7044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* relative à la coopération internationale des collectivités territoriales dans le domaine des technologies de l'information et des communications [n° 185 (2006-2007)] (30 janvier 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

*Proposition de loi* visant à modifier certaines dispositions relatives à l'adoption [n° 259 (2006-2007)] (21 février 2007) - **Collectivités territoriales - Famille - Sécurité sociale.**

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Pour un droit de la prescription moderne et cohérent [n° 338 (2006-2007)] (20 juin 2007) - **Justice**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à réviser la Constitution du 4 octobre 1958 afin de rééquilibrer les institutions en renforçant les pouvoirs du Parlement [n° 386 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à organiser le recours aux stages [n° 387 (2006-2007)] (12 juillet 2007) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Éducation**.

*Proposition de loi* relative à l'exercice par les Français établis hors de France du droit de vote aux élections du Parlement européen [n° 428 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* relative aux indemnités des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 429 (2006-2007)] (1er août 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'apprentissage des premiers secours lors de la formation initiale des conducteurs de transport routier de personnes [n° 433 (2006-2007)] (2 août 2007) - **Questions sociales et santé - Transports**.

*Proposition de loi* tendant à préserver le pouvoir d'achat des ménages en maintenant les tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel [n° 462 (2006-2007)] (25 septembre 2007) - **Énergie**.

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Vers un état civil moderne et respectueux de la dignité des citoyens [n° 469 (2006-2007)] (26 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Société**.

*Proposition de résolution* tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de la libération des infirmières bulgares en Libye et sur les accords franco-libyens [n° 477 (2006-2007)] (28 septembre 2007) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

*Proposition de loi* d'orientation sur les finances locales relative à la solidarité financière et la justice fiscale [n° 17 (2007-2008)] (4 octobre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de l'État vis-à-vis du Groupe EADS en 2006 [n° 18 (2007-2008)] (9 octobre 2007) - **Entreprises - Justice**.

*Proposition de loi* tendant à instituer le 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 75 (2007-2008)] (8 novembre 2007) - **Anciens combattants**.

*Proposition de loi* visant à rendre incompatibles la fonction de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger et la qualité de consul honoraire [n° 85 (2007-2008)] (15 novembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Proposition de loi* visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [n° 103 (2007-2008)] (23 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)] (26 novembre 2007) - **Collectivités territoriales - Éducation**.

*Proposition de loi* en faveur du pouvoir d'achat [n° 116 (2007-2008)] (6 décembre 2007) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1197, 1198) : le groupe socialiste votera pour ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à organiser le recours aux stages [n° 364 (2006-2007)]** - (13 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1454, 1455) : insuffisances de la loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et de la charte des stages étudiants en entreprises. Prise en compte de la situation des stagiaires français à l'étranger dans la proposition de loi. Votera ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1458, 1459) : désertion de l'hémicycle par le groupe UMP. Le groupe socialiste votera contre les conclusions négatives de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif à la commission nationale consultative des droits de l'homme [n° 221 (2007-2008)]** - (21 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1756, 1757) : consécration de l'assise législative de la commission et de son rôle majeur. Ses observations sur le manque de saisine de la commission par le Gouvernement et sur la situation des droits de l'homme en France. Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - **Discussion générale** (p. 2089, 2090) : inutilité d'un énième texte pour lutter contre la récidive. Instrumentalisation de certains faits divers. Peines planchers. Politique de défiance vexatoire à l'encontre des magistrats. Risque de "lynchage" médiatique des juges. Défiance du groupe socialiste à l'égard de ce projet de loi. - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - Détermination de peines minimales de privation de liberté) (p. 2128, 2130) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 37 (possibilité pour le juge de prononcer pour les mineurs une mesure éducative au lieu d'une peine inférieure aux peines planchers); retiré; et n° 36 (précision selon laquelle seules les sanctions pénales, et non les mesures éducatives, sont prises en compte pour l'établissement de l'état de récidive des mineurs); adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2134) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu). - **Article 4** (art. 362 du code de procédure pénale - Information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales) (p. 2143) : soutient l'amendement n° 41 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. - **Article 7** (art. 723-30 et 723-31 du code de procédure pénale - Obligation de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire) (p. 2154) : soutient l'amendement n° 45 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. - **Article 9** (art. 729, 731-1 et 712-21 du code pénal - Renforcement des obligations liées au suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle) (p. 2157) : soutient l'amendement n° 47 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté.

- **Projet de loi instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 371 (2006-2007)]** - (31 juillet 2007) - **Article 2** (Nomination et incompatibilités) (p. 3045) : son amendement n° 46 : critères de choix du contrôleur général des lieux de privation de liberté; rejeté. - **Article 5** (Modalités d'information et de saisine) (p. 3051) : saisine du contrôleur général. - **Article 6** (Pouvoirs d'investigation) (p. 3055) : conditions d'exercice des missions du contrôleur général. (p. 3074) : accès à la formation du contrôleur général. - **Article 7** (Suite donnée aux inspections) (p. 3078) : soutient l'amendement n° 73 de M. Charles Gautier (extension du champ des observations que le contrôleur général adresse aux ministres intéressés); adopté. (p. 3079) : son amendement n° 48 : suivi

des recommandations du contrôleur général ; rejeté. - **Article 8** (*Avis et recommandations*) (p. 3080) : son amendement n° 49 : possibilité pour le contrôleur général de rédiger des rapports sur toute question lui semblant utile ; rejeté.

- **Projet de loi de lutte contre la contrefaçon [n° 226 (2006-2007)]** - (19 septembre 2007) - **Discussion générale** (p. 3232, 3233) : évolution de la contrefaçon. Dangers pour les consommateurs. Transposition des directives du 29 avril 2004, relative au respect des droits de propriété intellectuelle et du 6 juillet 1998, relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques. Produits pharmaceutiques. Contenu du texte. Le groupe socialiste votera ce projet de loi. - **Article 3** (art. L. 521-1 à L. 521-9 du code de la propriété intellectuelle - Régime juridique applicable à la contrefaçon de dessins et modèles nationaux) (p. 3241) : régime des prescriptions. Mise en œuvre du droit à l'information. Dommages et intérêts forfaitaires. - **Intitulé du Chapitre VI** (*Dispositions relatives aux dénominations géographiques*) (p. 3255) : favorable à l'amendement n° 30 de la commission (Intitulé du chapitre VI - dispositions relatives aux indications géographiques). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 3263, 3266) : son amendement n° 50 : rationalisation de l'organisation judiciaire en matière de propriété intellectuelle ; adopté. Favorable à l'amendement n° 48 de la commission (extension des compétences des douanes et des services judiciaires). (p. 3270) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission (circonstances aggravantes pour les marchandises dangereuses pour la santé et la sécurité humaine). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3274) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [n° 461 (2006-2007)]** - (3 octobre 2007) - **Article 4 (priorité)** (art. L. 211-2-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Préparation à l'intégration des conjoints de Français dans leur pays d'origine)

(p. 3562) : le groupe socialiste défendra la suppression de cet article inique. Stigmatisation des mariages binationaux.

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2007) - **Article 6** (art. L. 213-9 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Caractère suspensif du référé liberté dirigé contre une décision de refus d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile) (p. 3700) : soutient l'amendement n° 147 de Mme Michèle André (limitation de la possibilité d'ordonnance sans audience uniquement aux cas de désistement, non-lieu ou incompétence de la juridiction administrative) ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 721-1, L. 722-1, L. 722-2 et L. 722-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Conséquences de la création d'un ministre chargé de l'asile) (p. 3710, 3711) : problématique de l'utilisation des informations confidentielles et des conséquences budgétaires du transfert de la tutelle de l'asile. Crainte d'un rattachement ultérieur de l'OFPPA au ministère de l'intérieur. Soutient les amendements de Mme Michèle André n° 151, 152, 153 et 154 (suppression) ; rejetés. - **Article 10 bis** (art. L. 121-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Obligation d'enregistrement des ressortissants communautaires) (p. 3718) : soutient l'amendement n° 159 de Mme Michèle André (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3726) : son amendement n° 167 : abrogation de l'article 185 du code civil qui interdit la contestation de la validité du mariage célébré à l'étranger d'une mineure enceinte ; adopté.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens [n° 474 (2006-2007)]** - (9 octobre 2007) - **Discussion générale** (p. 3807, 3808) : le groupe socialiste votera ce texte.

**ZOCCHETTO (Français)**  
sénateur (Mayenne)  
UC-UDF

## NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats (7 février 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale (12 février 2007).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs (19 juillet 2007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (11 octobre 2007).

## DÉPÔTS

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 133 (2006-2007)] tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 177 (2006-2007)] (24 janvier 2007) - **Justice**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 249 (2006-2007)] (20 février 2007) - **Justice**.

*Proposition de loi* tendant à reconnaître le vote blanc [n° 329 (2006-2007)] (11 juin 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 333 (2006-2007)] renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 358 (2006-2007)] (3 juillet 2007) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 410 (2006-2007)] (24 juillet 2007) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

*Proposition de loi* visant à réintroduire la procédure de la consultation populaire dans le dispositif destiné à l'accession de Mayotte au statut de département et région d'outre-mer [n° 43 (2007-2008)] (23 octobre 2007) - **Outre-mer**.

*Proposition de loi* tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 134 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Collectivités territoriales - Justice**.

*Proposition de résolution* tendant à compléter et modifier le Règlement du Sénat [n° 135 (2007-2008)] (13 décembre 2007) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la prévention de la délinquance - Deuxième lecture [n° 102 (2006-2007)]** - (9 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 13, 14) : texte transversal. Rappel à l'ordre par le maire. Cohérence entre le projet de loi et le texte sur la protection de l'enfance. Responsabilité du bailleur pour les troubles causés par l'occupant. Composition pénale. Dispositifs de sanction-réparation et sanction-restauration.

- **Proposition de loi relative aux contrats d'assurance de protection juridique [n° 160 (2006-2007)]** - (23 janvier 2007) - **Discussion générale** (p. 459, 460) : accès au droit. Aide juridictionnelle. Objectifs de sa proposition de loi.

- **Projet de loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats [n° 125 (2006-2007)]** - (1er février 2007) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 133 (2006-2007)** (p. 918) : affaire d'Outreau. Groupe de travail sur la réforme du fonctionnement de la justice pénale. Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'affaire d'Outreau. Rapport Magendie. Pôles de l'instruction. Détention provisoire. Renforcement du caractère contradictoire de l'enquête et de l'instruction. Enregistrement des interrogatoires des personnes gardées à vue. Durée de l'instruction. Rationalisation du dépôt de plainte avec constitution de partie civile. Exposé du dispositif proposé pour améliorer le fonctionnement de la justice. Possibilité, pour le ministère public, de prendre des réquisitions de non-lieu. Protection des mineurs.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 125 (2006-2007).** - (6 février 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Question préalable** (p. 1169) : s'oppose à la motion n° 90 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort [n° 192 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Discussion générale** (p. 1187, 1188) : objectif de la révision constitutionnelle. Situation en Chine. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant modification du titre IX de la Constitution [n° 162 (2006-2007)]** - (7 février 2007) - **Article unique** (p. 1233) : soutient l'amendement n° 6 de M. Pierre Fauchon (champ de l'inviolabilité du Chef de l'Etat) ; rejeté.

- **Projet de loi tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale [n° 133 (2006-2007)]** - (8 février 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) (p. 1267, 1268) : ses amendements n° 1 : rédaction ; et n° 2 : possibilité de statuer seul pour le juge d'instruction ; adoptés. - **Article 1er C** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45,

706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) : son amendement n° 3 : coordination ; adopté. - **Article 1er D** (art. 50, 52, 80-1, 80-1-1, 84, 85, 113-8, 116, 137-1, 137-2, 138, 139, 140, 141-1, 141-2, 142, 144-1, 145, 146, 147, 148, 148-1-1, 175, 175-1, 175-2, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 188, 197, 202, 206, 207, 207-1, 221-3, 397-2, 469, 495-15, 571 657, 663, 698, 701, 705-1, 705-2, 804, 877, 905-1, 706-2, 706-17, 706-18, 706-19, 706-22, 706-25, 706-45, 706-76, 706-77, 706-78, 706-107, 706-109, 706-110, 706-111 - *Institution de la collégialité de l'instruction*) (p. 1269) : son amendement n° 4 : coordination ; adopté. - **Article 1er** (art. 52-1 nouveau, 80, 85, 118, 397-2 et 397-7 nouveau - *Création de pôles de l'instruction*) (p. 1271, 1273) : position de la commission sur les amendements n° 54 de M. Charles Guéné, n° 91 et n° 92 de M. Robert Badinter. Ses amendements n° 5 : correction d'une erreur de référence ; et de rédaction n° 6, 7 et 8 ; adoptés. - **Article 2** (art. 83, 83-1, 83-2 nouveau, 84 et 706-17 du code de procédure pénale - *Cosaisine des juges d'instruction*) (p. 1274, 1277) : ses amendements n° 9 : rédaction ; n° 10 : imposition d'un délai de six mois avant renouvellement d'une demande ; n° 11 : désignation par le juge d'instruction des juges cosaisis ; n° 12 : dessaisissement du juge d'instruction à la date de désignation des juges d'instruction du pôle ; et n° 13 et 14 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1278) : position de la commission sur l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 3** (p. 1279, 1281) : position de la commission sur les amendements n° 57, n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 93 et n° 94 de M. Robert Badinter. - **Article 3** (art. 144, 137-4, 179, 396 et 397-3 du code de procédure pénale - *Critères de placement en détention provisoire*) (p. 1282, 1286) : ses amendements n° 15 : rédaction ; et, portant sur le même objet, n° 16 et 17 : maintien des six premiers critères actuels autorisant la détention provisoire à l'article 144 du code de procédure pénale ; et n° 18 : suppression, en matière correctionnelle, du septième critère autorisant la détention provisoire à l'article 144 du code de procédure pénale ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 59, n° 60 et n° 61, et n° 95 de M. Robert Badinter. - **Article 4** (art. 145 et 135-2 du code de procédure pénale - *Principe de la publicité du débat sur le placement en détention provisoire*) (p. 1287) : ses amendements n° 19 : publication de l'avis du juge d'instruction sur la publicité ou non du débat de la mise en détention ; n° 20 : élargissement de conditions de non-publicité sur le débat contradictoire ; et n° 21 : liberté d'office de l'intéressé si le placement en détention provisoire n'est pas ordonné à l'issue de l'incarcération provisoire ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 1288, 1290) : position de la commission sur les amendements n° 63, n° 64, n° 65, n° 66 et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 5** (art. 199 et 221-3 nouveau du code de procédure pénale - *Contrôle de la détention provisoire par la chambre de l'instruction*) (p. 1291, 1294) : ses amendements n° 22, 23, 27 et 28 : coordination ; n° 24, 25, 26 et 31 : précision ; n° 30 et 29 : rédaction ; n° 32 : purge des nullités ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 96 de M. Robert Badinter. - **Article additionnel après l'article 5** : Position de la commission sur l'amendement n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 1295) : position de la commission sur l'amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 98 de M. Robert Badinter. (p. 1308, 1314) : position de la commission sur les amendements n° 70, n° 71, n° 72, n° 73 et n° 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 97 de M. Robert Badinter. - **Article 6** (art. 64-1 nouveau, 77 et 154 du code de procédure pénale - *Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes placées en garde à vue*) (p. 1316, 1319) : position de la commission sur les amendements n° 99, n° 101 et n° 100 de M. Robert Badinter ainsi que sur les amendements n° 77 et n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ses amendements n° 33 : subordination de la décision d'enregistrer aux nécessités de l'enquête en cas d'un grand nombre de personnes gardées à vue ; adopté ; et son amendement n° 34 : en cas d'impossibilité technique, vérification par le procureur de l'existence d'autres moyens d'enregistrement ; retiré. - **Article 7** (art. 116-1 du code de

*procédure pénale - Enregistrement audiovisuel, en matière criminelle, des interrogatoires des personnes mises en examen réalisés dans le cabinet du juge d'instruction*) (p. 1321, 1322) : position de la commission sur les amendements n° 78 et n° 79 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 102 de M. Robert Badinter. Son amendement n° 35 : prise en compte des nécessités de l'investigation dans la décision du juge d'instruction de ne pas enregistrer certains interrogatoires ; adopté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1323) : son amendement n° 36 : présentation d'un rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de l'enregistrement audiovisuel des interrogatoires ; adopté. - **Article 8** (art. 80-1-1 et 120-1 nouveaux du code de procédure pénale - *Octroi du statut de témoin assisté à la personne mise en examen - Demande de confrontations séparées*) (p. 1324) : son amendement n° 37 : élargissement de la possibilité pour la personne mise en examen de demander l'octroi du statut de témoin assisté ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 103 de M. Robert Badinter. - **Article 9** (art. 114, 161-1 et 161-2 nouveaux, 166, 167, 167-2 nouveau, 168, 186-1 et 803-1 du code de procédure pénale - *Renforcement du caractère contradictoire des expertises - Transmission par voie électronique des pièces de procédure*) (p. 1325, 1327) : position de la commission sur les amendements de M. Robert Badinter n° 82 et n° 104. Ses amendements n° 38, 39 et 41 : rédaction ; et n° 40 : possibilité pour le procureur de la République de recevoir directement les expertises avec l'accord du juge d'instruction ; adoptés. - **Article 11** (art. 4 du code de procédure pénale - *Limitation du champ d'application de la règle en vertu de laquelle "le criminel tient le civil en l'état"*) (p. 1328, 1329) : position de la commission sur l'amendement n° 83 de M. Robert Badinter. - **Article 12** (art. 85, 86, 88-2, 800-1 du code de procédure pénale - *Prévenir les instructions injustifiées ou inutiles ouvertes du fait d'une plainte avec constitution de partie civile - Limiter les demandes d'expertise abusives*) (p. 1330, 1331) : ses amendements n° 43 : suspension de la prescription de l'action publique entre le dépôt de la plainte et la réponse du procureur, ou passé un délai de trois mois ; n° 44 : possibilité pour le procureur de la République de prendre des réquisitions de non-lieu ; et n° 45 : impossibilité de mettre les frais d'expertise à la charge de la partie civile en matière de crimes et de délits contre les personnes ; adoptés. - **Article 13** (art. 236, 237 et 238 du code de procédure pénale - *Audience dans les cours d'assises*) : Position de la commission sur l'amendement n° 84 de M. Robert Badinter. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 1332, 1333) : position de la commission sur les amendements n° 87 et n° 86 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Article 13 ter** (art. 585-2 nouveau du code de procédure pénale - *Institution d'un délai pour le dépôt du mémoire du ministre public ayant formé un pourvoi en cassation*) (p. 1334) : son amendement n° 46 : précision ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13 ter** : Position de la commission sur les amendements identiques n° 107 du Gouvernement et n° 85 de M. Robert Badinter. Son amendement n° 47 : représentation obligatoire par un avocat à la cour de cassation pour les pourvois en cassation relevant de la matière pénale ; adopté. - **Article 15** (art. 706-52 et 706-71 du code de procédure pénale - *Renforcement de l'enregistrement obligatoire des auditions des mineurs victimes - Coordination*) (p. 1336) : son amendement n° 48 : coordination ; adopté. - **Article 15 ter** (art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - *Harmonisation des dispositions applicables pour l'enregistrement des gardes à vue des mineurs délinquants avec les mesures prévues pour celui des gardes à vue en matière criminelle*) (p. 1337) : son amendement n° 49 : coordination ; adopté. - **Article 16** (*Entrée en vigueur et dispositions transitoires*) (p. 1338, 1340) : position de la commission sur les amendements n° 106, n° 105 du Gouvernement et n° 89 de M. Robert Badinter. Ses amendements n° 50 : réduction de cinq à trois ans du délai d'entrée en vigueur de la collégialité ; et n° 51 : précision sur les dates d'application du présent texte ; adoptés. - **Article 17** (art. 804, 805, 877, 878 et 905-1 nouveau du code de procédure pénale - *Application aux îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) : son amendement n° 52 : rédaction ; adopté. - **Article 18** (*Rapport dressant le bilan de l'obligation*

*d'enregistrement des gardes à vue et des interrogatoires des personnes mises en examen dans le cabinet du juge d'instruction*) : son amendement n° 53 : suppression ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse [n° 156 (2007-2008)]** - (13 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1445) : texte opportun et nécessaire. Le groupe UC-UDF votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à l'interdiction de la peine de mort - Congrès du Parlement [n° 192 (2006-2007)]** - (19 février 2007) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 30, 31) : le groupe UC-UDF votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [n° 333 (2006-2007)]** - (5 juillet 2007) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2078, 2080) : notions de récidive légale et de réitération. Données chiffrées. Instauration de peines minimales pour les récidivistes. Attente d'un réel effet dissuasif sur la délinquance d'habitude. Respect de l'exigence de la personnalisation de la sanction et des principes constitutionnels de la justice des mineurs. Généralisation et systématisation de l'injonction de soins. Question des moyens humains et financiers. Problématique de la restrictivité des conditions pour le juge de prononcer une peine inférieure. Question sur le bilan des bureaux d'exécution des peines. Sous réserve de ces observations et de ses amendements, avis favorable de la commission des lois à l'adoption de ce projet de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2105) : position de la commission sur la motion n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2109) : position de la commission sur la motion n° 50 de M. Louis Mermet tendant à opposer la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2113) : position de la commission sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 1er** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2119, 2121) : son amendement n° 1 : possibilité pour le juge, à titre exceptionnel, de prendre aussi en compte les circonstances de l'infraction et la personnalité de l'auteur d'un crime commis en état de multirécidive, en vue de prononcer une peine inférieure aux peines planchers ; rejeté. Position de la commission sur les amendements n° 29 de M. Robert Badinter, n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 31, n° 30 et n° 33 de M. Robert Badinter, n° 14, n° 15 et n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 2122) : maintient l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. 132-18-1 et 132-19-1 nouveaux du code pénal - *Détermination de peines minimales de privation de liberté*) (p. 2129, 2132) : ses amendements n° 2 : clarification ; et n° 4 : possibilité pour le tribunal de prononcer, en plus de l'emprisonnement, une peine d'amende ou une peine complémentaire ; adoptés. Position de la commission sur les amendements identiques n° 34 de M. Robert Badinter et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, sur les amendements de ce dernier auteur n° 56 et n° 57, sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 21 et 22, n° 24 et 23, n° 16 et 17, n° 19, n° 20 et 18 et sur les amendements de M. Robert Badinter n° 37, n° 36, n° 35 et n° 38. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2133) : son amendement n° 5 : obligation pour le procureur de la République de requérir une enquête sociale et de personnalité avant de retenir l'état de récidive légale à l'encontre de l'accusé ou du prévenu ; adopté. (p. 2135) : son amendement n° 6 : avertissement du condamné par le président de la juridiction, lors du prononcé de la peine, des conséquences qu'entraînerait une condamnation pour une nouvelle infraction commise en état de récidive légale ; adopté. - **Article 3** (art. 20 et 20-2 de l'ordonnance du 2 février 1945 - *Limitation de l'"excuse de minorité" pour les mineurs de plus de 16 ans*) (p. 2139) : mise au point sur les orientations du texte. Position de la commission sur les amendements n° 40 de M. Robert Badinter, n° 58 et n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 52, n° 25 et 26, et n° 27. - **Article 4** (art. 362 du code de procédure pénale - *Information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales*) (p. 2144) : position de la

commission sur les amendements identiques n° 41 de M. Robert Badinter et n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 4** : Position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter. - **Article 5** (art. 131-36-4 du code pénal, art. 763-3 du code de procédure pénale - *Obligation de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire*) (p. 2147, 2149) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter. Question des moyens du suivi médical des auteurs d'infractions, notamment sexuelles. - **Article 6** (art. 132-45-1 nouveau du code pénal - *Application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 2152, 2153) : position de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Robert Badinter. - **Article 7** (art. 723-30 et 723-31 du code de procédure pénale - *Obligation de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire*) (p. 2154) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Robert Badinter. - **Article 8** (art. 721-1 du code de procédure pénale - *Interdiction des réductions de peine pour certains condamnés refusant les soins en détention*) (p. 2156) : ses amendements n° 7 : rétablissement du pouvoir d'appréciation du juge de l'application des peines sur la suppression, motivée par un refus de soins, des réductions de peines dont peuvent bénéficier les personnes détenues ; et n° 8 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements identiques n° 46 de M. Robert Badinter et n° 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 9** (art. 729, 731-1 et 712-21 du code pénal - *Renforcement des obligations liées au suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle*) (p. 2157) : son amendement n° 9 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements identiques n° 47 de M. Robert Badinter et n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Division et article additionnels après l'article 9** (p. 2158, 2159) : position de la commission sur les amendements n° 63 et n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Attente du projet de loi instituant le contrôleur général indépendant des lieux privatifs de liberté. - **Article 10** (*Entrée en vigueur*) (p. 2160) : son amendement n° 10 : clarification ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Robert Badinter. - **Article 11** (*Application du dispositif de la présente loi aux collectivités d'outre-mer*) : Position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter.

- *Commission mixte paritaire [n° 410 (2006-2007)]* - (26 juillet 2007) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2760) : prise en compte des préoccupations des deux assemblées et des modifications apportées par le Sénat. Suppression de l'article 2 bis, introduit par le Sénat, relatif à l'enquête de personnalité. Vigilance nécessaire quant aux pratiques du ministère public en matière d'enquête de personnalité. Insiste sur l'association prévention-répression. Au bénéfice de ces observations, avis favorable de la commission des lois à l'adoption du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile [n° 432 (2006-2007)]** - (21 novembre 2007) - **Discussion générale** (p. 5029, 5031) : initiative purement parlementaire. Mission d'information sur le régime des prescriptions civiles et pénales. Projet Catala. Réforme indispensable. Distinction pertinente dans deux titres différents du code civil, de la prescription extinctive et de la prescription acquisitive. Réduction du délai de droit commun pour la prescription extinctive, à l'exemple d'autres pays européens. Rationalisation des prescriptions. Délai butoir. Réflexion nécessaire sur une réforme de la prescription pénale. Pourcentage des cassations prononcées sur les pourvois fondés sur le moyen de la prescription. Occasion pour le Sénat de jouer un rôle majeur dans le processus législatif. Le groupe UC-UDF votera sans hésitation la proposition de loi. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 5041, 5042) : juge absurde le dispositif de l'amendement n° 6 du Gouvernement (prescription des obligations financières de l'auteur d'un dommage environnemental dans un délai de trente ans à compter du fait générateur du dommage) en dépit de la nécessité de respecter la législation européenne.

- **Question orale européenne avec débat de M. Hubert Haenel sur le rôle d'Eurojust et du réseau judiciaire européen** - (12 décembre 2007) - représentant de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 6539, 6540).

## INDEX

- ABOUT (Nicolas), p.1  
 ADNOT (Philippe), p.5  
 ALBANEL (Christine), p.6  
 ALDUY (Jean-Paul), p.7  
 ALFONSI (Nicolas), p.8  
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p.9  
 ALQUIER (Jacqueline), p.10  
 AMARA (Fadela), p.11  
 AMOUDRY (Jean-Paul), p.11  
 ANDRÉ (Michèle), p.12  
 ANDRÉ (Pierre), p.14  
 ANGELS (Bernard), p.15  
 ARNAUD (Philippe), p.16  
 ARTHUIS (Jean), p.17  
 ASSASSI (Éliane), p.22  
 ASSOULINE (David), p.25  
 AUBAN (Bertrand), p.28  
 AUTAIN (François), p.29  
 BACHELOT-NARQUIN (Roselyne), p.32  
 BADINTER (Robert), p.35  
 BADRÉ (Denis), p.38  
 BAILLY (Gérard), p.39  
 BALARELLO (José), p.40  
 BARBIER (Gilbert), p.40  
 BARNIER (Michel), p.42  
 BAROIN (François), p.43  
 BARRAUX (Bernard), p.43  
 BAS (Philippe), p.44  
 BAUDOT (Jacques), p.46  
 BAYLET (Jean-Michel), p.46  
 BEAUFILS (Marie-France), p.47  
 BEAUMONT (René), p.49  
 BÉCOT (Michel), p.50  
 BEL (Jean-Pierre), p.51  
 BELOT (Claude), p.52  
 BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), p.53  
 BERNARDET (Daniel), p.53  
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p.54  
 BERTRAND (Xavier), p.54  
 BESSE (Roger), p.58  
 BESSON (Eric), p.58  
 BESSON (Jean), p.59  
 BÉTEILLE (Laurent), p.60  
 BIARNÈS (Pierre), p.63  
 BILLARD (Joël), p.64  
 BILLOUT (Michel), p.64  
 BIWER (Claude), p.66  
 BIZET (Jean), p.67  
 BLANC (Jacques), p.68  
 BLANC (Paul), p.69  
 BLANDIN (Marie-Christine), p.71  
 BLIN (Maurice), p.72  
 BOCKEL (Jean-Marie), p.73  
 BODIN (Yannick), p.73  
 BORDIER (Pierre), p.75  
 BORLOO (Jean-Louis), p.75  
 BOROTRA (Didier), p.77  
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p.77  
 BOULAUD (Didier), p.82  
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p.83  
 BOURDIN (Joël), p.87  
 BOUT (Brigitte), p.88  
 BOUTIN (Christine), p.89  
 BOYER (André), p.89  
 BOYER (Jean), p.90  
 BOYER (Yolande), p.91  
 BRANGER (Jean-Guy), p.92  
 BRAYE (Dominique), p.93  
 BRET (Robert), p.95  
 BRETON (Thierry), p.97  
 BRICQ (Nicole), p.97  
 BRISEPIERRE (Paulette), p.101  
 de BROISSIA (Louis), p.102  
 BUFFET (François-Noël), p.104  
 BUSSEREAU (Dominique), p.108  
 CAFFET (Jean-Pierre), p.108  
 CAMBON (Christian), p.110  
 CAMPION (Claire-Lise), p.111  
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p.113  
 CARLE (Jean-Claude), p.113  
 CARRÈRE (Jean-Louis), p.114  
 CAZALET (Auguste), p.115  
 CAZEAU (Bernard), p.116  
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p.118  
 CÉSAR (Gérard), p.120  
 CHARASSE (Michel), p.122  
 CHATEL (Luc), p.124  
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p.127  
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p.128  
 CLÉMENT (Pascal), p.128  
 COINTAT (Christian), p.132  
 COLLIN (Yvon), p.136  
 COLLOMB (Gérard), p.136  
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p.137  
 COLONNA (Catherine), p.140  
 COQUELLE (Yves), p.140  
 CORNU (Gérard), p.140  
 COUDERC (Raymond), p.143  
 COURTEAU (Roland), p.144  
 COURTOIS (Jean-Patrick), p.145  
 CUQ (Henri), p.147  
 DALLIER (Philippe), p.147  
 DANGLLOT (Jean-Claude), p.149  
 DARCOS (Xavier), p.150  
 DARNICHE (Philippe), p.150  
 DASSAULT (Serge), p.151  
 DATI (Rachida), p.152  
 DAUGE (Yves), p.154  
 DAVID (Annie), p.155  
 DEBRÉ (Isabelle), p.158  
 del PICCHIA (Robert), p.159  
 DELEVOYE (Jean-Paul), p.162  
 DELFAU (Gérard), p.162  
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p.163  
 DEMESSINE (Michelle), p.164  
 DEMONTÈS (Christiane), p.166  
 DEMUYNCK (Christian), p.167  
 DENEUX (Marcel), p.168  
 DÉRIOT (Gérard), p.169  
 DESCAMPS (Béatrice), p.170  
 DESESSARD (Jean), p.171  
 DESMARESCAUX (Sylvie), p.174  
 DETCHEVERRY (Denis), p.174  
 DÉTRAIGNE (Yves), p.175  
 DIDIER (Évelyne), p.177  
 DINI (Muguette), p.178  
 DOLIGÉ (Éric), p.179  
 DOMEIZEL (Claude), p.180  
 DOMINATI (Philippe), p.182  
 DONNEDIEU de VABRES (Renaud), p.183  
 DOUBLET (Michel), p.183  
 DOUSTE-BLAZY (Philippe), p.184  
 DREYFUS-SCHMIDT (Michel), p.185  
 DUBOIS (Daniel), p.188  
 DUFAUT (Alain), p.188  
 DULAIT (André), p.189

INDEX

- DUMAS (Catherine), p.190  
 DUPONT (Ambroise), p.190  
 DUPONT (Bernadette), p.191  
 DUPONT (Jean-Léonce), p.193  
 DURRIEU (Josette), p.196  
 DUSSAUT (Bernard), p.197  
 DUTREIL (Renaud), p.198  
 DUVERNOIS (Louis), p.198  
 ÉMIN (Jean-Paul), p.199  
 EMORINE (Jean-Paul), p.200  
 ESNEU (Michel), p.200  
 ESTROSI (Christian), p.201  
 ETIENNE (Jean-Claude), p.205  
 FALCO (Hubert), p.205  
 FAUCHON (Pierre), p.206  
 FAURE (Jean), p.207  
 FÉRAT (Françoise), p.208  
 FERRAND (André), p.209  
 FILLON (François), p.210  
 FISCHER (Guy), p.210  
 FLOSSE (Gaston), p.215  
 FORTASSIN (François), p.216  
 FOUCAUD (Thierry), p.217  
 FOUCHÉ (Alain), p.220  
 FOURCADE (Jean-Pierre), p.221  
 FOURNIER (Bernard), p.222  
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p.222  
 FRÉCON (Jean-Claude), p.223  
 FRÉVILLE (Yves), p.224  
 FRIMAT (Bernard), p.225  
 GAILLARD (Yann), p.228  
 GARREC (René), p.229  
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p.230  
 GAUDIN (Christian), p.231  
 GAUDIN (Jean-Claude), p.233  
 GAUTIER (Charles), p.233  
 GAUTIER (Gisèle), p.236  
 GAUTIER (Jacques), p.237  
 GÉLARD (Patrice), p.237  
 GÉRARD (Alain), p.239  
 GERBAUD (François), p.240  
 GILLOT (Jacques), p.240  
 GINÉSY (Charles), p.241  
 GIRARDIN (Brigitte), p.242  
 GIRAUD (Adrien), p.242  
 GIRAUD (Francis), p.243  
 GIROD (Paul), p.244  
 GODEFROY (Jean-Pierre), p.245  
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p.248  
 GOUJON (Philippe), p.249  
 GOULARD (François), p.250  
 GOULET (Daniel), p.250  
 GOULET (Nathalie), p.250  
 GOURAULT (Jacqueline), p.252  
 GOURNAC (Alain), p.253  
 GOUSSEAU (Adeline), p.254  
 GOUTEYRON (Adrien), p.255  
 GRIGNON (Francis), p.257  
 GRILLOT (Louis), p.258  
 GRUILLOT (Georges), p.258  
 GUENÉ (Charles), p.259  
 GUÉRINI (Jean-Noël), p.260  
 GUERRY (Michel), p.261  
 HAENEL (Hubert), p.262  
 HAUT (Claude), p.263  
 HENNERON (Françoise), p.264  
 HÉRISSON (Pierre), p.265  
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p.266  
 HERVIAUX (Odette), p.268  
 HIRSCH (Martin), p.269  
 HOARAU (Gélita), p.269  
 HORTEFEUX (Brice), p.270  
 HOUEL (Michel), p.274  
 HUE (Robert), p.275  
 HUMBERT (Jean-François), p.276  
 HUMMEL (Christiane), p.277  
 HURÉ (Benoît), p.277  
 HUREL (Sandrine), p.278  
 HYEST (Jean-Jacques), p.278  
 IBRAHIM RAMADANI (Soibahadine), p.285  
 JARLIER (Pierre), p.285  
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p.286  
 JÉGOU (Jean-Jacques), p.288  
 JOSSELIN (Charles), p.290  
 JOURNET (Alain), p.291  
 JOUYET (Jean-Pierre), p.292  
 JUILHARD (Jean-Marc), p.293  
 KAMMERMANN (Christiane), p.294  
 KAROUTCHI (Roger), p.295  
 KELLER (Fabienne), p.296  
 KERGUERIS (Joseph), p.297  
 KHIARI (Bariza), p.298  
 KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie), p.300  
 KOUCHNER (Bernard), p.301  
 KRATTINGER (Yves), p.302  
 LABEYRIE (Philippe), p.303  
 LAFFITTE (Pierre), p.304  
 LAGARDE (Christine), p.306  
 LAGAUCHE (Serge), p.309  
 LAMBERT (Alain), p.310  
 LAMÉNIE (Marc), p.312  
 LAMOUR (Jean-François), p.313  
 LAMURE (Élisabeth), p.313  
 LAPORTE (Bernard), p.314  
 LARCHER (Gérard), p.314  
 LARCHER (Serge), p.315  
 LARDEUX (André), p.315  
 LAUFOAULU (Robert), p.317  
 LE CAM (Gérard), p.318  
 LECERF (Jean-René), p.319  
 LECLERC (Dominique), p.324  
 LEGENDRE (Jacques), p.325  
 LE GRAND (Jean-François), p.326  
 LEJEUNE (André), p.327  
 LE PENSEC (Louis), p.328  
 LEROY (Philippe), p.328  
 LESBROS (Marcel), p.329  
 LÉTARD (Valérie), p.329  
 LE TEXIER (Raymonde), p.331  
 LE VERN (Alain), p.333  
 LISE (Claude), p.334  
 LONGUET (Gérard), p.335  
 LOOS (François), p.336  
 LOUECKHOTE (Simon), p.336  
 du LUART (Roland), p.337  
 LUC (Hélène), p.338  
 MADEC (Roger), p.339  
 MADRELLE (Philippe), p.340  
 MAHÉAS (Jacques), p.341  
 MALOVRY (Lucienne), p.342  
 MARC (François), p.342  
 MARINI (Philippe), p.345  
 MARLEIX (Alain), p.359  
 MARSIN (Daniel), p.359  
 MARTIN (Pierre), p.359  
 MASSERET (Jean-Pierre), p.360

INDEX

- MASSION (Marc), p.361  
 MASSON (Jean Louis), p.362  
 MATHON-POINAT (Josiane), p.363  
 MAUROY (Pierre), p.366  
 MÉKACHÉRA (Hamlaoui), p.367  
 MÉLENCHON (Jean-Luc), p.367  
 MÉLOT (Colette), p.369  
 MERCERON (Jean-Claude), p.370  
 MERCIER (Michel), p.371  
 MERMAZ (Louis), p.373  
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p.375  
 MICHEL (Jean-Pierre), p.375  
 MILON (Alain), p.377  
 MIQUEL (Gérard), p.378  
 MIRAUX (Jean-Luc), p.380  
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p.380  
 MOREIGNE (Michel), p.382  
 MORIN (Hervé), p.384  
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p.384  
 MORTEMOUSQUE (Dominique), p.385  
 MOULY (Georges), p.386  
 MULLER (Jacques), p.387  
 MURAT (Bernard), p.388  
 MUZEAU (Roland), p.389  
 NACHBAR (Philippe), p.390  
 NOGRIX (Philippe), p.391  
 NOVELLI (Hervé), p.393  
 OLIN (Nelly), p.394  
 OTHILY (Georges), p.394  
 PANIS (Jacqueline), p.396  
 PAPON (Monique), p.397  
 PASQUA (Charles), p.398  
 PASTOR (Jean-Marc), p.398  
 PAYET (Anne-Marie), p.399  
 PÉCRESSE (Valérie), p.401  
 PELLETIER (Jacques), p.403  
 PÉPIN (Jean), p.404  
 PERCHERON (Daniel), p.404  
 PEYRAT (Jacques), p.405  
 PEYRONNET (Jean-Claude), p.405  
 PICHERAL (Jean-François), p.408  
 PIERRE (Jackie), p.409  
 PILLET (François), p.409  
 PINTAT (Xavier), p.410  
 PINTON (Louis), p.410  
 PIRAS (Bernard), p.411  
 PLANCADE (Jean-Pierre), p.412  
 POINTEREAU (Rémy), p.413  
 PONCELET (Christian), p.414  
 PONIATOWSKI (Ladislav), p.415  
 PORTELLI (Hugues), p.416  
 POZZO di BORGIO (Yves), p.418  
 PRINTZ (Gisèle), p.419  
 PROCACCIA (Catherine), p.421  
 PUECH (Jean), p.425  
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p.425  
 RAINAUD (Marcel), p.425  
 de RAINCOURT (Henri), p.426  
 RALITE (Jack), p.427  
 RAOUL (Daniel), p.428  
 RAOULT (Paul), p.430  
 REINER (Daniel), p.432  
 RENAR (Ivan), p.433  
 REPENTIN (Thierry), p.434  
 RETAILLEAU (Bruno), p.437  
 REVET (Charles), p.438  
 REVOL (Henri), p.440  
 de RICHEMONT (Henri), p.441  
 RICHERT (Philippe), p.445  
 RIES (Roland), p.446  
 RISPAT (Yves), p.447  
 de ROBIEN (Gilles), p.448  
 ROGER-COUPIN (Maryse), p.448  
 de ROHAN (Josselin), p.448  
 ROMANI (Roger), p.449  
 ROUJAS (Gérard), p.449  
 ROUVIÈRE (André), p.450  
 ROZIER (Janine), p.451  
 SANTINI (André), p.452  
 SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p.452  
 SAUGEY (Bernard), p.453  
 SAUNIER (Claude), p.455  
 SCHILLINGER (Patricia), p.456  
 SÉGUIN (Philippe), p.457  
 SEILLIER (Bernard), p.457  
 SERGENT (Michel), p.461  
 SIDO (Bruno), p.462  
 SIFFRE (Jacques), p.463  
 SIGNÉ (René-Pierre), p.464  
 SITTLER (Esther), p.464  
 SOULAGE (Daniel), p.465  
 SOUVET (Louis), p.466  
 SUEUR (Jean-Pierre), p.467  
 SUTOUR (Simon), p.470  
 TASCIA (Catherine), p.471  
 TERRADE (Odette), p.473  
 TESTON (Michel), p.475  
 TEXIER (Yannick), p.477  
 THIOILLIÈRE (Michel), p.478  
 TODESCHINI (Jean-Marc), p.478  
 TORRE (Henri), p.480  
 TRILLARD (André), p.480  
 TROENDLE (Catherine), p.481  
 TROPEANO (Robert), p.482  
 TRUCY (François), p.483  
 TÜRK (Alex), p.484  
 VALADE (Jacques), p.484  
 VALLET (André), p.485  
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p.486  
 VANTOMME (André), p.486  
 VASSELLE (Alain), p.487  
 VAUTRIN (Catherine), p.494  
 VENDASI (François), p.495  
 VERA (Bernard), p.496  
 VÉZINHET (André), p.498  
 VIAL (Jean-Pierre), p.498  
 de VILLEPIN (Dominique), p.499  
 VINÇON (Serge), p.499  
 VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p.500  
 VOGUET (Jean-François), p.501  
 VOYNET (Dominique), p.502  
 WAUQUIEZ (Laurent), p.502  
 WOERTH (Eric), p.503  
 YADE (Rama), p.513  
 YUNG (Richard), p.513  
 ZOCCHETTO (François), p.515